



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20^e Législature — 3^e session

Vol. 2 — Séances du 15 mars au 12 avril 1938

1938

Texte établi par Jean-François Hébert, Donald Chouinard
et Josée Levasseur

Orateur : l'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

20e Législature - 3e session

Vol. 2 - Séances du 15 mars au 12 avril 1938

1938

Première séance du mardi 15 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Jacques Feeney, demandant l'adoption d'une loi validant la cléricature de Jacques Feeney, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Dépôt de documents:

Statistiques municipales,
1936

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1936. (Document de la session no 20)

Cléricature
de J. Feeney

M. Gagné (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 validant la cléricature de Jacques Feeney.

Adopté.

M. Gagné (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 141 validant la cléricature de Jacques Feeney.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), qu'à l'avenir, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le dimanche: la première, de trois heures à six heures du soir, et la deuxième de huit heures et demie à onze heures du soir; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

Vente avec
faculté de réméré

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 relatif à la vente avec faculté de réméré soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit par ce projet de loi de réprimer, d'éviter des abus, de mitiger les rigueurs du contrat de réméré.

Ce contrat a prêté à des abus et il s'est trouvé que des prêteurs s'en sont servi pour ruiner des emprunteurs. Ces prêteurs exigent des taux usuraires.

En vertu de la nouvelle loi, quand 75 % du montant aura été payé, il n'y aura plus de réméré. La dette deviendra une obligation, une simple hypothèque. La loi dit aussi qu'on ne pourra exercer le droit de réméré sans auparavant donner un avis de 60 jours.

En 1936, j'ai assisté à la conférence interprovinciale, à Ottawa, et j'ai demandé au pouvoir fédéral de passer une législation et de régler définitivement la question du taux d'intérêt. Seul Ottawa a le pouvoir de légiférer en matière d'intérêt. Il faut une diminution du taux et la disparition des

Statuts de l'article de la loi qui permet des taux d'intérêt de 12 % sur certains emprunts. Il y a des compagnies et des institutions qui chargent des intérêts beaucoup plus élevés. Certains usuriers prêtent même à 60 % en usant de subterfuges.

Il fait des considérations sur le capital humain et le capital argent.

Ottawa s'est rendu partiellement à nos demandes, dit-il, puisque je constate qu'à Ottawa le comité parlementaire des banques et du commerce de la Chambre des communes, dirigé par M. W. H. Moore, étudie présentement ces questions et fait une enquête sur les taux d'intérêt.

M. Moore m'a écrit pour me demander si la province avait des représentations, des réclamations à faire valoir; la province de Québec a été invitée à faire connaître son point de vue, quel taux d'intérêt nous désirions, et l'on peut être sûr que la province fera toutes les réclamations qui sont justes au sujet d'un taux d'intérêt uniforme et plus bas. Nous allons préparer un factum.

Au cours de la dernière session, nous avons fait tout ce que nous pouvions en fixant, réduisant de 5 % à 3 % le taux d'intérêt légal pour la province de Québec. Dans ce domaine, nous ne pouvions aller plus loin. Il nous restait la faculté d'intervenir au sujet du contrat de réméré et nous le faisons. Nous demandons à Ottawa de continuer son œuvre.

J'espère, dit-il, que le gouvernement fédéral adoptera mon point de vue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais bien savoir quelle sera la réponse de la province au sujet des intérêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui se produit aujourd'hui, c'est que les prêteurs trouvent moyen par des subterfuges d'exiger des taux exorbitants. Grâce aux lois fédérales, il se commet de l'usure qui équivaut à des vols. J'espère qu'Ottawa fera les modifications nécessaires aux lois pour prévenir l'usure. Un taux d'intérêt maximum de 6 % serait suffisant. La province demandera de fixer un taux de 6 %.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cinq pour cent, c'est assez.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition trouve que c'est assez, j'espère qu'il nous aidera et le demandera à ses amis d'Ottawa, et qu'il aura sur eux un peu plus d'influence qu'il en eut dans Bagot.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La loi fédérale est claire. Le taux d'intérêt le plus élevé permis par la loi fédérale, et seulement en certains cas, c'est 12 %. Tout taux d'intérêt au-delà de 12 % est illégal. Il est évident qu'il y a des usuriers, mais des lois sont là qui prévoient leur cas. Et quand j'ai fait mes études de droit, je me rappelle avoir vu des jugements condamnant des prêteurs qui avaient obtenu des intérêts supérieurs à 5 % sur les intérêts hypothécaires. Je crois que l'intérêt hypothécaire devrait être réduit, limité à 5 %. Je n'hésite pas à me prononcer sur ce sujet.

Il parle de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a évidemment lu Laurent, qui est le meilleur auteur d'occasion, un auteur qui sait toujours fournir des arguments à ceux qui veulent défendre une mauvaise cause. Il n'est pas surprenant que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) s'en inspire. Il oublie que l'intérêt n'est pas seulement une dette civile, mais une dette, une matière commerciale. Et notre droit commercial, dans la province, ne nous vient pas du droit français, mais relève bien du droit anglais.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas parlé du droit commercial mais bien du droit hypothécaire. Je regrette, dit-il, que le premier ministre fasse de vieilles farces avec des questions sérieuses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** continuent à discuter sur les questions d'intérêt.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) reste assis en parlant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui dit qu'il a l'air amorti depuis Bagot.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'hypothèque est un droit civil et la province peut intervenir dans les intérêts hypothécaires. Ottawa, dont ce n'est pas la juridiction, n'empiétera sûrement pas sur le droit des provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Hyacinthe veut réduire l'autonomie à 5 %, quand l'autonomie de la province de Québec est, s'apprécie à 100 %, avec le capital. Nous avons présentement le droit de modifier les contrats existants. Mais nous ne pouvons rien faire lorsqu'il

s'agit des contrats futurs. Sans la coopération d'Ottawa, il est impossible d'empêcher les taux usuraires.

M. Bastien (Berthier): J'appuie le chef de l'opposition. Je n'ai pas les connaissances, dit-il, du premier ministre, mais je sais que M. Gabias, ancien président du comité exécutif de Montréal, a déjà demandé à Ottawa de réduire l'intérêt hypothécaire.

La réponse de l'honorable M. Bennett fut alors que l'intérêt hypothécaire dépendait, relevait de la juridiction des provinces.

Je préfère l'opinion de M. Bennett à celle du premier ministre en pareille matière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier s'appuie sur M. Bennett, mais je ne crois pas qu'il ait prétendu cela. Il sait bien quel fin avocat l'honorable M. Bennett fait.

À tout événement, si le très honorable M. Bennett a prétendu cela, il s'est trompé et, d'ailleurs, ce n'est pas l'honorable M. Bennett qui mène la province de Québec, mais c'est le gouvernement d'Union nationale.

(Applaudissements)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Les contrats de vente avec faculté de réméré consentis avant l'entrée en vigueur de la présente loi et dont le délai stipulé pour l'exercice du droit de réméré n'est pas expiré avant le 8 mars 1938 sont sujets à l'application de la présente loi."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. Les contrats de vente avec faculté de réméré consentis avant l'entrée en vigueur de la présente loi et dont le délai stipulé pour l'exercice du droit de réméré n'est pas expiré avant le 15 mars 1938 sont sujets à l'application de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 relatif au paiement des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de cette loi est de permettre le paiement des taxes municipales et scolaires par paiements semestriels ou trimestriels dans les villes, en cas d'arrérages.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) déclare qu'il n'aura pas la moindre objection à voter cette loi si l'on y disait que l'intérêt sera chargé à ceux qui paieront en retard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourra discuter cela en comité.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Bien que les municipalités peuvent accorder un délai pour le paiement des taxes, il peut leur arriver par ailleurs d'emprunter de l'argent pour pouvoir maintenir les services publics. Et elles doivent payer des intérêts sur cet argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas changer la règle générale. En vertu de la loi, il y a des conseils qui peuvent charger et d'autres qui ne peuvent pas charger les intérêts. Nous voulons aider, protéger le petit propriétaire et le Trésor municipal, et, d'ailleurs, la loi sera facultative.

Les conseils municipaux ne sont pas obligés de suivre cette loi. Ils s'en prévaudront s'ils veulent percevoir leurs taxes par versements. Pour ce qui est du taux d'intérêt, la loi ne le fixe pas, car les municipalités peuvent poser elles-mêmes leurs conditions. Nous n'enlevons pas aux corporations municipales ou scolaires le droit de charger, d'imposer des intérêts qui ne devront pas dépasser 3 % sur les taxes en retard.

Je rappelle à la Chambre, dit-il, les demandes réitérées que mon gouvernement a faites à Ottawa pour que celui-ci fixe un taux d'intérêt plus bas sur les emprunts. Lorsque les hypothèques sont enregistrées, le taux d'intérêt augmente considérablement dû aux commissions et aux bonis payés aux agents. Selon moi, le gouvernement fédéral sera bientôt en mesure de fixer un taux d'intérêt plus bas et plus uniforme, et qui s'appliquera à tout le pays.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement pourrait voir à ce que les municipalités qui accordent des privilèges tels ceux contenus dans le bill Bilodeau ne paient pas plus que 5 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est aux municipalités de protéger leurs propres intérêts sur cette question. Le gouvernement ne fait que donner un coup de main; la mesure est facultative.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que cette loi s'applique aussi aux municipalités qui tombent sous le Code municipal.

On devrait, dit-il, modifier plutôt le Code municipal pour que les administrateurs des municipalités ne soient pas embrouillés.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Les municipalités devront passer des résolutions de conseils pour se prévaloir de cette loi. Et elles pourront y fixer alors les conditions d'application de la loi qu'elles jugeront à propos. Elles peuvent prévoir les arrérages dans leur budget.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) et **M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** commencent une longue discussion sur des questions de technique juridique, discutent pendant quelques minutes sur ce qui se fait à Saint-Hyacinthe et la discussion s'arrête.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je répète, dit-il, que je n'ai pas d'objection à l'adoption de cette loi, mais je m'oppose, m'objecte à ce que ceux qui paieront

leurs taxes six ou neuf mois après les autres ne paient pas d'intérêt. Pour cette raison, je laisserai voter la loi sur division. On devrait fixer dans la présente loi le taux d'intérêt, dit-il.

Je regrette que l'on ne fasse pas payer l'intérêt sur les arrérages qui pourraient quand même être payés par versements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce droit appartient aux municipalités. Elles ont le droit déjà d'imposer un intérêt de 3 %.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division³.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Habitations salubres

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi des habitations salubres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi des habitations salubres (Statuts refondus, 1925, chapitre 128), est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"Les corporations municipales autorisées à rembourser par anticipation, au gouvernement de la province, des emprunts contractés sous l'empire de la présente loi peuvent, au moyen de règlements sujets aux seules approbations de la Commission municipale de Québec et du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, contracter des emprunts à cette fin.

"Ces emprunts ne peuvent pas être faits pour une période excédant trente ans et ils n'affectent pas le pouvoir d'emprunt de la corporation."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais savoir si toutes les municipalités pourront bénéficier de la présente loi. Leur donnera-t-on à toutes le privilège, le droit de rembourser par anticipation et d'emprunter sans affecter leur pouvoir d'emprunt?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): À l'heure actuelle, nous avons eu des demandes de plusieurs municipalités, comme Verdun, Lachine, Montréal-Est, la Pointe-aux-Trembles, Saint-Laurent (Jacques-Cartier) et Ville LaSalle, qui veulent se prévaloir de ces dispositions nouvelles. Nous avons étudié leur cas. Mais toutes les municipalités pourront faire de même, comme celles-ci, en s'adressant à la Commission municipale.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies de télégraphe et de téléphone

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi des compagnies de télégraphe et la loi des compagnies de téléphone soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le but de cette loi, c'est pour améliorer le sort des

cultivateurs, pour autoriser certaines compagnies à améliorer leur situation dans l'intérêt des municipalités. Les deux lois que nous amendons pourvoient à ce que personne ne puisse opérer les compagnies de téléphone ou de télégraphe, même si elles viennent à faillir, empêchant ainsi n'importe quel groupe d'hommes qui voudraient continuer le service, de se réunir et de s'organiser pour le faire.

M. Barré (Rouville): Je regrette beaucoup, c'est malheureux que nous soyons dans l'obligation de voter un bill aussi confus, de voter confiance à un honorable ministre au sujet de cette loi du gouvernement. Certains projets de lois ne sont pas assez clairs. C'est là une anomalie. Je suis convaincu qu'il n'y a pas trois députés dans cette Chambre qui comprennent la nature de ces amendements; les trois quarts des députés ne voient rien dans ce projet de loi. Comment voulez-vous que tous les députés votent avec connaissance de cause un bill de cette nature, où les références à des Statuts antérieurs sont la seule explication.

Quand même qu'on voudrait comprendre, la rédaction du bill même nous en empêche. L'article 1 dit: L'article 9 de la loi des compagnies de télégraphe (Statuts refondus, 1925, chapitre 235) tel que modifié par les lois 20 George V, chapitre 89, section 1; 24 George V, chapitre 64, section 2, et 25-26 George V, chapitre 74, etc., etc., etc. Qu'est-ce que vous voulez comprendre dans tout cela? Il faut donc dépouiller Statut par Statut pour savoir à quoi s'en tenir. Je ne sais s'il y a beaucoup de députés qui ont la patience de le faire, mais je sais moi que je ne l'ai pas pantoute. Il me semble que quand on fait ainsi des amendements à des lois aussi importantes, amendant cinq ou six fois les Statuts, qu'on le dise, qu'on la lise donc tout au long afin qu'on comprenne. C'est regrettable pour tout le monde.

Les lois de la province sont tellement embrouillées, bourrées de références incompréhensibles et obscures, qu'il faut les voter sans les comprendre. On en est rendu au point que les avocats qui les ont préparées se perdent eux-mêmes dans le dédale des lois, ne s'y comprennent même pas. Comment veut-on que l'homme ordinaire y trouve quelque chose de clair?

Évidemment, il faut les voter en faisant confiance aux dires du ministre des Travaux publics qui dit que sa loi ne fait rien autre que de permettre aux compagnies de télégraphe et de téléphone de louer, acquérir en totalité ou en partie une ligne déjà construite. Jusqu'ici, une compagnie ne pouvait que construire suivant la loi. Après une faillite, par exemple, la ligne devait donc rester inemployée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a du bon, quelque chose d'intéressant dans les remarques que le député de Rouville (M. Barré) vient de dire. J'ajoute cependant que depuis que nous sommes au pouvoir, nous, le gouvernement actuel, avons reçu des organisations légales, de la part de juges, de nombreuses félicitations les plus chaleureuses pour la clarté que nous avons introduite dans nos lois. Ils disent qu'il y a dans la préparation des Statuts des améliorations très appréciables depuis le changement de gouvernement. C'étaient des compliments que ne recevait pas l'ancien régime. Les juges eux-mêmes ont reconnu la lucidité de nos lois.

Cela coûterait excessivement cher de refaire les Statuts en mettant tout le texte des articles que nous amendons, comme le suggère le député de Rouville. Dans ce cas-ci, d'ailleurs, cela serait inutile, parce que c'est excessivement clair. Il s'agit purement et simplement de donner aux compagnies de téléphone et de télégraphe le droit d'acheter, de construire et de louer. Les compagnies de téléphone et de télégraphe, en vertu de l'ancienne loi, avaient le droit de construire. Mais, par contre, elles n'avaient pas le droit d'acheter et de louer. Des municipalités se trouvaient ainsi dans l'embarras. Nous voulons remédier à la situation. C'est tout.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lutte aux incendies

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne crois pas qu'il y ait contestation sur ce projet de loi. Pour faciliter les choses, nous autorisons toute corporation municipale, en l'occurrence le maire ou le maire suppléant, ou deux échevins ou conseillers, de permettre à la brigade des incendies de leur municipalité d'accorder ses services à la corporation municipale qui en fait la demande. On peut établir des tarifs pour cette entraide, cette assistance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

J'approuve le principe du bill en général, mais je crois devoir signaler qu'une clause supplémentaire devrait figurer, être incluse, insérée dans ce bill, en vertu de laquelle la corporation qui demande les services d'une autre municipalité, dans ces circonstances, assume les risques d'accidents qui peuvent survenir. C'est une clause pour dire que tous les accidents ou dommages causés aux personnes ou aux appareils de feu empruntés de la municipalité qui vient prêter son concours seraient à la charge, devraient être mis au compte de la municipalité qui a requis les services de sa voisine mieux organisée qu'elle. Autrement, c'est souverainement injuste de laisser sur la municipalité dont les services sont requis la responsabilité des accidents. À Saint-Hyacinthe, nous l'avons fait dans le passé.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Si la municipalité réclame des dommages à celle qu'elle va aider, il me semble que la loi perdra tout son effet.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a quelquefois des pertes de vie. Je le répète: si le gouvernement n'insère pas une clause en vertu de laquelle la municipalité ne paiera pas de dommages à celle qui l'aide en cas d'incendie, je voterai contre la loi. En somme, le service est rendu pour protéger non pas la ville qui est mieux outillée pour combattre le feu, mais pour protéger la population de l'autre ville.

Il mentionne aussi un cas où Saint-Hyacinthe s'étant portée au secours d'une autre ville voisine, plusieurs boyaux avaient été avariés, brûlés.

M. Boyer (Châteauguay): M. le président...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est un principe de solidarité humaine seulement que nous consacrons en offrant à une municipalité menacée de conflagration le moyen de s'assurer rapidement l'aide d'une municipalité voisine.

M. Boyer (Châteauguay): C'est bien ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne voulons pas obliger la municipalité de se porter au secours d'une autre moins bien organisée qu'elle, en cas d'incendie, à prêter leurs appareils de protection contre les incendies. La municipalité qui prête ses appareils pourra toujours poser ses conditions quant aux dommages encourus. Si nous mettons dans la loi une clause de paiement pour dommages, nous détruisons l'effet de la loi d'entraide.

Si c'est vrai que la ville de Saint-Hyacinthe, lorsqu'elle porte secours à d'autres municipalités, laisse brûler ses boyaux, il faut réorganiser le service, et cela appartient au maire de Saint-Hyacinthe.

(Rires)

Je ne comprends pas l'attitude du maire de Saint-Hyacinthe qui laisse brûler ses boyaux. Un boyau, par définition, c'est pour éteindre le feu; or, à Saint-Hyacinthe, il n'éteint rien, il brûle lui-même.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le chef du gouvernement avait été à Saint-Hyacinthe récemment, il aurait constaté que beaucoup de boyaux ont brûlé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, et les échelles étaient aussi trop courtes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y avait qu'une personne à sauver dans ce désastre et nos pompiers l'ont sauvée. Dans les autres cas à déplorer, il y a eu impossibilité physique. On peut détériorer aussi les boyaux par le froid. À Montréal, cela est arrivé fréquemment et pourtant, à Montréal, on est bien organisé sous ce rapport. Je regrette qu'on veuille imposer aux municipalités tous les risques d'entraide.

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Toute corporation municipale peut, par résolution, établir des tarifs pour la location des services de sa brigade des incendies à une autre corporation municipale.

"Ces tarifs doivent, pour valoir, être approuvés par le commissaire des incendies de la province.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. Toute corporation municipale peut, par résolution, établir des tarifs pour la location des services de sa brigade des incendies à une autre corporation municipale.

"Ces tarifs doivent, pour valoir, être approuvés par le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division⁷.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ponts publics

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 concernant l'amélioration des ponts publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par cette loi, nous voulons placer, mettre tous les ponts publics sous le contrôle et la surveillance du département des Travaux publics.

Cette loi permet en somme au département des Travaux publics de contrôler également la construction des ponts dits de colonisation, les ponts en bois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tous les autres ponts de moins de 15 pieds de largeur restent des ponts sous le contrôle des municipalités?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les autres, ce sont des ponceaux.

(Rires)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies d'assurance funéraire

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi a pour objet d'empêcher le monopole, de ne pas permettre la constitution en corporation de nouvelles compagnies d'assurances funéraires. Il y a présentement une loi qui permet aux entrepreneurs de pompes funèbres de se constituer en corporation.

Ils vont trouver les gens et leur disent que, moyennant tel montant payé chaque année de leur vivant, ils auront, à leur mort, tel service avec tel cercueil.

M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que cela touche les assurances sur la vie?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est sur la mort.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des gens à Québec qui ont eu beaucoup d'assurance dernièrement, et qui ne sont plus beaucoup en vie maintenant.

(Rires)

Avec la loi actuelle, il s'est glissé des abus. On promettait une belle tombe bien, mais on ne donnait qu'une tombe de \$15 à la mort. C'est un monopole et nous voulons le faire disparaître. Nous ne sommes pas plus pour les monopoles sur les morts

que sur les vivants. D'ici à la fin de la session, j'aurai d'autres suggestions à faire à cette Chambre.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 226 de ladite loi est modifié

"a. en retranchant les mots: "l'émission ou", dans la première ligne du premier alinéa;

"b. en remplaçant le mot "un", dans la troisième ligne du dernier alinéa, par les mots: "le renouvellement d'un"."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous voulez détruire un monopole pour laisser celui qui est établi. Je suis contre cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a tort. Nous voulons empêcher la multiplication de ces compagnies. Les compagnies existantes, nous les laissons telles qu'elles sont, mais nous empêchons les autres de se former; les compagnies d'assurances funéraires présentement en opération ne seront pas tenues comme illégales.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais en agissant ainsi, vous favorisez celles qui existent. On crée un monopole en faveur des compagnies existantes alors, en prohibant la formation de compagnies concurrentes. Et ce sera encore bien pis, puisque ces compagnies seront seules. Si les opérations des compagnies ne sont pas déclarées illégales et qu'elles causent du tort, dans ce cas ne devrait-on pas les éliminer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cela ferait du tort à plusieurs petits employés, si l'on se mettait à faire table rase de toutes les compagnies d'assurances funéraires. Si le chef de l'opposition était logique, il aurait passé cette loi lorsqu'il était au pouvoir. Elle a pour effet d'empêcher la

multiplication du mal. Des compagnies ont été organisées. Nous commençons par empêcher l'incorporation de nouvelles compagnies. Empêcher la propagation du mal est déjà quelque chose. Nous ne pouvons pas tout faire d'un coup. On ne peut détruire les autres compagnies, car beaucoup de petites gens qui y ont souscrit perdraient leur argent. Il s'agit d'une loi préliminaire. Nous aurons probablement une autre législation un peu plus tard pour réglementer les compagnies existantes.

M. Hamel (Québec-Centre) fait une réflexion qu'il est impossible de saisir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si quelqu'un a quelque remarque à faire, je vais m'asseoir et l'écouter. Je parlerai ensuite.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection à me lever.

(Rires)

Si ces compagnies sont un mal, on doit les éliminer. Sinon on ne doit pas créer un monopole en faveur des compagnies existantes.

M. Tardif (Frontenac): Quel mode d'amélioration le chef de l'opposition suggère-t-il?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition n'est pas ici pour administrer la province; il est ici pour surveiller les lois et l'administration du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a une drôle de théorie. D'après lui, empêcher la multiplication du mal, ça n'est pas bien. Il faudrait tout détruire d'un coup. Ainsi, le fait d'avoir empêché le mal de l'opposition de se propager dans Bagot ne serait pas bien.

M. Bastien (Berthier): Ça a coûté cher à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons consulté à ce sujet M. Lafrance, surintendant du service des compagnies d'assurance du gouvernement, et il nous a déclaré qu'il fallait au moins, pour le moment, empêcher la multiplication de ces compagnies d'assurance. Nous proposons donc dès maintenant une loi à cette fin. Il fait l'éloge de M. Lafrance.

Cette loi est passée à sa suggestion, dit-il. Mais, d'ici à la fin de la session, nous proposerons

probablement une autre loi concernant les organisations d'assurance funéraire.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier): Quel est le nombre des équipes qui ont été formées pour faire cet inventaire et quelle a été la mission de chacune?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Un gros travail préliminaire a été consacré à la recherche et à la compilation des documents déjà existants sur les ressources des divers comtés. De plus, un inventaire a déjà été fait au cours de l'été dans cinq comtés; cinq équipes ont été nommées pour faire enquête dans les comtés de Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et les Îles-de-la-Madeleine. Elles étaient composées de techniciens avertis et de professeurs de nos écoles spéciales, comme l'École du meuble et les écoles techniques.

Les enquêteurs sont partis en juin dernier et sont revenus vers le 15 septembre. Ils ont fait des études sur la géologie, la classification des sols, la géographie, l'agriculture, les pêcheries, les forces

hydrauliques, les transports, le tourisme, les forêts, les industries, les mines des comtés visités. Les rapports des enquêteurs pour ces cinq comtés sont presque terminés et permettront au gouvernement d'agir de manière à susciter une exploitation avantageuse des ressources de ces comtés. On les mettra en volumes; ils seront imprimés et distribués bientôt.

À l'heure actuelle, le coût de l'inventaire s'élève à \$43,000¹¹. Quarante-trois mille dollars ont été dépensés sur les argents votés au cours de la dernière session. L'enquête durera probablement encore une couple d'années.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande si chaque équipe avait une mission particulière ou bien si elle devait tout inventorier dans le comté qui lui était désigné.

Si on n'a fait l'inventaire que dans cinq comtés, dit-il, et que l'on n'a même pas encore terminé le travail, je me demande comment ça va prendre de temps pour tous les comtés de la province.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Une seule équipe était chargée d'une mission spéciale; celle qui a procédé à la classification des sols. Nous n'avons pas été vite. Si cinq comtés seulement ont été inventoriés, c'est parce que le gouvernement a manqué de techniciens. Sans cela, on aurait pu terminer l'inventaire dans 10 ou 15 comtés. Au cours de l'été prochain, nous espérons faire l'inventaire dans 15 comtés.

M. Bastien (Berthier): Cet inventaire est mal organisé. Il durera d'abord trop longtemps et coûtera trop cher. Il est aussi mal fait, vu que toutes les ressources sont étudiées par les mêmes enquêteurs. Il devrait y avoir des experts pour chaque sphère.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si on emploie à cet inventaire des gens qui ne font cela que par temps perdu, l'enquête sera longue. Il faudrait appliquer à ce travail des gens qui s'y occuperaient continuellement. De plus, on aurait dû se borner à faire l'inventaire des mines, forêts, forces hydrauliques et autres ressources naturelles appartenant à la province, et non, par exemple, sur l'étude des sols. Ce dont nous avons surtout besoin, c'est de connaître notre actif. Il ne faut pas que l'inventaire absorbe le capital. Un an pour les préliminaires d'un inventaire dans cinq comtés seulement, c'est trop. À ce compte, l'inventaire ne sera pas terminé avant 15 ans.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Tout l'inventaire devrait être terminé en moins de deux ans. Il ne faut pas tout faire en surface, comme sous l'ancien régime, mais il faut approfondir la situation. De plus, les équipes ne peuvent travailler pendant l'hiver, alors que le sol est couvert de neige; l'enquête ne peut se continuer que pendant l'été.

Enfin, le gouvernement a vu d'abord à ce que ces enquêteurs soient des professeurs autorisés et responsables, capables de faire un travail sérieux. Les techniciens embauchés sont surtout des professeurs, d'abord parce que ce sont les personnes les plus qualifiées et ensuite parce qu'ils se mettent ainsi en mesure d'enseigner à leurs élèves quelles sont les richesses qu'il faut exploiter dans la province de Québec.

Si le gouvernement libéral n'avait jamais fait d'autres dépenses que celles que nous faisons pour l'inventaire de nos richesses, nous serions plus à l'aise aujourd'hui.

Je vais vous démontrer à quelles époques et pourquoi l'ancien régime dépensait et pourquoi il empruntait.

Il énumère divers emprunts faits par l'ancien régime au cours des années, en déclarant que ces dépenses coïncidaient périodiquement avec la tenue des élections générales.

M. Bastien (Berthier): Le ministre, dans sa nomenclature, a oublié le dernier emprunt, une date; celle de février 1938, alors que le gouvernement a emprunté \$20,000,000 au cours de la campagne de Bagot.

J'eus préféré que chaque équipe fût chargée d'une mission particulière conforme à sa spécialité.

Un professeur à l'École du Meuble ne peut enquêter sur tout, dit-il, un chimiste non plus. De la façon dont vont les choses, les enquêteurs ont plutôt l'air de gens qui partent en vacances, qui dans le comté de Matane, qui à Gaspé, qui aux Îles de la Madeleine.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide à l'industrie, (Affaires municipales, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Cette somme est nécessaire pour payer des dépenses de publicité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande l'usage qu'on fera de cet argent.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La majeure partie est consacrée à des exhibits de la province dans les expositions industrielles et commerciales et à l'exposition provinciale de Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une bonne chose que cette tendance qu'on a de tenir en même temps que les expositions régionales des expositions commerciales et industrielles. C'est une excellente façon de vulgariser, de faire connaître les produits que nous fabriquons au Canada.

Il souligne que Saint-Hyacinthe a construit un pavillon pour le commerce et l'industrie et fait part de son intention de demander l'appui du gouvernement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Avez-vous déjà demandé quelque chose?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas encore. C'est la première fois que l'on vote ce crédit. Je vais demander et j'espère que je recevrai. (Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des chemins (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier): Le montant a-t-il augmenté depuis l'an dernier?

L'honorable M. Leduc (Laval): C'est une diminution de \$150,000 sur le dernier budget.

M. Bastien (Berthier): Le ministre n'est pas prudent de diminuer cet item. L'an dernier, il fut en retard au printemps, jusqu'en juillet, dans les réparations et l'entretien des chemins. Il devrait prendre ses précautions, au printemps. Il ne faudrait pas répéter ces retards cette année. Mais le mauvais état des routes à cette époque était surtout dû à la destitution en masse des cantonniers. L'an dernier, il est vrai qu'il avait commis l'erreur de renvoyer la plupart des anciens, des centaines de cantonniers.

L'honorable M. Leduc (Laval): L'opposition n'aurait pas dû soulever, faire ces remarques. Je ne

croyais pas que l'opposition aurait parlé des routes mauvaises du printemps dernier. Les difficultés auxquelles on a fait allusion sont la condamnation de toute la politique de voirie de l'ancien gouvernement, qui a laissé le réseau routier de la province dans un état déplorable. On n'avait toujours fait que des chemins d'élections dans le passé.

Lors des élections de 1931, on dépensa \$18,000,000 et lors de celles de 1936, on dépensa \$16,000,000. Nous avons été obligés de payer pour toutes les négligences du passé, de dépenser plus d'argent que nécessaire pour réparer les chemins et nous n'avons pas encore fini. Cette année, nous nous mettrons à l'œuvre rapidement, de bonne heure, avec le printemps, pour réparer les erreurs du passé. Le gouvernement actuel va continuer à reprendre le temps perdu en reconstruisant les routes d'élections de l'ancien régime.

Je dois dire que les cas de destitutions de cantonniers ont été très rares à la voirie, très peu nombreux, et c'est le maximum de la vieille équipe de la voirie qui a fait le travail, tous les bons employés ont été gardés.

M. Bastien (Berthier): Je ne le crois pas. Il faut s'entendre sur les destitutions. En septembre 1936, tous les cantonniers de mon comté furent destitués. Les chemins n'ont pas été entretenus dans l'automne de 1936; l'entretien des chemins a été pratiquement discontinué, abandonné à la suite de l'élection du mois d'août 1936. Puis le ministre de la Voirie a eu de la difficulté avec ses nouveaux employés, engagés par des députés ou par des candidats battus.

Ainsi, il ne faut pas attribuer les mauvais chemins du printemps dernier à l'ancienne administration. À son arrivée au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a laissé les routes se détériorer, uniquement pour pouvoir dire que l'ancien régime n'a rien fait dans ce dossier.

Il parle d'un chemin construit entre Saint-Norbert¹² et Saint-Gabriel, où l'on fit un recouvrement bitumineux arrêté à plusieurs reprises et repris tard à l'automne.

L'honorable M. Leduc (Laval): Si l'on n'a pas fait l'entretien à l'automne de 1936, c'est que tous les crédits, tous les argents de la voirie pour la réparation et l'entretien avaient été dépensés, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, après que le gouvernement libéral fut battu au mois d'août, et il restait peu d'argent pour la réfection des routes.

Il a donc dû faire avec la situation telle qu'il l'a trouvée à son arrivée en fonction. Il critique les

libéraux pour leur manque de vision dans leur préparation en vue de l'importante augmentation du trafic routier.

Quant au chemin entre Saint-Norbert et Saint-Gabriel, dit-il, les retards furent dus au fait que le gouvernement s'est entraîné une équipe. Le ministère de la Voirie a fait au-delà de 500 milles de chemin de bitume l'an dernier, et ce sera un succès.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est à même cet item que sont payés les accidents.

Il fait allusion à un accident arrivé, survenu à un employé de la municipalité de Saint-Gédéon dans le Lac-Saint-Jean. Le gouvernement avait donné un contrat à une municipalité pour du charroriage de gravier. Durant les travaux, il se produisit un accident et je veux savoir, dit-il, si la province a dû payer quelque chose.

L'honorable M. Leduc (Laval): Nous avons soumis le cas à nos aviseurs et ils nous ont déclaré que la province n'était pas responsable.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) parle lui aussi sur cette question.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les municipalités n'ont pas le droit d'obtenir du gouvernement des contrats pour charroriage de gravier dans une autre municipalité mais, puisqu'elle l'a fait, elle aurait dû compenser elle-même l'employé blessé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de menues dépenses imprévues et parfois urgentes. C'est pour parer aux éventualités, notamment pour les congrès. On appelle ça le "petty cash"¹³.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allez-vous mettre dans le "petty cash" les dépenses de voyage des députés et des ministres? C'est pour faire voyager les ministres cet item de \$50,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non. Ainsi, l'an dernier, on a donné \$17,000 pour le congrès de la langue française à Québec, et nous avons fait voter \$15,000 pour les frais de représentation et les dépenses des ministres envoyés aux fêtes du couronnement de Sa Majesté. Nous y avons délégué, envoyé trois représentants de l'Union nationale: le lieutenant-gouverneur de la province et deux ministres, qui se trouvaient vétérans de la Grande Guerre, MM. Bourque et Paquette, respectivement ministre du département des Travaux publics puis ministre de la Santé et secrétaire général de la province.

Ces délégués, tous trois, ont fait honneur à la province et ont valu à cette dernière des compliments mérités. Les Anglais se sont même dit: On se demande comment il se fait que la province de Québec s'est privée d'aussi bons hommes si longtemps.

(Rires)

Pendant que la province se faisait représenter par trois délégués, le gouvernement fédéral en envoyait 22 délégués, en sorte que ça prenait 22 personnes à Ottawa pour égaliser nos trois représentants de l'Union nationale¹⁴. Cela démontre l'importance des membres de l'Union nationale comparativement à ceux d'Ottawa.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les *Comptes publics* ne s'accordent pas avec les dires du premier ministre. Le premier ministre parle de \$15,000. Mais c'est plus que ça. Il y a eu aussi des députés qui ont voyagé. Je vois dans les *Comptes publics*, à la page 408, sous le titre de dépenses diverses, \$67,000, une somme de \$3,000 pour envoyer deux députés à l'Exposition universelle de Paris. On y lit: "Langlais, H., frais de représentation à l'Exposition universelle, \$1,500".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le passé, l'ancien gouvernement envoyait des fonctionnaires pour étudier certains problèmes. Nous avons cru que dans certaines questions, il valait mieux, nous avons préféré envoyer des représentants du peuple, compétents par ailleurs, pour se renseigner sur place; ce qui offre des avantages importants, puisque ce sont les députés qui doivent

tout de même se prononcer sur les dépenses publiques et la législation.

Dans le cas actuel, il y avait la question de l'établissement des tourbières. On sait qu'il s'en trouve plusieurs dans certains comtés de notre province, notamment dans le comté de Rivière-du-Loup, dans l'Assomption, etc. Des Anglais, représentants de compagnies anglaises, sont venus nous trouver pour nous exposer un projet, nous faire des propositions et nous demander de plus un octroi de \$0.50¹⁵ à \$1.00 par tonne de tourbe.

On nous représentait que cette exploitation, cette industrie aurait pour résultat de faire baisser le prix du charbon, d'offrir du combustible à bon marché, et de récupérer des terres pour l'agriculture. Il s'agissait de savoir s'il y avait avantage à encourager cette industrie chez nous.

Nous avons étudié la question; mais nous devons avouer en toute franchise que nous n'avons pas les renseignements voulus pour prendre une attitude définitive.

Nous avons envoyé à l'Exposition universelle de Paris deux députés, le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) et le député de Témiscamingue (M. Larivière). Incidemment, le gouvernement leur a demandé de faire certaines recherches sur l'exploitation des tourbières en Norvège, au Danemark et en Irlande. Ils ont obtenu des renseignements très précieux, d'une grande richesse, d'une grande valeur pour la province. Le fait est, qu'après enquête approfondie conduite par les deux députés, on a constaté que la tourbe ne revenait qu'un dollar meilleur marché que le charbon, et que de plus il fallait une tonne et quart ou un tiers de tourbe pour équivaloir à une tonne de charbon.

Les deux députés se sont rendus en Irlande et au Danemark où des tourbières sont en exploitation. Ils ont recueilli sur place les renseignements voulus, et en tenant compte des intérêts généraux de la province, à titre de députés, ils ont pu nous fournir les indications nécessaires qui ont économisé, sauvé à la province des milliers et des milliers de dollars, en évitant à celle-ci d'entrer dans une entreprise qui n'aurait pas donné les résultats attendus. Leurs rapports ont été très utiles, car il est démontré que l'exploitation des tourbières ne peut être avantageuse dans la province. Les rapports sont à l'effet que, même en Irlande et au Danemark, les tourbières ne produisent pas suffisamment.

Je profite de l'occasion pour féliciter ces deux députés pour la façon patriotique dont ils se sont acquittés de leur tâche.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Autrefois, on reprochait à l'ancien gouvernement de trop faire voyager les ministres. Maintenant, non seulement les ministres voyagent, mais les députés aussi voyagent. Tout cela est bel et bon, mais dans la page 408, les *Comptes publics* disent: "Langlais, H., frais de représentation à l'Exposition universelle de Paris, \$1,500". Il n'est pas question des tourbières, mais de l'Exposition universelle de Paris. Ce n'est toujours pas sur les pavés de Paris que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) a pu étudier les tourbières. J'y suis allé à Paris; il y a de l'asphalte, mais il n'y a pas de tourbières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en avait alors des tourbières, quand vous y avez été.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que les deux députés, MM. Larivière et Langlais, deux hommes compétents et distingués, ont été envoyés à Paris à l'Exposition universelle de Paris et, incidemment, ils sont allés visiter les exploitations de tourbe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aime le mot incidemment. C'est incidemment que les députés ont fait leur devoir, après avoir visité l'Exposition de Paris.

J'aime l'incident. Autrefois, quand les ministres faisaient des voyages, l'opposition du temps les critiquait, criait que ça coûtait trop cher, que ça ne servait à rien. Aujourd'hui, le gouvernement trouve que c'est une bonne chose, que ça sauve des milliers et des milliers de dollars. Je félicite les députés de l'Union nationale d'avoir un bon gouvernement qui paie des voyages à ses députés bons garçons. Car il faut être bon garçon pour voyager aux frais de la princesse. Je suis bien certain que le premier ministre n'aurait pas envoyé le député de Québec-Centre (M. Hamel), par exemple, se promener ainsi, pour le représenter à l'Exposition universelle...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont les électeurs qui l'ont envoyé promener.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les députés prennent maintenant la place du ministre des Mines. C'est bien d'envoyer deux bons députés, mais le

gouvernement aurait dû envoyer plutôt des fonctionnaires du ministère des Mines pour étudier la tourbe. C'est une question technique, et nous avons un département des Mines.

Il y en a un autre député qui y est allé, notre ami le vice-président de la Chambre, le Dr Trudel, qui est allé se promener au Congrès des anesthésistes à Vienne. C'est bien, ça! Ça, c'est scientifique au moins! J'espère que lui aussi il a sauvé des milliers et des milliers de piastres à la province. Nous avons un gouvernement qui devait faire des économies et qui blâmait les anciens ministres de voyager. Heureux députés que ceux de l'Union nationale!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les deux députés ont-ils fait des rapports? Est-ce que vous avez ces rapports que les deux députés sont censés avoir fait sur l'étude de l'exploitation de la houille et qui sont supposés avoir sauvé des milliers et des milliers de piastres à la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement je les produirai, ces rapports, mais je pousserai même le dévouement jusqu'à les expliquer aux membres de l'opposition, pour que le député les comprenne. Nous ne sommes pas tenus de produire ces documents, qui relèvent uniquement du département, mais nous le ferons tout de même.

Comme je l'ai dit, nous avons eu des financiers qui nous ont demandé de nous intéresser à cette affaire, mais informations prises, nous avons conclu qu'il y avait des placements plus urgents à faire pour le bien de la province.

Le voyage des deux députés a démontré qu'il n'était pas pratique de développer l'exploitation des tourbières tel que demandé par les capitalistes anglais.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande ce que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) peut connaître en fait d'exploitation de la tourbe.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Nous sommes allés visiter les chantiers d'exploitation de houille, d'abord à Dublin. À cet endroit, l'exploitation avait peu de succès parce que le climat était trop humide. Au Danemark, en Norvège, c'était beaucoup mieux, parce que le climat est meilleur. Mais ici, ce n'est pas profitable. Nous avons constaté, après nos études là-bas, que le climat de la province est trop humide pour l'exploitation des tourbières. Toutes études faites, il valait mieux, pour nos régions froides, utiliser les terrains pour la culture des bleuets, plus payante et profitable.

Nous sommes allés représenter le gouvernement à l'Exposition universelle de Paris, et là, incidemment, nous avons étudié la question des tourbières. Pour ma part, je n'ai pas fait que cela. J'ai aussi étudié le problème des pêcheries au point de vue du marché, et j'espère avoir l'avantage de faire profiter la Chambre de mes études.

(Rires)

Nous avons travaillé. Au temps de l'ancien régime, on faisait beaucoup de ballades mais peu d'études. Nous sommes allés à Paris pour étudier et pour en rapporter quelque chose d'utile et de pratique dans notre province. Sous l'ancien régime, on envoyait des gens se balader en Europe et à Paris, entre autres l'ancien secrétaire de la province. Il passait des mois en France et ça coûtait cher à la province.

Ça ferait du bien à l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) d'aller là-bas, quand même ça n'aurait été que pour voir comment ses amis d'Ottawa ont traité de façon honteuse la province de Québec au pavillon canadien, lors de l'Exposition universelle de Paris.

Il y aurait constaté, à l'Exposition, qu'une certaine dame représentait la province de Québec de façon à nous faire honte. C'était une véritable honte et un libelle contre nos cultivateurs et notre province. On représenta là un supposé modèle de ferme québécoise avec des tentures toutes sales et avec des vieilles catalogues formées de vieilles nippes sales et dégoûtantes, des instruments agricoles antiques, des personnages mal attifés au possible. Et on mettait une enseigne pour dire que c'était le type de la ferme québécoise.

J'ai demandé à cette dame, plutôt cette demoiselle Gauthier, d'enlever les étiquettes, afin de moins nous faire honte. J'ai dû protester pour faire enlever l'affiche. Comment se fait-il qu'elle était payée \$9,000 pour nous représenter de cette façon-là à Paris? Qu'il le demande à ses amis d'Ottawa.

À cette exposition, dans le pavillon canadien, au kiosque du Québec, il n'y avait guère que deux personnes qui pouvaient parler le français en tout, et encore l'une avait un fort accent anglais.

Je ne blâme pas M. Turcotte de ce qui est arrivé. Il m'a dit: "Je n'ai pas pu faire autrement".

Franchement, c'était dégoûtant de voir ces vieilles catalogues probablement pêchées sur les quais de la Seine. Quand mon voyage n'aurait eu pour résultat que celui d'empêcher qu'on représente le cultivateur québécois comme un arriéré, vivant dans des maisons avec des tapis sales ramassés sur les quais de Marseille, des meubles impossibles, et

des instruments aratoires démodés, ce serait déjà un grand service rendu à la province.

Si les amis de l'opposition voulaient représenter la province de Québec, et nos cultivateurs, à l'Exposition de Paris, ils auraient pu y apporter au moins un peu de décence et de vérité. Des gens m'ont demandé si réellement les cultivateurs de Québec étaient aussi arriérés que l'indiquait l'Exposition.

On m'a dit: Vous êtes bien arriérés chez vous! J'ai été obligé de répondre que cette représentation était fausse, qu'on nous représentait mal. Et je dis que c'était une honte pour les cultivateurs de Québec. La province avait raison d'envoyer quelqu'un et nous avons défendu notre province et nos gens vilipendés.

Je suis heureux, dit-il, que la province ait eu là des représentants capables de faire cesser un état de choses qui était la pire publicité que l'on pouvait faire aux Canadiens français.

Les amis de l'opposition, dit-il, avaient apporté un tel soin envers ce qui intéressait la province de Québec que l'une des déléguées, Mlle Ève Bouchard, n'avait pas de quoi vivre et qu'elle a dû revenir. J'ai vu là-bas Mlle Bouchard, Maria Chapdelaine, qui a été engagée, mais pas payée. J'en ai vu un tas d'autres dans son cas. Une autre dame âgée, qui était là aussi, a dû aller chez le commissaire canadien demander de l'argent pour payer son retour, parce qu'on ne voulait pas la payer. Je suis prêt à donner d'autres détails si on en veut.

M. Boyer (Châteauguay): Ils en ont assez.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a eu raison de dire que l'étude de la tourbe n'était qu'un incident. Le député dit qu'il n'y avait que deux personnes pouvant parler le français. Pourtant, il vient d'en nommer quelques-unes qui ont de la peine à parler l'anglais. Celui qui a dessiné le drapeau canadien était là et il parlait français celui-là.

Ce M. Brunet, qui a construit le pavillon, par exemple, c'est-y un Anglais? Le député ne l'a donc pas vu? C'était l'homme le plus important que nous avions là.

Et Mlle Bouchard, Maria Chapdelaine, elle ne parle pas français? Voyons donc. À qui le député fera-t-il croire cela? Il y avait les deux personnes que vient de mentionner le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). Ça faisait donc plus que deux personnes qui parlaient français.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il y avait là, au pavillon canadien, une personne qui servait des sandwiches et qui ne parlait pas français.

Il raconte qu'il a dû demander à une des deux personnes qui parlaient français, d'où venait le saumon des sandwiches qu'elle vendait? Elle répondit: C'est du saumon de la British Columbia. Dans un autre cas, le poisson venait de la Nova Scotia.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'il est vrai que les arts domestiques étaient mal représentés à Paris, il fallait y envoyer des représentants de notre École des arts domestiques et non pas des députés. Le voyage des deux députés a coûté \$3,000. Avec cet argent, la province aurait pu organiser son exposition. De plus, s'il fallait étudier des questions techniques comme celle de la tourbe, le gouvernement aurait dû envoyer en Europe des techniciens, et non pas des députés, des experts qui doivent tout de même s'y connaître mieux que les deux députés, quand même ils auraient été les meilleurs depuis la Confédération. Les députés ne sont allés que faire un voyage de plaisir à Paris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pensais que le chef de l'opposition n'attacherait pas tant d'importance à l'affaire. Mais puisqu'il a voulu entrer sur ce terrain, force m'est de l'y suivre.

Nous avons décidé d'envoyer deux députés qualifiés pour étudier le problème des tourbières, tout en représentant la province à l'Exposition universelle de Paris. Chaque député a dépensé \$1,500 et ils ont travaillé.

Je suis premier ministre et ministre des Terres et Forêts depuis un an, depuis la démission de M. Drouin, et je n'ai pas retiré un sou de représentation personnelle, et j'ai économisé par là même \$5,000¹⁶ à la province, sans compter les économies au secrétariat, etc. Ainsi donc, à moi seul, j'ai pu sauver à la province \$5,000, soit \$2,000 de plus que le coût du voyage des deux députés. Et ces députés ont fait des études qui ont été profitables à la province, qui lui valent aujourd'hui une substantielle économie, et qui ont permis de vérifier des choses nécessaires et importantes.

Les ministres sous le gouvernement de l'Union nationale ne voyagent pas et ne dépensent pas comme le faisaient les ministres de l'ancien régime. De plus, sous l'ancien régime il y a des ministres qui montaient des comptes de \$5,000 pour un seul voyage de trois mois lors d'une convention sur la prévention des maladies vénériennes tenue à Madrid. Et ce ministre avait tellement honte qu'il avait divisé le compte en deux items séparés, dont l'un comme assistant à la convention sur les maladies vénériennes à Madrid.

Au temps où les amis du chef de l'opposition étaient au pouvoir, il y avait un ministre de M. Taschereau qui faisait payer sa chambre à l'hôtel et le coût des voyages en taxi du Château au parlement, à la province, qui faisait payer ses repas, pris à Québec, à la province. Qu'est-ce qui était le plus honnête?

Même l'Orateur de l'Assemblée législative, qui était alors secrétaire de l'Union des municipalités, faisait payer son taxi par la province. Dans ce temps-là, le chef de l'opposition actuelle était président et en même temps secrétaire de l'Union des municipalités. Et quand il allait à Montréal comme secrétaire de l'Union, il faisait payer ses frais de taxis à la province, à titre de président, au département du président. Il n'était pas même assez généreux pour payer les 25 cents ou les 50 cents de taxi, lui qui faisait un salaire de \$6,000 à \$7,000 par année. Et c'est le même monsieur qui reproche au gouvernement d'envoyer des députés étudier en Europe certains problèmes.

Et s'il veut avoir d'autres détails, je vais lui en donner. Je demande à l'opposition de faire la lutte sur des questions de principe, mais qu'on n'essaie pas de déprécier, d'amoindrir la Législature en dénigrant des députés qui font leur devoir, en faisant des luttes personnelles.

M. Larivière (Témiscamingue): Autrefois les ministres voyageaient et, maintenant, on envoie aussi des députés. Si le gouvernement a envoyé en Europe des députés au lieu des ministres, c'est dire que les députés d'aujourd'hui valent mieux que les ministres d'autrefois, de l'ancien régime. Il est vrai que j'ai étudié les problèmes de la tourbe en Europe, étudié d'une manière spéciale tout ce qui se rapporte à l'industrie minière. Cela m'intéresse et je crois que je connais un peu la question. Je pense que les renseignements que nous avons puisés là-bas préviendront des erreurs. Quand on parle de voyages de plaisir, c'est parce qu'on pense au passé.

Nous avons vu des choses odieuses à l'Exposition de Paris, au pavillon canadien, préparées par Ottawa. Les exhibits étaient de nature à déprécier la province de Québec. La province de Québec n'était représentée que par de vieux rouets, de vieux métiers, de vieilles choses que le gouvernement d'Ottawa avait mises là dans l'intention évidente de déprécier la province de Québec.

Les demoiselles qui faisaient les honneurs du pavillon se plaisaient à dire, expliquaient aux visiteurs que les Canadiens étaient tous des Métis, et pour la plupart mariés à des Indiens, des sauvages, que c'était une race de dégénérés.

On a intentionnellement déprécié la province de Québec. Si Ottawa continue dans cette voie, à la prochaine élection générale, nous lui ferons ce que nous avons fait aux membres de l'ancien régime québécois.

M. Barré (Rouville): Je suis scandalisé, dit-il, qu'on ait voulu montrer que nous en sommes encore aux métiers à tisser, aux rouets.

Les vieux rouets et les vieux métiers, dit-il, s'ils étaient un gagne-pain, il y a 50 ans¹⁷, ne sont plus aujourd'hui que des souvenirs et des distractions, et il ne faut pas considérer qu'on relèvera la campagne au point de vue pécuniaire avec toutes ces vieilles choses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est étrange de constater que les députés de l'Union nationale valent plus que leurs ministres, à les entendre parler. Que valent donc les ministres actuels?

Il y en a quand même un que l'on a envoyé à l'Exposition de Paris: le trésorier. Cela a dû faire plaisir au député de faire un petit voyage en Europe.

J'ai écouté le député de Rouville avec plaisir, dit-il, mais je ne peux croire que des députés pensent sincèrement qu'on ait voulu faire croire aux visiteurs de l'Exposition universelle que nous en sommes encore aux métiers à tisser comme industrie nationale.

Au reste, les arts domestiques ne se bornent pas aux rouets et à leur usage, et même des femmes d'ouvriers s'y intéressent.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:

Correspondance entre le gouvernement et J.-E.-G. Bolduc, enrg., de Saint-Camille

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1^{er} mars 1938, pour:

- Copie de toute correspondance, documents, contrats, factures, plans ou tous écrits quelconques entre le gouvernement et monsieur J.-E.-G. Bolduc, enrg., à Saint-Camille, comté de Bellechasse, concernant une concession forestière connue sous le nom de "Canton Daaquam" et le paiement d'arrérages de droits de coupe dus depuis au moins 1928 au montant d'environ \$5,456.11;

- Copie de tous documents, contrats, factures, chèques ou documents quelconques établissant de quelle manière les arrérages de droits de coupe dus par ledit J.-E.-G. Bolduc, enrg., qui se chiffraient au premier mai 1934 à \$8,253.18, ont été réduits à environ \$5,456.11. (Document de la session no 21)

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 15 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Les petites sœurs franciscaines de Marie

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que les articles 510, 511 et 516 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Les petites sœurs franciscaines de Marie", demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de "Les petites sœurs franciscaines de Marie", que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 modifiant la charte de "Les petites sœurs franciscaines de Marie".

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de "Les petites sœurs franciscaines de Marie", demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de "Les petites sœurs

franciscaines de Marie", est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 142 modifiant la charte de "Les petites sœurs franciscaines de Marie".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

Destitution de Louis-Philippe Proulx

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre une copie de toute correspondance, ordres en conseil et autres documents concernant la destitution de monsieur Louis-Philippe Proulx, geôlier à la prison de Rivière-du-Loup, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Adopté.

Correspondance entre la Commission des liqueurs et Louis Marquis, de Rivière-du-Loup

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, conventions et autres documents entre la Commission des liqueurs de Québec et monsieur Louis Marquis, de la cité de Rivière-du-Loup, concernant la location d'un magasin pour ladite commission audit endroit de Rivière-du-Loup¹⁸.

Adopté.

Charte de Hull

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taché (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté.

En comité¹⁹:

Le préambule est adopté.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

[Nonobstant toute loi, règlement, ordonnance, résolution et rôle de cotisation à ce contraire, aucune partie du coût d'acquisition par la cité de Montréal des immeubles requis pour l'élargissement du canal de l'aqueduc de Montréal, ou pour la construction de chaque côté dudit canal, ne sera prélevée sur les immeubles situés dans le territoire de la cité de Verdun ni exigible des propriétaires desdits immeubles.]

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. le président, on en est arrivé à la conclusion que ce n'est pas la ville de Verdun, ni la cité de Montréal qui doivent payer cette somme de \$90,000 mais la Beauharnois.

Avec le bill de Montréal, M. le président, que nous aurons la semaine prochaine, il y aura moyen de forcer la corporation Beauharnois, qui possède des tours le long du boulevard, à assumer les coûts des expropriations.

D'ici la venue du bill au Conseil législatif, une entente sera probablement conclue avec la Beauharnois.

Il sera possible, M. le président, de rencontrer les officiers de la Beauharnois et de la décider à payer.

L'article 1 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Francis Reginald Neilson

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 changeant le nom Francis Reginald Neilson, de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 constituant en corporation la Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des voyageurs de commerce du Canada

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Temiscamingue and Abitibi Railway Company

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Larivière (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subvention à Ernest Harnois & Fils

M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisqu'il s'agit d'une chose urgente, le comité des bills publics se réunira vendredi matin pour l'étudier, le bill de la Commission scolaire catholique de Verdun.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Empire Trust Company

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 relatif à The Empire Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cléricature de J. Feeney

M. Gagné (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 validant la cléricature de Jacques Feeney soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité²⁰:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande ce que ça comprend.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est pour l'entretien de tous les édifices du gouvernement à Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille sept cent cinquante-neuf dollars et quinze cents soit ouvert à Sa Majesté pour une taxe d'eau sur édifices parlementaires (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Pouliot (Missisquoi): Est-ce qu'il y a augmentation?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Oui, il y a augmentation de \$4,800, parce que l'administration municipale, la ville de Québec a augmenté l'an dernier notre taxe d'eau d'autant, une taxe d'eau imposée chaque année au parlement.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le gouvernement provincial a fait beaucoup l'an dernier pour la ville de Québec.

Pour quelle raison, dit-il, on a ainsi augmenté la taxe d'eau?

M. Tardif (Frontenac): L'ancien maire de Québec pourrait peut-être nous donner des explications.

M. Grégoire (Montmagny) (Souriant) continue à travailler à son pupitre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je crois que l'ancien maire pourrait nous expliquer cette augmentation.

M. Béique (Chambly): La ville de Québec a pas mal réglé la situation.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'ancien maire pourrait donner son avis.

M. Grégoire (Montmagny) est à son siège et ne dit mot.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je tiendrais à être renseigné, d'autant plus que l'ancien maire a prétendu que la ville de Québec n'avait pas reçu tout l'appui qu'elle aurait dû obtenir du gouvernement. Quand il imposa cette taxe plus forte, il devait penser aux deux montants de \$150,000 qui ont été versés à la ville pour des travaux. Le gouvernement est venu en aide à deux reprises à la ville de Québec pour le paiement des secours directs.

M. Drouin (Québec-Est): Next! Un autre!
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis heureux d'apprendre par le ministre des Travaux publics que le gouvernement doit donner \$4,800 de plus à la ville par année. La ville de Québec a augmenté de quelque \$4,800 le compte de la taxe d'eau, ce qui représente à peu près la minorité de l'ancien maire de Québec. Le gouvernement aurait pu ne pas payer. Mais nous avons payé en signe de coopération avec la Vieille Capitale.

C'est un signe de la largesse du gouvernement. Le gouvernement provincial a toujours coopéré avec l'administration municipale, et j'espère que les anciennes autorités et les députés de Québec de l'opposition en sauront gré, pourront au moins nous remercier de la collaboration.

M. Drouin (Québec-Est): Les élections sont finies. Adopté! Adopté!

M. Grégoire (Montmagny) ne parle pas.

M. Drouin (Québec-Est): D'autres? D'autres²¹?
Y en a-t-il un autre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis satisfait des bonnes actions du gouvernement.

C'est payer bien bon marché, dit-il, si cela a eu pour effet de rendre silencieux celui qui aurait dû réaliser et comprendre bien avant, que le silence est d'or.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses de voyage (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça voyage beaucoup au ministère des Travaux publics.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est la même chose, le même montant que l'an dernier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour un bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc. (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi cet item a-t-il été augmenté de plus de \$6,000 depuis l'année dernière?

Il demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a fallu en venir là par suite d'un fait nouveau: une décision rendue par la Cour suprême. Nous avions toujours cru que nous avions ici un bureau de poste. Un individu, employé du bureau de poste, fut surpris en flagrant délit, volant des lettres et de l'argent au bureau de poste du gouvernement. Comme le procureur général poursuit tous les malfaiteurs, l'individu fut poursuivi. Il fut condamné, déclaré coupable en Cour de police. Il porta sa cause en Cour d'appel, qui confirma. La Cour d'appel maintint ce jugement et fixa la sentence à trois ans d'emprisonnement.

Les amis de l'ancien régime, qui défendaient l'accusé, portèrent la cause en Cour suprême. Celle-ci, qui renversa le jugement de la Cour d'appel, décida qu'il n'y avait pas de bureau de poste au parlement de Québec. J'ai averti les membres de l'opposition que nous allions abolir le bureau de poste ou supposé bureau de poste au parlement, ainsi que les employés. Nous avons donc décidé d'organiser, on va établir un autre système de distribution qui équivaldra à un bureau de poste, qui sera plus efficace, afin d'assurer l'honnêteté de la poste.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et c'est pour ça que vous augmentez le crédit, que vous demandez \$4,000 de plus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette somme est nécessaire pour établir, organiser un système de distribution où les employés ne voleront pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comment va-t-il être organisé? La Législature, la province va se substituer au fédéral. En vertu de l'autonomie, je suppose?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'autonomie est chose trop sacrée, ce n'est pas une raison, eux-mêmes parlant de postes, pour faire des allusions aussi timbrées. Nous allons établir un système de distribution. Nous allons prendre un moyen pour que les lettres qui sont envoyées parviennent à destination, soient livrées et reçues. Et, de plus, on va prendre les mesures pour qu'il n'y ait

pas livraison de littérature communiste, qu'il n'y ait pas de malle communiste. À l'heure actuelle, nous avons des journaux de Moscou qui passent par ici.

La province de Québec n'a pas le pouvoir de réglementer les postes. L'opposition ferait un beau geste en coopérant avec le gouvernement, en demandant à ses amis du fédéral d'empêcher les journaux de Moscou d'entrer ici. Il y a un nommé Tim Buck, un ancien chef communiste de Toronto, le secrétaire du Parti communiste du Canada, qui a fait du pénitencier et qui a obtenu un passeport du fédéral. Il est ensuite revenu ici. Maintenant il est en Russie et transmet des rapports sur ce qui se passe en ce pays, sur le procès des prétendus espions; il envoie des dépêches de Moscou pour fausser l'opinion publique. Il paye 9 centins du mot pour câbler ses informations. On voit qu'il y a une campagne bien payée pour empoisonner l'opinion publique.

Cela montre jusqu'où les communistes sont prêts à aller dans leur campagne. Le fédéral ne fait pas son devoir. Nous, ici à Québec, nous allons le faire. Le gouvernement provincial fait tout ce qu'il peut pour sauvegarder les droits et les traditions des gens de notre province en renforçant sa loi du cadenas faite pour enrayer la progression de la propagande communiste. Le département fédéral des douanes ne fait pas son devoir d'arrêter ce colportage d'idées subversives, et le gouvernement provincial continuera à répudier les communistes de la province de Québec, même si le gouvernement fédéral lui refuse sa coopération. Je regrette que nous n'ayons pas les pouvoirs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais beaucoup aider, seconder le premier ministre dans sa campagne d'épuration contre le communisme en notre province. Mais, il ne s'agit pas de communisme pour le moment. L'item en discussion concerne la province de Québec et pourvoit à une augmentation exorbitante. On veut placer plus d'employés, je suppose. J'aimerais avoir des explications, certaines précisions, concernant l'organisation de ce système de malle, de distribution de lettres que l'on veut implanter au parlement, car les crédits attribués à cet item ont doublé. S'il y a des communistes, pourquoi le procureur général ne poursuit-il pas? Ce n'est pas à l'opposition à poursuivre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous avons maintenant trois employés de plus que l'an dernier au bureau de poste du parlement. Nous sommes obligés d'acheter des compteurs et d'y faire

des changements. Le maître de poste de Québec est venu me voir. Je lui ai demandé d'attendre après la session. Les détails de l'organisation ne sont pas assez complets pour que je les communique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça revient à dire qu'on va payer plus. Je ne voudrais pas que les députés restent sous l'impression donnée par le premier ministre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le maître de poste voulait venir contrôler dans le parlement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous allez dépenser deux fois plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'administration des postes relève du fédéral. Nous étions sous l'impression que nous avions droit d'avoir un bureau de poste. Nous aurons un bureau de distribution. Nous serons obligés d'avoir un personnel plus considérable.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi le gouvernement provincial et le premier ministre n'ont pas demandé au gouvernement fédéral d'amender la loi des postes pour avoir le droit de posséder son propre bureau de poste?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ne peut être amendée sans amender la Constitution; il faudrait pour cela amender la Constitution. Et il faudrait avant tout changer, amender la mentalité de certains chefs libéraux, de certains ministres d'Ottawa. Si les membres de l'opposition pouvaient inspirer au ministre de la Justice de faire la moitié de son devoir, il y aurait beaucoup moins de communistes dans la province de Québec.

Nous n'aurions pas le spectacle d'un gouvernement qui ne fait pas son devoir en ce qui concerne le communisme, qui laisse voyager librement un chef communiste comme Tim Buck²², aller-retour du Canada en Espagne, de l'Espagne au Canada, du Canada en Russie. La province de Québec n'endurera pas les communistes, même si Ottawa pactise avec les communistes.

Si Ottawa n'est pas capable d'agir, qu'il le dise; nous allons le remplacer. Si le ministre de la Justice n'a pas le courage de remplir les devoirs que lui dicte sa charge, qu'il le dise et nous allons les remplir.

M. Bastien (Berthier): C'est ça que vous voulez.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que l'opposition réalisera son devoir et collaborera contre le communisme, contre le gouvernement d'Ottawa.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'admire le premier ministre dans sa logique. Il a dit partout qu'on doit séparer les deux politiques, qu'on ne doit pas mêler le fédéral au provincial. Puis il veut faire à l'Assemblée législative de la politique fédérale. Il s'opposait à cela au temps qu'il siégeait à la gauche de l'orateur. Le premier ministre veut à tout prix faire de la politique fédérale; il l'a dit en toutes lettres: il dit qu'il veut la place du ministre de la Justice à Ottawa.

Celui-ci est capable de se défendre et l'honorable M. Lapointe déteste les communistes autant que le premier ministre de la province de Québec. Si l'honorable M. Lapointe, ministre de la Justice, ne veut pas faire son devoir, il n'a qu'à le dire et nous allons prendre sa place.

Le procureur général ne viendra pas nous faire croire qu'il n'a pas les pouvoirs voulus pour remplir ses devoirs. Il les a. Au lieu de faire de la politique fédérale, que le procureur général de la province poursuive, s'il se commet en cette province des choses illégales. S'il y a du communisme, qu'on le poursuive, si les communistes violent la loi, qu'on les arrête, mais que le premier ministre cesse de faire de la politique avec le communisme. Il ne manque pas une seule occasion de faire de la politique fédérale, d'attaquer le gouvernement fédéral pour faire croire que ce dernier, que le ministre de la Justice fomentent et aident le communisme au Canada. Le ministre de la Justice est capable de se défendre.

Le premier ministre dit vouloir notre coopération, et nous la lui avons promise. Mais je puis dire que nous, les libéraux, nous sommes opposés à toute forme de communisme, même à celle du premier ministre, même à celles qui se rattachent aux méthodes employées par le gouvernement actuel de la province.

Car nous avons en cette province un gouvernement d'autocrates qui passe, adopte des mesures et des lois contre la volonté du peuple, contraires au sentiment de la population, des lois contre lesquelles la population n'a aucun recours et ne peut même pas faire entendre ses objections.

C'est ça qui fomentent les révolutions. Et, par là, il fomentent le communisme. Il fait naître le

communisme en ne donnant aucun moyen au peuple de se défendre en appelant devant les tribunaux. Il a un gouvernement d'autocratie. Les ouvriers de toute la province protestent actuellement.

M. Paradis (Matapédia): Ce sont des saprés braillards. Pas les ouvriers, mais certains braillards²³! (Applaudissements et rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce ne sont pas des braillards, mais ce sont tous les ouvriers, ils défendent leurs unions. Des saprés braillards, oui, et ils font bien de se plaindre. Ils protestent avec raison, car on veut en arriver par des lois à tuer les unions ouvrières dans la province. C'est avec ces moyens-là qu'on fomenté les révolutions, le communisme. Le gouvernement menace de tuer, veut faire cesser toute l'opération des libertés populaires, et c'est ainsi qu'on développe le communisme.

Pour détourner l'attention, on tâche de faire croire que tous ceux qui ne pensent pas comme le gouvernement sont des communistes. Le premier ministre crie contre le communisme et qualifie de communistes tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Mais la province voit clair dans son jeu, le jeu du premier ministre qui veut détruire le Parti libéral, sous prétexte de combattre le communisme. On se sert de cette campagne anticommuniste non seulement pour se maintenir au pouvoir, mais pour tenter de détruire le gouvernement actuel d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avais cru en dénonçant le communisme, en parlant de la réaction de la population de toute la province contre le communisme, exprimer la pensée de tous les députés de cette Chambre, parler d'une chose qui rencontrerait l'assentiment de tous ceux qui sont attachés à nos traditions. J'ai dit que le gouvernement fédéral, qui a le contrôle exclusif sur les postes, laissait pénétrer au pays des journaux de Moscou, que le gouvernement fédéral, qui a le contrôle exclusif sur l'immigration, laissait circuler Tim Buck, chef communiste reconnu, du Canada en Russie et de la Russie au Canada.

Pas un mot de protestation de la part de l'opposition. Le chef de l'opposition n'a pas dit un seul mot pour condamner ces agissements, pour dénoncer le communisme et, au lieu du spectacle d'une législation unanime à réprouver le communisme, ses tactiques et ses adeptes, nous voyons le chef de l'opposition qui tente d'insulter le chef du gouvernement. Au lieu de collaborer avec le gouvernement sur une question qui est plus élevée

que celle des partis, l'opposition tente de nous insulter et de nous imputer des motifs.

Je déclare de nouveau, je le dis une fois pour toutes et j'espère que je n'aurai plus à revenir là-dessus: le parlement fédéral, à titre de député, à titre de ministre, à titre de premier ministre, ne m'intéresse pas et ne m'intéressera jamais. Le fédéral ne m'intéresse pas. En acceptant le mandat de conduire les destinées de la province, j'ai dit que je ferais uniquement de la politique provinciale. J'entends respecter mon mandat, qui est de faire de la politique provinciale en restant au poste. Après cette déclaration catégorique, j'espère que le chef de l'opposition ne me prêtera pas de motifs sur le domaine fédéral; je proteste contre les insinuations du chef de l'opposition. Je déclare qu'il n'y a pas de porte en arrière, ni de près ni de loin; ni directement, ni indirectement, je n'ai sollicité, je ne sollicite et je ne solliciterai, ni ne veux solliciter aucun mandat fédéral. Est-ce assez clair?

Il y a dans cette province un tel gâchis commis par l'ancien gouvernement qu'il faut tout le courage, toutes les capacités et les énergies d'un homme pour y remédier.

J'espère que le chef de l'opposition réalise que l'immigration dépend d'Ottawa, qui en a le contrôle exclusif. J'espère qu'il réalise que le gouvernement fédéral a le contrôle exclusif sur les postes, et donc sur l'entrée des journaux, et que les provinces n'y peuvent rien faire. Nous faisons de la politique provinciale, et c'est parce que nous faisons de la politique provinciale que nous défendons notre province. Nous aimons notre province. Et voilà pourquoi, cette province, nous sommes prêts à la défendre contre n'importe quel gouvernement fédéral, contre tous les bleus, cailles ou les rouges d'Ottawa qui voudraient laisser pénétrer ici les doctrines odieuses et destructrices du communisme, qui ne respecteraient pas le mandat de protéger le pays et la province contre les éléments de désordre en n'employant pas les moyens à sa disposition.

Je manquerais à mon devoir de premier ministre si je n'élevais pas la voix pour faire écho aux revendications de la population, qui ne veut pas du communisme et demande qu'on le combatte. Et je parle ici ce soir au nom de tous les libéraux, au nom de tous les anciens conservateurs de la province qui sont tous contre le communisme et veulent qu'on le combatte sans merci.

Je dis que l'opposition devrait s'élever à la hauteur du problème au lieu de s'abaisser à des considérations personnelles. Nous allons continuer de faire la lutte au communisme et nous dénoncerons

sans merci tout ministre de la Justice qui oublierait son devoir contre les agents de désordre qu'il a le pouvoir de réprimer et ses engagements envers la population de la province, n'importe quel premier ministre d'Ottawa qui ne respecterait pas ce mandat bien défini, qui ne prendrait pas les moyens d'assurer les droits des Canadiens et les droits des gens de notre province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous sommes, de ce côté-ci de la Chambre, contre toutes les formes de communisme; et nous sommes d'avis que ce n'est pas en employant les méthodes du communisme qu'on réussira à le combattre. Les méthodes que prend le premier ministre pour combattre le communisme ne sont pas les meilleures. Nous sommes contre la licence mais pour la liberté. Nous ne voulons pas que les méthodes communistes soient importées dans nos méthodes de législation.

Pourquoi on veut tant augmenter les dépenses relatives au bureau de poste du palais législatif?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous avons trois employés de plus et plus de correspondance que l'an dernier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela ne justifie pas l'augmentation de \$10,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'année n'est pas commencée; c'est une somme que nous votons...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est encore mêlé, celui-là, avec les communistes. C'est au ministre des Travaux publics que je parle.
(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Adopté, adopté. Ils ont parlé pour rien.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) redemande des explications.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ces immeubles demandent des réparations très urgentes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ce que vous appelez de l'économie ça, que de tout multiplier par trois?

M. Béique (Chambly): L'opposition aurait besoin d'être ainsi multipliée.

M. Bastien (Berthier): Le coût du fonctionnarisme a augmenté de \$1,500,000 depuis que le gouvernement de l'Union nationale est au pouvoir.

Je trouve que c'est une étrange manière d'économiser. Le premier ministre fera-t-il longtemps de la magie pareille?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La meilleure magie serait de faire en sorte que le député de Berthier (M. Bastien) ne parle pas trop.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et pour les prisons?

M. Boyer (Châteauguay): On va les agrandir pour vous autres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors qu'on nous avait promis des économies, on dépense plus.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Vous n'avez pas reçu un rapport disant que le toit du palais de justice à Montréal était défectueux?

M. Boyer (Châteauguay): Dans le temps, ils votaient de l'argent pour le réparer, mais ils mettaient cela dans leurs poches.

M. Bastien (Berthier): Quand on sait que le premier ministre gaspille l'argent à pleines mains et qu'en même temps il qualifie ses prédécesseurs de gaspilleurs...

M. Boyer (Châteauguay): De voleurs.

M. Bastien (Berthier): De voleurs, comme dit le député de Châteauguay. Je ne sais pas si ça va prendre la prochaine fois dans son comté. L'argent de cet article est pour les amis de l'Union nationale et pour les gens de "chez nous", de Trois-Rivières, qui travaillent au palais de justice.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nommez-en donc un seul.

M. Bastien (Berthier): Il en venait de trop de Trois-Rivières travailler dans Berthier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les gens de Trois-Rivières sont heureux de rester chez nous. Ils sont aussi heureux de leur député, sans vantardise.

Quant au palais de justice de Montréal, nous avons reçu des requêtes nombreuses pour faire arranger le système d'éclairage, d'électricité qui en était une constante menace d'incendie. Nous avons dépensé \$25,000 pour corriger les erreurs.

On l'avait demandé à l'ancien régime, qui ne s'en occupait pas. Pourtant, il y avait là une bibliothèque très riche, la bibliothèque du Barreau valant plusieurs milliers de dollars. De la sorte, le gouvernement a évité à l'immeuble et la librairie d'être détruits par le feu, destruction qui autrement aurait été inévitable.

M. Boyer (Châteauguay): Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, octrois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la construction du pont de Saint-Hilaire, ce qui ferait l'affaire, faciliterait les communications pour Drummondville, Victoriaville et Saint-Hyacinthe, et la construction d'une route directe entre Montréal et Québec sur la rive sud, affirme-t-il.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le député de Berthier (M. Bastien) dit que l'on dépense trop. Le chef d'opposition dit que l'on ne dépense pas assez. Ils ne sont pas conséquents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si vous construisez ce pont à Saint-Hilaire, je serai prêt à dire que la province a le meilleur ministre des Travaux publics depuis la Confédération.

M. Bastien (Berthier): On dépense beaucoup plus pour les ponts qu'autrefois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est aussi ma prétention. Les ponts ont coûté \$440,000 pour l'année 1936-1937. Je m'étonne, dit-il, qu'on demande \$100,000 de plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)²⁴: Ces ponts sont plus utiles que le pont de l'Île d'Orléans qui nous a coûté l'été dernier, après cinq ans d'existence seulement, \$100,000 de réparations!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts de péage: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier) veut poser de nouvelles questions.

Des députés veulent l'empêcher de prendre part au débat.

M. Bastien (Berthier): Voyons donc, on n'est pas à Vienne, en Autriche, ici²⁵. Je reproche au gouvernement, dit-il, de ne pas avoir aboli les ponts de péage comme il avait promis de le faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les ponts de péage sont abolis pour les députés. On a des passes maintenant.

(Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de

nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
2. Voir note 1.
3. *La Presse* du 16 mars 1938, à la page 14, rapporte que c'est "sur division de l'honorable M. Bouchard".
4. Voir note 1.
5. Voir note 1.
6. Voir note 1.
7. *Le Canada* du 16 mars 1938, à la page 8, rapporte que le bill est adopté "sur division de la part de M. Bouchard".
8. Voir note 1.
9. Voir note 1.
10. Bien que les sources n'en fassent pas mention, on peut présumer que le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice), puisque ce dernier préside tous les comités pléniers de la séance.
11. *L'Événement* du 16 mars 1938, à la page 11, rapporte le montant de \$45,000, mais tous les autres journaux qui en font mention rapportent cependant \$43,000.
12. *Le Nouvelliste* du 16 mars 1938, à la page 5, mentionne Saint-Hubert.
13. *Le Canada*, à la page 8, *La Presse*, à la page 14, et *La Tribune*, à la page 10, écrivent "candy cast".
14. *Le Devoir* du 16 mars 1938, à la page 6, spécifie que cette dernière expression du premier ministre fut faite de façon narquoise.
15. *L'Action catholique* du 16 mars 1938, à la page 14, rapporte 5 cents, mais tous les autres journaux rapportent 50 cents.
16. Certains journaux rapportent \$7,000 alors que d'autres font mention de \$5,000. Il est difficile de savoir quel chiffre est plus exact.
17. *L'Action catholique* du 16 mars 1938, à la page 14, rapporte 5 ans, mais il est évident, dans le contexte, qu'il s'agit de 50 ans.
18. *Le Devoir* du 16 mars 1938, à la page 7, ajoute: "M. Casgrain pose une question qui reste sans réponse".
19. Voir note 1.
20. Voir note 1.
21. *Le Soleil* du 16 mars 1938, à la page 7, rapporte qu'il fait cette intervention en souriant.
22. Le très honorable R. B. Bennett, premier ministre du Canada du 7 août 1930 au 23 octobre 1935, réagissant aux craintes de subversion communiste, utilisa le controversé article 98 du Code criminel canadien. Cet article permettait l'incarcération de toute personne membre d'une organisation qui visait officiellement à renverser le gouvernement par la violence, même si la personne en question n'avait jamais commis d'action violente ou même ne prônait pas personnellement de telles actions. Grâce à cette disposition, les dirigeants du Parti communiste du Canada, dont Tim Buck, furent arrêtés et mis en prison pour cause de sédition. Toutefois, cette stratégie se révéla fort embarrassante pour le gouvernement lorsque Buck fut victime d'une tentative apparente d'assassinat lorsque, durant une émeute dans la prison, on lui tira dessus même s'il ne participait d'aucune façon à l'émeute. Le gouvernement Bennett fut forcé d'avouer qu'il avait ordonné les tirs, soi-disant dans le but de faire peur à Buck. Bennett perdit toute crédibilité face à Buck et sa stratégie se retourna contre lui; Buck fut bientôt relâché et accueilli en héros par la population qui voyait en lui un défenseur des libertés civiles.
23. *Le Soleil* du 16 mars 1938, à la page 3, mentionne que plusieurs versions de cette intervention du député de Matapédia (M. Paradis) ont été rapportées. Ainsi, il aurait pu dire l'une des trois phrases suivantes: "C'est une gang de

braillards", "Pas des ouvriers, mais certains braillards" et "C'est des braillards". *Le Canada* du 16 mars 1938, à la page 9, rapporte aussi cette autre version: "Ce sont des saprés braillards".

24. *L'Événement* du 16 mars 1938, à la page 11, ne dit pas qui a fait cette intervention, mais nous retrouvons la même dans *The Chronicle Telegraph* du 16 mars 1938, à la page 3, attribuée au premier ministre.

25. *Le Soleil* du 16 mars 1938, à la page 9, rapporte que le député de Berthier (M. Bastien) fait cette déclaration parce que "des députés ne veulent pas" qu'il "prenne part à la discussion". *L'Événement* du 16 mars 1938, à la page 11, ajoute qu'"on couvre de cris les paroles de M. Bastien".

Séance du mercredi 16 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compagnie de chemin de fer
du Québec Occidental**

M. Barrette (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Barrette), que les articles 510, 511 et 516 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Quebec Western Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Quebec Western Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Barrette (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 143 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178;
- bill 108 relatif à la ville de Richmond;

- bill 102 constituant en corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham;
- bill 124 constituant en corporation La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie;

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 107 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or.

**Municipalités scolaires
de Val-d'Or**

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 53 concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val-d'Or.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill 53 concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 54 modifiant la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi permettrait au gouvernement de constituer des villages miniers. Mais l'amendement proposé par ce projet de loi permettra d'acquérir les lots nécessaires sur les terrains miniers, sans rien payer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Aménagement de bureaux du gouvernement

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications¹.

M. l'Orateur: À l'ordre²!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) proteste contre l'étude de cette mesure. Elle est hors d'ordre, dit-il, parce qu'il n'y a pas eu au *Feuilleton* un avis d'affichage. On doit procéder régulièrement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement doit louer très cher des espaces, des bâtisses dans certaines villes pour y placer des bureaux. Cela comporte une dépense annuelle d'environ \$600,000³. Nous avons l'occasion d'acheter des propriétés que nous occupons. Et le gouvernement demande par cette loi l'autorisation de pouvoir les acheter de gré à gré ou le droit de les exproprier, ces locaux, au besoin⁴.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la raison pour laquelle on procède si vite. Est-ce, dit-il, pour éviter une séance ce soir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

La motion est adoptée.

Tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.

Aux Îles-de-la-Madeleine, l'on a la tenure seigneuriale, en vertu de laquelle les débiteurs de rentes foncières doivent payer au greffier de la Cour. Le but de la loi est de dire que les débiteurs devront payer cette rente à un homme nommé par le gouvernement. Par cette loi, la tenure seigneuriale sera payée à un employé du gouvernement et non au greffier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est pour créer une nouvelle position!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est pour éviter et empêcher que les fonds publics soient confondus avec les fonds privés.

La motion est adoptée.

École d'agriculture à Nicolet

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il convient de laisser la conduite de ces écoles aux meilleurs éducateurs de notre peuple, les corporations religieuses;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer dans une large mesure à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Nicolet;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec une corporation religieuse, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Nicolet, d'une école régionale d'agriculture et à payer

pour cette fin à ladite corporation, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de vingt mille dollars et une bourse mensuelle n'excédant pas neuf dollars par élève, jusqu'à concurrence de quatre-vingts élèves.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède aient leur effet depuis le 22 juillet 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Y a-t-il eu des argents de payés déjà au séminaire de Nicolet pour l'École d'agriculture?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, le premier versement de \$20,000 est effectué. Le premier montant a été payé en vertu d'un arrêté ministériel. Nous avons les fonds.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, il n'y a pas de doute, avec les emprunts que vous faites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition veut nous garantir l'intérêt raisonnable, nous pourrions prêter ce qui lui manque à l'opposition, qui en a besoin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le premier ministre pouvait emprunter un peu plus, il pourrait peut-être penser à mon bon vieux Séminaire de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va y penser.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 37 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Tardif (Frontenac): Je remercie et félicite le gouvernement pour ce qu'il fait ainsi, de l'intérêt

qu'il porte à la classe agricole. Mais j'aimerais bien à ce que l'on s'occupe aussi de l'importance de développer la petite école rurale de nos campagnes en y encourageant davantage l'enseignement agricole.

M. Bastien (Berthier) appuie ces remarques. On ne fera jamais trop pour développer l'instruction dans la classe agricole, dit-il. Il faudrait d'abord bien organiser les écoles élémentaires. J'insiste, dit-il, sur l'importance d'organiser de nombreuses écoles primaires d'agriculture dont les Écoles supérieures ne seraient que le complément.

À titre de fils de cultivateur et d'anciens instituteurs, dit-il, si bonnes et nécessaires que soient les écoles d'agriculture, il vaudrait mieux commencer par le commencement. Le gouvernement a accompli quelque chose l'an dernier, mais le problème est encore de former des instituteurs et des institutrices de carrière, qui devraient être mieux payés, si l'on veut former des éducateurs compétents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Berthier discute en dehors du sujet. Il ne peut parler des écoles élémentaires et du traitement des institutrices sur le projet de création d'une école d'agriculture. On ne discute pas le problème de l'enseignement primaire agricole ni le salaire des instituteurs, mais il s'agit simplement d'un octroi pour l'école d'agriculture de Nicolet.

M. Bastien (Berthier): Le sujet dont je parle, dit-il, se rattache au bill. Il continue ses remarques qu'il accentue.

M. l'Orateur: Je maintiens le point d'ordre du premier ministre.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École d'agriculture à Chicoutimi

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 38 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁶:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il convient de laisser la conduite de ces écoles aux meilleurs éducateurs de notre peuple, les corporations religieuses;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer dans une large mesure à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Chicoutimi;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec une corporation religieuse, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Chicoutimi, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à ladite corporation, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de quatre années, une subvention annuelle de vingt-cinq mille dollars et une bourse mensuelle n'excédant pas neuf dollars par élève, jusqu'à concurrence de quatre-vingts élèves.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède auront leur effet depuis le 22 juillet 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit simplement de changer le mode de paiement pour cette école.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 38 relatif à

l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Projet de loi d'assistance publique

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Pelletier):

Attendu que la loi actuelle de l'assistance publique ne s'occupe que des cas hospitalisés;

Attendu que les municipalités pauvres ne peuvent contribuer à payer cette assistance et qu'en conséquence elles refusent de signer la carte obligatoire, et que, de ce fait, une foule de malades ne reçoivent pas de soins médicaux;

Attendu qu'il n'en coûterait pas plus cher à la province si on amendait la loi en conséquence;

Attendu que la plupart des sociétés médicales et les médecins praticiens réclament une modification de notre système d'assistance publique;

Que cette Chambre exprime l'opinion que le ministère de la Santé soit chargé de présenter un projet de loi d'assistance publique conforme aux besoins des temps présents.

Si je présente cette motion aujourd'hui, c'est que je suis le mandataire, le représentant d'un comté rural qui, avec quelques autres comtés de cette province, ne peut continuer à supporter plus longtemps les lourdes charges que la présente loi de l'assistance publique a mis sur ses épaules. Et je signalerai dès maintenant, qu'à l'heure actuelle, il se trouve une foule de nos malades pauvres qui ne sont pas hospitalisés, ne peuvent pas bénéficier des avantages de cette loi.

En outre, mon titre de président de la Société médicale de la Gaspésie m'autorise à présenter à cette Chambre les revendications de mes confrères. Mais d'abord, M. l'Orateur, laissez-moi rappeler à cette province la sollicitude de notre gouvernement pour les malades. Je remercie le gouvernement pour l'intérêt qu'il a toujours porté à nos miséreux et aux malades de la province.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a, en effet, inscrit dans nos Statuts la création d'un ministère de la Santé. Cependant, il y a encore quelque chose à faire. Les confrères en médecine du ministre de la Santé viennent le trouver pour demander l'amendement de la loi de l'assistance publique qui comporte de nombreuses déficiences.

Le problème de l'assistance publique prend, à l'heure actuelle, des proportions considérables. La présente loi de l'assistance publique ne prévoit, ne pourvoit qu'à l'entretien des malades hospitalisés. Elle semble ignorer qu'il y a d'autres malades qui sont en dehors des hôpitaux. Elle ne s'applique pas aux malades à domicile. Et, comme résultat, il arrive que des petites gens, pour avoir des traitements gratuits, quittent leur foyer pour entrer à l'hôpital. Nos pauvres gens doivent donc, dès qu'ils sont malades, quitter leur village pour entrer à l'hôpital, où ils reçoivent des traitements qui coûtent souvent plus cher que s'ils étaient donnés à domicile.

D'autres ne sont pas soignés du tout. Il y a une foule de nécessiteux non hospitalisés qui devraient profiter de l'assistance publique et qui n'en bénéficient pas, qui ne sont pas secourus par cette loi parce qu'ils ne peuvent pas quitter leur domicile. Nous devons prendre soin d'eux si nous voulons endiguer la propagation de maladies infectieuses. Il mentionne la tuberculose et le fait que plusieurs personnes attendent jusqu'à ce que la maladie ait fait trop de dommages avant de voir un médecin. En favorisant le pauvre, notre capital humain serait plus fort. Ce serait un moyen efficace d'enrayer les ravages de la tuberculose et de beaucoup d'autres maladies.

Il y a aussi une autre raison qui motive ces amendements à la loi de l'assistance publique. À l'heure actuelle, les municipalités pauvres ne sont pas capables de satisfaire à toutes les demandes et, pour cette raison, l'on refuse des cartes d'admission de malades dans les hôpitaux. Les municipalités pauvres, qui sont accablées sous le poids d'arrérages de toutes sortes, se trouvent dans l'impossibilité de payer leur quote-part pour l'hospitalisation de leurs malades, dans bien des cas, et nous adressent des adresses, des pétitions et des résolutions.

Rien que dans mon comté, il y a au moins quatre ou cinq municipalités qui ne veulent pas assumer de nouvelles charges et refusent le traitement hospitalier, en refusant de signer les cartes obligatoires et réglementaires pour fins d'admission des malades qui ont besoin de soins dans les hôpitaux.

En conséquence, une foule de malades ne reçoivent pas les soins médicaux auxquels ils ont droit, ou doivent s'adresser aux autorités judiciaires. Rien que dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure, par exemple, 3,000 malades au moins, qui avaient été refusés par les conseils municipaux, ont dû s'adresser au magistrat du district. Devant cet état de choses, les autorités municipales ne peuvent donc que se plaindre, déplorer la facilité avec laquelle une personne peut réussir à se faire hospitaliser sans nécessité sous la loi de l'assistance publique, malgré le refus des autorités municipales.

Nous demandons donc la disparition de la carte obligatoire d'admission. On se rit ainsi trop souvent du serment. Nous prétendons que cette carte devrait disparaître à cause de son appel indirect à la fraude ou même, dans certains cas, au détournement de fonds, et à l'imposition de la taxe municipale qu'elle nécessite. Dans notre région, les municipalités ne sont pas suffisamment organisées et n'ont pas assez de revenus pour faire face aux exigences de la loi actuelle de l'assistance publique et les revenus des familles sont trop limités. Elles ne peuvent payer toutes les dépenses d'hôpital.

Si l'on continue l'application de la loi existante, à faire peser l'assistance publique sur les municipalités, dans deux ou trois ans, le nombre des municipalités en faillite se sera accru de plus de 60 % à 70 %. Je connais des municipalités qui se sont vues ainsi dans l'obligation de payer des montants annuels de plus de \$9,000.

Le gouvernement, à mon sens, pourrait administrer ce département, l'assistance publique, avec plus d'efficacité sans qu'il en coûte beaucoup plus cher. Les médecins de la province seront plus qu'heureux de présenter des suggestions au gouvernement. L'on pourrait amender la loi pour permettre des réductions de dettes des municipalités sous certaines conditions, et dans certains cas on devrait même les radier. Dans de nombreux cas, les dépenses pour l'assistance publique pour les municipalités dépassent les frais d'administration municipale. Je formule le vœu que nous serons saisis d'un projet de loi, dès cette session, pour remédier à la situation.

Je crois, avec les sociétés médicales, qu'on devrait remplacer l'allocation journalière à chaque lit occupé, pour chaque hospitalisé, à \$700, par une allocation fixe de tant par lit disponible dans les hôpitaux, pour l'assistance publique, soit \$500 ou \$600 par année. En recevant un montant de \$600 par année pour chaque lit, l'hôpital ne perdra pas d'argent et sera certain d'un montant fixe. Ainsi, les autorités

des hôpitaux pourront faire les arrangements voulus avec les médecins pour ce qui a trait à leurs honoraires.

Ce système, à mon avis, offrira des avantages réels au département de la Santé, aux hôpitaux, aux médecins traitants et aux malades en général.

Pour le département de la Santé, cette disposition tendra à réduire le nombre des malades hospitalisés, et conséquemment à réduire graduellement le nombre de lits réservés dans chaque hôpital.

Les hôpitaux seront ainsi assurés de revenus fixes et pourront donner un meilleur service en rémunérant mieux leurs médecins. Les hôpitaux bénéficieraient de l'établissement d'un octroi annuel stable en ce sens qu'ils recevraient leurs octrois à des dates déterminées. Ceci leur permettrait d'arrêter de payer des intérêts aux banques et aussi d'obtenir un meilleur taux d'intérêt en raison de paiements plus rapides.

La crise économique qui sévit depuis plusieurs années n'a pas été sans frapper les médecins. Eux aussi se ressentent de la crise, et ils ont probablement été les premiers à en sentir les coups. Malgré tout, ils ont continué d'accomplir leur devoir. Leur travail n'a pas été diminué, bien que leurs revenus aient été réduits considérablement.

Des réformes s'imposent également pour aider la profession médicale. Il ne faut pas oublier qu'il y a de nombreux malades en dehors des hôpitaux. La loi actuelle de l'assistance publique, en ignorant les malades qui ne sont pas hospitalisés, oublie, ignore en même temps les médecins qui font de leur mieux pour soigner les malades indigents. Et c'est pourquoi, sans doute, le nombre des médecins de campagne diminue sans cesse. La condition du médecin de campagne est particulièrement précaire. Les hôpitaux et les dispensaires lui ont enlevé ses honoraires et il continue à se dévouer. Bientôt, il deviendra un objet de curiosité. Et cependant, que de cures de tous genres ne devons-nous pas à ces médecins!

Il n'y a pas de budget de l'assistance publique. L'on ne sait jamais ce qu'elle coûtera. Tout repose sur les décisions des conseils municipaux.

Nous demandons que le service d'Assistance publique mette à la disposition de nos sociétés médicales de districts une somme de \$3 par an, pour chaque indigent d'un district, en fixant arbitrairement le nombre de ceux-ci à 10 % de la population dudit district.

Que cette somme soit remise à la Société médicale du district par versements mensuels.

Qu'en retour de cette allocation, cette Société s'engage à faire faire par ses membres, le service d'assistance médicale aux indigents du district, et que le montant de cette allocation, moins 4 % réservé aux frais d'administration, soit utilisé pour le paiement des honoraires, frais de transports des médecins, ainsi que pour le coût des médicaments et pansements.

Que ladite Société s'engage à faire rapport mensuellement du service d'assistance publique, des activités de ses membres en rapport avec la dite assistance médicale, et de la façon dont l'octroi leur a été distribué.

Les traitements à domicile ne devraient pas augmenter de beaucoup les charges, vu que le malade soigné chez lui, avec notre système, coûtera beaucoup moins cher. Car, alors, le malade soigné chez lui ne coûtera que \$3 par année, alors que le malade hospitalisé coûtera \$2 par jour.

Mais, me dira-t-on, où trouvera-t-on l'argent nécessaire pour faire fonctionner ce système? Nous ne voulons pas enlever la contribution municipale, mais nous voulons simplement en changer le mode d'imposition et de perception. La taxe sur les amusements, repas et autres, dite taxe d'hôpital, doit demeurer la même; seule la contribution directe de la municipalité devra changer.

Nous suggérons de remplacer la part de la municipalité d'où vient le malade, par une taxe générale spéciale imposée sur l'évaluation foncière de chaque propriété de la province. Ceci permettrait d'équilibrer le système, car aujourd'hui certaines municipalités ne paient rien au fonds de l'assistance publique parce que leurs malades peuvent s'occuper d'eux-mêmes. Le système fonctionne plutôt à l'aveuglette. Jusqu'ici, nous n'avons pas de budget d'assistance publique: l'on marche au hasard et les municipalités écopent.

Ce que je propose, dit-il, est une forme de médecine sociale qui satisferait les besoins non seulement des malades indigents, mais aussi de plusieurs médecins qui souffrent dans le système d'assistance publique actuel.

M. Dubé (Témiscouata) parle en faveur du médecin de campagne. Il décrit brièvement la situation du médecin de famille à la campagne.

Du moment qu'un village s'organise, dit-il, on établit un hôpital et le médecin voit sa clientèle diminuer constamment.

Je ne suis pas en mesure de me prononcer, dit-il, sur tout ce qu'a dit le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), mais je crois qu'il y a du bon. Je ne suis toutefois pas

prêt à discuter sur-le-champ les suggestions qui ont été faites, lesquelles méritent d'être étudiées à fond.

En ce qui concerne l'assistance publique, dit-il, il faut trouver un point pour alléger le fardeau qui pèse sur les municipalités. Dans Témiscouata, une municipalité a une dette de \$7,000 pour l'assistance publique. Dans le Témiscouata, on doit près de \$12,000 à l'assistance publique. Il doit y avoir quelque chose qui va mal dans l'application de la loi.

Celui qui veut bénéficier de l'assistance publique doit passer par le conseil municipal. L'ancien gouvernement a modifié l'article 22a en donnant aux magistrats le pouvoir de décréter que tel requérant a droit à l'assistance publique.

Il voudrait aussi que l'on fit disparaître cet article.

Pour qu'une loi soit appliquée, dit-il, il faut des sanctions. Si on suivait la loi telle qu'elle est, un grand nombre de gens qui bénéficient de l'assistance publique n'y auraient pas recours. Cinquante pourcent des gens ne tomberaient pas sous le coup de la loi, qui en bénéficient pourtant. La moitié de ceux qui vont dans les sanatoriums ne devraient pas s'y retrouver. Certaines personnes se rendent dans ces établissements comme en vacances. Nous y gagnerions en envoyant aux hôpitaux seulement les indigents.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Il me fait plaisir de seconder mes deux confrères qui viennent de me précéder. La province doit faire un effort vers l'amélioration de l'assistance publique.

Il réclame l'amendement de la loi de l'assistance publique et il demande au ministre de la Santé d'étudier avec les médecins le projet soumis par le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot).

Il trouve ridicule l'intervention des magistrats. Il n'aime pas le système actuel dans lequel on se querelle à savoir si un malade devrait être envoyé dans un hôpital. Il cite le cas de l'hôpital du Havre-Saint-Pierre, que le gouvernement a fait construire à ses frais, dit-il, et où il lui faut maintenant payer \$1.00 pour chaque malade.

Or, il est arrivé que sur 87 hospitalisés, 47 auraient pu quitter l'hôpital et ne le faisaient pas parce qu'ils attendaient le bateau. Ce n'est plus un hôpital, c'est un hôtel. Et ce n'est pas le rôle du ministère de la Santé.

M. Bellemare (Vaudreuil): Le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) a mis la main sur une plaie ouverte depuis longtemps. Le problème existe depuis longtemps. Probablement que la loi est mal faite.

La loi n'est pas parfaite, car nombre d'habitants qui devraient être soignés chez eux gratuitement par leur médecin, comme par le passé, s'en vont dans les hôpitaux où ils obèrent le budget public. Des malades, s'ils ne sont pas indigents, bénéficient des avantages de cette loi, dans de nombreux cas. Les amendements suggérés remédieraient à la situation.

Que l'on fasse confiance aux conseils municipaux et il y aura moins d'indigents hospitalisés.

M. Roy (Montmorency): La loi de l'assistance publique a sûrement besoin de remaniement. Elle ne couvre pas tous les cas. Ce ne sont pas les municipalités pauvres qui peuvent payer davantage et cependant, ce sont elles qui demandent davantage. Il ne devrait pas y avoir de taxe supplémentaire pour les municipalités, mais les riches devraient payer pour les pauvres. Je voudrais continuer à protéger le capital humain dans ce qu'il a de plus cher: la santé. Il faut amender la loi.

M. Marcoux (Québec-Comté) abonde, seconde ses confrères dans les remarques qui ont été faites.

La question est extrêmement importante, dit-il. La discussion qui se fait est dans l'intérêt général.

M. Tardif (Frontenac): Il est de mon devoir de dire à la Chambre ce que pensent les cultivateurs de la loi de l'assistance publique. Un point n'a pas été touché. C'est celui de la pratique courante que l'on a de faire remplir les cartes. Les municipalités, dans de nombreux cas, se font donner avant de signer la carte, un cautionnement pour se faire rembourser l'argent qu'elles seront appelées à payer. Cette coutume qui existe est illégale et n'est pas prévue par la loi.

Avec cette question de carte, on abuse sûrement du serment et à tout propos. On devrait remplacer la formule de serment exigée des conseils municipaux par une déclaration solennelle. Celle-ci a la même valeur civile que la déclaration assermentée. La méthode d'assermenter à tout propos devrait disparaître. Il y a eu sûrement des abus de la part de certaines municipalités, mais il y aura davantage d'abus si l'on mettait à la charge exclusive du gouvernement dans son entier, l'application de la loi de l'assistance publique. Nous verrions alors de nombreux malades imaginaires.

Je suis pour que l'on mette l'application de la loi à la charge du gouvernement, mais à la condition qu'elle n'augmente pas les taxes provinciales. Je suis contre toute taxe et je ne crois pas que l'on puisse hospitaliser ainsi tous les malades sans que l'on taxe davantage.

M. Perron (Beauce): Je suis heureux d'appuyer entièrement la motion du député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) pour soulager, qui a pour but de dégrever les municipalités. J'insiste, moi aussi, sur la nécessité d'aider les municipalités à se libérer du fardeau de l'assistance publique.

M. Barré (Rouville): Je ne suis pas opposé, dit-il, à débarrasser entièrement les municipalités du fardeau de l'assistance publique, si on n'affecte pas le contribuable.

La motion du député de Gaspé-Sud, dit-il, n'est pas suffisamment claire et précise. La motion suppose un remaniement de la loi de l'assistance publique. Je suis d'opinion que si l'on fait tout payer la charge de l'assistance publique par le gouvernement, ça coûtera plus cher.

C'est au secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) de trouver un système. Si le nouveau projet ne coûte pas plus cher que présentement, si l'on est capable de me démontrer que cela soulagera le contribuable de l'impôt de l'assistance, j'en suis; mais je crois, comme le député de Frontenac (M. Tardif), que c'est toujours le même principe, que l'on ne pourra mettre en pratique les amendements suggérés sans taxer davantage.

Que l'assistance publique soit payée par les municipalités ou par le gouvernement, c'est toujours la même charge pour le contribuable. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a dans la province qu'un seul groupe de payeurs de taxes. Le contribuable paie toujours que ce soit au fédéral, au municipal ou au provincial. Et il y a aussi la question des pertes à la fois morales et financières. Si on peut arriver sans taxer davantage, et si on n'enlève pas le contrôle au gouvernement local, tant mieux.

Mais, j'ai peur, dit-il, que si les municipalités ne sont pas monétairement intéressées, il y aura gaspillage à tout point de vue.

Si le gouvernement provincial paie la facture, dit-il, les conseils municipaux seront incités à accepter les demandes d'assistance de plus de personnes que s'ils doivent payer une partie des coûts.

Qu'on l'adopte ou qu'on la rejette, cette motion, cela ne me fait pas de différence. Ce que je combattrai, c'est une loi qui enlèvera aux municipalités le contrôle de l'assistance. Si le secrétaire de la province prépare un amendement à la loi, qu'il laisse dedans le contrôle municipal, sinon je voterai contre, comme je l'ai dit chez nous.

M. Pouliot (Missisquoi): L'ancien gouvernement avait établi sa loi d'assistance publique sur les

revenus de notre Commission des liqueurs au moment où ces derniers étaient considérables par suite de la prohibition aux États-Unis. Il eût été facile d'alimenter l'assistance à même les profits de la vente des alcools. Ce temps n'est plus, car le déficit régulier du fonds de l'assistance publique dépasse, pour l'année à venir, \$1,500,000.

Au 30 juin 1937, le déficit de la loi de l'assistance publique était de plus de \$7,000,000. Ceci s'explique du fait que les revenus de la loi proviennent de la Commission des liqueurs, et depuis l'abolition de la prohibition aux États-Unis, le commerce des liqueurs a diminué dans la province. Dans les circonstances, je suis d'opinion que le gouvernement n'est pas en état de prendre l'application de la loi entièrement à sa charge.

M. Boiteau (Bellechasse): La loi n'a pas été révisée, amendée depuis 1925 et elle comporte des déficiences. Les représentants de toutes les municipalités de mon comté m'ont envoyé de nombreuses résolutions, des requêtes des conseils municipaux pour me demander que la loi de l'assistance publique soit amendée, que l'on en change les dispositions à cette session. Il y a lieu, je crois, de mieux répartir les charges de cette loi.

Au lieu de charger directement les frais de l'assistance aux municipalités, on devrait les charger au conseil de comté. La part des municipalités devrait être contrôlée par le conseil de comté.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Tout à l'heure, les discours de messieurs les députés médecins m'ont fait penser que je trouverais cela beau, une Chambre avec rien que des médecins comme membres et avec un médecin pour président.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Pis nous autres?⁷ (Rires)

L'honorable M. Paquette (Labelle): La loi de l'assistance publique devra être révisée. Il y a l'aspect financier qui est extrêmement important. Il ne faut pas oublier que ce sont les contribuables qui paient d'où qu'ils viennent. À l'heure actuelle, depuis huit ou 10 ans, l'assistance publique comporte un déficit annuel qui varie de \$2,500,000⁸ à \$4,000,000⁹.

Dans les circonstances, il serait difficile de demander au gouvernement d'augmenter ses obligations. Il n'y a toutefois pas à se le cacher, la loi n'a pas donné satisfaction, ni au public, ni à la profession médicale. Donc, cela demande une étude tout à fait particulière.

Je réalise toutes les plaintes dont la loi fait l'objet. Les médecins se sont plaints qu'un grand nombre de patients ont été transportés à l'hôpital tandis qu'ils auraient dû normalement rester chez eux pour n'y recevoir que des soins moins coûteux. Des abus se sont produits qui devront être redressés: nombreux sont les clients perdus par les médecins, par exemple, parce qu'ils sont allés à l'hôpital gratuitement, aux frais de l'assistance publique, alors qu'ils pouvaient payer. Comme maire, car j'ai été longtemps maire d'une municipalité, j'ai rencontré de nombreux cas de ce genre où nous avons eu à payer pour des indigents qui ne l'étaient pas.

De par la motion, on demande au gouvernement de faire de nouveaux sacrifices. Je dois déclarer que dès mon entrée au ministère, j'ai donné une attention toute particulière à cette loi de l'assistance publique.

Nous avons, nous du gouvernement, un montant de \$17,750,000¹⁰ qui est constitué par des dettes contractées par l'ancienne administration. Ces obligations nous mettent dans des difficultés sans nombre. À combien d'abus dans des constructions d'hôpitaux nous avons eu à faire face. Nous avons donné une attention toute particulière à l'étude de ces problèmes. Le ministère de la Santé a demandé et reçu de nombreux mémoires sur la question, exposant les lacunes de ladite loi, mémoires qui ont été étudiés. D'autres mémoires seront présentés.

Nous sommes à jeter un dernier regard sur tous les mémoires que nous avons reçus pour la construction d'autres hôpitaux, orphelinats, etc. Je crois, toutefois, qu'il ne serait pas équitable, prudent de prendre immédiatement une décision hâtive sur ce très vieux, très épineux problème. Toutefois, on ne tardera pas à soumettre à la Chambre le résultat de nos décisions, un projet mûrement étudié.

Nous pouvons dire que la carte obligatoire de l'assistance publique, d'admission, que les municipalités signent, devra disparaître, j'émetts là une opinion personnelle, car elle donne lieu à de multiples abus et à des milliers de parjures annuellement. C'est admis.

Et puis, on donne des cartes par faveur; on a vu des maires faire signer cette carte par des secrétaires-trésoriers de municipalité pour une personne qui n'avait nullement besoin d'être hospitalisée. Il y a même des maires qui se sont fait donner des cartes par les secrétaires de la municipalité, pour se faire hospitaliser gratuitement.

J'ai eu connaissance du cas d'une personne qui a reçu pour des centaines de piastres de traitements à l'hôpital parce qu'elle se disait

indigente, et j'ai découvert qu'elle avait prêté \$13,000 à une corporation épiscopale.

C'est là que les médecins ont le droit de se plaindre. On leur soustrait des clients. La disparition de la carte aidera non seulement aux médecins, mais décongestionnera les hôpitaux au profit des véritables malades indigents. Je crois qu'avec le temps, nos institutions hospitalières diminueront le nombre de leurs hospitalisés indigents et que les charges seront moins lourdes sur le gouvernement qui paie tout.

Il est bon de présenter à la province l'aspect de certaines questions médicales. Je termine, dit-il, en félicitant le proposeur de la motion et mes confrères pour la courtoisie qu'ils ont apportée dans la discussion.

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit de cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien des chemins d'hiver (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des bourses pour cours additionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Musée

provincial et archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Où on en est rendu avec ce problème de l'Université de Montréal?

L'honorable M. Paquette (Labelle): On attend le rapport de la commission d'enquête nommée pour l'étudier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal: aide *re:* entretien d'un édifice de neurologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille quatre-vingt-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi de l'École du Meuble, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École industrielle de Verdun, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le maintien et entretien des écoles ou chaires destinées à l'enseignement de la papeterie (École technique de Trois-Rivières), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles du soir, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Tardif (Frontenac): Qu'est-ce que l'école du soir?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ce sont des institutions donnant des cours du soir pour les jeunes gens qui ont passé l'âge scolaire¹¹!

M. Dubé (Témiscouata): Qu'on étende les avantages des cours du soir à toutes les campagnes.

L'honorable M. Paquette (Labelle): J'accueille, dit-il, la demande avec beaucoup de sympathie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

18. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-et-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement à la littérature, aux beaux-arts et aux sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Par exemple, au sujet des octrois à la littérature et aux beaux-arts, nous donnons des subventions au Club musical des dames, à la Société philharmonique...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et les fanfares?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Celle de Saint-Hyacinthe?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais oui, elle donne de la belle musique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement accordera un octroi de \$3,500 pendant trois ans à l'Association des fanfares.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles des beaux-arts, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire Lasalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Musée Laurier, Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Imprimeur du roi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté¹².

28. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent vingt et un mille cent soixante-seize dollars et

cinq cents soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante-quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté¹³.

30. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour des octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles primaires complémentaires et primaires supérieures (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Les petites sœurs franciscaines de Marie

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la charte de Les petites sœurs franciscaines de Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

Rapport du surintendant de l'instruction publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'instruction publique de la province

de Québec pour l'année 1936-1937. (Document de la session no 22)

Rapport de l'archiviste de la province

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1936-1937. (Document de la session no 23)

Fête des Irlandais

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour donner aux députés l'occasion de s'unir de cœur et d'esprit avec la belle race irlandaise, aucun comité ne siègera au cours de la matinée de demain, fête de la Saint-Patrice.

Je suis honoré par l'invitation qu'on m'a faite de participer aux célébrations religieuses.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 17 mars 1938, à la page 10, rapporte qu'"au même instant, l'Orateur de la Chambre donna lecture de la motion. Cependant, M. Bouchard continuait à exposer sa question".

2. *L'Événement* du 17 mars 1938, à la page 10, rapporte que cette intervention fut lancée "d'une voix de stentor" par l'Orateur. Et ce journal ajoute: "M. Bouchard fit mine d'être médusé. Il s'arrêta de parler dans la position qu'il avait prise lorsqu'il fut interpellé, gardant l'index levé et simulant la plus vive surprise. Avec son voisin, M. Casgrain, et même son voisin d'en face, le premier ministre, il s'amusa de bon cœur de l'incident".

3. Le 17 mars 1938, *L'Événement* à la page 3, rapporte le montant de \$600,002, *Le Canada* à la page 1, "environ \$600,000" et le *Star*, à la page 1, "de \$500,000 à \$600,000."

4. *Le Soleil* du 17 mars 1938, à la page 3, rapporte que le premier ministre explique ceci au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

6. Voir note 5.

7. *Le Canada* du 17 mars 1938, à la page 9, mentionne que le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) est un optométriste.

8. *The Montreal Daily Star* du 17 mars 1938, à la page 33, rapporte le montant de \$2,225,000.

9. *Le Canada* du 17 mars 1938, à la page 9, rapporte le montant de \$4,500,000.

10. *The Chronicle Telegraph* du 17 mars 1938, à la page 3, rapporte le montant de \$17,500,000 et *The Montreal Daily Star* du 17 mars 1938, à la page 33, celui de \$17,000,000.

11. *L'Événement* du 17 mars 1938, à la page 10, rapporte ceci: "Plusieurs députés rient de bon cœur et applaudissent le député de Frontenac qui se remet prestement à compulser la brochure du budget".

12. *L'Événement* du 17 mars 1938, à la page 10, rapporte qu'après l'adoption de cette résolution, "On suspend l'adoption d'un item de \$275,000 pour les écoles de réforme et de l'industrie".

13. *Le Canada* du 17 mars 1938, à la page 9, rapporte: "Le Dr Félix Dubé demande qu'on remette à plus tard l'adoption de l'item de \$100,000 pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile".

Séance du jeudi 17 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!**Rapports de comités:****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

Et de rapporter à la Chambre le bill suivant:

- bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

**Tenure des terres
aux Îles-de-la-Madeleine****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Aménagement de bureaux
du gouvernement****L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Travaux publics à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, et à aménager, pour y loger des services administratifs du gouvernement, des immeubles situés dans la province qu'il juge nécessaires à ces fins et qu'il pourra aussi l'autoriser à acquérir de gré à gré ou par expropriation, des terrains situés dans la province et à ériger et aménager sur ces terrains des édifices pour les mêmes fins.

2. Que les dépenses encourues pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que, toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, en totalité ou en partie ces dépenses capitales au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et faits à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année; que cependant le total des dépenses autorisées par les présentes résolutions ne devra pas excéder un million cinq cent mille dollars et devra être limité à cent cinquante mille dollars par immeuble.

3. Que le ministre des Travaux publics sera chargé de l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de pratiquer des économies. À l'heure actuelle, la province loue dans divers centres des espaces, des locaux pour ses bureaux. Les prix de location représentent simplement une bonne partie du montant nécessaire pour devenir propriétaire, pour acheter ces édifices et sauver des milliers de piastres chaque année.**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai aucune objection à accorder à la province le pouvoir d'acheter de gré à gré certains immeubles. Mais je m'oppose, je m'objecte cependant à ce qu'on ne fixe pas de limite au montant qui pourra être dépensé.**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons fixer, limiter ce montant à \$1,500,000.**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois que c'est beaucoup trop. Je ne voudrais pas que l'on

s'autorise de cette loi pour construire des immeubles. La construction de nouveaux immeubles devrait être décidée par le Parlement. C'est une idée excellente que celle du gouvernement, mais un autre gouvernement pourrait par la suite s'autoriser de cette loi pour bâtir des immeubles considérables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Prenons, par exemple, le cas du Témiscamingue. Nous y payons des centaines de dollars par mois pour des loyers et, si nous voulons y bâtir un édifice public, il servira pour tous les services publics du gouvernement et on pourra aussi y loger et y aménager une cour de justice. Je crois que la somme de \$1,500,000 n'est pas exagérée. Présentement, nous payons \$250,000 à \$275,000 en loyers sans tenir compte des magasins de la Commission des liqueurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On devrait mettre une limite de \$100,000 par immeuble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certes, ce serait suffisant dans la majorité des cas. Mais, à Montréal, où nous avons de nombreux bureaux, nous ne pourrions pas obtenir un édifice pour ce prix si nous voulions y centraliser tous nos services dans un même immeuble. Disons que la limite sera de \$150,000.

Ce que nous voulons, c'est surtout viser les petits centres. En nombre d'endroits, nous payons trop cher. À Trois-Rivières, nous avons plusieurs bureaux pour la location desquels nous payons plusieurs centaines de piastres par mois. Nous venons d'y ajouter une unité sanitaire. On nous demande un loyer de \$150 par mois. C'est trop cher. Si nous pouvions obtenir un édifice, il nous en coûterait moins cher.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'accepte une limite de \$150,000 par immeuble et un montant total de \$1,500,000.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le premier ministre, le gouvernement a l'intention de faire, d'acheter quelque chose, quelque immeuble à Rivière-du-Loup?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'achèterons rien à Rivière-du-Loup tant que le comté ne nous enverra pas un meilleur exhibit que le député actuel.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous n'êtes pas prêt de rien acheter.

(Rires)

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 52 pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droit de vote des femmes²

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant la loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes, soit maintenant lu une deuxième fois.

Des voix: Drop, drop.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je croirais manquer à mon devoir de député si, avant d'entrer dans le vif de mon discours, je ne présentais pas mes hommages aux représentants en cette Chambre de la population irlandaise, et à tous les Irlandais de cette province, en ce jour de leur fête patronale, la Saint-Patrice et l'état libre d'Irlande.

Comme toujours, nos concitoyens irlandais célèbrent aujourd'hui avec grande pompe cette fête. Nous devons les en féliciter chaleureusement. Cette fête nous donne l'occasion de nous rappeler les efforts héroïques des Irlandais pour conserver leurs libertés.

Dans ce jour de la fête de Saint Patrice, il me semble que c'est le moment de parler de la liberté, que cette question de liberté est à l'ordre du jour, à l'instar de nos concitoyens irlandais, il se trouve, dans la province de Québec, la moitié de la population qui demande, revendique la liberté. Je veux parler des femmes du Québec, qui voudraient bien pouvoir obtenir la liberté de voter aux élections provinciales, tout comme leurs maris, leurs pères, leurs amis ou leurs fiancés.

La fête des Irlandais rappelle une leçon: la verte Erin a conquis sa liberté les armes à la main et avec cette patience qui fait toujours triompher les bonnes causes. Il en sera ainsi de la cause chère aux femmes de la province: elles obtiendront l'égalité politique que leur ont refusée jusqu'ici les Québécois, grâce à leur ténacité dans la revendication. Elles s'affranchiront du joug vilain qui leur est imposé dans la province de Québec par on ne sait quel sortilège de l'obscurantisme. Et ce sera la liberté, la liberté chérie.

Mais il appert, selon l'opinion de plusieurs adversaires du bill des femmes, que les fils d'Ève n'ont pas réussi l'unanimité sur le concept liberté et que plusieurs croient encore que le fait de déposer leur croix sur le bulletin de vote n'apportera point aux femmes l'ultime satisfaction de leur ambition.

Il demande ensuite à ses collègues de mettre de côté pour quelques minutes leurs préjugés, leur esprit de négation et d'opposition à son projet de loi pour contempler la réalité. Il souligne que le mot démocratie est incomplet s'il ne comporte pas les deux éléments d'humanité qui le composent et il cite l'avis de Poincaré qui disait: "Le jour où l'on aura donné à la femme le privilège auquel elle a droit, on s'étonnera d'avoir tant hésité à réaliser un progrès aussi simple et d'avoir infligé, imposé à la justice et au bon sens une attente aussi prolongée".

"Qui ne vote pas ne compte pas", a dit René Viviani. C'est donc calomnier les femmes que de dire que si elles étaient maîtresses de voter, elles laisseraient tomber ce droit en quenouille et que seulement les exaltées prendrait part au scrutin et sacrifieraient à leur nouveau droit de citoyenne, apportant ainsi un appoint dangereux aux partis de violence ou de réaction.

Il répond immédiatement à la prétention de ceux qui disent que seules les femmes exaltées prendraient part au scrutin en montrant que c'est le contraire qui s'est passé dans les autres pays.

On ne peut d'ailleurs, dit-il, tolérer l'injure faite à la femme de la province de Québec qui se voit refuser un droit de voix délibérante dans le choix du

gouvernement, alors que partout dans l'univers ces restrictions n'existent point, quand les femmes de presque toutes les nations sont électrices. Les théories qui constituent la base du pouvoir établi ne présupposent pas, loin de là, l'exclusion de la femme. En Europe comme en Amérique, les grands hommes sont d'avis que la démocratie n'est pas complète tant qu'on n'y retrouve pas à la fois le vote des hommes et celui des femmes.

Suivant le R. Père Sertillanges qui dit que la politique c'est la vie collective et que la femme n'en peut être écartée tout à fait que par l'oubli le plus outrageux de sa dignité de personne, oubli auquel se joint une méconnaissance absolue de ses rôles les plus évidents; dire que la femme n'a nul rôle politique, c'est déclarer que, dans le plan de la nature, elle ne représente rien sauf une valeur dérivée, utile à l'homme pour constituer le groupe familial, mais n'existant que pour celui-ci, tellement que si elle est dehors, elle perd toute espérance d'action publique et que, si elle est dedans, son action n'aboutit qu'à la façon d'une force inconsciente.

La femme a ce qu'il faut pour s'intéresser à la chose politique et s'y conduire.

Ce n'est pas uniquement dans la province de Québec, dit-il, qu'on loue le rôle important joué par les femmes dans l'évolution de notre race. Si elle représente surtout la force du cœur dans le plan idéal, il ne faut pas lui dénier des qualités d'intelligence, de volonté et de courage. Par son intuition elle voit plus haut et plus loin que l'homme. Elle a moins besoin d'apprendre, parce qu'elle a l'intuition de ce qui est nécessaire. Il faut garder à l'esprit que dans la plupart des organisations, ce sont les femmes qui entretiennent le budget et en administrent les fonds.

Négliger de ne pas accorder à la femme canadienne-française toute l'attention qu'elle mérite, serait injuste de la part de la Chambre, car de l'action publique de la femme dans la société, de toutes ses œuvres laïques et religieuses, nous retirons dans la province de Québec beaucoup d'honneur et beaucoup d'admiration.

Il est absolument nécessaire que chacun ait droit à son vote. Le suffrage universel fait partie des fondements d'une société. Le suffrage universel crée un pouvoir colossal, un pouvoir que l'on peut attaquer, mais jamais renverser. Grâce au suffrage universel, un pouvoir peut être appliqué contre lequel rien ne peut résister.

Si la femme canadienne-française ne s'intéresse pas à la politique de la province, ou plutôt, si on ne lui permet pas de s'y intéresser, n'est-il pas à craindre qu'elle tourne les yeux ailleurs, qu'elle

entende d'autres sollicitations, celles de ceux qui préconisent des doctrines différentes et les apprennent pour les enseigner plus tard à nos enfants? Il y aurait à Montréal, quatre clubs communistes de femmes, dont un serait dirigé par une Canadienne française.

Il cite un extrait d'une lettre de Victor Hugo à Léon Richer, en 1872, lettre où Hugo s'élevait contre le fait que les femmes françaises n'avaient pas le droit de vote. Il montre la similitude de la situation qui existe dans la province de Québec.

Demander le vote des femmes ce n'est pas demander de créer un groupe de personnes avec l'autorité nécessaire pour détruire, pour opposer, pour contrecarrer, pour contrarier l'effort des hommes. Mais c'est plutôt demander à la moitié de notre population de Québec de faire officiellement et complètement sa part dans l'étude et la solution de nos multiples problèmes. C'est permettre au groupe féminin d'une nation d'organiser toutes les œuvres sociales féminines complètement indispensables des œuvres sociales masculines que de donner aux femmes l'autorité et la part de la gestion auxquelles elles ont droit. "En considérant ceci, a déjà dit l'honorable M. Onésime Gagnon, ne convient-il pas de se bien garder de restreindre le féminisme à la question du droit de suffrage." L'un n'est que le résultat de l'autre ou si vous aimez mieux, un moyen additionnel de faire valoir l'action bienfaisante de la femme dans la vie sociale."

En examinant cette question, ne pensez pas seulement en termes de justice, mais de vénération et de compassion. Une société à laquelle les femmes ne prennent pas part, où la servitude s'affiche sous le masque du protectionnisme est une société appauvrie.

Il parle des clubs et des organisations formées par les femmes en temps de crise pour venir en aide aux opprimés et aider le gouvernement dans son entreprise de restaurer le moral de ceux qui ont été frappés par ces temps difficiles. Il fait appel aux députés pour qu'ils reconnaissent l'excellent travail des femmes qui ont assisté les moins fortunés de la province.

Il cite ensuite un extrait du discours prononcé par M. Joseph Barthélémy, à la Chambre française, en 1923. Ce député français disait que la femme devait avoir le droit de suffrage parce que la logique démocratique l'exigeait, parce que la femme avait des intérêts à défendre, parce qu'elle avait des services à rendre à la société, parce que l'exercice des droits politiques lui serait utile à elle-même.

C'est le principe même de la démocratie, dit-il, qui exige que tout individu humain et raisonnable

soit muni d'une parcelle d'autorité, du pouvoir politique dans un pays, qui lui permette d'affirmer et de protéger sa personnalité. La femme est un être humain et raisonnable, le principe démocratique veut que la nation soit consultée. La femme fait partie de la nation. C'est sur ce principe de l'égalité que repose notre régime politique. Alors pourquoi s'arrête-t-on en chemin? Pourquoi l'égalité politique absolue ne serait-elle établie entre les hommes et pourquoi maintiendrait-on l'inégalité entre les sexes.

Devant l'urne, tous les hommes sont égaux. Pourquoi la femme n'aurait-elle pas le droit de voter, d'exprimer comme l'homme son opinion sur certaines questions d'ordre général? Les femmes ont les mêmes intérêts que les hommes à la bonne gestion des affaires publiques. La femme payant l'impôt doit contribuer à élire ceux qui consentent l'impôt en son nom.

De plus, la femme en faisant connaître son opinion sur tous les problèmes qui l'intéressent nous aidera à trouver plus vite le complément des mesures sociales remédiatrices aux maux sociaux. L'exercice des droits politiques lui sera utile à elle-même, car le bulletin de vote n'a-t-il pas été considéré par les ouvriers comme un moyen d'obtenir plus de justice.

La femme a le droit de vote lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les problèmes fédéraux et elle n'a pas ce droit lorsqu'il s'agit de soulager les misères de Québec, d'améliorer les conditions d'existence dans la province, lorsqu'il s'agit de tous ses intérêts les plus chers. Ce silence est anormal. Pourtant, du strict point de vue matériel, les femmes représentent quelque chose, une puissance dans la province de Québec, autant qu'à Ottawa.

J'ai eu l'avantage de trouver dans un article paru en octobre dernier dans la revue américaine *Liberty*, des chiffres qui vous étonneront sans doute tout autant qu'ils m'ont surpris. Ils vous diront, si vous faites des proportions mentales, ce que l'élément féminin peut représenter de puissance économique dans notre province.

Les femmes canadiennes contrôlent 40 % de la richesse du Canada et 50 % de son pouvoir d'achat. Elles ont, je parle ici des mères canadiennes, des épouses, la responsabilité de l'achat de 75 % des commodités familiales, soit par année environ \$1,000,000,000.

Elles contrôlent la plus puissante petite industrie du Canada, l'administration des foyers qui, à elle seule, représente plus que cinq des plus grosses industries du dominion, tant au point de vue du placement de capitaux, nombre d'occupants, personnes employées et dépenses annuelles.

Les femmes canadiennes représentent 20 % du personnel engagé. Elles reçoivent toutes les semaines environ \$5,500,000³ de salaires et de gages. Elles représentent un tiers des actionnaires de la Banque du Canada et deviennent de plus en plus importantes en nombre pour les placements de capitaux. Elles représentent la majorité des actionnaires de nombre de corporations. Leurs épargnes constituent 60 % de tous les déposants. Elles possèdent $\frac{1}{10}$ des polices d'assurance en vigueur à l'heure présente, soit quatre fois plus qu'avant la guerre.

Mais ce n'est pas tout. Elles reçoivent 70 % des héritages laissés par les hommes et 64 % de ceux laissés par les femmes. Elles constituent 80 % des bénéficiaires de polices d'assurance. Les détenteurs de polices d'assurance en force ont une valeur collective de près de deux billions de dollars dans le dominion. Et bien! 80 % de cette somme appartiennent ou appartiendront aux femmes canadiennes, soit un billion six cents millions de dollars.

Les femmes canadiennes détiennent personnellement dans les villes, les villages et les fermes, une valeur de plus de \$300,000,000 d'hypothèques.

Si nous sommes surpris et mêmes étonnés de ces chiffres, c'est que nous n'avons pas suivi de près, c'est que nous n'avons pas été conscients de l'évolution qui s'est opérée depuis la guerre en ce qui regarde, je ne dirai pas l'émancipation de la femme, car je considère l'expression inexacte et injuste, mais plutôt l'évolution normale de notre société, résultat de circonstances particulières, résultat du progrès. Ce sont les conditions de vie, créées ici comme ailleurs par la transformation des habitudes de vie, qui sont la cause de tout cela, qui nous apparaît aujourd'hui comme une réalité incroyable pour les uns, parfaitement logique pour les autres.

Avant de terminer, il (M. Bélanger) cite un dernier point.

L'un des plus grands facteurs de notre infériorité économique est le refus du vote aux femmes, dans le fait que la Canadienne française n'a pas reçu d'éducation nationale. On ne peut organiser l'éducation civique de la femme canadienne-française, ni l'intéresser aux problèmes d'envergure nationale si l'on ne tient pas compte d'elle le jour du vote, si on ne l'intéresse pas à la chose publique, à laquelle elle ne s'intéressera pas tant qu'on ne lui demandera pas d'y collaborer.

Tôt ou tard, l'on devra se rendre compte de ces vérités. Les femmes voteront alors aux élections

provinciales. Aussi, ne sert-il à rien de temporiser, puisqu'on prive notre peuple de la collaboration de la moitié de ses forces.

Il parle des nombreuses questions d'intérêt national auxquelles la population fait face et le droit qu'ont les femmes à leur mot sur ces questions. Il fait allusion aux dettes du réseau ferroviaire et au dragage sur le Saint-Laurent.

Il dit qu'au Canada il y a une Ligue nationale des femmes à laquelle les femmes canadiennes-françaises ne participent pas et que cette organisation est affiliée avec des organisations internationales similaires réparties dans 40 pays.

Chez nous, dans la bonne vieille province de Québec, nous attendons les événements. Nous nous plaignons du sort et nous refusons de nous adjoindre la collaboration de la moitié de notre population adulte, alors que, dans l'Ontario et dans toutes les autres provinces du dominion, les femmes canadiennes, groupées dans les associations sociales, politiques et autres, travaillent dans les choses de leur spécialité, à la grandeur et à la prospérité de leur province, à côté mais non en marge, des associations masculines politiques, commerciales, industrielles et autres, pour les seconder, les appuyer, les renforcer, les compléter et obtenir les résultats que l'on sait dans tous les ordres de l'activité humaine.

Nous de la province de Québec, parce que nous méprisons la collaboration de la moitié de la population, nous ne travaillons qu'à 50 % de notre puissance collective. Nous laissons tout l'élément féminin de côté, nous le laissons à lui-même s'organiser de grappe et de grappe, sans autorité, sans assistance et sans appui.

Et nous sommes surpris que, contribuant pour au-delà de 25 % des impôts du fédéral, nous sommes ignorés et traités en parents pauvres, c'est que nos effectifs sont incomplets. C'est que nous nous privons de 50 % de notre puissance d'action collective, c'est que nous nous privons de la puissance collective de l'élément féminin, que ce soit dans l'organisation politique, économique, dans l'achat, achat chez nous ou achat dans le dominion, dans la vente, dans la production, dans notre commerce.

Puisque nous nous privons de 50 % de nos moyens d'action, alors que nous devrions représenter $\frac{1}{2}$ du dominion comme puissance collective, au point de vue influence, au point de vue provincial, au point de vue économique, nous ne représentons que la moitié de ce tiers, soit $\frac{1}{6}$ de la force nationale. Ailleurs, dans les autres provinces, où partout les femmes ont droit de vote et s'intéressent à la chose

publique, on a la totalité du pourcentage que représentent ces provinces par rapport à l'ensemble de la nation. Tristes réflexions, me direz-vous! Nous sommes les propres artisans de nos défaites. Je le crains.

Je m'excuse d'avoir été, comme quelques-uns l'ont dit la semaine dernière, peut-être un peu académique, mais j'ai cru que ces réflexions que partage un important élément de notre population masculine et féminine méritaient d'être dites tout haut. Si cet amendement à la loi électorale de la province de Québec ne passe pas, j'affirme qu'il passera un jour alors que d'autres en auront le mérite.

Nos épouses, nos mères et nos filles votent à Ottawa. Si elles sont propriétaires, elles votent au municipal. Le complément naturel est de leur accorder le vote provincial. L'obtenir dès maintenant plutôt que plus tard serait, M. l'Orateur, faire non pas prématurément mais déjà peut-être un peu trop tardivement un geste qui devient une nécessité sociale absolue, puisque sans tragédier et sans exagérer, je crois que l'avenir de notre race l'exige et que l'avenir de nos enfants en dépend dans une très large mesure.

Si le bill ne passe pas, je ferai alors un dernier appel au gouvernement, lui demandant de tenir un référendum, composé par l'un des ministères et s'adressant directement aux mères canadiennes-françaises et aux femmes de plus de 21 ans. Je suis certain du résultat. La réponse sera une demande unanime pour que le gouvernement accorde le droit de vote aux femmes.

Que le gouvernement donne aux femmes de chez nous, pour les questions qui les touchent de plus près encore que les questions fédérales, ce même droit de vote qu'elles exercent tous les quatre ans à Ottawa, depuis quelque 20 ans.

(Applaudissements)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je félicite le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) pour son discours courageux, discours qui demandait de la volonté et du travail. J'ai d'autant plus de plaisir à complimenter le parrain du bill, que ce dernier m'a apporté des arguments contre le vote des femmes.

On a dit que la femme est un être supérieur, dit-il, que ses qualités sont sublimes, qu'elle a une valeur incomparable. Et c'est la vérité. Je suis d'accord. Mais j'ajouterai, je dirai même que, si la femme de la province de Québec possède à un degré supérieur, plus élevé que les autres, toutes ces qualités qu'on a mentionnées, c'est précisément parce qu'elle est restée dans sa sphère et qu'elle ne s'est pas

contaminée dans la vie publique, au contact des tribunes politiques et qu'elle est demeurée une femme saine, une mère saine, et la reine de son foyer.

On a dit qu'il y avait à Montréal des femmes communistes. On m'informe qu'il y a quatre cellules, quatre clubs de femmes communistes à Montréal. Mais je vous le demande: ces femmes ont-elles pris le microbe dans leurs foyers ou à courir, à fréquenter des associations qu'elles n'auraient pas dû fréquenter?

On a fait de la Canadienne française un éloge qu'elle mérite certainement. Son activité bienfaisante s'est exercée dans tous les domaines. Mais alors, pourquoi chercher autre chose si elle est si bien placée pour exercer une bienfaisante influence? La femme possède beaucoup dans la province de Québec. Si elle peut posséder autant, si elle fait si bonne figure au soleil de la nation, elle n'a aucune revendication à faire puisqu'elle est dans une situation plus avantageuse que nous, les hommes.

(Applaudissements)

Si la femme vote quand il s'agit de douanes, de commerce extérieur ou d'accise, si la femme vote au fédéral, je ne suis pas prêt à reconnaître que c'est une bonne chose. Si l'erreur a été commise à Ottawa, pourquoi la commettre à Québec? C'est une erreur dont Québec peut se passer.

Ce que je veux, c'est que la femme reste femme avant tout et qu'elle continue son rôle sublime. La femme de notre province a gardé son caractère propre et je suis certain que la fréquentation des tribunes politiques, des réunions électorales et des comités ne la grandirait pas. Il n'est pas nécessaire que la femme soit député ou ministre pour exercer son influence.

De fait, les Canadiennes françaises se dévouent pour les œuvres sociales; la femme s'est révélée supérieure en ce qui concerne les organisations de bienfaisance et de bien-être social, le soulagement des pauvres et des malades; et je suis bien placé pour lui rendre cet hommage. Mais le rôle de la femme ne saurait être le rôle de l'homme.

Dieu a créé l'homme et la femme égaux, mais avec des rôles distincts, de façon à ce qu'ils soient l'un pour l'autre complémentaires. Dieu a voulu qu'il y ait l'homme et la femme, avec des droits respectifs. Mais ils ne peuvent jouer le même rôle dans la vie. Leurs conditions physiques les en empêchent. Que la femme remplisse le rôle qui lui est dévolu et la société est satisfaite. C'est là le bon sens même et les plus beaux arguments ne sauraient nous faire oublier les règles du simple bon sens.

(Applaudissements)

D'ailleurs, les femmes de la province de Québec n'en veulent pas, du droit du vote. Si jamais elles sont lésées dans leurs droits, les associations féminines ont assez d'habileté, d'influence pour obtenir la réparation de toutes les injustices, le respect des droits de la femme quand ils sont lésés. L'influence de la femme est déjà très considérable, d'ailleurs, dans tous les foyers canadiens; et j'ajouterai même, je n'hésiterai pas à dire que l'union de nos foyers est telle que 95 %⁴ du temps les hommes, quand ils votent, reflètent l'esprit et la mentalité de leurs épouses.

La femme du Québec est comme l'hindoue ou la musulmane, a-t-on dit, parce qu'elle n'a pas le droit de vote. Mais les juges de la Cour supérieure, de la Cour d'appel et de la Cour suprême n'ont pas non plus le droit de vote.

Veuillez croire que ce n'est pas par animosité contre la femme que j'exprime cette opinion, que je demande à la Chambre de renvoyer ce projet de loi aux calendes grecques. Mais, au contraire, c'est par respect pour la femme, pour sa personnalité, pour sa valeur.

(Applaudissements)

Des voix: Drop! Drop!

M. Raynault (L'Assomption) se lève pour prendre la parole.

Des voix: Vote! Vote!

M. Raynault (L'Assomption), M. Marier (Drummond), M. Bulloch (Westmount), M. Boiteau (Bellechasse) se lèvent en même temps.

M. Raynault (L'Assomption) va pour parler.

Des voix: Drop! Drop! Vote!

M. Raynault (L'Assomption): Non, non, messieurs, les femmes ont droit à plus d'égard que cela. Il faut quelques instants de plus pour nous permettre de dire ce que l'on pense. Il faut prendre plus de temps que cela pour décider cette question. Je considère que l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) a tout dit ce qu'il fallait dire quant au fond même de la question, mais je désire quelques minutes de plus pour répondre à l'honorable ministre qui s'est prononcé contre le droit de vote des femmes.

Je trouve curieux que les orateurs qui sont contre le vote des femmes prennent comme raison de leur attitude le fait que les femmes méritent des

félicitations pour leur bon esprit social et leur caractère familial. C'est précisément pourquoi j'estime qu'elles devraient voter. Je parle ici au nom des femmes de l'Assomption où l'on a manifesté un grand désir d'évolution dans les idées en élisant votre humble serviteur. On demande à la femme de faire de l'action sociale, mais l'action sociale féminine peut-elle se faire efficacement en dehors de la politique? Non. Pour parler d'action sociale, oui, mais non assurément quand il s'agit de l'appliquer.

Des voix: Oui! Oui! Drop!

M. Raynault (L'Assomption): La politique, cela a été institué pour ceux qui veulent et qui ont l'intention de servir leurs concitoyens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vote! Vote!

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Pressez-vous pas!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): On a tout l'après-midi.

M. Raynault (L'Assomption): Que les hommes soient cuisiniers, cela ne nuit pas aux femmes cuisinières.

(Rires)

Qui donc, messieurs, accompagne les enfants, le matin dans les dispensaires des hôpitaux, comme on voit ça à Montréal? Rien que les femmes, très peu d'hommes⁵.

Ayez donc de la patience. On dirait que vous êtes inquiets que la cause soit trop bonne.

(Rires)

Il y a beaucoup de femmes qui sont plus en mesure de se mettre au courant des choses sociales que leurs maris qui travaillent.

Des voix: Oui! Oui! Oui!

M. Raynault (L'Assomption): Messieurs, la chose est vraie.

M. Carignan (Jacques-Cartier) interrompt.

M. Raynault (L'Assomption): Non, non, par exemple. C'est vrai ce que je dis là. Il faut être logique. Permettons aux femmes de remplir leur rôle dans un domaine où elles peuvent faire quelque chose.

(Applaudissements)

Rien ne justifie de leur refuser l'égalité. Les femmes jouent leur rôle dans toutes les sphères d'activités humaines aujourd'hui, pour leur propre honneur et pour celui de la province. Pourquoi les priver du droit de faire leur part dans l'administration de la province? Je ne vois aucune raison à cela. Et je déplore le fait que la Chambre ne donne pas au bill Bélanger l'attention et le sérieux qu'il mérite.

J'admets que le tableau d'une belle épouse dans un foyer bien entretenu est très beau, mais les conditions dans la cité de Montréal font la preuve que plus d'une raison plaident en faveur du droit de vote aux femmes.

Plus de 287,000 veuves et jeunes femmes qui ont l'âge de voter, dit-il, n'ont aucune représentation provinciale parce qu'elles sont privées de ce droit. Soyons logiques. Donnons-nous la main et montrons que nous sommes, dans notre province, aussi progressifs qu'ailleurs.

M. Marier (Drummond), M. Bulloch (Westmount), M. Boiteau (Bellechasse) se lèvent encore pour parler.

M. Perron (Beauce): Les orateurs qui m'ont précédé ont parlé au nom des dames et des demoiselles de la ville. Maintenant, je veux aussi parler, dire quelques mots au nom des dames de la campagne.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je soulève un point d'ordre. L'honorable député prétend-il parler au nom de tous les députés de la campagne?

M. Perron (Beauce): S'il vous plaît, un peu de patience. Vous parlerez après moi. Je ne représente ici que les électeurs de la Beauce. J'ai trop de respect pour la femme pour vouloir l'abaisser et contribuer à la sortir de son domaine, de son foyer. Ce serait compromettre dans plusieurs cas la bonne harmonie dans nos foyers. Les femmes sont les roses de nos foyers et elles perdraient de leur charme en se mêlant, en s'occupant de politique⁶.

(Applaudissements)

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): Au nom des électeurs anglais de cette province, je désire dire quelques mots sur cette question. M. l'Orateur, les adversaires du suffrage féminin disent ici que, si la femme obtenait le droit de vote aux élections provinciales, que les enfants seraient négligés, les maris abandonnés, les foyers en désordre, la cuisine mal faite. Mais ce sont des

arguments d'il y a 40 ans et les pays où on les entendait ont donné depuis le vote aux femmes sans enregistrer de catastrophes comme celles qu'on avait prédites.

Je n'en crois rien. On n'a qu'à regarder dans les autres provinces où les femmes votent; on n'a qu'à regarder ces mêmes femmes du Québec, nos femmes qui votent aux élections fédérales. Elles n'en sont aucunement diminuées. Ce qu'il serait important de faire ici, cependant, au-dessus de tout cela, ce serait d'étudier la question sérieusement et de ne plus la prendre comme une farce.

L'expérience a toujours démontré que la femme peut voter avec intelligence. Les arguments avancés par ceux qui s'y opposent n'ont aucun sens et datent de 40 ans. Depuis, la majorité des provinces et des pays ont donné le droit de vote aux femmes, et ces arguments ne tiennent pas la route.

Je regrette, dit-il, que l'on traite ce débat de manière aussi frivole, car cette question est l'une des plus importantes présentées à l'attention des députés. Alors que ceux qui s'opposent au bill souhaitent mettre l'accent sur le rôle admirable joué par les femmes dans toutes les organisations sociales et de charité, tout autant qu'à la maison, ils refusent néanmoins d'admettre qu'elles ont droit de prendre part à la vie publique de leur province. Je ne comprends pas une telle attitude et je voterai en faveur du bill, qui n'est qu'une simple mesure de justice⁷.

M. Bulloch (Westmount) exprime son admiration et son dévouement pour les femmes de la province et pour leur lutte, année après année, dans le but d'obtenir le droit de vote, et ce, malgré les refus qu'elles ont essuyés depuis le début. Il encourage les proposeurs à poursuivre leurs efforts tant que le succès ne soit finalement obtenu.

On parle beaucoup de coopération, ces jours-ci, dit-il, mais pourquoi la Législature a-t-elle toujours refusé la coopération des femmes de la province dans l'élaboration des législations sociales qui sont discutées année après année? Nous demandons toujours l'assistance de la femme pour les œuvres sociales de charité et de bienfaisance; pour les questions d'éducation, elle n'a pas son pareil. Tous l'admettent.

Nous recourons à ses lumières pour plusieurs occupations de notre vie économique. Cependant, quand les femmes de notre province viennent en retour nous demander quelque chose, c'est-à-dire notre assistance pour leur permettre de voter, nous le leur refusons. Pourquoi? Le savons-nous bien? Je suis l'un de ceux qui respectent l'intelligence des

femmes de notre province en tout, et je voudrais qu'il en soit de même pour le reste de mes collègues.

En ce qui me concerne, dit-il, je ne peux comprendre cette attitude, car le vote féminin serait dans le meilleur intérêt de la province.

Je supporterai le bill avec le plus grand plaisir.

Je parle pour la première fois en français à la Chambre, fait-il remarquer, en l'honneur des femmes de la province. J'ai fait cela pour les femmes de ma province, dit-il⁸.

M. Boiteau (Bellechasse): Les adversaires du suffrage féminin prétendent que les femmes sont incapables à voter et davantage à gouverner, à cause de leur habitude à changer de sentiments, d'opinions et de résolutions. Elles seraient particulièrement inconscientes. On leur reproche surtout leur inconstance. Mais je trouve qu'on a tort de parler ainsi, surtout si l'on constate leur persistance à vouloir obtenir le droit de vote dans cette province. Comme c'est la douzième fois que les femmes viennent ici solliciter le droit de vote, je crois qu'on ne peut leur imputer le motif d'inconstance ni penser qu'elles peuvent facilement changer d'opinions. Je crois au contraire que les femmes sont aussi aptes à la politique qu'elles le sont pour l'art poétique.

Je suis heureux, dit-il, de seconder la motion de mon collègue le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger), le parrain du bill et de revendiquer ainsi pour la femme de cette province le droit de suffrage.

Dans les temps troublés que nous traversons, dit-il, quand des éléments de désordre menacent de s'emparer des pouvoirs publics pour bouleverser notre société, ne serait-il pas à propos que les femmes exemplaires qui sont nos mères, nos épouses et nos sœurs puissent sortir momentanément de leurs foyers pour assurer par leurs votes, l'ordre dans notre société troublée, pour fortifier les remparts de la nation? Ce n'est pas assez à notre époque que les femmes soient l'ornement de nos foyers et le charme de la société, elles doivent maintenant en devenir la conscience.

Il cite la loi fédérale et la manière par laquelle celle-ci donne le droit de vote aux femmes et demande pourquoi les députés ne joignent pas leurs forces et ne votent pas en faveur des droits politiques des femmes.

Depuis 1917, dit-il, la majorité des Législatures du Canada ont accordé le droit de vote aux femmes, mais Québec ne l'a pas fait. Et, si je ne m'abuse, en 1867, la femme avait droit de vote au Parlement du Haut-Canada et du Bas-Canada. En

1920, le Parlement fédéral a donné le droit de vote à toutes les femmes du dominion.

Il fait la nomenclature des pays qui ont accordé aux femmes le droit de vote et il appert que presque partout les femmes ont, surtout depuis la guerre, le droit de vote. Il rappelle également les noms de quelques-uns des députés qui siègent à la Chambre et qui depuis plusieurs années appuient les revendications féminines, parmi eux, le trésorier provincial (l'honorable M. Fisher).

Il demande à la Chambre s'il serait juste d'accorder aux femmes le droit de vote. Il tente ensuite d'établir que le vote des femmes est légitime.

Il me semble que c'est très simple, dit-il. Voter, c'est simplement choisir ou faire preuve de discernement. Or quel est le gentilhomme en cette Chambre qui osera dire ou soutenir que nos femmes canadiennes-françaises manquent de discernement? Je ne me contenterai pas de dire que le suffrage des femmes est légitime, je dirai qu'il est désirable, qu'il est nécessaire et qu'il s'impose.

(Applaudissements)

Je ne veux pas, dit-il, faire un plaidoyer aveugle pour le vote des femmes, mais je ne veux pas non plus que ses contradicteurs soutiennent une thèse pour le moins assez difficile à soutenir. Je demande qu'on étudie la question au mérite, à sa valeur.

L'administration de la province n'est-elle pas, en somme, que le prolongement de l'administration du pays? Or, puisqu'on reconnaît le droit de vote aux femmes au Parlement fédéral, est-il logique de le leur refuser au provincial? Et nos revendications sont d'autant plus fondées que les questions sur lesquelles les femmes sont appelées à se prononcer au provincial sont plus importantes que celles sur lesquelles elles se prononcent dans le domaine fédéral.

S'il est une classe de voteurs qui s'opposera aux mouvements subversifs dans notre province, ce sera bien l'élément féminin, si on lui accorde le droit de vote. Les femmes veulent et doivent reconquérir leur influence sur la vie nationale, si elles veulent sauver l'âme de leurs enfants, car jamais choix ne s'est imposé plus durement que celui qu'il y a à faire, par les temps présents, entre la civilisation chrétienne et l'anarchie marxiste. Pourquoi leur refuser plus longtemps l'arme qu'elles sauront si bien manier dans l'intérêt de la province? Le gouvernement provincial admet bien que les femmes votent dans les élections municipales. Pourquoi alors leur refuser le droit de vote dans les affaires provinciales?

Nous nous privons bien à tort d'une collaboration intelligente et efficace en empêchant

les femmes de voter, car si ce droit leur était reconnu, combien de bonnes volontés féminines se feraient connaître, valoir dans le domaine public?

À supposer même que toutes les femmes ne seraient pas intéressées dans le droit de vote, est-ce une raison pour priver celles qui s'intéressent ardemment à la chose publique, des droits qu'elles ont de le faire?

Dans les pays étrangers, comme aux États-Unis, où l'on a ouvert certaines positions de premier plan aux femmes, n'y brillent-elles pas autant que les hommes? Souvent mieux.

Quant aux discordes qui peuvent survenir dans le ménage sur le terrain politique, avouons donc que ce n'est pas une raison pour leur refuser le droit de vote, car dans les foyers belliqueux, naturellement, il s'élèvera toujours des discussions même si ce droit de vote ne leur est pas accordé.

Il est grand temps que notre province ne fasse plus triste figure dans ce domaine du vote des femmes, car dans tous les états civilisés, surtout depuis la Grande Guerre, les femmes ont ce droit qu'elles exercent d'ailleurs avec tant de dignité⁹.

(Applaudissements)

Des députés veulent continuer le débat.

Des députés réclament bruyamment le vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On a apparemment recours, il y a certainement une tactique pour retarder le vote afin que certains députés, qui veulent prendre le train de 6 heures, ne puissent pas parler, ne votent pas. Les députés en faveur du bill semblent vouloir prolonger le débat pour essayer de gagner leur cause. Mais j'avertis la Chambre que je vais ajourner le débat si le vote n'est pas pris immédiatement. Selon moi, dit-il, la Chambre a eu suffisamment d'éclaircissements pour pouvoir procéder.

Des voix: Vote, vote.

Des députés demandent à parler.

M. Pouliot (Missisquoi) et M. Roy (Montmorency) sont debout, des textes à la main¹⁰.

La proposition est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaudry, Bélanger, Boiteau, Bulloch, Drouin, Duguay, Gagné, Jolicoeur,

Larivière, Layton, Lorrain, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Rochefort, Sherman, 16.

Contre: MM. Adam, Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Bouchard, Bourque, Bouthillier, Boyer, Carignan, Caron, Choquette, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Goudreau, Grégoire, Labbé, Labelle, Langlais, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Marcoux, Marier, Messier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, 48.

Ainsi, la motion est rejetée.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹¹:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles des sourds-muets et des aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles publiques (cités et villes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles publiques (écoles rurales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les municipalités qui emploient des instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les journaux d'éducation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **M. Bastien (Berthier)** se plaignent que l'*Enseignement Primaire*, journal pédagogique, a été transformé en un organe départemental.

L'honorable M. Paquette (Labelle): C'est à la suggestion de M. Magnan que l'on cessa de publier l'*Enseignement Primaire*, à la place duquel on édite une publication, une revue qui relate toutes les activités du Conseil de l'instruction publique.

Chaque année, l'on y publie les programmes complets des écoles primaires. De toute façon, le département réalise ainsi une économie sensible sur le passé, sans détriment pour la cause de l'enseignement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **M. Bastien (Berthier)** soulèvent un bref débat et quelques objections sur cette question.

L'honorable M. Paquette (Labelle) répète sous une autre forme ce qu'il vient de déclarer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avertis la Chambre que si les députés ne se croient pas en mesure de travailler assez rapidement et efficacement, ils devront siéger cette nuit.

M. Bastien (Berthier) proteste encore un peu, puis abandonne.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour la loi du Mérite scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour des gratifications pour succès dans l'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille six cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de coupe et de couture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les High Schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation spéciale à l'enseignement protestant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

20. Qu'un crédit de deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le comité protestant (aide supplémentaire), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la

centralisation des écoles rurales protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille trois cent quatre-vingts dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les municipalités pauvres (protestantes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les classes spéciales pour enfants arriérés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la construction de maisons d'écoles centralisées et établissement de la 12^e année d'études, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce le programme des travaux pour demain et pour mardi prochain.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

2. *Le Soleil* du 18 mars 1938, à la page 3, rapporte que pendant ce débat, "à un moment donné, l'enthousiasme était tel que quelques dames ont applaudi, mais le Dr Marc Trudel, vice-président de la Chambre, qui occupait le fauteuil de l'Orateur, a tôt fait de rappeler tout le monde à l'ordre". *L'Événement* du 18 mars 1938, à la page 12, rapporte de son côté qu'à un autre moment, "pris d'un héroïsme partisan, une dame applaudit de son siège situé à l'arrière de la Chambre, malgré les stipulations très rigoureuses qui défendent aux spectateurs de manifester. Mais elle ne fut pas rappelée à l'ordre: son charme et la spontanéité de son réflexe avaient probablement désarmé l'Orateur de l'Assemblée". "Des centaines de dames assistaient à la séance du haut des galeries qui contribuaient peut-être à l'effervescence que l'on manifestait sur le parquet," ajoute *La Tribune* du 18 mars 1938, à la page 9. De son côté, *Le Nouvelliste* du 18 mars 1938, à la page 1, décrit les gestes de certains députés: "L'on en vit plusieurs ne pas se gêner pour lire les journaux, d'autres bailler généreusement et quelques-uns même dormir bien profondément."

3. *The Gazette* du 18 mars 1938, à la page 6, rapporte \$5,000,000.

4. *La Presse* du 18 mars 1938, à la page 13, rapporte 25 %.

5. *L'Action catholique* du 18 mars 1938, à la page 12, rapporte que: "Le premier ministre a dû faire, ici, un bon mot, il y a hilarité générale".

6. Il est à noter que *The Chronicle Telegraph* du 18 mars 1938, à la page 9, rapporte carrément le contraire des autres journaux. En effet, celui-ci écrit: "Émile Perron, député de Beauce pour l'Union nationale, parle en faveur du bill et demande que l'on accorde aux femmes le droit de contribuer à la politique, au bénéfice de l'État et des foyers."

7. *Le Soleil* du 18 mars 1938, à la page 12, rapporte que le député s'est exprimé en anglais.

8. *L'Action catholique* du 18 mars 1938, à la page 12, rapporte que "M. Bulloch a fait tout ce petit

discours en français, mais n'a pas répété ses remarques en anglais". Plusieurs journaux confirment que c'est la première fois que le député de Westmount (M. Bulloch) s'exprime en français à l'Assemblée.

9. *Le Canada* du 18 mars 1938, à la page 9, rapporte qu'à un certain moment "le premier ministre lui demanda d'abrégé son discours bourré d'arguments féministes". Cependant, nous ne pouvons situer exactement cette réplique du premier ministre dans le discours.

10. *Le Soleil* du 18 mars 1938, à la page 12, rapporte cependant qu'à ce moment, "le Dr Marc Trudel, vice-président de la Chambre, qui occupe le fauteuil de l'Orateur, donne alors lecture de la motion de M. Bélanger proposant la seconde lecture".

11. Bien que les sources n'en fassent pas mention, on peut présumer que le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice), puisque ce dernier préside tous les comités pléniers de la séance.

Séance du vendredi 18 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 concernant la ville d'Asbestos;
- bill 121 concernant le pain.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont;
- bill 141 validant la cléricature de Jacques Feeney.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers;
- bill 20 modifiant la loi des salaires raisonnables;
- bill 26 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 48 relatif au bureau de la trésorerie.

L'article 1 est modifié en ajoutant à la fin de cet article, l'alinéa suivant:

"Le quorum du bureau est de deux membres".

Bureau de la trésorerie

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 48 relatif au bureau de la trésorerie. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Mines-écoles

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 pourvoyant à l'établissement de mines-écoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Il me fait plaisir, comme ministre des Mines, de présenter ce bill. Il ne s'agit que d'une loi qui vient compléter celle présentée récemment par le ministre du Commerce et de l'Industrie pour l'aide à la jeunesse. Cette initiative est prise à la suite de l'entente intervenue avec Ottawa à ce sujet.

Le gouvernement a décidé d'instituer une mine-école dans le but d'avoir des compétences dans le domaine minier chez les Canadiens français. La mine-école sera pour ainsi dire un complément de l'École supérieure des mines. Elle formera des techniciens du travail minier.

Nous allons établir une mine-école à l'instar de celle de la Nouvelle-Écosse. Les officiers de mon département sont allés la visiter. Ils ont aussi visité les mines-écoles en Ontario. Ils en sont venus à la conclusion que c'était la mine-école de la Nouvelle-Écosse qui était la plus pratique. Nous avons choisi à cette fin la mine Gale. Nous avons reçu de toutes parts des félicitations, de nombreux éloges pour notre choix, pour la manière dont le gouvernement administre les mines.

La situation des Canadiens français dans les mines est due au fait que nos compatriotes, comme d'ailleurs les compagnies anglaises, n'aiment pas travailler sous terre, étant habitués au grand air.

Le gouvernement parle de mines-écoles dans son projet de loi, car il entend pouvoir conclure des ententes avec les compagnies minières, lorsque le besoin s'en fera sentir. Le ministre a déjà au-delà de 400, 450 demandes de jeunes gens qui désirent

bénéficier des avantages de la mine-école, pour suivre les cours miniers. Nous ne pourrions évidemment pas tous les prendre. On a donc décidé de ne créer d'abord qu'une mine-école à Val-d'Or dans l'Abitibi. S'il y a lieu, plus tard, on passera des ententes avec des compagnies minières pour ouvrir d'autres mines-écoles.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Par cette loi, le gouvernement se donne encore des pouvoirs illimités quant aux montants à dépenser dans ce domaine. Je ne m'oppose pas à la loi. Mais je m'oppose au fait que le montant d'argent n'est pas limité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi dit que les montants dépensés seront votés chaque année par les Chambres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a pas de limite au budget supplémentaire, et on fera voter les montants après qu'ils auront été dépensés, ce qui est mal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'est pas sérieux. Il a mal dormi, il s'endort.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas un dormeur, le premier ministre a dû s'en apercevoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il vaudrait peut-être mieux dormir que rêver debout.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'aime pas ces lois, dit-il, où le gouvernement se donne des mandats en blanc. Le gouvernement a pris des engagements avant que les montants nécessaires ne fussent votés.

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'entente avec Ottawa, pour ces mines, a été signée en octobre²

1937, et le fédéral n'a signé qu'en décembre. Il était impossible de faire voter la somme nécessaire avant de la connaître. Comme la Chambre ne siégeait pas alors, il fallait prendre l'argent à même le montant de l'entente. Dans le budget, le montant est spécifié, savoir: \$66,500.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien a coûté la mine Gale?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le gouvernement a payé la mine de Val-d'Or \$45,000. Il va en coûter \$66,500 la première année pour loger les étudiants, les équiper, etc. Les deux gouvernements doivent souscrire à parts égales. Ottawa fournira un dollar par dollar que dépensera Québec. L'an prochain, on présume qu'il en coûtera \$115,000.

L'entente, qui expire le 1^{er} avril avec le fédéral, sera renouvelée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement n'aurait pas dû acheter la mine. Il aurait été facile d'assurer à la jeunesse toutes les facilités voulues pour se spécialiser dans l'industrie minière, sans recourir à cette dépense.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous l'avons fait par mandat spécial et nous aurions pu le faire en vertu de la loi du chômage de l'ancien régime qui nous donnait des pouvoirs illimités. Nous avons préféré recourir à un mandat spécial pour que la Chambre soit mise au courant.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le but de la loi du chômage passée par l'ancien gouvernement était de donner du travail et non pas de permettre d'acheter une mine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette, dit-il, que le chef de l'opposition fasse de l'obstruction à cette loi.

Le chef de l'opposition semble oublier qu'il y a deux sortes de travail, dit-il, celui du gouvernement qui est fructueux et ses tentatives de travail qui ne rapportaient rien. Il n'y a pas seulement que le travail manuel. Je crois que le meilleur moyen de faire fructifier les talents de notre jeunesse est de lui ouvrir de nouvelles carrières et il n'y en a pas de plus prometteuses que les carrières minières. Il n'y a rien de plus profitable que l'éducation, et cette loi vise à aider les jeunes Canadiens français à s'instruire et à profiter de nos ressources naturelles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministre ne nous a pas seulement demandé de ratifier l'achat de la mine, mais de l'autoriser à faire des contrats avec des propriétaires de mines pour ouvrir de nouvelles écoles.

Ce n'est pas fournir du travail que d'ouvrir des mines-écoles, c'est simplement fournir aux jeunes une éducation pratique. Je ne suis pas opposé à ce qu'on développe les carrières minières, j'ai d'ailleurs voté pour le principe du bill.

Cet achat n'est pas nécessaire, car le gouvernement peut utiliser une mine en opération pour créer cette école. Le département des Mines aurait pu se servir de quartiers dans les centres miniers qui auraient été mis à la disposition des étudiants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien n'est plus profitable et précieux que l'éducation et le gouvernement a les moyens de faire l'acquisition d'une mine pour l'école plutôt que d'en louer une. Il s'agit d'établir des écoles et la province est assez riche pour ne pas les louer, mais les acheter.

La mine Gale³ que le gouvernement a acquise sera un centre de formation pour de jeunes Canadiens français qui pourront ainsi se spécialiser dans la science minière afin d'occuper plus tard des postes de techniciens dans l'industrie minière de la province.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Comment allez-vous pouvoir avoir d'élèves annuellement?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous en aurons le plus possible. D'après les conseils qui nous ont été donnés, il est mieux de ne pas en avoir trop, tout au plus 50 à 60.

L'expérience d'une mine-école semblable en Nouvelle-Écosse a montré que de meilleurs résultats sont atteints par la formation d'environ 50 jeunes à la fois. Après six, huit mois, les cours seront terminés. Les élèves sont aptes à être employés, à prendre des positions dans les mines.

On pourra recevoir deux groupes d'étudiants par année. Dans les circonstances, avec ce système, on pourra donner des cours annuellement à plus de 100 jeunes gens⁴.

Les articles 1 à 7, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 27 concernant l'amélioration des ponts publics;
- bill 30 relatif au paiement des taxes municipales et scolaires;
- bill 33 modifiant la loi des habitations salubres;
- bill 36 permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies;
- bill 37 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet;
- bill 38 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi;
- bill 43 relatif à la curatelle des aliénés non interdits;
- bill 44 relatif à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu;
- bill 46 modifiant l'article 50 de la loi des terres et forêts;
- bill 47 modifiant l'article 47 de la loi des terres de colonisation.

Loi des mines

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de cette loi est de donner le droit au gouvernement, à la province, de créer des villages

miniers. Il n'est pas juste d'abandonner aux concessionnaires de droits de mines la surface des terrains qu'ils exploitent.

Autrefois, les prospecteurs avaient des droits de superficie et il est arrivé, tout particulièrement à Val-d'Or, que des ouvriers aient été dépossédés de leur maison parce qu'ils ne pouvaient payer le montant qu'on leur demandait pour le lot sur lequel ils étaient construits.

À Malartic, on a construit un modèle de village. Les compagnies se rendaient maîtresses de tout et exigeaient des droits exorbitants à ceux qui voulaient se bâtir.

La loi déclare que le gouvernement n'aurait à payer aucune indemnité aux compagnies pour prendre possession de ces terrains en vue d'y établir des villages miniers.

Il rend hommage au ministre.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 127*s*, tel qu'édicte par la loi 16 George V, chapitre 27, section 19, l'article suivant:

"127*t*. Le ministre peut, en tout temps avant la nomination d'un commissaire en vertu de la présente section, autoriser par écrit une personne à agir en qualité de commissaire relativement à toute question, réclamation ou contestation qu'il indique.

"Cette personne, relativement à la question, réclamation ou contestation qui lui est soumise, possède les mêmes pouvoirs qu'un commissaire nommé en vertu de la présente section."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais, dit-il, qu'un commissaire des mines soit nommé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Parlant aussi de l'ancien régime) Le gouvernement en nommera un, dit-il. Ce sera comme d'habitude une excellente nomination.

Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) est le meilleur ministre des Mines depuis bien des années.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi pas depuis la Confédération, celui-là?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant ça.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) mentionne la mine Eureka⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de faire dégorger les actionnaires de l'ancienne mine Stadacona.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **M. Bastien (Berthier):** Il y a, disent-ils, des associés de ministres qui sont directeurs et présidents de compagnies minières. Ils mentionnent l'honorable Maurice Dupré⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris de voir le chef de l'opposition faire du zèle, lorsqu'il s'agit de mines. On admettra que lui et son chef n'ont guère de bonnes mines depuis l'élection de Bagot.

(Rires)

Faisant référence à des compagnies minières qui eurent certains ministres de l'ancien régime comme directeurs, il cite le cas d'un ancien gouverneur de la prison de Québec, un ex-membre du Parti libéral dénommé Carbonneau, qui laissait sortir un prisonnier le soir. Ce prisonnier avait été condamné à un mois de prison pour vente de boisson et, 15 jours après, une nouvelle plainte était portée contre lui.

Cette affaire fut portée à l'attention des autorités et l'on s'aperçut que le gouverneur de la prison laissait sortir l'accusé le soir. Le prisonnier en profitait pour continuer son commerce illicite.

Il parle aussi du cas d'un prisonnier de la prison de Joliette, que le gouverneur laissait aller vendre du lait provenant de la ferme de la prison avec le résultat qu'un beau jour le prisonnier disparut avec la recette de la vente de son lait et de la vente de la vache qui donnait ce lait.

Il cite un troisième cas, celui du grand constable, du grand connétable de Trois-Rivières, un chef rouge, qui avait été envoyé à Boston, aux États-Unis, pour ramener un prisonnier, un nommé Saint-Arnault. Le prisonnier qui s'était sauvé de la prison, réussit à s'échapper de la garde du grand constable, du grand connétable, en allant jusqu'à lui voler son casque de fourrure. Il fit même pis: il s'est sauvé en endossant le capot de poil du grand constable.

M. Bastien (Berthier): Cela n'empêche pas le semeur d'or de la mine Rubec d'être encore au large. Cet individu a trompé le public en incitant l'achat de parts. Peut-être M. Dupré a lui-même acheté de ces parts.

Ces histoires ressemblent beaucoup au cas d'un ingénieur minier nommé Mulholland⁸ qui fut arrêté dans l'affaire de la mine Rubec et qui s'est enfui alors que le policier provincial qui en avait la charge était parti cueillir des fraises. Et ceci s'est passé dans le temps du gouvernement actuel.

Le premier ministre pourrait-il nous expliquer comment il se fait qu'un nommé Mulholland a réussi à s'évader de deux policiers de la Sûreté provinciale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les deux détectives qui ont laissé s'échapper Mulholland avaient été nommés par l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **M. Bastien (Berthier)** s'empresent de nier.

M. Bastien (Berthier): Il n'y en avait qu'un de l'ancien régime. L'un des deux est du nouveau régime et il a même été spécialement recommandé par le sympathique ministre du Travail, le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay).

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

**Sanction
royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 5 abrogeant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles;

- bill 6 modifiant l'article 48 de la loi de la chasse;

- bill 7 modifiant la loi du Parc national de la Gaspésie;

- bill 8 modifiant l'article 92 de la loi des tribunaux judiciaires;

- bill 9 modifiant la loi des pensions de vieillesse de Québec;

- bill 10 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques;

- bill 11 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques;

- bill 12 accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure de commerce de Québec;

- bill 13 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;

- bill 15 abrogeant la loi de la saisine de certains bénéficiaires;

- bill 16 relatif au Bureau de censure du cinéma;

- bill 18 modifiant la loi des cités et villes;

- bill 19 modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers;

- bill 20 modifiant la loi des salaires raisonnables;

- bill 21 modifiant la loi du département du procureur général;

- bill 25 relatif à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains;

- bill 26 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie;

- bill 27 concernant l'amélioration des ponts publics;

- bill 28 modifiant la loi du régime des eaux courantes;

- bill 30 relatif au paiement des taxes municipales et scolaires;

- bill 33 modifiant la loi des habitations salubres;

- bill 36 permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies;

- bill 37 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet;

- bill 38 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi;

- bill 43 relatif à la curatelle des aliénés non interdits;

- bill 44 relatif à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu;

- bill 46 modifiant l'article 50 de la loi des terres et forêts;
- bill 47 modifiant l'article 47 de la loi des terres de colonisation;
- bill 48 relatif au bureau de la trésorerie;
- bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit;
- bill 109 modifiant la charte de Les sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier;
- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Charte de Montréal-Est

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la charte de

la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Demandes de documents:

Seigneurie du lac Témiscouata ou seigneurie Thomas

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant:

1. Le gouvernement a-t-il acquis de gré à gré la totalité ou certaines parties de la Seigneurie du lac Témiscouata ou seigneurie Thomas, dans le district de Témiscouata?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quand et à quelles conditions?

b. Quelle est la description des terres ou partie de terres ainsi acquises?

c. Quand l'acte de vente a-t-il été passé entre le gouvernement et les propriétaires de ladite seigneurie?

d. Cet acte de vente est-il enregistré?

e. S'il ne l'est pas, quand le sera-t-il?

3. Si le gouvernement n'a pas acquis de gré à gré ladite seigneurie ou une partie d'icelle, quand se propose-t-il de l'acheter et pourquoi la transaction n'est-elle pas encore faite?

4. Le gouvernement a-t-il nommé un arbitre pour fixer la valeur des terres dont il veut devenir acquéreur dans la seigneurie du lac Témiscouata?

5. Si la réponse est affirmative: quels sont les noms, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

6. Les propriétaires de ladite seigneurie ont-ils aussi choisi un arbitre?

7. Si oui, quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

8. Ces deux arbitres en ont-ils choisi un troisième?

9. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de ce troisième arbitre?

10. Ces arbitres ont-ils rendu leur sentence et si oui, quelle est-elle?

11. En vertu de quelle loi ces arbitres ont-ils été nommés?

12. Y a-t-il, à l'heure actuelle, des colons établis sur les terres ou parties de terres que le gouvernement a acquises ou veut acquérir dans les limites de la seigneurie du lac Témiscouata?

13. Si la réponse est affirmative:

- a. Combien de colons sont ainsi établis?
- b. Depuis quand le sont-ils?
- c. Quels sont leurs nom et prénoms?
- d. Quel était le lieu de leur résidence avant leur établissement sur les terres de ladite seigneurie?
- e. À quels endroits ces colons sont-ils établis dans ladite seigneurie?

Adopté.

Réviseurs de formules de pension de vieillesse

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Y a-t-il des réviseurs de formules de pension de vieillesse nommés sous l'ancien gouvernement, qui ont été payés par le gouvernement actuel?

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des réviseurs de pension de vieillesse qui ont été payés et quel montant a-t-il été payé à chacun d'eux?

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁹:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'agronomie (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre va s'ajourner à mardi prochain et le comité des bills publics va siéger immédiatement pour disposer du bill de Verdun.

La semaine prochaine, mardi, le comité des comptes publics siégera de nouveau. Au comité des bills privés, où se tenaient jusqu'à maintenant les réunions du comité des comptes publics, la salle est assez exigüe et mal aérée. Il y fait une chaleur écrasante.

De plus, toute la foule qui voudrait assister aux séances ne peut être admise, faute de place. Une foule considérable assiste aux séances, l'atmosphère devient surchargée, irrespirable et les membres du comité travaillent dans des conditions telles qu'ils sortent très fatigués de la salle du comité.

Nous avons discuté de la chose, et je crois que le moyen le plus simple, c'est que nous tiendrons nos séances à la Chambre qui est mieux aérée et qui peut contenir plus de citoyens. Les électeurs ont le droit strict d'assister à ces réunions.

Je tiens à les accommoder autant que possible. Les auditeurs pourront prendre place dans les galeries et nous pourrions travailler plus à l'aise. Le public sera ainsi plus à son aise et pourra venir en plus grand nombre, s'il le désire. Comme au comité des bills privés, le président et les témoins seront munis d'appareils de haut-parleurs, de sorte que des galeries il sera facile de suivre les témoignages.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. *Le Soleil* du 21 mars 1938, à la page 6, rapporte le mois de novembre.

3. *The Herald* du 19 mars 1938, à la page 1, emploie l'appellation Gail, mais les autres journaux faisant mention de cette mine écrivent plutôt Gale.

4. *L'Action catholique* du 19 mars 1938, à la page 12, rapporte entre 120 et 150 élèves par année. Cependant, si nous comparons avec les chiffres avancés préalablement, le nombre d'élèves se situerait plutôt entre 100 et 120 annuellement.

5. Voir note 1.

6. *Le Soleil* du 21 mars 1938, à la page 6, mentionne que le député fait cette remarque "en regardant le ministre du Travail".

7. *L'Action catholique* du 19 mars 1938, à la page 12, attribue cette remarque au chef de l'opposition seul, mais elle est moins complète que celle rapportée par le *Le Soleil* du 21 mars 1938, à la page 6, et qui, elle, est attribuée conjointement aux deux députés.

8. *La Patrie* du 19 mars 1938, à la page 25, l'appelle Monaghan, mais tous les autres journaux font référence à Mulholland.

9. Bien que les sources n'en fassent pas mention, on peut présumer que le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice), puisque ce dernier préside tous les comités pléniers de la séance.

Première séance du mardi 22 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 139 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 117 concernant la succession de feu Lawrence Wilson.

**Loi des cités et villes,
article 423**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 56 modifiant l'article 423 de la loi des cités et villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a pour objet de porter de trois à six mois le délai pour l'exercice, par le lieutenant-gouverneur en conseil, du droit de désaveu des règlements municipaux en vertu de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des liqueurs alcooliques,
article 34**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 57 modifiant l'article 34 de la loi des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de ce bill a pour objet d'autoriser l'octroi de

permis de vente de bière et de vin aux repas, pendant la saison du tourisme, dans les hôtels de villégiature d'au moins 15 chambres. À l'heure actuelle, ces hôtels doivent avoir au moins 25 chambres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juridiction des tribunaux
de Rimouski et de Saguenay**

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 58 relatif à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission municipale
de Québec**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de modifier l'ancienne loi. La loi actuelle permet les compromis pour municipalités en défaut lorsque les deux tiers des créanciers y consentent. Le mode s'est avéré impraticable.

Aussi, en vertu de la loi que nous proposons, on modifie la loi pour déclarer que tous les compromis seront valables si le tiers des créanciers ne se présentent pas à l'assemblée pour opposer leur veto.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lignes de transmission
d'énergie électrique**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce bill a pour but de fixer l'interprétation des termes "lignes de transmission" dans la loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.

Lorsque le député de Montcalm (M. Tellier) a présenté sa loi, l'an dernier, pour augmenter l'évaluation foncière municipale des poteaux et lignes de transmission, certaines compagnies ont prétendu que les lignes de distribution n'étaient pas affectées. Plutôt que d'exposer des municipalités à encourir les dépenses de procès, même si elles avaient raison, le gouvernement préfère modifier la loi de façon à rendre le fait très clair.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taux d'intérêt
des taxes municipales et scolaires**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 61 modifiant la loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Hommage au député
de Saint-Sauveur, M. Bertrand****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Chambre est heureuse du retour à la santé du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qui a été gravement malade. Il fait l'éloge du député de Saint-Sauveur en qui il salue un député dévoué, sincère et intègre, un homme dont la sincérité et l'honnêteté ne peuvent être mises en doute par personne. Il lui offre les meilleurs vœux de la Chambre¹, de tous.

(Applaudissements)

**Privilège du gouvernement
sur certains biens**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 pour sauvegarder les droits de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose: 1. Qu'à compter du premier décembre 1935, seront affectés d'un privilège en faveur du gouvernement de la province de Québec, représentant cette province, les biens meubles et immeubles appartenant à cette date à toute personne qui, du premier janvier 1920 au premier janvier 1936, a perçu pour son profit personnel des intérêts sur les deniers publics qui étaient ou devaient être ou auraient dû être affectés à des fins publiques.

Il n'est pas nécessaire de donner des explications. Le titre du bill parle par lui-même, est clair, en dit assez. Nous avons constaté que sous l'ancien régime, certains fonctionnaires, comme M. Antoine Taschereau, frère de l'ancien premier ministre Taschereau, et M. Charles Lanctôt entre autres, retiraient pour leur profit personnel les intérêts des argents publics, propriété de la province, qu'ils déposaient en banque à leur nom, à titre de fonctionnaires de la province, intérêts qui s'élevaient à \$30,000³ dans le cas de M. Antoine Taschereau. Les sommes qu'Antoine Taschereau et d'autres fonctionnaires ont ainsi retirées sont considérables. Nous avons dit, lors des élections générales, que nous prendrions les mesures pour que la province soit remboursée.

Le temps est venu de faire, de donner un exemple, et par ce projet de loi nous édictons, établissons des sanctions. La principale sanction est pour faire remettre, restituer à la province les biens enlevés, acquis frauduleusement, appropriés illégalement et sans droit par Charles Lanctôt et Antoine Taschereau.

C'est pourquoi nous disons que la province a un privilège hypothécaire sur les biens de ces personnes, de ceux qui ont ainsi dérobé les intérêts sur les dépôts d'argent de la province. Nous déclarons sur les biens de ces personnes une hypothèque en faveur de la province qui aura le droit de la réclamer à la première occasion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Lors de la clôture d'une des phases de l'enquête des comptes publics, j'avais entendu le premier ministre déclarer qu'il ferait envoyer le compte des intérêts dus à la province, à M. Antoine Taschereau. L'a-t-il envoyé? Est-ce que vous avez envoyé un état de compte à M. Antoine Taschereau?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette pour le Parti libéral de constater que le

chef de l'opposition, au lieu de s'intéresser à faire rembourser la province, veut défendre M. Antoine Taschereau et s'intéresse à lui avec beaucoup de sollicitude. On se souvient qu'à la suite de l'enquête tenue lors de la dernière session du gouvernement Taschereau, lorsque Antoine Taschereau a comparu pour la première fois devant le comité, il a déclaré, a avoué, après beaucoup de réticences et de contradictions que certaines personnes imputent à une faiblesse mentale, qu'il avait retiré à son profit personnel, en intérêts sur les argents du gouvernement qu'il déposait en banque comme fonctionnaire, une somme d'environ \$15,000. M. Antoine Taschereau a remis au Trésor provincial un montant de \$15,000. Les élections ont eu lieu après ce début d'enquête et nous avons promis que nous ferions rembourser la province.

Dès la première session du présent gouvernement, nous avons continué la seconde enquête, et nous avons convoqué, assigné de nouveau Antoine Taschereau. Il a d'abord refusé de venir, se disant malade, comme d'ailleurs bon nombre de ceux que nous voulons avoir ici et qui sont constamment en voyage. Antoine Taschereau a hésité, puis a fini par se décider à venir comparaître, accompagné d'un médecin et d'un avocat⁴, que nous avons dû expulser à cause de sa conduite.

Et là, Antoine Taschereau a admis qu'à part d'avoir retiré les \$15,000 dérobés à la province, et qu'il avait admis dans son premier témoignage, il avait dérobé un autre \$15,000⁵ dans d'autres banques, bien qu'il ait juré, quelques mois auparavant, qu'il ne devait rien autre chose que \$15,000. Des intérêts à peu près égaux à ceux mentionnés, établis durant l'enquête précédente.

Nous avons alors demandé publiquement, en novembre, à Antoine Taschereau de rembourser ces argents, cette somme de \$15,000 sur des intérêts perçus à la Banque de Montréal, et nous n'en avons pas eu de nouvelle depuis. Alors, il est donc temps de faire un exemple, que la Législature pose des actes pour demander à Antoine Taschereau de rembourser l'argent qu'il a volé à la province, pour faire remettre ces argents dus à la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On aurait dû envoyer un compte à M. Taschereau. Je dis, j'affirme que je me souviens qu'au comité des comptes publics, lorsqu'il a été question du deuxième compte de \$15,000, Antoine Taschereau a dit au premier ministre: Envoyez-moi le compte et je paierai. Le premier ministre a répondu qu'il enverrait le compte. Ce que nous voulons savoir, c'est s'il l'a

fait, si le premier ministre a envoyé ce compte à Antoine Taschereau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la suite de la défaite, de la déconfiture de l'ancien régime qui est sorti par le soupirail de l'enquête des comptes publics, Antoine Taschereau a esquissé un mouvement pour rembourser, pour rendre l'argent qu'il avait volé à la province. Il a envoyé un chèque de \$15,000 avec des conditions. Le chèque n'a pas été encaissé par le gouvernement Godbout qui l'a gardé dans le Trésor; il n'a pas été encaissé, mais gardé comme restitution partielle.

Nous avons promis, au cours de l'élection, que nous prendrions les mesures voulues pour continuer l'enquête et faire restituer à la province tout ce qui lui a été volé. Aussi, lors de la reprise de la seconde enquête des comptes publics, nous avons réassigné M. Antoine Taschereau. Nous avons découvert et il a admis qu'il avait retiré d'autres intérêts, avait volé non pas \$15,000, mais \$30,000. Je lui ai demandé s'il avait l'intention de remettre, de rembourser cet argent. Il a dit qu'il ne savait pas, qu'il n'avait pas d'argent. Il n'a pas encore remboursé ce montant.

Bien plus, on est allé beaucoup plus loin par la suite. Des amis de l'opposition, de l'ancien premier ministre, et de son frère M. Antoine Taschereau, sont même venus me trouver, par la suite, pour me demander d'accorder une pension à M. Antoine Taschereau.

On peut s'imaginer la réponse qu'ils ont reçue. Inutile de vous dire que j'ai refusé. J'ai répondu comme pareille demande effrontée le méritait, et j'ai refusé nettement. Notre réponse, c'est la présente loi. Cette loi est la meilleure réponse à ceux qui prétendent que le gouvernement ne va pas chercher l'argent dépensé par les anciens employés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais je veux savoir pourquoi vous n'avez pas envoyé le compte à Antoine Taschereau puisque ce dernier s'était engagé à le payer? Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas envoyé de compte à M. Antoine Taschereau, s'il était aussi anxieux que cela de percevoir, de collecter le montant des intérêts? Pourquoi vient-on aujourd'hui mettre une hypothèque sur les biens?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela est très curieux. Je comprends fort bien l'anxiété du chef de l'opposition de venir défendre M. Antoine Taschereau. Après la fuite du gouvernement Taschereau, le chef actuel de l'opposition se

promenait, faisait une campagne à travers la province, en disant qu'il ne connaissait pas Antoine Taschereau, l'ancienne administration, qu'il n'y avait rien de commun entre eux.

Aujourd'hui on voit sa sollicitude, il se hâte de venir à la défense de M. Antoine Taschereau, et cela prouvera aux électeurs que le chef de l'opposition actuel n'était pas sincère quand il prétendait n'avoir rien à faire avec Antoine Taschereau. On constate que le député de Saint-Hyacinthe était en très bons termes avec M. Antoine Taschereau.

Antoine Taschereau doit savoir le montant des intérêts qu'il a perçus, ce qu'il a volé à la province et ce qu'il lui doit. C'est la première fois que je vois le chef d'un parti demander au procureur général d'envoyer un compte, représenté par le montant volé, à un voleur qui a volé la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a dit qu'il ferait rembourser la province. Or ce n'est pas lui, mais c'est notre gouvernement qui a reçu un chèque de \$15,000 d'Antoine Taschereau et qui l'a déposé au compte de la province. C'est le premier ministre lui-même qui s'était engagé à envoyer le compte à Antoine Taschereau, compte qui n'a jamais été envoyé.

M. Boyer (Châteauguay): Si le chef de l'opposition me permet de lui poser une question: Quand Antoine Taschereau a remboursé les \$15,000 qu'il avait volés à la province, lui aviez-vous envoyé un compte?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, mais nous, nous ne nous étions pas engagés à lui envoyer de comptes, tandis que le premier ministre, lui, s'y était engagé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne sommes pas ici pour faire des comptes, mais pour en faire payer, pour faire du travail sérieux. L'attitude du chef de l'opposition me désole. Quand un homme est pris en flagrant délit de vol, l'opposition ne devrait pas se solidariser avec lui de pareille façon. Et l'opposition devrait coopérer avec le gouvernement au lieu de continuer à s'identifier avec des gens qui ont retiré des intérêts sur les argents de la province. Elle ne fait que confirmer l'opinion publique sur son compte.

De plus, le chef de l'opposition ne devrait pas oublier que M. Antoine Taschereau était non seulement comptable, greffier à l'Assemblée législative, mais comme tel il était soumis, il

dépendait du bureau de la trésorerie, et du bureau de régie dont son frère, M. Alexandre Taschereau, le premier ministre de la province, était membre. Ce dernier a dû avoir connaissance de ce que son frère a pris à la province.

Antoine Taschereau volait les intérêts, de connivence avec le neveu de l'ancien premier ministre, M. Des Rivières, et du premier ministre du temps. Si l'opposition veut être si délicate avec les gens malhonnêtes, c'est son affaire. Mais il est temps de faire un exemple. M. Antoine Taschereau et M. Charles Lanctôt se sont approprié des montants considérables qui appartenaient à la province, et ils ont hypothéqué l'avenir de la province alors que l'ancien gouvernement disait qu'il n'avait pas d'argent pour les vieux.

Si l'opposition aime mieux fraterniser, s'acoquiner avec ces gens, avec Antoine Taschereau et Charles Lanctôt, qu'elle le fasse. Cela ne me surprend pas et je féliciterai le chef de l'opposition d'avoir le courage de le dire. Au moins les électeurs sauront à quoi s'en tenir, et sauront que l'opposition actuelle a tenté de tromper l'opinion publique, en prétendant qu'elle ne connaissait pas Antoine Taschereau, mais je regretterai qu'elle ait tenté de tromper l'opinion publique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne nous associons pas avec Antoine Taschereau, mais nous blâmons au contraire le premier ministre de ne pas avoir envoyé de compte, de ne pas avoir perçu l'argent que devait Antoine Taschereau. C'est la même chose pour M. Charles Lanctôt auquel le gouvernement actuel a payé une pension qu'il n'a pas abolie, mais qu'on a réduite à \$4,000. Quand on prétend que Charles Lanctôt est ce que le premier ministre affirme, sur qui il fait peser toutes sortes d'accusations, nous prétendons qu'il n'avait pas le droit de payer une pension à un tel homme. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas perçu, collecté l'argent que M. Antoine Taschereau devait, pour que la province rentre dans ses deniers?

Pourquoi n'a-t-il pas envoyé un compte à M. Taschereau, s'il était si pressé de retrouver les deniers de la province? S'il refusait, s'il n'avait pas voulu payer un compte, alors on n'avait qu'à le citer devant les tribunaux. Loin de nous solidariser avec ceux qu'on accuse, nous faisons des reproches au premier ministre de ne pas les avoir fait payer, nous demandons qu'on les fasse payer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'attitude du chef de l'opposition est celle d'un homme qui veut défendre un ami, mais pas celle d'un

homme qui est logique. Il nous reproche de n'avoir pas encore collecté, fait payer Antoine Taschereau, et lorsque nous proposons, nous passons une loi pour le faire payer, qui permettrait de faire cette collection en garantissant le remboursement de l'argent dû à la province, il est contre.

Le chef de l'opposition n'est pas sérieux. Et l'honorable M. Godbout va certainement lui faire des reproches. Lui qui a posé à l'homme nouveau, dès que nous prenons les moyens pour faire rembourser la province, il se lève et défend ceux dont il disait s'être séparé, ceux qu'il disait ne pas connaître.

Le chef de l'opposition prétendait ne pas connaître le régime Taschereau qui, pendant 15 ans, a fait piller la province par le frère du premier ministre.

Nous avons envoyé un compte, nous avons fait rembourser une partie du montant dû et nous prenons les mesures pour faire rembourser le reste. Le premier montant, \$14,000, a été remboursé, et il s'agit de faire rembourser maintenant la somme de \$15,000 perçue sur les intérêts de l'argent placé à la Banque Canadienne Nationale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand avez-vous envoyé un compte à Antoine Taschereau? À quelle date ce compte fut-il envoyé? Le premier ministre n'a pas envoyé de compte. S'il l'avait fait, il aurait été payé. Il a agi, il a fait ce qu'il a fait comme dans le cas de M. Lanctôt dont il a réduit la pension à \$4,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque Antoine Taschereau a envoyé un chèque de \$15,000 à la suite de l'enquête que nous avons faite, le gouvernement Godbout était prêt à lui donner quittance de tout, sans s'inquiéter si on n'avait pas volé la province davantage. Nous avons continué l'enquête et nous avons découvert qu'Antoine Taschereau avait retiré de la Banque de Montréal plus de \$14,000. Le chef de l'opposition, au lieu de bloquer le bill, devrait nous féliciter et nous aider, au lieu de pactiser avec Antoine Taschereau.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, le premier ministre n'a pas envoyé de compte. Je blâme le premier ministre de ne pas avoir envoyé de compte à Antoine Taschereau. S'il l'avait envoyé, il aurait été payé. Et s'il n'avait pas été payé, c'était son devoir de poursuivre Antoine Taschereau devant les tribunaux de la province.

Je veux connaître, dit-il, les détails à propos de la pension payée à l'ancien assistant-procureur

général par le nouveau gouvernement. Au comité des comptes publics, le premier ministre a dit qu'il a entendu parler de la pension il y a une dizaine d'années de cela, qu'il a ordonné sa suspension, et qu'il prenait des moyens pour recouvrer les sommes payées à M. Lanctôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a une idée fixe. Devant le comité des comptes publics, lorsque M. Antoine Taschereau est revenu une deuxième fois, il a admis que le montant prouvé était ce qu'il avait perçu en intérêt, il a admis avoir touché \$15,000 d'intérêts sur l'argent déposé à la Banque de Montréal, et il a dit qu'il paierait s'il le pouvait. Je lui ai fait une sommation de payer au comité. Il a dit qu'il n'avait pas d'argent, et après cela, des amis de l'ancien régime ont eu l'impudence et l'audace de venir demander une pension pour lui.

Que le chef de l'opposition mette son siège en jeu sur cette question, et nous irons le battre dans son comté, dans Saint-Hyacinthe, un comté rouge. Nous irons lui prouver que c'est l'ancien gouvernement Godbout, sur la recommandation du comité de la trésorerie, dont faisait partie le chef d'opposition actuel, et non pas nous, qui a accordé une pension à M. Lanctôt.

C'est le chef actuel de l'opposition, alors ministre des Terres et Forêts, qui a fait la recommandation avec M. McDougall et le procureur général d'alors, M. Bertrand, aujourd'hui député de Laurier. Et c'est nous, le gouvernement actuel, qui la lui avons enlevée cette pension.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): D'abord, je nie ce que dit le premier ministre, que ce soit sur ma recommandation. Je n'ai pas recommandé le paiement de la pension à M. Lanctôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef d'opposition mette donc son siège en jeu. À Saint-Hyacinthe, il est chez lui. Nous allons aller le battre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais recommandé la pension de M. Lanctôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mettez donc votre siège en jeu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne mettrai pas mon siège en jeu, car je veux épargner la dépense d'un demi-million à la province. Je n'ai pas

l'intention de faire encore dépenser inutilement \$500,000⁶ à la province comme dans Bagot.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Ça ne coûtera rien, pas une cent pour se débarrasser de vous.

M. Boyer (Châteauguay): On va débarrasser les gens de Saint-Hyacinthe.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ils seront contents de se débarrasser de vous.

M. Boyer (Châteauguay): Qui l'a recommandé?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Attendez les élections générales.

Je n'ai jamais recommandé, demandé de pension pour M. Lanctôt. Le premier ministre fait des affirmations en l'air pour effacer le fait qu'il a accordé la pension à M. Lanctôt. Le gouvernement, le premier ministre, a accordé une pension réduite à M. Lanctôt et il veut simplement s'excuser!

M. Boyer (Châteauguay): C'est faux⁷.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pleurez sur vous, filles de Jérusalem.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre veut faire dévier la question en demandant au chef de l'opposition de mettre son siège en jeu. C'est beau de parler de sièges en jeu, mais le premier ministre lui-même devrait mettre le sien en jeu s'il est si sûr des faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt.

M. Bastien (Berthier): Alors, qu'il le mette donc, nous allons voir si les \$15,000 remboursés par M. Taschereau ont été perçus, collectés par son gouvernement.

Et encore, depuis 19 mois, le gouvernement actuel n'a pas perçu un sou d'Antoine Taschereau, malgré tous ses discours et ses vantardises. Au contraire, c'est le gouvernement Godbout qui a perçu les \$15,000.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Non.

M. Boyer (Châteauguay): Mettez votre voix en jeu.

M. Bastien (Berthier): M. Antoine Taschereau s'est présenté au bureau de l'honorable M. Godbout avec un chèque sous condition de \$15,000, disant que c'était le montant des intérêts, et nous l'avons encaissé. L'honorable M. Godbout a répondu: Nous allons l'encaisser, poursuivez-nous. M. Godbout lui a dit de nous poursuivre s'il prétendait que nous avions tort.

Le premier ministre actuel a enquêté par la suite et a prouvé que M. Antoine Taschereau avait reçu une autre somme de \$14,000 en intérêts. Le premier ministre actuel, lui, il a beaucoup parlé mais il n'a pas perçu, collecté un sou. Nous n'avons pas crié au voleur, nous n'avons pas parlé de bandit. Nous, nous n'avons pas dit que M. Taschereau était un voleur et une crapule, mais nous avons perçu son argent. Lorsque la chose a été découverte, M. Godbout a pris le chèque.

Le premier ministre, lui, crie, parle de voleurs et de crapules, mais ne touche pas un sou de l'argent qu'il devrait percevoir si ce qu'il dit est vrai. Il sait depuis le 5 octobre 1936 que M. Taschereau doit encore de l'argent à la province, mais il lui dit toutes sortes de noms au lieu de percevoir l'argent. Il n'a pas envoyé de compte, il n'a pas exercé de pression, n'a pas pris de poursuite, il n'a pas traduit M. Taschereau en cour.

Il nous donne aujourd'hui, à la place, pour excuser, pour laver sa conduite, un bill de camouflage et lance des défis à tort et à travers. Il n'a pas eu l'énergie, lui, le procureur général, de prendre la moindre action, pas même une action au civil, contre M. Antoine Taschereau ou contre M. Lanctôt.

M. Boyer (Châteauguay): L'a-t-il volé, cet argent-là, M. Taschereau, oui ou non?

M. Bastien (Berthier): Non, il n'a pas volé, et un bleu comme vous, un fanatique comme vous, a fait la même chose avant M. Taschereau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier défend M. Antoine Taschereau et dit qu'il n'avait pas volé.

M. Bastien (Berthier): Nous ne le défendons pas, nous le faisons payer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le poursuivre, le faire payer s'il n'avait pas volé? Qu'on ne se méprenne pas, que l'opposition ne se méprenne pas. L'opposition veut empêcher le gouvernement de collecter, ne veut pas nous aider à

percevoir les argents volés à la province. Eh bien! Nous, nous allons collecter et faire payer M. Antoine Taschereau, même au détriment de l'opposition. On nous accuse de ne pas avoir envoyé un compte à un prévaricateur; de fait, nous avons déjà une fois réclamé les argents dus à la province.

Nous n'endurerons pas, nous ne tolérerons pas que des employés civils, des fonctionnaires s'enrichissent avec l'argent de la province. L'ancien gouvernement a laissé faire M. Taschereau qui, sous l'œil paternel de l'ancien gouvernement, a pillé la province pendant 15 ans. L'opposition s'identifie avec M. Antoine Taschereau.

Restez avec Antoine Taschereau, vous autres, et, dans les circonstances, vous allez rester, demeurer longtemps dans l'opposition. Nous autres, nous allons collecter, nous allons faire rembourser la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre est un peu énervé. En nous blâmant parce que nous voulons faire envoyer un compte, il se blâme. C'est lui qui a parlé d'envoyer un compte, ce n'est pas nous. Dans le rapport de l'enquête des comptes publics, page 942, à la date du 4 novembre 1936, M. Duplessis, parlant à M. Antoine Taschereau, dit qu'il lui enverra un compte avec intérêts composés, et qu'il devra payer immédiatement. C'est en novembre 1936. Il a oublié d'envoyer le compte. Il dit qu'il veut faire hypothéquer la propriété de son débiteur, mais il ne lui a pas envoyé de compte.

M. Boyer (Châteauguay): Un débiteur ou un voleur?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La première chose à faire lorsqu'une personne nous doit de l'argent, c'est de lui envoyer son compte. Pas besoin pour le premier ministre de s'énervier ni de faire un grand discours. Il s'est engagé à faire une demande à M. Taschereau. Qu'il la fasse. Nous ne voterons pas contre la loi, nous n'avons pas d'objection à l'hypothèque, mais nous souhaitons, nous voterons pour que le premier ministre procède, se conduise avec du sens commun et fasse ce qu'il a dit qu'il va faire. Lui qui est si furieux quand il parle de M. Taschereau, pourquoi ne pas lui avoir envoyé de compte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'opposition n'est pas contre le bill, pourquoi cette procrastination? Un employé s'est fait prendre la

main dans la caisse provinciale et l'opposition veut que le gouvernement aille le trouver, chapeau à la main, pour recouvrer l'argent.

Le chef de l'opposition réalise sa mauvaise situation. Si vous n'êtes pas contre la loi, procédons.

Plus vite nous procéderons, plus vite la loi sera votée, plus vite nous serons payés. Le rôle de l'opposition semble être d'aider les voleurs à se sauver. Il y a plusieurs sortes de criminels, ceux qui commettent le méfait et ceux qui amusent la police. Ceux-là sont des complices, et l'opposition se fait complice de Taschereau et de Lanctôt. Nous faisons payer les voleurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 2. Que ce privilège sera pour le montant des intérêts mentionnés dans la résolution 1 plus, à titre de pénalité et de dommages liquidés, un intérêt calculé à dix pour cent par année sur ces intérêts depuis la perception de chacun de ceux-ci.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi pas 100 %?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'intérêt légal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Du bon sens, ça vaut 100 %.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 3. Que le privilège stipulé à la résolution 1 prendra rang avant les frais de justice, sans formalité ni enregistrement, sur les biens meubles et immeubles visés à ladite résolution 1.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens, un privilège aux dépens des innocents. Ce sont eux qui seront punis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les gouvernements ont toujours privilège sur les autres créanciers. Pourquoi pas dans ce cas-ci?

M. Bastien (Berthier): Envoyez le compte. M. Taschereau a offert de payer. Mais le gouvernement n'a encore rien fait pour récupérer l'argent. Pourquoi ne pas collecter, plutôt que de présenter des bills?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand voulez-vous poursuivre M. Taschereau?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus vite que vous autres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a peut-être de l'esprit, mais pas de l'esprit de justice. Encore une loi inopérante. Quand sera-t-elle en force?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Immédiatement. Dès que le bill sera passé. Le député de Rivière-du-Loup prétend que j'ai dit à M. Taschereau: Si vous ne payez pas, vous aurez affaire à moi.

Il ne s'accorde pas avec le chef de l'opposition. Nous allons passer la loi et nous allons prendre immédiatement des procédures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, c'est beau, immédiatement, mais vous avez dit ça le 6 novembre 1936, immédiatement, et ça n'a pas encore marché. Vous avez dit: Payez immédiatement. Est-ce qu'immédiatement a encore la même signification? Quand est-ce que ça veut dire dans votre bouche, immédiatement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ça, immédiatement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 4. Que, dans toute instance judiciaire dirigée contre une personne visée par les présentes résolutions, le certificat du trésorier de la province fera preuve *prima facie* du montant que cette personne devra au gouvernement en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

5. Que l'instance en recouvrement de telle réclamation sera réputée matière sommaire et aura préséance sur toute autre.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lit un procès-verbal, une recommandation de la trésorerie, en date du 30 juin 1936. Dans l'arrêté ministériel étaient présents, apparaissent les noms de MM. Bertrand, McDougall et Bouchard. Il s'agit de l'arrêté ministériel accordant une pension à M. Lanctôt.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Une minute. C'est beau, ça, mais ce que le premier ministre a dit tout à l'heure, c'est que j'avais recommandé le paiement de la pension à Lanctôt. Quand est-ce que j'ai fait cela? Le premier ministre veut sauver sa peau en faisant croire que j'ai proposé la pension. Il est bien beau de jeter de la poudre aux yeux, mais je nie encore ce que disait tout à l'heure le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avez-vous voté pour?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai voté pour cette proposition, mais je ne l'ai pas proposée, recommandée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le 18 décembre 1936, vous avez accordé une pension à M. Lanctôt. Il y a un an de cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne fait pas un an.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Deux ans, pardon. Vous avez payé la pension à M. Lanctôt?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous l'avons abolie la pension de M. Lanctôt.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est fait.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons prendre des procédures contre Lanctôt. Il va rembourser avec effet rétroactif.

Il promet à nouveau que les procédures seront entreprises contre MM. Taschereau et Lanctôt, malgré les tactiques de l'opposition. Il rappelle qu'Antoine Taschereau a pris l'argent de la province, sous un gouvernement conduit par son propre frère. Et ce dernier n'a rien fait pour l'en empêcher.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quelle bravoure! C'est très beau de la part du premier ministre. Quand M. Lanctôt était capable de se défendre, il n'a pris aucune procédure, mais beaucoup d'accusations. Maintenant que M. Lanctôt est mourant, le premier ministre lui enlève sa pension et parle de prendre des procédures contre lui. Quelle bravoure!

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 41 pour sauvegarder les droits de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Tenure des terres
aux Îles-de-la-Madeleine**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁸:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un fidéicommissaire pour recevoir les montants payés pour le rachat des rentes en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 45 et déterminer son traitement, payable à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera l'endroit, dans les Îles-de-la-Madeleine, où pourra se faire tel rachat.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour quelle raison le changement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons jugé que le greffier n'est pas la personne compétente pour percevoir, pour collecter les rentes. Il a d'ailleurs son ouvrage. Nous confions ce travail à un autre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne vois pas l'utilité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On la voit, nous autres.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.

Adopté.

En comité⁹:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 10 de la loi 58 Victoria, chapitre 45, est modifié en remplaçant les mots: "au bureau du greffier de la cour de circuit des Îles-de-la-Madeleine, au palais de justice, dans l'Île Amherst", dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, par les mots: "à l'endroit, dans les Îles de la Madeleine, que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 10a".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande un renseignement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article est ainsi modifié afin de faciliter la perception.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 11 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Entrepôt frigorifique à L'Isle-Verte

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toutes correspondances, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toutes personnes relativement à l'établissement d'un entrepôt frigorifique à L'Isle-Verte, dans le comté de Rivière-du-Loup.

(Se levant) J'aimerais, dit-il, à ce que ces correspondances soient déposées en Chambre, surtout à cause d'une enquête qui a été menée sur le besoin d'établir un entrepôt frigorifique à L'Isle-Verte.

L'an dernier, dit-il, le ministre des Mines avait promis d'envoyer un employé dans mon comté pour savoir s'il était opportun d'établir un entrepôt frigorifique à L'Isle-Verte.

Il a tenu parole, il est mieux que le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien¹⁰!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les applaudissements du premier ministre sont un peu comme ceux du ministre des Mines au premier ministre.

Quel est le résultat de l'enquête? Je comprends, dit-il, que les entrepôts sont eux-mêmes en plus grand besoin en Gaspésie.

Mais maintenant que les revenus de la province augmentent, il sera possible au ministre des Mines et des Pêcheries de donner un entrepôt à

L'Isle-Verte. Quand il aura fait cela, je serai heureux de le dire à mes électeurs.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je constate que le député de Rivière-du-Loup est plus poli quand j'y suis que lorsque je suis absent. Mais je me demande comment un député sérieux peut tenir des propos comme il en a tenus, cinq minutes durant. Il a obtenu la copie du rapport des enquêteurs qui ont étudié la possibilité d'établir un entrepôt frigorifique à L'Isle-Verte, et il en demande la reproduction par une motion.

J'ai en effet autorisé, ajoute-t-il, le sous-ministre de mon ministère à faire parvenir une copie de ce rapport à M. Casgrain, qui en avait fait la demande.

Ce n'est pas d'un frigidaire que ce district a besoin, dit-il, car il s'y pêche surtout du hareng et de la sole. C'est une fumerie qu'il faut et plusieurs citoyens l'ont réclamée. En fait, le gouvernement va construire dès ce printemps une fumerie pour le poisson à L'Isle-Verte.

Mon ami a été député pendant plus de 12 ans, et selon mes informations, jamais auparavant il n'a demandé un entrepôt frigorifique alors qu'il était au pouvoir. Maintenant qu'il est dans l'opposition, il le réclame à chaque session. On peut juger du sérieux du député et de l'opposition. Ou bien le député de Rivière-du-Loup se souciait peu des intérêts des pêcheurs de son comté, ou bien il reconnaît que le gouvernement actuel est plus dévoué que le sien à la cause des pêcheurs.

Le député de Rivière-du-Loup est souvent injuste dans ses allusions envers le premier ministre, laissant entendre que ce dernier a des arrière-pensées, lorsqu'il applaudit.

Des gens sérieux de L'Isle-Verte, dit-il, sont venus me demander une fumerie et celle-ci va être commencée au printemps. Cette fumerie sera pour le hareng et l'aloise.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se lève ensuite pour remercier le ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon).

La Chambre jugera lequel des deux veut faire de la petite politique, dit-il.

Le ministre n'est peut-être pas content, parce que j'y ai fait allusion dans mon discours sur le budget. Il était en Chambre quand j'ai commencé et il s'est éclipsé.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cela n'est pas exact. Je n'y étais pas, je n'ai pas la réputation d'être un fuyard.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'affirme que le ministre était en Chambre au début de la séance. Il (M. Casgrain) précise qu'il sera député depuis 11 ans, le 16 mai. Mes électeurs me sont restés fidèles depuis 11 ans, dit-il. Le ministre des Mines ne peut en dire autant des électeurs de Dorchester. Ils se sont fatigués. Ils l'ont battu. Je suis certain que les électeurs de Matane vont en faire autant, ils le battront probablement à la prochaine occasion.

J'ai, dit-il, réclamé à maintes reprises un entrepôt frigorifique pour L'Isle-Verte et que le ministre accorde une fumerie. Je ne veux pas en prendre le mérite. Une fumerie c'est bien, dit-il. Mais un entrepôt frigorifique est également demandé. Je suis heureux de l'avoir réclamé pour les citoyens de mon comté.

Quand sa mauvaise humeur sera passée, dit-il, le ministre accordera aussi un entrepôt à L'Isle-Verte. Si le ministre me l'accorde, je le remercierai. Car j'ai plus de largeur d'esprit, je ne me montrerai pas étroit comme le ministre des Mines; je n'ai pas une mentalité de "tory". Il représente l'élément "tory" dans le cabinet. Quand le gouvernement fera du bien, je serai capable de le dire; il fait assez de mal! Quand bien même je dirais du bien de lui pendant 15 minutes, les électeurs sauront juger, en temps et lieu, le mal qu'il a fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La copie a été produite, la motion est retirée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ah, non!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On va prendre une autre moyen. Qu'on propose l'ajournement¹¹.

M. Boiteau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), que le débat soit ajourné.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Je voulais profiter de mon droit de réplique. M. Boiteau, dit-il, ne peut proposer l'ajournement du débat, parce que l'auteur de la motion principale ayant répliqué, le débat est clos.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il ne peut ainsi reprendre le débat vu qu'il a été le seul à parler sur cette question. Le député de Rivière-du-Loup aurait dû demander si quelqu'un d'autre voulait parler sur le sujet.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se lève de nouveau.

M. l'Orateur lui fait remarquer qu'il ne peut parler deux fois sur un point d'ordre. Le point d'ordre est pris en délibéré.

(Applaudissements à gauche)

Le débat est ajourné.

Expositions régionales (junior)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance échangée du 1^{er} novembre 1937 jusqu'à aujourd'hui entre le ministère de l'Agriculture de la province de Québec et le ministère de l'Agriculture du Canada, au sujet des négociations entre le gouvernement du dominion et celui de la province de Québec relativement aux expositions régionales (junior) qui doivent avoir lieu dans cette province en 1938.

Quand produira-t-on cette correspondance?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cette correspondance sera produite le plus tôt possible.

La motion est adoptée.

Rentes seigneuriales

M. Barré (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Trudel), que cette Chambre est d'avis:

Attendu que par la loi 25-26 George V, chapitre 82, loi abolissant les rentes seigneuriales, le rachat et l'abolition des rentes seigneuriales ont été prévus à certaines conditions et certaines formalités;

Attendu que des municipalités et des groupes de censitaires ont protesté contre les montants réclamés par les propriétaires de seigneuries;

Attendu que l'expérience a démontré que, pour en arriver à la disparition des rentes seigneuriales, il faut prendre des moyens additionnels à ceux prévus par la loi 25-26 George V, chapitre 82;

Attendu qu'il est nécessaire que la valeur réelle des seigneuries soit établie d'une manière certaine et juste;

Attendu que ces rentes doivent disparaître au plus tôt sans préjudice des droits légitimes des seigneurs et sans charger injustement les municipalités;

Que le gouvernement soit invité à prendre, dès cette session, les mesures nécessaires pour établir la valeur réelle des seigneuries et pour donner au problème des rentes seigneuriales, qui dure depuis trop longtemps, une solution claire, certaine et rapide.

La question des rentes seigneuriales est une question qui devrait être réglée depuis longtemps. Tant qu'elle ne sera pas réglée, il sera nécessaire d'en parler. Il y a des anomalies et des injustices en ce qui concerne les rentes seigneuriales. Les rentes seigneuriales avaient sans doute du bon, leur raison d'être dans le passé, mais elles n'ont plus leur raison d'être de nos jours. Aujourd'hui, le système est passé de mode.

Au nom de tous les censitaires et des héritiers directs de tous ceux qui ont jeté une semence de civilisation dans la province de Québec, je proteste contre l'impôt que nous payons actuellement.

Nous, censitaires, ne faisons que payer l'intérêt du capital engagé par les seigneurs dans les travaux publics. Il fut un temps où c'était le seigneur qui se chargeait de l'établissement des colons et de faire certains travaux publics nécessités par la création de nouvelles colonies. De là, les rentes perçues par la suite. Aujourd'hui, le seigneur n'a plus aucune obligation et c'est le gouvernement qui fait ces travaux, et nous payons encore des sommes considérables aux seigneurs. Il est temps de faire disparaître cet impôt démodé qui grève inutilement les terres de trop de cultivateurs. Qu'on respecte les droits des véritables seigneurs, mais pas plus cependant.

Ce que je propose aujourd'hui est très simple. La loi votée par l'ancien gouvernement pour le rachat des rentes seigneuriales s'est révélée incomplète et imparfaite dans l'application.

Toutefois, je ne demande pas leur abolition complète, mais je propose que le gouvernement prenne les mesures nécessaires, dès cette session, pour établir la valeur réelle des seigneuries et pour donner au problème des rentes seigneuriales, qui dure depuis trop longtemps, une solution claire, certaine et rapide. Ce n'est pas la première fois, dit-il, que je présente une motion à cette fin, mais le gouvernement n'a pas fait suffisamment, n'a pas répondu jusqu'ici en proportion de ce qu'il a demandé. Les réclamations, dit-il, dépassent les valeurs réelles des seigneuries.

Il y a des municipalités et des groupes de censitaires, dit-il, qui protestent contre les droits que leur imposent les seigneurs. Il importe donc avant tout de savoir ce que valent en réalité les réclamations des seigneurs, car certaines réclamations ne sont pas fondées sur le droit réel. Pour arriver à établir de façon précise la valeur des droits seigneuriaux, je demande qu'on institue une enquête pour établir la valeur réelle et physique des réclamations des seigneurs. Il sera ensuite facile pour le gouvernement d'établir un système de rachat qui dégrèvera les cultivateurs sans léser les droits de personne.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) appuie la motion. Il parle ensuite sur cette question et réclame à son tour l'abolition des seigneuries établies aux Îles. Il évoque toute une page d'histoire pour expliquer l'établissement de la seigneurie par le sieur Coffin. Il cite le cas des citoyens des Îles-de-la-Madeleine qui paient encore annuellement \$3,000 de rentes seigneuriales à une compagnie de Montréal, la succession Coffin.

Il y a aux Îles-de-la-Madeleine, dit-il, des gens qui ont peut-être payé leurs terres 10 ou 20 fois. Les habitants des Îles-de-la-Madeleine n'ont pas les moyens de payer ces rentes et le gouvernement devrait mettre fin le plus tôt possible à cette situation intenable.

Il abonde dans le sens de son collègue de Rouville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Rouville de sa motion, d'avoir ramené devant la Chambre cette question à la fois intéressante et très sérieuse.

Il est évidemment nécessaire, dit-il, d'établir d'abord la valeur réelle des rentes. Il en avait été question dès 1904, mais elle n'a jamais été réglée à la satisfaction de tous. Il y a eu de la spéculation en ce qui concerne les rentes seigneuriales. Il faut que les droits, les décrets soient respectés, mais aussi, il faut empêcher la spéculation et la spoliation.

L'heure est arrivée pour appliquer une solution juste. Nous allons créer un organisme qui fera enquête et nous fournira tous les renseignements nécessaires. Le gouvernement instituera d'ici la fin de la session, un office spécial qui établira la valeur réelle des seigneuries, étudiera la question, particulièrement en ce qui concerne la valeur des droits seigneuriaux. Cet organisme, nous allons le créer par une loi que nous présenterons dès cette session, et je puis assurer cette Chambre que cette question sera réglée le plus tôt possible et de la façon la plus équitable.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voterai sûrement en faveur de cette loi, parce que j'ai toujours été contre toutes les rentes seigneuriales.

Il signale le travail accompli dans ce sens par l'ancien gouvernement. Il déclare qu'il favorise la création d'un tel office, qui répond très bien aux vues du député de Rouville. Il appuie avec plaisir la motion du député de Rouville.

Il fait quelques remarques supplémentaires.

M. Barré (Rouville) dit quelques mots.

La motion est adoptée.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Loi concernant le pain

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 concernant le pain.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport¹².

Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bulloch (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cléricature de J. Feeney

M. Gagné (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 validant la cléricature de Jacques Feeney.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gagné (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Joseph Masson

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

M. Boiteau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹³:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des établissements industriels et commerciaux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien il y a d'inspecteurs des pensions¹⁴?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): À peu près le même nombre que l'an dernier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel était ce nombre? Combien y en avait-il l'an dernier?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Si le chef de l'opposition veut savoir le nombre exact, je ne suis pas capable de le donner. On peut sauter cet item-là, quitte à le reprendre demain¹⁵.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. Je ne suis pas un sauteux, moi.

On pourrait quand même savoir s'il y a eu des raisons d'augmenter les salaires. Il doit y avoir plus de monde.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Il n'y en a pas beaucoup de nouveaux. S'il veut avoir leurs noms et leurs adresses, je n'ai pas d'objection.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ils sont bien payés, dans ce cas-là. Je demande le nombre approximatif.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Un peu supérieur à l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On paie bien notre monde. Il y en a 10 ou 15 de plus qu'autrefois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça ne me dit rien. Je ne suis pas plus renseigné qu'avant ma question.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je comprends l'ignorance du chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et l'ignorance du ministre sur les affaires de son ministère?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne ferai pas le jeu du chef de l'opposition. Je lui donnerai le nombre exact en temps et lieu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, on n'a qu'à suspendre l'item.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, les conditions de l'industrie ont changé. La province a repris confiance. La confiance renaissait et comme l'industrie se remettait en marche, il fallut, par conséquent, augmenter le nombre des inspecteurs.

Mais cela m'étonne qu'on se renseigne sur un détail de cette nature; je prenais pour acquis que le chef de l'opposition connaissait le nombre des inspecteurs de son temps. Il y a eu 15 ou 20 inspecteurs de nommés en plus.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On est aussi bien informé qu'avant de demander des explications. C'est toujours la même chose. Mais nous allons donner une chance au gouvernement et au ministre du Travail pour qu'il fasse son possible. Il en arrache tellement.

On discute encore quelques minutes¹⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi relative à

l'extension des conventions collectives de travail, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939¹⁷.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi l'augmentation?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): C'est à cause de l'obligation de publier les contrats dans les journaux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que l'item ne comprend pas aussi les dépenses d'avis de la loi des salaires raisonnables?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Non. C'est la loi pour les salaires des ouvriers.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et M. Bastien (Berthier): Depuis quand existe cette obligation, et en vertu de quelle loi?

M. Bastien (Berthier): Est-ce en vertu d'un amendement récent à la loi, cet item nouveau?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): C'est depuis les amendements de l'an dernier. En vertu de la loi relative aux salaires des ouvriers. On publie les avis dans un journal anglais et un journal français de la région affectée par l'entente où est signé le contrat collectif.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est là une nouvelle manière d'encourager les journaux. Je comprends que ces messieurs de la presse méritent des encouragements. Mais on a fait grand état de la réduction de certaines dépenses pour les journaux; mais l'on augmente la dépense par ailleurs. Le gouvernement prétend d'un côté qu'il a tellement économisé dans toutes les impressions cependant, mais il ne dira pas qu'ici il augmente les montants pour les journaux.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Le but n'est pas d'encourager certains journaux, comme l'insinue le chef de l'opposition. Mais il faut informer, tenir la population au courant de ce qui se passe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi, dans ce cas, ne pas tenir au courant la population qui lit *Le Soleil*, *Le Canada*, *Le Clairon* et *En avant*? Anciennement, on se contentait de publier ces avis dans la *Gazette officielle*. À quoi sert donc la *Gazette officielle*?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Anciennement, on ne faisait rien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est donc cela. On a supprimé des gratifications à certains journaux pour les donner à d'autres. On fera croire à la province qu'on réduit les dépenses dans les journaux, mais on oubliera de dire que dans d'autres départements, pour ne pas indisposer les propriétaires des journaux, on a augmenté ces dépenses. Dans quels journaux va-t-on publier ces avis? Dans *Le Canada*, *Le Soleil*, *Le Clairon* et *En Avant*, ces journaux sérieux?

(Rires)

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Dans d'anciens journaux libéraux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Il y en a aussi des journaux qui sont toujours du côté du gouvernement, quel qu'il soit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lesquels?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'en ai pas à la mémoire. D'ailleurs, je suis un confrère pour les journalistes, en ma qualité de vieux journaliste. Je ne veux pas, dit-il, médire de mes confrères¹⁸. Je demande aussi que le gouvernement encourage *Le Clairon*, de Saint-Hyacinthe¹⁹.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je l'encourage, je l'achète chaque semaine.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais à part *Le Canada* et *Le Clairon*, il y a *L'Action catholique*, la bonne presse, qu'on aime bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Clairon, clairon, ah! ah! *Le Clairon* claironne, ah!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais oui, *Le Clairon*. Il vit encore. Le gouvernement libéral est tombé, mais *Le Clairon* continue de claironner encore et il vivra jusqu'à ce qu'il claironne la victoire du Parti libéral. *En Avant* vit aussi, en avant la musique.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien il y a de journaux à Saint-Hyacinthe?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y en a en masse. Trois ou quatre. Il y a même des journaux secrets. On est organisé un peu comme à Trois-Rivières. L'opposition veut qu'on encourage la bonne

presse, surtout la bonne presse libérale. Nous voulons développer la bonne presse à Saint-Hyacinthe. Nous avons encore quelques journaux de bon esprit. Je demanderais au premier ministre de ne pas faire saisir les journaux de Saint-Hyacinthe. Ça nous ferait tort. Il est vrai qu'on a saisi mon *En Avant* chez un M. Champagne, victime de la loi du cadenas²⁰.

Il y a pourtant dans ce journal un collaborateur précieux. C'est un homme des ordres religieux qui écrit des articles dont je recommande la lecture au premier ministre, pour le bien de son âme. Je voudrais que le ministre du Travail fasse aux journaux conservateurs de Saint-Hyacinthe qui écrivent des articles contre le maire de la ville et le député du comté, des grands articles, je voudrais qu'il leur fasse faire une vie plantureuse. Que voulez-vous, j'aime mes adversaires.

M. Bastien (Berthier): C'est exactement combien pour tous ces journaux? Oui, je constate \$35,000 pour les journaux amis. On nous avait pourtant chanté que le régime nouveau serait à base d'économie. Sous la pression et la demande du ministre du Travail, ces journaux amis recevront bien des largesses du gouvernement. Les hebdomadaires de Maisonneuve aussi.

C'est donc \$35,000 pour faire chanter les louanges du premier ministre et celles du ministre du Travail. Nous arrivons donc avec ce fait étonnant que dans l'espace de 18 mois d'un régime économe, on a endetté la province pour \$80,000,000.

(Protestations à droite)

Et le ministre du Travail prend \$35,000 de l'argent du peuple, des ouvriers, pour faire chanter ses louanges et celles du premier ministre dans les journaux amis.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Berthier (M. Bastien) sait très bien que ces argents, ce \$35,000 n'est pas pour favoriser les journaux amis ni pour faire chanter mes louanges et celles du premier ministre. C'est uniquement pour renseigner les travailleurs, la population industrielle de cette province. C'est à la demande des ouvriers que ces publications des contrats collectifs sont faites dans les journaux.

Quand l'entente entre patrons et ouvriers est conclue à la satisfaction de tous, les ouvriers eux-mêmes ont intérêt à ce que l'on publie cette entente. L'entente est publiée dans les journaux de la région où l'entente a eu lieu. L'ancien régime n'informait pas ses ouvriers de cette façon. Il ne faisait rien.

(Rires)

Les chicanes duraient entre ouvriers et patrons; elles ont duré jusqu'à ce que nous arrivions au pouvoir. Nous affectons ce crédit aux journaux parce que c'est pour donner justice aux travailleurs qui nous l'ont demandé.

En ce qui regarde les hebdomadaires de Maisonneuve, les ouvriers de mon comté n'ont pas besoin de journaux pour leur bourrer le crâne. Ils connaissent assez leur député pour voter pour lui quand ils voudront.

M. Bastien (Berthier): Le ministre admet que c'est pour des journaux amis.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)²¹: Le député de Berthier soutient-il que c'est là un abus? Avant de faire cela, il ferait mieux de prendre ses précautions. Ces avis légaux seront publiés à la demande même des ouvriers. Nous faisons ce que les ouvriers nous demandent.

M. Bastien (Berthier): Le ministre prétend qu'il fait tout ce que les ouvriers lui demandent. J'ai eu l'honneur d'assister à une assemblée monstre, récemment, au marché Saint-Jacques, à Montréal, une assemblée d'ouvriers où l'on a fait des louanges de l'ancien régime et où l'on a critiqué sévèrement, avec vigueur, le ministre du Travail et le gouvernement, protesté contre les bills 19 et 20. Le ministre du Travail n'y était pas.

Une voix ministérielle: Comment, vous allez avec les ouvriers?

M. Bastien (Berthier): Je ne suis pas comme le ministre du Travail, moi. Je ne vis pas dans un château le long des grands boulevards. Il ne vient pas parmi le peuple. Je me retire avec le peuple.

Je n'ai pas sacrifié \$35,000 de l'argent des ouvriers pour faire chanter mes louanges dans des journaux amis.

(Protestations à droite)

Dans le temps, le gouvernement libéral publiait les avis légaux dans la *Gazette officielle*, et ce qui était d'intérêt général était reproduit gratuitement par la presse.

(Véhémentes protestations à droite)

Je ne me retire pas dans un château que je ne possède pas, moi. J'ai eu un mandat des électeurs de Berthier²².

(Protestations)

La critique, j'en ferai. C'est ce que je suis chargé de lui dire.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)²³: Le député de Berthier s'est aventuré sur un terrain où il n'est pas assez solide. Il a fait une allusion à l'assemblée du marché Saint-Jacques. Il est vrai qu'elle fut une assemblée de protestations contre les bills 19 et 20 qui ne regardent pas l'item discuté.

Mais quand l'honorable député veut me toucher dans ma vie privée, il fait mieux de se taire. Je n'endurerai jamais que le député de Berthier entre dans ma vie privée. Je n'ai pas construit ma demeure avec des primes d'assurances provenant du gouvernement. J'habite une maison que j'ai achetée avec mes deniers gagnés à la sueur de mon front. Je demeure là avec ma famille, dans la tranquillité de la vie familiale.

Je vis heureux chez moi avec ma famille et je me demande si le député de Berthier peut en dire autant. Mais lui, le député qui a hébergé le favoritisme de l'ancien régime avec des primes d'assurance, peut-il en dire autant²⁴? Il a été s'acheter un cottage de luxe le long de la rivière des Prairies pour y vivre dans le scandale.

M. Bastien (Berthier): Très bien, ça va faire²⁵.
(Rires et agitation)
Venez me dire ça ici²⁶.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)²⁷: Lui qui a joui...

(Suspension et hilarité générale)

Interprétez le mot jouir de la manière que vous voudrez. Il a joui des deniers de la province²⁸. Ma vie privée, elle est propre. Je ne fais pas l'ours moé, dans un hôtel tout nu, comme lui. Je n'ai pas comme lui des cousines sans nom. Et ce sont ceux-là qui vont venir toucher à l'honneur d'un député.

Ma construction, je n'en ai pas honte. Je l'ai payée. Elle m'a coûté \$17,000 que je paierai tout de ma poche. Et je ne demanderai pas de favoritisme. Il n'y a personne qui peut prétendre que je vis dans un château. J'ai mon foyer, ma demeure est humble et j'y reçois tous les travailleurs, tous les jours.

Je défie le député de Berthier de venir se faire entendre dans mon comté, je le défie tous les jours. Il n'y pourra pas parler, il ne sera pas capable de se faire entendre. Tandis que j'offre, par exemple, d'aller dans le sien n'importe quand pour parler de lui.

M. Bastien (Berthier)²⁹: Vous êtes bienvenu.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)³⁰: L'assemblée ouvrière à laquelle il a fait allusion n'a rien à voir avec l'augmentation du crédit que nous

discutons. C'était pour protester contre les bills 19 et 20.

Je n'ai pas assisté à l'assemblée ouvrière à laquelle on fait référence, pour des raisons qui me regardent et que le député de Berthier n'a pas besoin de connaître.

Je suis satisfait de fournir aux représentants ouvriers et aux ouvriers le temps d'apprendre que les bills 19 et 20 sont pour leurs meilleurs intérêts. Pour l'instant, je me contente de garder le bill sous discussion. Le temps prouvera que le premier ministre a eu raison de les faire adopter en cette Chambre et en Chambre haute pour la sanction.

(Applaudissements)³¹

Si le député veut toucher à ma personne, qu'il mette son siège en jeu. Quand on fait une vie vagabonde...

M. Bastien (Berthier): M. le président.

M. le président crayonne sur une feuille de papier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) se rassoit³².

M. Bastien (Berthier): Je vois que j'ai piqué le ministre au vif en lui disant qu'il n'était pas à cette assemblée des ouvriers où, au nombre de 8,000 à 10,000, ils protestaient contre lui. Ils n'ont félicité ni le gouvernement ni le ministre du Travail qui est resté à la maison dans son château. Ce que j'ai dit en Chambre, je l'ai dit dignement.

M. Boyer (Châteauguay): Ce n'est pas cela qui l'a piqué, c'est l'histoire de son château.

M. Bastien (Berthier): Son château, j'en ai parlé, c'est vrai. Mon dieu, je l'en félicite, s'il a un château, s'il peut avoir assez de confiance, s'il escompte beaucoup sur son régime pour s'en construire un. On ne peut que féliciter quelqu'un de cela. Mais pourquoi m'insulter parce que je parle de cela? Pourquoi cette bordée d'injures et de saletés? Admettons que ce n'est pas un des plus grands châteaux. Tout le monde, dans l'Est, dit que c'est un château. Un château nouveau genre.

Le ministre dit qu'il m'a vu en boisson dans un hôtel. Je ne me cacherais pas derrière mon immunité parlementaire pour dire cela, pour parler comme il l'a fait, si j'étais à sa place. Le ministre a dit à mon sujet des choses qu'il sait fort bien qu'il ne peut répéter en dehors de la Chambre. On peut dire en dehors de la Chambre qu'il a un château, tout le

monde le sait; tandis qu'on ne dira jamais qu'on m'a vu ivre dans un hôtel, parce que ce n'est pas vrai. Il fait ici écho à une légende fabriquée de toutes pièces pour m'intimider en cette Chambre.

Il dit qu'il n'a rien à craindre des insinuations du député de Maisonneuve. Ces insinuations ont été inventées de toutes pièces en 1936 par les orateurs du gouvernement pour faire échouer son élection.

Je défie encore une fois le ministre du Travail, dit-il, de répéter cela en dehors de la Chambre où il n'est plus protégé par son immunité parlementaire. Quand il parle que je possède moi aussi un château sur les bords de la rivière des Prairies, il ment sciemment. Je peux lui dire que je ne suis qu'à loyer dans une modeste maison d'été, de campagne. Je n'ai dit de lui que ceci: le ministre se chauffait les pieds sur les chenets d'un foyer de château quand les ouvriers protestaient contre lui au cours d'une assemblée monstre. C'est tout ce que j'ai dit.

Je n'ai pas mérité cette bordée d'injures. Si j'étais aussi mesquin que lui, je pourrais bien moi aussi³³ lui rappeler...³⁴

(Chahut)

Il réplique en disant qu'il a vu plus d'une fois le ministre du Travail ivre dans des hôtels.

Je pourrais rappeler certaines scènes de l'hôtel Clarendon, dit-il, alors qu'il discutait de la mine Eureka³⁵.

(Tumulte)

Il y avait là du scandale, des orgies, on buvait ferme...³⁶

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre.

M. le président: À l'ordre³⁷.

M. Bastien (Berthier)³⁸: Et aussi à Chicoutimi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux.

M. Bastien (Berthier): Et à Chicoutimi. Mi... ivre-mort, saoul comme un polonais, le ministre du Travail...³⁹ C'est ça vos ministres, vos parlementaires. Ah! Vous en voulez de la boue, si c'est de la boue que vous voulez absolument, nous ne sommes pas...⁴⁰

M. le président lui demande de s'asseoir et se taire.

M. Bastien (Berthier) enfle sa voix et lance ce qu'il a à dire, malgré les objurgations du président.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) intervient auprès du député de Berthier qui reprend son siège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande, M. le président, que vous forciez le député de Berthier à retirer ses paroles et les expressions antiparlementaires et honteuses qu'il vient de proférer en cette Chambre. Et s'il refuse de le faire, j'ordonne que vous fassiez rapport à l'Orateur et que le député soit nommé.

M. Bastien (Berthier): M. le président, je retirerai mes paroles à condition que le ministre du Travail retire ses insultes envers moi. Il a été le premier à sortir des termes non parlementaires et à faire des attaques d'une indécence...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au président d'intervenir. Je veux que le député soit forcé de retirer ses paroles, ou qu'on prenne les moyens en conséquence. Je n'endurerai pas, pour l'honneur de la Chambre, qu'on donne à la Chambre pareil spectacle.

Le député de Berthier s'est comporté de façon que je ne veux pas qualifier. Il ne s'est exprimé ni en gentleman ni comme un homme apte à fréquenter quelque endroit respectable, et encore moins l'Assemblée législative. Cela révèle un état d'âme avec lequel la Chambre n'a rien à voir, à faire. Je ne permettrai pas qu'un député tienne une pareille conduite. Qu'il retire ses paroles sans condition!

M. Bastien (Berthier) se lève pour protester de nouveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'il retire ses paroles sans condition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)⁴¹: M. le président, les scènes de cette nature sont évidemment toujours regrettables, mais si le premier ministre veut s'en tenir à cette décision, à son exigence, je crois qu'il a tort. Vous avez entendu tout à l'heure le ministre du Travail insulter le député de Berthier pendant 15 minutes. Le député de Berthier a été insulté et outragé dans sa vie privée, qui ne nous concerne pas, et de toute manière, pas le ministre du Travail.

Ainsi provoqué, il a répondu du même ton et on veut le rappeler à l'ordre. Je crois que les deux devraient se rétracter. Maintenant qu'il est refroidi, je dirai au premier ministre qu'il n'a pas rappelé à l'ordre le ministre du Travail. Il ne saurait y avoir pour deux députés deux mesures différentes⁴².

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Qui a commencé?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si on adoptait, aussi, l'attitude qui devrait caractériser tout président de comité et tout Orateur de la Chambre, on interviendrait avant qu'on n'en arrive à des scènes de cette nature. Mais non! On n'a pas rappelé le ministre du Travail à l'ordre. C'est pourquoi je demande, je crois que mon collègue de Berthier devrait se rétracter, mais le ministre du Travail aussi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai soulevé un point d'ordre lorsque le député de Berthier a commencé à s'attaquer au ministre du Travail. Il ne s'agit purement et simplement que du député de Berthier. Si le ministre du Travail avait été hors d'ordre, l'opposition aurait dû soulever un point d'ordre. Le ministre du Travail n'a pas été rappelé à l'ordre tout à l'heure. S'il l'avait été, j'aurais été le premier à souhaiter qu'il retire ses paroles. La conduite du député de Berthier n'est pas conforme à la conduite d'un gentilhomme et d'un député.

Nous ne sommes pas pour déshonorer la Législature, nous avons droit de donner l'exemple du respect dû à notre race, à nos traditions. Nous sommes la seule province française du pays et les députés doivent donner l'exemple du respect, dans l'intérêt de la race et de l'Assemblée législative. Je lui demande donc, au député de Berthier, de retirer ses paroles, ses expressions, sans conditions. Tant que je serai premier ministre, je n'endurerai pas. Oh! Ce n'est pas pour moi en particulier, je suis habitué aux insultes, je puis endurer les injures, mais dans l'intérêt général, comme premier ministre, je ne permettrai jamais qu'on vienne déshonorer la Législature.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Des scènes telles que celle qui vient de se produire ne devraient jamais exister dans cette Chambre. Mais il ne faut tout de même pas jeter tout le blâme sur le député de Berthier. Le premier ministre a tort de se jeter ainsi sur le député de Berthier, car c'est le ministre du Travail qui a commencé.

N'y avait-il donc pas d'injures dans les expressions que le ministre a employées lorsqu'il a parlé de bombes? Et pendant que le ministre du Travail invectivait le député de Berthier, le premier ministre n'a rien dit. Aussi, le député de Berthier a été attaqué, s'est défendu et il a rencontré son adversaire, le ministre du Travail, sur son propre terrain. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) devrait être blâmé le premier.

Encore une fois, de telles scènes sont très regrettables, et je crois que si le ministre et le député de Berthier retiraient chacun les paroles offensantes qu'ils ont prononcées, ce serait juste et ça clorait le débat.

M. le président: Lorsque le ministre du Travail a parlé, aucun député de l'opposition n'a protesté et soulevé d'objection, de point d'ordre. J'en ai conclu que personne n'était visé.

(Rires narquois à gauche)

Suivant la coutume parlementaire, le président attend que l'on souleve une objection pour intervenir et décider. Mais lorsque le député de Berthier a parlé, le premier ministre a soulevé un point d'ordre, j'ai demandé le silence et le député de Berthier a continué à parler et à crier quand même. Je lui ai enjoint de s'asseoir et de se taire, mais il a refusé et il a crié pendant deux minutes malgré mes objurgations répétées. Je l'ai rappelé à l'ordre, mais vainement, car il a continué quand même. Je lui demande donc de retirer les paroles qu'il a prononcées et qui peuvent être insultantes.

M. Bastien (Berthier) refuse de retirer ses paroles et ne dit pas un mot.

M. le président: S'il ne retire pas ses paroles, je ferai rapport à l'Orateur.

M. Bastien (Berthier): Je retirerai mes paroles à condition que le ministre du Travail retire les siennes.

M. le président: Puisque M. Bastien refuse, dit-il, je dois faire rapport de l'incident à l'Orateur de la Chambre.

Rapports de comités:

Rappel à l'ordre du député de Berthier, M. Bastien

M. Trudel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, pendant la discussion d'un crédit, une discussion s'est élevée entre le ministre du Travail et le député de Berthier. À la suite des paroles prononcées par le député de Berthier et qui contenaient des imputations injurieuses au ministre du Travail, le premier ministre a soulevé un point d'ordre, a essayé de le rappeler à l'ordre sans succès. J'ai essayé également, en vain. Le député de Berthier, loin d'obtempérer aux ordres du président du comité qui lui enjoignait de se

taire et de s'asseoir, a continué à crier pendant deux minutes, puis a refusé de retirer ses paroles.

M. l'Orateur: Suivant le rapport qui m'est fait par le président du comité, un désordre grave s'est produit pendant la discussion d'un crédit. Le président du comité s'est levé pour faire cesser ce désordre grave, mais malgré la demande réitérée du président du comité, le député de Berthier a continué ce désordre grave, puis a refusé de retirer ses paroles, et en alors appelé au président.

Je demanderais au député de Berthier de retirer les paroles injurieuses qu'il a prononcées à l'égard du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay).

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me permets d'attirer l'attention du président sur l'article 284 du Règlement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le député de Berthier (M. Bastien) retire ses paroles.

M. Bastien (Berthier): Je regrette de ne pas avoir obéi, obtempéré, selon le Règlement, aux ordres du président du comité et de ne pas m'être tu et assis quand il me l'a demandé. Je reconnais que j'ai eu tort.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas rien que ça. Ce n'est pas suffisant, car le député doit retirer ses expressions, les paroles offensantes qu'il a prononcées contre le ministre du Travail et qui n'étaient pas parlementaires.

M. l'Orateur: Le député de Berthier doit retirer les expressions qu'il a prononcées et qui n'étaient pas parlementaires.

M. Bastien (Berthier): Si j'ai prononcé des paroles non-parlementaires, je le regrette, mais si je l'ai fait, c'est parce que j'ai été provoqué, et, si je les retire, je ne les pense pas moins. Je le regrette, mais je le pense quand même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que, suivant les règlements formels de la Chambre, le député de Berthier retire les paroles offensantes qu'il a prononcées, et sans commentaire ni condition.

M. l'Orateur: Je ne puis accepter la déclaration du député. Ce retrait n'est pas conforme aux règlements. Il doit, suivant les règlements, retirer

simplement ses paroles, sans commentaires, et surtout ne pas dire, ajouter, comme il le fait, que, s'il retire ses paroles, il les pense quand même. C'est la deuxième fois que je lui demande de retirer ses paroles.

Il sait que si je suis obligé de lui demander une troisième fois, les règlements m'obligent à employer à son égard des sanctions, et que je serai obligé de le nommer.

M. Bastien (Berthier): Je retire mes paroles.

Subsides

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des établissements industriels et commerciaux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi les ordonnances de l'Office des salaires raisonnables ne sont pas publiées par le gouvernement dans tous les journaux au lieu de l'être seulement dans la *Gazette officielle*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amendements à la loi des conventions collectives de travail ont été faits seulement après qu'une enquête approfondie sur le sujet ait été réalisée par les représentants ouvriers et les experts. Dans le cas des conventions collectives de travail, il s'agit d'une entente entre patrons et ouvriers, et il est juste que tous les intéressés soient avertis.

Or, la *Gazette officielle* est peu connue dans le public, n'est pas lue par la population ouvrière en général, et le ministre du Travail a jugé préférable de publier ces avis dans tous les journaux dont la circulation est susceptible d'atteindre le plus grand nombre d'intéressés, dans le district où elles s'appliqueront, tout comme c'est le cas pour l'augmentation des dépenses.

Les contrats collectifs ont un avantage, celui d'une entente entre les intéressés, mais ils ont aussi un inconvénient, celui de l'extension juridique. C'est pourquoi il faut que tous les intéressés soient avertis. Alors pourquoi critiquer le gouvernement pour une mesure aussi sage?

Si l'opposition réfléchissait, elle serait contrainte de faire sans cesse des compliments au gouvernement. (Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les ordonnances auraient bien plus besoin d'être publiées dans les journaux, étant donné qu'elles s'adressent à cette partie de la classe ouvrière qui est la moins organisée et la moins protégée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une différence entre une convention collective et une ordonnance: l'une est une entente entre les intéressés alors que l'autre est un jugement émanant d'un tribunal. Les conditions qui guident l'application de ces ordonnances rendent une telle publication non nécessaire.

On discute sur l'ordonnance no 5, pour dire que les conditions de travail et les salaires doivent être affichés sur les chantiers.

M. Bastien (Berthier): Le ministre pourra-t-il nous dire quand l'ordonnance no 4 sera mise en vigueur?

Une voix: Hors d'ordre.

M. le président: Hors d'ordre.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a parlé de l'ordonnance no 5 et personne n'a dit qu'il était hors d'ordre. Pourquoi alors ne pourrais-je pas parler de l'ordonnance no 4?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député ne sait pas distinguer entre 4 et 5, ce n'est pas surprenant qu'il ait été élu par seulement une voix.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande quelques autres questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent quatorze mille cent quatre-vingt quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939⁴³.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je veux savoir, dit-il, pourquoi aucun montant n'a été placé dans le budget du travail concernant les pensions de

vieillesse, qui représenteraient une somme d'au moins \$3,000,000. Je veux savoir d'où l'argent proviendrait, puisque aucune disposition n'est prévue à cet effet dans le budget de l'année qui s'en vient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'argent nécessaire sera trouvé, car le surplus du revenu ordinaire par rapport aux dépenses ordinaires est de plusieurs millions de dollars.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je me permettrai d'attirer l'attention de la Chambre sur un fait. Certains individus se servent des pensions de vieillesse pour mousser les journaux gouvernementaux. Des personnes, et j'en nommerai, M. Maurice Fortier, entre autres, vont trouver les vieillards qui reçoivent leur pension et leur disent: Vous allez perdre votre pension si vous ne vous abonnez pas au *Journal*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout dernièrement, mon attention a été attirée...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce un point d'ordre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... sur des faits de cette nature. Ayant été mis au courant de l'affaire par le député de Rivière-du-Loup, j'ai donné au département du procureur général des ordres, des instructions immédiates pour qu'on enquête et qu'on sévisse, pour que ces faits cessent immédiatement.

On n'a pas le droit de se servir des lois sociales pour faire de pareilles choses. Nous ne souffrirons pas et je n'endurerai pas que l'on se serve de lois sociales aussi justes que la loi des pensions aux vieillards pour obtenir par intimidation ou autrement des abonnements à n'importe quels journaux, et du *Journal*, comme les autres.

Et j'ajouterai que si le député me donne la preuve que la chose est arrivée, qu'un individu s'est servi de ces méthodes, je m'engage à sévir sans pitié, quelles que soient les affiliations politiques des personnes en cause. Un homme n'a pas le droit de se servir des lois sociales pour faire de pareilles choses, de se servir d'un moyen comme celui-là pour abonner à un journal, fût-il le meilleur journal.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On voudra bien remarquer qu'en faisant cette plainte, je n'ai attaqué ni le gouvernement ni *Le Journal*. Et je suis heureux de la décision prise par le premier ministre.

Un curé, dit-il, m'a écrit pour dénoncer les méthodes employées par ce M. Fortier, un de ces solliciteurs. Il lit alors une lettre d'un curé, à ce sujet.

J'offre au premier ministre de lui montrer la lettre, s'il veut bien la considérer comme confidentielle, en lui demandant de tenir le nom du signataire secret, car celui-ci ne veut pas que son nom soit mentionné.

J'ai reçu des plaintes semblables, ajoute-t-il, de Trois-Pistoles et de L'Isle-Verte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) ajuste son lorgnon et prend la lettre que lui apporte un page. Le député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), qui est assis aux côtés du premier ministre, jette un coup d'œil sur la lettre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), mais au premier ministre que j'ai montré la lettre, et je l'ai prié de la considérer comme confidentielle. Je n'accorderais pas la même confiance à tous les ministres, pas même au ministre du Travail.

Des partisans du gouvernement se sont servis d'arguments semblables dans Bagot pour faire voter les électeurs pour le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je donnerai un conseil au député. Qu'il dise donc à ses amis d'Ottawa de ne pas passer dans les comtés, comme ils l'ont fait dans Bagot, pour dire aux électeurs: Si vous voulez voter pour M. Godbout, nous allons vous donner des grains de semence pour rien, payés par le fédéral.

La discussion continue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) chine, taquine le député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ses électeurs sont contents de lui, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'ils sont donc heureux! Car ils ont trouvé le secret du bonheur: ils savent se contenter de peu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je souligne que j'ai déjà posé une question au *Feuilleton* relativement au sort fait aux anciens inspecteurs des pensions de vieillesse engagés par le régime Godbout et qui n'ont pas été payés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous les renseignements seront prêts d'ici peu. À l'heure actuelle, on a payé \$3,000⁴⁴ dans une dizaine de comtés, partout où, après enquête, on constata que l'ouvrage avait été bien fait. Ceux qui ont réellement travaillé ont été payés et ceux qui n'ont fait que de la politique ne seront pas payés. Le total des réclamations doit varier entre \$20,000 et \$30,000⁴⁵.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au lieu de procéder ainsi, on devrait laisser les réclamations venir devant les tribunaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'a pas toujours eu une confiance égale dans les tribunaux, puisqu'il a voté la loi Dillon⁴⁶ qui a assommé tous les juges d'un seul coup.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous avez vous-même été un de ceux qui profitèrent de la loi Dillon, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je nie et j'offre au chef de l'opposition de démissionner comme député de Trois-Rivières s'il peut prouver cela, à la condition que lui-même s'engage à démissionner s'il ne peut le faire.

J'aimerais ça, dit-il, voir le chef de l'opposition dans une élection. Il pourrait se consoler après en disant: Je ne me suis pas fait élire, mais je n'ai pas eu peur de me battre.

La discussion continue sur la loi Dillon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt, dit-il, à proposer une loi donnant un effet rétroactif pour permettre de continuer les contestations de 1931, bloquées par la loi Dillon. Mais, dit-il, j'avertis le chef de l'opposition qu'il se place dans de mauvais draps. Il y avait 65 contestations contre ses amis.

Il n'a pas le droit de les embêter ainsi, particulièrement l'ancien premier ministre, M. Taschereau! Ça fait assez pitié de voir que le chef de l'opposition actuel fait tout pour massacrer ses amis libéraux et son parti! Si personne ne veut défendre, protéger le Parti libéral, je vais prendre sa défense, moi!⁴⁷

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Riant) Je ne désire pas les services du premier ministre pour cela!

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre parle ainsi de la loi Dillon, lui qui reprocha l'attitude prise par son chef, M. Houde, lors des contestations en bloc. Le premier ministre s'entraînait déjà à poignarder son chef comme il devait le faire pour d'autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pourrais soulever un point d'ordre, dit-il, mais on ne doit pas exécuter les règlements à la lettre lorsqu'il s'agit de ceux qui ne sont pas responsables.

M. Bastien (Berthier) continue ses remarques et reproche au premier ministre de ne pas donner le ton à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) taquine le député de Berthier qui lui reproche alors de ne pas suivre les règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien il y a d'inspecteurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a plus à Montréal qu'à Trois-Rivières, parce qu'il y a plus de monde, et il y en a moins à Québec qu'à Montréal, pour la même raison, et moins à Trois-Rivières qu'à Québec, toujours pour la même raison⁴⁸.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelle réponse intelligente!

Une voix: Il y en a deux cents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand appliquera-t-on la loi de l'aide aux mères nécessiteuses?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui dit de ne pas s'inquiéter.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les mères nécessiteuses écrivent à l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elles ont bien tort, pour ce qu'elles ont obtenu de l'ancien régime!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors c'est tous les renseignements qu'on peut avoir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire avec la pension aux mères nécessiteuses qui n'est pas incluse dans le budget?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, d'après les items, les estimés budgétaires, prévoit un surplus de \$7,000,000 à \$8,000,000, et la province aura bien le moyen de payer ces pensions au moment voulu sans pour cela s'exposer à un déficit.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 22 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

École supérieure des pêcheries

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Avant d'en venir aux négociations, aux tractations qui aboutirent à la décision de fonder cette école, j'aimerais d'abord faire l'historique du développement de l'industrie de la pêche dans la province de Québec, et particulièrement dans la Gaspésie.

L'entente conclue en 1922, dit-il, entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec, qui remettait

les pêcheries à la province, était préjudiciable à la province, et rien n'a été fait jusqu'ici dans le domaine scientifique en ce qui concerne les pêcheries. Il est grand temps de créer une école du genre de celle que le gouvernement veut fonder au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Depuis mon arrivée au pouvoir, dit-il, j'ai étudié les moyens à prendre pour améliorer la situation de nos pêcheries. J'ai rencontré les autorités de l'école d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière qui ont offert d'assumer la direction de cette école.

L'institution dispensera aux pêcheurs, dit-il, non seulement l'enseignement scientifique, mais aussi l'enseignement sur les coopérations. Le gouvernement y pose cependant une condition, celle que l'école des pêcheries assume l'organisation de coopératives en vue de grouper les pêcheurs afin de les rendre capables de subir la concurrence. On enseignera aux jeunes pêcheurs les meilleures méthodes, et, par le biais de leur organisation coopérative, ils seront en mesure de commercialiser leur poisson de manière plus profitable.

J'en profite pour rendre hommage au Collège d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, mon *alma mater*, pour tout ce que cette institution a fait pour le développement éducationnel et agricole dans la partie est de la province de Québec. Je souligne que l'on y aura la location et les professeurs sans frais.

Le gouvernement, dit-il, y a déjà formé un corps d'experts en matière de pêcheries, et la seule dépense qu'il faudra y faire, ou à peu près, sera de monter, aménager un laboratoire de technologie. Des cours de base y seront donnés l'hiver et, durant l'été, les élèves se transporteront en Gaspésie, où ils suivront des cours pratiques. L'école supérieure des pêcheries s'assurera la collaboration de la station expérimentale de Grande-Rivière, dirigée par le docteur Labrie, et de l'Institut biologique de Trois-Pistoles, qui sera transporté avant longtemps en Gaspésie.

Il anticipe la coopération de cet organisme avec les deux précédents.

Il fait ici l'éloge du Dr Labrie, directeur de la Station expérimentale, puis il explique que le gouvernement, en créant cette école supérieure des pêcheries, veut former des techniciens qui seront chargés ensuite de l'organisation de coopératives, tout comme cela se fait au Nouveau-Brunswick.

Il déclare qu'il s'agit là d'une expérience et il prévient la Chambre qu'il est loin de s'attendre à des succès immédiats. Mais il ne doute pas que les effets se feront sentir avant longtemps, et que les efforts du

gouvernement pour promouvoir les intérêts des pêcheries de la province seront couronnés de succès encore plus grands que ceux auxquels on doit s'attendre.

Il fait l'éloge de Son Excellence Mgr Ross. En terminant, il félicite Mgr Ross et tout le clergé de la Gaspésie, pour leur entière coopération avec le gouvernement. Il dit qu'il a bon espoir qu'il n'y aura aucune opposition à ce projet de loi car, pour sa part, il est loin de trouver exagérée la somme de \$25,000 demandée pour la création de cette école des pêcheries.

Il termine en demandant à la Chambre de montrer son appréciation de cette école en adoptant le bill.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) félicite le gouvernement de cette initiative, du souci qu'il porte aux pêcheurs. Les efforts de l'Union nationale ne doivent pas s'arrêter là.

Il demande au gouvernement de faire autant, si possible, pour les pêcheurs de la Gaspésie, que ce qu'il a fait jusqu'ici pour la classe agricole de la province. Il est persuadé que leurs efforts seront garants de prospérité et de stabilité pour les électeurs de son comté, ainsi que pour ceux des comtés voisins.

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Loi des liqueurs alcooliques, article 34

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant l'article 34 de la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi a pour objet d'autoriser l'octroi de permis de vente de bière et de vin aux repas, pendant la saison du tourisme, dans les hôtels de villégiature d'au moins 15 chambres.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du bill est de fixer l'interprétation de la section 4 de la loi 2 George VI, chapitre 59, relative aux taux d'intérêt et qui peuvent être exigés sur les taxes municipales et scolaires. C'est pour rendre la loi plus claire.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juridiction des tribunaux de Rimouski et de Saguenay

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 relatif à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Entrepôt frigorifique à L'Isle-Verte

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toutes correspondances, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toutes personnes relativement à l'établissement d'un entrepôt frigorifique à L'Isle-Verte, dans le comté de Rivière-du-Loup.

La motion est adoptée.

Succession Lawrence Wilson

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 concernant la succession de feu Lawrence Wilson.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le comité se lève.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport⁴⁹.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Val-d'Or

M. Lesage (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 107 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lesage (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 constituant en corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie La Survivance

M. Pouliot (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 constituant en corporation La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Adopté.

En comité⁵⁰:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'étonne, dit-il, que l'on n'ait pas demandé comme parrain le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard)⁵¹. Pourquoi la loi n'est pas présentée par le chef de l'opposition?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est parce que les intéressés connaissent la belle mentalité du gouvernement actuel. Ils savent que tout bill, pour avoir la moindre chance d'être au moins étudié, doit être présenté par un ministériel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) taquine le chef de l'opposition.

Les articles 1 à 27, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Pouliot (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration, la vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande des nouvelles de la seigneurie Thomas. Il demande si les colons du Squatec et ceux de la seigneurie Thomas, du Lac Témiscouata auront, bénéficieront de ces primes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député, l'opposition, pose des questions, et nous, le gouvernement, nous posons des actes. Le gouvernement, que le député de Rivière-du-Loup ne critique pas trop violemment parce que c'est un honnête homme, a dit, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, à la compagnie Fraser, qui administre la seigneurie Thomas et la succession Languedoc: Il y a assez longtemps que vous menez le gouvernement, nous allons vous mener maintenant. Nous avons pris des terrains au nord du lac Témiscouata.

Nous avons ajouté à cela d'autres terres. Nous avons partout établi des colons là où l'on avait si longtemps refusé tout établissement. Après 50 ans de démarches inutiles par l'ancien régime, le gouvernement d'Union nationale a fait disparaître la seigneurie Thomas, cet obstacle à la colonisation,

conformément à son programme, qui était un programme de justice pour tous, de bon ordre. Les mesures prises par le gouvernement ont jeté une lueur d'espoir parmi les colons exploités par l'ancien régime.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'ai écouté avec attention le discours intéressant du premier ministre. La meilleure partie est encore celle où il a dit que j'étais honnête. Il y a donc d'honnêtes gens de ce côté-ci de la Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'exception confirme la règle.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais à quel prix a-t-on pu établir ces colons? Qu'est-ce donc que cela a coûté au gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout le monde a compris quand j'ai donné mes explications. Il me semble que c'est clair. Nous avons conclu une entente avec la compagnie en vertu de laquelle le gouvernement a le droit de prendre 65,000 à 70,000 acres de terre et de lots, avec entente à l'effet que les colons établis là-bas seront complètement exempts de tout paiement. Le prix des terres sera déterminé par les trois médiateurs.

Nous avons réussi à éliminer toutes les tactiques dilatoires qu'on prenait pour retarder l'établissement des colons. C'est vous dire que le gouvernement sait parler aux trusts et se tenir debout devant eux. S'il est vrai que le comté de Témiscouata a été démembré pour faire un comté du district de Rivière-du-Loup, il est aussi vrai qu'au point de vue patriotisme et intérêt à ses électeurs, le député de Rivière-du-Loup n'est qu'un démembrement du député de Témiscouata (M. Dubé).

(Rires)

Ce que nous voulons, en somme, ce sont maintenant des colons libres sur des terres libres. C'est la grande politique du gouvernement en matière de colonisation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Des colons libres; la compagnie Fraser exige encore des colons des rentes seigneuriales, des droits de coupe. Elle leur fait payer leurs lots.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devons donner aux colons tous les éléments de stabilité. Il faut d'abord borner les terres. La province devient propriétaire sans hypothèques ni conditions.

Le député est mal renseigné, la loi ne prévoit pas le paiement de quelque droit que ce soit. Sous l'Union nationale, plus de servitude, de servage et d'esclavage. C'est le régime de la liberté.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne suis pas sensible aux fleurs. Le premier ministre, pour m'empêcher de parler des colons, dira souvent que j'aspire à être un chef. Non. J'ai confiance en mon chef actuel. Je dis cependant qu'il n'y a pas un colon d'établi librement sur des terres libres dans le Témiscouata. Dans son discours de réplique sur l'adresse en réponse au discours du trône, le premier ministre a dit qu'ils sont libres. Maintenant, il dit qu'ils seront libres. Je lui demande de me donner un seul nom de colon, établi sur la seigneurie Thomas, qui soit libre sur une terre libre du Témiscouata.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admire le député de Rivière-du-Loup qui ne veut pas être comparé au chef de l'opposition. Je le comprends. Il ne veut pas non plus le remplacer. Tant mieux. Personne, au point de vue du gouvernement, ne pourrait faire mieux l'affaire que le chef actuel.

(Rires)

Sous l'ancien régime, on faisait de la colonisation sur des lacs. On faisait du retour à la terre dans l'eau. Nous voulons, nous, que les colons ne soient pas tracassés. Nous voulons d'abord borner les terres. L'opposition, qui l'est, devrait savoir cela.

(Rires)

À l'heure actuelle, nous avons conclu une entente avec la compagnie. Quant aux noms des colons, je ne reprocherai pas à l'opposition de vouloir avoir des noms vu qu'elle a perdu le sien. La meilleure manière d'établir des colons, comme de construire une maison, c'est de bien établir les fondations, c'est fait. Nous avons aussi cherché le sol sur lequel établir ces fondations, c'est fait. Nous voulions aussi la radiation de la servitude. C'est fait. Le député de Rivière-du-Loup dit que le gouvernement a deux ans d'existence, ça ne fait pas deux ans. Quand l'ancien régime pendant 40 ans n'a rien fait, nous, pendant moins de deux ans, avons fait plus que lui.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien de colons ont été établis à la seigneurie du lac Témiscouata?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Beaucoup a été fait. Toutes les procédures pour

assurer la délivrance des terres de colonisation dans ce comté sont accomplies, et plusieurs personnes font des demandes pour s'établir sur ces lots.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand produirez-vous les documents que j'ai demandés à ce sujet, et que la Chambre a ordonné de produire...?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bientôt.

M. Tardif (Frontenac): Je...

M. Boyer (Châteauguay): Adopté.

M. Tardif (Frontenac): Une petite minute encore.

M. Boyer (Châteauguay): Es-tu colon?

M. Tardif (Frontenac): Je voudrais en quelques mots faire l'historique de la seigneurie Crevier de Frontenac qui a une superficie très considérable, où il y aurait lieu d'alimenter, d'établir 13 paroisses. C'est donc dire que c'est un projet très intéressant.

Il donne lecture d'un papier, d'un document où sont relatées les anciennes concessions faites à la seigneurie Crevier sous l'ancien régime.

Il faut se hâter de rendre la seigneurie à la colonisation avant que la compagnie Breakey n'ait fini d'y couper tout le bois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais étudier très soigneusement la question, dit-il, mais l'achat de lots forestiers cause de fortes dépenses. Il fait l'éloge du député de Frontenac.

M. Perron (Beauce) demande que l'on fasse de la colonisation de proche en proche dans les paroisses actuellement constituées de la Beauce plutôt que d'envoyer les jeunes gens en Abitibi ou ailleurs. Il y a actuellement 1,568 lots de bonne terre qui pourraient être utilisés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet est très intéressant. Il fait l'éloge de M. Perron.

M. Bastien (Berthier) soumet le cas d'un colon de Ham-Sud, comté de Wolfe.

La discussion s'engage avec le député de Wolfe (M. Vachon).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le plus grand piller de lots de la région a été M. Thomas Lapointe, ancien député du comté de Wolfe, et si le député de Berthier veut débarrasser la province des pillers de lots, qu'il commence par la débarrasser des activités de M. Lapointe dans ce domaine.

Il conseille au député de Berthier de ne pas se fier aux renseignements que lui donne M. Lapointe.

M. Bastien (Berthier) défend M. Lapointe.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et d'ensemencement (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation et la Société d'aide aux colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration et publicité (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. *Le Soleil* du 23 mars 1938, à la page 3, rapporte: "une gerbe de roses avait été présentée auparavant à M. Bertrand".

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. *La Patrie* du 23 mars 1938, à la page 14, rapporte le montant de \$34,000.

4. *L'Action catholique* du 23 mars 1938, à la page 18, dit que cet avocat était Me Valmore Bienvenu.

5. *La Patrie* du 23 mars 1938, à la page 14, rapporte le montant de \$14,000.

6. *L'Action catholique* du 23 mars 1938, à la page 18, rapporte le montant de \$1,000,000, mais les autres journaux font mention de \$500,000.

7. *L'Événement* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte qu'à ce moment, "il se produit un vacarme où les interpellations des adversaires se confondent".

8. Voir note 2.

9. Voir note 2.

10. *La Presse* du 23 mars 1938, à la page 16, rapporte qu'il applaudit ensuite, après sa remarque.

11. Selon *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 8, le premier ministre a fait cette dernière remarque en "se tournant vers les banquettes à l'arrière".

12. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

13. Voir note 2.

14. *La Presse* du 23 mars 1938, à la page 16, rapporte que le chef de l'opposition fait cette demande parce qu'"il y a plusieurs montants pour dépenses de voyage et salaires".

15. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte que le reste de cette intervention "est perdu dans le chahut".

16. *Le Soleil* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte que "le crédit est voté. On passe alors au crédit de \$35,000 pour la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail."

17. Le libellé de ce crédit n'est pas inscrit aux subsides de cette séance, mais plutôt à la séance du 7 avril 1938. Ceci nous indique que le crédit de \$35,000 a bel et bien été soumis au comité des subsides, à cette séance, tel qu'indiqué selon les quotidiens dépouillés, mais qu'il n'a cependant pas été adopté à cette même séance. Un crédit n'est inscrit aux *Journaux de l'Assemblée législative* qu'à la séance à laquelle il a effectivement été adopté.

18. *Le Soleil* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte que cette remarque a été faite en badinant.

19. *Le Soleil* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte que cette remarque fut faite en se moquant.

20. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, pour permettre la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

21. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 8, mentionne que le ministre est "devenu écarlate".

22. À ce moment, *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte que "M. Tremblay est rouge de rage et ne se contient plus". *L'Action catholique* du 23 mars 1938, à la page 18, ajoute que "M. Tremblay est visiblement de méchante humeur".

23. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, mentionne qu'il est "violent et emporté". *L'Événement* du 23 mars 1938, à la page 8, ajoute que "c'est en tremblant qu'il prend la parole".

24. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte qu'à ce moment "le ministre du Travail élève encore la voix". Le journal ajoute qu' "il y a effervescence en Chambre". *L'Événement* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte que "l'on rit à certains endroits. Ailleurs on crie et s'agite".

25. *L'Événement* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte que le député de Berthier (M. Bastien) fait cette déclaration en riant.

26. *The Gazette* du 23 mars 1938, à la page 1, rapporte qu'en disant ceci, "il serre un poing et, de l'autre, pointe le tapis devant son bureau".

27. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte que le ministre ne se contient plus. Et *L'Action catholique*, à la page 18, mentionne qu'il est violent.

28. *L'Événement* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte ceci: "Comme il (M. Tremblay) s'arrête un moment, cherchant ses mots, l'on s'esclaffe à la ronde".

29. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte qu'il dit sa remarque en "se contenant".

30. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte qu'à ce moment, il est "encore hors de lui".

31. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte qu'à la suite de ces applaudissements, "MM. Rochefort, Grégoire, Bélanger et presque tous les députés de centres urbains se gardent d'applaudir malgré l'entrain qu'y met le premier ministre".

32. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, mentionne qu'il est "plus écarlate que jamais".

33. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte qu'à ce moment le député de Berthier (M. Bastien) s'échauffe soudainement.

34. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte que "le premier ministre est debout, M. Tremblay aussi, serrant les poings, d'autres se lèvent".

35. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte que "le président cesse de crayonner des dessins. Il se joint au concert d' "à l'ordre" qui pleut partout à droite et à la gauche ministérielle".

36. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte que le député de Berthier (M. Bastien) fait cette déclaration en "ne se contenant plus, le visage empourpré". Le même journal ajoute qu'à la fin de son intervention "les mots se perdent".

37. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte qu'à ce moment "la Chambre est dans une effervescence qui rappelle l'abject incident Chaloult de l'an dernier". Rappelons qu'au cours des séances des 18 et 19 mai 1937, les points d'ordre pleuvent suite aux accusations portées par l'honorable

M. Duplessis contre M. Chaloult. Ce dernier était alors accusé d'avoir surchargé des honoraires à un client. M. Duplessis fit lecture d'une lettre adressée à l'honorable M. Onésime Gagnon, Bâtonnier du Barreau de Québec, confirmant que M. Chaloult avait remboursé \$225 suite à une plainte dont il faisait l'objet. La production de ces deux lettres créa un tel climat de désordre, car disait M. Chaloult, cela violait le secret professionnel de l'avocat qu'il était.

38. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte que le député de Berthier (M. Bastien) fait sa déclaration en "dominant le tumulte et criant à tue-tête".

39. Après cette déclaration, *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte ceci: "tapage infernal de bureaux, de cris, de rugissements. M. Tremblay s'avance les poings serrés, les yeux quasi exorbités. Le premier ministre tente de dominer le tumulte en proférant des menaces. Des roses que certains ministériels avaient à leur boutonnière s'effeuillent. Les pétales tombent dans les gestes de forcenés qu'on décrit dans l'air. Le public des galeries se penche vers le parquet."

40. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, rapporte que le député fait cette déclaration en "continuant sur le même ton".

41. *Le Canada* du 23 mars 1938, à la page 9, dit que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) parle "très posément".

42. *La Presse* du 23 mars 1938, à la page 16, et *L'Action catholique* du 23 mars 1938, à la page 18, rapportent plutôt "pour deux députés une seule mesure". Cependant, le contexte nous porte à croire que la version "pour deux députés deux mesures" est plus appropriée.

43. Les journaux rapportent que ce crédit est pour la pension de vieillesse. Cependant, le procès-verbal n'en fait aucunement allusion.

44. *Le Soleil* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte le montant de \$4,000.

45. *Le Soleil* du 23 mars 1938, à la page 8, quant à lui, rapporte que les réclamations se chiffrent à environ \$25,000.

46. Il s'agit de la loi modifiant la loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20),

présentée par Joseph Henry Dillon, député de Montréal-Sainte-Marie et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau. La "loi Dillon" a été votée au lendemain des élections provinciales du 24 août 1931. Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua lorsque Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Sanctionnée le 17 décembre 1931, cette loi fut l'une des premières à être abrogées par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936. Bien qu'il fût contre ces contestations électorales soutenues par son chef d'alors, Camillien Houde, M. Duplessis condamna cette loi "arbitraire et tyrannique", car il incombait aux tribunaux et non à la Chambre de déclarer les élections injustifiables.

Quant à M. Duplessis, son élection fut également contestée, mais il préféra soumettre sa cause devant les tribunaux. Il prétendit que les tribunaux lui avaient donné raison, le juge ayant renvoyé la plainte. Il avait fait admettre à son adversaire que, la veille de l'élection, ce dernier avait reçu de la boisson des organisateurs libéraux pour aller voter contre lui et qu'on avait promis à ce dernier un emploi au gouvernement pour contester son élection.

Même si son élection fut contestée et était soumise à la loi Dillon, M. Duplessis prétendait avoir été élu légitimement, contrairement aux membres du gouvernement ayant conservé leur siège en vertu de la loi Dillon, car cette loi, disait-il, permettait aux membres du gouvernement dont les élections étaient contestées de s'acquitter eux-mêmes de leurs accusations en se faisant justice eux-mêmes par cette loi, se substituant ainsi aux tribunaux.

47. *Le Devoir* du 23 mars 1938, à la page 6, rapporte que "la Chambre s'amuse de cette offre de bons offices du premier ministre".

48. *Le Devoir* du 23 mars 1938, à la page 6, rapporte que cette intervention fut faite "avec une moqueuse gravité".

49. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

50. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

51. *Le Soleil* du 23 mars 1938, à la page 8, rapporte que le premier ministre fait cette remarque parce qu'"il s'agit d'une compagnie de Saint-Hyacinthe".

Séance du mercredi 23 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Tellier (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard, à Beauport;

- bill 138 relatif à The Empire Trust Company.

**École d'agriculture
à Ville-Marie**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il convient de laisser la conduite de ces écoles aux meilleurs éducateurs de notre peuple, les corporations religieuses;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer dans une large mesure à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Ville-Marie;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec une corporation religieuse, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Ville-Marie, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à ladite corporation, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de quinze mille dollars et une bourse mensuelle n'excédant pas neuf dollars par élève, jusqu'à concurrence de soixante élèves.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède auront leur effet depuis le premier décembre 1937.

Cette loi fait suite au programme, au projet que le gouvernement a mis en pratique depuis qu'il est au pouvoir. Le gouvernement continue par là son œuvre de diffusion de l'enseignement agricole. Nous voulons que l'enseignement agricole soit le même dans toute la province.

Voilà pourquoi le gouvernement tient à créer dans la province des écoles similaires. L'enseignement sera uniformisé et l'on a choisi le système le moins dispendieux.

Il explique la nécessité de créer des écoles d'agriculture pour la promotion de la classe agricole et demande un appui unanime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'opposition si elle est en faveur qu'on vienne en aide à la classe agricole de Québec².

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition s'est prononcée précédemment sur deux bills similaires et ne voit aucune raison de débattre la question. L'opposition est en faveur de ce bill.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 39 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie. Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Saint-Laurent

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Duguay), que les dispositions du Règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la publication des avis, à l'examen et à la présentation des bills privés, soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent. Adopté.

M. Carignan (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 144 concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent. Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes, article 423

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant l'article 423 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité³:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 423 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102), est modifié en remplaçant le mot "trois", dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, par le mot "six"."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'on prolonge de trois à six mois le délai accordé pendant lequel le ministère des Affaires municipales peut désavouer un règlement municipal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que le terme de six mois est un peu long pour le désaveu des règlements municipaux. Il ne faut pas oublier que ces règlements viennent en vigueur 15 jours après leur passation. Les intérêts des tiers pourront être ainsi lésés. Dans quelle position se trouveront certains tiers! Il me semble que trois mois sont amplement suffisants et nécessaires. On ne devrait donc pas changer la loi.

Qu'on me cite, demande-t-il, pour quelles raisons particulières le changement est nécessaire!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plusieurs raisons pour ce faire. Le ministre et le sous-ministre ont beaucoup à faire, étant donné que tout était en désarroi, lorsque nous avons pris le pouvoir. Le ministère des Affaires municipales était dans un état de désorganisation complète, la correspondance était en retard, l'ouvrage accumulé, etc. On sait que le ministère des Affaires municipales avait été dirigé par le chef d'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre parle à travers son chapeau. Je n'ai rien laissé en désarroi. Je n'ai jamais laissé d'ouvrage en arrière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'ancien ministre n'a pas laissé d'ouvrage en arrière, tout le monde admettra qu'il en a au moins laissé beaucoup en avant.

(Rires)

Au département des Affaires municipales, il y a présentement accumulation de travail. Le sous-ministre, M. Morin, qui est un ami de l'ancien régime, demande lui-même ce délai de six mois.

Le délai de trois mois est trop bref, trop court; les protestations contre un régime, contre un règlement parviennent un mois ou un mois et demi après qu'un règlement ait été passé. Incidemment, dans le passé, des amis de l'ancien régime contrôlaient plusieurs conseils municipaux, mais la situation, heureusement, a changé depuis ce temps-là.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais laissé d'ouvrage en arrière, dit-il. Sous le nouveau régime, on a laissé accumuler le travail à tel point que, dans certains cas, on est obligé de demander des délais pour être en mesure d'en sortir, de se tirer d'affaire. Il n'est pas d'intérêt public de laisser des sanctions en suspens.

La seule raison de la loi, c'est évident, c'est que l'on a un cas particulier à régler. Et pour le régler, on fait adopter par la Chambre une loi générale préjudiciable aux municipalités. S'il s'agit d'un cas particulier, qu'on le règle, qu'on le soumette à la Chambre purement et simplement, et nous serons en faveur.

Je conviens que le ministère des Affaires municipales a le droit de désaveu sur les règlements municipaux, mais le gouvernement doit prendre ses responsabilités. Il ne faut pas laisser les règlements municipaux en suspens inutilement pendant six mois. Qu'on soumette à la Chambre le cas particulier que l'on veut régler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition vient de faire allusion à ce que je faisais, à ce que je disais quand j'étais chef de l'opposition. S'il le répétait plus souvent, ça vaudrait beaucoup mieux.

Un cas particulier a fait constater que le bien public exige que les délais soient plus longs, l'intérêt général exige la passation de la présente loi. Nous faisons d'une pierre deux coups. C'était dans le programme de l'Action... de l'Union nationale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel est le cas particulier que l'on vise?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu la fixation d'une date d'élection contrairement aux règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je sais comment cela est survenu, dit-il. Le sous-ministre n'a pas eu le temps de consulter son ministre, car le gouvernement actuel doit prendre des informations avant de régler les cas.

Le sous-ministre avait oublié de consulter le ministre au sujet de la date de l'élection municipale. C'est un mauvais bill, et il n'y a aucune raison pour qu'il soit adopté.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division⁴.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amendements ont été suggérés par M. Émile Morin.

En vertu de la loi actuelle, lorsqu'une corporation municipale et scolaire veut se mettre en faillite, il faut convoquer les porteurs d'obligations, et lorsqu'on veut adopter un règlement des dettes ou un compromis, il faut que le règlement soit approuvé par les deux tiers des porteurs d'obligations. Par la modification que nous apportons à la loi, un compromis ne pourra être rejeté à moins qu'il ne soit combattu par un tiers des porteurs d'obligations.

Il y a actuellement, dans le Lac-Saint-Jean et près de Montréal, une quarantaine de municipalités qui ne peuvent rencontrer leurs obligations. Nous voulons des arrangements qui sauvegarderont un peu les intérêts de tout le monde.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 38 de la loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 111A tel qu'édicte par la loi 22 George V,

chapitre 56, section 1.), tel que modifié par les lois 23 George V, chapitre 50, section 4, et 24 George V, chapitre 35, section 2, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'avis qui doit être donné en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 622 de la loi des cités et villes ni à l'avis mentionné au cinquième alinéa de l'article 453 du Code municipal."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On devrait continuer, qu'on n'exempte pas les corporations de mettre l'avis dans les journaux convoquant tous les créanciers, au moins deux fois. Ce n'est pas très dangereux.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 44 de ladite loi, tel que modifié par les lois 23 George V, chapitre 50, section 6, et 24 George V, chapitre 35, section 4, est de nouveau modifié:

"a. En remplaçant le paragraphe b, par le suivant:

"b. Ratifier et confirmer tout plan de réorganisation financière soumis par telle municipalité et intéressant ses créanciers en général ou toute catégorie quelconque de ses créanciers. La ratification et la confirmation d'un tel plan font loi entre les parties et les lient, à moins que des créanciers intéressés dans ledit plan et détenant des créances représentant au moins trente-trois et un tiers pour cent de la dette totale affectée par ce plan ne s'y soient objectés en la manière prévue par une règle de pratique établie en vertu de l'article 48. Si le plan de réorganisation exige par sa nature une émission d'obligations, les dispositions de la loi régissant la municipalité en ce qui concerne les emprunts s'appliquent mais sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des électeurs propriétaires.";

"b. en ajoutant, après le paragraphe c, les alinéas suivants:

"Tout plan de réorganisation financière prévu au sous-paragraphe b peut décréter que, pendant une période déterminée, certaines dispositions de la présente loi continueront de s'appliquer à telle municipalité, nonobstant le fait que la commission aurait rendu une décision à l'effet qu'il n'y a plus lieu de considérer ladite municipalité en défaut.

"Tel plan peut, de plus, décréter que, pendant une période déterminée, les revenus provenant des

taxes, licences, services d'aqueduc ou d'électricité ou payés par un ou des établissements industriels ou commerciaux doivent être employés, en totalité ou en partie, exclusivement à des fins particulières spécifiées dans le plan."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois qu'il s'agit là d'une mauvaise loi. Ce sera le vote négatif qui décidera de l'acceptation d'un compromis et non le vote affirmatif. J'aimerais mieux, dit-il, qu'on laisse à 60 % la proportion de ceux qui peuvent se prononcer en faveur de l'acceptation d'un compromis.

On ne devrait pas procéder à un tel changement, dit-il, ou il ne devrait pas être aussi radical.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce changement est demandé par le président de la Commission municipale.

Nous voulons empêcher la mauvaise volonté de certaines personnes. Un tiers des porteurs d'obligations peut empêcher un compromis. Comme c'est lui qui empêche, il n'est que juste qu'il se rende à l'assemblée des créanciers pour le faire.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lignes de transmission d'énergie électrique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour l'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.
Adopté.

En comité⁶:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 54, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:
"Dans la présente loi les mots: "lignes de transmission" désignent également les lignes communément appelées "lignes de distribution"."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'ajouter les mots "lignes de distribution". On se souvient qu'à la veille des élections de 1931, le gouvernement du premier ministre du temps, M. Alexandre Taschereau passa alors une loi qui avait pour objet d'exempter les compagnies électriques de payer en taxes des centaines de milliers de dollars. Il vota une loi en vertu de laquelle il accordait, autorisait des commutations de taxes pour toutes les lignes de transmissions électriques, dans le but d'avoir des souscriptions électorales, de garnir sa caisse électorale.

On a eu l'audace de dire que cette commutation pourrait être encore diminuée par les conseils municipaux. Quand l'Union nationale prit le pouvoir, le député de Montcalm (M. Tellier), le fils de l'ancien député de Montcalm, a obvié à cela en présentant un modèle de législation sur cette question; une loi qui fait honneur à ses connaissances et à son sens légau, à son expérience, à son esprit de prévision, à son dévouement, etc.

Des compagnies ont cependant voulu éluder la loi en disant que cette loi ne s'appliquait qu'aux lignes de transmission et non aux lignes de distribution. Le but de l'amendement est d'inclure dans la loi les lignes de distribution.

Le chef de l'opposition ne se rappelle plus de cette loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est le gouvernement libéral qui a passé la loi permettant de taxer les lignes électriques, qui a imposé une taxe de \$20 sur les poteaux des lignes de transmission. La loi que le gouvernement actuel a passée, la loi du député de Montcalm, était faite de telle nature que le gouvernement juge à propos de l'amender cette année, c'est celle que nous corrigeons aujourd'hui.

On a simplement amendé la loi pour augmenter les charges sur les pylônes et les tours.

Tout le bien qu'il a dit de la loi du député de Montcalm (M. Tellier) doit s'appliquer à l'ancien gouvernement qui a passé cette loi. En 1931, nous avons passé une loi pour permettre aux conseils municipaux d'exempter de taxes les lignes électriques. Je n'ai pas d'objection à la loi actuelle, je crois que l'ancienne était bonne. Cette loi fut passée au temps où j'étais Orateur et où j'avais charge de faire observer le décorum dans le "salon de la race" du temps.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne retiens qu'une partie des paroles du chef de l'opposition, c'est lorsqu'il évoque le temps où il était Orateur. Est-ce parce qu'il succombait sous le fardeau de ses responsabilités, ou est-ce parce qu'il soupirait déjà après le portefeuille qu'il ambitionnait, mais il rappelle mal les faits. La loi est venue à trois ou quatre reprises.

Deux fois, elle fut présentée par l'ancien député de l'Islet, M. Elysée Thériault, et deux fois elle fut battue au comité des bills publics. On la vota à la veille des élections de 1931 et l'on permit ainsi aux compagnies d'électricité d'économiser des sommes considérables. C'est tellement vrai qu'un député libéral du temps disait: "Le député de Trois-Rivières a été bien gauche de combattre cette loi, ça va nous donner \$50,000 pour la caisse électorale!"

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre n'a pas le droit de dire que nous avons passé la loi de 1931 pour diminuer les taxes payées par les compagnies d'électricité. Avant cette date, les municipalités ne retiraient pas de taxes sur les lignes électriques. Lorsque l'ancien gouvernement a passé la loi taxant les poteaux et les pylônes des compagnies électriques, on n'avait pas pensé aux lignes de transmission.

C'est à la suite d'un jugement du Conseil privé en faveur de la ville de Westmount que cette loi fut passée. Le jugement disait que les lignes électriques étaient des biens mobiliers. Les municipalités sont venues rencontrer le gouvernement, qui a refusé de voter cette loi, d'abord, pour y consentir à la session de 1931. D'après cette loi, on fixait l'évaluation des lignes électriques suivant le nombre de poteaux qui étaient évalués à \$20 chacun.

Nous avons fixé trois taux. La modification apportée par la loi du député de Montcalm a été

d'augmenter la taxe sur les tours électriques. Le résultat de la loi de 1931 fut de faire payer des taxes aux compagnies qui n'en payaient pas. Seules les grandes villes pouvaient fixer l'évaluation. C'était la même chose pour les lignes téléphoniques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef d'opposition fait de son mieux. Mais il n'a pas beaucoup de mémoire. Les municipalités ne retiraient pas de taxes des compagnies électriques. Les compagnies ne payaient pas de taxes, parce qu'avant le jugement en faveur de la ville de Westmount, les lignes électriques étaient considérées comme non taxables, non imposables. La cause de Westmount remonte à plusieurs années, au moins 20, 25 ans. Je me rappelle avoir suivi, alors que j'étais étudiant, une cause de la Shawinigan Water & Power contre la corporation de Saint-Boniface de Shawinigan, et l'on y cita la cause de Westmount.

L'action de la Shawinigan demandait d'annuler le rôle d'évaluation, parce qu'on disait qu'on n'avait pas le droit de charger pour la ligne de distribution. La loi du gouvernement Taschereau a été votée le 4 avril 1931, et les élections ont eu lieu dans le mois de mai.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Par la loi de 1931, nous avons fixé l'évaluation des lignes à \$20 par poteau et à \$500 par tour. C'est à la veille des élections que nous avons imposé cette taxe ou cette charge aux compagnies d'électricité et le bill a été combattu par toutes les compagnies d'électricité. Le jugement, dans la cause de la ville de Westmount, remonte au plus à 1926 ou 1927.

Je mets au défi, dit-il, le premier ministre de montrer que les compagnies d'électricité payaient des taxes aux municipalités rurales sur leurs lignes de transmission avant 1931.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais lancer un défi au chef de l'opposition. Si je ne puis prouver que le jugement de Westmount a été cité dans la cause de Saint-Boniface, dans le comté de Shawinigan, je démissionnerai comme député. Mais, si je prouve cet avancé, qu'il démissionne.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne démissionnerons pas ni l'un ni l'autre.

La discussion se continue sur le même ton avec les mêmes arguments.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je m'associe à l'honorable M. Godbout, dit-il, pour

ne dire, n'adresser au leader parlementaire, au chef de l'opposition, qu'un mot: *Requiescat in pace*⁷.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

pour **l'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Successions U.-J. Tessier
et M.-A. Kelly**

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

**Véhicules automobiles
du ministère de l'Agriculture**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant:

1. Combien de véhicules automobiles le ministère de l'Agriculture a-t-il achetés depuis le 26 août 1936, à date?

2. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces véhicules automobiles ont-ils été achetés?

3. Quels sont les lieux de résidence ou principal bureau d'affaires, selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Combien de véhicules automobiles le ministère de l'Agriculture a-t-il achetés de chacune

de ces personnes, sociétés ou corporations et quelle est la marque desdits véhicules automobiles?

5. Quel prix le ministère a-t-il payé dans chaque cas?

6. Dans quels endroits de la province ces véhicules automobiles sont-ils utilisés?

Adopté.

Questions et réponses:

Prêt agricole à Auray Fontaine

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un prêt a-t-il été consenti par l'Office du prêt agricole provincial en faveur de monsieur Auray Fontaine, maître de poste d'Acton Vale, sur une terre située dans la paroisse de Saint-André-d'Acton, ou ailleurs dans le comté de Bagot?

2. Quel est le montant de ce prêt?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un prêt a été consenti en faveur de cette personne pour favoriser l'établissement sur la terre, de son fils et après que l'Office du crédit agricole eut pris toutes les garanties nécessaires; ce prêt est pour un montant de \$5,500.00.

François Ouellet

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. François Ouellet, ingénieur forestier, a-t-il été à l'emploi du ministère des Terres et Forêts?

2. Si la réponse est affirmative:

a. À quelle date a-t-il été nommé?

b. Était-il un employé permanent?

c. A-t-il contribué au fonds de pension des employés civils?

d. Si oui, quel montant a-t-il payé à ce fonds de pension?

3. M. Ouellet est-il encore à l'emploi du ministère des Terres et Forêts?

4. S'il ne l'est plus, a-t-il donné sa démission ou a-t-il été destitué?

5. S'il a été destitué:

a. Quand l'a-t-il été et pour quelle raison?

b. Y a-t-il eu enquête dans son cas?

c. S'il y a eu enquête, quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été faite?

d. M. Ouellet en a-t-il été averti, a-t-il eu l'opportunité de comparaître et de faire entendre ses témoins?

e. A-t-il été destitué par arrêté ministériel, par lettre ou verbalement?

f. Dans l'un ou l'autre cas, quel délai s'est-il écoulé entre la notification faite à M. Ouellet et son départ du ministère?

6. M. Ouellet retire-t-il une pension du gouvernement?

7. Les montants qu'il avait versés au fonds de pension pendant qu'il était à l'emploi du ministère des Terres et Forêts lui ont-ils été remis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce monsieur a été un employé permanent depuis le 1^{er} juillet 1925. Il a été destitué dans l'intérêt public le 1^{er} juin 1937, après que le gouvernement eut obtenu les renseignements qu'il a jugés nécessaires. Cet ancien employé ne reçoit pas de pension et, conformément à la loi, n'a pas été remboursé de ses contributions s'élevant au montant de \$906.00.

Louis-Philippe Rioux

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Louis-Philippe Rioux, avocat de Sayabec, a-t-il déjà été un des avocats de la Commission des liqueurs dans le district judiciaire de Rimouski?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quand a-t-il été nommé?

b. Agit-il encore comme un des avocats de la Commission des liqueurs?

3. Si M. Rioux n'est plus un des avocats de la Commission des liqueurs dans le district plus haut mentionné:

a. Quand et pour quelle raison a-t-il cessé de l'être?

b. A-t-il abandonné ses fonctions de plein gré ou a-t-il été destitué?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Non.

3. Ce monsieur n'a jamais été l'avocat de la Commission des liqueurs, mais il a été chargé occasionnellement de plaider certaines actions instituées par la Commission des liqueurs de Québec, et cela, à la demande du procureur général, qui n'a plus requis les services de cette personne depuis plusieurs mois, et cela, dans un but administratif.

Alexis Lavallée

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un prêt a-t-il été consenti en faveur de M. Alexis Lavallée, de Lac-au-Sable, comté de Portneuf?

2. Dans l'affirmative; Quel est le montant de ce prêt?

3. Par qui ce prêt a-t-il été recommandé?

4. Qui a fait l'évaluation municipale des biens-fonds de M. Lavallée sur lesquels ce prêt a été consenti?

5. Quelle est la grandeur de la terre, la valeur des animaux et des instruments aratoires que possède le propriétaire de cette exploitation hypothéquée par l'Office du prêt agricole?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales en semblables matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

**Campbell Lusk,
Luskville**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un prêt a-t-il été accordé par l'Office du prêt agricole à M. Campbell Lusk, de Luskville, municipalité de Eardley, Lots 14C, R. 9-14A, R. 8?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date ce prêt a-t-il été consenti?

b. Pour quel montant?

3. Quelle est l'évaluation municipale des lots hypothéqués par l'Office du prêt agricole?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales en semblables matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

**Émilios Charette et
Louis-Philippe Rioux**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un chèque au montant de \$120 et daté du 2 février 1938 a-t-il été émis par l'Office du prêt agricole ou par le trésorier de la province, à l'ordre de Émilios Charette et de Louis-Philippe Rioux, de Sayabec?

2. Dans l'affirmative: Pour quelle raison ce chèque a-t-il été émis?

3. Ce chèque a-t-il été payé sur les endossements suivants: Émilios Charette, Louis-Philippe Rioux, Madame Louis-Philippe Rioux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales en semblables

matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

**Prêts agricoles, paroisse de Cap-Chat,
comté de Gaspé-Nord**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Quels sont les cultivateurs qui ont demandé un prêt agricole dans la paroisse de Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord?

2. Quels sont ceux qui ont obtenu un prêt?

3. Pour quel montant ces prêts ont-ils été acceptés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales en semblables matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

Isidore Boudreau

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Isidore Boudreau, des Îles-de-la-Madeleine, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Si oui:

a. Depuis quand?

b. Dans quel ministère travaille-t-il?

c. Quel est son salaire?

d. En quoi consiste son travail?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

1. Oui.

a. Depuis le 27 novembre 1936.

b. Dans le ministère de la Colonisation.

c. \$1,250 par mois, dépenses de voyage comprises.

d. Inspecteur de l'aide aux invalides nécessiteux.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se lève pour faire des observations. Il dit quelques mots.

M. l'Orateur lui demande de s'asseoir et de garder le silence pendant qu'il lit la motion de l'honorable M. Fisher.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors), que, par voie d'amendement, tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette l'incurie du gouvernement qui n'a pas encore donné effet à la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses l George VI, chapitre 81, et réclame le paiement immédiat des allocations prévues par ladite loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, dit-il, je salue un point d'ordre. Voici deux raisons qui, à mon humble avis, sont excellentes. Premièrement, l'amendement n'est pas régulier, suivant les décisions établies par les orateurs. Un député n'a pas le droit, dans une résolution, un amendement ou une motion de la nature d'un amendement, de faire une motion comme celle que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) vient de faire, de faire des déclarations qu'on ne pourrait faire autrement en Chambre.

Or M. Lucien Dugas, l'ancien Orateur de la Chambre, l'a décidé plusieurs fois. Au cours d'un débat à la première session de 1936, il a décrété que le mot "incurie" n'était pas parlementaire lorsqu'appliqué au gouvernement. Suivant donc la décision de M. Dugas et approuvée par les ministériels du temps, on n'a donc pas le droit d'accuser le gouvernement, de dire qu'il est coupable d'incurie. Ce n'est pas conforme aux règlements de la Chambre.

Deuxièmement, la motion n'exprime pas le vœu de la part de la Chambre que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour faire certaines dépenses autorisées. Par cette motion, la Chambre réclame le paiement immédiat des allocations aux mères nécessiteuses. Ceci suppose une dépense de deniers publics. Or, par conséquent, seul le gouvernement ou un ministre, un membre du cabinet, parlant au nom du gouvernement a le droit de présenter de telles mesures, sous forme de résolution préalablement agréée par le lieutenant-gouverneur. L'amendement contrevient en conséquence à l'article 157.

Troisièmement, on réclame le paiement immédiat des pensions. Mais quel montant le gouvernement doit-il payer? Est-ce qu'on peut faire des procédures pour un montant aussi indéfini?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La Chambre s'enfonce de plus en plus dans l'autocratie. Car si l'on

en arrive à la conclusion du premier ministre, cela signifie qu'on ne peut plus, que nous n'avons plus le droit de blâmer le gouvernement d'aucune façon.

L'opposition, dans sa motion, réclame paiement immédiat, mais elle n'engage pas le crédit de la province, puisque ces crédits ont déjà été votés, et que l'opposition ne réclame que l'application de la loi. La loi à laquelle la motion fait allusion a été votée à toute vitesse. Les deniers nécessaires pour la mettre en application ont été votés aussi, sous prétexte d'urgence; par conséquent, la motion ne peut pas supposer une dépense de deniers publics.

Le gouvernement, lorsqu'il a passé sa loi, disait que ça pressait, qu'il ne fallait pas laisser les mères mourir de faim. Voilà un an que la loi est passée et le gouvernement n'a rien fait. Les mères nécessiteuses réclament leur pension. Tous les députés reçoivent chaque semaine des foules de réclamations pour les pensions aux mères nécessiteuses. On ne peut donc pas qualifier autrement que par le mot incurie la conduite du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce un compliment?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, ce n'est pas un compliment, et le gouvernement ne peut pas s'attendre à recevoir des compliments de l'opposition sur cette question de la pension aux mères nécessiteuses. Lorsque la loi a été présentée en Chambre, on nous a dit que ça pressait, que l'incurie de l'ancien régime avait rendu cette mesure extrêmement urgente.

Si l'opposition ne peut plus donner de votes, présenter de motion de non-confiance, je me demande s'il n'est pas temps d'abolir la Chambre, le système parlementaire de l'Assemblée législative. Il vaut tout aussi bien recourir immédiatement au système de la dictature, comme il en existe dans d'autres pays.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Très bien, très bien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et d'établir le système fasciste dans la province. Il y a des députés qui ne se conduisent pas autrement que des fascistes.

M. l'Orateur: On n'a pas le droit de qualifier ainsi un membre de cette Chambre.

Je vous rappelle, dit-il, que vous sortez du sujet en discussion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le gouvernement veut imposer la force, c'est son affaire. Je retire ce mot-là. J'affirme cependant qu'aucun Orateur n'a rendu un jugement quelconque sur ce mot "incurie". Autrement, on le trouverait dans les *Procès-verbaux*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement est anxieux, impatient, désireux de provoquer autant de votes qu'en veut l'opposition. Seulement, qu'on le fasse selon les règlements, que l'opposition procède régulièrement.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a fait voir, c'est son manque d'attention. Un homme de la bonne humeur du député de Rivière-du-Loup aurait dû consulter, avant de faire sa motion, l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Bertrand), l'ancien procureur général. Il aurait dû aussi consulter le chef de l'opposition, qui est un homme d'une certaine expérience parlementaire.

Pourquoi, d'ailleurs, n'avoir pas consulté le livre des règlements? On verra, dans les pages 70 et 71 du livre des règlements, qu'on n'a pas le droit de dire que le gouvernement a trompé la Chambre. Or, il me semble que si l'on dit qu'il y a eu incurie, c'est tout simplement dire que c'est voisin de la négligence la plus grave.

Le premier ministre n'a pas nié à l'opposition le droit de présenter des motions. Mais il veut que les motions soient conformes aux règlements.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Parlant sur le point d'ordre, tout comme le ministre des Mines, je dois dire que je me suis basé, pour faire, rédiger ma motion, exactement sur les motions que faisait, que rédigeait en 1931 le premier ministre lui-même alors qu'il était le chef de l'opposition. J'ai employé les mêmes expressions que lui.

Pourtant, c'est un assez bon procédurier, du moins il le dit, et on ose l'en croire chez les ministériels. Si on veut référer aux *Procès-verbaux* du temps, 1931, on y verra ceci, au sujet de l'inventaire des ressources naturelles de la province et autres questions, et M. Duplessis votait pour ces motions: "Que le gouvernement regrette", oh! que le ministre des Mines se bouche les oreilles, "regrette l'incurie et l'imprévoyance du gouvernement en matière de ressources naturelles". Ont voté pour...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et vous votiez contre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Que le premier ministre me laisse finir. J'ai préparé cette motion en m'inspirant des termes mêmes choisis par le premier ministre.

Nous savons que c'est un homme parfait, impeccable, le plus grand...

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Moqueur, applaudissant le premier) Très bien, très bien.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): ... que le premier ministre est le plus grand nom, même avant sa naissance, celui qui est supposé être le plus grand premier ministre depuis...

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, très bien.

(Applaudissements bruyants)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On ne connaît évidemment pas ce que c'est que l'ironie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais pris au sérieux le député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ont voté pour, dans le temps, MM. Lafleur, Sauvé, pour vous, M. l'Orateur, M. Fisher et M. Duplessis. On permettait donc des motions de ce genre sous l'ancienne administration.

M. l'Orateur: Le point d'ordre porte sur deux points soulevés par le premier ministre. Dans le premier on dit que le mot "incurie" n'est pas parlementaire.

Ce mot, malheureusement, a été employé assez longtemps en cette Chambre pour qu'il soit maintenant jugé d'usage parlementaire. J'estime que c'est la Chambre elle-même qui sera appelée à décider si le mot est parlementaire ou non. Cela n'appartient pas à l'Orateur.

Quant à la deuxième objection présentée par le premier ministre, sur les dépenses des deniers, le bill ayant été voté en Chambre, comme l'a fait remarquer le chef de l'opposition, je dois suspendre pendant quelques minutes les délibérations de la Chambre pour rendre une décision conforme aux faits.

Il prend l'objection en délibéré.

80^e anniversaire de Sir Thomas Chapais

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je rappelle à la Chambre qu'aujourd'hui nous devons célébrer le 80^e anniversaire de Sir Thomas Chapais, sénateur et leader du gouvernement au Conseil législatif. Il a été convenu que les ministres iraient lui présenter leurs vœux après la séance.

Sir Thomas Chapais eut non seulement une carrière politique brillante et bien remplie, mais il s'est illustré aussi comme journaliste, écrivain et historien.

Sa réputation a passé au-delà de nos frontières; elle est grande non seulement aux États-Unis mais même en Angleterre. Il a acquis le premier rang comme historien. Cela est tout à son honneur, et c'est là un honneur, un hommage qui rejaillit sur la race entière.

Je rattache à cet anniversaire une note d'intérêt personnel. J'étais un jour comme l'opposition, n'ayant pas l'âge de raison, n'ayant que six ans, lorsque mon père reçut la visite de Sir Thomas Chapais chez nous. À cet âge il m'a manifesté une confiance qui m'honore. Mon père, tout en n'ayant pas tous les honneurs de la politique de son temps, ne m'en a pas moins transmis l'amitié et la vénération qu'il avait pour Sir Thomas Chapais.

(Applaudissements)

Je propose donc que cette Chambre s'ajourne maintenant à cette occasion.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.

Adopté.

Subsides

M. l'Orateur annonce qu'il rendra sa décision sur le point d'ordre du premier ministre, demain après-midi.

La séance est levée à 5 h 30^s.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. Cette intervention survient parce que, selon *The Chronicle Telegraph* du 24 mars 1938, à la page 3: "il n'y avait pas de réponse de la part de l'opposition".

3. Voir note 1.

4. *L'Action catholique* du 24 mars 1938, à la page 13, rapporte que le bill est adopté sur division, "M. Bouchard enregistrant sa dissidence".

5. Voir note 1.

6. Voir note 1.

7. Qu'il repose en paix.

8. Il y a d'autres versions de la fin de la séance. Ainsi, *L'Action catholique* du 24 mars 1938, à la page 3, rapporte "quelques minutes après cinq heures", et *The Montreal Daily Star* du 24 mars 1938, à la page 4, fait mention de 5 h 10. Par contre, *La Presse* du 24 mars 1938, à la page 20, signale 3 h 30 et *La Patrie* du 24 mars 1938, à la page 14, rapporte que "la Chambre ne siégea qu'une heure et demie".

Séance du jeudi 24 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 31 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Tellier (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix;

- bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, limitée.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande aussi de prolonger au 31 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Décisions de l'Orateur:

Subsides

M. l'Orateur rend sa décision sur la question de règlement qu'il a prise en délibéré à la séance du mercredi 23 mars courant, l'honorable M. Duplessis ayant fait objection à la motion d'amendement de M. Casgrain sur la motion de l'honorable M. Fisher pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En amendement à une motion pour retourner en comité des subsides, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a présenté, hier, une motion regrettant l'incurie du gouvernement, qui n'a pas donné effet à la loi instituant la pension aux mères nécessiteuses, et réclamant le paiement immédiat des allocations prévues par cette loi.

La motion d'amendement de M. Casgrain contient deux parties distinctes: 1. Un blâme à l'adresse du gouvernement parce qu'il n'a pas encore appliqué la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses; 2. Une demande de payer immédiatement les allocations prévues dans ladite loi. La première partie est régulière, parce que c'est le droit imprescriptible de tout député de proposer un vote de blâme contre le gouvernement.

J'ai disposé du premier point d'ordre du chef du gouvernement en admettant le mot "incurie" comme parlementaire.

Le chef du gouvernement a présenté un argument sérieux basé sur les articles 157 et 670, disant qu'un député n'a pas le droit de demander à la Chambre la dépense de deniers. Le chef de l'opposition et le député de Rivière-du-Loup ont prétendu que la loi des mères nécessiteuses avait été votée et qu'ils étaient justifiables d'en demander l'application. C'est sur ce point d'ordre que j'ai demandé le temps de délibérer.

Après avoir consulté les auteurs de droit parlementaire et les précédents, je ne me sens pas en état de trancher la question de règlement qui a été soulevée. J'ai consulté les règlements et les auteurs. Ces derniers ne semblent pas donner une doctrine sûre. Il y a donc un doute sérieux quant à cette défense. Et dans le cas de doute, je crois de mon devoir de soumettre l'amendement à la Chambre et sauvegarder ainsi la liberté de discussion de l'opposition. C'est pourquoi je renvoie le point d'ordre du premier ministre.

**31^e anniversaire de l'Orateur,
l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
se lève pour présenter les vœux de la Chambre à M. l'Orateur (M. Sauvé).

Vous célébrez aujourd'hui le 31^e anniversaire de votre naissance, dit-il. À un âge où d'autres n'ont pas encore choisi leur voie, où les talents commencent à semer, vous récoltez, avez obtenu de brillants succès; et cela grâce à votre travail, à votre formation, aux traditions de votre famille et à l'ambiance dans laquelle vous avez vécu.

Vous avez atteint très vite, dit-il, des honneurs convoités par bien d'autres et que vous méritez largement. Vous vous êtes fait remarquer comme Orateur par un grand esprit d'impartialité et de justice. Vous serez appelé à assumer de plus grandes responsabilités dans l'intérêt de la province.

Admis jeune au Barreau, quelques mois après, vous avez immédiatement été élu député et la population de votre comté vous a renouvelé sa confiance. Chaque fois que les électeurs ont été libres d'exprimer leur volonté, ils ont renouvelé le mandat de M. Sauvé.

Je crois me faire l'écho de la Chambre et de toute la province en unissant aux miens leurs meilleurs vœux et leurs félicitations. Je ne puis oublier de remercier les auteurs de vos jours et particulièrement celui qui vous précéda comme député de Deux-Montagnes, qui a joué un rôle important, laissant dans cette Chambre une empreinte qui a aidé au bien-être de la population.

Il dit quelques mots délicats à l'adresse du sénateur Arthur Sauvé et de Mme Sauvé.

Vous honorez toutes les fonctions que vous avez remplies. Ce fauteuil que vous occupez est le commencement d'une carrière que je vous souhaite de plus en plus brillante.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me joins avec plaisir, dit-il, au premier ministre pour présenter les meilleurs vœux de mon groupe à l'Orateur de la Chambre.

Il ajoute quelques mots de félicitations endossant, en faisant siens les félicitations et les vœux du premier ministre à l'égard de l'Orateur de la Chambre.

M. l'Orateur: Je suis heureux de remercier mes collègues de l'Assemblée législative, et laissez-moi vous dire que j'apprécie hautement ce témoignage d'amitié.

Je ne sais, dit-il, comment remercier les deux leaders. J'espère qu'il me sera possible de continuer à exercer fidèlement mes fonctions, avec le plus de justice possible. Je remercie également le premier ministre du témoignage personnel qu'il m'a envoyé et des paroles qu'il a eues, la seule partie méritée du discours du premier ministre, à l'égard des membres de ma famille.

Je remercie aussi le chef de l'opposition, la députation, les membres de la galerie de la presse, qui m'ont envoyé une corbeille de fleurs. Je remercie enfin le personnel de l'Assemblée législative qui m'a témoigné son amitié et les messagers qui ont eu une attention que j'apprécie. Je remercie les pages, dit-il, qui m'ont présenté un joli cadeau avant la séance.

Subsides

La Chambre reprend alors le débat sur la motion d'amendement de M. Casgrain à la motion de l'honorable M. Fisher proposant que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Lequel amendement se lit comme suit:

"Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette l'incurie du gouvernement qui n'a pas encore donné effet à la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses, 1 George VI, chapitre 81, et réclame le paiement immédiat des allocations prévues à cette loi".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons devant nous une motion demandant à l'Assemblée législative de voter les crédits nécessaires pour l'application de la politique préconisée par le gouvernement, politique que le gouvernement a déjà commencé à appliquer, en faisant voter la loi de l'aide aux mères nécessiteuses, politique qui a été soumise au peuple, qui l'a approuvée de la façon que l'on sait et dont le jugement a eu ses échos dans les diverses élections partielles, comme celles de Bagot, de Beauce et d'Argenteuil.

Cette motion a été proposée alors que le gouvernement demandait les crédits nécessaires pour administrer la province. L'opposition a cru à propos de faire, de présenter un amendement qui comporte des doutes sérieux quant à sa régularité, amendement qui est encore devant la Chambre à cause de l'esprit de justice et d'impartialité de l'Orateur de la

Chambre. Avec son impartialité et son désir de protéger la minorité, il a décidé en faveur de l'opposition.

L'opposition se plaint que nous ne votions pas les crédits nécessaires pour les mères nécessiteuses. Cet amendement, le chef de l'opposition parlementaire l'a caractérisé en deux mots en disant, hier, que cet amendement était une motion de non-confiance dans le gouvernement. Quelle manière de faire de la politique! Est-ce en préconisant des réformes et des idées généreuses que l'opposition veut rendre service à la province? Incapable de ne rien produire, l'opposition critique. Évidemment, elle fait de la politique à même la misère des mères nécessiteuses.

Il faut en être rendu bien loin pour chercher à édifier des succès électoraux sur la misère des mères nécessiteuses. Il faut qu'elle réalise bien peu ses responsabilités pour en être rendue là! J'ai toujours compris qu'on pouvait différer d'opinion, mais je n'aurais jamais cru qu'un parti politique pourrait chercher à s'assurer, voudrait se construire un succès à même des lois sociales, qui doivent être bien au-dessus des questions politiques.

Voilà ce qu'un parti qui fut grand peut faire aujourd'hui. Les pensions aux mères nécessiteuses ne peuvent être payées sans que les crédits pour l'administration de la province ne soient votés, et c'est l'opposition qui s'oppose à ce que nous votions les crédits.

La question se résume à deux choses. La Chambre veut-elle voter les crédits? La Chambre a-t-elle, oui ou non, encore confiance au gouvernement? Cette confiance, elle l'a manifestée à plusieurs reprises et la population également. Et c'est une injure et des insinuations à l'adresse de la majorité de la Chambre que cette motion des débris du régime dont ils ont eu honte, et dont il est resté quelques épaves comme la Providence permet parfois qu'après un désastre, sur la mer, il reste quelques exhibits pour montrer ce qu'étaient les débris.

Faut-il que l'opposition ait oublié la manière de voir, les leçons données avec tant d'éloquence par les électeurs, par le peuple aux élections générales et répétées dans la Beauce, Bagot et Argenteuil, pour qu'elle vienne demander au gouvernement qui a fait cette loi de payer immédiatement? L'opposition ne songe pas à préconiser une politique constructive, elle demande immédiatement que les pensions soient payées. Et, chose étrange, quels sont ceux qui font cette demande au gouvernement qui a fait cette loi d'assistance aux mères nécessiteuses de payer immédiatement, si ce n'est les débris du régime qui a

fait pâtir tout le peuple de la province pendant 40 ans, du régime qui a toujours refusé les pensions aux mères nécessiteuses.

Ceux-là qui n'ont aucune responsabilité, ceux-là qui ont tout refusé viennent maintenant reprocher au gouvernement, qui a passé la loi, qui a accordé les pensions aux mères nécessiteuses, de n'avoir pas commencé à payer, réclament qu'on la paye aujourd'hui, alors que la nouvelle administration fait son devoir, et ce, deux ans à peine après son entrée en fonction.

Qui présente cette motion? Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) avec le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors). Le député de Rivière-du-Loup, qui a présenté la motion a voté lui-même contre les pensions aux mères nécessiteuses.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dois admettre qu'il a peut-être voté sans s'en apercevoir. Et pour montrer à quel point il votait sans s'en rendre compte, sans savoir ce qu'il faisait, lorsque j'ai fait cette déclaration, il a regardé, consulté les *Procès-verbaux* de la Chambre pour voir, pour vérifier si c'était bien le cas.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre parle sans s'être renseigné. J'ai consulté les *Procès-verbaux* et j'ai constaté que je n'avais pas voté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore pire. Le député de Rivière-du-Loup n'a pas eu le cœur de voter, tandis que nous, nous avons fait la loi. Et c'est lui qui nous fait des reproches, à nous qui avons voté la loi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est épouvantable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et celui qui seconde la motion, c'est aussi le député de Montréal-Sainte-Anne, qui a été élu entre trois candidats, qui s'est présenté comme indépendant et qui a passé au milieu. Quand il est arrivé en Chambre, il a parlé comme un partisan du gouvernement, pour se rallier au gouvernement, ce qui lui a valu un ministère sans portefeuille. Et l'autre, qui n'a pas voté, n'a pas même été nommé ministre. Il y a encore le chef parlementaire de l'opposition, un homme qui était contre la pension aux mères nécessiteuses. Il a aussi voté contre la

pension aux mères nécessiteuses, alors qu'il était au pouvoir, sur une motion présentée par l'opposition du temps. Le chef de l'opposition, lui, dira peut-être qu'il n'a pas voté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai voté pour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces gens-là, leur parti était au pouvoir et ils n'avaient même pas le courage de voter. Je ne parlerai pas du député de Montréal-Laurier (M. Bertrand), qui est un charmant garçon, un compagnon d'université, qui est arrivé dans la politique comme un météore, mais qui a eu le tort de supporter pendant bien des années l'ancien gouvernement qui a fait pâtir le peuple. Et quant au député de Berthier (M. Bastien), je procède par gradation descendante...

M. Bastien (Berthier): Parlez donc de M. Guertin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier, quand a-t-il réclamé la pension aux mères nécessiteuses?

Il y a encore le député de Verchères (M. Messier), un charmant homme, le député de Saint-Jean (M. Bouthillier), le député de Pontiac (M. Lawn), le député d'Argenteuil (M. Dansereau) et le député de Québec-Ouest (M. Delagrave) qui ont tous voté contre la pension aux mères nécessiteuses. Maintenant, ces mêmes messieurs nous demandent de nous hâter. Ce sont ces gens-là qui nous reprochent de ne pas payer assez vite. L'opposition ne devrait pas, n'a pas le droit de se ridiculiser à ce point.

Nous voulions étudier, voter les crédits de l'agriculture quand cette motion a été présentée, et elle, qui n'a rien fait, a voulu bloquer le vote des subsides, la marche des affaires, des procédures parlementaires, nuisant ainsi aux cultivateurs. Est-ce que la Chambre est en faveur de la pension aux mères nécessiteuses? Qu'elle vote pour le gouvernement qui a donné cette pension et qui étudie les meilleurs moyens, les meilleures conditions, le meilleur système à prendre pour faire appliquer cette loi.

On ne peut pas se lancer dans la loi immédiatement. C'est impossible. Nous sommes à faire des études après avoir passé la loi en vue de trouver le meilleur système pour Québec. Et très prochainement, nous aurons la pension aux mères nécessiteuses. Nos études sont presque complétées et

je peux vous promettre que la loi sera en vigueur très bientôt. Il faut étudier avant d'entreprendre de grandes dépenses. Nous avons le pouvoir et le devoir de donner les pensions aux mères nécessiteuses. Aussitôt qu'elles pourront être appliquées, le gouvernement verra à ce que chaque mère reçoive son dû. Est-ce que la Chambre est en faveur d'un gouvernement qui a donné cette loi ou préfère-t-elle appuyer un débris de régime qui y a toujours été opposé? Des débris d'un parti qui fut grand et ne fait plus que de la petite politique sur le dos des mères nécessiteuses. Est-ce qu'on ne veut pas considérer les besoins des agriculteurs?

Nous sommes reconnaissants à l'opposition de donner ce spectacle de son manque de logique, je ne dirais pas de son manque de sincérité parce que ça ne serait pas parlementaire. Et je demande à la Chambre de condamner la méthode d'un parti qui a toujours été contre la pension aux mères nécessiteuses, d'un parti qui veut édifier sa fortune chimérique et éphémère sur la misère des mères nécessiteuses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai écouté, dit-il, avec beaucoup d'attention le grand discours que le premier ministre a prononcé en étant complètement en dehors de la question.

Le chef du gouvernement, dit-il, prétend que l'opposition s'oppose au vote des crédits. S'il avait lu attentivement la motion d'amendement du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), l'honorable premier ministre aurait dû se rappeler les termes de la motion Casgrain et il aurait constaté que non seulement l'opposition ne veut pas retarder, ne s'oppose pas au vote des crédits pour les mères nécessiteuses, mais qu'elle demande, qu'elle réclame le vote de crédits additionnels nécessaires pour assurer plus rapidement l'application de la loi, le paiement des allocations, des pensions aux mères nécessiteuses.

On se souvient qu'aux dernières élections le premier ministre criait à qui voulait l'entendre que le Parti libéral refusait la pension aux mères nécessiteuses. Le premier ministre a promis ces secours, ces pensions lors de la dernière campagne électorale provinciale. La population a alors cru aux paroles du premier ministre. Il a présenté un bill en Chambre pour les accorder et il les promet encore aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, la loi a été approuvée.

Et aujourd'hui nous blâmons le gouvernement de n'avoir pas inclus les sommes nécessaires dans le budget de 1938-1939 pour les mères nécessiteuses. Les mères nécessiteuses sont encore celles dont le

premier ministre évoquait la misère durant la campagne électorale et à la dernière session pour faire voter sa loi à la hâte. Il reprochait à l'opposition de ne pas voter cette loi plus vite, en disant qu'il y avait des mères nécessiteuses qui mouraient de faim.

Nous avons cru, dans le temps, aux paroles du premier ministre, et nous avons voté en hâte la loi. Nous avons suspendu les règlements de la Chambre pour permettre au bill de passer et nous avons voté pour. Mais une année s'est écoulée et rien n'a été fait encore. Je n'ai pas besoin de rappeler les discours prononcés autrefois par le député de Hull du temps, M. Aimé Guertin, et même par le député de Rouville (M. Barré). Ce dernier n'était pas loin de croire que son chef, le premier ministre actuel, était opposé aux allocations aux mères nécessiteuses.

MM. Barré et Guertin avaient bien raison de dire, il y a quelques années, que le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) était opposé à la pension aux mères nécessiteuses aussi bien qu'aux pensions de vieillesse. Le premier ministre a été autrefois l'un de ceux qui étaient les plus opposés aux pensions des mères nécessiteuses.

Il lit la motion Casgrain et demande au premier ministre où il a vu une opposition au vote des crédits. Il affirme que tous les députés reçoivent quantité de lettres de gens qui réclament la pension, demandent l'application de la loi.

Lorsque l'opposition, dit-il, réclame l'application des lois adoptées, elle représente le sentiment de toute la population. La loi pour les pensions aux mères nécessiteuses a été votée à l'unanimité dans cette Chambre l'an dernier, et tout ce que nous demandons par notre amendement, c'est que le gouvernement paie les allocations aux mères nécessiteuses au plus vite.

Les libéraux ne s'opposent pas au vote des subsides. Loin de là. Ils blâment au contraire le gouvernement de ne pas avoir inclus dans son budget les sommes nécessaires pour le paiement des pensions. Ils ont le devoir de blâmer l'incurie du gouvernement et d'exiger le paiement immédiat des pensions.

Le gouvernement contredit carrément aujourd'hui ce qu'il affirmait quand il demandait de voter et d'adopter la loi. Il affirmait alors qu'une quantité de familles étaient dans la misère parce que nous n'avions pas l'assistance aux mères nécessiteuses. Toutefois, pas un sou n'a encore été versé et le budget ne contient encore rien à ce sujet.

M. Barré (Rouville): La question des allocations aux mères nécessiteuses est déjà un peu

vieille. Je n'aurais pas participé à la discussion, dit-il, si le chef de l'opposition ne m'avait mis en cause. Je veux rétablir les faits. Comme la députation a à peu près complètement changé, je crois opportun de faire ce que j'appelle l'historique de la question de la loi d'assistance aux mères nécessiteuses, puisque l'opposition a été la première à les suggérer, il y a de cela une dizaine d'années.

Le gouvernement Taschereau, dit-il, et les députés actuels de l'opposition qui en faisaient alors partie ont toujours voté contre les pensions aux mères nécessiteuses. Cette mesure a été réclamée à chaque session pendant plusieurs années, mais chaque fois, le gouvernement a rejeté la requête ou s'est défilé avec des faux-fuyants. Je rappelle que je suis député depuis 1931 et que j'ai, dès lors, toujours réclamé, demandé au gouvernement les allocations aux mères nécessiteuses et que je me suis heurté à un refus catégorique; l'ancien gouvernement a toujours refusé.

En réponse au chef de l'opposition, dit-il, le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et moi-même n'avons pas toujours pensé la même chose sur tous les sujets, et cela peut arriver probablement encore.

En 1934, j'ai proposé, dit-il, une motion dans laquelle, appuyé par M. Guertin, je demandais au gouvernement la mise en force, d'instituer un système d'allocations aux mères nécessiteuses conformément aux recommandations de la Commission des assurances sociales. Au lieu de l'accorder, M. David appuyé par M. Joseph-Napoléon Francoeur, a proposé alors un amendement dilatoire dans lequel ils disaient que le gouvernement envisagerait, étudierait la possibilité, l'opportunité de la payer, d'instituer ce système dès que la situation financière le permettrait, quand il aurait les revenus nécessaires. M. le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a été un de ceux qui ont voté pour l'amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'ai voté pour le principe.

M. Barré (Rouville): J'ai alors, dit-il, été obligé de voter pour la proposition telle qu'amendée parce qu'elle contenait le principe du secours, de l'allocation aux mères nécessiteuses, faisant un peu confiance au gouvernement. Mais je me suis trompé, dit-il, et un journal de Montréal, quand il affirmait que MM. Barré et Guertin avaient été victimes de la ruse du premier ministre du temps, avait sans doute raison. Car le gouvernement Taschereau n'a

absolument rien fait par la suite. Cependant, antérieurement à 1934, les ministériels ont voté en bloc contre la pension.

M. Bastien (Berthier): Le député de Rouville n'a-t-il pas écrit à M. Guertin, alors député de Hull, une lettre dans laquelle il disait que le député de Trois-Rivières était opposé à toute législation sociale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il parlait de pensions de vieillesse.

M. Bastien (Berthier): Il parlait des deux.

M. Barré (Rouville): Je n'ai jamais écrit de lettre à qui que ce soit, comme député de Rouville, dans laquelle je disais ce que prétend le député de Berthier que le premier ministre actuel était contre la loi des pensions aux vieillards et la loi des pensions aux mères nécessiteuses. Il se peut que, dans des conversations amicales, privées...

M. Bastien (Berthier): C'était une lettre.

M. Barré (Rouville): Il est possible, que dans une lettre adressée à un ami, j'ai pu dire que le député de Trois-Rivières n'avait pas le même enthousiasme que M. Guertin et nous-mêmes pour la pension de vieillesse et les allocations aux mères nécessiteuses.

Si on me demandait, dit-il, si je veux des secours, ces allocations aux mères nécessiteuses tout de suite, je répondrais: oui.

Mais le présent gouvernement, dit-il, n'exerce le pouvoir que depuis quelques mois seulement. Le gouvernement actuel a établi, a mis en application une foule de choses, de mesures que l'ancien gouvernement avait toujours refusées.

Je refuse, dit-il, à ceux qui se sont récusés pendant 40 ans, le droit de dire: vous allez refuser votre encouragement à ceux qui ont fait quelque chose. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons fait quelque chose. Les anciens membres du gouvernement ne voulaient rien faire.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je dois déclarer à la Chambre que je suis contre la motion du député de Rivière-du-Loup.

Les mères nécessiteuses de la province ont été bien traitées, tout le temps que le gouvernement de l'Union nationale a été au pouvoir. Et elles ne crèvent pas de faim pendant le processus d'examen du projet de loi.

La motion du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'est pas tout à fait exacte, dit-il, car il sait fort bien, pour sa part, que les mères nécessiteuses, dans son comté et dans celui de Rivière-du-Loup, ainsi que dans tous les autres comtés de la province, reçoivent déjà des secours, des allocations quelconques de chômage à même les fonds des secours directs. L'opposition sait cela comme tout le monde, dit-il. Le gouvernement a pris soin d'elles dans le laps de temps qui a séparé la sanction du bill et sa mise en effet.

J'espère bien, dit-il, que le gouvernement s'empressera, dès qu'il le pourra, d'appliquer la loi des pensions aux mères nécessiteuses. Je suis certain que le gouvernement va continuer à marcher de l'avant, accordera les pensions dans un avenir rapproché.

M. Bastien (Berthier): J'ai écouté avec attention les discours des membres de la droite, et je suis encore à me demander pourquoi le député de Rouville s'est levé pour parler. Que le premier ministre se lève pour faire un mauvais discours, c'est là une nécessité pour lui, il a tellement de mauvaises causes à défendre, il faut bien que ses discours soient mauvais. Mais pourquoi en serait-il ainsi du député de Rouville? Le député de Rouville, il a été serré de près au point qu'il était pénible de le voir s'efforcer de sortir de cette situation.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) interrompt à plusieurs reprises.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre.

M. Bastien (Berthier): Toutefois, le député de Rouville a trouvé moyen d'en sortir. Il n'a pas nié avoir écrit à M. Guertin, mais il a avancé que, s'il l'a fait, ce n'était pas en tant que député de Rouville. Pour expliquer sa lettre à l'ancien député de Hull, M. Guertin, le député de Rouville dit: J'écrivais à titre personnel.

M. Barré (Rouville): Si le député de Berthier (M. Bastien) n'a pas compris ce que j'ai dit tout à l'heure, je vais le lui répéter pour que la chose soit claire. J'ai dit que je ne me rappelle pas avoir écrit à M. Guertin une pareille lettre. Du moins à titre de député.

Je lui ai écrit nombre de fois à titre d'ami personnel. On écrit tant de choses. Mais, comme homme public, j'affirme même n'avoir jamais rien écrit de ce genre.

M. Bastien (Berthier): M. Guertin a sûrement meilleure mémoire que mon bon ami de Rouville, parce qu'il a publié la lettre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. On est en dehors de la question. Le député de Berthier a posé une question au député de Rouville et celui-ci lui a répondu. Ça suffit. Si on veut faire ici des personnalités, que l'incident soit plutôt clos, M. l'Orateur. Finies ces sortes de choses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'est pas question de faire des personnalités. Dans son discours, le premier ministre a dit de nous que nous étions contre le principe social des allocations aux mères nécessiteuses. Le premier ministre n'a pas hésité, au début de la séance, à reprocher aux membres de l'opposition de faire opposition à certaines mesures du gouvernement. Nous voulons maintenant prouver que le premier ministre actuel était aussi contre ce principe social des allocations aux mères nécessiteuses. Si on ne nous permet même pas de parler, comment allons-nous remplir notre rôle de l'opposition?

Une voix: C'est pas de vos affaires.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Rouville vient d'affirmer qu'il n'a pas écrit de lettre publique à cet effet. On devrait prendre sa parole. Et le chef de l'opposition, qui a été Orateur de la Chambre, devrait bien le savoir. Il n'est pas permis de contredire un député.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Parlant sur le point d'ordre du premier ministre, le député de Rouville n'a pas dit qu'il n'avait rien écrit de cela. Il a simplement dit qu'il ne se souvenait pas de l'avoir écrit. Le premier ministre devrait donc nous permettre de répondre aux allégations qu'il fait continuellement.

Nous ne voulons pas laisser passer sans nous défendre des accusations de la nature de celle-ci. L'opposition est rendue à un tel point qu'elle est obligée de prendre ces moyens pour faire oublier l'enquête des comptes publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'a pas compris.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est évident, je ne comprends jamais rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est vrai.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le député de Rouville a dit: Je n'ai jamais écrit, comme député, une telle lettre. On devrait prendre sa parole. Dans sept ou huit ans de la vie d'un homme, il se passe tant de choses qu'on devrait oublier un peu le passé.

(Applaudissements)

Ses écrits personnels n'ont rien à voir à la discussion, au débat.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre parle-t-il sur le point d'ordre?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Oui, et j'en ai le droit. Qu'on ne prenne donc pas l'habitude de mêler, en parlant d'un député, sa vie privée à sa vie publique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Point d'ordre! Que le ministre s'en tienne au point d'ordre sur lequel il parle ou sur la motion. Ce qu'il vient de dire n'est pas conforme aux faits.

M. Barré (Rouville): Parlant sur le premier point d'ordre, je dis que je voudrais tout savoir de ce que j'ai écrit pour être à même de renseigner mes collègues de l'opposition.

On a fait une vraie tempête autour de rien. J'ai déjà écrit des choses destinées au public. J'en ai toujours bien porté la responsabilité, car je les ai toujours signées, sans en avoir honte. Je n'ai jamais fait d'anonymat, dans les journaux ou ailleurs. Pour tout ce que j'ai fait, écrit ainsi, mes ennemis y ont eu accès. Je les ai même autorisés à venir fouiller chez moi et derrière ma grange, dans mes documents et ma vie privée. Je n'ai rien à cacher. Mais les membres de l'opposition sont comme nous des gentilshommes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça paraît pas.

(Rires et tapage)

M. Barré (Rouville): Ils sont des gentilshommes...

(Protestations)

... des gentilshommes, dis-je, qui passeront outre à des lettres personnelles. Il est impossible pour qui que ce soit de se rappeler tout ce qu'il a écrit dans sa vie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Rouville est en dehors du sujet.

M. Barré (Rouville): Un homme peut-il être tenu de répondre de toutes ses lettres personnelles, et de la correspondance qu'il a échangée avec sa femme et son ancienne blonde?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela a toujours été hors de question.

M. Barré (Rouville): Les membres de l'opposition sont assez intelligents pour comprendre. J'ai dit que je ne me rappelais pas, même dans une lettre amicale, d'avoir condamné la politique du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) concernant le cas en discussion. J'affirme, de plus, n'avoir jamais rien écrit là-dessus publiquement.

M. Bastien (Berthier): Je veux poser une question à l'honorable député de Rouville. Répondra-t-il?

M. Barré (Rouville): On m'en pose tellement de toutes sortes...

M. l'Orateur: Le député de Berthier a déjà posé des questions. Il ne peut parler deux fois sur le même point d'ordre.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas encore parlé sur ce point d'ordre.

M. l'Orateur: À l'ordre. Je rappelle au député qu'il n'a pas le droit d'être debout quand l'Orateur s'est levé. On devrait s'en tenir aux règlements. On est en dehors du sujet depuis déjà assez longtemps. Je ne vois pas en quoi cela peut intéresser le débat sur la motion en discussion que de poser d'autres questions. Ce débat sur cette lettre a assez duré.

D'ailleurs je ne puis permettre un débat plus long sur un document qui n'a seulement pas été produit. Si le député veut parler d'un document public, les membres ont le droit de s'attendre à ce que ce document soit déposé. Je ne peux permettre qu'un incident soit créé à même le débat sur les mères nécessiteuses.

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vote! Vote!

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre est de mauvaise humeur.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Allez-vous parler longtemps?

M. Bastien (Berthier): Je veux sympathiser avec mon ami de Rouville. Je lui porte une sympathie d'autant plus grande que si je m'en rapporte aux *Journaux de l'Assemblée législative*, lui et le chef actuel du gouvernement ont voté l'un contre l'autre sur le principe de l'allocation aux mères nécessiteuses.

Prenons donc le procès-verbal. Sur cette motion, votent pour: MM. Arcand, Bastien, Barré, etc., etc. Votent contre: MM. Bertrand (Saint-Sauveur), Duplessis, etc. Le député de Rouville a toujours été en faveur des lois sociales en cette Chambre; tandis que le premier ministre a toujours été contre.

Je n'en veux pas de meilleure preuve que cette motion de l'honorable J.-N. Francoeur², secondé par l'honorable Athanase David, proposée en 1934 et reconnaissant le principe des allocations aux mères nécessiteuses.

Le premier ministre, au temps où il faisait partie de l'opposition, en 1934, a voté contre un amendement à la loi des pensions aux vieillards. On nous a depuis représenté que c'était alors la crise à cette époque et que ce serait là une mesure trop radicale.

La province n'avait qu'un revenu de \$29,000,000. Mais aujourd'hui, le premier ministre lui-même l'admet, les affaires vont un peu mieux, et la province a un revenu anticipé de \$57,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député n'a pas le droit de faire ici des déclarations non conformes aux faits. L'amendement Francoeur-David était contre le principe des allocations, contraire à la loi des pensions aux vieillards, à tel point, M. l'Orateur, que le député de Rouville, avec sa franchise habituelle, a déclaré que le subterfuge du premier ministre du temps avait surpris sa bonne foi.
(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier) reprend la parole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
soulève un point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) dit quelques mots.

M. Bastien (Berthier): Alors, je vais lire cette motion pour laisser les membres de cette Chambre juger si elle était contre le principe des allocations...

Des voix: Vote, vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le gouvernement, comme le gouvernement Taschereau, en était rendu au point où il fallait passer des motions de cette sorte pour le faire marcher, inutile de dire qu'il était hostile au principe. Je répète que c'était là un subterfuge.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a aussi dit que la motion du député de Rivière-du-Loup faisait injure à la majorité de cette Chambre. Nous ne blâmons pas, ne critiquons pas la législation, mais nous blâmons le premier ministre et les membres de son cabinet d'avoir passé l'an dernier, à la dernière session, cette loi des pensions aux mères nécessiteuses et de ne pas l'appliquer aujourd'hui, de n'avoir pas tenu sa promesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier n'a pas le droit de parler ainsi, sans ignorer les *Procès-verbaux*. Voici, à la page 75, des *Procès-verbaux*, 1 George VI³, lors de l'étude des résolutions introductives du bill des pensions aux mères nécessiteuses. Ils ont voté contre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas contre le principe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme il faut d'abord une résolution avant de présenter un bill, comme ils ont voté contre la deuxième lecture de la résolution, ils ont donc voté contre le principe du bill. Tous ils ont voté; d'ailleurs, voici les noms: Bastien, Bouchard, Bouthillier, Connors, Delagrave, Messier.

M. Tardif (Frontenac): Soyez donc sérieux pendant cinq minutes.

Des voix: Vote, vote, vote.

M. Bastien (Berthier): Le point d'ordre du premier ministre.

M. l'Orateur: C'est une mise au point.

M. Bastien (Berthier): Nous avons voté pour la loi, pour son principe. Le député de Rouville

avait des sympathies marquées pour les ministériels en 1934. En août 1936⁴, M. l'Orateur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vote, vote.

M. l'Orateur: À l'ordre. (Chahut)

M. Bastien (Berthier): Pendant 40 ans, l'opposition n'a jamais eu autre chose que cinq ou six débris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vote, vote.

M. l'Orateur: La motion est-elle adoptée?

Des voix: Vote, vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel⁵, Lawn, Marcoux, Messier, 14.

Contre: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Bêlique, Bellemare, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Sauvé, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 61.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

(Applaudissements)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification et

inventaire des terres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes, octrois et encouragement à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Questions et réponses:

Achat de chlorure de calcium par le gouvernement

M. Delagrave (Québec-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il acheté du chlorure de calcium, du 1^{er} mai 1937 à date?

a. Dans l'affirmative:

a. De quelles personnes, sociétés ou corporations ce calcium a-t-il été acheté et à quelles dates?

b. Qui a servi d'intermédiaire pour l'achat de ce calcium?

c. Quel prix le gouvernement a-t-il payé?

d. Est-ce que tout le chlorure de calcium ainsi acheté a été payé?

e. Sinon, quel montant est-il encore dû et pourquoi le gouvernement retarde-t-il le paiement?

L'honorable M. Leduc (Laval): 1. Oui.

2. a. Brunner Mond Canada Limited, comme suit:

Le 29 avril, 1937; 10 mai, 1937; 25 juin, 1937; 30 juin, 1937; 10 et 14 juillet, 1937; 24 juillet, 1937; 26 juillet, 1937; 2 août, 1937; 3 août, 1937; 4 août, 1937; 5 août, 1937; 21 août, 1937; 14 janvier, 1938.

b. C. A. Smart et Consumers Chemical Ltd.

c. \$25 la tonne, c'est à dire, à \$1 de moins que le prix payé par l'ancien régime. Comme le département en a employé 2,603 tonnes de moins que l'année précédente sans affecter l'efficacité du service, il en est résulté une économie totale de \$77,251.00 pour le gouvernement.

d. Oui, à l'exception de 30 tonnes.

e. \$750. Parce qu'il n'a pas reçu encore la facture.

École supérieure des pêcheries

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries.

Adopté.

En comité⁷:

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): En 1922, Son Excellence Mgr Ross disait: Avant 10 ans, si les gouvernements ne donnent pas une attention spéciale à nos pêcheries maritimes, le pêcheur abandonnera son banc de pêche pour devenir à la charge de l'État.

La prédiction faite alors par le grand évêque gaspésien ne s'est que trop réalisée. Trop longtemps négligés, nos pêcheurs maritimes ont perdu peu à peu beaucoup de leur importance. Une enquête sérieuse faite dans les comtés de Gaspé-Sud, Gaspé-Nord et les Îles-de-la-Madeleine démontre que nous n'avons plus que 761 personnes engagées dans l'industrie de la pêche et la préparation du poisson dans le comté de Gaspé-Nord, soit 6%⁸ de la population; 1,752 personnes dans Gaspé-Sud, soit 7% de la population; et 2,318 personnes⁹ dans les Îles-de-la-Madeleine, soit 27% de la population.

La pêche demeure-t-elle vraiment une industrie de base dans ces comtés, demande-t-il?

La pêche reste l'industrie de base dans ces comtés, malgré la forte diminution du nombre des pêcheurs, depuis 1934. Il faut que les gouvernements aident à maintenir cette industrie à un niveau supérieur, puisque la prospérité des comtés en dépend. L'Union nationale est bien disposée à l'égard des pêcheurs.

Il explique les causes du malaise financier des Madelinots, malaises qui sont dus au tâtonnement de nos gouvernements et au manque d'une politique définie et appliquée à l'industrie de la pêche. Il laisse cependant entendre que les gouvernements semblent de mieux en mieux disposés à aider les pêcheurs.

Quant au gouvernement d'Union nationale, dit-il, il a fait son possible pour aider les Madelinots.

Il énumère ce qui a été fait en faveur des pêcheurs depuis l'avènement du nouveau gouvernement:

1. Aux Îles-de-la-Madeleine, dit-il, un prêt de \$75,000 a été fait aux pêcheurs, avec la collaboration du fédéral;

2. Un entrepôt frigorifique a été construit dans l'île de Havre-Aubert;

3. La nomination d'un officier provincial des pêcheries maritimes;

4. La construction en coopération avec les pêcheurs de salines;

5. La transformation de l'académie Saint-Pierre de l'Étang-du-Nord en école d'agriculture et de pêcheries;

6. L'organisation d'une ligne de navigation entre Montréal, Québec, Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine.

Mais, pendant que nous nous efforçons de venir en aide aux pêcheurs, la Commission des ports nationaux poursuit sa politique centralisatrice, en se préparant à augmenter jusqu'à 65 % les droits de quaiage dans nos ports organisés.

Il fait ensuite un exposé succinct des problèmes à résoudre dans le domaine des pêcheries maritimes: problèmes d'éducation, problèmes scientifiques, industriels et commerciaux.

Problème d'éducation: les pêcheurs sont individualistes et en quelque sorte réfractaires au progrès. Il faut leur donner une bonne éducation, relativement à la coopération et aux nouveaux procédés de préparation du poisson.

Le problème scientifique est aussi d'une grande importance. Les recherches scientifiques pures faites par les stations de biologie marine sont de nature à aider les pêcheurs.

Il suggère qu'un représentant d'une de nos stations biologiques soit envoyé à tous les congrès mondiaux du genre, afin de connaître les savants qui s'occupent des problèmes de biologie marine et de mieux se tenir au courant des progrès de la science et éventuellement résoudre plusieurs des problèmes auxquels font face les pêcheurs du Bas-Saint-Laurent.

La recherche scientifique appliquée, dit-il, permettra de diminuer la trop grande spécialisation de notre pêche. Nous pourrions alors, ces points étant connus, rechercher et utiliser des poissons que nous ne mangeons pas encore et organiser les marchés en conséquence.

Il énumère ensuite les sortes de poissons qui peuplent les eaux du Bas-Saint-Laurent et du golfe, puis il décrit ces poissons et donne d'intéressants détails sur leur vie et leur habitat. Les principaux genres de poissons sont: la morue, l'aiglefin, le capelan, le hareng et le homard.

Il fait une description assez étendue des divers poissons des Îles-de-la-Madeleine: l'éperlan, le maquereau et le marsouin blanc ou béluga.

Les courants marins, dit-il, sont un facteur important du succès et de l'insuccès d'une saison de pêche. Il y a quatre courants principaux qui déterminent ou gouvernent la région de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. Naturellement, les Îles-de-la-Madeleine sont tributaires de ces cours, de ces courants.

Ces quatre courants sont: le Gulf Stream ou Atlantique, le courant arctique du Labrador, le courant de Gaspé et celui de Cap Ray. La station biologique de l'Université Laval à Trois-Pistoles a fait une étude approfondie, importante et fort utile aux pêcheurs de ces divers courants, en même temps qu'une étude très suivie des températures des eaux du fleuve Saint-Laurent.

Il y a quelque 20, 30 ans, il se faisait d'abondantes pêches à la morue sur les bords du Saint-Laurent. On en pêchait à Métis, à la Baie-des-Sables et à Sainte-Flavie. Aujourd'hui, la pêche a beaucoup diminué.

Je suis porté à croire que, vu le déboisement, les eaux du Saint-Laurent se sont réchauffées et la morue, ne trouvant plus les mêmes conditions de vie d'il y a 30 ans, s'est éloignée vers des endroits plus favorables. C'est donc le cas de dire, dit-il, que l'étude des courants et des températures des eaux est des plus importantes, si on veut transporter le pêcheur aux endroits propices à son métier, là où le poisson est abondant et où le pêcheur peut gagner sa vie.

Beaucoup de pêcheurs ont l'habitude de retourner à l'endroit où, l'année précédente, la pêche a été bonne; c'est une grande erreur, car aux endroits de pêche, plus que partout ailleurs, les années se suivent mais ne se ressemblent pas.

Parlant de l'organisation industrielle de nos pêcheries, les poissons qui ne sont pas consommés frais doivent nécessairement subir certaines transformations pour faciliter leur conservation et les rendre propres au commerce. Ces transformations du poisson sont au nombre de quatre: la salaison, la dessiccation, la mise en conserve et la congélation.

La fondation de coopératives s'impose, dit-il, afin d'organiser le marché économique; l'industrie doit être améliorée. Et il se prononce en faveur d'une prime au pêcheur qui ferait partie d'une telle coopérative.

On pourrait répéter ici, dit-il, ce que l'Angleterre a fait en faveur de ses pêcheurs de harengs. Là, une commission appelée Herring Industry Board a pour objet de réglementer et

développer l'industrie de la pêche aux harengs. Les barques qui en font la pêche sont obligées de payer un permis spécial. Le permis est retiré si le pêcheur ne se conforme pas aux règlements régissant l'organisation. De plus, une marque spéciale de commerce leur est attribuée et seuls les producteurs qui se conforment aux règlements ont le droit de se servir de cette marque de commerce. D'autres pays, comme la Norvège et la France, doivent leurs succès à la fondation de ces coopératives.

Il cite une opinion d'un officier du ministère fédéral des Pêcheries, en 1932, qui disait que si notre marché en Italie diminuait quant au poisson, c'était parce que, souvent, la marchandise exportée ne correspondait pas toujours quant au poids et à la qualité à celle qu'on avait achetée. Il ajoute que si notre production s'améliore et s'augmente, il faudra trouver d'autres marchés à notre poisson. Il fait ensuite la nomenclature de tous les poissons que les Îles-de-la-Madeleine, si les pêcheurs étaient encouragés dans leur industrie, pourraient produire.

Il félicite le gouvernement d'avoir instauré le département des Pêcheries, de s'être réellement penché sur le problème des pêcheries, problème qui est cause de tout près de 7 % des abandons de ce métier parmi la population de Gaspé, jusqu'à tout récemment, et félicite en terminant le gouvernement de la fondation de l'École des pêcheries, école, dit-il, demandée depuis longtemps et devenue une réalité, grâce au gouvernement de l'Union nationale qui a voté \$25,000 pour son établissement à Sainte-Anne-de-la-Pocatière. L'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière fournira aux pêcheurs un entraînement pratique ainsi qu'une aide pour la mise en place de coopératives de mise en marché.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): J'abonde dans le sens du député des Îles-de-la-Madeleine et souhaite que les pêcheries soient organisées plus scientifiquement. Je suggère que le gouvernement fournisse aux inspecteurs des pêcheries et aux pêcheurs qui ont le plus d'initiative des thermomètres marins et des fiches sur lesquelles ils pourront inscrire la date de la pêche, la température de l'eau, la profondeur, etc. Ces données seront très utiles pour déterminer dans quelles conditions la pêche peut être la plus fructueuse.

M. Dubé (Témiscouata): Il y a tout un programme dans le discours du député des Îles-de-la-Madeleine, dit-il. Il démontre à son tour la nécessité d'établir des écoles de pêcheries, des écoles de toutes sortes pour préparer la génération qui monte.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) appuie le projet de loi en principe et félicite les promoteurs d'avoir établi l'École des pêcheries à Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) pose une question.

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'école située à Grande-Rivière restera destinée aux pêcheurs, alors que l'école de Sainte-Anne-de-la-Pocatière aura pour objet de former des ingénieurs et des techniciens de la pêche.

Il remercie les députés pour les suggestions par eux apportées. Il félicite le député des Îles-de-la-Madeleine. Son discours (de M. Langlais) sera publié en brochure.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée avant 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 25 mars 1938, à la page 1, rapporte: "À l'ouverture de la séance, un page apporte un panier de roses à l'honorable Paul Sauvé, président de la Chambre, qui fête son

31^e anniversaire de naissance. Quelques instants après, un autre page apporte au même une autre corbeille de fleurs, de la part de la Galerie de la presse, dont M. Sauvé est l'un des présidents honoraires". *L'Événement* du 25 mars 1938, à la page 13, ajoute: "M. Sauvé distribue gracieusement les roses aux journalistes qui ont déambulé le reste de la journée avec chacun une fleur à la boutonnière".

2. Il fut ministre des Travaux publics du 28 octobre 1931 au 11 juin 1936, et Orateur de l'Assemblée législative du 10 décembre 1919 au 10 janvier 1928.

3. *Le Devoir* du 25 mars 1938, à la page 6, rapporte l George V.

4. *Le Devoir* du 25 mars 1938, à la page 6, rapporte 1935.

5. *Le Soleil* du 25 mars 1938, à la page 3, rapporte: "Quand MM. Hamel, Drouin et Grégoire se sont levés pour voter, des députés de la droite leur ont crié: Débris! Débris!".

6. *Le Canada* du 25 mars 1938, à la page 9, rapporte: "L'honorable premier ministre répond à une interpellation au nom de l'honorable F.-J. Leduc, qui a été obligé de partir pour Montréal à cause de la maladie de sa mère. M. Duplessis en profite pour exprimer le souhait que Madame Leduc sera bientôt rétablie".

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

8. *L'Action catholique* du 25 mars 1938, à la page 6, rapporte 60 %, mais selon les autres chiffres, 6 % serait plus approprié.

9. *L'Événement* du 25 mars 1938, à la page 13, rapporte 2,316 personnes, et *The Chronicle Telegraph* du 25 mars 1938, à la page 3, 3,313 alors que les autres journaux font tous mention de 2,318 personnes.

Séance du vendredi 25 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité de la chasse et de la pêche. Voici le rapport:

À l'unanimité, votre comité recommande:

1. Que l'article 10 du chapitre 86, loi concernant la chasse, soit amendé de façon à rendre plus rigoureuses les sanctions contre ceux qui achètent ou vendent de la perdrix. Le comité suggère que le minimum de l'offense soit fixé à \$25 plus \$1 par oiseau.

2. Que l'article 5 du chapitre 86 soit également amendé de façon à ne permettre à un même chasseur que de tuer un seul chevreuil et un seul orignal.

3. Que l'article 26 du chapitre 86 soit amendé de façon à donner une indemnité raisonnable aux personnes qui, après enquête, auraient eu raison de se plaindre des dommages causés à leur propriété par des animaux sauvages plutôt que de leur permettre de tuer ces animaux.

4. Que l'article 35 du chapitre 86 soit modifié en vue de rendre illégale la possession de la chair d'orignal, de chevreuil ou de caribou ainsi que tout gibier à plume protégé par la présente loi ou la loi fédérale concernant les oiseaux migrateurs, après le trentième jour qui suit la fermeture de la chasse.

5. Que l'article 54 du chapitre 83 soit amendé de façon à rendre illégale la possession de certains poissons sportifs, après le quinzième jour qui suit la fermeture de la pêche, en vue de mettre fin à des pêches abusives.

6. Qu'un ordre en conseil soit adopté pour favoriser la protection de la grenouille dans cette province.

7. Qu'un règlement soit adopté en vue de prohiber l'usage des verveux métalliques pour la prise du rat musqué.

8. Que des représentations soient faites au gouvernement fédéral en vue de défendre la pêche à

la truite grise, du 1^{er} octobre au 1^{er} mai, afin que la saison soit uniforme pour les différentes variétés de truites que l'on prend dans cette province.

9. Que le gouvernement fédéral soit prié de mettre la loi des pêcheries de la province de Québec aussi uniforme que possible avec celle de la province d'Ontario.

10. Que les représentations faites au comité relativement à la loi des oiseaux migrateurs soient transmises au gouvernement fédéral.

11. Qu'il y aurait lieu d'encourager la multiplication des sanctuaires pour la protection du castor dans le nord de la province avec le concours du ministère des Affaires indiennes pour améliorer, plus tard, les conditions de vie des indiens.

12. Que des représentations soient faites au procureur général en vue de simplifier la marche des procédures contre ceux qui violent les lois de chasse et de pêche.

13. Que l'autorité conférée aux gardes-chasse et aux gardes-pêche, en vertu de leur commission, soit étendue au-delà du comté pour lequel ils ont été nommés.

14. Que le corps des gardes-chasse et des gardes-pêche soit réorganisé pour le rendre plus efficace en augmentant le nombre des équipes volantes et en payant davantage les officiers, sauf à en diminuer le nombre là où les circonstances le permettent.

Par ailleurs, le comité croit devoir revenir sur une suggestion qu'il avait faite l'an dernier et insister de nouveau pour qu'une licence de pêche et de chasse soit imposée aux résidents de la province, à la condition que le produit de cette licence constitue un fonds spécial, mis à la disposition du département, pour toutes les fins relatives à la protection de la faune ainsi que pour des fins de pisciculture, d'éducation et d'organisation. Le comité émet l'opinion que les colons et les cultivateurs, lorsqu'ils pêchent ou qu'ils chassent dans un rayon de cinq milles de leur résidence, pourraient être exemptés de ce permis.

Le comité désire réaffirmer d'une façon très catégorique la position qu'il a prise l'an dernier relativement aux personnes qui, au moyen de bran de scie, d'huile ou de substances délétères, rendent impropres pour le poisson les eaux des lacs et des rivières. Le comité recommande que ces personnes soient traitées avec toute la sévérité prévue par les lois fédérales et provinciales.

En terminant, le comité est d'opinion que les recommandations qu'il avait faites l'an dernier et qui ont déjà reçu une suite pratique, ainsi que les recommandations qu'il a l'honneur de faire cette année, ne pourront manquer d'améliorer la situation de la faune dont l'importance est de plus en plus considérable pour notre province et notre population.

Accord entre la corporation de Portneuf et le Canadien Pacifique

M. Boiteau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Pelletier), que les dispositions du Règlement qui ont trait à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la publication des avis, à l'examen et à la présentation des bills privés, soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés.

Adopté.

M. Boiteau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 145 ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 34 modifiant la loi des compagnies de télégraphe et la loi des compagnies de téléphone.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province;

- bill 53 concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val-d'Or;

- bill 111 concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson;

- bill 127 modifiant la charte de la cité de Hull.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 110 concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prospér Major, avec les amendements suivants:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, aux lignes 8 et 9 de la page 2, les mots: "soixante et quinze pour cent", par les mots: "soixante-cinq pour cent".

2. a. L'article 3 est modifié en remplaçant, aux lignes 3 et 4 les mots: "soixante et quinze pour cent", par les mots: "soixante-cinq pour cent";

b. En remplaçant, à la ligne 6, l'année "1945", par l'année "1942".

Succession Hélène Beaune

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prospér Major. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 103 constituant en corporation Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension, avec l'amendement suivant:

L'article 5, page 2, est modifié en ajoutant, à la fin dudit article, les mots: "Ce ministre devra être sujet britannique, dans le cas où le ministre ne serait pas sujet britannique, les registres de l'état civil ci-dessus pourront être tenus par un secrétaire de la congrégation qui, lui, devra être sujet britannique".

Aussi, le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants, qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la ligne 4 de l'alinéa commençant par les mots: "Les termes...", les mots: "six pour cent", par les mots: "cinq pour cent".

2. L'article 5 est modifié:

a. En ajoutant, après le mot: "général" à la fin de l'alinéa (a), les mots: "ou dans le cas d'absence ou d'incapacité de ce dernier, de la signature de la personne nommée à cette fin par le conseil".

b. En biffant, dans les lignes 5, 6, 7 et 8 de l'alinéa (f), les mots suivants: "sauf, cependant, que toutes les procédures mentionnées dans cette loi devront être faites devant un juge de la Cour d'appel au lieu d'un juge de la Cour supérieure."

Aussi, le bill 125 constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada", avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans le sixième alinéa, aux lignes 5, 6, 7 et 8, les mots: "et offrant, tant par son passé, que par l'esprit qui l'anime, une garantie de syndicalisme inspirés par les plus hauts principes moraux".

2. L'article 5 est modifié:

a. En ajoutant, à la suite du mot: "analogue" dans la ligne 3, les mots: "à celle de voyageurs de commerce";

b. En remplaçant, dans la ligne 4, les mots: "sont" par le mot: "soient";

3. L'article 17 est modifié à l'alinéa (c), en ajoutant, à la suite des mots: "de l'aumônier-directeur", les mots: "et de son assistant".

4. L'article 33 est modifié dans la ligne 3, en remplaçant les mots: "voyageurs de chaussures", par les mots: "voyageurs en chaussures".

5. L'article 35 est modifié en biffant, dans la ligne 2, le mot: "cependant".

Aussi, le bill 137 changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 3, comme article 3a:

"3a. Nonobstant le changement de son nom et les droits qui lui sont conférés, rien dans la présente loi n'a pour effet de modifier les obligations dudit Francis Reginald Neilson, à l'égard du gouvernement de la province, ni d'affecter aucune

réclamation que ce gouvernement peut avoir contre lui.

"Pour les fins du présent article, le débiteur peut être appelé Francis Reginald Neilson ou Francis Reginald Neilson Sewell".

Aussi, le bill 132 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la ligne 7, "(novembre 1940)", par "(octobre 1941)".

Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 103 constituant en corporation Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Association des voyageurs de commerce du Canada

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada". Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Francis Reginald Neilson

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell. Lesdits amendements sont lu deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Temiscamingue and Abitibi Railway Company

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 132 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Demandes de renseignements:

Régie des liqueurs et seigneurie Thomas

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se plaint de nouveau de n'avoir pas encore obtenu les documents dont il a demandé la production au sujet du magasin de la Commission des liqueurs de Rivière-du-Loup et au sujet de la seigneurie Thomas, dans le Témiscouata.

Quand, dit-il, certains documents promis par le gouvernement seront-ils produits?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certains documents demandés au sujet de la location d'un magasin de la Régie des liqueurs n'ont pu être produits parce que le gérant de la région de Québec, pour la Régie, est parti au chevet de son vénérable père.

Quant aux documents sur la seigneurie Thomas, je les ai donnés, dit-il, de vive voix quatre ou cinq fois déjà.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je veux les documents, dit-il, et j'insiste.

Explications sur des faits publiés:

Rectification du député des Îles-de-la-Madeleine

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je relève une erreur dans un compte rendu d'un journal d'aujourd'hui au sujet de mon discours sur les pêcheries d'hier, en Chambre. Contrairement à ce qu'on me fait dire, qu'il y avait des marsouins aux Îles-de-la-Madeleine. Les marsouins fréquentent plutôt la Côte-Nord et les environs de la rivière Ouelle que la région des Îles-de-la-Madeleine.

Entretien des chemins d'hiver

L'honorable M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que les résolutions soient retirées.

Adopté. Les résolutions sont retirées.

L'honorable M. Leduc (Laval) demande la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Leduc (Laval) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but du bill est de donner au gouvernement le droit

de faire, d'entretenir des chemins d'hiver où il le jugera à propos.

À l'heure actuelle, certaines municipalités consentent à la voirie hivernale, sont favorables à l'entretien des chemins d'hiver, tandis que d'autres non, s'y opposent, et cela donne lieu à des embarras. Avec le bill, le gouvernement aura les moyens voulus de procéder, pour le plus grand bien général.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Leduc (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Magog

M. Beaudry (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog.

Adopté.

En comité²:

Le préambule et les articles 1 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12.

Le comité propose de remplacer l'article 12³ par le suivant:

"12. Nonobstant les dispositions du chapitre 116 des Statuts refondus de 1925, tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 52, section 1s, ainsi que toute loi générale ou spéciale au contraire, il est loisible au conseil de la ville de Magog, de construire, acquérir ou entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie, à des fins municipales et dont le coût total ne devra pas excéder cinquante mille dollars.

"Le conseil municipal est autorisé à donner à bail, à bailler ou à vendre le ou lesdits immeubles à qui il décidera et aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût du ou desdits immeubles.

"Il sera loisible audit conseil d'emprunter, aux fins susdites, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars, par règlement approuvé par les électeurs et par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux prescriptions de la loi concernant l'approbation des règlements d'emprunt."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications et critique cet amendement. Je comprends qu'il s'agit là d'une exemption de taxes sous une manière déguisée.

C'est une subvention déguisée à une compagnie, et l'on revient ainsi à l'ancienne et déplorable coutume où les municipalités se faisaient une concurrence ruineuse à force de concessions, et à laquelle l'ancien gouvernement a mis fin par sa loi de 1919.

Le premier ministre est-il en faveur de rétablir dans cette province l'ancien système d'exemption de taxe? Je comprends que d'après l'amendement l'on veut cacher une politique néfaste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Autrefois, les municipalités accordaient des bonis aux compagnies, et à Trois-Rivières, alors que le conseil de ville était dirigé par un ministre du cabinet de Sir Lomer Gouin; il y eut l'affaire de la Page Wire Fence, qui coûta très cher à la ville sans que la population n'en retire le moindre profit. Une compagnie, la Page Wire Fence obtint des avantages considérables de la ville, mais elle ne donna pas un sou d'ouvrage, ne construisait rien, et la ville perdit \$300,000.

Nous avons aboli la loi qui accorde des exemptions de taxes et des bonis, et lorsqu'il y aura une exception, nous voulons avoir connaissance du cas. Nous voulons avoir connaissance de tout ce que les conseils municipaux voudront décider en ce sens, afin d'en décider à bon escient.

Il s'agit de l'un de ces cas particuliers. La ville de Magog est une petite ville prospère, et nous prenons le moyen voulu pour que ce qui s'est produit à Trois-Rivières ne se produise plus. Il s'agit d'y établir une nouvelle petite industrie locale. La ville de Magog ne donne pas un sou. Car le prix de vente ou de louage doit équivaloir au prix de construction.

De plus, la compagnie paiera entièrement chacune des taxes municipales. Il ne s'agit donc pas d'une exemption de taxe, mais d'une mesure pour aider à l'établissement d'une industrie qui ne fera pas de concurrence, mais qui contribuera à donner de l'ouvrage sans que la municipalité sacrifie un sou de taxe, ou accorde un boni. L'établissement d'une

nouvelle industrie procurera à Magog de nouveaux revenus par l'emploi de plusieurs travailleurs, qui paieront des taxes, etc.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas besoin de rappeler les déclarations que fit autrefois le chef actuel du gouvernement contre les exemptions de taxe. Il promettait l'abolition des exemptions de taxe et la disparition de tous les privilèges accordés aux industriels par les municipalités. Il alla même jusqu'à promettre des changements dans la loi de l'impôt, au sujet de la taxation de la machinerie. Il a fulminé contre ces bonis et ces exemptions, abolis depuis 1919. La municipalité demande l'autorisation de construire un hôtel de ville.

Cette clause ratifie une mesure du conseil de Magog qui construit une manufacture en essayant de faire croire qu'il s'agit d'un édifice qu'on utilisera pour des fins municipales. Jamais nous n'avons vu une telle demande devant la Législature. Si c'est ce qu'on veut, le chef de l'opposition ne concourra pas dans cette mesure. Si c'était une politique recommandable, on n'aurait pas recours ainsi à un article spécial dans le bill, à un subterfuge. Cette loi est un subterfuge pour rétablir la concurrence entre les municipalités désireuses d'attirer des industries chez elles.

Il est clair qu'on veut permettre à un groupe d'industriels, à des industries de se servir du crédit de la ville pour fonder leurs établissements, pour se construire une manufacture. Et nous assisterons à une concurrence effrénée dans ce domaine, au détriment des municipalités, en définitive. Ainsi, l'immeuble ne sera autre chose qu'une manufacture construite d'avance, aux frais de la ville. Dans ce cas, c'est permettre à un groupe d'industriels de se servir du crédit d'une municipalité pour s'établir. Le principe n'est pas sain parce que les garanties manquent.

D'autres municipalités, prévient-il, pourraient être tentées de suivre l'exemple de Magog afin d'attirer de nouvelles industries. Si elles agissent ainsi et que les industries font faillite, les contribuables se retrouveraient avec une autre facture à payer.

Le gouvernement libéral avait mis fin, dit-il, et débarrassé la province des bonis, de cette concurrence ruineuse entre les municipalités par sa loi de 1919. Voici qu'on fait maintenant machine arrière. Cet amendement risque de faire porter tout le coût du nouvel établissement industriel sur les propriétaires de Magog plutôt que sur la direction de l'entreprise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comme je l'ai dit, la ville de Magog demande le droit d'emprunter et de dépenser jusqu'à concurrence de \$50,000. Il s'agit de construire un édifice qui pourra être employé, qui servira à des fins municipales, ou pourra être loué ou vendu à des tiers. S'il s'agit d'une bâtisse qui devra servir à des fins municipales, l'opposition n'a rien à reprocher au gouvernement. Mais, si la bâtisse doit être vendue, l'opposition et le chef de la gauche n'ont encore rien à dire, parce qu'on dit que les acquéreurs, la compagnie devront payer 100 % du coût de construction, à raison de 100 sous dans la piastre. La ville vend l'édifice, elle ne perd donc absolument rien; et, de plus, la compagnie, les propriétaires paieront toutes les taxes sans la moindre exemption ou commutation. Rien dans la loi n'exempte la compagnie de taxes.

Nous avons aboli la loi qui permettait aux corporations municipales, dans le passé, d'accorder des exemptions de taxes jusque dans la proportion de 75 % de la valeur des bâtisses. Nous avons rayé, fait disparaître cette loi et nous avons dit, en vertu de la loi adoptée l'an dernier, notre désir que la Chambre soit consultée. Pour obtenir ce droit, les municipalités doivent s'adresser à la Législature. Il n'y a plus d'abus comme sous l'ancien régime. De plus, les électeurs contribuables seront consultés par voie de référendum sur cette affaire, en plus de dire que leur décision devra être soumise à la Commission municipale et au lieutenant-gouverneur en conseil.

Sous l'ancien régime, on a accordé des subventions allant jusqu'à \$40,000 pour la construction de chemins de fer. À Trois-Rivières, il y a plusieurs années, du temps de l'ancien régime, on a construit un chemin de fer, le Saint-Maurice Valley Railway; les amis de l'ancien régime ont fait donner, souscrire, payer par la ville de Trois-Rivières, un montant de \$40,000, par Shawinigan \$25,000 et par Grand'Mère \$10,000. Ces villes, en plus de fournir ces bonis, ont donné les terrains, ce qui a fait un total de \$90,000. Cet argent, ce sont les "schemers" de l'ancien régime qui l'ont empoché. À Trois-Rivières également, lorsqu'on avait pour maire un ministre de l'ancien régime, on a aussi accordé des subventions spéciales pour construire une manufacture de boîtes, qui est restée sur les bras de la population, avec une perte de \$150,000 pour la ville et aucun avantage pour les contribuables.

À Saint-Hyacinthe même, pour aller dans la ville du chef de l'opposition, on en eut un exemple récent. C'est le chef d'opposition qui a laissé créer en cette Chambre des abus, comme celui de la Southern

Canada Power. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a laissé organiser une espèce de "scheme", de transaction en vertu de laquelle la compagnie Southern Canada Power, l'amie du chef de l'opposition, a fait acheter des terrains et était appelée à en profiter.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, je déclare que tout ce que dit le premier ministre est faux. Je n'ai rien eu à faire avec cette histoire, cette transaction de la Canada Southern. Je n'étais pas maire de Saint-Hyacinthe alors. Cette transaction fut faite au temps du maire Pagé, du temps où les amis de l'Union nationale, du premier ministre, que nous avons battus, balayés à l'élection suivante, étaient à l'hôtel de ville. J'y fus toujours opposé. Mes amis et moi-même, nous y étions opposés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je savais que le chef de l'opposition avait de l'audace, mais pas autant que cela, et qu'il irait jusqu'à dénaturer les faits. Le chef d'opposition s'est déjà fait battre à Saint-Hyacinthe. Il va encore se faire battre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça peut arriver.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le conseil de Saint-Hyacinthe, qui comptait des amis du chef de l'opposition, a fait des arrangements. Je dis que certains citoyens ont acheté des terrains de la Southern Canada Power, pour en faire cadeau ensuite à la Southern, qui y était intéressée, qui a bâti une manufacture. Et je dis que, lorsque le temps fut venu de payer le billet, c'est le député actuel de Saint-Hyacinthe, le chef de l'opposition, qui a présenté un bill à la Législature de Québec, demandant de permettre à la ville de Saint-Hyacinthe de le payer, pour que sa ville paie le cadeau qu'il voulait faire à son amie la Southern Canada Power...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces terrains appartiennent à la Southern et c'est elle qui est propriétaire des bâtisses, de l'industrie qui est dessus. Ça été décidé par nos adversaires et non par moi. Je dis que le premier ministre veut rétablir les exemptions de taxe et que son amendement actuel en est une, tout comme celle qu'il a fait octroyer aux éleveurs à grains de Trois-Rivières.

Cette loi est un subterfuge pour permettre à un groupe d'industriels de se servir du crédit de la municipalité pour se faire construire une

manufacture. Le premier ministre dit que la compagnie qui ira s'établir à Magog paiera des taxes. Bien plus, on donne à la ville le droit de louer l'édifice à une compagnie qui n'est pas désignée. Si l'édifice est loué, la compagnie ne paiera évidemment pas de taxes. C'est un subterfuge pour accorder une exemption de taxe, ou en tout cas, un privilège important.

L'ancienne loi disait aussi que les électeurs devaient être consultés, quand il s'agissait d'accorder une exemption de taxe. Rien n'a été changé. Le seul changement, c'est qu'on prend aujourd'hui des moyens détournés pour accorder ce que l'ancien gouvernement avait aboli. Le premier ministre a d'ailleurs présenté lui-même une loi pour exempter l'éleveur à grain de Trois-Rivières. Je l'en ai blâmé.

Je suis opposé au système des bonis que l'on est en train de ressusciter. Ce qui va se produire, c'est que les promoteurs vont mettre les municipalités en rivalité de nouveau. On va organiser de nouveau une concurrence ruineuse entre les municipalités, d'autant plus que la pratique a démontré que toutes les industries qu'on réussit à attirer avec des privilèges, 99 % des compagnies qui s'établissent dans ces conditions, finissent par faire faillite. Le premier ministre avait autrefois une bonne politique sur les lèbres quand il prêchait contre les exemptions de taxe, mais son amendement d'aujourd'hui prouve qu'il fait seulement du camouflage et que sa politique est contraire aux intérêts de la province et à ses engagements. Ce bill est un bill camouflé, un bill rétrograde qui marque une volte-face du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que nous avons aboli la loi qui permettait une exemption générale de 75 %. Nous avons aboli la source du mal. Lorsqu'il y a des exceptions, celles-ci sont étudiées par la Législature, à leur mérite. Dans le cas présent, il n'y a aucune exemption de taxe. Nous considérons à l'heure actuelle les exceptions. Le chef de l'opposition prétend qu'une compagnie qui ne serait que locataire ne paierait pas de taxes? Elle paiera la taxe d'eau, la taxe d'affaires, la taxe locative, s'il y en a une. Et de plus, les ouvriers auront de l'ouvrage.

Le chef de l'opposition a fait un aveu. Il a dit que le terrain, les bâtisses et l'industrie sur le terrain à Saint-Hyacinthe appartiennent encore à la Southern Canada Power. Or, c'est le député de Saint-Hyacinthe, le chef de l'opposition, qui, l'an dernier, a présenté un bill pour faire payer par la ville l'achat

des terrains à la Southern, qui a demandé d'accorder à la Southern Canada le bénéfice d'un bonus.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Jamais la ville n'a accordé quoi que ce soit à cette compagnie. C'est la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe, composée des amis du premier ministre, qui a voté ça, qui était responsable et qui est venue présenter le bill; et c'est pour elle que la loi a été adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que c'est le chef de l'opposition qui a présenté le bill par lequel on demandait de faire un cadeau à la Southern. Il y a plus que cela. C'est le même chef de l'opposition qui, dans son discours sur l'adresse, a demandé au gouvernement de faire augmenter les taux de son amie, la Southern Canada Power. Je comprends que ça fasse mal au cœur du chef de l'opposition d'entendre parler ainsi de la Southern Canada Power pour qui il a demandé de faire augmenter les taux d'électricité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais demandé ça! Ce que j'ai demandé et ce que je n'obtiendrai jamais parce que la Southern Canada Power est amie du gouvernement, c'est de forcer la compagnie à donner aux villes de Granby, Drummondville, Waterloo et Saint-Jean, les mêmes taux que ceux qu'elle donne à Saint-Hyacinthe pour faire concurrence à la municipalité. Et si la Southern veut accorder ces taux, la compagnie ne pourrait le supporter longtemps; elle va être en faillite, ça ne sera pas long!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour faire augmenter les taux de la compagnie que l'honorable chef de l'opposition a insisté. J'avais le texte sténographié de son discours.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je défie le premier ministre de produire ce texte. C'est ainsi qu'on fait de la politique aujourd'hui en se faisant contredire sur tout ce qu'on dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le meilleur moyen de ne pas être contredit, c'est de dire la vérité. J'avais son texte. Je peux bien ne plus l'avoir. Le chef de l'opposition ne prétendra pas que je vais garder ses discours dans ma bibliothèque.

J'affirme de nouveau que, lors de son discours sur l'adresse, le chef de l'opposition a demandé au gouvernement de hausser les taux d'électricité vendue par la Southern. J'ai eu le texte du chef de

l'opposition en main, et il l'a dit en toutes lettres. Le chef de l'opposition m'a demandé de lui remettre son texte. C'est ce que j'ai fait, car je ne voulais pas en enrichir ma bibliothèque.

Il a dit, s'est plaint que les taux de la compagnie, de la Southern étaient trop bas et il a demandé au gouvernement de les relever.

M. Bastien (Berthier) soulève un point d'ordre disant qu'on est loin du débat, parce que le premier ministre, dit-il, est hors de la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment le député de Berthier, n'ayant qu'une voix, est essoufflé et a de la misère à nous suivre. J'ai dit que, quand le bill a été présenté pour la Southern, lorsque la transaction eut lieu, le chef de l'opposition était maire de Saint-Hyacinthe.

M. Bastien (Berthier): Hors d'ordre, le premier ministre continue sur son même chapitre. Je demande une décision sur le point d'ordre.

M. le président: Le premier ministre et le chef de l'opposition sont tous deux hors d'ordre, mais jusqu'ici personne n'a soulevé d'objection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le chef de l'opposition qui a demandé d'endosser le billet au sujet du terrain de la Southern Canada Power.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre est mal pris et il fortifie pour se déprendre avec ses exemptions de taxe⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est clair que ça fatigue l'opposition et le chef. Ces jours derniers, il y a eu au no 6505 de la rue Saint-Denis à Montréal une réunion du Parti libéral où les membres ont dit que le chef de l'opposition n'était pas qualifié, compétent pour être chef. Je comprends qu'il y avait là-bas les amis du député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre renie ses promesses électorales les plus solennelles. Il met de côté, il viole par cet amendement l'un des articles les plus sacrés de son programme, celui dans lequel il se prononçait contre les exemptions de taxe. Il a tonné contre les exemptions de taxe et maintenant il autorise des cadeaux directs aux industriels. C'est plus qu'une exemption de taxe, la ville de Magog veut faire un cadeau de \$50,000 à des

industriels pour l'établissement d'une manufacture. L'an dernier, d'ailleurs, pendant que le premier ministre fulminait contre les exemptions de taxe, il a commencé en accordant de nombreuses exemptions au moyen d'arrêtés ministériels.

Le premier ministre a annoncé, la veille, aux échevins de Montréal, la formation d'une commission d'étude pour enquêter sur la propriété industrielle. Pourquoi une commission d'enquête, lorsque le premier ministre veut autoriser la ville de Magog à accorder un boni à une industrie? C'est une farce sinistre quand, maintenant, il veut faire accorder un bonus à la ville de Magog.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas surprenant que le député de Berthier ne comprenne pas, mais il ne faut pas lui demander beaucoup.

M. Bastien (Berthier) proteste et demande au premier ministre de respecter les règlements de la Chambre et de ne pas insulter les députés. Qu'il cesse son persiflage et qu'il essaie de discuter sérieusement, dit-il.

Le premier ministre fait des farces et accorde pendant ce temps des exemptions de taxe à des compagnies, notamment à la City Gas à Trois-Rivières, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dire qu'il ne faut pas demander beaucoup au député de Berthier, ce n'est pas une insulte, mais de la charité chrétienne.

L'ancien gouvernement a accordé des exemptions de taxe autrefois à l'Imperial Oil, qui représentaient une réduction de \$30,000 par année en taxes; aux Dominions Stores, dont les taxes furent réduites de 70 %; et à une compagnie de Québec, qui profita d'une réduction de 80 %, dont faisait partie un membre du Conseil législatif, parce qu'un ami de la compagnie avait des connections avec le gouvernement.

Il n'y a pas d'exemption de taxe dans le bill en discussion, et si l'on croit que seuls les grands centres ont droit à des considérations du gouvernement, on se trompe. Nous voulons être justes envers tout le monde et nous traiterons les petites villes avec le même degré de justice que pour les plus grandes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) répète qu'il va se prononcer contre l'amendement et annonce qu'il va voter contre la loi.

J'ai été sollicité, prié par des amis libéraux d'approuver cet amendement, dit-il, mais je ne veux pas avoir deux poids et deux mesures.

Je n'ai pas l'intention, dit-il, de retourner en arrière et de reprendre une pratique abolie depuis 1919. C'est une question de principe, et je vais m'y tenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi refuser à Magog ce que l'ancien gouvernement a déjà accordé à Rivière-du-Loup? Il taquine de nouveau le chef de l'opposition en lui disant qu'il a favorisé la Southern Canada Power.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'il est aussi ennemi qu'il le dit de cette compagnie, dit-il, il n'a qu'à la forcer à imposer les mêmes taux à Saint-Hyacinthe qu'ailleurs. Je le défie de le faire.

Faites donc ce que je vous demande, dit-il, forcez-la, la Southern, à donner aux centres voisins les taux qu'elle accorde à Saint-Hyacinthe.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'admets, dit-il, avoir proposé pour Rivière-du-Loup ce que me reproche le premier ministre. Mais la demande, affirme-t-il, était faite par un ami du premier ministre, M. Charles-Eugène Dubé, alors maire de ma ville. Je félicite le premier ministre d'avoir nommé M. Dubé, l'ancien maire de Rivière-du-Loup, à la Régie de l'électricité.

La ville de Rivière-du-Loup et la Législature ont fait une mauvaise affaire dans le cas soulevé par le premier ministre, et elles se sont trompées. Mais le chef de l'opposition du temps était favorable. L'expérience a été regrettable et il faut profiter de l'erreur du passé en évitant de la renouveler.

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

L'article 13 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois.

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bellemare, Bilodeau, Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon,

Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Marcoux, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Roy, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 33.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, Messier, 6.

Ainsi, la motion est adoptée. L'amendement est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que la Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

M. Beaudry (Stanstead) propose que le bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montmagny

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Boiteau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires d'écoles de Beauport

M. Pelletier (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard, à Beauport.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Pelletier (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Saint-Laurent

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subvention à Ernest Harnois & Fils, ltée

M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, limitée.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie et établissement de sujets britanniques sur des terres libres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande ce que cela signifie⁵.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

Il s'agit de prêts ne dépassant pas \$500 que le gouvernement accorde aux colons établis sur des terres libres, pour les aider à faire l'acquisition d'instrument aratoires et d'animaux de ferme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour établissement des fils de cultivateurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut savoir si le gouvernement paie toujours un montant de \$500⁶ pour l'établissement de chaque fils de cultivateur.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) répond dans l'affirmative.

Contrairement à ce qui se faisait sous l'ancienne administration, dit-il, le gouvernement ne fait pas de politique avec la colonisation et ce montant, l'octroi, n'est accordé qu'après enquête sérieuse et sur preuve de nécessité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au contraire, il se fait de la politique. N'est-ce pas plutôt la pudeur politique qui a empêché le gouvernement d'accorder cet octroi à certains fils de cultivateurs? Il nous arrive très souvent de recevoir des plaintes de gens qui disent: Mon voisin a reçu \$300 pour l'établissement de son garçon, et moi, qui suis plus pauvre que lui, je n'ai pu rien obtenir parce que je suis libéral. Quels sont ces enquêteurs?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Ces enquêteurs sont au-delà de 40. Et je dois dire que cette loi passée sous l'ancien régime semblait plutôt faite dans un but purement électoral.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et il ne s'en fait plus, de ces lois-là?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

Non, il ne s'en fait plus. Il donne ici lecture d'une lettre adressée par le député de Berthier, à M. Léo Ladouceur, un cultivateur de Berthierville, dans laquelle il lui annonçait qu'il avait obtenu des lots et des octrois grâce à sa recommandation. Le député de Berthier y annonçait au destinataire, M. Ladouceur, que sa demande d'octroi avait été acceptée, et qu'il s'en déclarait fort heureux.

M. Bastien (Berthier): Cette lettre ne prouve pas, loin de là, que ce M. Ladouceur soit un mauvais garçon, ou que le prêt ait été accordé mal à propos. C'est le ministère qui a accordé l'octroi, et non pas le député de Berthier.

Il dit n'avoir jamais rencontré M. Ladouceur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les députés de l'opposition n'ont pas le droit d'être aussi agressifs, considérant leur feuille de route. Je puis citer le cas de M. William Lemire, un homme du comté de Yamaska, qui a reçu \$1,000 de l'Office du crédit agricole, dont \$700 pour payer le député de Saint-Hyacinthe, le chef de l'opposition, qui avait une hypothèque sur la propriété de M. Lemire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas à moi que cette hypothèque avait été consentie, mais à M. Marius Audette. M. Audette m'avait donné en gage, en garantie cette hypothèque qu'il avait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est bien cela, le chef de l'opposition, riche comme Crésus, se sert du crédit agricole. Donc, l'hypothèque avait été transmise au chef de l'opposition par un acte de transport que le député de Saint-Hyacinthe, le chef de l'opposition, a signifié à l'Office du crédit agricole pour se faire payer. Et voilà l'homme qui dénonçait le crédit agricole dans Bagot, et qui s'en est servi pour collecter, pour encaisser une dette de \$700.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est M. Audette qui se trouve à avoir reçu les \$700, puisque je les ai déposés à son crédit. On fait du chichi avec un simple transport de garanties. On devrait plutôt parler du cas du député de Compton (M. Sherman).

Je n'ai rien à voir avec ce prêt, dit-il, que ce soit directement ou indirectement.

Les discussions continuent un moment sur la même affaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) somme de nouveau le premier ministre de parler du député de Compton (M. Sherman) et de ses lucratives transactions avec l'Office du prêt agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Laissez-le faire! Laissez-le faire!

Une voix ministérielle: Laissez-le faire!

M. Bastien (Berthier): Le ministre a fait plus que de l'électoratisme avec ces octrois. Il a même employé comme inspecteur un homme, un type nommé Houde qui avait été condamné à faire de la prison, un fait marquant des élections municipales de ces dernières années, pour être entré dans un bureau libéral à Montréal. Il a engagé cet homme pour faire des évaluations. Je conviens que cet homme, une fois sorti de la prison, a le droit comme les autres de gagner sa vie. Mais pourquoi ne lui avoir pas donné un emploi dans un bureau? Comment cet homme-là pourra-t-il donner justice à des pères de famille et à des colons nouvellement établis, s'il s'est déjà lui-même rendu coupable d'infractions à la loi électorale? On ne doit donc pas le mettre dans un domaine où il devient juge, où il doit accomplir un travail politiquement impartial.

M. le président demande si le crédit est voté, si l'item 167 est adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction pour fins culturelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.
Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Conférence de M. l'abbé Valmore Lavergne

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois dans les journaux l'annonce d'une conférence

intitulée: "Un gouvernement de criminels", que donnerait, que prononcerait M. l'abbé Valmore Lavergne. Je voudrais savoir si le premier ministre pense qu'il s'agit de son administration.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): C'est Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme M. l'abbé Lavergne est un homme qui aime l'histoire, il n'y a donc pas l'ombre d'un doute qu'il s'agit de l'administration antérieure à la nôtre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien alors, car moi, si je disais cela, ce n'est que parce que j'avais peur, je craignais le cadenas pour le conférencier, l'abbé Lavergne. Parce qu'on sait que les gens qui critiquent le gouvernement sont mal vus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est abominable!

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'étude du bill de Montréal sera reprise mardi prochain au comité des bills privés. Le bill de Montréal sera probablement terminé mardi et l'on entreprendra l'étude du bill de Québec. Dans le but de hâter le travail, nous allons siéger matin et soir. En procédant régulièrement ainsi, la discussion est plus facile et les problèmes se solutionnent plus facilement. Incidemment, je ferai remarquer que le chef de l'opposition n'a pas encore daigné paraître, assister une fois à une séance du comité des bills privés pour discuter des affaires importantes de Montréal. Les projets liés au bill de Montréal n'intéressent probablement pas le chef de l'opposition.

Et comme nous sommes un gouvernement respectueux de l'autonomie de Montréal, nous nous sommes rendus au désir des autorités de cette ville d'ajourner à mardi prochain. Nous leur avons offert, aux délégués de Montréal, de siéger ce soir, nous étions prêts à le faire. Nous allons donc continuer mardi avec ce bill dans l'espérance de le finir ce jour-là, sinon mercredi matin au plus tard.

Vendredi prochain, le 1^{er} avril, le bill présenté par M. Monette, député de Laprairie-Napierville, amendant la loi des accidents du travail sera soumis au comité des bills privés, à la considération générale de tous les députés et des délégations de l'extérieur. Les députés devront se faire un devoir d'assister à l'étude du bill Monette.

Les ouvriers et les intéressés pourront faire entendre leurs observations, leurs revendications.

Le gouvernement recevra toutes les suggestions. Personnellement, je ne suis pas au courant de ce bill, mais c'est sûrement une belle initiative que prend le député de Napierville-Laprairie. Ce bill n'est pas une mesure du gouvernement et la Chambre sera libre de se prononcer pour ou contre le bill. Je l'ai envoyé au comité des bills privés parce que je voulais que tous les députés aient une chance d'en entendre la critique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Moi, je l'ai lu, ce bill, et je suis radicalement contre. Quant au bill de Montréal, si le premier ministre ne connaît pas encore toutes les règles parlementaires, je les lui rappellerai pour lui dire que le bill de Montréal, comme tous les autres, doit être discuté en Chambre à son retour du comité. C'est donc ici que je l'attends.

En ce qui concerne le bill des accidents du travail, je le répète, je suis contre. C'est une mesure rétrograde.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas de préjugés. J'estime qu'il est encore mieux de dire qu'il est préférable d'entendre les suggestions de tous avant de condamner le principe d'un bill que je ne connais pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Eh bien! Moi je l'ai lu et je suis contre. C'est clair.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition vient de déclarer qu'il est plus parlementaire pour lui d'attendre le bill de Montréal ici, en cette Chambre. C'est qu'il aime mieux discuter les affaires de Montréal quand les gens de Montréal n'y sont pas. Franchement, ce n'est pas juste pour un parti comme le Parti libéral d'avoir un chef qui ignore ainsi les gens de Montréal, comme s'il ne leur attribuait pas d'importance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les députés libéraux de Montréal assistent aux séances du comité. Le premier ministre sait cela, il a dû le constater. Si j'étais là, cela ferait perdre du temps au comité.

(Rires)

Car, si j'avais assisté aux séances, à l'étude du bill de Montréal, le premier ministre, au lieu de faire son travail, aurait passé son temps à m'invectiver. Le chef de l'opposition a passé le temps qu'il n'est pas allé au comité, à sa table de travail, à étudier la législation et à travailler de façon efficace. J'aime

rester à mon bureau et travailler. C'est plus profitable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est malheureux. Le chef de l'opposition ne remplit pas ses devoirs. Il devrait assister à l'étude d'un bill comme celui de Montréal qui présente des problèmes pour lesquels il ne devrait pas afficher tant d'indifférence.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cocorico! (Rires)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. Voir note 1.

3. Nous n'avons pas reproduit l'article 12 original, compte tenu de l'état de la copie du projet de loi présenté en première lecture et étudié en comité permanent des bills privés en général.

4. *Le Canada* du 26 mars 1938, à la page 8, rapporte qu'à ce moment "la droite s'amuse".

5. *Le Devoir* du 26 mars 1938, à la page 13, rapporte que cette demande concerne le détail de l'item qui se lit: "Prêts aux sujets britanniques établis sur des terres libres, \$45,000".

6. *Le Soleil* du 26 mars 1938, à la page 17, *Le Canada* du 26 mars 1938, à la page 8, *La Presse* du 26 mars 1938, à la page 77, rapportent \$300.

Séance du mardi 29 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 123 modifiant la charte de la cité de Québec.

**Corporation du pont
du lac Saint-Louis**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 62 relatif aux biens de la Corporation du pont du lac Saint-Louis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la radiodiffusion

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Crédit agricole

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 66 facilitant le crédit agricole aux colons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Abolition
des rentes seigneuriales**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable

M. Dussault), la permission de présenter le bill 67 pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 68 modifiant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ouvriers atteints de silicose

M. Labbé (Mégantic) demande, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Tardif), la permission de présenter le bill 181 protégeant les ouvriers atteints de silicose.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Parc national
du Mont-Orford**

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chambre
agricole provinciale**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande, appuyé par le représentant d'Yamaska (l'honorable M. Élie), la permission de présenter le bill 71 créant une Chambre agricole provinciale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Validité
d'actes notariés**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 73 abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53, et l'article 316 du Code du notariat, relatifs à la validité de certains actes notariés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Nouvelles terres
de colonisation**

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Libération de débiteurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 76 concernant la libération de certains débiteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Consolidation
d'arrangés de taxes**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 77 modifiant la loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrangés de taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
valeurs mobilières**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 78 modifiant la loi des valeurs mobilières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 81 modifiant le Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Crédit agricole en Gaspésie
et aux Îles-de-la-Madeleine**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande, appuyé par le représentant d'Yamaska (l'honorable M. Élie), la permission de présenter le

bill 82 pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
convictions sommaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 83 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Exemptions et commutations
de taxes municipales
et scolaires**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63 modifiant la loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

**Loi du
crédit agricole**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Yamaska (l'honorable M. Élie), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Adopté.

**Abolition des
rentes seigneuriales**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales.

Adopté.

Parc national du Mont-Orford

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford.

Adopté.

Développement minier

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 72 pour encourager le développement minier dans la province.

Adopté.

Nouvelles terres de colonisation

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation.

Adopté.

École de filature

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 75 créant une école de filature.

Adopté.

Permis de vente de bière

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de

Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 80 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière.

Adopté.

Succession Lawrence Wilson

M. Tellier (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Roy), que les honoraires payés pour le bill 117 concernant la succession de feu Lawrence Wilson soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Loi concernant le pain

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Tellier), que les honoraires payés pour le bill 121 concernant le pain soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Sûreté provinciale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 22 relatif à la Sûreté provinciale.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser la continuation du paiement, à tout officier de la Sûreté, de son traitement ou d'une partie de son traitement après que cet officier sera devenu incapable de remplir ses fonctions par suite de blessures reçues dans l'accomplissement de ses devoirs et que, au cas de décès de l'officier à la suite

de telles blessures, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à l'épouse et aux enfants dont il était le soutien, s'ils sont dans le besoin, une indemnité n'excédant pas trois mille dollars.

Adopté.

2. Que toutes les dépenses occasionnées pour l'organisation et le fonctionnement de la Sûreté et généralement pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 22 relatif à la Sûreté provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 relatif à la Sûreté provinciale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Demandes de documents:

Industrie de la tourbe

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, de tous rapports et de tous autres documents entre le gouvernement et toute personne, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date, concernant l'industrie de la tourbe dans la province de Québec.

Je rappelle, dit-il, les négociations qui ont eu lieu entre le gouvernement et certains industriels anglais, et l'attitude négative du gouvernement sur les propositions faites. J'ai été surpris d'apprendre du gouvernement actuel que l'industrie de la tourbe ne pouvait réussir dans la province de Québec.

Les députés ont déclaré récemment que l'industrie de la tourbe comme produit industriel,

n'était pas pratique, recommandable dans notre province. Ils sont peut-être allés un peu vite. Dans mon comté, à l'Isle-Verte, pour les fins de l'exploitation de cette industrie qui extrait de la tourbe, durant six mois de l'année, l'on emploie parfois 70 hommes et paie une moyenne annuelle de \$9,000 en salaires.

L'on devrait encourager l'industrie de la tourbe. De telles industries peuvent aider à garder nos gens chez nous. Il y a une tourbière importante près de Rivière-du-Loup, et elle pourrait être exploitée avec avantage pour la région.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement s'intéresse à la question. Il n'a jamais dit que l'industrie de la tourbe était impraticable chez nous. Tout ce que le gouvernement a déclaré récemment était à l'effet que l'an dernier certains industriels anglais, un groupe de personnes intéressées dans l'industrie de la tourbe, sont venus rencontrer le gouvernement et ont demandé, sollicité un bonus du gouvernement pour entreprendre l'exploitation des tourbières de la province. Leur but était de substituer la tourbe au charbon comme combustible. Un octroi a été refusé parce le gouvernement a jugé que cet argent pourrait être utilisé de façon plus pratique, plus profitable ailleurs.

Le gouvernement a étudié le problème, et l'a fait étudier par des gens compétents en la matière. Les députés que nous avons envoyés au Danemark et ailleurs nous ont fait tout simplement rapport que, pour le moment du moins, cette industrie n'était pas pratique. Il en est résulté le fait que la tourbe ne pourra jamais, dans les circonstances actuelles, remplacer, concurrencer avantageusement le charbon, concurrence qui était le but recherché par le gouvernement, car l'écart du prix n'est pas suffisamment considérable en définitive.

Il n'y a qu'une différence de \$1.00 dans le coût de production en faveur de la tourbe et, par contre, il faut environ une tonne et quart² à une tonne et demie de tourbe pour équivaloir à une tonne de charbon, ce qui reviendrait en définitive plus cher.

Toutefois, le gouvernement s'occupe de la question. La question n'est pas mise de côté, puisqu'il apparaît sur le *Feuilleton* de la Chambre de ce jour une loi qui aura pour objet de faire les recherches nécessaires dans ce domaine. En fait, dès la première session, par la loi 1 Édouard VIII, chapitre 26, il a créé un organisme pour faire l'étude et l'inventaire de nos ressources naturelles. D'ailleurs, le gouvernement actuel aide au développement des tourbières.

Il est heureux que dans le comté de Rivière-du-Loup on s'intéresse à l'exploitation des tourbières, et le comté, dit-il, ne peut avoir toutes les malchances, puisqu'il a déjà celle d'avoir le député actuel, et que sans doute le comté continuera à s'améliorer³.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'avais trois fins en vue quand j'ai posé la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voulez-vous affirmer qu'il n'y a que trois fins dans le comté?

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je sais que du côté du gouvernement il n'y a qu'une seule fin. La tourbe peut être utilisée non seulement comme combustible, mais aussi pour d'autres fins. Elle sert aussi comme isolant, fertilisant et comme litière. Cette industrie mérite d'être encouragée.

Il continue pendant quelques instants.

La motion est adoptée.

Exportation de l'énergie électrique

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de tous arrêtés ministériels et de toutes correspondances, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date, concernant l'exportation de l'énergie électrique, soit dans les autres provinces, soit aux États-Unis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a quelque chose à dire, à ajouter. Est-ce qu'il veut parler sur sa motion?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'attends d'avoir consulté les documents, dit-il. Produisez les documents, et je verrai alors. Je n'ai rien à ajouter, la motion demande les documents et ils me suffiront.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Eh bien! Puisque le député, le proposeur de la motion n'a rien à dire, j'en ai moi, je vais parler. J'ai une déclaration à faire quant à moi. Le but de la

motion est de faire produire tous les arrêtés ministériels passés et toute la correspondance échangée depuis le 26 août 1936 jusqu'à date, concernant l'exportation de l'énergie électrique, soit dans les autres provinces, soit aux États-Unis.

Cette question de l'exportation de l'électricité a été assez débattue dernièrement. Nous, le gouvernement, avons eu, depuis notre arrivée au pouvoir, plusieurs demandes de la part de compagnies pour exporter de l'électricité en dehors de la province, mais avant de les mentionner et de produire les réponses que nous avons faites, je veux poser certains principes.

À Ottawa, le gouvernement fédéral, et en accord apparemment avec lui la majorité de l'opposition, les conservateurs fédéraux et les autres partis également fédéraux, nous a fait savoir que non seulement les provinces ne peuvent exporter l'électricité produite à même les ressources naturelles qu'elles possèdent, qui leur appartiennent, sans le consentement, la permission du gouvernement fédéral, mais qu'il leur faudra dans chaque cas faire passer préalablement une loi spéciale, présenter un bill privé, avec toutes les dépenses que cela comporte, puis faire approuver cette loi par le parlement fédéral, ce qui rend la procédure longue et fastidieuse. Ainsi, il faudra obtenir cette permission d'Ottawa pour disposer de nos richesses. Et voilà que les délais et les ennuis de toutes sortes émergeront.

La question est de la plus haute importance pour nous. Car, n'en déplaise aux bleus et aux rouges d'Ottawa et d'ailleurs, nous considérons que les ressources naturelles de la province appartiennent à la province et que, partant, il appartient à celle-ci d'en disposer comme elle l'entend. Elle n'a pas, pour en disposer, de permission à demander à qui que ce soit.

Lorsque la Confédération a été formée et que l'Union législative a été rejetée, il a été décidé, entendu que chaque province aurait son autonomie la plus complète sur les matières qui relevaient de sa juridiction, c'est-à-dire le pouvoir exclusif d'administrer et de légiférer en matière provinciale. Et parmi ces matières qui relèvent de sa juridiction se trouve l'utilisation des ressources naturelles de la province.

Or, si les ressources naturelles relèvent exclusivement de l'autonomie, de la juridiction des provinces, il est clair que la province doit avoir le droit d'en disposer, d'en vendre les produits à qui elle veut, d'exercer cette autonomie. Il est évident qu'il ne peut pas y avoir d'autonomie pour une province si elle n'a pas en même temps à sa disposition les moyens nécessaires pour l'exercer. Nous vivons en effet, sur la terre, et pour vivre sur la terre, il faut

employer les moyens terrestres mis à notre disposition.

Et je ne sache pas qu'il existe un facteur aussi important du point de vue matériel pour la province, que nos ressources naturelles. Si nous avons notre autonomie et, si les ressources naturelles des provinces sont de la juridiction exclusive des provinces, nous avons le droit d'en disposer comme nous l'entendons. Autrement, cette autonomie ne veut plus rien dire. Un propriétaire a le droit de vendre sa propriété et de faire ce qu'il veut de sa propriété; pourquoi alors ne devrions-nous pas avoir le droit de disposer de nos ressources naturelles comme bon nous semble? Si nous n'avons pas le droit d'administrer nos ressources naturelles, nous n'avons pas d'autonomie. Les fédéraux, les bleus et les rouges, qui émettent le principe que le droit de disposer des ressources naturelles des provinces relève et dépend d'Ottawa, sont les pires ennemis de l'autonomie des provinces et de celle de Québec en particulier.

Et je dénonce ici et les bleus et les rouges d'Ottawa, sans distinction, qui défendent cette théorie. Nous avons dans notre province de Québec des ressources naturelles illimitées du point de vue de la force hydraulique; nous avons commencé un inventaire qui a démontré que nous avons des millions et des millions de chevaux-vapeur d'inutilisés. Il est impossible d'utiliser tout cela. Même si nous utilisions l'électricité à 150 % des possibilités, en prenant pour acquis que nous électrifiions nos chemins de fer, que nous développions l'emploi de l'électricité pour fins domestiques, même si nous établissions une grande réserve pour les années à venir, nous aurions encore des millions de chevaux-vapeur d'inutilisés.

J'estime que, dans la Confédération canadienne, il appartient à chaque province de disposer, d'utiliser le surplus de ses ressources naturelles, après qu'elle en a fait une très large part à sa population, et de l'échanger avec les autres provinces en vue d'obtenir des avantages et des concessions utiles et profitables qui pourraient lui bénéficier, sans nuire à ses intérêts.

Les ressources naturelles nous ont été données comme moyen d'échanges commerciaux entre les provinces, voire même avec les États-Unis, et même avec les pays étrangers, ce qui permet de jeter les bases d'une collaboration qui ne peut être que profitable, à l'avantage de tous les intéressés.

Or, qu'est-il arrivé? Au mois de mars 1937, les représentants de la Beauharnois Power sont venus à Québec rencontrer le gouvernement de la province,

les membres du cabinet provincial, et ils nous ont demandé la permission, le droit d'exporter 40,000 chevaux-vapeur en Ontario et cette province les réexporterait ensuite aux États-Unis, à Ogdensburg, New York, déclarant que le gouvernement du dominion n'y ferait aucune objection. Quarante mille chevaux-vapeur, qu'est-ce pour la province de Québec qui en a à millions et à millions? Ce n'est rien, rien de rien. Ça ne représente pas une goutte d'eau dans l'océan.

Nous avons dit, répliqué, répondu à la compagnie que nous allions consentir, que nous étions prêts à l'autoriser à exporter 40,000 chevaux-vapeur d'électricité, mais auparavant nous allons poser certaines conditions. Nous avons dit à la compagnie: Vous paierez à la province, \$1.50 par cheval-vapeur, au lieu de \$1, ce qui est payé sur ce qui est présentement envoyé en Ontario, ce qui signifiait un revenu additionnel de \$20,000⁴ pour la province. Et \$20,000, c'est de quoi payer beaucoup de pensions de vieillesse, et beaucoup pour aider les cultivateurs et les colons.

En second lieu, nous avons dit: Vous n'aurez pas le droit de vendre du pouvoir, de l'énergie électrique à aucune compagnie qui peut venir en concurrence avec une compagnie de la province de Québec, et qui peut concurrencer une industrie de la province de Québec.

Troisièmement, nous avons dit: Vous devrez construire la ligne de transmission à partir des Cèdres à Cornwall, avec des ouvriers de Montréal, y employer des chômeurs, à qui vous paierez des salaires raisonnables.

Quatrièmement, vous serez obligés d'accorder, de consentir à la population de Montréal une réduction annuelle des taux d'électricité de \$300,000 par année, et c'est le gouvernement qui décidera si cette réduction⁵ sera appliquée à la grosse industrie, à la petite industrie, aux commerces, ou aux fins domestiques pour le petit consommateur.

Donc, à même nos ressources naturelles, nous enrichissons le Trésor provincial de \$20,000, nous donnons du travail aux ouvriers de Montréal, nous donnons à la population de Montréal une réduction de taux équivalente à \$300,000 par année, et de plus nous protégeons l'industrie de la province de Québec; c'est ce que signifiait la permission que nous avions accordée. Et tout cela, c'était fait à même nos ressources naturelles, qui nous appartiennent.

Nous avions voulu enrichir le Trésor provincial, diminuer les taux dans la ville de Montréal, et c'est l'honorable M. King et le gouvernement fédéral qui ont refusé, et ils veulent mettre la main sur nos ressources naturelles. Une

telle politique de la part du pouvoir central ne sera jamais tolérée par la province de Québec. Les provinces d'Ontario et de Québec s'uniront contre cette politique du fédéral. Le gouvernement fédéral dit que la population de Montréal n'aura pas de réduction de taux de \$300,000 par année, que la province ne retirera pas \$20,000 de plus par an, que les ouvriers n'auront pas de travail, et tout cela à même notre butin, à même nos ressources naturelles. C'est lui qui a refusé de ratifier tout cela. Eh bien! Nous allons y voir!

(Applaudissements de la droite)

Je dis qu'Ottawa est bien mal venu de dire: "Vous n'aurez rien sur notre butin, sur nos ressources naturelles. Nous allons endurer ça? Non et non!

(Applaudissements)

Non, M. l'Orateur, et le plus tôt les bleus et les rouges d'Ottawa réaliseront, comprendront qu'il y a dans la province de Québec un gouvernement qui se tient debout, sans faillir d'aucune manière à son devoir envers sa population, le mieux cela vaudra⁶.

(Applaudissements)

Nous ne faisons pas de menaces, mais nous entendons faire respecter nos droits. On parle d'unité dans la Confédération, d'harmonie, etc. Nous sommes pour l'unité, pour le respect de la Confédération, mais ce n'est pas en laissant piétiner sur les droits de la province de Québec qu'on arrivera à quelque chose, surtout quand le gouvernement qui entend s'emparer de l'autonomie des provinces et de leurs ressources naturelles n'est même pas capable d'administrer ses propres affaires.

Il est important que la province de Québec reste maîtresse de ses ressources naturelles, et nous voulons l'être, car elles lui sont indispensables pour ouvrir de nouvelles carrières à ses jeunes gens, pour établir ses chômeurs, pour assurer le progrès de la province. Nous voulons les utiliser pour rendre notre province prospère, et c'est Ottawa qui va nous en empêcher? Et c'est Ottawa qui va venir administrer indirectement nos biens et nos ressources naturelles? Non! Jamais, il n'y parviendra et nous ne l'endurerons pas.

Nous entendons rester maîtres chez nous et nous allons rester, demeurer maîtres chez nous. Et l'opposition devrait s'unir à nous pour faire comprendre au gouvernement d'Ottawa, aux bleus et aux rouges, que nous sommes et que nous entendons rester maîtres chez nous.

L'autonomie des provinces ne veut rien dire si elles n'ont pas les moyens de l'appliquer et la maintenir; or les ressources naturelles leur ont été

données précisément dans ce but. Aussi la logique exige-t-elle qu'elles en restent maîtresses absolues.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai trouvé dans les paroles du premier ministre les mêmes accents et la même furie qu'il montrait en 1933, lorsque la loi fut amendée par le gouvernement d'alors devant la Chambre, pour condamner la loi permettant à cette province de vendre de l'énergie électrique en dehors du pays. Il est assez curieux de constater les volte-face du premier ministre, du chef du gouvernement actuel. Je l'ai entendu en 1933 critiquer, condamner le gouvernement qui touchait, couchait dans les Statuts la loi qui lui a permis récemment d'essayer de vendre de notre électricité aux États-Unis. Ses arguments si clairs, et si précis, et si probants, pourquoi n'existaient-ils pas en 1933? Les arguments si clairs, si précis, si probants qu'il apporte aujourd'hui contredisent ceux qu'il apportait autrefois. Comment se fait-il? Il ne les connaissait pas à cette époque?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Laissez-moi faire mon discours. On ne parle qu'une fois sur une motion, quand l'Orateur est à son fauteuil. Je comprends que vous aimiez parler deux fois, mais je veux rappeler des choses qui ne cadrent pas avec votre grandiloquence. Le premier ministre a donné plusieurs raisons pour lesquelles il voudrait que les grandes compagnies puissent exporter, vendre le surplus de leur électricité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je n'ai pas parlé des compagnies hydroélectriques, mais j'ai parlé des ressources naturelles, de 40,000 chevaux-vapeur. Et j'ai parlé de l'exportation au point de vue de notre droit de la province de Québec de disposer comme elle l'entend de nos ressources naturelles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est plus le M. Duplessis du 26 mai 1933⁷. Il disait alors à cette époque: "Alors que notre population est obligée de payer des taux très élevés pour ses taux d'électricité, le premier ministre met de côté une loi nationale pour fournir aux Américains, chez eux, un important facteur de progrès, au détriment des intérêts de la province de Québec." Il disait qu'il

refusait d'approuver la loi alors présentée, disant que ce serait de la complicité et non de la collaboration avec le gouvernement.

Voilà! Ces affirmations contredisent carrément ce qu'a affirmé le premier ministre d'aujourd'hui tout à l'heure. Il se sert d'une loi qu'il disait inique pour essayer d'exporter et de permettre l'exportation d'énergie électrique aux États-Unis. Il s'en autorise pour accepter des offres qui lui ont été faites par la Beauharnois concernant la vente de l'électricité aux États-Unis. Quelle contradiction!

Il dit qu'il ne s'agit que d'une goutte d'eau dans l'océan. Je comprends que la quantité demandée constitue une goutte d'eau, mais cinq ans auparavant, ce n'était pas une montagne. En 1933, nos richesses naturelles n'étaient pas moindres, la quantité d'énergie électrique disponible était aussi considérable dans ce temps-là qu'il y en a aujourd'hui dans notre province.

Je veux prouver par là les contradictions entre ce que le premier ministre a promis aux élections et ses actes d'aujourd'hui. Il pense maintenant qu'il est intéressant de grossir les revenus de la province de \$20,000 à \$25,000 par l'exportation aux États-Unis et il croit utile de faire diminuer les taux dans la ville de Montréal. Et il pratique une politique qu'il déclarait, qualifiait d'inique il y a quatre, cinq ans. Il y a encore des gens dans notre pays qui croient que nous devons de préférence garder ici nos ressources naturelles, notre électricité pour le développement de nos propres industries.

Ces gens croient qu'il faut garder pour notre usage les richesses dont la Providence nous a gratifiés, qu'on ne devrait pas permettre à la compagnie d'aluminium de Massena, New York, de se développer à l'extérieur au détriment d'Arvida. Ces gens croient aussi qu'il n'est pas nécessaire de fournir à nos concurrents les moyens de mieux triompher; par exemple, de faire diminuer la production des usines d'aluminium d'Arvida pour augmenter celle de Niagara Falls.

Ils croient qu'il ne faut pas permettre de transporter ailleurs notre énergie électrique tant que les taux ne seront pas plus bas. Il y a encore des gens qui croient qu'il vaut mieux garder notre pouvoir pour en faire bénéficier, tout de suite ou éventuellement nos industries, et non pas celles de Niagara Falls, dans l'État de New York.

Il y a encore des gens qui croient qu'il vaut mieux conserver notre richesse pour réduire les taux d'électricité dans notre province et pour intensifier l'électrification rurale de nos campagnes. Les arguments dont se servait le premier ministre en 1933 existent, valent encore aujourd'hui.

Et il est étrange de l'entendre condamner aujourd'hui le premier ministre du Canada parce qu'il veut faire décider la question de l'exportation par le Parlement canadien, par les Chambres, qui trouve que cette question est tellement importante qu'elle doit être décidée par les députés élus par le peuple.

Mais cela se comprend que le premier ministre de Québec n'aime pas que les députés décident quelque chose. Depuis qu'il occupe son poste actuel, il a tout fait pour diminuer les prérogatives des députés et leurs privilèges. Il n'est pas une session où notre premier ministre de Québec n'a cherché à diminuer les droits des députés pour augmenter ceux du lieutenant-gouverneur en conseil.

Je pense que M. King a raison de vouloir que les députés étudient la question. Je crois que le premier ministre du Canada a le droit de faire décider, juger par le Parlement la question des ressources naturelles, si l'exportation de l'électricité est d'intérêt public. Ce problème est si important, tellement intéressant que même le gouvernement de Washington, des États-Unis a cru devoir intervenir. Même si le Parlement, le gouvernement King, permettait l'exportation, décidait que nous pouvons exporter de l'énergie électrique, nous ne pourrions le faire, car les États ont fermé leurs portes à notre énergie électrique.

Le gouvernement américain de Washington n'en permet pas l'importation, a décidé de défendre l'importation chez lui d'énergie électrique canadienne. Et pourquoi? Parce qu'il est d'avis que cette question peut soulever des conflits de nature à nuire à l'entente qui existe entre nos deux pays qu'il vaut mieux ne pas soulever. Parce qu'il croit qu'il faut d'abord régler des questions plus importantes à son point de vue. Le président des États-Unis déclare que tant qu'on n'aura pas réglé des questions plus importantes, entre autres celle de la navigation, la canalisation du Saint-Laurent, il ne croit pas devoir permettre l'importation de l'électricité. Les Américains sont maîtres chez eux. Aussi, l'attitude d'Ottawa est-elle juste, puisque l'on veut traiter ces questions avec précaution. Nous devons féliciter le premier ministre du Canada pour sa conduite dans les circonstances.

L'attitude de M. King, du gouvernement fédéral actuel, qui sait, a peut-être été provoquée par l'émouvant discours du premier ministre actuel de Québec en 1932 et en 1933. La province de Québec a besoin de ses ressources. On dit que les grandes compagnies ont énormément de chevaux-vapeur inemployés. Si elles en ont tant, pourquoi la province ne les force-t-elle pas à les vendre à des taux plus favorables aux consommateurs et pourquoi n'en profite-t-on pas pour favoriser l'électrification rurale?

Si les compagnies ont tant d'énergie à disposer, qu'elles le démontrent en donnant avec le gouvernement l'électricité à bon marché et l'électrification rurale. Si 40,000 chevaux-vapeur, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, que l'on donne cette goutte d'eau à nos campagnes, que l'on intensifie l'électrification rurale en rapport avec la valeur de nos richesses naturelles. En terminant, il reproche de nouveau au premier ministre ce qu'il appelle ses contradictions.

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle la discussion sur les crédits du ministère des Terres et Forêts, afin de pouvoir poursuivre le débat sur l'exportation de l'électricité aux États-Unis.

Au même moment, un page vient déposer une gerbe de roses devant le Dr Marc Trudel, vice-président de l'Assemblée législative, qui préside le comité, qui fête son anniversaire de naissance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, il me fait plaisir de vous offrir mes meilleurs vœux à l'occasion de cet anniversaire de naissance. La façon avec laquelle vous avez exercé d'importantes fonctions font prévoir pour vous une carrière de plus en plus brillante et fructueuse, à laquelle s'ajouteront de multiples années de bonheur, illuminées par le charme d'une épouse modèle et ensoleillées par de nombreux enfants qui ont toutes les qualités de la mère, sans avoir les défauts du père.

(Rires)

Au nom de toute la Chambre, je vous offre de chaleureuses félicitations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me joins au premier ministre pour offrir au président du comité les félicitations et les hommages de l'opposition. Pour bien montrer nos excellentes dispositions, nous adoptons sans discussion l'item 148.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit dans cet item des dépenses générales du département des Terres et Forêts, sous la juridiction duquel sont placés nos cours d'eau. Quelqu'un qui serait porté à faire de la casuistique pourrait peut-être interpréter à sa manière les interventions faites par le chef de l'opposition d'il y a trois ou quatre ans. Il y a quelques années, le régime du temps a demandé, a fait passer une loi pour se faire autoriser le droit d'exporter 250,000 chevaux-vapeur aux États-Unis, et cela, sans conditions. Le Conseil législatif a même porté ce droit à 300,000 chevaux-vapeur. Nous nous sommes alors opposés, déclarés contre cette mesure législative parce que nous n'avions pas confiance dans le gouvernement d'alors, qui était le gouvernement des trusts, parce que l'exportation devait se faire sans conditions. Nous ne voulions pas exporter sur la base d'un chèque en blanc. Car, dans un temps de misère, ça n'avait pas de bon sens.

Nous n'avons pas changé d'idée depuis, car nous ne voulons pas exporter d'électricité aux États-Unis sans conditions, nous. Nous mettons plusieurs conditions, dont une réduction de taux d'une valeur de \$300,000 pour les citoyens de Montréal, la condition de la non-concurrence aux industries québécoises, et une taxe de \$20,000 en faveur du Trésor québécois. Sous l'ancien régime, au contraire, les taux d'électricité montaient. Avec la nouvelle entente avec la Beauharnois, le gouvernement impose des conditions qui profitent de manière évidente à la province et à sa population. En 1933, la province n'avait aucune confiance en son gouvernement. Aujourd'hui, c'est tout le contraire.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a prétendu que l'Aluminium Company a profité de l'exportation de 40,000 chevaux-vapeur, au détriment de ses filiales d'Arvida et de Shawinigan Falls. En fait, l'Aluminium dépensera \$10,000,000 pour ces deux succursales dans les prochaines années.

Le chef de l'opposition, dans un vibrant discours, a prétendu que les États-Unis ne veulent pas permettre, s'opposent à l'exportation de notre électricité canadienne chez eux, à moins que nous ne consentions à la canalisation du Saint-Laurent. Voilà donc le chat qui sort du sac. Je l'ai déjà dit, et le répète: Nous sommes contre la canalisation du Saint-Laurent, qui permettrait aux États-Unis de développer 2,000,000 de chevaux-vapeur. Les Américains veulent la canalisation du Saint-Laurent parce qu'ainsi, ce n'est pas 200,000⁹ chevaux-vapeur qu'ils auraient, mais bien 2,000,000 de chevaux-vapeur. Et c'est parce que nous voulons retarder,

débarrasser le pays de cette menace, la demande de canalisation du Saint-Laurent, que nous aimons mieux exporter 200,000 chevaux-vapeur avec les conditions que j'ai mentionnées.

Pourquoi Ottawa veut-il la canalisation du Saint-Laurent? C'est pour faire l'affaire des Américains. La canalisation du Saint-Laurent aurait une répercussion grave dans les provinces de Québec et d'Ontario. Les États-Unis s'enrichiraient alors à même nos ressources naturelles et un grand nombre d'industries quitteraient le territoire canadien pour aller s'établir aux États-Unis. Et maintenant, si le chef de l'opposition veut dire quelque chose, a d'autres remarques à faire, il est libre; j'ai appelé l'item spécialement pour lui en donner la chance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais parler, ça ne sera pas long. Le premier ministre dit que la loi de 1933 autorisait sans condition l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis. C'est absolument contraire aux faits. C'est bien beau de faire de beaux discours et de changer son fusil d'épaule, mais il faut cependant s'en tenir aux faits, il ne faut pas faire des avancées que les textes contredisent.

La loi passée en 1933 concernant l'exportation de l'électricité dit qu'il est loisible au lieutenant-gouverneur, "aux termes et conditions qu'il détermine". Ce n'est donc pas sans condition. Le premier ministre a eu tort d'avancer que cette loi ne contenait aucune condition. Bien plus, il y avait même une clause formelle, une condition quant aux taux de l'électricité aux États-Unis et dans la province de Québec, qui disait: "Pourvu que le prix auquel l'électricité sera vendue ne soit pas inférieur à celui auquel l'électricité est vendue dans la province de Québec".

Le premier ministre a dit des choses absolument contraires au texte de la loi contre laquelle il a voté et contre laquelle il a parlé en 1933. Je dis ceci pour bien montrer la contradiction du gouvernement, sa volte-face. Quand le premier ministre faisait des déclarations grandiloquentes en 1933, il disait des choses qu'il devait contredire par des actes une fois parvenu au pouvoir. Comment il se fait qu'après avoir voté, en 1933, contre la loi de l'exportation de l'électricité, il propose maintenant une loi semblable?

D'ailleurs, le gouvernement d'Ottawa a refusé la demande qui lui a été faite et la loi n'a pu être appliquée. Le gouvernement fédéral a bien fait de refuser les demandes des compagnies électriques, en disant qu'il tient à ce que les ressources naturelles

du Canada soient exploitées pour le plus grand profit des Canadiens. Le gouvernement d'Ottawa a voulu conserver, garder aux citoyens de notre province des ressources naturelles qui leur appartiennent et on serait mal venu de l'en blâmer.

Le premier ministre dit que les États-Unis veulent avoir du pouvoir pour l'Est. C'est vrai; mais le député de Saint-Hyacinthe ne parlera pas longtemps sur cette question, d'abord parce qu'il n'est ni dans la province d'Ontario ni aux États-Unis. Et, ensuite, parce qu'il n'a pas étudié ce problème qui est l'un des plus considérables, une question des plus sérieuses, qui aient été portés à la face des gouvernements du Canada et des États-Unis, puisque son étude a déjà coûté des millions, un problème dont on n'a pas encore trouvé la solution.

C'est un problème trop complexe pour qu'on puisse se prononcer à la légère. Non seulement le gouvernement de Québec est intéressé, mais le gouvernement d'Ontario, celui d'Ottawa et surtout celui des États-Unis. Ce n'est d'ailleurs pas la question qui se présente actuellement devant la Chambre. Il ne s'agit que de relever les contradictions du premier ministre en ce qui concerne l'exportation de l'électricité.

Il n'est pas question de développer 2,000,000 de chevaux-vapeur pour le Canada, à moins qu'on ne puisse trouver le moyen d'utiliser ce surplus. L'exportation de l'électricité comporte un grand avantage pour les États-Unis, et particulièrement pour les États de l'Est, qui en manquent considérablement. Ce sont les États-Unis qui manquent d'électricité, et la canalisation du Saint-Laurent n'est pas un problème canadien, c'est un problème américain.

Ce que nous devons décider, c'est si le premier ministre a eu raison de faire la volte-face qu'il a faite. Le chef du gouvernement dit que la province percevrait des taxes plus élevées, \$25,000, et que Montréal bénéficierait d'une réduction des taux de l'électricité. Pourtant, il a déclaré souvent que nos prérogatives et nos ressources naturelles ne devraient pas être cédées pour de simples avantages pécuniaires. Nous l'avons souvent entendu dire en Chambre que les questions de piastres et même de millions de piastres ne comptent pas quand il y a un principe en jeu. C'est à lui de se rappeler ses déclarations et de motiver son changement d'attitude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition résume en somme son argumentation de deux façons: Ce que les États-Unis font, dit-il, je ne m'en occupe pas. Ce qu'ils vont faire

ne m'intéresse pas. Je ne sais pas s'ils ont l'intention de canaliser le Saint-Laurent; je ne me suis pas renseigné.

Après avoir fait cette confession, il a cependant voulu mettre le chef du gouvernement en contradiction avec lui-même, avec son attitude. Le chef de l'opposition n'a pas raison de dire qu'il fait volte-face. Il s'est opposé à la loi présentée sous l'ancien régime pour deux raisons: elle accordait le droit d'exporter un montant trop considérable d'énergie électrique et ne posait aucune condition.

L'attitude du nouveau gouvernement est tout autre. Il impose des conditions telles aux compagnies qui exporteront que la transaction est avantageuse pour la province. D'ailleurs, alors que l'ancien gouvernement a permis l'exportation sans condition de 75,000 chevaux-vapeur par la Cedar Rapids, l'Union nationale continue sa surveillance en matière d'électricité. Voici les faits:

En 1926, M. Taschereau a passé une loi pour interdire l'exportation de l'électricité aux États-Unis. Dans le temps, le chef de l'opposition actuel, député de Saint-Hyacinthe, applaudissait M. Taschereau. D'ailleurs, il l'applaudissait toujours quand il était là, quitte à ne plus l'applaudir quand il ne se sentait pas observé.

(Rires)

Le chef de l'opposition dit: Le député de Trois-Rivières dit aujourd'hui le contraire de ce qu'il disait il y a cinq ans, en 1933. Les amis, les thuriféraires de M. Taschereau, dont il était, ont mis moins de quatre ans, un an de moins, à changer d'attitude, parce qu'en 1930, M. Taschereau modifiait sa politique pour l'exportation de l'électricité. On l'applaudissait toujours, et quand il l'interdisait, et quand il l'autorisait. En 1933, M. Taschereau décidait, décréait, autorisait, dans un projet de loi, l'exportation d'une quantité ne dépassant pas 300,000 chevaux-vapeur aux conditions que le gouvernement devait déterminer.

J'avais raison d'affirmer, dit-il, il y a quelques minutes, que cette loi avait été passée sans conditions, car les conditions coûtaient toujours cher à la province sous le régime Taschereau: il y avait la caisse électorale, les compagnies amies, etc.

Il a été prouvé, dit-il, que les conditions que déterminait le gouvernement Taschereau n'étaient jamais des conditions dans l'intérêt public. Ces conditions étaient faites pour des avocats et des amis du régime qui avaient des milliers de piastres à retirer, en "retainers" par année. Lorsque l'ordre en conseil, l'arrêté ministériel sera produit, on constatera que le gouvernement n'adhère pas à la loi Taschereau

de 1933. À côté de l'ancien gouvernement qui sacrifiait tout, y compris la province avec, aux trusts et aux grandes compagnies, on a un nouveau gouvernement qui se tient debout et qui dicte ses conditions, quoi qu'en dise l'ami de M. Taschereau qui lui a donné un portefeuille.

(Rires)

Il n'y a pas de chèque en blanc avec nous. Sous M. Taschereau, le gouvernement permit par exemple l'exportation de 75,000 chevaux-vapeur de la Cedars Rapids sans conditions. Ces chevaux-vapeur ne sont jamais revenus. En regard de cela, qu'avons-nous fait, nous, le nouveau gouvernement? Nous avons d'abord institué la Commission ou Régie de l'électricité qui a commencé son travail. Il y a un mois et demi, le gouvernement donnait ordre à la Commission de l'électricité de faire une enquête devant conduire à faire baisser, plus tôt que certains ne l'attendaient, les taux de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

L'ancien gouvernement n'aurait jamais pensé à faire cela. Parmi les limites à bois qui ont été vendues à la compagnie Price Brothers, il y avait un pouvoir d'eau de quelque 15,000 à 20,000 chevaux-vapeur qui appartenait à la province. Nous l'avons repris. Nous allons en reprendre d'autres, cédés dans des conditions analogues. Le gouvernement va reprendre, d'autre part, pour la province, des milliers et des milliers de chevaux-vapeur concédés à des compagnies qui n'ont pas observé les conditions prévues.

Dans Québec vit une grande race, fière de ses traditions et de son passé. Dans l'Ontario vit une autre grande race, aussi glorieuse de son histoire. Toutes deux ont fondé le Canada et veulent s'entendre pour sauvegarder les droits, les décrets de leurs provinces respectives. N'est-il pas à propos que nous, qui sommes riches en ressources naturelles, décidions que nous allons donner à l'Ontario une petite partie du surplus de nos ressources, en espérant qu'avec l'apport des chevaux-vapeur qui répandront la lumière artificielle, la vraie lumière de la compréhension entre les deux races se répandra aussi?

L'exportation de l'électricité aux États-Unis ne peut qu'assurer l'harmonie entre les deux grandes races qui ont fait des provinces d'Ontario et de Québec ce qu'elles sont aujourd'hui. Les taux d'électricité peuvent être et sont importants, mais les taux de l'amitié féconde entre les deux grandes races sont encore plus importants. Si l'opposition ne veut pas collaborer avec le gouvernement là-dessus, qu'elle pense donc au moins à l'harmonie entre les

deux races. Nous voulons sauvegarder nos ressources naturelles pour le Québec et l'Ontario, et je répète que c'est malheureux que l'opposition persiste à ne pas vouloir coopérer avec nous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition collaborera avec le gouvernement aussi souvent qu'elle pensera que c'est dans l'intérêt de la province de le faire, et elle ne collaborera pas aussi souvent qu'elle pensera qu'il est aussi dans l'intérêt de la province d'agir ainsi. Aussi souvent que nous verrons qu'il n'y a pas de l'intérêt de la province, nous ne coopérerons pas avec le gouvernement. Pourquoi tout ce discours sur l'harmonie? S'est-on plaint dans le passé du manque d'harmonie entre les provinces de Québec et d'Ontario? Est-ce que nous ne sommes pas en paix avec l'Ontario?

Dans le passé, sous l'administration libérale, il n'y a pas eu manque d'harmonie entre les deux provinces. Exporter de l'électricité, ce n'est pas un moyen d'acheter la paix publique, puisque la paix existe déjà. Cette électricité est produite dans notre province. Je ne pense pas que les autres provinces étrangères croient que si nous refusons d'exporter notre énergie électrique, nous ferions preuve de mauvais voisinage. Je n'ai pas d'objection à l'exportation, à ce que nous vendions de l'électricité à l'Ontario; mais ce qui serait condamnable, ce serait de permettre aux grandes compagnies de vendre aux États-Unis en passant par l'Ontario, où nous aurions à payer des droits.

Pourquoi favoriserions-nous plus cette province qu'une autre? Et à notre détriment. Il ne saurait être question de sacrifier nos ressources naturelles pour l'amitié de l'Ontario, amitié qui n'est d'ailleurs pas en danger, vu que les relations sont cordiales depuis longtemps. Nos ressources naturelles doivent être exploitées, fort bien, mais d'abord et avant tout à notre bénéfice.

Dans l'arrêté ministériel dont il est question, la loi ne permet pas au gouvernement de faire le marché qu'il est en train de conclure avec la Beauharnois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lisez tout l'arrêté ministériel.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cet arrêté dit qu'il condamne cette politique en ce qui concerne la quantité.

Si le premier ministre veut faire dire, signifier à ce paragraphe l'idée qu'il donne à sa lecture, il se contredit, parce qu'il accorderait un permis

d'exportation pour 40,000 chevaux-vapeur. Le premier ministre a fait une nouvelle volte-face, il se contredit devant toute la province en voulant profiter d'une loi contre laquelle il a voté et qu'il a dénoncée.

Jamais le premier ministre ne prouvera à cette Chambre qu'il ne se contredit pas en utilisant une loi de 1933 contre laquelle il s'est prononcé à l'époque. Quelle va être l'attitude du gouvernement aujourd'hui? Je comprends que cette question va être mise au rancart pour quelque temps, jusqu'à ce que les États-Unis lèvent l'embargo sur l'électricité reçue de l'étranger. Mais je dis tout ceci pour démontrer que les grands discours faits contre le Parti libéral étaient pour jeter de la poudre aux yeux de l'électorat.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) dit quelques mots pour démontrer la gravité de la question de la canalisation du Saint-Laurent.

Les États-Unis nous ont tendu un piège, dit-il, en tentant de nous faire croire, d'abord, qu'ils n'envisageaient la canalisation que pour faciliter la navigation. On a caché derrière une idée de navigation océanique jusqu'aux Grands Lacs le véritable désir des tenants de la canalisation du Saint-Laurent. Mais avec les années, le projet sort de l'écaille. Au point de vue navigation, la canalisation du fleuve, c'est un non-sens. Pas un seul homme au courant des communications maritimes ne voudra le soutenir.

Or, l'on s'est servi de ce prétexte pour endormir l'opinion publique dans la province de Québec, afin d'en arriver à faire accepter le projet de canalisation voulu par les États-Unis. On a été obligé de mettre la chose sous son vrai jour: le projet consiste à rendre les Américains maîtres de leur électricité.

Les États-Unis veulent l'aménagement du Saint-Laurent parce qu'ils veulent absolument être maîtres de leur énergie électrique et non être astreints à l'importer. C'est pour cette raison qu'ils demandent la canalisation du fleuve. C'est à nos richesses naturelles qu'ils en voulaient, car la canalisation du Saint-Laurent ne saurait servir pour la navigation. Je comprends qu'ils ont le droit de l'avoir dans la partie des eaux internationales du Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas sans le consentement du Canada.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Que vous avez donc raison, M. le premier ministre! Pas sans le consentement du Canada en eaux territoriales.

Dans la partie de la province de Québec, l'aménagement serait beaucoup moins coûteux et plus efficace que dans la partie internationale du Saint-Laurent. Aujourd'hui, les États-Unis refusent d'importer de l'électricité, à moins que l'on consente à aménager le Saint-Laurent. On a tendu un piège à la province. Si on avait refusé complètement l'exportation de l'électricité, les États-Unis auraient prétexté ce refus pour décider les États non consentants, non favorables à canaliser au plus vite.

Ils l'ont d'ailleurs dit, dans leur refus de l'autre jour: les États-Unis n'achèteront pas d'électricité des provinces canadiennes, à moins qu'elles ne consentent au projet de canalisation. Avec ce projet, le fédéral veut se rendre maître de nos pouvoirs, de nos ressources hydroélectriques. Je crois que le premier ministre de la province de Québec, en s'unissant avec celui de la province d'Ontario, a mis heureusement un obstacle aux ambitions des États-Unis. Le premier ministre a fait une belle action en s'entendant avec l'Ontario¹⁰, tandis que l'action du Parlement fédéral n'est pas conforme aux intérêts de la province de Québec.

(Applaudissements)

Il félicite le premier ministre de s'être opposé à la canalisation du Saint-Laurent.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'économie rurale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Où en est-on avec la betterave à sucre? Il y a longtemps que nous n'en avons pas entendu parler¹¹.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): On en a une devant nous autres.

(Rires)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Pas en sucre!

(Rires)

Une voix ministérielle: Elle n'est pas en sucre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): En ce qui concerne la betterave à sucre, je puis dire que nous avons fait jusqu'ici des expériences coûteuses pour tâcher de développer cette industrie. Mais ces expériences ont démontré que nous n'avons pas au

Canada la betterave à sucre qui nous permettrait de faire de l'argent. L'on n'est pas encore parvenu à trouver une variété qui, s'acclimatant au climat, pourrait être exploitée avec chances de succès.

M. Barré (Rouville): Ce serait là un champ d'action pour les recherches agronomiques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et pourquoi ces \$6,000 pour l'expérience sur la culture de la betterave à sucre et la culture du lin?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): C'est afin de pouvoir poursuivre nos expériences. On n'est pas absolument convaincu que l'exploitation de la betterave à sucre sera payante. On poussera encore plus loin l'expérimentation. Mais, tant que la taxe fédérale de \$2 sur les cent livres de sucre sera maintenue, l'exploitation ne sera pas profitable.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Rien ne marchera tant qu'il ne tombera pas de l'eau d'érable pour sucrer les betteraves.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le déluge qui s'est produit en 1936 a éliminé les chances de culture de la betterave.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vois qu'il y a aussi \$125,000 pour les fermes de démonstration. Est-ce que le comté de Rivière-du-Loup va avoir sa part? Penserait-on aux cultivateurs de Rivière-du-Loup?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je dois dire d'abord que nous n'avons pas l'intention d'établir, nous ne construisons plus de fermes de démonstration nulle part. À même l'octroi de \$127,000 pour les fermes de démonstration, le gouvernement maintiendra les fermes actuelles, mais n'en créera pas de nouvelles. Nous avons l'intention, à l'expiration des contrats actuels, de remplacer le système des fermes de démonstration par des concours de fermes.

Et le comté de Rivière-du-Loup, en autant que le député de ce comté et les cultivateurs de ce comté voudront bien collaborer avec nous, aurait autant de chances que les autres comtés. Nous ne faisons pas de distinction de couleur. Quand le député demande aux cultivateurs de son comté de ne pas collaborer avec le gouvernement, nous ne pouvons pas les faire collaborer de force.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand le gouvernement fait quelque chose de bien, je le dis dans mon comté.

M. Pouliot (Missisquoi) demande si le député de Rivière-du-Loup s'éveille d'une longue léthargie, puisque depuis le début de la session, il n'a fait que faire des demandes au gouvernement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) veut répondre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Des voix: Adopté, adopté.

M. Barré (Rouville): Je signale une lacune dans notre enseignement agricole. Nous avons des écoles supérieures, moyennes. Tout le mode d'enseignement vient de l'étranger et n'est pas conforme à notre province. On a essayé de transplanter chez nous des méthodes agricoles bonnes en France et aux États-Unis, mais dépayssées ici. Nous devrions avoir la création d'un laboratoire de recherches agronomiques, historiques, économiques pour nos produits.

Il cite en exemple la fabrication du sucre de betterave et du cidre. Il faudrait trouver, dit-il, des méthodes de fabrication qui conviendraient à notre province, à son sol et à son climat.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Compton) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-neuf mille sept cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté¹².

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

l'industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) parle des beurreries de son comté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Compton) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des plantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la publicité (service de l'Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le développement de l'industrie des combustibles (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):
Un professeur d'école technique de Chicoutimi, M. Lévesque, poursuit actuellement des expériences très intéressantes sur le charbon de bois. Il a trouvé le moyen de faire, avec les sous-produits de ce charbon, de la peinture et même de l'asphalte¹³.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Compton) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour drainage (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je dois déclarer que le gouvernement entreprendra, au cours de l'année, moins de travaux de drainage dans les campagnes, parce que le gouvernement fédéral ne veut plus contribuer. Il nous faudra, partant, surtout s'occuper de continuer les travaux commencés sur les grands cours d'eau. J'avertis donc les députés qu'il ne leur faudra pas trop compter sur le creusage des petits cours d'eau.

M. Barré (Rouville): Je demanderais au chef de l'opposition qui est un bon libéral d'avertir ses amis d'Ottawa pour que le fédéral continue la contribution

promise, de ne pas au moins manquer à leur parole pour les travaux déjà en cours. Les travaux sur la rivière des Hurons, dans les comtés de Saint-Hyacinthe et de Rouville, devront être terminés. Ottawa avait promis de contribuer \$75,000. Ces travaux avaient été promis par les libéraux, il y a quelque 25 ans. Chose étrange, aujourd'hui, les travaux sont exécutés par le gouvernement de l'Union nationale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est entendu, Ottawa s'est engagé à payer \$75,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Compton) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais de transport se rattachant à l'établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie de la chèvrerie (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la colonisation, encouragement à la petite industrie et diverses dépenses imputables aux mouvements de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour retour à la terre, plan Rogers-Auger (Adm.) (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Demande et dépôt de documents:

Travaux à Saint-Prime, Lac-Saint-Jean

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Des travaux ont-ils été faits sur les chemins des rangs 3 et 4 de Saint-Prime, Lac-Saint-Jean, allant vers Saint-Félicien depuis le 1^{er} octobre 1936?

2. Ces travaux ont-ils été faits par un entrepreneur ou ont-ils été exécutés à la journée par le gouvernement?

3. Si ces travaux ont été faits par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur?

4. Quel montant lui a-t-il été payé pour leur exécution?

5. Quelle était la longueur et la largeur du chemin à faire?

6. Si les travaux ont été exécutés à la journée par le gouvernement, qui a été le surveillant en chef?

7. Combien a coûté l'exécution de ces travaux?

8. Combien d'hommes ont été employés à l'exécution de ces travaux?

9. Donnez les noms de ceux qui ont travaillé et le montant total payé à chacun d'eux?

10. Ces travaux ont-ils été payés par chèque?

11. Par qui les chèques ont-ils été encaissés?
Adopté.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état montrant:

1. Des travaux ont-ils été faits sur les chemins des rangs 3 et 4 de Saint-Prime, Lac-Saint-Jean, allant vers Saint-Félicien depuis le 1^{er} octobre 1936?

2. Ces travaux ont-ils été faits par un entrepreneur ou ont-ils été exécutés à la journée par le gouvernement?

3. Si ces travaux ont été faits par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur?

4. Quel montant lui a-t-il été payé pour leur exécution?

5. Quelle était la longueur et la largeur du chemin à faire?

6. Si les travaux ont été exécutés à la journée par le gouvernement, qui a été le surveillant en chef?

7. Combien a coûté l'exécution de ces travaux?

8. Combien d'hommes ont été employés à l'exécution de ces travaux?

9. Donnez les noms de ceux qui ont travaillé et le montant total payé à chacun d'eux?

10. Ces travaux ont-ils été payés par chèque?

11. Par qui les chèques ont-ils été encaissés?
(Document de la session no 24)

The Normetal Railway Company

M. Lesage (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 constituant en corporation The Normetal Railway Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lesage (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Richmond

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 relatif à la ville de Richmond.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division¹⁴.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la ville d'Asbestos.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Empire Trust Company

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 138 relatif à The Empire Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Barrette (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Accord entre la corporation du comté de Portneuf et le Canadien Pacifique

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plusieurs délégations doivent rencontrer les autorités de Montréal, et comme la journée a été fructueuse, nous allons ajourner à demain. Il n'y aura pas de séance du soir, parce qu'on doit recevoir certaines délégations relativement au bill de la ville de Montréal, et demain matin, on étudiera en comité des bills privés le bill de Montréal.

Ce matin, le bill de Québec a marché rondement et a été adopté rapidement, dans une seule séance, grâce à l'esprit de coopération manifesté par la nouvelle administration.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
2. *La Patrie* du 30 mars 1938, à la page 14, mentionne trois-quarts de tonne, mais le contexte nous porte à croire qu'il s'agit plutôt d'une tonne et quart, comme le rapportent d'autres journaux.
3. *Le Soleil* du 30 mars 1938, à la page 3, rapporte que "cette dernière remarque a été faite sur un ton narquois."
4. *The Gazette* du 30 mars 1938, à la page 12, rapporte le montant de \$60,000, mais les autres journaux font tous mention de \$20,000.
5. *Le Canada* du 30 mars 1938, à la page 8, et d'autres journaux rapportent une augmentation, mais le contexte porte plutôt à croire que ce que mentionne *Le Soleil*, à la page 3, est plus exact et qu'il s'agit d'une diminution.
6. *The Montreal Daily Star* du 30 mars 1938, à la page 5, rapporte qu'en disant ceci "il se retourne ensuite vers les députés et, dans un mouvement énergique, il dit..."
7. *La Presse* du 30 mars 1938, à la page 15, et *L'Événement* du 30 mars 1938, à la page 13, rapportent le 21 mai 1932, mais les autres journaux faisant mention de cette date écrivent plutôt le 26 mai.
8. Voir note 1.
9. *La Patrie* du 30 mars 1938, à la page 14, et *L'Événement*, à la page 13, rapportent 40,000 chevaux-vapeur, mais les autres journaux font mention de 200,000 chevaux-vapeur.
10. *L'Action catholique* du 30 mars 1938, à la page 6, rapporte "avec le fédéral". Mais les autres journaux mentionnent l'Ontario, et le contexte nous porte à croire que c'est plutôt cette version qui est exacte.
11. *Le Canada* du 30 mars 1938, à la page 8, rapporte que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) fait cette intervention sur un item de \$6,000 pour des expériences sur la culture de la betterave à sucre et la culture du lin.
12. *Le Soleil* du 30 mars 1938, à la page 13, rapporte que: "À un moment donné, M. Bastien pose à M. Dussault une question que l'on ne comprend pas. M. Dussault va pour répondre, M. Duplessis le regarde. M. Dussault reprend son siège sans répondre". Nous ne pouvons situer exactement cet incident, mais nous savons qu'il se situe parmi les crédits précédents. Ceci est également valable pour le suivant, rapporté par *Le Canada* du 30 mars 1938, à la page 8: "À un certain moment, MM. Bouchard, Bastien et Casgrain essayent à tour de rôle de savoir s'il y aura des changements dans les octrois accordés pour les engrais chimiques. L'honorable Bona Dussault va répondre, lorsque le premier ministre dit: "Adopté" et appelle l'item suivant. L'opposition veut protester, mais les ministériels répètent en chœur: "Adopté".
13. *Le Canada* du 30 mars 1938, à la page 8, rapporte que le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) répond ceci "aux questions de l'opposition".
14. *Le Canada* du 30 mars 1938, à la page 8, rapporte que "M. Bouchard dit sur division et il explique c'est pour les mêmes raisons données la semaine dernière lors de l'étude du bill de Magog, parce qu'on permet de construire un édifice qui pourra être utilisé pour fins municipales ou loué ou vendu à une industrie".

Séance du mercredi 30 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Emprunts du gouvernement

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): 1. Depuis le dernier discours sur le budget, le gouvernement a-t-il emprunté de l'argent?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les sommes totales empruntées?

3. Quels titres de créance a-t-on donnés aux prêteurs?

4. Quel montant de ces sommes totales empruntées a été employé, pour fins de remboursement?

5. Des soumissions ont-elles été demandées avant qu'aucun de ces emprunts ne fût effectué par le gouvernement?

6. Par l'entremise de quelles personnes, sociétés ou corporations ces emprunts ont-ils été négociés?

7. Quel montant net en argent le gouvernement a-t-il reçu de chaque emprunt?

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): Pendant la période de temps mentionnée à cette question, la province a contracté deux emprunts par obligations, dont le premier pour un montant de \$31,000,000 et le second pour un montant de \$25,000,000. De cette somme totale, \$20,577,407.54 ont été pour rembourser des obligations échues et contractées par l'ancien régime. La balance a été pour payer des dettes contractées par l'ancien régime ainsi que pour le chômage et la législation sociale mise en application par le gouvernement actuel.

Des soumissions ont été demandées à divers syndicats. Le premier emprunt a été négocié par l'intermédiaire d'un syndicat dont faisaient partie la Banque Royale du Canada et la Banque Provinciale du Canada ainsi que plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

Quant à l'emprunt de \$31,000,000, sur une première somme de \$10,000,000, la province a reçu \$98.55 par \$100.00. Sur une deuxième somme de

\$10,000,000, la province a retiré \$97.75 par \$100.00. Sur une troisième somme de \$11,000,000, échue le 1^{er} juillet 1949, la province a reçu \$97.58 par \$100.00 formant un taux moyen de 2.78.

Quant à l'emprunt de \$25,000,000, sur une première somme de \$10,000,000, la province a reçu \$98.85725 par \$100.00. Sur une deuxième somme de \$15,000,000, la province a reçu \$97.18 par \$100.00 formant un taux réel de 3.059.

Le deuxième emprunt a été négocié par l'intermédiaire d'un syndicat dont faisaient partie la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Nationale, la Banque Provinciale du Canada ainsi que plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

Relativement à ces deux emprunts, tous les frais légaux, les frais d'impressions des débentures ainsi que les frais de publicité n'ont pas coûté un sou à la province mais ont été payés par les courtiers.

Comptes de banque
du gouvernement

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quels ont été les soldes des comptes de banque courants de la province au 31 mars de chaque année, de 1932 à 1936 inclusivement? Quels ont été les taux d'intérêt soutirés (s'il y en a) aux mêmes dates?

2. Quel était le solde en banque au compte courant de la province au 31 mars 1937 et le taux d'intérêt payé sur le soutiré, s'il y en a?

3. Quels ont été les taux d'intérêt sur les bons du Trésor émis par le trésorier de la province pour la période de 1932 à 1936 inclusivement?

4. Quel est le taux d'intérêt sur la garantie de \$3,000,000.00 de débentures de la Corporation du pont du lac Saint-Louis?

5. Quel était le taux d'intérêt moyen réel obtenu sur les emprunts pour obligations de la province pour les deux périodes suivantes:

a. De mars 1925 au 30 juin 1936?

b. De novembre 1936 à date?

6. Quelles ont été les commissions moyennes payées aux courtiers sur les emprunts pour obligations de la province pour les périodes mentionnées à la question précédente?

7. Du 30 décembre 1930 au 26 août 1936, pendant combien de temps les comptes de banques de la province ont-ils été soutirés à la banque?

8. Pourquoi l'ancien gouvernement a-t-il ainsi soutiré ces comptes de banque?

L'honorable M. Fisher (Huntingdon):

- | | | | |
|----|--------------|-----------------|-------------|
| 1. | <i>Année</i> | <i>Soutiré</i> | <i>Taux</i> |
| | 1932 | \$10,241,649.67 | 5½ % |
| | 1933 | 2,829,740.91 | 5½ % |
| | 1934 | 4,840,558.74 | 5 % |
| | 1935 | 7,605,972.12 | 4 % |
| | 1936 | 8,855,828.54 | 3¾ % |
2. À cette date, il n'y avait pas de soutiré, les comptes courants étant au crédit de \$1,237,187.13
- | | | | |
|----|--------------|----------------|------------------|
| 3. | <i>Année</i> | <i>À terme</i> | <i>À demande</i> |
| | 1933 | 5½ % | 5½ % |
| | 1933 | 5 % | 5 % |
| | 1934 | 4½ % | 5 % |
| | 1934 | 4 % | 4½ % |
| | 1935 | 3½ % | 4 % |
| | 1936 | 2¾ % | 3½ % |
- d'oct. 1936
à date (1937) 2 % et 1¾ % Aucun
4. Antérieurement à 1937, 3¾ % - actuellement, 2¾ %.
5. a. 3.864 %.
b. 2.57 %.
6. a. \$1.138 par \$100. payé par l'ancien gouvernement.
b. \$0.692 par \$100. payé par le gouvernement actuel, soit au-delà de 38 % de mieux que l'ancien gouvernement.
7. 2,553 jours.
8. Parce que l'ancien gouvernement donnait des chèques sans avoir les fonds nécessaires à la banque.

Demandes de documents¹:**Publicité du gouvernement**

- M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:
1. Quels sont les noms des journaux, corporations, sociétés et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces et de publicité depuis le 26 août 1936 à date?
- Combien a-t-il payé ou avancé à chacun:
- a. Pour frais d'impression et de reliure?
- b. Pour frais d'annonces et de publicité?
- c. Pour d'autres frais divers et subventions quelconques?
- Adopté.

Achats de matériaux de construction

- M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:
1. Le gouvernement a-t-il acheté des matériaux de construction et d'autres effets ou marchandises pour les colons, depuis le 26 août 1936?
2. Dans l'affirmative:
De quelles personnes, sociétés ou corporations ces matériaux ou marchandises ont-ils été achetés?
3. Quels sont les noms, prénoms, adresses et raisons sociales selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?
4. Combien le gouvernement a-t-il payé à chacune de ces personnes, sociétés ou corporations?
- Adopté.

Achats de véhicules automobiles

- M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:
1. Combien de véhicules automobiles les différents ministères, sauf celui de l'Agriculture, ont-ils achetés depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?
2. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces véhicules automobiles ont-ils été achetés?
3. Quels sont les lieux de résidence ou principal bureau d'affaires, selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?
4. Combien de véhicules automobiles les différents ministères ont-ils achetés de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations et quelle est la marque desdits véhicules automobiles?
5. Quels prix les différents ministères ont-ils payé dans chaque cas?
- Adopté.

Contrats de plus de \$25,000

- M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:
1. Depuis le 1^{er} septembre 1936 au 1^{er} mars 1938, le gouvernement a-t-il accordé, par l'entremise de l'un de ses départements, services, commissions ou offices, des contrats de \$25,000 et plus?
2. Dans l'affirmative:
a. Indiquer le nombre et la nature de chacun de ces contrats;
b. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions publiques pour chacun d'eux?
- Adopté.

**Réparations faites
par le gouvernement
à ses édifices et bureaux**

M. Bastien (Berthier) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement a-t-il fait des réparations ou améliorations à ses bureaux, édifices publics, palais de justice, immeubles de la Commission des liqueurs, résidences privées louées, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Si la réponse est affirmative, quel est le montant total des dépenses ainsi faites par le gouvernement?

Adopté.

**Achat d'armes
et de munitions**

M. Bastien (Berthier) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement, ou l'un de ses ministères, services, commissions ou offices, a-t-il fait l'acquisition d'armes, de munitions et de bombes lacrymogènes depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quelle sorte d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes le gouvernement a-t-il achetées?

b. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces achats ont-ils été faits?

c. Quels sont les noms, prénoms, ou raisons sociales suivant le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?

d. Combien d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes ont été achetées de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations?

Adopté.

**Coût d'achat d'armes
et de munitions**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant les éléments suivants:

Combien le gouvernement ou l'un de ses ministères, services, commissions ou offices, a-t-il payé pour l'achat d'armes, de munitions et de bombes lacrymogènes depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

Adopté.

Demande et dépôt de documents:

**Subventions aux pêcheurs
des Îles-de-la-Madeleine**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement a-t-il accordé des subventions depuis le 26 août 1936, à date, aux pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine pour leur aider à se construire des bateaux de pêche?

2. Si la réponse est affirmative:

Quels sont les noms, prénoms et adresses de ceux qui ont ainsi obtenu des subventions et le montant accordé à chacun?

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de cet état. (Document de la session no 25)

Sûreté provinciale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 22 relatif à la Sûreté provinciale.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Exemptions et commutations de
taxes municipales et scolaires**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63 modifiant la loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose:

1. Que la somme de dix mille dollars que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce a été autorisé à dépenser par la loi 1 George VI, chapitre 56, section 1, pour établir:

1^o la valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles ou commerciales bénéficiant d'une exemption ou d'une commutation de taxes municipales ou scolaires; et

2^o à combien s'élèvent les exemptions et les commutations des taxes municipales et scolaires accordées à ces établissements industriels ou commerciaux, soit portée à vingt mille dollars, conformément à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

2. Que les traitements et salaires des officiers et employés visés par l'article 2 de ladite loi 1 George VI, chapitre 56, seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Qu'un membre de l'Assemblée législative peut être nommé officier en vertu de la résolution 2 et recevoir une rémunération et le paiement de ses frais encourus à l'occasion de ses services comme tel, sans encourir d'incapacité au sens de l'article 65 de la loi de la Législature ou de l'article 121 de la loi électorale de Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Se levant)

Le gouvernement a-t-il commencé à faire les enquêtes projetées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand j'étais dans l'opposition, constatant l'orgie des faveurs accordées par l'ancienne administration, j'ai posé une question où je demandais au gouvernement la valeur réelle des compagnies bénéficiant d'exemptions de taxe, des propriétés ainsi favorisées et à combien s'élevaient la valeur de ces exemptions et commutations de taxes accordées. Le premier ministre du temps me répondit qu'on le savait pas, qu'il l'ignorait, ce qui était une drôle de politique, car elle équivalait à poser des actes importants sans en prévoir les conséquences. Nous avons trouvé cela étrange, et lorsque nous, du nouveau gouvernement, sommes arrivés au pouvoir, nous nous sommes engagés à établir l'étendue des commutations de taxe. L'an dernier, nous avons fait voter par la Chambre une loi et nous sommes approprié une somme de \$10,000 pour nous permettre de faire un relevé des taxes dans cette province.

Notre but était de faire exécuter le travail par les employés du ministère des Affaires municipales³. Mais l'ancien ministre, actuellement chef de l'opposition, avait laissé son département dans une telle situation, un tel gâchis que les employés ont dû prendre tout leur temps pour réparer les erreurs et mettre de l'ordre dans tout ce fouillis de l'ancien ministère. C'est pour cela que, cette année, nous demandons de porter le montant à \$20,000 pour faire cette enquête.

C'est notre intention de nommer une commission à la tête de laquelle nous placerons le député de Jacques-Cartier (M. Carignan), dans le but d'obtenir des résultats tangibles. Le député de Jacques-Cartier, outre une compétence tout à fait remarquable, est en même temps maire de Lachine et président de l'Union des municipalités du Québec.

Il y a des industries dans des petites municipalités qui ne paient pas toutes les taxes qu'elles devraient payer, même si elles contribuent à la majeure partie des taxes scolaires de leur municipalité. Cedars Rapids, sur les \$2,500 de taxes dues à la corporation de l'endroit, en paie \$1,300. Or, ce n'est que le cinquième des taxes qu'elle devrait payer. L'enquête terminée, et la situation révisée, il y aurait peut-être lieu de faire un fonds commun avec le produit des nouveaux revenus que nous pourrions distribuer aux municipalités dans le besoin dans toute la province pour l'éducation et les problèmes urgents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre n'a pas de quoi se vanter. Il ne nous a pas dit ce que son gouvernement a fait depuis un an dans ce domaine. Dans l'opposition, il réclamait les renseignements qu'il veut avoir par sa commission, à cor et à cris, alors que l'ancien gouvernement n'avait aucune loi pour lui permettre de les obtenir.

Nous lui avons voté une loi permettant de faire ce travail et il vient blâmer l'ancien gouvernement de n'avoir rien fait dans le domaine des recherches des exemptions et des commutations de taxes. Nous n'avons pu rien faire parce que nous n'avions pas d'argent.

Le premier ministre nous a fait voter cette loi, le premier montant de \$10,000, en toute hâte pour montrer l'importance, qu'il y avait à voter la somme pour obtenir au plus tôt les renseignements désirés, afin de corriger la situation le plus tôt possible. Or, le gouvernement actuel se décerne beaucoup d'éloges, pour venir avouer qu'il n'a encore rien de fait, après un an, lui qui avait une loi lui permettant d'obtenir tous les renseignements désirés.

Je regrette que le premier ministre n'ait pas eu le temps de s'occuper de sa loi depuis l'an dernier. Voici que maintenant, on nous demande de doubler le subside initial. La loi présentée aujourd'hui prouve que le gouvernement n'était pas pressé d'enquêter sur les exemptions de taxes. Maintenant, avec la nouvelle loi, pour cacher, camoufler son inactivité, le gouvernement demande de doubler le montant qui lui fut voté l'an dernier pour l'enquête.

Il y a plus. On nous dit que le président de ce nouvel organisme sera un député de la Chambre et qu'on lui paiera un salaire. On viole ainsi la loi de l'indépendance de la Législature. Depuis la Confédération, il n'existe aucun exemple de la sorte dans notre système parlementaire.

Le gouvernement, non content de distribuer des cadeaux aux amis d'en dehors et d'avoir déjà 14 ministres, quand il devait en réduire le nombre, il lui faut encore des espèces de ministres parmi les députés. Il veut faire des cadeaux à ses députés malgré la sagesse de la loi de l'indépendance de la Législature. On vient avec cette loi aujourd'hui, on viendra demain avec d'autres, et les favoris pourront s'attendre maintenant, s'ils sont sages, s'ils votent bien et se conduisent bien, à avoir des quasi-portefeuilles, à avoir de nouveaux salaires comme directeurs de ces petites branches de l'administration.

Le premier ministre a tort de poser pareil précédent. Je ne crois pas qu'un député, sauf un ministre, ait droit à un salaire supplémentaire pour le travail qu'il fait. C'est à l'encontre de tous les principes parlementaires. C'est comme pour sa réduction de l'indemnité des députés. L'indemnité a été réduite, mais il y a eu une session de plus, de sorte que les députés sont regagnants. Ils reçoivent plus.

Le gouvernement avait bien promis d'abolir les commissions. Loin de là. On en forme de nouvelles tous les jours, sous un nom ou un autre. Pour les dernières mises en place, on assure leur fidélité au gouvernement en rémunérant leurs membres. C'est une pratique dangereuse à laquelle il faut mettre un terme le plus rapidement.

On ne fera pas croire qu'il soit impossible de trouver des hommes compétents en dehors des députés de la Législature. C'est une mauvaise loi, qui permet de payer de doubles salaires, les doubles salaires contre lesquels le gouvernement a tant crié du temps de l'ancien régime et lors des dernières élections.

Je ne comprends pas qu'avec le meilleur ministre du Commerce depuis la Confédération, on

ne puisse arriver à obtenir les renseignements voulus. La présente loi crée un bien mauvais précédent. Le travail de recherche pour les exemptions de taxes n'est pas si difficile qu'on veut le laisser entendre. La Chambre ne devrait pas dépenser \$20,000 sans savoir si on ne pourrait pas faire ce travail en s'adressant simplement aux autorités municipales qui sont bien placées pour connaître la valeur des exemptions accordées aux compagnies. Le ministère n'a qu'à s'adresser aux conseils municipaux et se faire produire copies des règlements. Il va obtenir tout ce dont il a besoin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition avait une bonne cause, il pourrait bien plaider. Je vais prendre, dit-il, une à une les arguties du chef de la gauche. Ce dernier a fait un discours où il a su habilement utiliser des arguments de plausibilité. Il admet qu'il n'y a eu rien de fait de son temps, mais que le gouvernement n'avait pas d'argent pour faire une enquête de cette nature et il a terminé son discours en disant qu'il était facile d'avoir des renseignements sans débours, les secrétaires-trésoriers des municipalités étant en mesure de les fournir.

Le gouvernement de l'ancien régime avait une grosse majorité, rien n'était plus facile que de faire une loi. Le chef de l'opposition est fidèle à la conduite d'un ancien chef libéral qui avait un programme en 1896 et le remisa dans un musée deux ans plus tard.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y avait pas de loi permettant cette enquête sous l'ancien gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais le chef de l'opposition ajoute qu'il n'y a même pas besoin de loi et qu'il suffisait pour le ministère du Commerce et de l'Industrie de les demander. Pourquoi alors ne les demandait-il pas? Le chef de l'opposition ridiculise son propre parti. Je n'endurerai pas cela pour les membres du Parti libéral.

(Rires)

Si ces renseignements sont si faciles à obtenir auprès des municipalités, l'ancien gouvernement aurait dû faire cette enquête sur les exemptions de taxes.

Le chef de l'opposition dit que nous posons un précédent et il parle de la réduction des indemnités. Le gouvernement a réduit les indemnités des ministres et des députés de \$100,000 à son

avènement au pouvoir. Seule l'indemnité du chef de l'opposition n'a pas été réduite. Il reçoit son \$5,000. Il l'a gardé, son plein salaire, et nous ne lui avons pas reproché. Au lieu de critiquer, qu'il le partage donc avec M. Godbout. Ça n'est pas juste d'agir comme il le fait avec M. Godbout. Le chef de l'opposition envoie M. Godbout se promener dans toute la province et il garde l'indemnité. Ça n'est pas juste.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça n'est pas vous qui payez les voyages de M. Godbout?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certes non. Le chef de l'opposition parle de précédent que nous posons. Mais l'Orateur de la Chambre et l'assistant-Orateur ont un salaire. Et parlant de double mandat, le chef de l'opposition n'a pas raison de se scandaliser. Lui aussi recevait un double salaire lorsqu'il était Orateur de la Chambre. Il se faisait rembourser ses frais de voyage.

De son temps, il y avait des députés du gouvernement fédéral qui étaient aussi avocats de la couronne ou de la circulation, ou des deux à la fois. qui touchaient des doubles salaires. Je me contenterai de nommer, à Québec, MM. Oscar Boulanger et Joseph Jean par exemple, et il y a aussi le cas de M. Ernest Bertrand. Ils ont violé l'indépendance de la Législature.

Mais il y a un chef du chef de l'opposition qui en a profité aussi. C'est M. Ernest Lapointe, ministre de la Justice, député fédéral à Ottawa. Il avait même, à un moment donné, trois mandats. Lorsqu'il était député fédéral, il est venu à deux reprises devant le comité des bills privés comme avocat de la cité de Québec pour réclamer le droit de municipalisation de l'électricité pour la ville de Québec. Et devant le comité des députés, il a dit que les opinions qu'il exprimait étaient non pas ses opinions comme avocat, mais ses opinions personnelles comme citoyen de Québec. Et il a reçu \$5,000 de la ville de Québec, pour avoir agi pour elle dans ce double mandat.

L'année suivante, M. Lapointe est revenu devant le comité soutenir les mêmes prétentions que l'année précédente, au nom de la ville de Québec, savoir que la ville devait avoir le droit de municipaliser ses services d'électricité. Et il a reçu \$2,500 pour cet autre double mandat. Enfin, il a reçu un troisième mandat lorsqu'il a été nommé par M. Alexandre Taschereau comme président d'une commission d'enquête sur la question de l'électricité dans notre province au salaire de \$6,000 pour qu'Ernest Lapointe, président de la commission,

décide si Ernest Lapointe, avocat de la ville de Québec, et exprimant alors ses opinions personnelles, avait raison de réclamer le droit de municipalisation. Nous avons réduit les salaires des députés de \$125,000, y compris ceux des ministres.

On parle de précédent. La question du double mandat n'est pas nouvelle. Qu'on prenne donc l'exemple de l'Angleterre où il y a trois classes de représentants du peuple, les députés, les ministres et les députés sous-secrétaires d'État, payés par le Parlement. Le très honorable M. King a trouvé ce système si bien qu'aux dernières élections, il avait promis de nommer des sous-secrétaires.

On ne prétendra pas qu'un homme, parce qu'il est député, cesse d'être compétent. Il est toujours en mesure d'accomplir un bon travail sur un sujet donné. Le gouvernement a besoin de compétences et il les prend où elles sont, et en cela nous suivons la pratique anglaise. Il confie des enquêtes à des députés compétents et il n'y a pas de mal à cela. Tous les membres de l'Union nationale sont compétents.

M. Carignan est le meilleur homme pour faire l'enquête préconisée par la présente loi. Il a toutes les qualifications requises. Il y a deux sortes d'indépendance: l'indépendance de la conviction que nous laissons à l'opposition et l'indépendance des trusts dont le député de Jacques-Cartier (M. Carignan) est le symbole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef du gouvernement va passer pour un des meilleurs sophistes que la race canadienne-française ait produits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis la Confédération.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il veut faire croire que les libéraux sont favorables au double mandat. Le premier ministre a parlé du cas de l'honorable Ernest Lapointe, mais c'est bien différent. Ce n'était pas du tout celui qu'on discute maintenant. M. Lapointe n'était pas député de l'Assemblée législative. M. Lapointe était député à Ottawa. Pour la municipalisation, ce n'est pas le gouvernement fédéral ni provincial qui lui a demandé de plaider pour la ville de Québec. C'est la ville de Québec. Et la ville de Québec a eu raison, car M. Lapointe est un homme d'une rare compétence. Il n'y a pas de précédents à la coutume que le premier ministre semble vouloir instaurer. Il n'y avait pas de double mandat.

C'est un grand tort que de vouloir abandonner le principe essentiel de l'indépendance de la Législature. Il est inutile de vouloir faire croire que nommer un député Orateur de la Chambre c'est identique à lui donner la présidence d'une commission. Il n'y a pas de similitude. La position de président de la Chambre ne peut être assimilée à celle que l'on confie au député de Jacques-Cartier (M. Carignan). La fonction de l'Orateur est absolument législative et n'a rien de commun avec la présidence d'une commission. Et si ce n'est pas un député qui préside nos délibérations, qui les présidera?

Il est étrange que le gouvernement actuel, qui a le plus tonné contre les infractions à la loi de l'indépendance de l'Assemblée législative, crée de semblables précédents, est le même qui vient de présenter une loi pour violer cette indépendance. Le gouvernement veut donner des doubles salaires à des députés. C'est violer un autre de ses énoncés à la dernière élection. Tous ces principes, tour à tour, le gouvernement actuel les a violés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel montant va être payé au commissaire, le député de Jacques-Cartier (M. Carignan)?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le salaire sera proportionnel au travail fourni et, dans une certaine mesure, aux qualifications du député de Jacques-Cartier (M. Carignan). Ce sera le salaire du chef de l'opposition, et ce serait au moins \$25,000 si c'était en proportion du salaire payé au chef de l'opposition et des services qu'il rend à la province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien, quel salaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un salaire juste.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre est bien pris pour répondre comme ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne devrait pas se choquer. On ne touchera pas à son salaire. Mais il devrait le partager avec M. Godbout. M. Godbout voyage.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas vous qui les payez, ces voyages?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, je ne pense pas.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourrais-je avoir une réponse plus précise?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisque le député veut une réponse plus précise, ce salaire ne sera pas de \$2,000.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est très précis. Merci.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cinq mille dollars, ce n'est pas \$2,000.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

Les députés de l'opposition réclament le vote.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Caron, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 58.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Lawn, Messier, Turcotte, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 63 modifiant la loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Caron, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicœur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 58.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Lawn, Messier, Turcotte, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Réviseurs des pensions de vieillesse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 mars 1938, pour un état montrant:

1. Y a-t-il des réviseurs de formules de pension de vieillesse nommés sous l'ancien gouvernement, qui ont été payés par le gouvernement actuel?

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des réviseurs de pension de vieillesse qui ont été

payés et quel montant a-t-il été payé à chacun d'eux? (Document de la session no 26)

Exportation de l'énergie électrique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 mars 1938, pour copie de tous arrêtés ministériels et de toutes correspondances, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date, concernant l'exportation de l'énergie électrique, soit dans les autres provinces, soit aux États-Unis. (Document de la session no 27)

Seigneurie Thomas

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 mars 1938, pour un état montrant:

1. Le gouvernement a-t-il acquis de gré à gré la totalité ou certaines parties de la seigneurie du lac Témiscouata ou seigneurie Thomas, dans le district électoral de Témiscouata?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quand et à quelles conditions?

b. Quelle est la description des terres ou partie de terres ainsi acquises?

c. Quand l'acte de vente a-t-il été passé entre le gouvernement et les propriétaires de la dite seigneurie?

d. Cet acte de vente est-il enregistré?

e. S'il ne l'est pas, quand le sera-t-il?

3. Si le gouvernement n'a pas acquis de gré à gré ladite seigneurie ou une partie d'icelle, quand se propose-t-il de l'acheter et pourquoi la transaction n'est-elle pas encore faite?

4. Le gouvernement a-t-il nommé un arbitre pour fixer la valeur des terres dont il veut devenir acquéreur dans la seigneurie du lac Témiscouata?

5. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

6. Les propriétaires de ladite seigneurie ont-ils aussi choisi un arbitre?

7. Si oui, quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

8. Ces deux arbitres en ont-ils choisi un troisième?

9. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de ce troisième arbitre?

10. Ces arbitres ont-ils rendu leur sentence et si oui, quelle est-elle?

11. En vertu de quelle loi ces arbitres ont-ils été nommés?

12. Y a-t-il, à l'heure actuelle, des colons établis sur les terres ou parties de terres que le gouvernement a acquises ou veut acquérir dans les limites de la seigneurie du lac Témiscouata?

13. Si la réponse est affirmative:

a. Combien de colons sont ainsi établis?

b. Depuis quand le sont-ils?

c. Quels sont leurs nom et prénoms?

d. Quel était le lieu de leur résidence avant leur établissement sur les terres de ladite seigneurie?

e. À quels endroits ces colons sont-ils établis dans ladite seigneurie? (Document de la session no 28)

École de filature

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 75 créant une école de filature.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Attendu qu'il y a lieu d'encourager la formation de compétences dans l'industrie textile, pour favoriser l'établissement des jeunes et le progrès de cette industrie dans la province;

Attendu que l'établissement d'une école de filature contribuera grandement à la réalisation de ces fins;

Qu'en conséquence:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Terres et Forêts, sera autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec toute corporation municipale, institution d'enseignement ou autres tiers, une entente pour l'établissement et le maintien dans la province, d'une école de filature en vue de former des compétences dans l'industrie textile.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à ces fins, à dépenser une somme n'excédant pas cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

3. Toute corporation municipale qui sera partie à une entente conclue en vertu de la résolution 1 possèdera les pouvoirs nécessaires pour l'exécuter et sera autorisée à payer, à même ses fonds généraux, les dépenses occasionnées par l'exécution de cette entente et pourra en outre, nonobstant les dispositions contraires de toute loi générale ou spéciale, emprunter par résolution et sans autre approbation que celles du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce et de la Commission municipale de Québec, les montants nécessaires à l'exécution de cette entente.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comment se fait-il que ce ne soit pas le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) qui soit parrain de cette loi? On dit: sur la recommandation du ministre des Terres et Forêts. Il me semble que cela concerne uniquement le ministère du Travail. Nos forêts produisent-elles maintenant du coton?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'il y eut certaines difficultés dans les textiles de chez nous, l'été dernier, à Trois-Rivières, grâce à l'intervention du ministre du Travail, tout s'est finalement bien réglé. Après le règlement, les dirigeants de l'industrie m'ont fait des compliments du ministre du Travail. Nous n'avons pas dans la province d'experts ou de compétences en matière de filature.

Au cours des entrevues que j'ai eues avec des dirigeants de filatures, ils m'ont dit: "Nous sommes prêts à engager des Canadiens français aux postes supérieurs, mais nous sommes malheureusement obligés d'aller les chercher en Angleterre." La principale raison du manque de qualifications des travailleurs canadiens réside principalement dans le fait que nous n'avons pas au Canada d'écoles pour les former.

J'ai consulté alors le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) et nous avons décidé d'établir une école de filature. Cette école comblera un grand vide dans la province de Québec en formant nos jeunes gens qui deviendront ainsi des experts dans l'industrie du textile. C'est aujourd'hui une grande industrie dans la province.

Nous avons de nombreuses filatures dans la province. Il y a des moulins, des filatures à Montréal, à Sherbrooke, à Magog, à Drummondville, à Valleyfield, à Saint-Grégoire de Montmorency, à Saint-Jérôme et à Trois-Rivières. Des travailleurs bien formés pourront occuper de bonnes positions dans l'industrie du textile.

Nous disons que l'école sera établie à Sherbrooke. Nous n'avons pas voulu l'établir à Trois-Rivières, parce que nous nous serions fait reprocher notre esprit paroissial. On parlerait de favoritisme. Si nous l'avions établie à Montréal, on aurait dit: Montréal a déjà été trop gâtée par le gouvernement. À Québec, on aurait objecté que nous venions d'y établir une école des mines et une école supérieure du commerce. Le gouvernement vient de donner à ces villes de nouvelles institutions. Sherbrooke est un centre, évidemment pas aussi important que Trois-Rivières, mais important quand même, et ce, à proximité des usines des Cantons-de-l'Est. Si le besoin s'en fait sentir, on créera d'autres écoles du même genre en temps et lieu. Nous continuerons dans la voie du progrès.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 75 créant une école de filature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Abolition des rentes seigneuriales

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour établir avec exactitude et équité le capital requis pour le rachat des rentes substituées aux droits seigneuriaux et à dépenser, à cette fin, jusqu'à concurrence de vingt-cinq mille dollars.

2. Qu'il pourra, pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, nommer des officiers spéciaux, déterminer leurs fonctions et devoirs et fixer leur traitement.

3. Qu'un membre de l'Assemblée législative pourra être nommé officier spécial en vertu de la résolution 2, et recevoir une rémunération et le paiement de ses frais encourus à l'occasion de ses services comme tel, sans encourir d'incapacité au sens de l'article 65 de la loi de la Législature ou de l'article 121 de la loi électorale de Québec.

4. Que les dépenses autorisées par la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

À la suite d'un débat la semaine dernière, je dirai que si tout le monde s'accorde pour abolir les rentes seigneuriales, certains abus pourraient se produire si nous ne procédions pas comme nous l'indiquons dans le présent bill. Un organisme va être créé pour s'enquérir de la véritable valeur des seigneuries. Ce travail effectué, nous espérons ainsi abolir les rentes, les seigneuries en donnant justice à tous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement demande d'être autorisé à nommer un organisme pour déterminer le capital des rentes. À ce sujet, presque tous les renseignements sont déjà au ministère des Affaires municipales, grâce au travail de l'ancienne commission, dont j'étais le président. C'est encore un bill assez curieux. Les résolutions qui le précèdent indiquent qu'un membre de la Législature va pouvoir encore faire partie de cette commission avec salaire. Le gouvernement veut encore accorder une position à un député. C'est un mauvais principe. Si les salaires des députés sont jugés insuffisants, le gouvernement n'a qu'à les augmenter, mais ne doit pas user de subterfuges. Du train où vont les choses, il y aura 75 petites commissions, et 75 députés qui ne sont pas ministres seront ainsi placés.

Nous avons, dans le bureau des rentes seigneuriales, bureau institué par l'ancien gouvernement, tous les rapports nécessaires sur les seigneuries de la province. De toutes les municipalités de la province, 15 ou 16 seulement se sont opposées à la loi. La plupart ont fait rapport; ces 15 ou 16 ne l'ont pas fait par négligence ou autre cause. Il n'y a pas 3 % des municipalités qui ne soient pas favorables à l'ancienne loi que nous avons passée.

On parle de l'évaluation des seigneuries. Elle a été faite en 1859. Nous n'avons pas à intervenir dans la cour seigneuriale qui a fait cette évaluation. Ce qui reste seulement à établir, c'est de savoir si le conseil municipal doit être chargé des rentes percevables sur les terres qui ont été abandonnées. On vient maintenant devant cette Chambre pour demander de créer un organisme pour désigner quel est le capital requis pour le rachat des rentes. Tous les terriers sont déjà déposés au gouvernement. La question principale, pourtant, c'est d'établir la clarté des titres des seigneuries. Ce travail allait bien, lorsqu'il y eut un changement de gouvernement. Je ne crois pas que nous ayons besoin d'une commission pour établir ces valeurs. L'ancienne commission a fait du bon travail; elle comprenait le ministre des Affaires municipales, puis le notaire Sirois de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un chef rouge.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis, moi, un sous-chef rouge et je n'ai jamais vu le notaire Sirois dans aucune de nos assemblées libérales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On le connaît.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y avait aussi le notaire Victor Morin de Montréal. Le premier ministre me rendra ce témoignage que je n'ai pas tardé à lui soumettre ma démission comme président de la Commission des rentes seigneuriales. Je l'ai fait dès le jour de l'assermentation des ministres du nouveau cabinet de l'Union nationale. J'attends encore la réponse à ma lettre. Le premier ministre aurait dû garder cette Commission et aurait pu se contenter de changer les commissaires pour mettre là-dedans des gens plus sympathiques au gouvernement. On vient encore de violer, avec la nouvelle loi, l'acte de l'indépendance de la Législature en décrétant qu'un député peut recevoir

un autre salaire de l'Assemblée législative que celui qu'il a comme membre de l'Assemblée législative. Nous en sommes rendus comme certains conseils municipaux qui s'arrangent, pour se mieux payer, à créer des commissions dont ils se nomment membres.

Si les salaires des députés et des ministres ne sont plus suffisants, qu'on les augmente, je n'y ai pas d'objection. Mais qu'on n'emploie pas des subterfuges en créant de nouvelles commissions et en laissant entendre à tous les autres députés qu'ils présideront eux aussi des commissions. Nous en aurons bientôt une soixantaine de ces commissions pour contenter ceux qui ont été oubliés dans le partage des dépouilles de l'ancienne administration. Nous en créons deux commissions nouvelles rien qu'aujourd'hui. Vous voyez que cela va vite.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le chef de l'opposition a peut-être eu le mérite, quand il était membre de l'ancien gouvernement, de s'opposer à son ancien chef, mais il s'est fait jouer un tour. On lui avait mis dans les mains une loi sur les rentes seigneuriales, une commission inopérante. D'ailleurs combien de municipalités ne veulent pas percevoir les rentes?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Il y en a plusieurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Environ seize.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Une vingtaine, et toutes dans son district.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourrions-nous savoir le nom de l'heureux député qui va recevoir un double salaire de l'Assemblée législative en présidant cette commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancien gouvernement a dépensé pour sa commission \$20,000 et pour aboutir à rien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons recueilli tous les terriers, et je sais que vous allez vous en servir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand l'ancien gouvernement a passé cette loi, le premier ministre, M. Taschereau, est venu me voir à mon siège de l'opposition pour me demander de la

passer cette loi. L'Orateur ne s'en apercevra pas, avait-il dit. Et l'Orateur du temps, qui est aujourd'hui chef de l'opposition, ne s'en est pas aperçu.

(Rires)

Il était Orateur et député de Saint-Hyacinthe. Il cumulait deux charges. Il est vrai qu'il a failli ne plus être député de Saint-Hyacinthe, il ne l'a emporté que par une majorité de 59 ou quelques voix.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, et le saint homme "Rioux-dit-la-vertu" s'est fait battre. On ne croit pas aux saints de cette nature à Saint-Hyacinthe, que voulez-vous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Député de Saint-Hyacinthe et ministre, le chef de l'opposition s'est fait nommer président de la commission. Il a dépensé \$20,000 pour rien. Nous, nous allons établir un système en vertu duquel les seigneuries seront évaluées. Le chef de l'opposition dit qu'elles l'ont déjà été en 1859. Ce n'est pas exact. Elles le furent en 1854, par un tribunal présidé par Sir Louis-Hyppolyte La Fontaine. Ça fait au-delà d'un siècle. Il y a maintenant des terres et des titres qui ne valent plus rien. Nous voulons débarrasser nos campagnes et l'agriculture de ce servage parce que la seigneurie constitue une entrave. Il y a une seigneurie dans la Beauce. On a même présenté un projet de loi pour faire des nobles. M. Antoine Taschereau était un des promoteurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Noblesse oblige.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition dit que nous sacrifions l'acte de l'indépendance de la Législature. Cette indépendance n'est aucunement remise en question. Je le répète, il y a des exemples en Angleterre, pays de parlementarisme par excellence, et au Canada où les charges sont cumulées.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Donnez, nommez-m'en un seul?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a Malcolm MacDonald⁶ qui est député et sous-secrétaire des dominions. Ces sous-secrétaires sont payés à l'année, de façon permanente. Ça coûte cher. Nous, nous créons des commissions temporaires. Le gouvernement entend nommer des députés compétents. Le député de Jacques-Cartier (M. Carignan) est l'un des hommes les plus

compétents de la province en matières d'exemptions de taxes. Je ne vois aucune raison pourquoi un membre de la Chambre ne pourrait pas mettre ses compétences au service de la province. Dans le cas présent, comme dans le cas du député de Jacques-Cartier, il ne s'agit que d'une fonction transitoire et les nominations n'ont aucun caractère permanent. La question des exemptions de taxes accordées aux grandes industries par plusieurs municipalités en est une d'importance. C'est un fait connu que trop de compagnies ne paient qu'une mince partie de la valeur de leur propriété.

Mais prenons le cas du chef de l'opposition. Il est député de Saint-Hyacinthe et ses électeurs s'en plaignent. Il retire quand même son salaire. Je dirai plus. Il n'est même pas chef de parti, et il retire le salaire du chef de l'opposition. Et ceux qui le savent là s'en plaignent aussi. La loi que nous avons devant nous est une bonne loi; elle repose sur un bon principe parce qu'elle débarrassera l'agriculture du servage des rentes seigneuriales et parce qu'elle constitue une étape importante dans le domaine du progrès.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les sous-secrétaires de départements en Angleterre ont des charges parlementaires. Mais ici, les positions que l'on crée peuvent facilement être occupées par des citoyens ordinaires. Il doit y avoir d'autres bons nationaux, à part les députés, pour remplir ces charges et recevoir un salaire. Il y a deux ans, le premier ministre d'aujourd'hui disait qu'il ne fallait pas donner deux positions au même homme. Et il avait raison. C'est aujourd'hui qu'il a tort, quand il contredit par des actes ses déclarations d'il y a deux ans. Et c'est pour cela que je voterai contre la loi. C'est un précédent.

Tout de suite demain, je dis que le premier ministre va avoir plusieurs demandes pour des positions. C'est vrai que nous sommes sous le régime nouveau. Mais ce système va aiguïser les appétits et l'on s'apercevra qu'il y a peut-être encore des estomacs dans la province de Québec. Mais des fois, il y a des exceptions. Je regrette, dit-il, les comparaisons du premier ministre. Le premier ministre devrait refuser les demandes de ses députés qui semblent tous vouloir une petite job.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

La motion "Que ces résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rousseau, Roy, Sauvé, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 55.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Lawn, Messier, Turcotte, 10.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 67 pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est donc mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rousseau, Roy, Sauvé, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 55.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Lawn, Messier, Turcotte, 10.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation du pont du lac Saint-Louis

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 relatif aux biens de la Corporation du pont du lac Saint-Louis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**⁸: Après l'abolition de la commission, certaines municipalités ont voulu taxer les biens qu'elle possédait comme ne faisant plus partie du domaine de la province. Le bill a pour objet d'établir clairement qu'il s'agit toujours de biens de la province qui, comme tels, ne peuvent être taxés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a eu raison d'appeler le Pont de Caughnawaga le pont des "Statuts", puisqu'il a fallu en passer quatre avant que le pont fût construit. Une commission spéciale avait été nommée à la suite de la construction

de ce pont, mais elle fut abolie par le gouvernement de l'Union nationale. Depuis, les municipalités riveraines ont voulu taxer le pont et le gouvernement présente une loi afin de certifier que tous les biens meubles et immeubles de la corporation du pont du lac Saint-Louis ont toujours été, et sont, pour fins de taxation, réputés des biens du gouvernement de la province.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la radiodiffusion

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jusqu'ici, l'application de la loi 19 George V, chapitre 31, relative à la radiodiffusion, était confiée au ministère des Terres et Forêts, mais le gouvernement veut la soumettre dorénavant à la direction du ministère des Affaires municipales, du Commerce et de l'Industrie.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc national du Mont-Orford

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁹:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que les gardiens et autres fonctionnaires, temporaires ou permanents, nécessaires pour l'application de la loi du Parc national du Mont-Orford, telle qu'éditée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines et des Pêcheries et leurs fonctions et traitements seront déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant pour prendre charge de l'application de ladite loi du Parc national du Mont-Orford et des règlements établis sous son empire, et déterminer son traitement.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir des règlements pour l'octroi et le prix des licences et des permis.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation dudit ministre des Mines et des Pêcheries, pourra autoriser le paiement, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, à même le fonds consolidé du revenu, d'une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour l'exécution de ladite loi du Parc national du Mont-Orford.

Ce bill est réclamé par toutes les municipalités des Cantons-de-l'Est. Le Parc national du Mont-Orford profitera particulièrement à la population de Sherbrooke, Shefford, Brome et de Stanstead; ces municipalités ont largement contribué financièrement au projet en défrayant l'achat des terrains, ce qui permet au gouvernement d'aider à la mise en place du parc. Ce dernier est situé dans l'un des plus beaux endroits de la province. Une route

sera construite pour y amener des milliers de touristes et faire ainsi bénéficier l'ensemble des municipalités des Cantons-de-l'Est.

Ce que le bill demande, c'est l'organisation d'un personnel et la dépense d'un montant de \$50,000 pour l'établissement, l'érection du parc. Le terrain du parc ne coûtera rien à la province. Le coût sera payé par les municipalités des Cantons-de-l'Est. Sherbrooke pour sa part va verser \$10,000.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas d'objection, dit-il, à ce qu'on établisse un parc national au Mont-Orford. Pour quelle raison le gouvernement n'en ferait pas autant à la Montagne Tremblante, dans le comté de Berthier, au nord de Montréal?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cette demande, dit-il, m'a été faite à plusieurs reprises, par d'autres députés de la région de Montréal. Le gouvernement consentira avec plaisir à l'établissement d'un parc national à la Montagne Tremblante si Montréal et les municipalités voisines consentent à faire leur part financièrement, de la même façon que l'ont fait certaines municipalités des Cantons-de-l'Est, telles que Sherbrooke, Magog, Waterloo, Granby et autres, pour le Mont-Orford. On aura franchi un grand pas. En agissant ainsi, on facilitera la mise en place d'un parc national au nord de Montréal.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre va maintenant étudier les crédits de l'agriculture.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je propose, dit-il, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors), que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette que l'application des lois concernant les pensions de vieillesse et l'établissement d'un crédit agricole provincial aient donné lieu au favoritisme, à la propagande électorale et à un nombre considérable d'autres abus, au détriment des personnes qui sont dans les conditions requises pour bénéficier des avantages desdites lois, et demande au gouvernement de prendre sans délai des mesures nécessaires pour remédier auxdits abus et empêcher leur répétition."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Je m'oppose, dit-il, à ce que cet amendement soit ainsi présenté. La motion de l'opposition serait dans l'ordre si elle se limitait à regretter que les lois de la pension de vieillesse et du crédit agricole ne sont pas conformes aux intérêts de la province, mais on n'a pas le droit de dire dans une motion que des lois servent à faire du favoritisme ni de donner non plus à une motion l'aspect d'un véritable pamphlet politique. C'est une injure à l'administration de la province, parce qu'elle laisse entendre qu'il y a eu détournement de fonds, ce qui serait prohibé de par les règlements de la Chambre. Je demande au député de Rivière-du-Loup de modifier son amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je regrette que le premier ministre refuse à l'opposition de se servir de motions pour éclairer l'opinion publique de cette province. L'opposition a le droit de présenter un tel amendement, vu qu'elle ne fait là en somme que son devoir. Il en est ainsi dans tous les Parlements britanniques. Ce n'est pas un pamphlet électoral. Il ne s'agit que d'une motion de non-confiance. Nous avons le droit de motiver notre motion de non-confiance en disant les raisons pour lesquelles nous prétendons avoir droit de nous plaindre des abus de pouvoir. Nous tenons à laisser

notre motion telle que présentée parce que nous prétendons qu'elle représente la situation telle que l'opposition la voit et telle que beaucoup de gens la voient. Il fut déjà démontré, et à plusieurs reprises, que l'on se sert de la loi du crédit agricole pour faire de la propagande électorale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) parle de l'élection de Bagot.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un nouveau point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) donne les raisons pour lesquelles il invoque le favoritisme et la propagande électorale.

M. l'Orateur: Le point d'ordre soulevé par le premier ministre dit que l'on n'a pas le droit par une motion de dire que le gouvernement fait du favoritisme dans l'application d'une loi et que l'opposition n'a pas le droit de présenter une motion qui a l'aspect d'un pamphlet électorale. Il n'est pas question de Bagot dans la motion discutée. Il est assez difficile de délimiter cet aspect, car toutes les motions de non-confiance donnent lieu à un vote dont on peut se servir ensuite comme argument électorale. Comme il n'appartient pas à l'Orateur d'estimer ce que le gouvernement fait dans l'application d'une loi, je renverrai le point d'ordre du premier ministre pour laisser à la Chambre la faculté de se prononcer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'y a aucun doute pour personne que les abus sont nombreux dans la distribution des pensions de vieillesse. On a fait de la propagande électorale dans le comté de Bagot avec le crédit agricole. Il cite un article paru dans le journal *Le Saint-Laurent*, de Rivière-du-Loup, au sujet des pensions de vieillesse. Il est dit, entre autres choses, que le gouvernement provincial, qui ne manque jamais une occasion de se faire faire de la publicité avec les pensions de vieillesse, devrait au moins avoir le cœur de se rappeler, à chaque fois, que le gouvernement fédéral paie les trois-quarts de ces pensions.

M. Tardif (Frontenac): Ils refusent toujours.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) rappelle les paroles du premier ministre dans Bagot.
(Cris et interpellations)

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Plus les députés parleront, dit-il, plus je parlerai longtemps moi-même. Le gouvernement actuel va 10 fois plus loin que l'ancien régime sous le rapport du patronage et des abus dans le patronage. Les libéraux sont plus contents d'avoir été battus en faisant une lutte honnête qu'ils ne le seraient s'ils avaient conservé le pouvoir par les moyens que prend le gouvernement actuel.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) veut se lever pour lui répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui fait signe de rester assis et demande le vote.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) reprend son siège sans mot dire.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Carignan, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé, Sherman, Taché, Tardif, Thibault, Tremblay, Trudel, Vachon, 54.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Grégoire 10, Lawn, Messier, Turcotte, 11.
Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le parti des vaincus.

Un député: Ils ne sont que quatorze¹¹!

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à

l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier) demande des renseignements sur certains travaux faits à la ferme de Deschambault.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Certains membres de l'opposition ont affirmé, au cours de l'élection de Bagot, que les réparations que l'on est à faire à la maison de ferme que le gouvernement a achetée, coûtaient \$35,000. La vérité est que cette maison a un véritable caractère historique et que c'est là notamment que vécurent les ancêtres de la famille de Sir Lomer Gouin, sous la domination française, et de la famille du colonel Goudreault. Le coût des travaux est de \$12,000 et non de \$35,000, alors que la maison de bois construite à côté par l'ancien gouvernement a coûté tout autant et est trop petite pour abriter une famille. Le gouvernement a acheté toute la ferme qui dépend de cette maison.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien a-t-on payé?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): \$2,000¹². Le chef de l'opposition trouve-t-il que c'est trop cher? Elle a une superficie de 180 arpents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, non, mais combien l'Office du prêt agricole va-t-il prêter là-dedans?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Il prêtera \$700.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Dépôt de documents:

État financier des corporations scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

État financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1936. (Document de la session no 29)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 31 mars 1938, à la page 8, rapporte que "le premier ministre fait ensuite convertir en motions de production de documents plusieurs des questions qui apparaissent au *Feuilleton* de la Chambre". Ce sont ces questions qui forment cette rubrique de demandes de documents.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. *Le Canada* du 31 mars 1938, à la page 8, rapporte le ministère de l'Industrie et du Commerce, mais d'autres journaux font mention des Affaires municipales. Cette dernière est peut-être plus réaliste, puisque par la suite on parle de l'ancien ministre qui est M. Bouchard.

4. Voir note 2.

5. Voir note 2.

6. Haut-Commissaire britannique ayant résidé, de 1941 à 1946, à Earncliffe, résidence privée du premier ministre du Canada Sir John A. MacDonald. Il rédigea de nombreux rapports, dès 1938, concernant les rumeurs de guerre en Europe et, conséquemment, l'ampleur de la présence militaire américaine en territoire canadien. Dès août 1938, Roosevelt et Mackenzie King posent alors, en quelques mots, les principes fondamentaux de la

défense de l'Amérique du Nord, déclaration appelée "Le Serment de Kingston", selon lequel les États-Unis et le Canada s'engageaient l'un vis-à-vis l'autre à protéger leur voisin en cas d'agression ou de menace d'agression.

7. Voir note 2.

8. Quoique la plupart des sources attribuent cette intervention à M. Bourque et à M. Duplessis, *Le Soleil* du 31 mars 1938, à la page 3, rapporte ces propos comme étant ceux de M. Duplessis seulement.

9. Voir note 2.

10. *Le Canada* du 31 mars 1938, à la page 8, rapporte que "M. Grégoire vote avec l'opposition, ce qui provoque quelques commentaires de bonne humeur". Dans *La Patrie* du 31 mars 1938, à la page 21, on écrit que: "Lorsqu'il se leva pour voter, les ministériels lancèrent des "Ha, Ha, Ha".

11. Dans *L'Événement* du 31 mars 1938, à la page 8, on rapporte plutôt le chiffre vingt.

12. *Le Soleil* du 31 mars 1938, à la page 12, indique \$2,500.

Première séance du jeudi 31 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 142 modifiant la charte de "Les petites sœurs franciscaines de Marie";
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander que le bill soit imprimé de nouveau pour les membres de votre honorable Chambre, et qu'il soit soumis humblement à votre considération les amendements: A, B, C, D, E, F, G.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 130 autorisant la corporation de ville Saint-Pierre à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande de prolonger au 6 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

M. Boyer (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 115 concernant la Commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant

à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 144 concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport: Votre comité recommande de prolonger au 6 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Adopté.

Loi 1 George VI, chapitre 13

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 69 relatif à la loi 1 George VI, chapitre 13.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne une réponse vague, générale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande de plus amples explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) offre de les donner à la seconde lecture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) refuse de laisser passer la loi en seconde lecture à la même séance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

Plan Bilodeau-Rogers¹

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Y a-t-il plusieurs personnes de Mont-Joli, dans le comté de Matane, qui ont fait application auprès du gouvernement provincial pour bénéficier des avantages du plan Bilodeau-Rogers?

2. Quels sont les noms et prénoms de ces personnes?

3. Quels sont les noms et prénoms:

a. De ceux dont les applications ont été refusées?

b. De ceux dont les applications ont été acceptées?

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 de l'aide à la jeunesse;
- bill 32 pourvoyant à l'établissement de mines-écoles;
- bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 23 relatif à la vente avec faculté de réméré, avec les amendements suivants:

1. L'article suivant est ajouté à la suite du préambule, comme article "1":

"1. L'article 1537 du Code civil est modifié en ajoutant, après le nombre "1550", dans la quatrième ligne du premier alinéa, les nombres "1550a, 1550b, 1550c".

2. L'article 4 est modifié:

a. en ajoutant, à la ligne 12, à la fin du mot "acheteur", les mots suivants: "à compter de la date de la vente à réméré";

b. en remplaçant, à la ligne 16, le mot "acédet" par les mots: "acte de";

c. en ajoutant, à la fin dudit article, l'alinéa suivant:

"Cet acte d'obligation ou le jugement qui en tient lieu doit être enregistré dans les trente jours de sa date".

3. L'article suivant est ajouté avant l'article 5, comme article "6":

"6. L'article 2248 dudit code est modifié en remplaçant les mots: "est de rigueur", dans la deuxième

ligne du premier alinéa, par les mots: "a son effet, sujet aux articles 1550a, 1550b, et 1550c".

4. Les articles 1, 2, 3 et 4 deviennent respectivement 2, 3, 4 et 5 et les articles 5 et 6 deviennent respectivement 7 et 8.

Vente avec faculté de réméré

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 23 relatif à la vente avec faculté de réméré. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

École d'agriculture en Gaspésie

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 40 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose:

Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il est dans les meilleurs intérêts de la province de contribuer généreusement à l'établissement d'une école régionale d'agriculture dans la Gaspésie.

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à établir et à maintenir, dans la Gaspésie, une école régionale d'agriculture.

2. Qu'il pourra acquérir ou louer et aménager les immeubles nécessaires à cette fin; qu'il pourra

aussi conclure avec une corporation ecclésiastique ou religieuse une entente, aux conditions qu'il déterminera, pour l'organisation et le maintien d'une telle école et assumer, payer ou garantir les obligations contractées en vue de l'établissement d'une telle école et verser des allocations à ladite corporation.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à dépenser, pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à même le fonds consolidé du revenu, pendant cinq années, une somme annuelle de vingt mille dollars, et à payer une bourse mensuelle de neuf dollars par élève fréquentant cette école, jusqu'à concurrence de soixante-quinze élèves.

L'étude des résolutions est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions.

Il est ordonné que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier au cours de la présente séance.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La veille, certaines gens ont prétendu que le fait pour le gouvernement de passer une loi permettant à un député de faire partie d'une commission, avec rémunération par la province, constituait un précédent. Le chef d'opposition parlementaire a déclaré qu'il n'y avait pas de précédent de doubles salaires dans la province de Québec. Il y a de nombreux précédents, surtout sous l'ancien régime. Je citerai d'abord le fait que l'ancien député de Châteauguay (M. Honoré Mercier, fils), qui était ministre des Terres et Forêts, était aussi président de la Commission des eaux courantes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce qu'il retirait un salaire comme président?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Deux. Mais il a été si maltraité par les amis de son parti qu'il nous a fallu récemment voter une loi pour aider les membres de sa famille.

En vertu du Statut de 1908, chapitre 8, 2 Édouard VII, on voit, surprise extraordinaire, qu'au temps où les amis de l'opposition étaient au pouvoir, on a passé un bill instituant une commission de refonte au Code municipal pour permettre aux membres de l'Assemblée législative ou du Conseil législatif de faire partie d'une commission et être rétribués, nonobstant les dispositions de la loi de l'indépendance de la Législature et la loi électorale garantissant l'indépendance des députés.

On prévoyait un salaire de \$2,000 pour les commissaires et le lieutenant-gouverneur en conseil pouvait y nommer un membre du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative. Le chef de l'opposition devrait se renseigner avant d'élever la voix et condamner ainsi son parti et ses amis.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces faits-là, ça m'a l'air que le premier ministre ne les connaissait pas plus que moi hier. En tout premier lieu, je dirai que le cas de l'honorable M. Mercier ne s'applique point. De plus, il sait fort bien que M. Honoré Mercier ne retirait pas de salaire comme président de la Commission des eaux courantes, mais seulement comme ministre et député. D'ailleurs, c'est le premier ministre lui-même qui l'a dit il y a quatre³ semaines ici en Chambre, lorsqu'il s'est agi de voter une pension à sa famille.

Et puis, le premier ministre cite la loi, mais il devrait nous dire qui était ce député-là qui a fait partie d'une commission et qui a été rémunéré. D'ailleurs, si on a passé cette loi en 1908 pour permettre ce système, je dis que c'est une mauvaise loi comme sont mauvaises les deux que l'on a passées hier. C'est un tort et c'est un tort également que d'en présenter de semblables aujourd'hui. D'ailleurs, cette loi de 1908 a-t-elle été appliquée? Le premier ministre peut-il donner des noms de députés qui auraient reçu deux salaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1908, il s'agissait de la Commission de refonte du Code municipal. Pourquoi le chef de l'opposition veut-il nuire à ses amis du passé? Il nuit déjà suffisamment à ses amis du présent qu'il pourrait éviter de dire que l'on passait des lois pour ne pas les appliquer. Mais il y a eu plusieurs ministres et plusieurs députés en faveur desquels la loi s'est appliquée et on ne peut dire que le gouvernement

actuel a établi un précédent. Je déclare qu'il y a plusieurs précédents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Autrefois, les députés qui étaient nommés ministres devaient se présenter devant leurs électeurs parce qu'ils tiraient un salaire. On ne devrait pas changer la loi de l'indépendance de la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends la mauvaise humeur du chef de l'opposition devant la preuve que nous fournissons de son ignorance lui qui, dans le temps, était complice du régime qui a passé cette loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'étais pas député alors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'était pas député, mais il appuyait le régime. Il faisait la lecture, la lutte pour le régime. Il a été candidat pour le régime et il a été battu et il a été de nouveau candidat.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais tout ça ne nous dit pas quels ont été les députés qui ont été nommés sur la Commission de révision. Ce serait intéressant à savoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on a passé une loi spécialement pour nommer un député sur la Commission, c'était parce qu'on voulait en nommer un; autrement il n'y aurait pas eu de loi. Le chef de l'opposition, au lieu de nuire à ses amis du passé, comme il nuit à ceux du présent, ne devrait pas insinuer qu'il passait des lois pour rien. Il y a plusieurs précédents et il n'a qu'à chercher un peu pour en trouver.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre devrait nommer le nom du député ou du conseiller législatif dont il prétend parler. Je ne connais aucun cas où un député a retiré un salaire pour faire partie d'une commission. Mais je connais plusieurs députés libéraux qui ont fait partie de commissions, mais gratuitement.

J'ai présidé moi-même la Commission des rentes seigneuriales, mais je ne me suis pas fait payer pour ça, de même que le juge Philémon Cousineau et le juge Trahan, quand ils étaient députés, ont aussi fait partie de commissions, mais sans salaire! Je ne veux pas, dit-il, que l'on viole l'indépendance de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition s'est battu pour avoir deux salaires. Si on a passé une loi pour nommer un député en disant qu'il ne serait pas déqualifié pour cela, c'est qu'il y en avait un à nommer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais quel est le nom du député qui a retiré un double salaire dont vous faites mention en 1908? Il est beau de faire des affirmations gratuites, mais on doit les étayer par des preuves.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au chef de l'opposition s'il sait qu'il y a eu un député nommé. Est-ce que le chef de l'opposition va prétendre qu'il n'y a pas eu de député qui a reçu un double salaire en vertu de la loi de 1908?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'en sais rien; je vous le demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'on ne sait rien, on se tait. Qu'on pose la question par écrit, je répondrai. Je vais donner un autre nom. M. Davidson, député à Ottawa, qui a fait partie de la Commission de l'industrie laitière.

M. Bastien (Berthier): Ce cas d'un député fédéral n'a encore aucune analogie avec ceux dont il a été question la veille. Je réclame d'autres noms.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je demande de nouveau qu'on nomme le nom.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): demande au député de Rivière-du-Loup s'il veut mettre son siège en jeu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Soyez donc sérieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on pose une question au *Feuilleton* et je nommerai, dit-il, le député en question.

M. Bastien (Berthier): J'appuie le député de Rivière-du-Loup et le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition a raison de demander le nom de ce député qui aurait retiré un double salaire. Il cite un extrait de la loi du premier ministre accordant une pension à Mme Honoré Mercier et où il est dit que l'ancien ministre des Terres et Forêts a travaillé

gratuitement comme président de la Commission des eaux courantes.

La science du premier ministre est toute fraîche, car hier il ne savait rien de tout cela et pas plus long que le chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais nommer le député. Il s'agit de M. L.-J. Gauthier, ancien député de l'Assomption. C'était le député en question. Il fut membre de la Commission de refonte du Code municipal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. Gauthier n'était pas député de l'Assomption à ce moment-là. Il a été battu par M. Reed qui, en 1908, était député du comté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est pris qui voulait prendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup ne devrait pas parler ainsi de son chef.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales d'administration (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Sherman (Compton)⁴: M. le président, avec votre permission, je désire profiter de l'occasion que m'offre la discussion sur les subsides de la colonisation pour parler sur une question de privilège, pour défendre mon honneur et réfuter les accusations portées contre moi dans cette Chambre durant mon absence il y a quelques temps, accusations que l'on a amplifiées et qui ont été publiées presque quotidiennement dans un des journaux de Montréal. Ces accusations disent qu'au cours de l'été dernier, j'avais profité à même l'Office provincial du crédit agricole de Québec d'une somme de près de \$5,000 au moyen de certaines transactions.

Naturellement, je me sens obligé d'expliquer ces transactions afin que cette honorable Chambre et la population puissent déterminer si oui ou non j'ai bénéficié, si bénéfice il y a eu, de façon déraisonnable de ces ventes. On m'accuse d'avoir réalisé le montant précité entre le prix que j'ai payé pour quatre fermes il y a un certain nombre d'années, et le prix de vente de l'année dernière. Afin de ne pas vous ennuyer par un exposé complet de chaque transaction, je m'efforcerai d'être bref.

J'ai toujours été, dit-il, dans le commerce de l'immeuble. Pendant les pires années de la dépression, j'ai acheté trois fermes où j'ai fait d'abondantes améliorations. Elles étaient dans les plus mauvaises conditions de détérioration lorsque je les ai achetées. Mauvaise condition des immeubles, des clôtures et des terres elles-mêmes. À la vérité, dans un état tel que personne dans le voisinage ne pouvait ou ne voulait les restaurer et n'était intéressé à les occuper. Deux des fermes les plus étendues ne produisaient pas leur sept à huit tonnes de foin et les bâtiments n'étaient pas propres à y garder du bétail, et je n'exagère pas.

Lorsque je les ai achetées, j'ai commencé immédiatement à faire des réparations et, dans certains cas, à reconstruire les bâtiments et les clôtures jusqu'à ce qu'il fussent en aussi bon état que ceux de cette paroisse. Quant aux champs, je les fis labourer. Je les ai fait épierrer. Je fis déplacer les murs pour y constituer des pâturages en plus d'acheter beaucoup de foin et de fourrage. Pendant quelques années, j'y ai logé 65 bêtes à cornes en achetant de quoi nourrir ce bétail, souvent à perte, durant plusieurs années. Grâce aux engrais, je rendis ces fermes aussi bonnes sinon meilleures que celles qu'il y a dans cette municipalité. Pendant trois ans, j'ai donné ainsi de l'emploi à cinq ou six hommes, tout l'été, en plus, à deux familles pendant les mois d'hiver pour prendre soin du bétail.

En résumé, j'ai vendu ces trois fermes à trois cultivateurs sérieux qui voulaient y établir leurs fils. Si l'on veut me rembourser l'argent que j'ai dépensé pour ces trois terres, je rendrai à celui-là tout l'argent que l'on m'a payé. Un cultivateur à qui j'ai vendu une des fermes a écrit aux journaux pour protester contre les accusations du député de Rivière-du-Loup.

Comme mes accusateurs ont cité les numéros des lots ainsi que les prix d'achat et de vente de chacune de ces fermes, je fournirai aussi brièvement que possible les détails sur chacune de ces transactions. Le lot 16 du rang 4, canton d'Emberton, fut vendu il y a quelques années par Mme Hébert à son fils pour \$2,000 payable par versements annuels. En 1930, son fils lui remet cette terre et elle me la vend pour \$668⁵ comme l'attestent les registres officiels. Mais en réalité, lorsque j'eus tout payé, la terre me coûta plus cher que cela. J'en fus propriétaire jusqu'en 1937, c'est-à-dire jusqu'à ce que je la vende à M. Joseph Charest, un des meilleurs cultivateurs de la région et propriétaire d'une ferme adjacente.

Il m'écrivit pour me dire qu'il désirait me voir avant la vente de ma ferme. Lors de notre

rencontre, il m'a informé qu'il voulait l'acheter pour son fils marié, récemment revenu de Montréal où il était sans travail. Nous nous entendîmes pour un prix de \$2,000. Le père Charest me paya \$500 et demanda un prêt agricole de \$1,500 sur la propriété de son fils. Au bout de quelque temps, il obtenait le prêt et, je désire l'ajouter, sans aucune pression ou intervention de ma part. Je pourrais ajouter que son fils vit présentement sur cette ferme et hiverne 10 de mes génisses, six vaches et un cheval que lui donna son père. Je m'attends à ce qu'il ait un excédent de foin, car sa récolte est d'environ 40 tonnes.

Le lot no 24, rang 4, canton d'Emberton, a été vendu \$7,000 du père au fils en 1920, \$1,000 cash et la balance en paiements annuels. Boisvert, de qui je l'ai acheté en 1928, avait payé ce lot \$3,200 dont \$1,000 comptant. Après quoi, il vint m'offrir une hypothèque de \$700 pour deux ans sur son lot si je pouvais lui obtenir \$500, ce que j'ai fait pour me faire rembourser les \$200 qu'il me devait pour l'auto.

Durant la première année, le shérif vendit les instruments aratoires et la moisson de foin de deux ans afin de payer les taxes. Après deux ans, Boisvert, qui avait vécu à Montréal dans l'intervalle, revint et essaya vainement de vendre sa ferme, mais ne réussissant pas, il me la laissa. Je l'ai gardée pendant 9 ans, la restaurant au point que ses pâturages suffisaient maintenant à 20 vaches et à 2 chevaux.

M. Edgar Martineau, un excellent cultivateur, dont la ferme est voisine de la mienne, m'a expliqué que sa ferme était trop petite pour sa grande famille. Il vint me voir le printemps dernier pour acheter la mienne, celle que je tenais de Boisvert, car la sienne n'était pas assez étendue pour sa nombreuse famille. Comme j'avais placé beaucoup d'argent sur cette ferme pour la vendre par petits versements annuels, je dis à M. Martineau, qui n'avait pas d'argent, mais possédait un bon troupeau, que s'il désirait donner sa propre ferme en paiement de la mienne, comme versement initial, et de demander un emprunt au crédit agricole sur sa propre ferme et sur celle qu'il désirait acheter, nous pourrions peut-être nous entendre.

Nous nous entendîmes pour le prix de \$2,500, et il demanda un prêt de \$3,000 pour les deux fermes pour payer certaines dettes qu'il devait. Il fit sa demande en avril et reçut son argent quelque part en automne. Il vit présentement sur la ferme; il hiverne un gros troupeau et semble très satisfait. Il s'attend à ce qu'un de ses fils se marie et s'établisse sur leur ancienne ferme qui est assez vaste et assez bien pourvue de bâtiments pour une petite famille. En passant, je pourrais dire que, le printemps dernier, je

vendis à M. C.-W. Chute 30 bouvillons hivernés sur cette ferme. Le prix de vente fut de \$80 chacun.

Le lot nos 17 et 18-A, rang 3, canton d'Emberton, a été vendu il y a quelques années au propriétaire qui m'a précédé pour \$2,900 pratiquement comptant. Le cultivateur n'était pas bien compétent et après quelques années d'insuccès, après sa faillite, il quitta sa ferme et s'en fut à Montréal. Il était très difficile à ce moment-là de vendre une ferme. Elle finit par être vendue pour les taxes et fut achetée par M. C. M. McRae de Cookshire. Deux ans plus tard, je l'achetai de M. McRae au prix de \$500. Je l'ai gardée cinq ans et mis bâtiments et sol en meilleur état que jamais auparavant.

Le printemps dernier, M. Rosaire Baillargeon, dont la ferme est voisine de la mienne, vint me trouver. M. Baillargeon est un très bon fermier avec famille nombreuse et garde de 12 à 15 vaches ainsi que quelques moutons et chevaux. Il me dit qu'il désirait acheter cette ferme, car sa famille était beaucoup trop nombreuse pour leur maison. Il était d'avis que s'il pouvait acheter ma maison, cela lui coûterait meilleur marché que d'en construire une autre. De plus, la maison qu'il habitait alors conviendrait à son fils lorsque celui-ci prendrait femme.

Avec ma ferme, il se trouverait en possession de 270 acres de terre. Comme il n'avait pas d'argent, je lui dis que j'étais incapable de lui vendre par petits versements annuels, car ma mise de fonds dans cette ferme était trop considérable. Je lui ai conseillé de demander un prêt agricole sur sa ferme et la mienne. S'il réussissait, le prix de vente serait fixé à \$2,200. Il demanda \$2,500 donnant les deux fermes en garantie. Il obtint \$2,500 sur sa propre ferme et sur celle qu'il m'achetait. Avec les \$300 supplémentaires, il agrandit sa grange parce qu'il avait eu des problèmes à engranger sa récolte l'automne dernier. Bien que cela ait été publié dans les journaux, je désire nier de façon catégorique, et je défie qui que ce soit de prouver le contraire, avoir coupé du bois sur cette ferme. Je puis ajouter qu'elle contient suffisamment de bois pour permettre d'acquitter facilement les paiements du gouvernement durant de nombreuses années, ce qui est l'intention de M. Baillargeon.

La quatrième accusation est à l'effet que j'ai vendu le lot no 581, canton d'Ham-Nord⁶, pour la somme de \$300 à un M. J.-E. MacDonald, lequel M. MacDonald a obtenu \$1,000 du crédit agricole. Les faits sont les suivants: J'ai vendu ce pâturage de 70 acres adjacents à la ferme de M. MacDonald il y a

environ quatre ans pour \$300, au prix que je l'avais moi-même payé quelque temps auparavant. Il l'a gardé en sa possession sans me payer.

Le printemps dernier, M. McDonald demanda un prêt agricole sur mon lot de 70 acres ainsi que sur sa propriété, pour payer quelques dettes contractées lorsqu'il construisit une nouvelle maison il y a un an, en même temps que pour me payer le pâturage qu'il m'avait acheté. Le prêt de \$1,000 est donc garanti par sa ferme et le lot que j'ai mentionné. Ceux qui m'ont accusé ont omis de mentionner que le crédit agricole a obtenu une hypothèque sur deux terres dans trois de ces cas et que j'avais moi-même dépensé de l'argent pour améliorer ces terres.

Je regrette d'avoir été obligé d'entrer dans tant de détails, mais comme chacun sait, mes accusateurs n'ont rien épargné pour faire de la publicité autour de ces transactions commerciales, mais ils n'ont pas révélé que le gouvernement a une garantie sur deux fermes au lieu d'une dans les trois cas; ils n'ont pas dit non plus que j'avais amélioré ces fermes à grands frais durant les années où j'en fus le propriétaire. Si ces fermes n'avaient pas valu le prix que j'en demandai, les acheteurs, qui sont de bons et de sérieux cultivateurs, n'auraient pas donné tout ce qu'ils possédaient comme garantie. Je puis ajouter que je les ai vus depuis et qu'ils sont très satisfaits. Si l'on peut montrer que j'ai joué ou que le gouvernement n'a pas une garantie suffisante, je rembourserai immédiatement le gouvernement.

Il est peu probable que ces fermes perdent leur valeur, car la nouvelle route américaine du New Hampshire, qui entre dans la province par cette paroisse, sera terminée d'ici deux ans et longera deux de ces fermes qui sont situées à moins d'un mille de la frontière. Je me proposais de les garder jusqu'à l'ouverture de cette route, mais à cause de mes autres occupations, j'avais peu de temps pour les exploiter. Et plutôt que de les négliger, je décidai de laisser ces gens bénéficier de l'appréciation que pourrait apporter la route.

Si les gens qui ont porté ces accusations dans le fol espoir qu'ils remporteraient l'élection complémentaire de Bagot veulent me rembourser l'argent que j'ai dépensé sur ces fermes du temps qu'elles m'appartenaient, je leur donnerai volontiers la différence entre le prix d'achat et le prix de vente.

Je désire que les membres de la Chambre jugent entre cette méthode pour l'établissement des fils de cultivateurs et celle qui consiste à les envoyer en pays de colonisation où chacun coûte au gouvernement entre \$2,000 et \$3,000, tout en étant bien loin de se suffire à eux-mêmes. Grâce à ces deux prêts, deux cultivateurs ne seront pas obligés de

s'en aller chaque hiver travailler dans les forêts, mais seront en mesure de garder suffisamment de bétail pour leur permettre de rester avec leur famille et vivre à même le revenu de leur ferme; ils permettront aussi à trois fils de s'établir près d'eux de façon à pouvoir se suffire immédiatement. Je demande au député de Rivière-du-Loup de retirer ses paroles.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai rien à retirer car je n'ai pas accusé ni mentionné le nom du député de Compton (M. Sherman). J'ai dit simplement que ce n'était pas une bonne pratique pour les députés de profiter des prêts du crédit agricole. Le député de Compton a attendu pas mal longtemps avant de faire sa déclaration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. On a porté des accusations et j'espère qu'on va avoir le courage de répéter ce qu'on a dit. Dès le lendemain des déclarations de l'opposition, le député de Compton est venu me trouver avec une déclaration rédigée. Mais je lui ai conseillé d'attendre la discussion des crédits afin de pouvoir riposter si l'opposition interprétait faussement ses déclarations.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Lorsque je parlai de cette affaire, je ne mentionnai pas d'abord le nom du député de Compton. Ce n'est qu'à la suite des instances du premier ministre que je l'ai fait. Le premier ministre ne devrait pas s'efforcer de fausser ses paroles, et il admettra que c'est évidemment une mauvaise pratique de la part des députés que de vendre leur terre et de profiter du crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup n'est pas juste. S'il voulait être juste, il mettrait son siège en jeu. Si le député de Rivière-du-Loup veut parler de ce sujet, je dirai que le député de Pontiac (M. Lawn) a recommandé un prêt dans lequel il était intéressé à l'Office du crédit agricole sur une propriété grevée de \$1,000 d'hypothèque. L'Office est si impartial que le député de Saint-Hyacinthe, le chef de l'opposition, a été remboursé d'une dette de \$700 grâce à un prêt de l'Office.

Je dirai aussi que le député de Saint-Jean (M. Bouthillier) a également été remboursé de \$6,000 sur une dette qui lui était due, grâce à l'Office du prêt agricole, indirectement. Le député de Compton n'a fait qu'accepter des billets promissaires et simplement remis l'hypothèque au prêt agricole en plaçant des gens sur la terre. Le député de Compton

est disposé à mettre son siège en jeu. Que le député de Rivière-du-Loup en fasse autant.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a une drôle de façon de discuter, quand on veut critiquer... Il est enfantin de toujours lancer ce défi: mettez votre siège en jeu. S'il fallait que tous les députés qui ne pensent pas toujours comme le gouvernement démissionnent, il n'en resterait pas beaucoup en Chambre. Le mien, je le mettrai en jeu quand le temps sera venu et le comté de Rivière-du-Loup renverra le même député.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Ce sont les électeurs du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui mettront son siège en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a peur de démissionner.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): S'il fallait mettre son siège en jeu chaque fois qu'on nous y invite, il n'y aurait plus un député en Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'habitude quand on veut critiquer la conduite d'un député de mettre son siège en jeu. Le député de Compton est prêt à mettre le sien en jeu. Tantôt, j'ai dit qu'il y avait plus d'un précédent en discutant le cas de députés appelés à faire partie d'une commission.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande au président du comité que l'on donne aux députés le temps de souffler. Je rappellerais le premier ministre à l'ordre. Nous sommes à discuter un crédit de la colonisation.

Le gouvernement semble approuver la pratique du député de Compton. C'est son affaire. Le premier ministre défend les actes du gouvernement et on défend la pratique de vendre ses terres au gouvernement par l'intermédiaire du crédit agricole. Si on discute les crédits de la colonisation, discutons-les. Il faut s'en occuper et ne pas discuter de tous les sujets à la fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La discussion est pertinente à la question à l'étude. Il y a bien des précédents à la nomination de députés pour faire des enquêtes. Nous parlons d'un item relatif aux dépenses générales de la colonisation et le ministre de la Colonisation a le droit d'acheter des terres pour les colons. Malheureusement, les terres sont dans bien des cas asservies aux rentes

seigneuriales. J'ai le droit de parler de cela. Nous avons passé une loi pour faire disparaître ces rentes. Pour présider la Commission, nous voulons nommer un député. Il me semble que j'ai le droit de parler de cela. Le chef de l'opposition a oublié la loi de 1908. Je vais, dit-il, lui parler d'une loi de 1911.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous-même, hier, vous ne vous en rappelez pas!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de cette loi, le Parti libéral faisait de nouveau abstraction de la loi assurant l'indépendance de la Législature. Il parle du chapitre 19, 9 Édouard VII. Je vais vous citer un autre précédent. Que le chef de l'opposition prenne les Statuts de 1911, au chapitre 10. On verra que le gouvernement avait nommé une commission pour faire certaines enquêtes. Des ministres et des députés ont retiré alors de l'argent pour faire partie d'une commission.

On y trouvait l'honorable Weir qui avait un salaire comme ministre et député, et un troisième comme membre de la commission; l'honorable M. Roy, secrétaire provincial, qui avait lui aussi trois salaires, un comme ministre, un comme député et un troisième comme commissaire. M. Tessier, député de Trois-Rivières, qui retirait également des salaires comme vice-président de la Chambre, député et membre de la Commission.

Il y avait aussi M. Blouin, député de Lévis, qui retirait un salaire comme député et un autre comme commissaire. Le statut disait que, nonobstant toute loi contraire, surtout les articles regardant l'indépendance de la Législature, ces commissaires recevraient des émoluments qui ne dépasseraient pas \$15 par jour de séance de la commission en plus de leurs dépenses de voyage. C'est ainsi que l'on passa en 1908 et en 1911 des lois accordant des salaires aux députés et des émoluments aux ministres. Il mentionne également la loi 1 George V, 1911.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais que le premier ministre cite des chiffres et produise des comptes. Il y a énormément de différence entre ce cas-là et celui de la Commission des rentes seigneuriales. Ce cas ne peut se comparer à ceux consacrés par les deux lois du gouvernement actuel. Il s'agit de savoir si ces députés ou ministres faisaient un travail de même nature que celui qui sera confié à MM. Barré et Carignan qu'on appellera à siéger sur des commissions. Il est clair que lorsque les députés siègent en séance spéciale, en dehors de la session, ils ont droit à une indemnité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souhaite que le chef de l'opposition essaye de comprendre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends trop bien que le premier ministre veut essayer de mêler les choses. Voici des ministres et des députés qui sont nommés membres d'une commission pour étudier la question des ponts et barrières de péage. Une indemnité de \$15 par jour de séance pour dépenses de voyage, à des députés qui vont inspecter ponts et chaussées, ce n'est pas déraisonnable. Leur indemnité n'était pas un salaire. Et encore, dans le cas dont a parlé le premier ministre, l'indemnité était prévue par la loi même, ce que ne fait pas le gouvernement actuel. Il s'agissait du comité parlementaire des privilèges et élections.

Mais dans le cas de MM. Barré et Carignan, non seulement la loi ne le dit pas, mais le premier ministre lui-même refuse de donner le renseignement à la Chambre. Un comité de la Chambre siégeant en dehors de la session a droit à une indemnité; il ne s'agit pas de la commission d'enquête sur les ponts et barrières de péage et cela n'attaque pas la loi d'indépendance de la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le chef de l'opposition qui est mêlé. C'est lui qui a parlé de l'enquête sur les ponts et barrières de péage. Il est évident que cette loi de 1911 décréait des salaires en marge de la loi d'indépendance des députés, que c'était une loi spéciale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Aujourd'hui, l'on demande au lieutenant-gouverneur en conseil de voter un montant qu'on ne veut pas déclarer. On cite des Statuts qui ne correspondent pas à la même chose. Il y a une grande différence entre les deux lois. Le lieutenant-gouverneur en conseil décidera et on passera par-dessus le principe de la représentation populaire. C'est un mauvais précédent à établir. Si les députés veulent être présidents de commission, qu'ils président, mais sans retirer de salaire. Il vaudrait mieux suivre l'exemple de M. Honoré Mercier qui ne recevait que ses frais de déplacement, et pas toujours.

M. le président: Adopté?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Une minute, on va parler d'autres choses. Plusieurs colons de mon comté et du comté voisin se plaignent que les primes qui leur sont dues ne sont pas payées à temps. On se rappelle pourtant les nombreux discours du premier

ministre contre l'ancienne administration parce qu'il se produisait quelquefois des retards.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Nous payons les primes régulièrement, aussi régulièrement que possible. S'il y a des retards, cela dépend d'irrégularités qui se sont produites avant nous. Les employés des anciens régimes gardaient des "rolls" de paye plusieurs mois de temps dans leurs tiroirs soit par erreur, soit par mauvaise foi. Voilà ce qui explique un peu les retards.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais les plaintes dont je parle sont toutes récentes, et les employés de l'ancien régime à la colonisation ne peuvent être en cause parce qu'ils ont été destitués par le ministre de la Colonisation. Je prends note de l'aveu du ministre qu'il y a des retards. J'espère, cependant, qu'il verra à ce que les colons reçoivent leurs primes plus régulièrement à l'avenir.

M. Bastien (Berthier) pose une question.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): L'an dernier, le budget de la colonisation a été établi en détail.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que c'est que cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour établir des colons sur des terres libres. L'ancien régime avait une loi ridicule à ce sujet, et la nouvelle loi a l'avantage de permettre au gouvernement d'acheter des terres convenables pour les colons. Le crédit est consigné au budget pour l'application de la loi raffermissant le mouvement de colonisation par le prolongement des paroisses existantes. Comme il y a plusieurs terres qui sont susceptibles de donner avantage aux colons, nous voulons acquérir pour eux, au prix maximum de \$1,000 de ces terres pour leur établissement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons adopté récemment une loi à cet effet. Je comprends

que la loi n'est pas encore passée par le Conseil législatif. Alors pourquoi ne pas attendre qu'elle soit adoptée par la Chambre haute avant de voter cet item?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi est au Conseil législatif. Il n'y a pas de doute qu'elle va passer, parce que c'est une bonne loi qui constitue une amélioration considérable sur l'ancien régime. L'honorable M. Laferté n'aime pas cela parce que c'est une amélioration. Mais il est tout seul à penser ainsi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a beaucoup de lots libres qui sont impropres à la culture autour de plusieurs vieilles paroisses. Ce sont des bas-fonds à terre noire. J'espère que ce ne sera pas ces lots-là que le département de la Colonisation entend acheter. Nous devrions attendre que le Conseil ratifie la loi avant de voter l'item. Le Conseil peut apporter quelque amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends qu'ils sont persuadés que c'est une bonne loi. Mais on a vu des gens qui étaient persuadés que d'autres lois étaient aussi bonnes. Des lois qui coûtent de l'argent, il faut bien que le gouvernement se résigne à payer. Le gouvernement va bientôt commencer à payer pour le crédit agricole, et il aime moins cela, maintenant. Il trouve que c'est embêtant. On a assez fait d'électoratisme avec le crédit agricole.

M. Tardif (Frontenac): Ce n'est pas raisonnable de dire cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Frontenac sent-il venir lui aussi sa petite commission qu'il présidera moyennant tant? Le gouvernement prend tellement de subterfuges aujourd'hui que, pour aller à Beauport, on passe par Montréal. Le gouvernement devait abolir l'électoratisme qu'il dénonçait dans les lois partout. M. le ministre de la Colonisation, voilà une autre loi pour faire plaisir aux partisans du gouvernement embarrassés de mauvaises terres, des terres à cimetières. C'est utile quand viennent les élections. Le premier ministre s'élevait autrefois contre ce genre de lois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): déplore que le chef de l'opposition insinue que la loi

a un but de corruption électorale. On cherche à faire progresser les colons, dit-il.

Le chef de l'opposition vient de dire une grande vérité. Le cimetière était une terre favorable aux colons dans son temps. Dans son temps, on enterrait la colonisation tandis que, de notre temps, les colons sont en vie.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition dit: "Vous voulez acheter les colons avec cette loi". Il n'a pas le droit de dire cela. C'est une insulte à la population de la province. Je rappellerai le cas d'un ancien conseiller législatif, M. Pérodeau, sous l'ancien régime, qui avait vendu, à Montréal, l'une de ses maisons au gouvernement. Il a même fallu passer une loi spéciale pour cela. Tandis que nous, nous travaillons à faire vivre les colons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous autres, vous avez acheté les terres du député de Compton.

M. le président: Adopté?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non! Non! Qu'on attende que la loi passe au Conseil législatif!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vote! Vote!

Les députés ministériels et de l'opposition se lèvent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et des députés de l'opposition s'opposent au vote de l'article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition veut-il faire enregistrer le vote?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis prêt à le faire. On va procéder selon les règlements.

Le premier ministre n'a pas tout dit en parlant de ses précédents. Je ferai remarquer que la commission dont faisaient partie les ministres qui ont reçu une indemnité de \$15 par jour était une commission législative, siégeant. C'est le comité des privilèges et élections qui siégeait en dehors de la Chambre. Et rien n'empêchait que les membres fussent indemnisés. Ce n'était pas contre la loi de l'indépendance de la Législature. Dans ces conditions, il est d'usage de payer une indemnité aux députés, comme pendant la session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Statut que j'ai cité, dit: "Nonobstant la loi de l'indépendance de la Législature." C'est dire que c'est contre la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les ministres et les députés de 1911 agissaient pour et au nom de l'Assemblée législative, dans le travail qu'ils avaient à accomplir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils recevaient donc une indemnité en marge de la loi, puisqu'il a fallu dans le temps adopter une loi spéciale.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution 1 est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

La résolution 2 est lue une première fois.

La motion "Que cette résolution soit maintenant lue une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Béique, Bellemare, Boiteau, Boyer, Carignan, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larochelle, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Roy, Sauvé, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 55.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Dansereau, Delagrave, Lawn, Marcoux⁷, Messier, Turcotte, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

École d'agriculture en Gaspésie

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 40 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie.

En comité:**L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose:**

Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il est dans les meilleurs intérêts de la province de contribuer généreusement à l'établissement d'une école régionale d'agriculture dans la Gaspésie.

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à établir et à maintenir, dans la Gaspésie, une école régionale d'agriculture.

Adopté.

2. Qu'il pourra acquérir ou louer et aménager les immeubles nécessaires à cette fin; qu'il pourra aussi conclure avec une corporation ecclésiastique ou religieuse une entente, aux conditions qu'il déterminera, pour l'organisation et le maintien d'une telle école et assumer, payer ou garantir les obligations contractées en vue de l'établissement d'une telle école et verser des allocations à ladite corporation.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à dépenser, pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à même le fonds consolidé du revenu, pendant cinq années, une somme annuelle de vingt mille dollars, et à payer une bourse mensuelle de neuf dollars par élève fréquentant cette école, jusqu'à concurrence de soixante-quinze élèves.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 40 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc national du Mont-Orford

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'établissement du Parc national du Mont-Orford est le fruit du travail efficace et effectif des députés de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), Stanstead (M. Beaudry), Brome (M. Robinson) et Shefford (M. Choquette) ainsi que du conseiller législatif L.-A. Giroux. Ces messieurs ont préparé l'opinion publique en faisant des discours et des conférences radiophoniques; et la ville de Sherbrooke a voté \$10,000 pour ce projet.

Les quatre comtés mentionnés sont tous intéressés à la mise en place de ce parc puisqu'il touche à chacun de ces comtés.

Les articles 1 à 17 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Crédit agricole

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 facilitant le crédit agricole aux colons soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): L'objet du bill est de permettre à l'Office du crédit agricole de prêter aux colons, détenteurs de terres publiques ou de patrimoines de famille régis par les dispositions de la loi de la protection des colons, en les mettant en mesure de donner à l'Office une garantie efficace pour le remboursement de ses prêts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel montant va-t-on prêter?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Suivant l'évaluation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais les colons établis sur des lots non patentés ne sont que des locataires du gouvernement. Est-ce que le gouvernement va hypothéquer ses propres biens en garantie des prêts qu'il va consentir aux colons?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand un colon s'établit sous le régime actuel, nous lui donnons un lot boisé. Les colons, après avoir déboisé les lots qu'on leur a concédés, font les abatis nécessaires, se construisent une maison, une grange une écurie et des dépenses pour s'établir définitivement. Ces bâtisses-là leur appartiennent.

Or, comme il leur arrive de n'avoir pas toujours l'argent nécessaire pour compléter leur installation, le gouvernement présente ce bill qui a pour objet de permettre à l'Office du crédit agricole de prêter aux colons, détenteurs de terres publiques ou de patrimoines de famille régis par les dispositions de la loi de la protection des colons, en mettant ces colons en mesure de donner à l'Office une garantie efficace pour le remboursement de ses prêts.

Nous ne prenons que les sommes justifiées par la garantie qu'elles peuvent constituer. Nous prendrons des privilèges seulement sur les bâtiments et sur les bâtisses. Les prêts vont se faire uniquement sur les bâtisses.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement présente là une loi purement électorale. Les colons ne sont pas en mesure, pour la plupart, d'offrir les garanties que doit exiger l'Office du crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Office du crédit agricole peut prêter jusqu'à 75 % des garanties offertes par les emprunteurs. Nous ne changeons rien à la façon de procéder de l'Office du crédit agricole. Les règlements et les conditions des prêts seront absolument les mêmes. Seulement, nous ne pouvons prêter sur les bâtisses des colons; et avec cette loi, nous le pouvons.

L'Office, comme par le passé, continuera à prêter aux cultivateurs dans le besoin, aux fils de cultivateurs qui veulent vivre, demeurer sur des terres et aux colons qui doivent emprunter pour se maintenir sur leur terre, et en autant seulement que le prêt sera justifié par les garanties.

La terre n'appartient pas au colon, tant qu'il n'a pas obtenu ses lettres patentes. Il nous faut passer la présente loi. Nous ne pouvons faire bénéficier les colons des avantages de la loi du prêt agricole en vertu de la loi générale. Notre politique en est une de maintien sur la terre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'en reste pas moins vrai que le gouvernement présente une loi électorale, et dont l'Office du crédit agricole se servira pour faire de la politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de politique dans l'administration du crédit agricole, et la preuve, c'est que le chef d'opposition nous a reproché d'avoir prêté à des rouges, nos adversaires, dans Bagot. Il n'est jamais content. Il ne veut pas maintenant que nous prêtions aux colons.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Sur quoi vont se baser les estimateurs pour accorder des prêts aux colons? Il est entendu que les bâtiments de bois rond ne peuvent pas être évalués bien cher! Les bâtisses d'un colon ne constituent pas une grosse garantie puisqu'elles ne représentent pas une grande valeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils se baseront sur ce que les colons auront.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, mais ils n'ont rien pour la plupart.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'ancien régime, ils n'avaient rien, c'est vrai. Sous le régime actuel, les colons sont mieux traités. On les établit, alors que l'ancien régime les persécutait. C'était la détresse. L'Union nationale a fait plus pour les colons que ce que le Parti libéral n'a fait. Les colons ne sont établis que lorsque les conditions pour leur sécurité sont réunies et que leurs lots peuvent leur profiter.

Autrefois, l'on envoyait les colons au milieu de la forêt. Ils n'avaient même pas de chemins pour atteindre la civilisation. Le gouvernement ne pensait à faire les chemins qu'après l'établissement des colons. Et encore n'en faisait-il qu'à l'approche des élections. Les départs de colons, c'était beau sous l'ancien régime. Le jeudi, on annonçait que 15 colons devaient partir le mercredi suivant. Le mercredi, on disait que le départ était retardé au vendredi.

Le vendredi, le départ avait lieu. Puis on annonçait que les colons étaient rendus et, enfin, qu'ils étaient installés. Tout ça pour faire croire que 75 au moins étaient partis pour les terres de colonisation. Mais il n'y en avait que 15 de partis. Et sur ce nombre, plusieurs revenaient. Mais aujourd'hui, ils ont quelque chose. Ils sont bien traités maintenant, les colons. Selon la loi générale, les prêts ne seront accordés qu'en retour de garanties.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): N'empêche que la colonisation va au ralenti. Vous savez ce qu'écrivait dernièrement un rédacteur de *L'Action catholique*: "la colonisation marche au ralenti sous le présent régime". Si je ne me trompe pas, le premier ministre ne l'aime pas beaucoup, ce rédacteur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a écrit l'article?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vous l'ai dit l'autre jour, mais quel est le rédacteur que le premier ministre aime particulièrement à *L'Action catholique*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aime tout le monde comme mon prochain, même le député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous savez, le député de Rivière-du-Loup est bien aimable. Celui-là, ce n'est pas difficile et ce n'est pas un acte de vertu que de l'aimer. Mais ça n'empêche pas que la colonisation va au ralenti.

Le gouvernement fait des chemins, c'est bien beau, mais ils sont rares les colons que le gouvernement établit.

Je le répète; le gouvernement présente là une loi électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit et répété que nous ne prêterions que sur des garanties. L'opposition ne devrait pas prendre une telle attitude.

Tout à l'heure, elle a refusé de voter des crédits à la colonisation; maintenant, elle refuse une loi qui vient en aide aux colons.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous ne sommes pas contre l'aide aux colons, mais nous nous opposons aux pratiques purement électorales.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) dit quelques mots en faveur de la loi.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des convictions sommaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté⁹. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour une élection partielle, le délai d'un mois entre l'émission du bref d'élection et la nomination est trop long. D'autre part, le gouvernement, quand il s'agit d'une élection partielle, veut avoir l'opportunité de tenir l'élection en une saison favorable. Il n'est pas raisonnable de faire des élections en hiver. Il veut, dit-il, que les élections se fassent autant que possible durant l'été.

Nous voulons faire l'élection quand le soleil luit, car nous avons intérêt à ce que l'opposition se montre au grand jour sous ses vraies couleurs. Il n'y aura certainement pas d'élections générales cette année. Nous avons voulu donner un mois entre la dissolution et la présentation des candidats. Nous espérons que l'opposition va finir par s'entendre et se choisir un chef, un vrai celui-là.

L'un des amendements réduit à 15 ou 16 jours le délai entre l'émission du bref et la présentation des candidats dans le cas des élections complémentaires. Mais le délai dans lequel une élection de ce genre doit être tenue, après qu'un siège est vacant, est porté de quatre à cinq mois. Lors de l'élection de Bagot, M. Godbout et le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) ne s'accordaient pas; ils ne voulaient pas parler à la même place, car le député de Saint-Hyacinthe craignait que M. Godbout fût plus applaudi que lui. Et ils se disaient: "Toi tu parleras ici et moi je parlerai là." Mais M. Godbout a

dit qu'il voulait être là quand le député de Saint-Hyacinthe parlerait, parce qu'il disait que le député de Saint-Hyacinthe pouvait faire des déclarations qu'il n'aimerait pas¹¹.

(Rires)

Nous voulons assurer à l'opposition la chance de faire des élections dans le confort, avec des assemblées en plein air. Nous allons rendre un grand service à l'opposition, car j'ai vu M. Godbout dernièrement et il m'a dit que, dans l'élection de Bagot, le chef de l'opposition n'avait pas été correct.

(Rires)

Le chef de l'opposition était en retard dans le choix de ses réviseurs. Il a retardé la production de ses listes tellement longtemps qu'elles n'ont pu être révisées à temps.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais savoir s'il est question de M. Godbout dans ce bill pour amender la loi électorale? Quand le premier ministre est mal pris pour expliquer des lois, en l'occurrence une loi qui vient amender sa propre loi électorale qui, à son dire, était la meilleure depuis la Confédération.

Quand il est mal pris, au lieu de répondre sérieusement, le premier ministre fait des farces plates qui sont des niaiseries. Ces farces plates me laissent calme.

(Les ministériels s'amuse et rient)

Il donne l'impression qu'il n'a pas d'autre occupation en cette Chambre que celle de badiner. Contrairement à ce qu'avance le premier ministre, j'ai produit les noms des réviseurs en temps, deux jours avant le temps fixé.

Et si dans le bill on retarde la date de la révision, c'est parce que c'est le premier ministre qui n'a pas produit les noms de ses réviseurs en temps. Au lieu de nous répondre sur ce point, il fait des farces plates et dit des niaiseries.

(Rires chez les ministériels)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition parlementaire veut-il dire que M. Godbout ne sera jamais élu? Quand nous parlons de loi électorale, il me semble que cela concerne le chef d'un parti. Le député de Saint-Hyacinthe dit, lui, que quand je parle de M. Godbout, je dis des niaiseries.

(Rires)

Ce n'est pas juste de parler ainsi des absents. De toute façon, je ne sais même pas avec quel chef de l'opposition¹² je dois discuter de cette question des réviseurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout ce que j'ai demandé au premier ministre, ce sont les raisons qui le forcent à amender la meilleure loi électorale depuis la Confédération. Après cinq mois, il revient pour la changer. Et pour masquer l'insuffisance de sa loi, il fait de fausses affirmations pour faire croire que le chef de l'opposition ne s'occupe pas de ses affaires, quand c'est lui qui est cause du délai. Il doit y avoir des raisons sérieuses pour amender une loi aussi parfaite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette l'attitude prise par le chef de l'opposition. Nous avons parlé de l'élection de Bagot, mais le chef de l'opposition n'a pas voulu parler de son chef, M. Godbout. Savez-vous ce qu'il a dit, M. Godbout?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, il n'est pas question de M. Godbout, ni de l'élection de Bagot, mais des réviseurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai parlé de l'attitude de M. Godbout dans Bagot, et le chef de l'opposition vient dire que le premier ministre parle de niaiseries.

(Rires)

Je proteste au nom de M. Godbout. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que ça n'intéresse pas M. Godbout. Pourquoi le chef de l'opposition ne veut-il pas que M. Godbout soit élu? Pourquoi? Car c'est inconcevable, la façon dont il traite M. Godbout.

Plus on donnera de temps aux réviseurs de faire les listes, plus on aura la garantie d'avoir des listes parfaites. Ces amendements sont des amendements de détails. Le principal amendement est pour ajouter certaines municipalités dans la liste de celles où il y aura des réviseurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des amendements de détail si vous voulez, mais les délais pour produire les plaintes sont expirés avec ce retard dans la nomination des réviseurs. L'amendement à la loi électorale stipule en effet qu'on prolonge pour l'année 1938 seulement et dans les cités de 10,000 âmes ou plus, sauf la cité de Montréal, jusqu'au 15 mai le délai de nomination des réviseurs des listes électorales et, jusqu'au 15 juin, le délai de nomination d'examen et de correction de ces listes par les réviseurs, et de fixer au 16 juin la date de l'entrée en vigueur de ces listes. À ce moment, le temps pour produire des plaintes est expiré. Le gouvernement a tout simplement oublié de nommer

des réviseurs. Qu'il le dise donc! Dans quelle situation seraient les villes et les cités de moins de 10,000 âmes, c'est maintenant ce que je veux savoir.

La loi de 1936 dit que la révision doit être faite du 1^{er} au 15 septembre. Avec les amendements, la révision se fait du 1^{er} au 15 mars. Les villes autres que Québec et Montréal n'auront pas de listes électorales révisées avant 1940 avec ces amendements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tel n'est pas le cas, et tout ce qu'on fait est pour donner plus de temps à la révision des listes et assurer ainsi une meilleure inscription. La loi passée à la première session reste là. Le chef de l'opposition a tardé à faire parvenir au gouvernement le nom de ses réviseurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a beau essayer de faire croire que je ne fais pas mon ouvrage comme maire et comme député, les documents publics sont là qui attestent le contraire.

M. le président: Je veux attirer l'attention de la Chambre sur une irrégularité dont j'ai parlé l'an dernier. S'il y avait moyen de la corriger, cela soulagerait nombre de cités comme celle de Hull. Pour faire les listes électorales, on prend encore le rôle d'évaluation.

On omet ainsi les fils de locataires et propriétaires ainsi que les pensionnaires de maisons de pensions. Cela impose aux réviseurs un travail considérable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est une suggestion très intéressante du député de Hull. Elle est surtout bien présentée. Elle sera prise en considération. Mais appliquée en général, elle constituerait un danger. Les corporations municipales protesteraient. Si nous laissons la confection des listes aux municipalités, cela représentera certains dangers au point de vue politique.

M. le président: C'est qu'à Hull et comme dans d'autres villes, nous avons des listes où sont inscrites 10,000 personnes, tandis qu'il n'y a que 7,500 voteurs. On a évidemment inscrit deux ou trois fois le même nom.

M. Marier (Drummond) fait des suggestions.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel va être l'effet de cette loi sur les listes actuelles, puisque la loi sera en vigueur avant même que les réviseurs siègent?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Sous l'ancien régime il y avait des organisations de "télégraphes". À Trois-Rivières, on a fait voter un matelot d'Angleterre jusqu'à 10 fois dans une journée en le substituant à un mort.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela n'est pas répondre à ma question. J'ai écrit, dit-il, au premier ministre, le 10 mars, où je l'avertissais du choix de son réviseur et pour avoir des renseignements sur la loi électorale, et je n'ai pas reçu de réponse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est que la lettre nous était adressée au nom du parti, et nous, nous reconnaissons M. Godbout comme chef du parti, non pas le chef parlementaire de l'opposition. Remarquez bien, cependant, qu'au point de vue du gouvernement, c'est le député de Saint-Hyacinthe qui fait le plus notre affaire.

Mais les adversaires officiels du gouvernement sont ligués avec le chef officiel du parti, M. Godbout. Ce n'est pas ma faute si le Parti libéral ne s'entend pas sur ses chefs, et se trouve dans cette situation. Ce n'est pas à nous à choisir un chef pour le Parti libéral.

Je ne vois pas, si je reçois une lettre du député de Saint-Hyacinthe, qui se dit le chef de ce parti, que je doive y répondre. Qu'ils s'arrangent entre eux pour savoir une fois pour toutes qui est chef.

Quand c'est le chef qui doit nommer quelqu'un et que c'est le thuriféraire qui le fait, je crois de mon devoir de demander au chef s'il approuve ce qui a été fait par le thuriféraire. Il (l'honorable M. Duplessis) taquine l'opposition au sujet de son chef "d'en dehors", M. Godbout.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre serait très drôle s'il n'avait pas le tort de répéter cent fois les mêmes farces. Des chefs, il y en a, c'est vrai. Il y a le vrai chef M. Godbout: le gouvernement le reconnaît enfin. Les circonstances veulent que je dirige l'opposition en Chambre. Il y a aussi le chef du Parti national qui peut penser qu'il est chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le chef de l'opposition n'attaque pas les absents. Le député de Québec-Centre n'est pas à son siège. Je ne sais pas si le chef du Parti national voudra devenir chef de l'opposition. Il doit y avoir une convention. On parle de M. Godbout...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un bon homme qui n'attendra pas 40 ans pour battre le mauvais gouvernement que nous avons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis d'accord avec le chef de l'opposition pour reconnaître que le Parti national ne compte pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Ah! On devrait, contrairement à l'ancien régime, faire des élections complémentaires en moins de quatre mois après une vacance. Ce qu'on en a entendu, là-dessus, à la session d'urgence! Encore une fois, le premier ministre abandonne ses principes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'ancien régime, on attendait des années pour combler une vacance. À Ottawa, on prend six mois. Nous, dans Bagot, nous avons fait l'élection en un mois après la vacance. Dans la Beauce, cela ne nous a pris que 5 semaines. Si l'on demande d'étendre le délai d'un mois, c'est que nous estimons que ce n'est pas juste de faire des élections en hiver dans certains comtés alors que les conditions ne sont pas favorables. Ce n'est pas humain pour les électeurs et même pour les candidats et leurs partisans. Autrefois, on faisait cela.

En 1923¹³, les libéraux ont fait des élections au mois de février. Je me rappelle qu'il y eut des morts, et deux libéraux par-dessus le marché, le député d'Argenteuil et le député de Richmond, qui sont morts d'une pneumonie contractée durant la campagne électorale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ils sont morts tous les deux, mais le premier ministre s'est fait battre à chaque fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me fais jamais battre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi augmenter de quatre à cinq mois le délai pour la tenue d'une élection complémentaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'Union nationale, nous améliorons toujours. Nous aimons mieux un délai de cinq mois pour prolonger jusqu'à l'été la date des élections.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allons-nous avoir des listes électorales avant 1940 dans les centres de moins de 1,000 âmes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement. Les nouvelles listes électorales seront prêtes avant cette date et beaucoup plus complètes. Pour démontrer que nous ne le faisons pas par mauvaise foi, qu'ils démissionnent tous les deux, le député de Saint-Hyacinthe et de Rivière-du-Loup. Nous allons faire des élections dans une semaine¹⁴.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout de suite! Vous aimeriez cela, vous débarrasser du député de Saint-Hyacinthe, hein? Vous allez l'endurer encore quelque temps.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ce sont les électeurs que je veux débarrasser.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les électeurs ne sont pas si à plaindre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition admet-il qu'il se ferait battre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça peut arriver.
(Applaudissements à droite)

Le premier ministre a déjà subi une défaite en 1923 et il sera encore battu. D'ailleurs, cela ne va plus très bien à Trois-Rivières. Il n'a pas donné de jobs à 51 % de ses électeurs comme il l'avait promis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va faire un marché, qu'il (M. Bouchard) mette son siège en jeu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne fais mon marché que le vendredi. Je vois qu'en retardant l'élection complémentaire, on attend des secours de la Voirie et du projet de \$50,000,000 qui va durer quatre ans. On peut voir venir les élections complémentaires, avec cela, un peu plus à l'aise. Dans tout cela, la vraie raison qui motive le gouvernement, c'est de lui permettre de tenir des élections en été, lorsque le département de la Voirie peut employer des hommes; c'est du patronage qu'on veut faire. Pourquoi venir déparer la plus belle loi électorale depuis la Confédération avec une modification de cette sorte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a parlé comme un expert des coutumes de l'ancien régime qui employait tout le monde à la Voirie en temps d'élection. On en faisait même en hiver. Je me rappelle que, lors de l'élection

de Wolfe, on passait sur des routes qu'on avait couvertes de gravier par-dessus la neige. Il était tombé de la neige une deuxième fois, et on avait recouvert cette deuxième couche de neige d'une autre couche de gravier. M. Howard, le député de Sherbrooke aux Communes a failli se faire tuer. Quand la neige a fondu, cela est devenu un abîme.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'avez pas essayé d'en faire autant dans Bagot! C'est un rêve.

Les articles 1 à 19 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 31 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Sanatorium du Lac-Édouard

M. Bastien (Berthier): 1. Le Dr Alphonse Lespérance est-il à l'emploi du gouvernement comme médecin en chef du sanatorium du Lac-Édouard?

2. Si oui:

a. Quel est son salaire?

b. Combien de temps par jour donne-t-il aux malades du Lac-Édouard?

c. Quel montant coûte l'assistance médicale au sanatorium du Lac-Édouard?

L'honorable M. Paquette (Labelle): 1. Oui, à la demande des Rév. Sœurs Dominicaines.

2. a. \$2,000 par année.

b. Trois heures par jour en moyenne.

c. \$6,900 par année.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), qu'à l'avenir, cette Chambre tienne trois séances tous les jours, sauf le dimanche; la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième, de huit heures et demie à onze heures du soir; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

Garde et entretien des détenues, prison des femmes de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relatives au bill 79 autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-la-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Adopté.

Ville de Drummondville

M. Marier (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 relatif à la cité de Drummondville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marier (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession J.-O. Villeneuve

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Boyer (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cotisation à Saint-Jean-de-la-Croix

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Boyer (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission scolaire de LaSalle

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 115 concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Joseph Masson

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Boyer (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal-Est

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Boyer (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société coopérative des dentistes de Québec

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), que les honoraires payés pour le bill 118

constituant en corporation la Société coopérative des dentistes de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Ville Saint-Pierre

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Pelletier), que les honoraires payés pour le bill 130 autorisant la corporation de ville Saint-Pierre à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Loi 1 George VI, chapitre 13

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 relatif à la loi 1 George VI, chapitre 13 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁵:

Des députés de l'opposition: Explications!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourrions-nous avoir des explications sur ce nouveau bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de changements qui s'imposent. L'an dernier, à ma suggestion, le ministre des Affaires municipales, du Commerce et de l'Industrie (l'honorable M. Bilodeau) a présenté un projet de loi qui a été adopté unanimement par toute la Chambre disant que, dans toutes les questions intéressant les lois de la province de Québec, le texte français devra prévaloir dans l'interprétation de ces lois. Je n'ai pas l'habitude de rejeter sur d'autres mes responsabilités et je sais les prendre quand elles sont les miennes. C'est pourquoi, je déclare que j'ai suggéré moi-même le projet de loi en question abrogeant la loi de

l'interprétation des Statuts que nous avons fait adopter, l'an dernier, donnant la préférence au texte français.

J'étais, avec mes collègues, sous l'impression que les lois de la province de Québec étant rédigées et étudiées en français, cette rédaction servait à guider les juges dans la rédaction de leurs décisions. L'intention des législateurs joue un rôle important en matière d'interprétation; il valait mieux donner la préséance au texte français.

Par la suite, des protestations de la part de l'élément minoritaire de la province se sont élevées contre cette loi. On nous a représenté qu'elle ne rendait pas justice à la minorité et qu'elle était de nature à causer des froissements, à soulever des complications et qu'elle n'était pas au sens du pacte confédératif. J'ai voulu moi-même prendre ma propre responsabilité. Voilà pourquoi j'ai cru devoir moi-même présenter le présent projet de loi.

J'ai reçu plusieurs factums. Nous avons échangé plusieurs lettres avec des juges, et ces derniers ont fait part de leurs doutes quant à l'application de cette loi. Les juristes des deux langues l'ont jugée inopportune. J'ai eu également des entrevues très intéressantes avec plusieurs éminents juges, des juges canadiens-anglais et des juges canadiens-français concernant le rappel de cette loi.

J'ai reçu notamment une intéressante correspondance de l'honorable juge Mignault qui a occupé une haute position à la Cour suprême du Canada. En conclusion, il est apparu évident que la meilleure manière d'interpréter les Statuts, c'était de la faire dans les deux langues.

On m'a rappelé que le Code civil du Québec avait été le résultat de l'étude d'une commission et que le tiers dudit Code était rédigé en langue anglaise. Donc, il fallait se reporter à la langue française et à la langue anglaise pour consulter l'original du tiers du Code civil.

On a représenté, de plus, par exemple, que l'Université McGill et des églises protestantes avaient le droit, dans un pays bilingue, de présenter des projets de loi en langue anglaise. Leurs chartes et leurs règlements ont été élaborés en anglais et, en conséquence, l'anglais doit avoir préséance lorsque ces documents doivent être interprétés.

On a représenté également qu'à Ottawa le principe du bilinguisme dans la présentation des projets de loi était reconnu et officiel, et que décréter la priorité exclusive d'une langue dans une province pourrait porter un coup mortel au principe du bilinguisme à Ottawa. Comme cette loi pouvait

provoquer des froissements nuisibles à l'harmonie qui doit exister entre les deux races, nous avons décidé, sans sacrifier aucun de nos droits et aucun des droits de la province, d'éviter tout danger de froissement, tout en rendant justice à tous.

Il ne faut pas oublier que la population de langue française représente un neuvième de la population totale du Canada, et que les autres huit-neuvièmes des citoyens de la Confédération sont de langue anglaise. Nous voulons vivre en paix et en harmonie avec nos frères de langue anglaise, avec les provinces voisines, sans sacrifier aucun de nos droits, mais en rendant justice à tous, et en respectant l'esprit du pacte confédératif, pacte basé sur le respect mutuel et la reconnaissance des droits des deux grandes races dans ce pays, et particulièrement dans cette province.

Autrefois, les juges, en présence d'une difficulté d'interprétation, considéraient les deux versions de la loi pour y trouver le sens qu'avaient voulu lui donner les législateurs, et de cette étude jaillissait le sens véritable de la loi. La considération de la loi dans une seule version n'est peut-être pas de nature à donner une interprétation aussi complète et large.

Je sais que, par l'attitude que je prends en ce moment en présentant ce projet de loi, je m'exposerai peut-être à la critique, mais j'ai la conscience d'accomplir un devoir non au point de vue politique, mais au point de vue de la justice et avant tout au point de vue national. Nous sommes à établir une politique de collaboration entre les deux provinces sœurs et les populations d'Ontario et de Québec, politique utile non seulement aux deux provinces, mais utile dans une plus large mesure à tout le Canada, et au caractère bilingue de ce pays.

Je crois que l'heure est arrivée de tendre une main loyale et honnête, non pas comme amis, ou comme ennemis, mais comme représentants des deux races dont le génie a fait la civilisation et la grandeur de ce pays, et pour établir le respect du bilinguisme dans ce pays.

On dit que le premier ministre fait volte-face. Certes, je ne prétends pas à l'infailibilité; comme tous les hommes, je suis faillible et puis me trompe. Il est humain de se tromper, mais il est plus mal de persévérer dans son erreur. À ceux qui diront que le premier ministre change d'opinion, je répondrai que c'est le devoir d'un homme de courage et d'honneur de reconnaître son erreur lorsqu'il en commet une et de la réparer. Il est toujours temps de réparer une erreur. Je suis prêt à admettre mes erreurs. En agissant de la sorte, j'espère que la question restera

au-dessus de la politique et j'espère que la Chambre donnera le spectacle de l'unanimité.

De plus, l'an dernier, nous avons nommé une commission d'étude chargée de refondre et de clarifier nos Statuts. Ce comité est composé d'avocats éminents tels que MM. Auguste Désilets, c. r., Gérard Simard et A.-W.-P. Buchanan. La nomination des membres de ce comité a été accueillie par de vifs et unanimes éloges de toute la presse libérale du pays et de l'Union nationale. Je crois que nous devons lui laisser le soin d'apporter les modifications qui peuvent être nécessaires. Ils verront à ce qu'ils soient rédigés en langage clair et concis. Nous croyons que les amendements à apporter aux lois devraient être soumis à cette commission qui est indépendante et impartiale, et qu'en conséquence nous devons attendre le rapport de cette commission avant de rien changer à nos lois actuelles.

J'accomplis aujourd'hui mon devoir envers ma province et ma race, et je me fous des quolibets et des sarcasmes qu'on voudra me lancer. Je fais bon marché des quolibets et des sarcasmes de ceux qui voudraient considérer cette question du point de vue étroit de l'intérêt politique. Je me rends honnêtement aux représentations que l'on m'a faites. J'espère que la Chambre sera unanime pour approuver cette loi, afin de maintenir la renommée de notre race qui a toujours su rendre justice à la minorité, et qui entend continuer cette noble tradition. Si on a des remarques ou des suggestions à faire, je suis prêt à les entendre, je suis prêt à les écouter. Mais avant de terminer, je veux qu'il soit bien compris que je suis seul responsable de la loi qui a été présentée l'an dernier, et que je suis seul responsable pour le retrait de cette loi cette année.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas l'intention d'employer le sarcasme aux dépens du premier ministre. Toutefois, je me permettrai de lui rappeler que parfois l'opposition peut avoir raison lorsqu'elle critique les lois présentées par le gouvernement et qu'il conviendrait de l'écouter. Je rappelle que j'avais prédit les difficultés relatives par le premier ministre et combien l'opposition a eu raison de s'opposer à la loi que le premier ministre est forcé d'abroger maintenant.

Quand le bill a été présenté l'an dernier, le premier ministre a fait appel au patriotisme pour le passer en toute hâte. J'ai dit alors que le premier ministre prenait une grande responsabilité en changeant une loi basée sur le bon sens et la Constitution. Je lui faisais remarquer que, dans le cas

des lois dont le texte original est anglais les traducteurs se trouvaient alors en quelque sorte à faire la loi, et que ce n'étaient plus alors les législateurs qui faisaient la loi, mais les traducteurs, et qu'une telle situation était intolérable.

Je suis heureux de voir que le premier ministre ait le courage de reconnaître son erreur et je vois qu'il ne met pas autant d'enthousiasme qu'il en mettait l'an dernier à passer cette loi à la vapeur.

La loi que présente actuellement le premier ministre est excellente, mais je crois que le préambule est contraire aux règlements de la Chambre. Le préambule dit en effet:

"Attendu que l'application de la loi 1 George VI, chapitre 13 peut provoquer des froissements et des problèmes de solution difficiles qu'il convient d'éviter;

"Attendu que le gouvernement actuel a nommé un comité de juristes pour réviser les lois de la province et que le choix des membres de ce comité lui a valu des éloges unanimes de la presse, sans distinction de races ou de partis."

Cela, M. le président, c'est ni plus ni moins que du pamphlet politique. Le préambule dit ensuite: "Attendu qu'il convient d'attendre les rapports de ce comité pour décider la question visée par ladite loi 1 George VI, chapitre 13..."

"La loi 1 George VI, chapitre 13, est abrogée."

Or, cela est pour le moins étrange. On dit d'abord qu'on va attendre le rapport du comité pour décider la portée de la loi, puis on dit qu'on abolit la loi. Le premier ministre a raison d'abroger cette loi, non seulement au point de vue de la bonne entente entre les deux grandes races, mais surtout au point de vue de l'interprétation constitutionnelle des lois. Car les deux races ont droit de présenter des lois dans leur langue.

Suivant les lois actuelles, c'est l'intention du législateur qui doit guider dans l'interprétation de nos lois. La loi actuelle veut que l'on réfère à l'intention du législateur lorsqu'il y a divergence entre le texte français et le texte anglais. L'ancienne loi, qui revient en vigueur, est basée sur le bon sens même et c'est la seule interprétation logique des lois. Car on ne peut prétendre déceimment que nous sommes à la merci du traducteur, pour apprécier l'intention des législateurs.

J'approuve avec plaisir l'attitude prise par le premier ministre et le bill qui est devant la Chambre, sans faire aucun sarcasme, car c'est une question d'une extrême importance. Je félicite le premier ministre d'avoir consenti à présenter cette loi lui-

même, d'avoir cédé à l'opinion publique et d'avoir compris les arguments présentés contre cette loi l'an dernier par les membres de l'opposition. Cela démontre que, devant la force de l'opinion publique, le premier ministre peut et il sait revenir sur ses idées. Cela démontre aussi que les lois de l'ancien régime peuvent être bonnes, et valoir quelque chose, et le premier ministre ferait bien de s'en aviser pour les autres lois qu'il passe et qui sont contraires aux intérêts de la province.

J'espère que le premier ministre persévéra dans ses bons sentiments. J'espère qu'il continuera à abolir les mauvaises lois passées à la vapeur qu'il nous a données pour revenir aux lois édifiées par ses prédécesseurs.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent):

Comme membre du Barreau et comme représentant des Irlandais catholiques de langue anglaise de cette province, ce n'est que justice, dans les circonstances, d'exprimer notre reconnaissance au premier ministre de cette province pour le geste qu'il pose, puisqu'il a été prouvé que la loi de l'an dernier posait un réel problème quant à l'interprétation des lois. Compte tenu que cette Chambre est française, j'ai supporté la loi l'an dernier en croyant que toute la législation était adoptée et imprimée en langue française seulement.

Je félicite le premier ministre, dit-il, de son acte héroïque: de remettre dans nos Statuts l'ancienne loi d'interprétation. Il donne un exemple de courage magnifique en abrogeant une loi qui pouvait entraîner des frictions dangereuses entre les deux grandes races officielles de ce pays.

D'ailleurs, l'interprétation des lois ne se rattache qu'à l'esprit du législateur. Le geste du premier ministre démontre un courage qui n'a pas été vu depuis les débuts de la Confédération et fait la preuve que le premier ministre est à l'écoute de tout le pays, d'une côte à l'autre. C'est un geste du peuple canadien-français envers le peuple anglais de cette province, un geste qui sera entendu et apprécié dans toutes les parties du Canada où réside une minorité canadienne-française; ce geste y aura des répercussions.

J'exprime également ma gratitude, ainsi que celle des gens que je représente, aux membres de l'opposition pour son action et son attitude eu égard aux droits des personnes et organismes concernés. Il félicite le chef de l'opposition pour son appui à la loi.

La Constitution est basée sur le respect mutuel des religions et des langues, et c'est à cette condition qu'on établira la véritable unité canadienne.

Cette loi peut être correcte, de façon substantielle, si on tient compte que la vaste majorité de la population est de langue française, que les lois sont presque entièrement discutées en français, et que l'intention de cette Législature est exprimée dans une large mesure, en français. Mais il se trouve qu'une bonne partie de notre Code civil a été rédigée en anglais, en sorte que la langue anglaise joue un rôle important dans l'interprétation de la loi dans ce domaine. Plusieurs lois de la province viennent directement de l'anglais, particulièrement dans le commerce, les affaires de marine et plusieurs autres domaines. Il importait que nous conservions notre interprétation à nous. J'insiste, dit-il, sur l'égalité des deux langues. L'action du premier ministre est un témoignage de largeur de vues et de générosité envers la minorité, et c'est le fait d'un véritable homme politique.

M. Robinson (Brome) parle au nom de la minorité protestante de langue anglaise. Nous sommes fiers, vraiment, du premier ministre, dit-il. Et c'est avec plaisir que la minorité de langue anglaise lui rend hommage pour l'action courageuse qu'il a faite ce soir. La population anglaise sera très heureuse de lire dans les journaux de demain cette bonne nouvelle. Son acte est d'autant plus grand, large et généreux qu'il n'a pas besoin de la population anglaise pour se faire élire. Il a été assez grand et généreux pour rappeler cette loi alors qu'il ne pouvait en tirer aucun avantage politique. C'était pour maintenir l'harmonie entre les deux races.

Il faut insister sur le fait que notre premier ministre est un homme assez considérable et assez juste pour reconnaître qu'il s'est trompé. Par là, ce soir, je pense que le premier ministre mérite les éloges et les remerciements de tous les protestants et catholiques de la province, parlant français et anglais, non seulement de la province de Québec, mais de toute la population du Canada. Et qu'ils prennent conscience du travail gigantesque qu'il accomplit pour le Canada et la province. Et je souhaite qu'on reconnaisse plus dans l'avenir des gestes de cette nature.

En substance, la loi pouvait être correcte dans une large mesure puisque la grande majorité des lois sont édictées en français et discutées en français, mais il y avait trop de lois qui dériveraient directement de l'anglais pour qu'elles soient applicables partout. Elle pouvait conduire à des ennuis par suite de la rédaction originale du Code civil, dans une bonne partie. Il était mieux de rappeler la loi. À mon avis, nous posons le meilleur geste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Sans répondre au chef de l'opposition qui dit que seul le premier ministre s'est trompé, je veux profiter de l'occasion pour remercier le représentant de la minorité irlandaise en cette Chambre, l'honorable ministre sans portefeuille représentant la division Saint-Laurent (l'honorable M. Coonan) et le représentant de la minorité anglaise, représentant le comté de Brome (M. Robinson), qui ont parlé au nom des catholiques et des protestants de langue anglaise. Je les remercie de leurs sentiments.

Je désire toutefois, dit-il, ajouter quelques mots pour les commentaires apportés par le chef de l'opposition. Je le remercie de son attitude. Ce dernier a voulu dire qu'il ne s'était pas trompé et que le premier ministre s'était trompé. C'est d'un sentiment bien humain et compréhensible. Qu'il ne soit donc pas question de cela. Mais il ne doit pas oublier qu'il a voté avec moi pour la loi, l'an dernier, et que si le premier ministre s'est trompé, il s'est donc aussi trompé, et qu'ainsi tous deux sont quittes.

Le chef de l'opposition s'est opposé à l'article du préambule parce qu'il est dit que l'opinion publique est favorable au comité. Je n'ai fait que refléter l'opinion publique. Je suis heureux de voir que le débat n'a pas eu d'acrimonies. Le chef de l'opposition a soulevé un argument sérieux quand il a dit que nous attendrions le rapport du comité avant de décider la question visée par la loi qui est abrogée. Mais il était juste de remettre la situation dans le même état au point de vue des travaux du comité, qu'avant l'adoption de la loi 1 George VI, chapitre 13.

L'entrée en matière du projet ne fait que traduire l'opinion des journaux. Je veux, dit-il, que le comité des juristes qui fait la révision des lois étudie la question. La province de Québec et l'Assemblée législative tireront profit du rappel de la loi. La province nous supportera dans le geste que nous posons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'il fallait que le premier ministre rétablisse toutes les lois de la même façon que celle-ci, sa Commission de révision des Statuts aurait beaucoup d'ouvrage et n'en finirait plus. Il convient de dire de cette loi de la priorité du texte français que le premier ministre peut être assuré que, pour le chef de l'opposition, la question est bien enterrée et que le premier ministre et le chef de l'opposition lui font un enterrement de première classe.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va ajourner dans la paix!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça ne sera pas long.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la recherche des mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) félicite et remercie le gouvernement de ce qu'il a fait pour assurer l'essor des mines et pour le travail accompli dans la région de Chibougamau, l'une des principales régions minières de la province. Sir Lomer Gouin fut un grand premier ministre et sut comprendre l'importance de nos richesses et de nos possibilités minières. Malgré les efforts du gouvernement actuel, il s'est produit des choses plus ou moins justifiables. Il est arrivé l'automne dernier qu'une compagnie ait fait volte-face. Je veux savoir du gouvernement, dit-il, la raison de cette volte-face. Pourquoi? Car il y a des Canadiens français et des gens du Lac-Saint-Jean très intéressés dans cette affaire.

L'honorable M. Gagnon (Matane) remercie le député du Lac-Saint-Jean pour l'intérêt qu'il prend à son comté et aux mines. En 1904, M. Obalski

présenta un rapport dans lequel il annonçait nos richesses minières de Chibougamau. Le rapport a dormi dans des tiroirs jusqu'à l'avènement de l'Union nationale. Dès son arrivée au pouvoir, il fut décidé de construire une route d'hiver de Saint-Félicien, au lac Saint-Jean, à la région de Chibougamau, afin d'accélérer le développement minier, suivant la promesse qui en avait été faite à une importante délégation par le premier ministre.

Il admet qu'il y a un souvenir douloureux qui se mêle à l'histoire du travail du gouvernement actuel dans ces parages. La Consolidated Smelters a été accusée, l'automne dernier, de faire des efforts pour mettre des entraves à l'essor de nos mines et au développement de cette région.

L'automne dernier, M. McKay, gérant de la compagnie, a annoncé que le travail de la Consolidated Chibougamau, une filiale de la Smelters, cesserait son travail pour l'hiver. Et cela a provoqué immédiatement une chute des valeurs en bourse, les parts étant baissées de 90¹⁶ à 45 cents¹⁷ en l'espace de 48 heures. Mis au courant de ces choses, j'ai télégraphié aussitôt au président de la mine, Mr Warren, et je lui ai demandé pourquoi une décision aussi soudaine a été faite sans prévenir la population.

Le gouvernement de la province a alors demandé à M. Willie Amyot, K.C., registraire en vertu de la loi des fraudes, dont nous déplorons la mort subite, de faire enquête sur la soudaine chute de la valeur des actions de la compagnie. L'enquête a été quelque peu retardée, à cause de circonstances incontrôlables. Le travail de M. Amyot a considérablement été ralenti du fait que les officiers de la compagnie étaient souvent absents de la province. Puis M. Amyot est mort.

Si au début, la première déclaration avait été faite correctement, de la même façon, la panique ne se serait pas produite à la Bourse. Il ne s'en serait pas suivi un tel désastre. Il y avait contradiction entre M. Mackay et M. J. J. Warren. Le gouvernement n'hésite pas à prendre des décisions énergiques, lors même qu'il s'agit de grosses compagnies, pour continuer son travail.

La décision de la compagnie ci-haut mentionnée a nui au développement de Chibougamau, car peu de gens y ont travaillé durant l'hiver. Mais si le gouvernement se laissait dominer par les gros intérêts comme on l'a insinué lâchement en certains milieux, il n'aurait pas continué le chemin d'hiver. Malgré les difficultés suscitées par la Consolidated Smelters, je suis heureux de dire à la Chambre que le chemin que nous avons commencé à construire en

direction de Chibougamau, pour réduire les taux de transport à Chibougamau, sera continué et terminé. Je suis heureux de dire que les taux de transport sont réduits. Le transport de la marchandise coûtait 55 sous¹⁸ la livre en 1936. Maintenant, il n'en coûte que 4 sous le cent livres.

Si la compagnie Consolidated Smelters continue à mettre des obstacles au travail du gouvernement, au développement de la région de Chibougamau, le gouvernement va prendre les grands moyens pour défendre énergiquement les intérêts de la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et Pêcheries - Jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce ensuite qu'on ajourne la séance pour permettre à M. Léon Casgrain d'étudier les documents déposés par ordre de la Chambre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y en a bien plus qui ne sont pas déposés qu'il n'y en a qui le sont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) conseille au député de Rivière-du-Loup de lire avec attention les documents.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça me fera rêver, dit-il, au premier ministre.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-

Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée vers 9 h 30.

NOTES

1. En 1937, le Québec et le gouvernement fédéral passent un nouvel accord sur la formation professionnelle: l'entente Bilodeau-Rodgers. Conclue durant la grande dépression économique, elle implique le versement de subventions fédérales pour certaines expériences de formation professionnelle. L'entente visait à lutter contre le chômage qui sévissait durant cette période. Dans le cadre de cette entente, le gouvernement du Québec crée un Service de l'aide à la jeunesse sous la tutelle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il s'agit du premier organisme consacré à la formation de jeunes adultes sans travail, qui voit le jour dans la province. En outre, plusieurs écoles de métiers seront créées, en fonction des dispositions de l'entente Bilodeau-Rodgers; par exemple, une école d'avionnerie à Montréal qui formera plusieurs milliers de travailleurs qualifiés entre 1937 et 1944.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Dans *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1938, à la page 6, on rapporte plutôt deux semaines.

4. Selon *L'Événement* du 1^{er} avril 1938, à la page 9, "M. Sherman s'exprime en français; il prononce assez bien quoique avec un fort accent de sa langue maternelle et presque à voix basse, de sorte qu'on l'entend difficilement."

5. *Le Devoir* du 1^{er} avril 1938, à la page 6, rapporte le montant de \$688. Il est difficile de déterminer, entre les deux montants avancés, le plus exact.

6. *Le Devoir* du 1^{er} avril 1938, à la page 6, rapporte le canton d'Hampdin. *La Tribune* du 1^{er} avril 1938, à la page 4, rapporte le canton d'Hampdon.

7. *Le Soleil* du 1^{er} avril 1938, à la page 10, signale ce qui suit: "Comme M. Adolphe Marcoux, seul membre du Parti national présent en Chambre, vote à ce moment avec l'opposition, plusieurs députés ministériels imitent les miaulements des chats. L'Orateur les rappelle à l'ordre."

8. Voir note 1.

9. *Le Soleil* du 1^{er} avril 1938, à la page 10, rapporte que la loi est adoptée après une courte discussion.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

11. *Le Soleil* du 1^{er} avril 1938, à la page 10, rapporte que cette dernière remarque fut faite d'un ton narquois.

12. Allusion au fait que M. Godbout est chef du Parti libéral, bien qu'il n'ait pas été élu député aux élections générales le 17 août 1936. Bien qu'il perdît son siège à l'Assemblée nationale à ce moment, il demeura chef du Parti libéral, fut confirmé chef du parti au congrès du parti tenu le 11 juin 1938 et revint au pouvoir à l'élection du 25 octobre 1939. De 1936 à 1939, M. T.-D. Bouchard est alors chef de l'opposition officielle en Chambre. Pour cette raison, M. Duplessis se plaint à faire référence aux nombreux chefs de l'opposition ou à un parti "qui a son chef à l'extérieur de cette Chambre.

13. Dans *The Chronicle Telegraph* du 1^{er} avril 1938, à la page 3, on écrit 1933.

14. Dans *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1938, à la page 6, on rapporte plutôt trois semaines.

15. Voir note 1.

16. Chiffre de *La Patrie* du 1^{er} avril 1938, à la page 21: 95¢.

17. Chiffre de *The Montreal Daily Star* du 1^{er} avril 1938, à la page 4: 40¢.

18. Dans *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1938, à la page 8, on écrit que "les taux de transport qui étaient de 35¢ du 100 lbs".

Séance du vendredi 1^{er} avril 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ville de Sherbrooke

M. Beaudry (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 176 relatif à la cité de Sherbrooke.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de redonner à la ville un privilège qu'elle possédait autrefois de ne pas taxer l'outillage. Il lui fut enlevé par suite d'une erreur d'impression dans les amendements votés l'an dernier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Beaudry (Stanstead) propose que le bill 176 relatif à la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Union parlementaire de l'Empire,
Sir Edward d'Edgeville**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement recevra, mardi prochain, Sir Edward d'Edgeville, secrétaire général de l'Union parlementaire de l'Empire, à l'occasion de son passage à Québec. Le temps ne permettra pas d'envoyer des invitations, et je profite de l'occasion pour inviter verbalement les députés, les conseillers législatifs, les sous-ministres, les greffiers et les journalistes parlementaires à assister au dîner que le gouvernement fera servir au distingué visiteur, à une heure, au Café du Parlement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 56 modifiant l'article 423 de la loi des cités et villes;
- bill 61 modifiant la loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires;
- bill 107 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or;
- bill 139 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;
- bill 141 validant la cléricature de Jacques Feeney.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 14 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies avec l'amendement suivant:

"L'article 4 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne de l'alinéa a, le mot "huit" par le mot "cinq".

Aussi, le bill 54 modifiant la loi des mines de Québec avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 54a, tel qu'édicte par la loi 24 George V, chapitre 29, section 5, et tel que modifié par la loi 1 George VI, chapitre 41, section 30, l'article suivant:

"54b. Lorsqu'une personne est injustement en possession d'un terrain couvert par un claim minier ou par un permis de mise en valeur et refuse de déguerpir ou d'en abandonner la possession, le détenteur du claim ou du permis de mise en valeur, avec la permission du ministre des mines et pêcheries, ou le ministre peut demander à un juge de la Cour de circuit, si le terrain est situé dans le district de Montréal, ou s'il est situé dans un autre district à un magistrat de district ayant juridiction dans le district où le terrain est situé, par requête dûment signifiée avec un avis d'au moins dix jours francs de la date de sa présentation, l'ordre prévu au deuxième alinéa.

"Le juge ou le magistrat, sur preuve satisfaisante, que telle personne est injustement en possession dudit terrain, doit accorder un ordre enjoignant à cette personne d'en abandonner la possession et de déguerpir.

"Cet ordre a le même effet qu'un bref de possession, et le shérif ou tout huissier à qui il est remis pour être exécuté doit le faire de la même manière qu'il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire.

"Les procédures prévues au présent article sont réputées matières sommaires et les dépens sont ceux d'une instance de première classe en Cour de magistrat de district.

"Les dispositions du présent article s'appliquent lorsqu'il s'agit d'une terre publique non couverte par un claim minier ou par un permis de mise en valeur, mais situé dans un rayon de deux milles de tout claim minier ou de tout terrain affecté par un permis de mise en valeur ou vendu à titre de concession minière, et dont une personne a injustement pris possession. Dans ce cas, seul le ministre peut présenter la requête.

"Les maisons ou autres bâtiments, habités ou possédés par une personne ayant reçu d'un juge ou d'un magistrat l'ordre d'en abandonner la possession ou de déguerpir, deviennent la propriété de la couronne trente jours après la date de tel ordre."

2. Les articles 2, 3 et 4 deviennent respectivement 3, 4 et 5.

Enquêtes sur les incendies

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 14 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Loi des mines

Il est ordonné que la première lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 modifiant la loi des mines ait lieu à la prochaine séance.

Réseau routier

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Leduc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 pour assurer à la

province les avantages d'un réseau routier de premier ordre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Attendu qu'il est important pour la province d'avoir un réseau routier de premier ordre, répondant aux besoins de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et du tourisme;

Attendu que la voirie provinciale, entreprise et conduite sans système et laissée dans un état déplorable par l'administration précédente, exige une réfection rationnelle, avec plan d'ensemble, pour en assurer la meilleure efficacité;

1. Que le gouvernement sera autorisé à prendre les mesures nécessaires pour arrêter et exécuter un plan d'ensemble de réfection et de construction du réseau routier de la province.

2. Que le gouvernement sera autorisé à dépenser, pendant une période de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme capitale n'excédant pas cinquante millions de dollars pour exécuter le programme de réfection et de construction prévu par ladite loi, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, en totalité ou en partie, ces dépenses capitales au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et contractés à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année.

3. Que les travaux prévus par ladite loi seront exécutés sous la direction, la surveillance et l'autorité du ministre de la Voirie et du ministre des Travaux publics.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je regrette de ne pas concourir avec le gouvernement sur cette question, car il s'engage dans une dépense extravagante, une mauvaise politique qui coûtera jusqu'à \$50,000,000 à la province. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on fasse les travaux nécessaires pour améliorer notre système de voirie, mais nous n'avons aucun intérêt, au moment où la dette s'accroît continuellement, d'engager le crédit de la province dans une dépense aussi considérable qui sera dépensée en l'espace de quatre ans.

Nous sommes prêts à voter au gouvernement les sommes qu'il lui faudra cette année pour effectuer les travaux de voirie projetés. Mais nous ne pouvons voter en faveur d'un emprunt aussi exorbitant. Il y aura encore d'autres sessions et le gouvernement pourra alors selon les règles, voter les crédits nécessaires à chaque année pour parachever son programme de voirie en se basant alors sur les conditions économiques qui prévaudront.

Cette loi, de plus, ne devrait pas être votée en l'absence du ministre de la Voirie. Le gouvernement devrait au moins attendre que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) soit en Chambre pour présenter ces résolutions. Lui seul est en mesure de fournir les explications nécessaires sur la nature de ces travaux. Il s'agit d'une dépense exorbitante. L'on dira que, dans le passé, l'ancien régime a déjà emprunté pour effectuer des travaux de voirie, mais la province n'était pas dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. La dette de la province est rendue actuellement à pas moins de \$238,000,000. Je trouve que le gouvernement actuel va un peu trop vite et dépasse ses capacités. Le gouvernement devrait prendre un peu plus son temps et dépenser l'argent de la province plus prudemment.

Je trouve que le gouvernement n'a pas raison de demander aujourd'hui l'autorisation d'emprunter une somme aussi considérable. On n'a pas le droit de se faire voter \$50,000,000 répartis sur quatre années, lorsqu'on ne prévoit qu'une dépense d'environ \$12,000,000² à \$15,000,000 pour la voirie pour la prochaine année fiscale. La situation économique n'autorise pas actuellement une telle dépense. Ce que le gouvernement devrait faire avant tout, en ce moment, c'est tâcher de boucler son budget afin de faire renaître la confiance et diminuer, si possible, les taxes.

On veut faire adopter un bill par une espèce d'acrobatie. Les fournisseurs du gouvernement, évidemment, commencent à n'être pas satisfaits. Nous avons actuellement deux de nos grandes villes obligées de se débattre dans la situation financière difficile que l'on sait, à cause des dépenses exorbitantes faites dans le passé. La construction est pratiquement paralysée parce que les propriétaires sont surchargés de taxes. Ils ne veulent plus investir d'argent, et ils ont raison, car ils savent qu'ils ne peuvent pas actuellement, à cause des obligations qu'ils ont à rencontrer, payer leurs dépenses.

Le prix des loyers ne peut plus équilibrer les charges des propriétaires. On en est rendu à un point que personne ne veut plus être propriétaire, parce que la propriété ne rapporte pas assez pour répondre aux

nombreuses charges sous lesquelles elle est écrasée. Avant longtemps la province se verra dans la même position que ces propriétaires des grands centres.

Il y a deux ans, quand le gouvernement de l'Union nationale a pris le pouvoir, la province était dans une excellente situation financière. Elle avait, comparativement aux autres provinces, la dette la plus faible de toutes les provinces du Canada.

Si l'on continue à emprunter à cette cadence, à dépenser follement, et à marcher de déficit en déficit, le gouvernement ne tardera pas à rendre cette situation des plus précaires. L'on aura, dans la province elle-même, la même situation que l'on rencontre dans nos principales villes: ce sera la paralysie générale. Qu'il cherche donc avant tout à boucler son budget. C'est ce que le peuple demande. Et il a raison. Il paie déjà assez cher en impôts, pourquoi contracter des emprunts qui augmenteront encore ses charges? Je regrette, dit-il, que le ministre de la Voirie ne soit pas en Chambre pour donner des explications sur l'emploi d'une somme aussi "exorbitante".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne sais pas si le chef de l'opposition parle en son nom personnel ou au nom de son parti. S'il le fait, je regrette que ses objections ne soient pas plus sérieuses. J'espère bien que le chef n'a pas parlé ainsi au nom du Parti libéral, mais en son nom personnel.

Ce que nous demandons à la Chambre, c'est de voter un montant de \$50,000,000 qui devront être dépensés pour améliorer notre système de voirie. On ne peut pas dire que le gouvernement méconnaît les privilèges des députés. Il est impossible de faire ces améliorations si l'on ne procède pas selon un plan d'ensemble bien défini, comme il se fait partout dans tous les pays qui entreprennent des travaux. C'est pourquoi le gouvernement veut répartir la dépense sur une période de quatre ans, pour donner à la province un réseau routier de premier ordre. Et nous ne pouvons élaborer un système routier adéquat sans argent.

Ce n'est pas nouveau. L'on se sert partout du procédé que nous utilisons, soit emprunter de l'argent par l'émission de débetures, lorsqu'il s'agit de travaux répartis sur plusieurs années. Il a déjà été employé à Ottawa et par la plupart des Parlements britanniques. Le bill qui est présenté n'enlève aucune prérogative aux représentants de la population en ce qui concerne les dépenses. Les prérogatives de la Chambre sont respectées, puisque nous avons demandé de voter les argentés nécessaires. Le gouvernement veut avoir l'assurance qu'il aura cette

somme à sa disposition pour réaliser son programme de voirie. Nous demandons à la Chambre de nous voter ce montant et l'on ne pourra pas dire que nous ne connaissons les privilèges des représentants du peuple.

Pourquoi avons-nous besoin d'un plan d'ensemble? Telles sont les questions que nous soumettons ouvertement et honnêtement à la Chambre. Nous avons besoin d'un bon système de voirie, d'une politique basée sur un plan d'ensemble, parce que les régimes précédents ont eu une politique néfaste, parce qu'ils ont procédé sans système, sans méthode. Sous l'ancien régime, des millions et des millions ont été dépensés sans un plan d'ensemble. On ne faisait que des bouts de chemins, et encore ne les faisait-on qu'à la veille des élections. C'étaient des chemins bêtement construits. Le Québec a besoin de bonnes routes pour réparer tout le mal qui a été fait sous le régime du Parti libéral. Il nous faut reconstruire presque la totalité du système routier. Le Québec a besoin d'un système routier de première classe pour ses industries, ses cultivateurs et ses colons.

Nous avons, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, une voirie qui se trouvait dans une situation absolument lamentable. Une inspection rapide à travers la province nous a fait constater que la plupart des chemins étaient défoncés. Les chemins se détérioraient peu de temps après avoir été construits. Ils avaient été construits avec du matériel de qualité inférieure, de sorte qu'ils s'enfonçaient facilement et ils devenaient impraticables. Il était même impossible de communiquer entre diverses parties de la province. Les cultivateurs et les citadins étaient laissés sans moyens de communications. Les cultivateurs ne pouvaient se rendre aux marchés pour écouler leurs produits.

Le chef de l'opposition a demandé tout à l'heure pour quelle raison le ministre de la Voirie n'est pas en cette Chambre pour expliquer son bill. Si le ministre de la Voirie n'est pas ici, c'est qu'il a été appelé au chevet de sa vieille mère malade à Montréal. C'est la raison pour laquelle j'ai inscrit le bill en mon nom au *Feuilleton*. Ce n'est pas le bill du député de Laval (l'honorable M. Leduc), c'est moi-même qui le présente.

Le chef de l'opposition a tort de penser que seul le ministre de la Voirie peut présenter une mesure comme celle-là. En tant que premier ministre, j'ai le droit de présenter n'importe quel bill au nom du gouvernement et de demander à la Chambre de voter tout projet de loi. L'opposition prétend que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) est le premier intéressé à ce bill. C'est le

peuple dont nous avons charge de sauvegarder les intérêts. C'est une loi d'intérêt général, pas la loi d'un ministre en particulier. C'est tout le gouvernement qui a intérêt à la loi actuelle. Le premier ministre a le droit de le présenter et c'est pour cela qu'il présente lui-même le bill. Si le ministre était ici, il serait le premier à dire que le premier ministre est aussi intéressé que lui à avoir un bon système de voirie. Sous le gouvernement actuel, c'est le peuple que nous représentons et nous sommes anxieux de lui donner ce dont il a besoin.

Le chef de l'opposition prétend que la dette de la province augmente. C'est une chose facile à dire. N'oublions pas que, quand l'ancien régime a quitté le pouvoir, il n'y avait plus rien dans les coffres et qu'il restait une énorme dette à payer. Les comptes de banque étaient continuellement soutirés. Aujourd'hui, sous un gouvernement de l'Union nationale, nous connaissons la stabilité et la province est prospère. Il a fallu tout rénover.

Le chef de l'opposition a dit que la province était prospère lorsque son gouvernement fut battu en 1936. Il oublie de dire que, de 1930 à 1936, sous l'ancien régime, les comptes de la province furent journellement soutirés d'une somme moyenne de \$7,000,000 par jour sur lesquels la province payait un intérêt de 4½ % à 5 %. Depuis que nous sommes au pouvoir, le crédit de la province s'est amélioré. La situation de la province est meilleure, puisque les emprunts se contractent à des taux plus bas.

On nous recommande de ne pas emprunter davantage afin de ne pas endetter plus la province. Mais nous ferions alors comme un père de famille qui, afin de ne pas s'endetter, laisserait les siens mourir de faim. Le chef de l'opposition dit que cet emprunt va constituer un fardeau pour les générations futures. La voirie constitue cependant un placement important pour la province. Inutile de procéder par échelon, nous voulons marcher d'une manière sûre. Il s'agit d'ouvrir des marchés aux cultivateurs, de donner des chemins pour les colons et pour les mines. En agissant ainsi, nous attirerons les touristes qui déjà nous apportent chaque année des revenus considérables. Le tourisme a rapporté \$70,000,000 l'an dernier. Nous créerons donc de nouvelles opportunités d'affaires aux marchands et aux hôteliers de la province. La meilleure façon d'utiliser nos revenus, c'est de les dépenser là où ils seront les plus productifs.

Il faut à tout prix que nous améliorions le réseau routier de la province. Il est urgent que nous donnions à la province des routes aussi belles et modernes que celles des autres provinces. Des

travaux de voirie s'imposent partout dans la province et ils se feront. Il y a beaucoup de travaux à faire. En vertu de notre plan d'ensemble, nous allons construire un boulevard à Montréal qui partira de Sainte-Anne-de-Bellevue pour se terminer à l'extrême est, soit au bout de l'Île;

Nous allons faciliter les communications entre la ville de Québec et la Côte-Nord en passant par Sainte-Anne-de-Beaupré. Nous allons perfectionner le système routier de la Gaspésie et de la partie sud de la province et dans les Cantons-de-l'Est. Une autre route sera probablement construite de La Tuque à Roberval. Nous allons améliorer la construction d'une route entre l'Abitibi et Montréal. La région du Lac-Saint-Jean aura les moyens de communiquer avec le comté de Charlevoix-Saguenay.

Le plan ne saurait tarder à être préparé. Nous allons améliorer et perfectionner partout. Les techniciens du département prépareront le plan général avec les suggestions des députés. Notre intention est de soumettre un plan d'ensemble à nos experts du ministère de la Voirie qui l'approuveront ou le désapprouveront; nous marcherons de l'avant. Voilà la politique du gouvernement.

Ce n'est pas une dépense que nous faisons là; c'est un placement. C'est une dépense-capital. Le chef de l'opposition s'oppose à cette mesure. C'est la première fois que j'entends dire qu'une dépense-capital est une dette, comme le prétend le chef de l'opposition. C'est comme si on disait à un propriétaire d'une maison qu'il n'a pas besoin de fondations. Il n'y a pas de meilleur placement que la voirie. Mais comment s'explique-t-il alors que, lorsque notre programme a été annoncé, tous les journaux, à l'exception de certains journaux partisans, ont été unanimes à féliciter le gouvernement de sa politique de voirie? Les associations de tourisme ont fait de même. Nous avons conscience de refléter l'opinion publique.

Le gouvernement continuera l'édification rationnelle du réseau routier entreprise depuis son arrivée au pouvoir. En adoptant cette mesure, le gouvernement prend l'intérêt de toute la population et il ne fait que rendre justice aux automobilistes. Il ne faut pas oublier que ceux qui se servaient des chemins, les automobilistes, ont rapporté au-delà de \$13,000,000 au Trésor de la province l'an dernier, et nous estimons que les revenus des autos et de la gazoline devraient servir à constituer une saine politique de voirie. Les automobilistes ont droit à d'aussi bons chemins dans Québec que l'on en trouve dans les provinces voisines.

Mon ami, le député de Papineau (M. Lorrain), me regarde avec anticipation. Je peux lui dire que Québec et Ontario travaillent en harmonie. Nous projetons également de construire de nouveaux chemins dans le nord de la province, qui nous relieront encore plus étroitement avec l'Ontario. Nous avons commencé une politique de collaboration avec l'Ontario et nous prendrons les moyens pour réaliser de meilleures communications entre les deux provinces. En ce sens, une bonne route entre l'Ontario et Papineau nous aidera. Il faut un plan d'ensemble, parce qu'il est inutile de construire des routes à tâtons. Si l'opposition ne veut pas de beaux chemins, tant pis, qu'elle s'en passe. Elle n'en aura pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui mais si vous continuez sur ce chemin-là, vous ne tarderez pas à mettre la province en banqueroute.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est malheureux que le chef de l'opposition parle ainsi. Il est le seul à ne pas approuver cette mesure. Il est le seul à prétendre que le crédit de la province en sera affecté. Son gouvernement a mis la province dans le chemin, et le gouvernement actuel veut l'en sortir. Nous voulons que la population ait de bons chemins.

Les emprunts sont faits pour qu'on s'en serve, et chaque fois que nous voulons inaugurer une politique constructive, on entend l'opposition dénigrer le crédit de la province. On dirait que ces gens-là sont jaloux parce que nous maintenons le crédit de la province de façon à pouvoir emprunter à si bon compte. Les critiques de l'opposition minent le crédit de la province.

Ce que nous demandons n'est pas une dépense. Le gouvernement va faire des dépenses de capital. Je l'ai dit et je le répète, ces dépenses sont un placement que le gouvernement veut faire. Et un bon placement, car j'estime que les millions dépensés pour la voirie rapporteront 100 %, 200 %, 300 % tant au point de vue tourisme, commerce, colonisation, qu'au point de vue agricole ou minier.

En tout cas, les résolutions sont devant cette Chambre et c'est à elle de décider. Il lui appartient de juger s'il est nécessaire de donner à la province des bonnes routes pour le bien des cultivateurs et des colons, pour le développement du commerce, des mines et du tourisme. Et il ne me fait pas de doute qu'elle laissera dans le désert les lamentations de l'opposition pour voter ces résolutions.

(Applaudissements de la droite)

M. Bastien (Berthier): En écoutant le premier ministre, on se rend compte qu'il trouve lui-même exagéré ce montant de \$50,000,000 puisqu'il essayait de créer de la confusion dans son discours.

Pourquoi ce montant? Pourquoi ces chemins? Pour nos mines? Il tente de légitimer en disant que nous avons besoin de chemins pour les mines et pour les colons. Ces ministres ont leur budget. Les \$50,000,000 ne serviront pas aux chemins miniers, le budget du département des Mines comporte déjà des crédits pour ces constructions. Le ministère des Mines est aidé par Ottawa. De plus, les cultivateurs ont les routes qui leur sont nécessaires. La province est couverte de bonnes routes de gravier. Les cultivateurs du Québec se sont contentés et se contenteront encore aisément de chemins de gravier en étant naturellement plus contents s'ils sont recouverts d'une couche de bitume.

Les cultivateurs ne voudront pas payer des routes luxueuses pour satisfaire les exigences de certains clubs "fashionables" d'automobilistes. Les chemins pour les cultivateurs, nous en sommes; de même que pour les chemins pour les colons et pour les mines. Ce qu'on nous demande, ce sont des chemins pour satisfaire des clubs cossus d'automobilistes. Nous n'en sommes pas, nous ne voulons pas que soit ruiné le crédit de la province. Nous sommes pour une voirie raisonnable.

Certes, nous ne sommes pas contre la Voirie, nous, les libéraux. Mais nous ne voyons pas pourquoi nous serions appelés à voter \$50,000,000. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas dit à cette Chambre que, par statut, il a obtenu le droit de dépenser \$12,000,000³, et celui de se faire voter \$6,000,000⁴ qui sont dans le dernier budget pour les routes? Cela fait déjà \$19,000,000 à peu près pour cette année. C'est déjà lourd, mais pour le premier ministre, ce n'est pas suffisant. Il devrait voir les vrais besoins de la population, avant de se lancer dans une dépense pareille.

Je comprends que le premier ministre voit grand, mais il est facile de voir grand lorsque ce n'est pas soi qui paye. Nous sommes une jeune province, une jeune nation; les dépenses de l'administration doivent être mieux réparties. Nos finances viennent d'être ébranlées par une crise. Dix-neuf millions de dollars, c'est déjà beaucoup pour une province qui n'a que \$50,000,000⁵ de revenus. Est-ce bien pour les besoins de la province ces \$50,000,000? Cette dépense n'est-elle pas plutôt destinée à faire oublier les erreurs du présent régime? Ou n'est-ce pas plutôt que le premier ministre, se sentant inquiet devant les revendications populaires, sentant l'opinion publique

se dresser contre lui, veut consulter l'électorat avec cet argent à sa disposition pour favoriser le vote?

Sous l'ancien gouvernement, la politique de voirie était basée sur les moyens de la province. Les Canadiens français n'aiment pas à s'endetter. En 15 ans, nous n'avons dépensé pour la voirie qu'une moyenne de \$10,000,000⁶ par année au plus. C'était selon nos moyens. Nous avons marché selon nos revenus. Nous l'avons fait avec bon sens. C'était une politique de sagesse, en conformité avec l'esprit d'économie et de prudence qui est la caractéristique de notre population. Pour me servir de la farce du premier ministre, ce n'est pas cela qui pouvait nous conduire dans le chemin. Nous sommes prêts à voter le dernier article du budget pour la voirie, mais c'est la limite. Il ne faut pas aller plus loin. Continuons donc d'administrer la province d'une façon canadienne-française, suivant ses moyens. Nous, Canadiens français, avons deux qualités: le travail et l'économie.

Il ne faut tout de même pas perdre le sens des proportions. Avec des emprunts de \$50,000,000 à la fois, on est en train de faire perdre à tous le sens des proportions. Si le gouvernement actuel fait tout son temps, du train dont vont les choses, quand il s'en ira, nous serons endettés de \$400,000,000 et tous les revenus de la province serviront aux intérêts et au fonds d'amortissement. Réservons des crédits pour l'agriculture et l'instruction publique. Aussi, pour ces raisons, je voterai de tout cœur contre le présent bill et ses résolutions parce que c'est un non-sens. C'est quasi un scandale, quand il y a déjà \$19,000,000 de demandes au budget, que d'arriver avec une demande de \$50,000,000 supplémentaires.

C'est très bien de planifier à grande échelle, mais cela doit se faire dans les limites de notre capacité de payer, sinon la dette de la province va doubler en un an.

M. Boyer (Châteauguay) et d'autres députés: Adopté!

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): L'opposition est mal venue de prôner la politique de voirie de l'ancien régime. J'ai écouté avec pitié le député de Berthier. Je me demande s'il vient de faire preuve d'ignorance ou de mauvaise foi. Mais je veux protester contre ses paroles. Ignore-t-il dans quel état le gouvernement dont il faisait partie a laissé la voirie dans mon comté? C'est ce régime qui a laissé le comté de Saguenay dans la solitude et l'isolement complets et le défaut de moyens de communication. Il n'y avait là aucune communication possible, sous l'ancien régime.

On disposait de l'argent pour le faire, mais mon prédécesseur, qui était par-dessus le marché un ministre, faisait de la politique avec l'argent destiné à la voirie, à l'agriculture et à la colonisation. Où sont allées les centaines de mille piastres dépensées dans ce comté pour une voirie qui n'existe pas? On a dépensé ces argents d'une façon malhonnête, s'en servant pour faire de la politique. Tout problème qui regarde le Saguenay est un problème à part. Quand, dans certaines paroisses, cela allait mal au point de vue politique, mon prédécesseur passait dans ces paroisses en disant: "J'autorise M. un tel et un tel à dépenser \$200 ou \$300 en voirie sans aucun contrôle."

Il (M. Leclerc) offre de soumettre des preuves de malversations au sujet de l'ancienne politique de voirie dans son comté. J'ai ici des documents pour prouver ces faits et je prie M. le président de les accepter, s'il faut que je les dépose. Il est impossible de sortir du marasme la population du Saguenay sans lui donner une ouverture vers Québec.

Quelle sera la valeur des améliorations que peut donner le nouveau programme de voirie? Très grande. La route projetée sur la Côte-Nord sera très réussie à tous points de vue: pour l'échange des produits entre les cultivateurs de Charlevoix et les pêcheurs de la côte; échange qui n'existe pas aujourd'hui. Au point de vue médical, on sauvera au moins \$20,000 par année au gouvernement en facilitant le transport des médecins. La colonisation profitera également de ces moyens de communication. Il parle de la colonisation qui a été faite dans son comté. La façon dont on a procédé est inhumaine. Enfin, la Côte-Nord aura l'avantage d'être ouverte au tourisme. On a détourné un chemin de mon comté, dit-il, pour ne pas nuire à un club duquel était membre l'ancien ministre de la Voirie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) (Goguenard) lui demande de parler des voyages de ses collègues.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Qui dit voyages, dit valises.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y aura pas de valises assez grandes pour mettre tous vos salaires.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Au prix où vous avez vendu vos valises, vous avez eu aussi des salaires. Enfin, tout ce que je demande au gouvernement pour mon comté, c'est une bonne

politique de voirie. Je ne pourrais pas demander d'un coup l'électrification de la Côte-Nord. Je regrette que le député de Québec-Centre (M. Hamel) ne soit pas à son siège. Ce dernier item l'aurait intéressé. Mais les dissidents ont ouvert un commerce payant d'accessoires électriques: ils réussissent très bien dans les isolants.

(Rires)

Il demande que la loi et les résolutions soient étudiées avec largeur de vues, dans l'intérêt général. Il parle d'une route qu'un ancien ministre avait fait construire pour son camp.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Il voulait éloigner les ours.

M. Bastien (Berthier): Les gorilles aussi.

M. Perron (Beauce) se lève pour parler à son tour.

M. Boyer (Châteauguay): Adopté! Adopté!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté!

M. Perron (Beauce): Je...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Une minute, M. le président, il y a de l'opposition⁷.

M. Perron (Beauce): Sera-t-il possible, avec les \$50,000,000 de payer un compte de \$53,000 qui sont dus à des entrepreneurs pour des travaux de voirie commandés par l'ancien régime et qui ont été exécutés dans son comté par un ancien député, M. Édouard Fortin?

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): Toute la population a souffert des mauvaises routes sous le régime libéral. L'une des raisons du retard du progrès dans la province, c'est que notre voirie a toujours été dans un mauvais état. Nous avions de mauvaises routes qui faisaient dire aux touristes, une fois rentrés chez eux: "Les routes sont épouvantables." C'est la plus mauvaise sorte de publicité que nous pouvions souhaiter. Et c'était notre faute. Il y avait sur nos routes des nuages de poussière. Les produits agricoles qu'on véhiculait en ville recevaient toute cette poussière et n'étaient pas aussi présentables à la clientèle des marchés que les produits emballés et livrés par les autres provinces, où les routes sont mieux entretenues.

Le fait que les libéraux soutiennent que la dépense-capital de \$50,000,000 est une dette est probablement une des choses les plus étranges de cette session. Ces \$50,000,000 seront un placement pour la province, l'un des meilleurs placements. La présente loi sera probablement l'une des meilleures jamais votées. Et le projet générera ses propres revenus au cours de cette période de 30 ans, ce qui permettra de rembourser la somme empruntée. Du point de vue touristique, de bonnes routes signifieront qu'on fera un usage plus grand, plus répandu de nos routes, et conséquemment, nos revenus, à même la taxe de la gazoline, seront augmentés, les marchands verront leurs profits augmentés et même la vente d'automobiles augmentera.

On ne devrait donc pas critiquer une aussi bonne mesure. Il ne peut y avoir critique plus inopportune, étant donné les millions que rapporte la voirie.

M. Paradis (Matapédia): L'heure est venue d'exposer les besoins de mon comté, dit-il. Nous sommes, dans le comté de Matapédia, sur la route de la Gaspésie qui attire tant de touristes. Je veux qu'on améliore la route de la Gaspésie. Quand on arrive aux confins de Matapédia, on est tenté de rebrousser chemin. Malheureusement, cette route était poussiéreuse. On a mis là-dessus un produit qui s'appelle tapis bitumineux, mais j'espère qu'on voudra bien faire un recouvrement complet d'asphalte avant longtemps. La Matapédia est une région pittoresque. Je regrette que le ministre de la Voirie ne soit pas là pour prendre en considération certaines des demandes justifiées que je fais au nom de mon comté. Il parle de protestations de cultivateurs de son comté.

M. Dubé (Rimouski): Je veux simplement attirer l'attention de la Chambre sur le fait qu'à Rimouski on devrait bientôt commencer le grand tronçon de la route Trans-Canada. Cela aiderait ce beau comté du Bas-du-Fleuve, dont les attraits touristiques, etc...

M. Boyer (Châteauguay): Adopté!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une minute. Je désire féliciter les députés qui viennent de parler, de l'intérêt qu'ils portent à leurs comtés. Je dirai que nous allons répondre à toutes les demandes des députés de l'Union nationale concernant la voirie. Elles seront étudiées avec la considération que méritent leur talent, leur générosité

et leur esprit de justice. C'est pour cela que nous avons voulu, avec ce bill, un plan d'ensemble qui sera mené à bonne fin parce que nous aborderons tous les fronts à la fois. Nous allons le faire avec toute la justice et la célérité possibles, en rendant à chacun des députés du gouvernement sa part de travaux, pour l'orgueil et le patriotisme qu'ils manifestent.

M. Boyer (Châteauguay): Adopté!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer que le député de Berthier (M. Bastien) vient de parler d'une somme de \$19,000,000 pour la voirie, qui, à son dire, figure dans le budget aux items votés ou à voter. Le député se trompe. Qu'il lise bien et il verra que nous n'avons voté que \$5,000,000. Nous avons là-dessus \$12,000,000 de dépensés en vertu d'un pouvoir accordé sous l'ancien régime qui avait un bill autorisant des dépenses illimitées, jusqu'à \$500,000,000 s'il avait fallu. La loi a dû être améliorée par ce qu'elle donnait trop de pouvoirs au gouvernement. Cette somme de \$12,000,000, ce n'est donc pas un vote de la Chambre, c'est statutaire. Si les revenus le justifient, nous ferons la dépense pour laquelle nous demandons une autorisation.

Pour vous bien démontrer ce que faisait ainsi l'ancien régime, je vais donner un résumé de la politique qui se faisait alors. Un fait qui s'est produit dans le comté de Berthier, comté de celui qui ambitionne aujourd'hui de devenir chef de l'opposition. Il y avait à Saint-Norbert un cabaleur du député actuel qui falsifiait les listes de paye, afin d'y faire figurer comme chauffeurs de camions des bébés de 10 ans⁸. Il y avait aussi des morts enterrés dans le cimetière depuis 10 ans, sur cette liste et dont on empochait les salaires extra. Cela ne se fait plus. Ça ne se passe plus des choses de même de notre temps.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre vient de contredire injustement le député de Berthier (M. Bastien). Le député a dit: "Nous avons voté \$19,000,000", et c'est vrai. Le premier ministre dit, lui: "Sous le gouvernement honnête que nous avons, nous avons inclus des dépenses autorisées par Statuts." Ce n'est pas nouveau. J'ai un ancien budget. C'était ce qui se faisait aussi auparavant. Le budget de l'an dernier autorisait des dépenses par statut, conformément à une loi passée sous l'ancien régime, et tout cela formait un total de \$19,000,000 environ. La demande du gouvernement actuel n'est pas limitée.

Voyons donc ces dépenses dans le budget de cette année. Il y a un premier item de \$11,750,000 pour constructions, paysages, tapis bitumineux; \$750,000 pour subventions aux municipalités. C'est déjà \$12,500,000 cela. Puis, \$5,842,000 d'autres dépenses. Ce que le député de Berthier a dit est la vérité. Après avoir fait voter cette somme de \$19,000,000, le premier ministre vient nous demander encore \$50,000,000 à dépenser en quatre ans. Et ces quatre ans, cela veut aussi bien dire un an, deux ans, ce n'est pas déterminé. On devrait attendre pour voter de pareilles sommes, étudier un peu la loi. On a tellement dépensé à la voirie, sous le gouvernement actuel, que des comptes sont payables après le 1^{er} juillet, soit après l'année fiscale.

On a dit que les chemins coûtaient cher sous l'ancien régime. Mais ceux du nouveau régime coûtent cher aussi. Il y a le chemin de Charlesbourg, un petit bout de chemin qui n'est pas encore commencé et dont les dépenses qu'on avait prévues sont déjà excédées. Nous ne faisons que commencer à trouver tout l'état des nouvelles routes. Nous ne devons pas encore savoir ce que coûteront ces routes. On verra ce que coûte la voirie seulement quand on aura les comptes du régime actuel.

Nous marchons tous les jours avec des déficits phénoménaux. On nous soumet un réseau routier avec un plan d'ensemble. Avant de se faire autoriser une dépense de \$50,000,000, avant de fixer le montant, le gouvernement aurait dû fournir le détail de ce fameux plan d'ensemble qui n'existe peut-être que dans la tête du premier ministre, vraisemblablement. Il n'y a rien pour justifier la dépense de ces \$50,000,000.

On devrait savoir quels chemins on a l'intention de construire. On présente le bill et déjà les députés harcèlent le premier ministre pour en avoir chacun une part dans son comté. Et le premier ministre répond qu'il va tous les satisfaire. La province est assez endettée qu'il faut au moins savoir à quoi servira un nouvel emprunt aussi considérable! On devrait avoir des estimés d'ingénieurs de la voirie. On devrait aussi avoir l'avis du meilleur ministre de la Voirie depuis la Confédération. Il n'est même pas ici. Des membres de l'Union nationale comme le député de Matapédia (M. Paradis) répètent son absence.

Le bill est trop vague, on devrait agir avec prudence. Si l'on procède trop vite, il peut arriver que cela coûte \$100,000,000 au lieu de \$50,000,000. Le premier ministre prétend que ce n'est pas emprunter que d'emprunter pour des dépenses de capital. C'est nouveau cela. C'est la première fois que j'entends un

raisonnement de cette nature dans la Législature. Contrairement à ce que dit le premier ministre, un emprunt, que ce soit pour des dépenses courantes ou pour des dépenses de capital, reste un emprunt et ne peut se muer en un actif que lorsqu'il est remboursé.

Le montant de \$19,000,000, déjà attribué par le budget pour la voirie, devrait suffire pour l'exercice 1938-1939. L'ancien gouvernement se contentait de \$10,000,000. Nous avons déjà une dette de \$238,000,000⁹; avec ce bill, nous la portons à \$288,000,000. Le crédit de la province s'en va. Il va falloir cesser d'emprunter. Nous vous avons laissé, nous libéraux, une belle province avec un bon crédit et un bon renom. Ce bon renom va disparaître avec tous ces emprunts. Déjà des financiers commencent à sourciller quand on leur présente certaines valeurs. Le premier ministre s'engage dans un chemin dangereux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre n'est appelée à voter dans le budget qu'un montant de \$5,842,000 pour la voirie. Quant aux \$12,500,000 qui apparaissent aussi aux estimés budgétaires, ils sont autorisés par statut, par un statut voté par l'ancien régime pour autoriser le gouvernement à emprunter des sommes illimitées, et le nouveau régime l'a modifié de façon à ce que les millions autorisés soient pris à même les revenus de la province. L'ancien régime ne mentionnait pas les dépenses autorisées par Statuts, dépenses que l'on cachait et que l'on ne faisait pas autoriser par la Chambre. Le gouvernement actuel détaille, dans ses provisions budgétaires, la façon dont ces \$12,000,000 seront dépensés, ce que ne faisait pas l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai le dernier budget de l'ancienne administration en main, dit-il, et je nie cette affirmation du premier ministre. Je proteste avec vigueur. Les dépenses statutaires étaient incluses dans les anciens budgets! Les budgets de l'ancien gouvernement étaient faits exactement de la même manière que ceux du gouvernement actuel, en ce qui concerne la voirie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répète son affirmation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) répète son affirmation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef de l'opposition ne s'énervé pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne m'énerve pas, mais le premier ministre ne me "bloussera" pas.

M. Bastien (Berthier): Deux cantonniers nationaux, de petits purs, ont été pris la main dans le sac et ont dû être destitués.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement devrait se contenter, répète-t-il, des \$19,000,000 mis à sa disposition dans le budget. On a déjà commencé à dépenser ces \$19,000,000. Je regrette une fois de plus que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) soit absent. La Chambre aurait le droit de savoir quel plan on lui propose, dit-il. Au lieu de voter à l'aveuglette sur un plan qui n'existe peut-être que dans l'imagination du premier ministre, elle devrait être appelée à se prononcer sur le genre de dépenses qu'on veut faire. Ce montant de \$50,000,000 est exorbitant, il n'a pas sa raison d'être.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Autrefois, il y avait trois sources de dépenses, la loi de voirie, une loi de 5 ans pour \$17,000,000 et l'article 74 de la loi de voirie qui permettait d'emprunter par arrêtés ministériels. Maintenant, la seule source de dépenses pour la voirie se trouve dans les estimés budgétaires, en autant que les revenus les justifient.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement devrait se contenter de ses \$19,000,000.

M. Bastien (Berthier): Quelles sommes ont été dépensées pour la voirie depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a que les sommes mentionnées dans les estimés budgétaires.

M. Bastien (Berthier): L'an dernier, le gouvernement était autorisé à dépenser un montant total de \$14,000,000 pour la voirie, et il a dépensé en réalité \$18,000,000. Il se fait un gaspillage extraordinaire dans la voirie. Le ministre de la Voirie a entrepris des travaux d'une telle envergure que ça prendra un autre \$25,000,000, outre les \$18,000,000 déjà dépensés pour finir ce qu'il a entrepris. Dans l'ensemble, les routes coûteront cher, soit environ \$50,000 du mille et nous n'avons pas le moyen de nous payer ce luxe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier ne sait pas compter. La seule fois que l'opposition a attaqué le ministre de la Voirie et fait des insinuations, c'est quand le ministre de la Voirie était absent. Elle n'a pas le courage de le faire quand il est présent. Quand il est présent, l'opposition multiplie les salamalecs pour avoir des travaux dans leurs comtés. L'opposition dit que l'on fait du gaspillage à la voirie et que ça affecte sa conscience. Que l'opposition soit tranquille, que les députés de Saint-Hyacinthe et de Berthier ne soient pas inquiets.

(Riant)

Pour ne pas troubler la conscience des députés de l'opposition par des travaux où ils prétendront voir du gaspillage, nous ne dépenserons pas un sou des \$50,000,000 pour des travaux dans leurs comtés. Nous ne voulons pas engager sa responsabilité.

Le gouvernement n'a dépensé l'an dernier que ce que prévoyait le budget et il en sera ainsi pour le prochain exercice financier.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Castonguay, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Roy, Taché, Tardif, Thellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 47.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Connors, Dansereau, Delagrave, Messier, 6.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

Les députés ministériels applaudissent.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 45 pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Castonguay, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 47.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Connors, Dansereau, Delagrave, Messier, 6.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bellemare (Vaudreuil) veut se lever pour faire un discours¹⁰.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de mines (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour villages miniers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mine-école provinciale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royautés sur fourrures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du Parc national de la Gaspésie (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Demande et dépôt de documents:

Travaux à Sainte-Émilie-de-l'Énergie, comté de Joliette

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux à Sainte-Émilie-de-l'Énergie, comté de Joliette, au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des personnes qui ont travaillé sur ces travaux?

3. Quel montant total a été payé à chacun d'eux?

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de cet état. (Document de la session no 30)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi après-midi 3 heures. En donnant tout le temps nécessaire à l'étude des lois, l'on devrait être capable de terminer la session la semaine prochaine. Le gouvernement présentera la semaine prochaine un budget supplémentaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition a déjà apporté toute la diligence voulue et elle fera en sorte de ne pas retarder indûment les procédures.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. Dans *L'Événement* du 2 avril 1938, à la page 10: \$19,000,000.

3. Dans *Le Soleil* du 2 avril 1938, à la page 3: \$12,500,000.

4. Chiffre du *Soleil* du 2 avril 1938, à la page 3: \$8,880,000.

5. Chiffre de *L'Action catholique* du 2 avril 1938, à la page 5: \$57,000,000.

6. Chiffre de *L'Événement* du 2 avril 1938, à la page 10: \$10,500,000.

7. *Le Canada* du 2 avril 1938, à la page 9, dit qu'en faisant cette intervention, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) désigne le député de Beauce (M. Perron).

8. Dans *La Patrie* du 2 avril 1938, à la page 22, on écrit plutôt de "bébés de trois jours". Dans *L'Événement* du 2 avril 1938, à la page 10, on écrit "un mois".

9. Chiffre du *Soleil* du 2 avril 1938, à la page 9: \$236,000,000.

10. *Le Canada* du 2 avril 1938, à la page 9, rapporte que "M. Duplessis fait adopter l'item avant même qu'il ait la chance d'ouvrir la bouche".

Première séance du lundi 4 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Aide à l'agriculture
dans Argenteuil et Deux-Montagnes

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 84 pour venir en aide à l'agriculture dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'exempter les cultivateurs des comtés d'Argenteuil et Deux-Montagnes de l'obligation de payer les taux de péage perçus sur le pont de Bellefeuille, à Saint-Eustache, appartenant à une compagnie privée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'y oppose. On n'a pas le droit de faire subir les deux lectures à la même séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste. Le chef de l'opposition, dit-il, a promis la semaine dernière de compter la séance du lundi après-midi comme une deuxième séance, en sorte qu'on pourrait faire franchir aux bills les étapes de deux séances. Le chef de l'opposition m'a demandé comme faveur personnelle de ne pas siéger samedi ni vendredi soir, pour lui permettre d'aller chez lui. J'ai consenti à condition que lundi après-midi, on pourrait faire franchir aux bills les étapes de deux

séances. Si le chef de l'opposition ne veut pas tenir sa parole, je veux que la Chambre la tienne pour lui.

Il (l'honorable M. Duplessis) insiste davantage. Il n'y a pas eu de séance ce matin, mais il est inscrit à l'ordre du jour depuis quelque temps qu'il est supposé y avoir trois séances par jour.

Comme la séance de cet après-midi était supposée être la seconde de la journée, tout bill présenté à cette séance peut-être étudié aussitôt en comité plénier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On est en train de faire trois séances dans une. Je tiens parole, dit-il, car le bill n'ayant pas été précédé d'un avis sur le *Feuilleton*, le seul fait de l'adopter tout de suite en première lecture constitue deux étapes pour le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande qu'on commence par distribuer le bill avant de le faire voter¹. C'est une drôle d'abolition. J'aimerais savoir si le gouvernement s'est entendu avec les propriétaires du pont pour présenter cette loi.

Il est un principe qui dit qu'aucune expropriation ne peut être faite sans le paiement d'une indemnité raisonnable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'exempter les cultivateurs des deux comtés mentionnés de l'obligation de payer les taux de péage sur ce pont.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne répond pas à la question. Y a-t-il eu une entente avec les propriétaires? Le premier ministre refuse de répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne refuse pas. Je donnerai toutes les explications que l'on voudra en comité plénier seulement.

M. Bastien (Berthier): Je veux savoir, dit-il, si l'on donnera une indemnité aux propriétaires du pont ou si on leur enlèvera leurs droits sans leur donner un arbitre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de nouveau la deuxième lecture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) s'y oppose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition a déjà parlé trois fois sur cette question quand il n'avait le droit de le faire qu'une fois. Qu'on observe les règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On va voter contre cette loi parce que le gouvernement veut exproprier sans arbitrage.

M. l'Orateur suppléant maintient le point d'ordre du premier ministre et annonce la deuxième lecture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre, la Chambre n'ayant pas le droit de faire subir les deux lectures de ce bill durant la même séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre va voir à ce que le chef de l'opposition respecte ses engagements. Le chef de l'opposition s'est engagé à collaborer avec le gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je refuse de passer, au cours de la même séance, les deux procédures de la même loi. L'on ne peut procéder, objecte-t-il, à deux lectures à la même séance.

M. l'Orateur suppléant: Je rejette l'objection, dit-il, vu l'entente qu'il y a eu à la séance de vendredi que des bills pourraient passer par deux étapes à la présente séance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) en appelle de la décision de M. l'Orateur suppléant.

L'opposition réclame le vote².

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit³:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Béïque, Bilodeau, Boyer, Dubé (Rimouski), Duplessis, Fisher, Fleury, Gagnon, Labbé, Labelle, Langlais, Layton, Leclerc, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Tardif, Thibeault, Tremblay, Vachon, 26.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, 5.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est maintenue. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté sur division.

En comité⁴:

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le gouvernement a conclu une entente avec les propriétaires du pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu une entente entre le gouvernement et le peuple de la province sur l'application du programme de l'Union nationale, programme qui comportait l'abolition progressive des ponts de péage dans la province. Cette mesure que nous adoptons maintenant est une étape et est conforme à la politique suivie jusqu'ici par le gouvernement: il a réduit les taux de péage à Gaspé, également sur les ponts de Vaudreuil et Sainte-Anne-de-Bellevue et sur presque tous les ponts de péage de la province. Quelques-uns de ces ponts, dans les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, ont été abolis, et les nouveaux ponts construits par le gouvernement actuel ne perçoivent aucun droit de passage.

Pourquoi n'aurions nous pas le droit de faire avec un protégé de l'ancien régime ce que nous avons fait pour les ponts de la province? La compagnie propriétaire du pont va toujours avoir le droit de collecter les taux de péage auprès des touristes, des gens des autres comtés et de ceux qui sont là depuis moins de douze mois.

Dans le cas actuel, il s'agit d'exempter les cultivateurs des comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes de payer pour passer sur le pont de Bellefeuille, entre l'Île Jésus et Montréal, sur la principale route Montréal-Ottawa. Tous les propriétaires de ponts de péage seront peu à peu forcés d'accorder aux cultivateurs les mêmes exemptions que le gouvernement leur a consenties sur les ponts publics.

M. Arthur Sauvé a réclamé pendant de longues années la franchise de passage libre sur ce pont, pour les cultivateurs de son comté. Son fils,

l'Orateur de la Chambre, a aussi réclamé ce privilège. Le gouvernement ayant promis de réduire progressivement les taux de péage, a accordé ce privilège. M. Héon, député d'Argenteuil, réclame le même privilège pour les cultivateurs du comté d'Argenteuil. Le gouvernement a consenti.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un bill inique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je m'oppose, dit-il, à l'expression. Lorsqu'il s'est agi de voter la loi Dillon⁵, on a dit dans l'opposition que c'était un bill inique, mais un membre du gouvernement s'est objecté disant que ce terme n'était pas parlementaire. L'Orateur d'alors, qui est le chef de l'opposition aujourd'hui, a maintenu ce point d'ordre. Il a condamné l'expression appliquée au bill Dillon sur la loi des élections contestées. Le chef de l'opposition devrait se rappeler et respecter ses décisions comme président, même s'il en a honte, même s'il ne respecte pas ses engagements comme chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce bill est en somme un bill de spoliation dirigé contre un adversaire politique, une spoliation des droits du propriétaire du pont de Bellefeuille, depuis que M. de Bellefeuille a été candidat contre le député actuel de Deux-Montagnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un instant, M. de Bellefeuille s'est présenté deux fois comme candidat de l'ancien gouvernement et il a été défait les deux fois. Nous ne haïssons pas ceux que nous défaisons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me demande si les intéressés ont connaissance de ce qui se passe actuellement à l'Assemblée législative. Et si je m'en informe, on m'accuse de ne pas respecter mes engagements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'a pas le droit de discuter une décision de l'Orateur qui s'est prononcé là-dessus.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne discute pas sa décision, je mets les choses au point. Pourquoi ne pas exproprier si l'on ne peut en venir à une entente avec les propriétaires? On demande de

dépouiller une compagnie de droits qu'elle possède depuis 75 ans⁶...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis 90 ans. Le pont a été largement payé par le péage à ses propriétaires. L'opposition semble plutôt désireuse de protéger une compagnie qui détient ce pont de péage depuis 90 ans - laquelle, les membres de l'opposition décrivent maintenant comme étant loin de la première classe - que de protéger la classe agricole de province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) ... de droits qui ont été respectés jusqu'ici. Le principal intéressé dans la compagnie du pont est M. de Bellefeuille. Le bill ne prévoit, en effet, aucune indemnité pour le propriétaire, ni d'arbitrage. Le gouvernement s'empare tout simplement des biens de M. de Bellefeuille, sans l'indemniser. M. de Bellefeuille est un ancien candidat adversaire du gouvernement, et sans doute, il ne sait même pas qu'on présente un bill à son détriment.

Si on veut abolir les ponts de péage, nous sommes en faveur de le faire partout, mais pas pour un député. Si la compagnie n'a pas respecté ses engagements, qu'on prenne les recours légaux, mais qu'on ne vienne pas se venger d'un candidat adverse en spoliant ses droits.

La province est capable de lui payer une indemnité. Si M. de Bellefeuille n'avait pas été un candidat libéral contre les Sauvés, anciens et actuels députés de Deux-Montagnes, les choses se seraient déroulées autrement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne savais pas, dit-il, qui était le vrai propriétaire du pont de Saint-Eustache. Je ne comprends pas pourquoi l'opposition s'excite au sujet d'un bill qui vise à aider les fermiers qui utilisent le pont de Bellefeuille en les exemptant du péage au pont et en réduisant les coûts de leurs sorties au marché.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et puis, on n'abolit le péage que pour une catégorie de citoyens. Je m'étonne, dit-il, que le bill n'accorde le droit d'exemption qu'aux cultivateurs et non aux autres résidents de ces deux comtés. On ne devrait pas passer une loi d'exception au détriment de la compagnie du pont, mais adopter une loi générale qui serait en vigueur pour tous les propriétaires de ponts de péage. Si on abolit le péage, qu'on l'abolisse pour tout le monde. D'un autre côté, si le gouvernement n'a pu arriver à une entente avec les propriétaires, il aurait dû

entamer les procédures normales d'expropriation contre la compagnie, les propriétaires du pont, plutôt que de les "frustrer de leur bien par une loi d'exception".

On ne peut spolier un citoyen de ses droits ni les lui enlever sans lui verser une indemnité.

Le bill ne contient aucune disposition pour indemniser les propriétaires du pont de la perte qu'ils subiront suite à l'exemption des fermiers. C'est arbitraire et cela enfreint les droits à la propriété privée. Ce bill demande en réalité l'expropriation du pont. C'est un bill de spoliation, un bill de vengeance politique, et je vais voter contre ce bill spoliateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition manque de logique. C'est un bill très clair et le chef de l'opposition s'est contredit deux fois dans ses remarques. Il commence par s'écrier que le bill est une mesure de spoliation, que la loi est inique et il voudrait qu'elle soit générale! Il reproche au gouvernement de ne pas étendre cette mesure à tous les citoyens de la province. Puis il dit que la province a le moyen de payer le pont, etc., en oubliant que la semaine dernière, il s'écriait que la province est sur le bord de la ruine.

Il ne s'agit pas de cas particuliers dans ce projet de loi. Ce bill n'est pas une mesure de spoliation, loin de là! C'est une aide nouvelle que le gouvernement apporte à l'agriculture. Le gouvernement veut établir la justice en étendant aux compagnies privées la politique appliquée sur les ponts propriétés de la province. De plus, les cultivateurs de Deux-Montagnes et d'Argenteuil ont le droit de circuler librement sur ce chemin public, la principale route qui conduit vers le marché naturel où ils peuvent écouler leurs produits, la ville de Montréal.

Tout d'abord, le gouvernement n'a aucun mauvais sentiment envers M. de Bellefeuille; loin de là, puisque M. de Bellefeuille en se faisant battre a donné une des plus belles victoires de l'opposition. Le chef de l'opposition, qui a sans doute lu Molière, doit se rappeler: "Les mauvaises intentions sont comme les pièces d'argent. Pour en prêter aux autres, il faut en avoir soi-même."

Je ne connais pas même qui est, à l'heure actuelle, le propriétaire du pont. Mais il est un fait acquis. Loin de spolier la compagnie, le gouvernement laisse à la compagnie la propriété du pont. La loi actuelle donne au gouvernement le droit d'exproprier l'actif physique seulement du pont, soit les piliers, les paliers, gardes, etc., sans tenir compte d'autre chose.

Or, le gouvernement ne le fait pas; au lieu de se prévaloir de ce droit strict, il laisse les

administrateurs continuer l'exploitation de cette propriété, soit retirer environ \$50,000, \$60,000 à \$70,000 de revenus par année provenant de la forte circulation des touristes, sur un capital investi de \$100,000.

Pourquoi gêner la circulation des produits agricoles de ces deux comtés vers Montréal en raison de péages? Le gouvernement se contente de cette mesure alors qu'il pourrait bien, s'il le voulait, procéder à l'expropriation du pont. Il s'agit d'un bill destiné à aider les cultivateurs de ces comtés.

Mais en retour, le gouvernement veut que les cultivateurs passent en franchise sur ce pont, car c'est là un besoin public, et le gouvernement considère qu'en faisant cela il prend une mesure de nécessité publique. Les cultivateurs ne doivent pas payer. Les droits de péage seront toujours payés par tous ceux qui empruntent le pont, sauf par les fermiers qui ont eu de la difficulté à vendre leurs produits en raison du péage.

Il serait injuste d'imposer plus longtemps aux cultivateurs qui doivent se rendre au marché de Montréal les droits de péage sur un pont qu'ils ont payé depuis longtemps.

De plus, il ne faut pas oublier que ce pont n'est pas un ouvrage exclusivement privé. La rivière que harnache ce pont, les rives sur lesquelles s'appuient le pont, le chemin qui conduit à ce pont, ne sont pas la propriété de M. de Bellefeuille, mais la propriété publique. M. de Bellefeuille a un pont installé sur une grande artère de circulation publique, sur la seule route qui mène à Ottawa-Montréal. La structure ne peut pas être considérée strictement comme une propriété privée.

En conséquence, il est sujet aux mesures de nécessité publique, surtout quand nous prenons une mesure qui lui est avantageuse, quand nous pourrions, suivant les termes mêmes de la loi, nous en emparer en payant juste la valeur des matériaux... Cette politique exemptant les cultivateurs du péage est appliquée sur les ponts de la province et elle devra s'étendre à tous les ponts privés. Les ponts privés sur les routes principales ne devraient pas nuire au développement des fermes de la province par l'augmentation des coûts liés au transport.

Le chef de l'opposition parle de spoliation, lui qui a fait partie d'un régime exécuté et exécutable. Il n'avait pas tant de scrupules lorsque lui et son parti ont spolié près de soixante candidats de leur siège ici en Chambre, lorsque, avec la loi Dillon, ils ont assommé les juges et enlevé à soixante candidats les sièges de députés qui leur appartenaient, et ce, sans arbitrage et sans compensation.

Il est étrange de constater comme l'opposition s'objecte chaque fois que nous présentons une mesure qui a pour but d'aider la classe agricole. Ils semblent ne pas donner leur préférence à la classe agricole de la province. Nous devons protéger les droits des fermiers. L'opposition continue à être l'écho des compagnies. Elle veut protéger la compagnie du pont au détriment des cultivateurs tandis que nous continuons à faire écho aux droits du peuple.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette loi est pire que certaines que l'on vote au Mexique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Même le gouvernement n'a pas le droit de supprimer des droits acquis. L'opposition demande le passage gratuit de tout le monde sur tous les ponts de la province, mais on ne peut exproprier sans payer d'indemnité. L'opposition demande cependant que, dans ce cas, le gouvernement procède de façon légale. Vous raisonnez comme le locataire d'une maison qui, l'ayant occupée pendant 15 ans, en payant un loyer considérable tous les mois, estime qu'elle lui revient de droit parce que la somme de son loyer excède le prix qu'elle a coûté au propriétaire lorsqu'il la fit construire.

M. Bastien (Berthier): L'opposition est certainement en faveur d'aider les cultivateurs, mais le grand principe de la propriété privée doit être sauvegardé. Le bill va faire un tort considérable à la province de Québec parce que, partout dans les journaux, il sera dit que les droits privés sont spoliés chez nous. Le gouvernement détruit d'un coup les bons effets de la loi du cadenas⁷. Cette législation est équivalente à une législation communiste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Il ajoute ensuite que le député de Berthier (M. Bastien) n'a pas le droit de parler de législation communiste. Je proteste, dit-il. Je demande au député de Berthier de retirer ses paroles.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas fini mon raisonnement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'il retire ses paroles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'avez pas le droit de parler.

M. Bastien (Berthier): Je suis bien disposé à retirer le mot communiste, mais que pensez-vous vous-même, M. le président, d'une loi semblable, de celui qui prive quelqu'un de son droit de propriété?

Quel mot prendriez-vous pour la qualifier? L'on oublie le respect dû à la propriété privée. Le premier ministre passe cette loi pour aider un de ses députés, mais il devra l'abroger plus tard. S'il y a un bill qui mérite le désaveu, c'est bien celui-là. Il est aussi mal de voler des riches que de voler des pauvres.

Ce que le président Cardenas⁸ fait au Mexique, le premier ministre le fait dans cette province. Il n'a pas fait pire que cela au Mexique lorsqu'il a étatisé les puits de pétrole. Et vous ne faites que cela, que pour remplir la promesse électorale d'un député envers ses amis. C'est une énormité. Il en sera de ce bill comme de l'autre de la semaine dernière. Vous reviendrez tout penaud nous demander d'abroger une loi pareille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais laisser à l'opposition ses expressions non parlementaires et ses insultes qui ne nous touchent plus. Comparer la Législature de Québec aux Mexicains et la comparer à la Russie, je laisse la responsabilité de cela à ceux qui les ont faites. Les autorités mexicaines ont été dénoncées par la Législature de Québec et je ne vois pas la comparaison de leurs activités, avec celles du gouvernement provincial comme étant parlementaire. Le député de Saint-Hyacinthe dit qu'il ne connaît aucune règle de la Législature qui peut l'empêcher de comparer nos lois à celles de n'importe quel autre pays. L'opposition n'a pas le droit de nuire aux fermiers. Je proteste, dit-il, et je veux que le député retire ses paroles.

Depuis 1892, il y a dans les Statuts une loi qui autorise le gouvernement à exproprier, s'il le veut, selon la valeur physique des ponts et ponceaux et d'en devenir propriétaire. Loin de spolier la compagnie, nous, nous avons dit au propriétaire: "Gardez votre pont." Le pont va encore rapporter à ses propriétaires de \$50,000 à \$60,000 par année, sur un capital initial de \$100,000. Mais il est insupportable qu'il soit une entrave à l'expansion de l'agriculture. Ce pont n'est pas une propriété privée comme les autres. Il fait partie d'une grande route publique et il est situé sur la rivière Jésus qui est publique.

Qu'est-ce que l'ancien régime a fait, lui? L'ancien gouvernement a passé une loi par laquelle il lui est loisible dans certains cas d'abattre tous les

arbres dans une forêt et même les bâtisses pour faire un chemin de colonisation, non seulement sur le domaine de la couronne et des terrains concédés, mais chez des particuliers, et cela, sans payer un sou en retour. Il y avait des lois provinciales qui autorisaient le gouvernement à exproprier et à approprier les propriétés minières, lorsqu'il était nécessaire de construire une route. Le chef de l'opposition est inconséquent avec lui-même. M. Crête, un député libéral, a déjà présenté une motion condamnant les méthodes du gouvernement mexicain.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre accuse le chef de l'opposition d'être inconséquent avec lui-même. Je n'ai demandé qu'à étendre une faveur à tout le monde plutôt qu'à des exceptions, mais aussi de voir à indemniser les propriétaires. La loi serait peut-être convenable si elle était d'application générale. Telle qu'elle est, c'est pire que la loi d'expropriation passée au Mexique. Là-bas au moins, Cardenas a exproprié et il a versé une indemnité pour les propriétés pétrolifères qu'on a reprises aux américains en territoires mexicains, alors que le gouvernement de la province de Québec ne fixe aucune indemnité pour les propriétaires du pont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. On n'a pas le droit de comparer la Législature de Québec à un gouvernement comme le gouvernement mexicain. Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles, sa comparaison au sujet du Mexique, sinon, au président de forcer le chef de l'opposition à retirer ses paroles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Bon! Je ne vois dans les règlements aucune disposition qui m'empêchera de parler du Mexique. On ne trouve pas d'autre loi du genre ailleurs qu'au Mexique, à part la Russie peut-être.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition renchérit en parlant sur le premier point d'ordre. Il parle de Russie. Qu'il retire ses paroles sinon, nous allons prendre des moyens.

M. Bastien (Berthier): Il n'y a aucune raison qui empêche le chef de l'opposition de comparer les lois du Québec à celles du Mexique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Montrez-moi un précédent dans les règlements qui m'empêche de comparer une loi du gouvernement à une loi du

Mexique ou de n'importe quel autre pays du monde. Je vous fais observer, M. le président, que les règlements ne sont pas dictés par la fantaisie du premier ministre.

M. Bastien (Berthier): La motion de M. Crête, ancien député de Saint-Maurice, ne visait qu'à blâmer ceux qui persécutaient la religion au Mexique.

M. le président: Je crois que le point d'ordre est fondé. Le chef de l'opposition a référé à ce projet comme étant une loi du Mexique. Il a eu tort de trop généraliser. Je crois qu'il référerait plutôt à une loi récente du Mexique. Il aurait dû s'en tenir là. Il pourrait peut-être comparer la loi à une loi particulière du Mexique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je retire, dit-il, ma comparaison générale. Je vais m'en tenir au conseil du président et me borner à une loi particulière du Mexique, celle de l'expropriation des puits pétrolifères. Le gouvernement mexicain paie une indemnité.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Ce n'est pas le cas. C'est une erreur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'accepte pas et je ne prendrai pas l'honorable M. Tremblay comme professeur d'histoire contemporaine ou ancienne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'appeler un collègue par son nom.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vrai, j'ai dit "honorable" M. Tremblay, ce n'est pas son nom...
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... mais j'aurais peut-être dû dire "pas honorable..." Si vous aimez mieux que je dise qu'il n'est pas honorable ou simplement député de Maisonnette ...

M. le président: Le chef de l'opposition, selon les règles, ne doit désigner M. Tremblay que comme ministre ou comme député de Maisonnette.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela aurait été bien mieux pour la province que le ministre du Travail reste simple député de Maisonnette.
(Rires)

Je ne prendrai pas le député de Maisonneuve comme mon professeur d'histoire contemporaine... Le gouvernement mexicain a indemnisé les compagnies de pétrole en leur votant 400,000,000 de pesos. Le député sait-il cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition n'a pas le droit de s'adresser à un député. Quand il parle, il doit s'adresser au président. Il viole les règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement mexicain paie une indemnité. Ici c'est pire qu'au Mexique parce que le gouvernement ne veut pas payer un seul sou au propriétaire du pont dont il dispose à sa guise. Non seulement on fixe un prix, mais on veut acquérir une propriété sans l'exproprier. Bien que le gouvernement conduise la province directement à la ruine, on admettra que lorsqu'il s'empare d'une partie de la propriété, il doit être assez riche, même si celui-ci a endetté la province, pour payer ses droits.

Le premier ministre a parlé d'une loi datant de 1892. Pourquoi ne la met-il pas en vigueur cette loi là et n'achète-il pas le pont à sa valeur physique? Pourquoi n'exproprie-t-il pas le pont si ses propriétaires auront encore cette année un revenu de \$50,000 à \$60,000. Quant à la comparaison du premier ministre sur les chemins en forêt, les chemins donnent de la valeur à la forêt.

Qu'on achète le pont pour sa valeur physique et ça ne coûterait probablement pas cher, puisque c'est un pont qui m'a paru vieux quand je suis passé dessus. Si le premier ministre n'exproprie pas légalement comme il peut le faire, il constitue un précédent de spoliation. C'est un mauvais bill qui constitue un précédent dont il aura honte dans quelques années. Il sera obligé de faire comme il a fait et de retirer cette loi qui est un principe excessivement dangereux. Les propriétaires ont le droit dans cette province de garder leurs propriétés. Et s'il faut empiéter dessus dans l'intérêt public, ils ont droit d'être indemnisés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le pont ne vaut pas grand-chose, comme le prétend le député de Saint-Hyacinthe, l'opposition a bien tort de tant discuter. Il (l'honorable M. Duplessis) reproche aux députés de la gauche de comparer la belle classe agricole de notre province au Mexique, où le chef du gouvernement ferme les églises et chasse les prêtres. Le chef de l'opposition a-t-il des contacts avec le Mexique? Je demande aux membres de l'opposition

de dire à M. Godbout: "Changez de chef parlementaire au plus vite, car ça ne va plus du tout."

Je demande à l'opposition, dit-il, d'exiger un second vote pour bien montrer qu'elle revendique les droits de la compagnie contre les cultivateurs et qu'elle compare les cultivateurs de Québec aux Mexicains. Quant au député de Berthier, il devrait démissionner après avoir tenu des propos semblables à ceux du chef de l'opposition.

M. Bastien (Berthier): Passez une couple d'autres bills comme ceux-là et je vais démissionner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voyez-vous la logique de ces gens-là? Quand ils trouvent un bill mauvais, ils demandent de généraliser le mal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous allons voter contre le bill parce que nous sommes contre la spoliation. Je pense que ceux qui protègent la compagnie ne sont pas du côté de l'opposition. Ce sont les membres du gouvernement. Le premier ministre laissera le pont à la compagnie qui retirera encore \$60,000 par année de revenus. Comment se fait-il que le premier ministre ne l'exproprie pas ce pont? Le gouvernement a le droit d'exproprier le pont en payant seulement la valeur physique. Il avantagerait ainsi les cultivateurs non seulement de deux comtés, mais de toute la province en abolissant le péage. Alors, pourquoi ne pas l'exproprier s'il le trouve nuisible?

On permet à la compagnie de Bellefeuille de continuer à percevoir des péages. Le premier ministre s'est chargé lui-même de faire l'argumentation que je voulais qu'il fasse, afin de démontrer que le gouvernement veut servir la compagnie. Si le gouvernement ne veut pas servir la compagnie, qu'il se serve donc de la vieille loi d'expropriation. Le chef du gouvernement se rendra à sa promesse d'abolir le péage pour tout le monde sans distinction de classe. On veut donner le change à l'opinion publique. Qu'on propose un bill, une loi générale pour faire disparaître les ponts de péage. Cette mesure est encore un bill de camouflage.

L'honorable M. Gagnon (Matane) soulève un point d'ordre. Le mot camouflage n'est pas parlementaire. Ceux qui emploient ce mot sont "lâches" et "hypocrites".

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les adjectifs "hypocrite" et "lâche" sont-ils bien parlementaires?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Riant)
Les mots "lâches" et "hypocrites" sont-ils plus parlementaires que le mot "camouflage"?

M. le président: Le mot "camouflage" peut être employé en Chambre. Il renvoie le point d'ordre du député de Matane.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition protège les propriétaires du pont de Bellefeuille. Il voudrait nous faire acheter un pont qu'il a qualifié de vieillerie. Que la compagnie garde ses vieilleries. Le gouvernement n'achètera pas de vieilleries parce qu'il est non pas le gouvernement du passé, mais le gouvernement de l'avenir. Le gouvernement, en vertu du bill de \$50,000,000 voté pour des travaux de voirie, pourra acheter et construire n'importe quel pont et à l'endroit où il le jugera à propos, ou en construire un à côté de celui qui existe s'il le veut. Et s'il en construit, il n'y aura pas de péage. Il en a déjà construit, par exemple le pont du boulevard Pie IX, le pont de Charlemagne et il n'y a pas de péage sur ces ponts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition n'a pas d'objection à ce que le gouvernement construise des ponts, mais elle s'oppose à ce que le gouvernement s'empare de la propriété privée sans l'exproprier.

Le gouvernement, pour construire des ponts, devra emprunter et le crédit de la province n'est pas très bon. Et la preuve, c'est que l'Office du crédit agricole n'a pas pu trouver de prêteurs. C'est le gouvernement qui doit lui prêter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition a tort de faire une telle insinuation. Le chef de l'opposition a parlé d'indépendance. Comme cela le chef d'opposition ne serait pas indépendant? N'en a-t-il pas lui-même profité pour un montant de \$700 de même que le député de Saint-Jean (M. Bouthillier) et de Pontiac (M. Lawn)?

Les juges sont payés avec l'argent du public et ils sont pourtant indépendants. L'Office du crédit agricole a servi à bien des gens. Il y a même le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui a pu encaisser un compte de \$80 qui lui était dû et qu'on lui paya avec de l'argent du crédit agricole.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre se trompe en parlant ainsi. Ce qu'il vient de dire est absolument faux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député met-il son siège en jeu?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'est pas question de cela. Je nie absolument.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suggère que le bill soit renvoyé à six mois. Il s'agit d'un projet de loi injuste. Je suis contre la spoliation des biens de cette province. Je voterai contre.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill 84 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assignment de groupements devant les tribunaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 88 favorisant l'exercice de certains droits.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande ce que ça signifie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement veut se faire autoriser à prendre des réclamations contre certaines personnes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas mieux renseigné qu'avant de poser ma question.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bureau de révision médicale et fonds d'accidents

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 89 modifiant la loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 1310**

M. Taché (Hull) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle), la permission de présenter le bill 182 modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile.

Ce bill est présenté pour corriger une erreur commise dans le passé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Corporation municipale
de Farnham**

M. Pouliot (Missisquoi) demande, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Tardif), la permission de présenter le bill 183 relatif à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham.

Le bill a pour objet de régler des difficultés financières de la municipalité, à la suite de défalcatons commises par le secrétaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'instruction publique**

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande, appuyé par représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, par ce bill, veut se faire autoriser à accorder des octrois aux écoles normales dirigées par des personnes "du sexe féminin".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Travaux à Sainte-Monique,
Lac-Saint-Jean**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Des travaux ont-ils été exécutés dans le rang 12, Sainte-Monique, Lac-Saint-Jean, au cours de l'année 1937?

2. Dans l'affirmative: quel a été le contremaître en charge de ces travaux?

3. Quelles sont les personnes qui ont été employées pour l'exécution de ces travaux et quel montant a été payé à chacune d'elles?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

1. Oui.

2. et 3. Travaux exécutés sous la direction de Monsieur Joseph Roy, du 12 juillet au 23 novembre, dans le chemin du rang XII, canton de Taillon:

Roy, Joseph.....	\$ 223.16
Collard, Wilfrid	58.01
Fortin, Charles	134.09
Fortin, Robert.....	130.96
Lavoie, Edgar.....	7.88
Maltais, Armand	128.43
Roy, Laurent	9.00
Bouchard, Élie	61.03
Gauthier, Arthur.....	11.25
Gauthier, Jos.-Émile	4.50
Gauthier, Médéric.....	2.25
Gauthier, Louis.....	17.08
Lachance, William.....	46.75
Bouchard, Éraclius.....	38.25
Fortin, Alphonse.....	25.20
Fortin, Paul-Étienne.....	14.40
Boulanger, Joseph.....	17.78
Bouchard, Georges	10.08
Fortin, Jules	8.33

Factures :

Rossignol, Joseph	6.00
Maltais, Almas.....	19.50
Gauthier, Thomas-Ls.	4.50

Total: \$ 978.43

**Industrie
du sucre d'érable**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 86 pour favoriser l'industrie du sucre d'érable.

Adopté.

Industrie du cidre de pomme

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 85 favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province.

Adopté.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Nouvelles terres de colonisation

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose: 1. Que le traitement du secrétaire des arbitres, nommé en vertu de l'article 13e de la loi 1 George VI, chapitre 38, tel qu'édicte par la loi qui accompagne la présente résolution, de même que les indemnités et dépens que le gouvernement peut être appelé à payer à la suite d'une sentence arbitrale, seront payés conformément à l'article 19 de ladite loi 1 George VI, chapitre 38.

Adopté.

2. Que, conformément aux dispositions de l'article 13/ de ladite loi 1 George VI, chapitre 38, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, au cas d'arbitrage, chaque partie supportera la moitié de la rémunération des arbitres, déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et leurs frais réels de déplacement, tels qu'approuvés par le procureur général; que les frais de témoins seront supportés respectivement par chacune des parties qui les fait entendre; que chaque partie supportera également le coût des pièces qu'elle produira comme preuve documentaire et les frais de son ou de ses procureurs, et que les autres déboursés et dépenses occasionnés par l'arbitrage seront payés par le gouvernement.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une loi qui aura pour effet d'amender celle que nous avons passée l'an dernier au sujet de la seigneurie Thomas, dans le comté de Témiscouata. La loi de l'an dernier autorisait le gouvernement à acquérir de gré à gré, ou à exproprier devant un juge de la Cour supérieure, les terres faisant partie de cette seigneurie. Depuis, le ministère des Terres est

entré en pourparlers avec la Cie Fraser. Nous avons conclu une entente en vertu de laquelle nous pouvons prendre possession, en aucun temps, de 69 à 72 milles carrés de terrains situés en grande partie au nord et à l'est du lac Témiscouata. Le gouvernement veut se porter acquéreur d'une vaste étendue de terre de la seigneurie Thomas, afin d'y établir des colons.

Maintenant, de quelle façon allons nous déterminer l'indemnité? D'après la loi de l'an dernier, nous pourrions ou bien nous entendre de gré à gré ou bien soumettre la question à la Cour supérieure. Il est toujours assez difficile d'en venir à une entente et la province a intérêt à ne payer que ce que ça vaudra. En vertu du présent bill, et comme ces terres appartiennent à la compagnie Fraser, nous nous donnons le droit de soumettre le cas à un comité d'arbitrage, composé de trois membres, qui établira l'indemnité. L'un des membres du comité sera nommé par le gouvernement, un autre par la compagnie, et le troisième par les parties intéressées ou à défaut d'entente, par le juge en chef de la Cour d'appel, Sir Mathias Tellier⁹. La seule mission de ce tribunal d'arbitrage sera de fixer le montant. Il n'y aura pas d'appel ailleurs qu'à la Cour du banc du roi, division d'appel. Et l'indemnité devra être basée sur la valeur intrinsèque des lots et des arbres, sans autres considérations. Si l'indemnité fixée ne convient pas à l'une des parties intéressées, on pourra en appeler à la Cour d'appel, le plus haut tribunal de la province, qui rendra le jugement final.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement, en présentant une telle loi, ne fait que revenir à une loi adoptée par l'ancien régime, mais que le gouvernement a amendée l'an dernier. J'avais raison, l'an dernier, en disant que la loi était incomplète et inutile. Avec la loi de l'an dernier, le ministre avait le droit d'acheter des lots de gré à gré. Aujourd'hui, la loi va plus vite; les décisions rendues seront finales et sans appel. L'an dernier, le premier ministre disait qu'il allait tout acquérir en deux mois. Cette année, il amende la loi pour se permettre de procéder.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a adopté l'an dernier une bonne loi, mais il juge à propos cette année de la parfaire. Le député de Rivière-du-Loup commence par dire que la loi ne valait rien et qu'elle est comparable à la loi de l'ancien régime. Quelle logique! Que valait donc la loi de l'ancien régime alors? La loi que nous étudions confère au gouvernement des titres irrévocables. La loi passée avant celle-là nous donnait le droit de procéder par contumace. L'ancien

régime avait stipulé, lui, qu'il fallait nommer des personnes.

Le député dit que la loi n'est pas parfaite puisqu'il faut la changer cette année. Raisonner comme cela veut dire que c'est inutile de faire une session à tous les ans. Nous nous adaptons au progrès. Chaque fois que nous aurons l'occasion d'améliorer une loi, nous allons le faire avec plaisir. Nous n'établissons pas des colons sur des rivières, comme l'ancien régime. On les établissait l'hiver sur la glace; au printemps, les colons étaient dans l'eau.

(Rires)

Avec la loi, l'an dernier, nous avons pu acquérir au-delà de 7,000 acres carrés faisant partie de la succession Languedoc. Nous avons fait cela pour l'établissement des fils de colons, pour le prolongement des paroisses nouvelles et pour la consolidation des vieilles paroisses. C'est là une politique saine et progressive.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La différence avec la loi de l'an dernier sur celle de l'ancien régime...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lisez l'article 5, je peux le citer par cœur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous vous vantez trop; citez donc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a dans cette loi ceci que...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas du par cœur cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut d'abord que j'explique à l'opposition, elle ne comprend jamais rien.

(Rires)

Il y a deux paragraphes, A et B.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela me fait de la peine, mais il y en a cinq.
(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y en a cinq, il y en a deux.
(Rires à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous seriez à la queue si c'était un concours de récitation par cœur. Cessez donc de vous vanter que vous savez

tout par cœur et que vous avez une mémoire prodigieuse. Vous ne pouvez pas seulement réciter un article d'une loi. Pour en revenir à la différence entre la loi de l'ancien régime et la loi de l'an dernier, celle de l'an dernier est un véritable pamphlet. Le premier ministre a dit depuis, à cette session-ci, qu'il voulait commencer par le commencement, qu'il voulait poser des limites et des bornes. Les colons ne sont pas encore établis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit tout à l'heure qu'il n'y avait que deux paragraphes dans l'article 5 de la loi: A et B. Le député de Rivière-du-Loup, qui est avocat, a dit qu'il y en avait 5. Il avait le Statut en main et je citais de mémoire. Or, il n'y a que deux paragraphes: A et B. C'est moi qui ai raison.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est bien beau de jouer ainsi sur les mots, mais je citais la loi de 1935, et le premier ministre est à citer la loi de 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je croyais que vous vouliez dire la loi de 1937.

M. Boyer (Châteauguay): Adopté?

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Les Sœurs de Saint-Joseph
de Saint-Valier**

M. Hamel (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Marcoux), que les honoraires payés pour le bill 109 modifiant la charte de "Les sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier" soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique.

Adopté.

**Congregation Shevos Achim
D'Beth Abraham**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que les honoraires payés pour le bill 102 constituant en corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

Francis Reginald Neilson

M. Robinson (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle), que les droits additionnels payés pour le bill 137 changeant le nom de Francis Reginald Neilson, de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que les faits qui ont rendu nécessaire la présentation de ce bill se sont produits la veille même de l'ouverture de la session.

Adopté.

**Commissaires d'écoles
de Beauport**

M. Pelletier (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Pelletier), que les droits additionnels payés pour le bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard, à Beauport soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique en général.

Adopté.

**Charte
de Montréal**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité¹⁰:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le dernier sous-paragraphe de l'article 3 qui se lit comme suit:

"[Ces dispositions ne s'appliquent pas avant les élections générales municipales de 1938.]"

M. Bastien (Berthier): Le député de l'Assomption pourrait-il nous dire si le personnel de la carte d'identité est organisé de façon à pouvoir donner des cartes d'identité à tous les électeurs avant la tenue des élections municipales prochaines en décembre?

M. Raynault (L'Assomption): À l'heure qu'il est, nous avons la conviction que les citoyens de Montréal auront le temps de se procurer leur carte d'identité bien longtemps avant les prochaines élections municipales. Plus de 70,000 électeurs se sont enregistrés à nos bureaux et les détiennent déjà. Cela prendra beaucoup moins que les cinq mois qui restent pour enregistrer les autres électeurs.

M. Bastien (Berthier): Combien y a-t-il de bureaux?

M. Raynault (L'Assomption): Nous avons d'abord un bureau principal situé à la bibliothèque Saint-Sulpice, et nous avons 10¹¹ autres bureaux dans la ville. De plus, ces bureaux sont organisés de telle sorte qu'ils peuvent être mobiles dans certains grands quartiers. Ainsi, dans un quartier comme Ahuntsic, le bureau sera ouvert successivement pendant deux ou trois semaines, dans chaque grande paroisse, et nous ferons en même temps les annonces voulues pour que les gens soient avertis et incités à se présenter.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans le paragraphe 105a de l'article 3 qui décrit le mécanisme du bureau de la carte d'identité, nous voyons qu'il y est dit: "Ces dispositions ne s'appliquent pas avant les élections générales de 1938." Cela veut dire que vous ne pouvez pas organiser votre carte d'identité avant le jour de l'élection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est vrai cela. Il va falloir le changer alors. Le chef de l'opposition a raison. Nous allons dire: "L'obligation d'avoir une carte d'identité pour voter ne s'appliquera qu'après les élections générales municipales de 1938."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant)
On s'accorde tous les deux, enfin!
(Rires)

Le dernier paragraphe de l'article 3 est remplacé par le suivant qui se lit comme suit:

"L'obligation d'avoir cette carte d'identité pour voter, ne s'appliquera qu'après les élections générales municipales de 1938."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie les deux premiers alinéas du paragraphe b de l'article 11 qui se lisent comme suit:

"b. En remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. La valeur réelle desdits immeubles [...];",

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, lorsque la ville de Montréal a établi un Bureau de révision pour les évaluations foncières, nous avons inséré dans le bill une définition de la "valeur réelle." Cette année, les représentants de la ville sont venus nous dire au comité des bills privés que le Bureau de révision était opposé à la nouvelle définition de la valeur réelle et qu'il demandait de rétablir le *statu quo* antérieur. Alors, nous avons fait sauter la définition de la valeur réelle inscrite l'an dernier. Mais quelques heures plus tard, on me communiquait un télégramme de M. Tessier, président du comité, m'avertissant que le Bureau de révision n'avait jamais recommandé de changer la définition de la "valeur réelle" telle que nous l'avions inscrite dans la charte l'an dernier. J'ai eu depuis une lettre explicative où il appert que quatre des cinq réviseurs sont en faveur de garder la définition de la "valeur réelle" telle que nous l'avions inscrite l'an dernier. Ainsi, nous allons amender le bill dans le sens voulu par le Bureau de révision et laisser la définition de la "valeur réelle" dans la charte.

Les deux premiers alinéas du paragraphe b de l'article 10 sont retirés.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 23 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 24 qui se lit comme suit:

"24. En même temps que le budget annuel ou avant le premier avril des années 1938, 1939 et 1940, le comité exécutif soumettra au conseil un budget des dépenses capitales pour l'exercice suivant, à être exécutées à même le fonds d'emprunt.

"Ce budget ne devra en aucun temps excéder la somme de trois millions de dollars, et peut être adopté, rejeté ou amendé par le conseil avant le premier mai de chaque année.

"Ce budget devra être accompagné d'un certificat du directeur du service des travaux publics donnant des estimations et ses recommandations sur telles dépenses capitales et indiquant l'ordre de priorité ou d'urgence de telles dépenses capitales. Pour l'exercice commençant le premier mai 1938, la cité est autorisée à inclure dans ce budget de dépenses capitales, les travaux nécessaires pour la réfection ou la réparation de ses propriétés et de ses rues.

"Pour la mise à exécution des dispositions ci-dessus, la cité est autorisée à emprunter chaque année une somme ne devant pas excéder trois millions de dollars.

"Les emprunts effectués en vertu de la présente section ne seront pas assujettis à l'approbation des électeurs propriétaires d'immeubles imposables et seront considérés comme des emprunts spéciaux et n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt général de la cité, mais seront soumis à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

"Le budget des dépenses capitales devra de plus indiquer la durée de tels emprunts ne devant pas excéder trente années, et mentionner le taux maximum auquel tels emprunts pourront être effectués.

"Ledit budget devra aussi être accompagné d'un certificat du directeur des finances, attestant qu'il a été prévu, dans le budget de dépenses de l'exercice suivant, des montants suffisants pour pourvoir à l'intérêt et à l'amortissement desdits emprunts.

"Ledit montant de trois millions de dollars comprend la totalité des dépenses capitales que la cité est autorisée à effectuer en une seule année, sauf les dépenses dûment autorisées relativement au chômage et les dépenses se rapportant à des travaux dont le coût est chargé, en tout ou en partie, suivant les dispositions de l'article 351*b* de la charte ou imputé sur la taxe spéciale prévue par la section 23 de la loi 6 George V, chapitre 44, telle que remplacée par la section 40 de la loi 22 George V, chapitre 105.

"Pour l'exercice 1938-1939, le budget susmentionné pourra être soumis au conseil le ou avant le premier juin, et ledit conseil pourra l'adopter, l'amender ou le rejeter le ou avant le 15 juin.

"Toutes les dépenses autorisées en vertu du présent article sont soumises à l'approbation préalable du directeur des finances et de la Commission municipale."

À la suite d'une entrevue avec M. Roberge, directeur des finances de la ville, et de M. Potvin, président de la Commission municipale de Québec, la demande d'emprunt de \$5,000,000 par an quasi à perpétuité pour faire des travaux, avait été rejetée, mais ces messieurs avaient cependant fait valoir qu'on pourrait exécuter certains travaux, soit environ \$3,000,000 par année pendant trois ans.

Cette suggestion a été adoptée à la condition que le choix des travaux et que les emprunts soient soumis à la commission municipale. La ville de Montréal avait un pouvoir d'emprunt global de \$26,200,000 pour diverses choses. Ça n'avait pas de bon sens, pas plus d'ailleurs que le fonds de roulement.

Tout cela a été supprimé et le gouvernement a autorisé Montréal à emprunter et dépenser \$3,000,000 par année pendant trois ans, avec pouvoir de faire les emprunts et expropriations voulues. On a représenté qu'il fallait agrandir le marché Bonsecours. Le conseil décidera quoi faire avec son pouvoir d'emprunt, sur ce point.

M. Raynault (L'Assomption): Ces \$3,000,000 sont nécessaires pour bien d'autres travaux, et on devrait faire une exception pour le marché Bonsecours et pour le marché de l'Est. Il ne s'agit pas là de travaux décidés et votés par le conseil municipal, d'une chose en somme faite et presque accomplie et décidée à la suite d'une entente au conseil municipal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des représentations sur cette question des deux marchés venant de l'échevin Côté, du ministre député de Saint-Jacques (l'honorable M. Auger). On devrait faire ces travaux à même les \$3,000,000 par an. Les terrains du marché Bonsecours étaient offerts à \$1,485,000 en 1928; à \$885,000 en 1933, et à \$422,000 en 1938.

M. Raynault (L'Assomption): Et précisément, M. le premier ministre, cela prouve que nous exerçons une attention vigilante sur la dépense des deniers publics, et la Chambre devrait en tenir compte lorsque nous faisons des demandes raisonnables pour ces deux marchés. Encore une fois, il ne s'agit pas là de dépenses possibles et non étudiées, mais de dépenses votées par le conseil qui a autorisé le comité exécutif à emprunter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En ce cas, nous allons apporter un amendement: "La cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant

pas \$650,000, pour l'agrandissement du marché Bonsecours."

Ainsi, nous remplaçons un crédit de \$2,000,000... en le réduisant à \$650,000¹².

M. Raynault (L'Assomption): Cette somme n'est pas suffisante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est suffisant, Montréal passe son temps à se battre et le conseil ne fait rien. Ce n'est toujours pas de notre faute.

L'article 24 est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 25 qui se lit comme suit:

"The Montreal Light, Heat & Power Consolidated, une somme de \$350,000; The Bell Telephone Company of Canada, une somme de \$100,000;"

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dois ajouter un amendement à l'article 25. La Compagnie des tramways de Montréal devra payer à la ville de Montréal une somme de \$250,000. Cette somme de \$250,000 sera applicable, le cas échéant, aux redevances stipulées au paragraphe 4 de l'article 92 du contrat du 28 janvier 1918.

Dans tous les cas, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, cette somme de \$250,000 ne pourra jamais être réclamée de la cité de Montréal. Les redevances annuelles mentionnées sont celles antérieures à la présente loi.

La Compagnie des tramways de Montréal paiera en un seul versement, le 1^{er} septembre 1938, après quoi la cité de Montréal pourra exercer tout recours en recouvrement de cette somme de \$250,000 avec intérêt au taux de 6 % depuis le 2 septembre 1938.

Le deuxième alinéa de l'article 25 se lit désormais comme suit:

"The Montreal Light, Heat & Power Consolidated, une somme de \$350,000; The Bell Telephone Company of Canada, une somme de \$100,000; la Compagnie des tramways de Montréal, une somme de \$250,000."

L'amendement est adopté.

Le comité ajoute, après le quatrième alinéa de l'article 25, l'alinéa suivant qui se lit comme suit:

"Cette somme de \$250,000 sera applicable le cas échéant aux redevances stipulées au paragraphe 4 de l'article 92 du contrat du 28 janvier 1918. Dans tous les cas, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, cette somme de \$250,000 ainsi que la somme de \$1,000,000 prévue à la loi 1 George VI, chapitre 103, ne pourront jamais être réclamées de la cité de Montréal.

"Les redevances annuelles mentionnées sont celles antérieures à la présente loi. La Compagnie des tramways paiera en un seul versement le premier septembre 1938 après quoi la cité de Montréal pourra exercer tout recours légal en recouvrement de cette somme d'un quart de million de dollars avec intérêt au taux de six pour cent depuis le 2 septembre 1938.

"La Compagnie des tramways de Montréal, ses administrateurs ou officiers ne pourront être autrement poursuivis par les obligataires, les actionnaires ou par qui que ce soit relativement à ces paiements."

L'amendement est adopté.

L'article 25, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 26 à 32 sont adoptés.

Le comité étudie le troisième alinéa de l'article 33 qui se lit comme suit:

"Mais le chiffre total des pensions d'un même policier y compris le remboursement qui précède ne devra pas dépasser trois mille dollars par année, nonobstant toute autre convention contraire."

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent) demande un amendement. Il s'oppose à la clause à l'effet qu'aucun ancien employé municipal ne pourra, dans aucun cas, recevoir une pension supérieure à \$3,000.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri) insiste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est là une question délicate. Il s'agit en effet de décider une pension maximum de \$3,000 étant donnée quelle sera la part payée par la ville et la part payable par l'Association de bienfaisance ou de pension. Nous allons laisser le Conseil législatif décider de cette question.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant)
Remettez-nous-en à la sagesse des anciens.
(Rires)

L'article 33 est adopté.

Les articles 31 à 38, ainsi que le préambule, sont adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une demande pour rajustement dans la répartition du prix d'expropriation sur le chemin de la Côte Sainte-Catherine a été renvoyée en Chambre. Mais comme le conseil a refusé de s'occuper de cette demande, la Chambre peut difficilement s'y intéresser.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements¹³. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois¹⁴.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 4 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 8 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
du crédit agricole**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose

1. Que le lieutenant-gouvernement en conseil sera autorisé à acquérir par achat, échange ou autrement, aux conditions et pour les montants qu'il déterminera, des bons, des obligations ou d'autres valeurs de l'Office du crédit agricole du Québec, lequel est autorisé à négocier en conséquence avec le gouvernement; que les sommes requises pour l'acquisition des bons, obligations ou valeurs seront payées à même le fonds consolidé du revenu, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour une période n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour couvrir ces dépenses-capital.

Adopté.

2. Que les sommes que l'Office du crédit agricole du Québec paiera au gouvernement pour le rachat des bons, obligations ou autres valeurs que détiendra ce dernier, seront versées à un fonds spécial qui devra servir, jusqu'à concurrence, à rembourser les emprunts faits par le gouvernement en vertu des présentes résolutions.

Adopté.

3. Que les dispositions de l'article 1 de ladite loi qui seront basées sur les présentes résolutions auront leur effet depuis le premier mars 1938.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois sur division.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que les résolutions relatives au bill 65 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soient maintenant lues une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Béïque, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Coonan, Drouin,

Dubé (Rimouski), Duplessis, Fisher, Fleury, Gagnon, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Marcoux, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 33.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que la Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 65 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Laconiquement) Les résolutions sont très claires il me semble. J'invite le chef de l'opposition à les lire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un bill assez étrange. On a passé une loi créant dans la province de Québec une commission chargée de prêter aux cultivateurs qui étaient dans une situation embarrassante à la suite de la crise économique. En vertu de la loi créant l'Office du crédit agricole afin de mettre cet Office à l'abri du patronage, on lui donna une entité particulière. Il avait le pouvoir d'emprunter, mais devait obtenir l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. Cette commission était supposée être indépendante du gouvernement pour rester à l'abri du patronage politique. Que devient l'indépendance de l'Office qui devait se suffire à lui-même et demeurer en dehors de la politique? Cette mesure assujettit à la politique un organisme qui, primitivement, devrait en être séparé et complètement indépendant. Pourquoi alors change-t-on la loi aujourd'hui?

Pourquoi cette mesure? Le gouvernement n'est-il pas satisfait de sa loi du crédit agricole, "la meilleure depuis la Confédération"? Je n'ai pas beaucoup d'informations, dit-il, mais je sais fort bien que la loi à l'étude n'a pour but que de permettre au gouvernement d'emprunter pour prêter ensuite à 2 %

à l'Office. C'est ruiner l'indépendance de cet organisme.

Le projet de loi a peut-être pour fin de cacher les pertes du crédit agricole, qui coûta \$42,000,000 à l'Ontario. Le trésorier provincial n'a-t-il pas laissé entendre que les prêteurs privés devraient remplacer le crédit agricole après une dépense de \$25,000,000! Il doit mal dormir, ce bon trésorier de la province. Il doit trouver que ses collègues engagent trop le Trésor de la province. Il a raison. Est-ce que les prêteurs ne veulent pas faire des affaires avec l'Office, même avec la garantie du gouvernement?

Il serait bon aussi de savoir combien l'Office a emprunté à date. Il a prêté et payé aux cultivateurs pour \$10,000,000, mais on ne sait pas si l'Office a emprunté lui-même, et combien, ou si le gouvernement, sans être autorisé à le faire en vertu de la loi, s'est servi du crédit de la province pour emprunter et ensuite prêter à l'Office? Pourquoi il ne peut plus le faire? Ce sont toutes choses qu'on aimerait à savoir. Le premier ministre se contente de nous répondre que le député de Rivière-du-Loup a pu recouvrer \$80 de frais dus par un client et moi \$700 sur une hypothèque, grâce au crédit agricole. Mais ce n'est pas une réponse.

Et comme nous n'avons pas de renseignements écrits, force nous est de faire passer ce que nous appelons à la petite école "des examens oraux". Est-ce que le bill signifie purement et simplement que les banquiers n'ont pas confiance et refusent de prêter à l'Office du prêt agricole tel qu'administré par le gouvernement actuel qui s'en sert pour sa propagande électorale? On ne veut donc pas éloigner de la politique les cultivateurs qui font ou vont faire affaire avec l'Office. Car, par ce bill, le gouvernement se propose d'acheter des débentures du crédit agricole, qui sont peu populaires à ce que je vois.

Le crédit de la province est encore bon, car il est difficile après deux ans de pouvoir de ruiner une province aussi riche que la nôtre. Mais alors que fait-on de l'indépendance de l'Office?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a fait un discours humoristique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Moqueur) Non, c'est un "after dinner speech".
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il avait parlé sérieusement, on lui aurait reproché de ne pas réaliser le sérieux de la question. Le chef

de l'opposition a dit que c'était un bill étrange. Il ne réalise pas ses responsabilités. Il nous a dit ce soir ce qu'il a dit dans Bagot et ce que son chef, M. Godbout y a dit. Et parce qu'ils ont dit cela, leur candidat, ancien député du comté, est en dehors de la Chambre, aujourd'hui.

Il a parlé d'"examens oraux", mais j'ai bien peur, comme on disait à l'école, que ce soient plutôt des "examens zéro". Si le chef de l'opposition avait lu le bill, il aurait calmé ses appréhensions. Le gouvernement veut avoir le droit d'échanger des garanties provinciales pour des garanties du prêt agricole. De ce côté-ci de la Chambre, on ne critique pas les cultivateurs. Au lieu de les injurier et parce que nous avons confiance dans la solvabilité et l'honnêteté des cultivateurs de la province et, partant, dans celle de l'Office du prêt agricole, nous mettons à leur disposition le crédit de la province.

Il me souvient d'avoir entendu l'ancien premier ministre de la province, s'écrier: "Les cultivateurs de la province de Québec ne paient pas les intérêts qu'ils doivent, et d'après les renseignements que j'ai obtenus d'Ottawa, ils n'exécutent pas leurs obligations." J'ai protesté dans le temps. Et aujourd'hui, contrairement à ce que disait M. Taschereau, nous disons que nous avons confiance dans la classe agricole, et nous le disons à la face de la province et du pays.

Est-ce un tort de dire que la classe agricole est honnête? Il n'y a pas de mal à dire que la classe agricole du Québec est honnête et qu'elle sait respecter ses engagements. La plus belle preuve, c'est que sur environ 1,400 prêts consentis et dont les premiers remboursements sont échus, 1,399¹⁵ ont payé régulièrement et à date leurs intérêts et ont fait leur remboursement sur le premier versement. Un seul a payé trois jours en retard!

(Applaudissements)

Nous disons à la population canadienne que l'honnêteté du cultivateur québécois est intangible, qu'elle est le blason de la province et que tout le crédit de la province repose en lui. Le gouvernement achète des débentures des organismes qu'il garantit comme font tous les gouvernements en semblables matières.

L'Office du prêt agricole, n'ayant pas les mêmes facilités que le gouvernement, a eu tout de même tout son argent des banques à 2.5 %, alors que sous l'ancien régime, le gouvernement, pour masquer un déficit énorme, forçait la Commission des liqueurs à emprunter \$2,000,000 en banque à intérêt de 5 %¹⁶. Nous voulons aider l'Office et le gouvernement peut d'ailleurs emprunter à des taux

de 2 %, alors que l'Office emprunte à 2.5 %. Le gouvernement peut emprunter à des conditions de beaucoup meilleures. Le gouvernement veut faire profiter les cultivateurs de cet écart dans les taux d'intérêt en empruntant pour l'Office.

Il y a du nouveau qui se prépare dans la province de Québec. Nous avons les caisses populaires qui représentent par excellence l'épargne populaire, l'économie saine et productive de notre population, et qui favorisent la circulation de l'argent dans les campagnes.

Les caisses populaires vont aider nos cultivateurs et notre peuple. Le gouvernement va aider ces caisses. Nous allons demander aux caisses populaires de faire circuler l'argent dans la province et d'acheter nos débentures, celles de l'Office, et nous allons donner l'exemple en achetant celles de l'Office.

La province peut emprunter à des conditions plus avantageuses et nous allons ainsi donner à 1.5 % de plus de cultivateurs. Nous avons voulu répondre au chef de l'opposition qui devrait coopérer pour l'intérêt des cultivateurs au lieu d'aller dire comme il l'a fait en Chambre que les cultivateurs de la province se vendaient pour obtenir le prêt agricole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste, le chef du gouvernement n'a pas le droit de déguiser ma pensée.

Je n'ai jamais dit ça, et je suis capable de faire mes discours moi-même; je suis capable d'exprimer ce que je pense au lieu de le faire dire par le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas déguiser les discours obscurs du chef de l'opposition. Il (M. Bouchard) est allé plus loin que cela. Il a même dit qu'il était prêt à démissionner si on le nommait administrateur du prêt agricole. Il a eu \$700 quand il n'était pas administrateur, qu'est-ce que ce serait s'il l'était?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas été aussi habile que votre M. Albert Rioux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'a pas été aussi habile que M. Rioux qui, avec son prêt, a établi quelqu'un sur une terre. Il a même réussi à établir son crédit à même le crédit agricole, tandis que le représentant de Saint-Hyacinthe n'a établi personne. Il (M. Bouchard) ne devrait pas insinuer que les cultivateurs ne sont pas indépendants parce qu'ils empruntent de l'Office. Mais les juges et

magistrats sont payés par Ottawa ou par Québec, et pourtant, va-t-on prétendre qu'ils ne sont pas indépendants?

Il a parlé d'indépendance. Pourquoi jeter le blâme à une classe qui est le symbole de l'honnêteté? Je demande à l'opposition de donner une main loyale au gouvernement pour prouver que les divergences de partis n'existent pas lorsqu'il s'agit d'aider la classe agricole. Pour aider la classe agricole, il ne devrait pas y avoir de partis politiques. Tout le monde devrait s'unir pour offrir le plus d'aide possible à cette classe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très éloquent, très éloquent, le premier ministre, mais ...
(Applaudissements à droite)

Mais il n'a pas répondu à nos questions. Ceux qui jouent du battoir sont peut-être satisfaits, mais on n'a pas besoin de tenir des séances si vous êtes pour applaudir d'avance.

Le premier ministre n'est pas sérieux lorsqu'il dit que le gouvernement pourra emprunter à 2 %. Le gouvernement a peut-être emprunté déjà à 2 %, mais c'était à très court terme. Les emprunts de l'Office, remboursables en 1952, portent un intérêt de 3.4 % et non 2.5 %. Les affirmations du premier ministre sont contredites par les actes officiels. C'est joli de faire des beaux discours mais j'ai vu en entrant un blason où il est écrit: *Virtute non verbi*. C'est-à-dire: "de la vertu et non du "gueulage".

M. Boyer (Châteauguay): La vertu est de ce côté-ci.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La vertu, c'est M. Rioux.
(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Le "gueulage", c'est de votre côté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien l'Office a-t-il réellement emprunté? Qu'on me montre une obligation à 2 %!

La parole du premier ministre, ça paraîtra bien dans les journaux, mais la vérité, c'est que le gouvernement se fait autoriser à emprunter indirectement pour prêter à l'Office. Pourquoi enlever à l'Office son indépendance? Si on continue à administrer le prêt agricole comme on le fait actuellement, pas étonnant que les financiers ne veulent pas entendre parler de l'Office du prêt agricole et demandent la garantie du gouvernement. Nous avons raison de condamner la conduite du prêt

agricole. Pourquoi l'Office ne peut-il pas emprunter au même taux que la province? Je ne veux pas faire injure aux cultivateurs que j'aime et respecte, mais nous avons le droit de dire que le gouvernement se sert du crédit agricole, qui est mal administré par le gouvernement, pour faire des élections.

M. Boyer (Châteauguay): Les électeurs de Bagot n'étaient pas avec vous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand nous avons dit que l'inspecteur en chef a été mis en congé pour 10 jours, durant l'élection de Bagot, nous n'avons pas été contredits. La majorité ministérielle dans Bagot, elle s'explique par le fait que l'on a promis 537¹⁷ prêts à des cultivateurs, mais moins d'un cinquième d'eux ont obtenu l'argent qui leur a été promis ainsi, et les autres vont attendre.

Il y a 35,000 demandes de prêts actuellement et, si on donne dans tous les comtés la même proportion de prêts, il faudra environ \$200,000,000 pour suffire. Si le gouvernement ne surveille pas plus étroitement les prêts agricoles, on mène la province vers la ruine! Le gouvernement aura encore peut-être de belles majorités à la prochaine élection.

Un député: Démissionnez donc!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis ici pour faire mon terme.

M. Boyer (Châteauguay): Oui. Mais vous ne pourrez pas en faire un autre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai confiance aux cultivateurs, mais je n'ai pas confiance au gouvernement qui est disposé à ruiner la province pour des fins électorales. Le gouvernement actuel verra que le prêt agricole se retournera pour ainsi dire contre lui.

Sur les 537 personnes auxquelles le gouvernement a promis des prêts, 300 l'auront, et essayez de faire voter les autres pour le gouvernement!

Je sais que chez les cultivateurs comme ailleurs il y a des gens tentés par \$2,000 et \$3,000. Je ne crains pas de le dire parce que je ne suis pas un hypocrite! J'ai, dit-il, des raisons de critiquer le gouvernement sur la manière dont il fait appliquer la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse de nouveau le député de Saint-Hyacinthe

d'avoir injurié les cultivateurs. Le gouvernement a eu des banques tout ce qu'il voulait à 2½ %.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À court terme, pas avec des obligations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y avait même un montant à 1 % dans les \$51,000,000. Le chef de l'opposition n'a pas craint de répéter qu'il y a 10 % des électeurs qui se vendent. Je lui dirai que depuis que l'Office existe, ce dernier a obtenu des banques tous les prêts jusqu'à concurrence de \$15,000,000¹⁸ à un taux de 2½ %. Tous les divers prêts accordés ont été remboursés au bureau dans les délais prescrits. La plupart de ceux qui ne l'ont pas été, ont été en retard pour une courte période.

J'ajouterai aussi que le gouvernement a obtenu d'ailleurs un emprunt de \$10,000,000 pour six mois à un taux de 1¼ %¹⁹ pour cent. C'est nous qui avons demandé à l'Office de ne pas émettre d'obligations. Nous avons préconisé un système en vertu duquel l'argent de la campagne va rester en campagne, pour enrichir les cultivateurs.

Tout ce que le gouvernement demande, c'est le droit d'inspirer une confiance additionnelle pour encourager l'achat des débetures par les caisses populaires. Je défie le chef de l'opposition d'amener un banquier qui dira qu'il a refusé de prêter au prêt agricole. S'il trouve un seul banquier du Canada qui a déclaré, comme le dit le chef de l'opposition, qu'il n'avait pas confiance en l'Office, je m'engage à démissionner comme premier ministre. Nous avons la confiance du peuple.

Nous voulons rendre justice à tous et je voudrais bien voir le financier qui voudrait dicter sa conduite au gouvernement de Québec. Le grand-père du financier n'est pas encore né! Le gouvernement veut que le crédit de la province serve d'abord à aider la classe agricole. Ce qu'a dit le chef de l'opposition prouve le contraire de ses allégués antérieurs. S'il était vrai que l'ancien gouvernement a laissé la province prospérer, il n'y aurait pas 35,000 demandes de crédit agricole. Si l'opposition est contre cette loi, et bien qu'elle vote contre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement n'a jamais emprunté \$10,000,000 à 1 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui demande de mettre son siège en jeu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Même s'ils n'en ont pas absolument besoin, je puis vous trouver

100,000 hommes qui emprunteraient avec plaisir à 2½ %. Mais jamais le gouvernement n'a pu emprunter à moins de 3 %²⁰, lorsque les emprunts étaient pour trois ans et plus, malgré les conditions les plus favorables du marché. Pour ce qui est des taux dont se vante le gouvernement, n'importe quelle personne un peu au courant des affaires sait parfaitement que tous les gouvernements du monde ont payé des taux considérables pendant la crise.

Quand le gouvernement se vante de pouvoir emprunter facilement, il se vante du bon crédit laissé par l'ancien gouvernement qui a laissé en bonne posture financière notre province. Mais la province verra les taux d'intérêt monter graduellement, surtout si le gouvernement actuel maintient sa politique financière. L'Office du prêt agricole devrait effectuer lui-même ses emprunts au moyen de débetures. Lorsque nous avons été battus, la dette était de \$141,000,000. Aujourd'hui, elle est rendue à \$238,000,000.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Béique, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Duplessis, Fisher, Fleury, Gagnon, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Marcoux, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 33.

Contre: MM. contre Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill 65 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division²¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Béique, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Duplessis, Fisher, Fleury, Gagnon,

Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Marcoux, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 33²².

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, 5.

Ainsi, la motion est adoptée, Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Garde et entretien des détenues, prison des femmes de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 79 autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, une entente pour la garde et l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 79 autorisant une entente entre le gouvernement et les

dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Développement minier

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 72 pour encourager le développement minier dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Attendu que la compagnie Belleterre Quebec Mines, Limited, constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de Québec, demande l'autorisation d'aménager une chute d'eau sur la rivière Winneway, au lot 53, rang VIII du canton Devlin, dans le district électoral de Témiscamingue, pour se procurer l'énergie électrique nécessaire à l'exploitation d'une mine qu'elle possède dans le canton Guillet;

Attendu que cette chute est située dans la forêt, en un endroit éloigné des régions habitées et complètement en dehors des réseaux actuels de distribution d'énergie électrique;

Attendu que la Belleterre Quebec Mines Limited a dépensé des sommes considérables pour recherches et travaux préliminaires d'exploitation et pour l'organisation et le développement de ladite mine;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province de l'aider à se procurer le pouvoir électrique dont elle a besoin pour mettre ladite mine en valeur et de favoriser ainsi le progrès de l'industrie minière dans la province et l'ouverture de nouveaux emplois pour la population;

Attendu que la demande de la Belleterre Quebec Mines Limited peut être accordée sans que le plan général d'aménagement des forces hydrauliques de la région par le Syndicat national de l'électricité en soit affecté;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des Terres et Forêts, sera autorisé à concéder, louer ou affermer à la Belleterre Quebec Mines, Limited, pour la période de temps et aux conditions qu'il déterminera;

a. Les lots numéros 52 et 53 du rang VIII du canton de Devlin, dans le district électoral de Témiscamingue, avec le droit au lit de la rivière et aux forces hydrauliques comprises dans les bornes de ces deux lots, pour y faire les travaux nécessaires à l'aménagement et à l'exploitation desdites forces hydrauliques;

b. Un droit de passage de cent pieds de largeur pour y construire une ligne de transmission devant relier l'usine hydroélectrique projetée à la mine que ladite compagnie exploite dans le canton de Guillet;

c. Le droit d'y construire des barrages ou écluses à l'issue des lacs Travers, Baie, à la Truite, Winneway, aux Lièvres, des Fourches, pour y emmagasiner les eaux entre les basses et hautes eaux ordinaires, en vue de régulariser le débit de la rivière Winneway et par suite augmenter la puissance effective de la chute que ladite compagnie désire aménager.

Adopté.

2. Que l'énergie électrique provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques devra servir exclusivement aux exploitations minières de ladite compagnie, sous réserve des dispositions de la résolution 3.

Adopté.

3. Que le surplus inutilisé par ladite compagnie de l'énergie électrique provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques ne pourra être cédé ou vendu par elle sans l'autorisation du ministre des Terres et Forêts et du Syndicat national de l'électricité.

Adopté.

4. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions prévaudront sur toute disposition incompatible d'une autre loi, générale ou spéciale.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Développement minier

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande la permission de présenter le bill 72 pour encourager le développement minier dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le potentiel de la Belleterre Quebec Mines est de 1,100 tonnes.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le potentiel de la compagnie est canadien-français dans une proportion de 95 %. À l'heure actuelle, l'électrification par les Diesel coûte \$125 du cheval-vapeur, alors que la Quebec Norton vend l'électricité à \$40 du cheval-vapeur.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Sherbrooke

M. Beaudry (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 relatif à la cité de Sherbrooke.

Adopté.

En comité²³:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit que de rétablir une erreur d'impression de la dernière session qui aurait fait sauter trois lignes et permettait à Sherbrooke d'exempter la machinerie industrielle de la taxe précitée et donnait le droit aux édiles de Sherbrooke de remettre l'impôt foncier sur les machines fixes des industries à l'intérieur des

limites de la ville. Ces lignes enlèvent à la ville le pouvoir de discrétion dans l'évaluation sur l'outillage.

Dès le lendemain de l'impression du bill, les conseillers sont venus protester, mais il a fallu attendre cette année.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande ce qu'on a fait de la loi qui devait taxer tout l'outillage, comme propriété immobilière, l'an dernier, et qui est disparue miraculeusement.

Cette taxe, déclare-t-il en s'adressant au député de L'Assomption (M. Raynault), mettrait fin aux embarras financiers de ma ville et remplacerait avantageusement la taxe de vente.

La ville de Montréal accorde des exemptions de taxe sur la machinerie industrielle inamovible, et en toute justice cette exemption doit être générale ou la taxe doit être imposée partout.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 1310,

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Taché (Hull) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Taché (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation municipale de Farnham

M. Pouliot (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 relatif à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Pouliot (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²⁴:

M. Pouliot (Missisquoi): La commission municipale de Québec cherche à réorganiser les finances de la corporation municipale, mais il lui sera difficile de le faire avant que ne soit déterminé le montant total de l'obligation de la corporation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le bill a été présenté par un bon député.

(Applaudissements à droite)

Je ne dirai pas qu'il est le "meilleur député depuis la Confédération", car je l'estime trop pour rire de lui!

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Pouliot (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce qu'il y aura demain matin une séance du comité des comptes publics. Les membres assisteront ensuite au dîner offert à Sir Edward d'Edgeville, de l'Union parlementaire de l'Empire, avant de retourner à la séance de la Chambre.

Un député: Le premier ministre veut-il nous donner les noms de ces "criminels" qui ont été assignés pour demain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si ce sont des criminels, le chef de l'opposition les connaît mieux que moi. En tout cas, ce sera intéressant!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi à trois heures.

Adopté.

La séance est levée vers 10 h 30.

NOTES

1. On lui remet une copie du bill selon *Le Canada* du 5 avril 1938, à la page 7.

2. Selon *L'Événement* du 5 avril 1938, à la page 3, "seulement quatre libéraux se lèvent pour réclamer le vote, alors qu'il faut qu'ils soient au moins cinq. M. Oscar Drouin se prépare à se lever, mais M. Delagrave qui était distrait, se lève finalement pour compléter le quorum."

3. M. Drouin qui est présent ne vote pas, selon *Le Canada* du 5 avril 1938, à la page 7.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

5. Il s'agit de la loi modifiant la Loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20), présentée par Joseph Henry Dillon, député de Montréal-Sainte-Marie et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau. La "loi Dillon" a été votée au lendemain des élections provinciales du 24 août 1931. Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua

lorsque Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Sanctionnée le 17 décembre 1931, cette loi fut l'une des premières à être abrogées par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936. Bien qu'il fût contre ces contestations électorales soutenues par son chef d'alors, Camillien Houde, M. Duplessis condamna cette loi "arbitraire et tyrannique", car il incombait aux tribunaux et non à la Chambre de déclarer les élections injustifiables.

6. Dans *L'Action catholique* du 5 avril 1938, à la page 7, M. Bouchard aurait dit "90 ans".

7. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

8. Lazaro Cardenas (1895-1970), homme politique mexicain. Président de la république de 1934 à 1940. Il nationalisa des entreprises étrangères de pétrole. Dans *La Tribune* du 5 avril 1938, à la page 1, on note que lorsque M. Bouchard et M. Bastien ont parlé de M. Cardenas, M. Sauvé était absent.

9. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), député conservateur, représentant de la circonscription de Joliette à l'Assemblée législative de 1892 à 1915 et chef de l'opposition de 1908 à 1915. Il sera ensuite juge en chef de la province de Québec de 1932 à 1942. Père de Maurice Tellier.

10. Voir note 4.

11. Il y a dans la ville 12 bureaux de distribution pour ces cartes, selon *L'Événement* du 5 avril 1938, à la page 11.

12. *L'Événement* du 5 avril 1938, à la page 11, rapporte plutôt \$600,000.

13. Ce projet de loi modifiant la charte de la cité de Montréal a connu de nombreux autres amendements

en comité plénier. Nous n'avons rapporté que les amendements qui ont fait l'objet de débats dans les journaux.

14. Le premier ministre recommande au greffier de donner instruction de hâter le travail d'impression pour que le Conseil législatif ait copie dès demain midi, selon *Le Soleil* du 5 avril 1938, à la page 8.

15. Chiffre de *La Patrie* du 5 avril 1938, à la page 21: 1,389.

16. Chiffre de *L'Événement* du 5 avril 1938, à la page 11: 5.5 %.

17. Chiffre du *Soleil* du 5 avril 1938, à la page 8: 527. Dans *La Patrie* du 5 avril 1938, à la page 21, on dit que toutes les demandes ont été honorées.

18. Chiffre de *The Chronicle Telegraph* du 5 avril 1938, à la page 3: \$16,000,000.

19. Dans *La Presse* du 5 avril 1938, à la page 24, on parle de 1 %.

20. *Le Soleil* du 5 avril 1938, à la page 8, rapporte "pour 15 ans".

21. Dans *La Presse* du 5 avril 1938, à la page 24, on dit que c'est "lorsque la deuxième lecture des résolutions est proposée" que l'honorable M. Bouchard dit: "Sur division".

22. *L'Événement* du 5 avril 1938, à la page 11, note que "pour la première fois depuis le début de la session, M. Oscar Drouin et M. A. Marcoux votent avec le gouvernement."

23. Voir note 4.

24. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

Première séance du mardi 5 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 143 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental.

M. Tellier (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 145 ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés.

Questions et réponses:

Travaux de chômage,
comté de Lévis

M. Delagrave (Québec Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il nommé un surintendant ou surveillant pour l'exécution des travaux de chômage entrepris dans le comté de Lévis, résultant de l'entente Rogers-Tremblay ou de l'initiative du gouvernement de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative:

a. Quelle est cette personne?

b. Quel est son salaire mensuel?

c. Par qui a-t-elle été recommandée à cette position?

3. Le gouvernement a-t-il mis une automobile à la disposition du surintendant ou surveillant desdits travaux?

4. Dans l'affirmative:

a. À qui appartient cette machine?

b. Quel a été le salaire du chauffeur, pour 1937?

5. Quels montants ont été payés aux propriétaires des différentes machines employées par le gouvernement pour l'année 1937, en rapport avec les frais de déplacement du surintendant ou du surveillant?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

1. Oui.

2. ...

a. M. L.-B. Pelletier.

b. \$5 par jour.

c. Bureau de placement.

3. Non.

4. et 5. Répondues par 3.

Bureau du chômage,
comté de Lévis

M. Delagrave (Québec-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il ouvert un bureau dans les limites de la cité de Lévis, en vertu de l'entente Rogers-Tremblay?

2. Dans l'affirmative:

a. Quelle est la personne en charge dudit bureau?

b. Par qui a-t-elle été recommandée?

c. Quel salaire lui est-il payé par jour et quel montant lui a été octroyé pour ses dépenses, au cours de l'année 1937?

3. Quels sont les autres employés dudit bureau?

4. Par qui ont-ils été nommés et quel est le salaire de chacun, par jour?

5. Quel montant leur a été octroyé pour leurs dépenses, au cours de l'année 1937?

6. Quel est le nombre d'ouvriers embauchés par l'entremise de ce bureau, au cours de 1937, sur des travaux entrepris en vertu de l'entente Rogers-Tremblay, dans le comté de Lévis?

7. Quel est le montant payé aux ouvriers embauchés auxdits travaux pour l'année 1937?

8. Quel est le montant des matériaux payés pour l'exécution des travaux de chômage, dans le comté de Lévis, au cours de l'année 1937?

9. À qui ces montants ont-ils été payés?
 10. Sur la recommandation de qui lesdites personnes ont fourni des matériaux?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

1. Non.

2, 3, 4, 5 et 6 répondues par 1.

Bruno Bellemare

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. M. Bruno Bellemare, ancien instituteur de la cité de Montréal est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative:

a. Quelles sont ses fonctions?

b. Par qui a-t-il été recommandé?

c. Quel est son salaire?

3. Ce M. Bellemare est-il le même dont le diplôme a été révoqué par le département de l'Instruction publique en 1935?

4. Pour quelle raison ce diplôme a-t-il été révoqué?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

1. Non.

2, 3 et 4 répondues par 1.

Jean-Baptiste Bellemare

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. M. Jean-Baptiste Bellemare, du comté de Maisonneuve, dans la ville de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative:

a. Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé?

b. Quelles sont ses fonctions?

c. Quel est son salaire?

d. Dans quel bureau est-il logé?

3. Quel montant est payé par le gouvernement pour le loyer de ce bureau?

4. À quel compte le salaire de M. Bellemare est-il chargé?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

1. Non.

2, 3 et 4 répondues par 1.

Industrie du sucre d'érable

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 86 pour favoriser l'industrie du sucre d'érable.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture et du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, conclure avec toute personne, société, corporation, institution ou gouvernement, toute convention qu'il jugera dans l'intérêt de la province, pour aider au développement de l'industrie du sucre d'érable et à la solution de ses problèmes.

Adopté.

2. Que le gouvernement de la province sera autorisé à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour appliquer la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et exécuter les conventions conclues sous l'autorité de l'article 1 de ladite loi.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins ci-dessus prévues, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas deux cent mille dollars.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que les résolutions relatives au bill 86 pour favoriser l'industrie du sucre d'érable soient maintenant lues une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer,

Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Gagné, Gagnon, Goudreau, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marcoux, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 56.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Lawn, Messier, Turcotte, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Gagné, Gagnon, Goudreau, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marcoux, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 56.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Lawn, Messier, Turcotte, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 86 pour favoriser l'industrie du sucre d'érable.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'industrie du sucre d'érable est une partie importante de l'exploitation agricole. Il s'agit d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la

recommandation du ministre de l'Agriculture et du Commerce, à traiter avec les personnes ou les sociétés intéressées au développement de l'industrie du sucre d'érable et du sirop, une industrie connexe à l'agriculture et très répandue. La somme devrait être utilisée pour aider les fermiers à améliorer la qualité de leur sucre et de leur sirop d'érable en respectant les normes strictes en matière d'exportation.

Notre province compte actuellement environ 20,000¹ érablières, et cette année 21,000,000 d'érables ont été entaillés sur les 45,000,000 que nous possédons dans la province. L'an dernier, l'industrie du sucre d'érable a rapporté une somme de \$1,300,000², malgré une baisse considérable de la production et des prix de vente.

J'évalue, dit-il, la production de l'année à \$2,000,000, par rapport à la production de 1937 qui s'établissait à \$1,200,000 et dont \$375,000 provenaient des ventes faites aux États-Unis.

Il fait état des rapports selon lesquels aucune portion de la présente production de sucre, censée atteindre plus de 8,000,000 livres, ne sera exportée vers les États-Unis. Il assure à l'Assemblée que les exportations de l'autre côté de la frontière se feront comme à l'habitude cette année, en précisant toutefois que les normes de qualité devront s'améliorer.

Cette industrie, dit-il, a subi un contretemps par suite des difficultés d'exportation aux États-Unis, mais ces difficultés ont été aplanies. Le sirop et le sucre seront expédiés à l'étranger cette année, comme par le passé.

Toutefois, le gouvernement veut être en mesure de rencontrer les difficultés possibles. C'est pourquoi on demande de mettre à la disposition du gouvernement une somme n'excédant pas \$200,000, au cas où l'on serait obligé de remplacer les ustensiles en usage dans l'industrie du sucre d'érable.

Une partie de l'octroi sera affectée aux recherches et l'autre partie à remplacer les appareils employés par les fermiers à tous les stages de la fabrication du sucre d'érable et du sirop.

M. Robinson (Brome) félicite le gouvernement de cette mesure.

M. Dubé (Témiscouata) veut parler des difficultés qui surgiront l'an dernier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Il serait peut-être mieux de ne pas faire écho à ces difficultés, de peur de décourager les producteurs.

M. Dubé (Témiscouata): L'an dernier, \$10,000 ont été accordés en primes aux producteurs de sucre d'érable de mon comté. Le gouvernement s'applique à fournir des instructeurs pour diriger ceux qui s'adonnent à cette industrie et des chimistes pour améliorer la production. Ainsi, l'on veut éliminer le plomb que l'on dit se trouver dans le sucre, ce qui nuirait à l'exportation aux États-Unis.

M. Labbé (Mégantic) félicite le gouvernement. Il suggère que l'on étudie les possibilités d'utiliser les produits de l'érable dans la préparation des bonbons et du chocolat, ce qui permettrait d'écouler une grande partie de la production.

M. Perron (Beauce) joint ses félicitations à celles des orateurs précédents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objections à ce que le gouvernement aide l'industrie du sucre d'érable. Nous sommes bien prêts à voter tous les argents nécessaires pour les producteurs de sucre d'érable, mais le projet de loi à l'étude est une autre mesure qui ouvre la porte à l'électoratisme. Les résolutions et la loi sont vagues, imprécises et indéfinies. Le gouvernement n'explique pas à quelles fins précises seront dépensés les \$200,000 qu'il réclame.

Je voudrais bien savoir, dit-il, ce que l'on entend faire avec les \$200,000. Les mandats en blanc sont toujours dangereux, déclare-t-il. Le ministre a parlé tantôt des ennuis causés aux producteurs de sucre d'érable, laissant voir qu'il faudra peut-être changer les ustensiles dont se servent les producteurs, afin d'éliminer le plomb que l'on trouve dans le sucre. Mais on n'en sait rien. Le gouvernement ne fait rien autre chose que d'exiger un mandat en blanc et d'usurper les prérogatives des députés. Pour ces raisons, les libéraux voteront contre la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est peut-être pas opportun de soulever de nouveau ces difficultés maintenant que l'affaire est réglée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On dit qu'on se servira de ces sommes pour remplacer les ustensiles. La loi qu'on présente est une loi d'électoratisme et l'une des pires, puisque le gouvernement pourra s'en servir à sa guise, comme par exemple en primes sur chaque livre de sucre à la veille des élections pour se faire des amis des producteurs. Le tour sera joué. Si on veut donner une

prime, qu'on le dise ouvertement et qu'on le demande, mais qu'on n'en demande pas la permission par un bill. Si ce sont des subventions, qu'on le dise également et que ce soit pour tout le monde. Avec la présente loi, le gouvernement n'est pas tenu de rendre compte. Nous ne voterons plus des mandats en blanc.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Dans cette affaire, Québec travaille avec Ottawa pour lutter contre les représentations des producteurs américains qui ont protesté à Washington contre l'exportation du sucre canadien. Il serait maladroit pour le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) de dire d'avance les réformes qu'il entend faire pour mener campagne dans pareil domaine. Les étrangers ne doivent pas être au courant de ce que nous avons l'intention de faire. On ne peut blâmer le gouvernement d'aider les coopératives qui ont été établies par l'ancien régime. Sous le gouvernement de l'Union nationale, nous ne voulons pas écraser les cultivateurs qui ne veulent pas faire partie des coopératives.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne peux voter pour le bill. C'est justement parce qu'on ne veut pas mettre cartes sur table que nous protestons contre ce bill. Nous avons le droit de savoir si l'on demande cet argent pour améliorer le matériel ou pour donner une prime. Nous sommes favorables aux producteurs, mais nous voulons savoir de quelle manière on les aidera.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Chaque fois que l'on parle d'aider l'agriculture, l'opposition parle que nous faisons de l'électoratisme. Que les producteurs soient tranquilles. Le gouvernement s'est occupé de leur cas et le sucre d'érable sera accepté aux États-Unis. Il (l'honorable M. Bilodeau) reproche au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) de s'opposer à toutes les mesures qui sont de nature à aider les cultivateurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) parle du crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre: on devrait s'en tenir à l'étude du bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne sommes pas contre les cultivateurs, mais nous voterons contre l'octroi de \$200,000 dont la dépense sera contrôlée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche à l'opposition de protester contre le fait que le gouvernement vient en aide à une industrie aussi importante. Je trouve étrange, dit-il, d'entendre le chef de l'opposition s'élever contre les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil, lui qui fit partie d'un régime qui croula sous le mépris public. Le chef d'opposition devrait réaliser que les producteurs de sucre d'érable représentent en notre province une partie importante de la population. Nous voulons venir en aide à une industrie qui rapporte annuellement des millions.

C'est la pratique parlementaire de faire voter les subsides par la Chambre et c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui en dispose. Aussi, le montant limité à \$200,000 ne constitue pas du tout un mandat en blanc, car il appartient à la Chambre de voter les deniers. Le lieutenant gouverneur en conseil en dispose.

C'est là l'essence de la vraie démocratie. C'est là le respect des prérogatives des représentants du peuple. Autrefois, il n'en était pas ainsi. Sous l'ancien régime, le budget était voté sans aucun détail. Aujourd'hui, il est détaillé.

On parle de mandat en blanc. Quelle audace lorsqu'on se rappelle que l'ancien régime se faisait donner un mandat en blanc pour les argents du chômage et avec effet rétroactif pour leur emploi. Ceux qui s'opposent à notre loi sont les mêmes gens qui voudraient que l'on donne un mandat en blanc à M. King pour qu'il puisse s'emparer de notre autonomie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement ne devrait pas avoir honte de dire ce qu'il entend faire s'il a quelque chose de défini à présenter.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Pour ce qui est des mesures à prendre, le gouvernement ne peut les préciser parce qu'elles ne sont pas encore fixées par les producteurs. Ce sont les producteurs qui sont venus demander l'aide du gouvernement, mais on ne sait pas encore quel moyen il faudra prendre pour améliorer la production. Les producteurs ne veulent pas dévoiler le moyen qu'ils vont prendre avant de l'avoir découvert. Des experts sont actuellement à faire des études pour le découvrir.

M. Bastien (Berthier) ridiculise l'attitude du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) et du ministre de l'Industrie et du Commerce

(l'honorable M. Bilodeau). Le premier dit qu'on ne peut dévoiler les moyens que l'on prendra avant de les avoir trouvés et l'autre dit qu'il n'est pas sage de dévoiler ce que l'on entend faire. Je proteste contre l'imprécision de la loi. Ce bill, dit-il, devrait s'appeler la "loi mystérieuse".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béïque, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Gagné, Gagnon, Goudreau, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marcoux, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 56³.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Lawn, Messier, Turcotte, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béïque, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Gagné, Gagnon, Goudreau, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marcoux, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 56.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Lawn, Messier, Turcotte, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Département de la Colonisation, salaires payés

M. Bastien (Berthier): 1. Quel était le montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement provincial, pour le service intérieur et pour le service extérieur:

a. Au 1^{er} juillet 1936?

b. Au 1^{er} juillet 1937?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Quant à ce qui concerne le département de la Colonisation:

a. \$81,886.14.

b. \$49,565.21.

Saint-Gédéon, comté du Lac-Saint-Jean, accidents de travail

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un chèque de \$1,328.88 ou de tout autre montant, a-t-il été émis en faveur de la municipalité de la paroisse de Saint-Gédéon, comté du Lac-Saint-Jean, pour indemniser cette municipalité des montants qu'elle a payés à date à la suite d'accidents de travail survenus à deux personnes qui travaillaient pour son compte?

2. Si ce chèque a été émis, a-t-il été adressé à ladite municipalité?

3. S'il a été émis et s'il n'a pas été adressé à ladite municipalité, a-t-il été annulé?

4. S'il a été annulé, pour quelle raison l'a-t-il été?

5. S'il n'a pas été transmis ni annulé quand sera-t-il transmis à la municipalité?

L'honorable M. Leduc (Laval): 1. Non.

2. Non.

3. Non.

4. Non.

5. Un chèque sera transmis aussitôt que la municipalité aura fourni la preuve du paiement des indemnités aux personnes accidentées.

Route Lévis-Jackman, travaux de voirie

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Le ministère de la Voirie a-t-il procédé dans le cours de l'année 1937 à la réfection d'une partie de la route Lévis-Jackman no 23 sur une longueur d'environ 27 milles, entre Saint-Georges de Beauce et la frontière américaine?

2. Dans l'affirmative: Cet ouvrage a-t-il été fait à la journée ou par contrat?

3. Si l'ouvrage a été fait par contrat, des soumissions ont-elles été demandées?

4. Dans l'affirmative:

a. Les soumissions ont-elles été demandées par la voie des journaux ou privément?

b. Quels étaient les noms des différents soumissionnaires, avec indication de leur adresse et les prix de leurs soumissions respectives?

5. Quelle personne ou société a obtenu le contrat?

6. Quel prix le contracteur a-t-il obtenu?

7. Quel prix le ministère intéressé a-t-il payé pour le tapis bitumineux suivant l'unité de mesurage adoptée par le ministère ou le contracteur (pied carré ou verge carrée)?

8. Quel a été le coût total de cette réfection?

L'honorable M. Leduc (Laval): 1. Oui.

2, 3, 4, 5, 6 et 7. Les travaux préliminaires ont été exécutés à la journée par le ministère de la Voirie. Le pavage en béton bitumineux a été fait par la Provincial Construction Company, Montréal. Le département a payé \$0.05½ la verge carrée pour stabilisation et amorçage, et \$5 la tonne pour le pavage bitumineux.

8. \$348,529.64.

Corporation Laurentienne

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un contrat a-t-il été octroyé par le présent gouvernement à la Corporation Laurentienne pour la construction d'un chemin ou d'une partie de chemin entre Montmagny et Sainte-Anne-de-la-Pocatière?

2. Dans l'affirmative:

a. Quelle est la nature des travaux à faire?

b. Pour quel montant le contrat a-t-il été octroyé?

3. Ce contrat a-t-il été subséquemment résilié?

4. Dans l'affirmative: Pour quelle raison l'a-t-il été?

5. À quel entrepreneur ou à quelle compagnie d'entrepreneurs le nouveau contrat a-t-il été octroyé?

6. Le nouveau contrat a-t-il été octroyé pour un prix global ou au pourcentage?

7. Dans l'un ou l'autre cas, quel a été le prix ou la rémunération convenue?

8. Ces travaux sont-ils terminés?

9. Combien ont-ils coûté jusqu'à date?

10. Reste-t-il des réclamations en souffrance?

L'honorable M. Leduc (Laval): 1. Oui.

2. a. Redressement et élargissement de la route Trans-Canada.

b. \$360,549.75.

3. Non.

4, 5, 6 et 7. Répondu par 3.

8. Non.

9. \$117,644.39.

10. Non.

Chambre agricole provinciale

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 créant une chambre agricole provinciale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Ce projet vise à la réforme du Conseil d'agriculture en y nommant des membres des sociétés agricoles et des gens intéressés dans l'avancement de l'agriculture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi on abolit l'ancien conseil?

M. Bastien (Berthier) reproche au gouvernement de n'avoir pas invité les députés oppositionnistes au congrès de l'enseignement agricole.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose en amendement au projet que des douze membres de la chambre agricole, sept seront nommés par le

lieutenant-gouverneur en conseil, tandis que les cinq autres seront membres d'office: le directeur de l'école d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, le doyen de la faculté d'agriculture du collège Macdonald, le directeur de l'Institut d'Oka, le président de l'Association professionnelle des agronomes et le président de l'Union catholique des cultivateurs.

M. Barré (Rouville): La représentation donnée à l'élément agricole pratiquant n'est pas suffisante. Il faut s'occuper des petits parce qu'ils sont trop gênés pour parler. Je regrette, dit-il, que ces petits n'aient pas encore obtenu la pleine proportion de la représentation qui leur revient, même du gouvernement actuel qui a pourtant donné des preuves de bon vouloir à l'égard de la classe agricole. J'insiste, dit-il, sur la nécessité de nommer des agriculteurs pratiques comme représentants dans cette chambre agricole. Le cultivateur pratique n'a pas encore la proportion de représentation à laquelle il a droit.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): J'assure le député de Rouville que j'appuierai ses suggestions.

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Bastien (Berthier) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier):

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de délai, les mesures requises:

a. pour faire cesser les dépenses extravagantes et non suffisamment productives et pour que la dépense des argents publics soit réduite à des proportions convenables;

b. pour administrer les affaires de la province sans emprunter chaque année des sommes considérables et augmenter ainsi dans des proportions alarmantes la dette publique."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une minute, que je regarde ça.

(Après lecture de la motion) Drop!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Hamel, Marcoux, Lawn, Messier, Turcotte, 11.

Contre: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Laval), Lesage, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sherman, Taché, Tellier, Tremblay, Vachon, 49.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La semaine dernière, l'opposition a profité de l'absence du ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) pour

l'insulter. J'espère qu'on aura le courage de répéter les mêmes accusations en sa présence.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement a profité de l'absence du ministre de la Voirie pour voter \$50,000,000 pour la voirie.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a dit la semaine dernière qu'il ne voulait pas dépenser un seul sou de l'argent de la voirie dans les comtés de l'opposition.

Je voudrais savoir si le ministre de la Voirie est du même avis que son chef et se propose-t-il de ne pas dépenser un sou dans les comtés représentés par des libéraux?

Il (M. Bouchard) reprend une parole dite il y a quelques jours, par le premier ministre, qui prétendait que le chef de l'opposition attaque le ministre de la Voirie sans l'attaquer, pour avoir des travaux dans son comté.

Je lui ai écrit une fois et il ne m'a pas répondu. Il a suivi l'exemple de son illustre chef et je me suis décidé à ne pas lui écrire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas dit cela. L'opposition s'est alarmée au sujet de la loi du \$50,000,000. J'ai déclaré seulement que si l'opposition avait des scrupules et ne voulait pas voter les \$50,000,000 de la voirie, le gouvernement calmerait ses alarmes en ne dépensant pas un sou dans les comtés de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministre de la Voirie a-t-il l'intention d'affamer les comtés fidèles au Parti libéral? Le premier ministre a dit que le chef de l'opposition avait peur du ministre de la Voirie. Mais je pense que le premier ministre en a beaucoup plus peur que moi, du ministre de la Voirie.

On m'a dit que le chef du gouvernement a envoyé des enquêteurs à la voirie et que le ministre leur a dit de retourner voir ceux qui les avaient envoyés. Ils n'ont pas été très bien reçus, ils ont été mis à la porte. Cela indique que les relations ne sont pas cordiales entre les membres du cabinet.

(Mi-sérieux, mi-badin) Je demande, dit-il, que l'on fasse des travaux de voirie dans Saint-Hyacinthe pour ne pas mécontenter les bons nationaux. Le comté de Saint-Hyacinthe possède de très belles routes, mais les comtés voisins de Rouville et de Drummond font pitié.

Il demande au gouvernement de faire un bon chemin au moins dans Rouville s'il n'en fait pas dans Saint-Hyacinthe. Dans Verchères et Chambly aussi, ce serait bien utile. À Saint-Hyacinthe, on a fait une "couche d'amorçage". Il faut espérer qu'on n'arrêtera pas là.

Le gouvernement pratique beaucoup l'électoratisme. C'est très bien pour un temps. Mais un jour viendra où il ne pourra satisfaire toutes les demandes et alors ça n'ira plus aussi bien. On dit même qu'il est possible que nous ayons des élections dans six mois parce que le premier ministre juge que ce serait plus prudent. Il a peur d'attendre et il sent glisser son prestige.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, tout de suite dans deux jours.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, pas dans deux jours, mais dans deux fois trois mois peut-être.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On peut en avoir tout de suite si vous voulez, à Saint-Hyacinthe!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais pourquoi changer? En ce qui concerne le comté de Saint-Hyacinthe, ce serait inutile. C'est une très belle ville que Saint-Hyacinthe, nous sommes bien administrés. Même des gens de l'opposition disent que le gouvernement devrait aller là prendre des leçons d'administration. Ils disent que c'est un malheur que la province de Québec ne soit pas dans la même position.

Si vous ne donnez pas d'octrois, gardez-les. Car nous sommes assez riches pour ne pas nous vendre, même si on refuse de nous donner ce qui revient de droit à toutes les villes.

Quand le premier ministre a dit l'autre jour que je faisais ma cour au ministre de la Voirie, je comprends ce qu'il voulait. Le premier ministre aimerait mieux que je fasse la guerre à mort au ministre de la Voirie, mais le chef de l'opposition ne fera pas ce plaisir au chef du gouvernement.

L'honorable M. Leduc (Laval): Il y a un plan à être exécuté pendant quatre ans. La loi de la voirie a été présentée par le premier ministre et c'était correct parce qu'elle contenait une expression de politique et parce qu'elle entraînerait de très grandes répercussions dans l'économie de la province. Le ministère de la Voirie est exclusivement un ministère

d'exécution, contrairement à d'autres qui sont appelés à donner des directives, et il n'est pas chargé comme les autres ministères d'influencer la politique du gouvernement.

Cette année, la politique qui a été mise en application était celle du chef du gouvernement et il est temps de lui donner plus d'ampleur. C'est ce que permettra la loi dite du \$50,000,000. Le gouvernement n'a pas fait d'électoratisme avec la construction des routes et l'on s'est occupé de tous les besoins. L'opposition ne devrait pas faire de reproches à la Voirie parce qu'il n'y a guère de ministère qui se soit occupé si peu de la couleur politique des députés qui représentent les comtés où devraient être entrepris des travaux. Ainsi, on peut maintenant sortir plus facilement qu'autrefois de Saint-Hyacinthe. Saint-Hyacinthe est un grand centre et le gouvernement a voulu lui donner un réseau de routes, tel qu'il n'en a jamais eu jusqu'ici. C'est grâce à la politique nationale poursuivie avec une activité énergique. On a travaillé cet hiver aux mêmes prix que l'été dernier. C'est une grande économie. Au printemps, les touristes ne voyageront pas sur des chemins en construction.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande si on améliorera les chemins dans le comté de Rivière-du-Loup où l'on se plaint de la poussière. Le gouvernement semble se soucier très peu de la route de la Gaspésie.

L'honorable M. Leduc (Laval): La distance entre Québec et la Gaspésie est très considérable et l'on ne peut tout faire à la fois. Cependant, les chemins ont été améliorés et on continuera à les améliorer. Le gouvernement a entrepris des travaux dans cette direction et il les mènera à bonne fin et le plus tôt possible. Quant à l'enquête menée sur mon département, il s'agit là de "pure fantaisie". Il n'y a rien dans mon bureau qui soit fermé à clefs. Si jamais on veut faire des enquêtes sur mon département, on trouvera les tiroirs ouverts. Je n'ai rien à cacher. Toute personne autorisée pourra fouiller où elle voudra.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les tiroirs étaient ouverts et les portes aussi. Je n'ai jamais prétendu, dit-il, qu'on avait fait une enquête sur le département de la Voirie, mais qu'on avait bien tenté d'en faire une.

L'honorable M. Leduc (Laval) fait alors lecture d'une lettre d'un citoyen de Saint-Hyacinthe qui lui a adressé des félicitations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande le nom du phénomène qui lui a adressé une telle lettre.

M. Bastien (Berthier) demande s'il peut poser une simple question.

M. Tardif (Frontenac): Une question simple ou une simple question?

M. Bastien (Berthier): Nous ne sommes pas dans Pontiac ici. Il (M. Bastien) demande au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) pourquoi le gouvernement veut tant d'argent pour de l'outillage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien simple. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il ne restait plus rien.

M. Bastien (Berthier): Il y a eu une petite mésentente, l'été dernier, entre le premier ministre et le ministre de la Voirie. Le premier ministre a refusé d'approuver des contrats que son ministre désirait. Le premier ministre fait bien de se défier, plusieurs députés n'ont pas aimé son refus pour les contrats. Le ministre de la Voirie a son groupe de députés amis. Pourquoi le premier ministre se choque-t-il contre le ministre de la Voirie qui aime la paix et la concorde et qui attend le moment de dire: "Ça ne marchera pas comme cela?" Je conseille, dit-il, au premier ministre de faire attention, sans quoi il se fera supplanter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avais raison de dire que l'opposition manie l'encensoir devant le ministre de la Voirie quand il est ici. L'opposition ne devrait pas s'inquiéter. Elle peut rester tranquille car l'Union nationale est plus forte et plus unie que jamais. Je suis content que l'opposition félicite le ministre de la Voirie et j'espère que l'opposition félicite également le reste de ses collègues, car ils étaient tous de bons ministres.

Il (l'honorable M. Duplessis) parle d'une récente assemblée qui a eu lieu rue Saint-Denis, à Montréal. À cette assemblée, on a parlé de choisir un chef au Parti libéral. On a décidé que MM. Godbout et Bouchard n'avaient pas de chance. Quant au député de Berthier, on l'a écarté aussitôt en disant: "Nous ne sommes pas pour faire rire de nous". Me Philippe Brais semblait être le favori du groupe. C'est une bonne chose, car le Parti libéral resterait alors dans l'opposition encore 25 ans. J'espère que l'opposition va prendre ce qu'elle a de mieux. Il reproche au chef de l'opposition d'être devenu une véritable commère et de se fier à tout ce qu'on lui

rapporte. Je suis heureux, dit-il, qu'on ait adressé des félicitations au ministre de la Voirie.

L'honorable M. Leduc (Laval): Je nie les avancées des oppositionnistes. L'enquête dont on a parlé et qui aurait été faite dans mon département est une pure fantaisie, dit-il. À ma connaissance, il n'y a pas eu d'enquête. À tout événement, rien n'est plus facile que d'enquêter dans mon département.

Nous avons pris nos précautions et la meilleure des précautions est de ne pas poser d'actes répréhensibles. Pour ce qui est des contrats qui auraient été refusés par le premier ministre, jamais depuis que je suis ministre un incident pareil ne s'est produit. La méthode qui est prise pour m'attaquer est bien vieille. On n'a trouvé rien à critiquer dans l'administration de la Voirie.

J'avais les chiffres pour répondre. J'aurais voulu être attaqué dans mon administration, mais les membres de l'opposition ont choisi le vieux procédé qui consiste à détruire l'amitié et la loyauté qui doivent exister entre le chef du gouvernement et ses collaborateurs. Je le regrette fortement, dit-il.

Jamais de ma vie je n'ai été insulté comme cet après-midi. Je puis dire que jamais le premier ministre ne pourra avoir un collègue plus loyal que celui qui vous parle. Sa politique, je la partage, je l'aime, car je crois qu'elle est la meilleure qui ait été mise en pratique en cette province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des gens ne voient sûrement pas très clair, car il y a de la divergence d'opinion, cet après-midi, dans le parti de l'Union nationale, entre le premier ministre et le ministre de la Voirie.

Le premier ministre vient de déclarer qu'il est heureux parce qu'on a félicité le ministre de la Voirie et nous reproche de ne pas l'attaquer, et voici que le ministre de la Voirie pleure parce qu'il n'a jamais été l'objet d'attaques aussi injustifiables et s'indigne parce qu'on l'a insulté, lui et son chef.

J'admire la loyauté du ministre de la Voirie et l'humour du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie, qui est nouveau dans la politique, a dit qu'il était surpris de la perfidie de l'opposition. C'est là que nous ne nous entendons pas. Moi, je n'en suis pas surpris!

Je déplore, dit-il, qu'on perde tant de temps pour ne rien dire et je reproche à l'opposition de discuter sur toutes sortes de choses, sauf sur le crédit qui est à l'étude.

M. Bastien (Berthier): Je viens de découvrir, dit-il, que le ministre de la Voirie est éloquent. Je l'ai même trouvé très tendre à l'endroit du premier ministre. Mais je lui poserai une certaine question concernant un contrat qu'il a accordé dans le comté de Terrebonne. Et l'on verra bien si ce qu'il a affirmé n'est pas la vérité.

Quant à ce qui passe rue Saint-Denis à Montréal, je puis très bien renseigner le gouvernement. Il s'agit tout simplement de la réorganisation du Parti libéral. Ça vous fait mal, n'est-ce pas? Prochainement, nous allons nous choisir un chef.

Les ministériels s'amuse.

M. Bastien (Berthier): C'est le parti qui se réorganise... Nous ne choisirons pas un homme pour être le chef et un autre pour nommer les ministres comme cela s'est passé du temps que le premier ministre siégeait à gauche de l'Orateur.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Et vous autres, qu'allez-vous devenir?

M. Bastien (Berthier): Ce ne sera pas comme l'entente Duplessis-Gouin. Il (M. Bastien) parle de la convention libérale dont la date sera annoncée ces jours-ci. Tous ceux qui ont reçu le "coup de poignard" du premier ministre, MM. Paul Gouin, Lacroix, Houde, Sauvé et les autres seront avec les libéraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député ne devrait pas parler de poignard, ce n'est pas juste pour M. Gouin! Je m'oppose à ce qu'on dise de telles choses. J'admets que je ne partageais pas les idées politiques de M. Gouin, mais je ne permettrai jamais qu'on l'insulte. On n'a pas le droit, pour l'humilier, de se servir de semblables expressions.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre s'emporte, car il n'aime pas la goutte de sang. Le premier ministre n'est visiblement pas de bonne humeur. Il a eu, autrefois, un mauvais entourage. Parlons alors des amis que le chef du gouvernement a assommés.

Il a trahi MM. Houde et Gouin et assommé cet avant-midi son autre ancien chef, M. Lacroix. Si c'est vrai ce que le premier ministre a dit de M. Lacroix aux comptes publics, il n'était pas fier sur le choix de ses amis, en 1935.

M. le président: À l'ordre, à l'ordre. Nous sommes sur un item qui a trait aux outillages. On est loin de l'outillage.

M. Bastien (Berthier): Mais non, c'est pour ça que je parlais de poignard. C'est un outil.
(Rires)

Des députés ministériels demandent alors que le crédit de \$650,000 soit voté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je m'y oppose, dit-il.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des chemins d'hiver (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes-divers (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour l'entretien des palais de justice et des prisons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est correct.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration à Spencer Wood, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre avait dit qu'il était en faveur, autrefois, de l'abolition de Spencer Wood.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre, lorsqu'il était dans l'opposition, disait être opposé à cette dépense.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais ni privément ni publiquement fait cette promesse et préconisé l'abolition de Spencer Wood. Les besoins des autres provinces ne sont peut-être pas les mêmes que les nôtres dans ce domaine. Au contraire, c'est une tradition à laquelle la province doit tenir. Au Québec, il lui semble qu'il est nécessaire de maintenir Spencer Wood dans une mesure raisonnable. Le lieutenant-gouverneur ne peut pas être remplacé de manière avantageuse par le juge en chef, puisque le représentant du roi était lié à l'administration par ses fonctions. La politique du gouvernement de l'Union nationale est de maintenir le lieutenant-gouverneur et sa résidence selon la meilleure tradition du Québec. Le gouvernement est opposé à la disparition de Spencer Wood parce qu'il calcule que la résidence du représentant du roi est une heureuse nécessité. Nous sommes tous en faveur de conserver la résidence comme elle se doit de l'être.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'avez pas toujours préconisé cela. Celui que vous pressiez sur votre cœur, le député de Québec-Est (M. Drouin), ancien ministre des Terres et Forêts, disait que le gouvernement abolirait Spencer Wood dès son arrivé au pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Est (M. Drouin)⁴ est libre de ses opinions. L'abolition de Spencer Wood était aussi dans le programme de Parti libéral en 1897. Mais ce programme fut envoyé au musée. Arrivé au pouvoir, le gouvernement libéral n'a jamais plus reparlé d'abolir Spencer Wood qui n'a jamais coûté aussi cher que sous l'administration antérieure à la nôtre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand fera-t-on l'abolition du Conseil législatif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En temps et lieu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelles sont les dépenses totales de Spencer Wood?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Trente mille dollars. De votre temps, elles étaient de \$150,000 par année.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les prévisions révèlent que les dépenses annuelles de Spencer Wood, même actuellement, sont d'environ \$70,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les \$30,000 ne comprennent pas les salaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour annexe au palais de justice de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier) s'informe de la nature de ces travaux.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est pour agrandir la prison. (Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour restauration du palais de justice et de la prison de Saint-Jean (Saint-Jean), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On remarquera la largeur de vue du gouvernement qui fait des réparations importantes dans un comté qui a toujours voté libéral depuis la Confédération. Mais c'est peut-être pour cela aujourd'hui qu'on fait agrandir la prison. (Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat, agrandissement et restauration du palais de justice et prison de Sainte-Anne-des-Monts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agrandissement du palais de justice et de la prison de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Des voix: Adopté. Adopté.

M. Dubé (Rimouski): Cela représente une amélioration qui s'imposait depuis longtemps. Grâce

à la saine administration de l'Union nationale, nous avons pu faire cette amélioration que l'ancien régime nous refusait. Il (M. Dubé) parle des beautés de son gouvernement⁵.

M. Boyer (Châteauguay): Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison de Matane, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Rivière-du-Loup, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est un entrepôt frigorifique que j'ai demandé pour mon comté et c'est une voûte pour des documents qu'on me donne au Palais de justice de Rivière-du-Loup.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel du Gouvernement, "Édifice A", pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Escalier de communication entre la Cour supérieure et la Cour de circuit et aménagement en meubles métalliques (voûtes) - Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose de passer à d'autres crédits.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela est assez pour l'après-midi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est difficile de refuser quelque chose à l'opposition. Nous allons ajourner pour lui permettre de se reposer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On va vous donner une bonne soirée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pour ne pas perdre cette chance, nous allons siéger ce soir.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 5 h 45.

Deuxième séance du 5 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 8 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Indemnité des parlementaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 90 relatif à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que conformément à la loi qui sera basée

sur la présente résolution, les indemnités et allocations des membres du Conseil législatif et de ceux de l'Assemblée législative soient, à compter du 26 janvier 1938, payées comme elles l'étaient avant la réduction apportée par la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 10, section 2.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que c'est que ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un bill pour rendre justice à tout le monde.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement fait cette proposition à l'improviste. Ça fait un bon pousse-café. Je vois que le chef du gouvernement pense maintenant comme je pensais il y a deux ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Justement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les membres du Conseil consentiraient-ils à rétablir sur leur base normale leur indemnité et celles des députés? Le premier ministre a-t-il peur que le Conseil législatif s'oppose à ce bill? Le lieutenant-gouverneur va-t-il approuver cette mesure?

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec plaisir. Il va penser que ça vaut bien cela pour endurer l'opposition.

(Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 90 relatif à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ouvriers atteints de silicose

M. Labbé (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 protégeant les ouvriers atteints de silicose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Labbé (Mégantic) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

M. le président fait lecture du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève et félicite le député de Mégantic (M. Labbé).

M. Perron (Beauce) adresse des félicitations au député de Mégantic. Il se fait l'interprète des mineurs de Broughton-Est.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Labbé (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les petites sœurs franciscaines de Marie

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 modifiant la charte de "Les petites sœurs franciscaines de Marie".

Adopté.

En comité⁷:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce bill est présenté pour régler une fois pour toutes une question de taxes dans le comté de Charlevoix.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. La présente loi n'a pas l'effet de dispenser la corporation de payer les taxes municipales et scolaires et les cotisations qui lui ont été imposées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et la corporation devra acquitter sa quote-part des dettes actuelles des municipalités et commissions scolaires, eu égard aux chiffres actuels de l'évaluation imposable des immeubles qu'elle possède dans leur territoire, de la même manière que si les immeubles exemptés de taxes par la présente loi étaient détachés de tel territoire et les municipalités et commissions scolaires intéressées sont autorisées à effectuer par résolution le règlement de cette quote-part, d'accord avec la corporation. La corporation devra payer, en règlement de toutes cotisations imposées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pour la construction ou la réparation d'églises, presbytères et cimetières, la valeur actuelle des versements à échoir calculée au taux de cinq pour cent l'an."

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) présente quelques amendements, dont l'un fixe les montants que les religieuses devront payer aux diverses municipalités: corporation du village, \$10,000; Commission scolaire, \$5,000; Corporation de Saint-Pierre et Saint-Paul, \$1,500; Commission scolaire de Saint-Pierre et Saint-Paul, \$500; corporation municipale de la Rivière-du-Gouffre, \$50.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce l'hôpital auquel le gouvernement a voté un octroi de \$2,000?

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Oui, pour un laboratoire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'hospice ne recevait-il pas avant \$600 par année?

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Il recevait une allocation de \$50 par mois. C'était pour une sténographe qui n'a jamais existé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et le laboratoire, lui, existe-t-il?

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Oui, les instruments ont été achetés. Je puis produire les factures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tous les \$2,000 ont été consacrés à cette fin?

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): En effet. L'hospice avait toujours été négligé autrefois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que le député de Charlevoix n'est pas employé à cet hôpital?

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) va répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève. Si le chef de l'opposition veut faire des déclarations contre un député, il n'a qu'à procéder de la façon régulière.

Il est étrange de constater que le chef de l'opposition fasse toujours des objections lorsqu'il s'agit des communautés religieuses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement empêche l'opposition de faire entendre des témoins au comité des comptes publics et il veut maintenant la bâillonner en Chambre.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Il y a sept ans que je suis médecin à Baie-Saint-Paul et il y a sept ans que je suis médecin à l'hospice.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et le salaire n'a pas changé?

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mettez ça dans vos valises, en passant.

L'article 4 est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. Pour tenir lieu des taxes et contributions municipales et scolaires affectant les immeubles exemptés d'imposition par la présente loi, et pour acquitter sa quote-part des dettes des municipalités et commissions scolaires, la corporation paiera, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la sanction de la présente loi, les montants suivants, savoir:

"À la corporation du village de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, la somme de huit mille dollars;

"Aux commissions scolaires dudit village, la somme de cinq mille dollars;

"À la corporation de la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, la somme de mille cinq cents dollars;

"Aux commissaires d'écoles de ladite paroisse, la somme de mille dollars;

"À la corporation de la Rivière-du-Gouffre, dans le comté de Charlevoix, la somme de cinquante dollars."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 7, ainsi que le préambule, sont adoptés

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements⁸. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Saint-Laurent

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines

L'ordre du jour appelle la première lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 modifiant la loi des mines de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que l'Assemblée législative accepte les amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant:

"Les six derniers alinéas de l'amendement 1 sont remplacés par les suivants:

"54b. Lorsqu'une personne est injustement en possession d'un terrain couvert par un claim minier ou par un permis de mise en valeur et refuse de déguerpir ou d'en abandonner la possession, le détenteur du claim ou du permis de mise en valeur, ou le ministre des Mines et Pêcheries, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut demander à un juge de la Cour supérieure ayant juridiction dans le district où le terrain est situé, par requête dûment signifiée avec un avis d'au moins dix jours francs de la date de sa présentation, l'ordre prévu au deuxième alinéa.

"Le juge, sur preuve satisfaisante que telle personne est injustement en possession dudit terrain, doit accorder un ordre enjoignant à cette personne d'en abandonner la possession et de déguerpir.

"Cet ordre a le même effet qu'un bref de possession, et le shérif ou tout huissier à qui il est remis pour être exécuté doit le faire de la même manière qu'il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire.

"Les procédures prévues au présent article sont réputées matières sommaires et les dépens sont ceux d'une instance de première classe en Cour de magistrat de district.

"Les maisons ou autres bâtiments habités ou possédés par une personne ayant reçu d'un juge l'ordre d'en abandonner la possession ou de déguerpir, deviennent la propriété de la Couronne trente jours après l'expiration du délai d'exécution fixé par le juge."

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

Industrie du cidre de pomme

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 85 favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Que, nonobstant toute disposition contraire de toute loi générale ou spéciale, le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les limites des pouvoirs qui sont conférés à la Législature par la Constitution canadienne, pourra réglementer la fabrication et la vente des cidres dans la province, déterminer les droits de fabrication et de vente et décréter des sanctions pour infractions aux règlements adoptés sous l'empire de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les résolutions initiales que j'ai vues, dit-il, et qui ne sont pas les mêmes que celles qu'il s'agit d'adopter, comportaient une dépense de \$200,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas d'autoriser le gouvernement à faire des dépenses, mais simplement de permis. Le chef de l'opposition a rêvé qu'il y en avait une.

M. Barré (Rouville): C'est bon du cidre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Lorsqu'il ne goûte pas le bouchon.

M. Barré (Rouville): Il goûte le bouchon lorsque l'on bouche les bouteilles avec les bouchons de l'ancien régime.

Avec les bouchons du nouveau régime, le cidre sera excellent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas rêvé, mais on a dû changer les résolutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les \$200,000, c'était pour le sucre d'érable. Le chef de l'opposition a dû prendre du cidre. C'est moi-même qui ai fait la loi, et je suis certain qu'il n'y eut pas d'autres résolutions.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel montant le gouvernement entend-il dépenser?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une résolution pour nous autoriser à dépenser de l'argent, mais pour nous autoriser à en retirer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Franchement, on peut me jouer des tours, mais pas un comme celui-là.

(Rires)

Je suis certain qu'il y avait d'autres résolutions. Je vois que le premier ministre commence à faire machine-arrière. C'est bien ça. C'est un bill qui ne signifie rien maintenant et nous allons le voter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je signale l'admission de l'opposition qui s'empresse de voter des résolutions qui ne disent rien.

M. Barré (Rouville): Lorsque j'ai demandé d'abord la passation de cette loi, je voulais qu'on dépense entre \$25,000 et \$50,000⁹ pour le développement du cidre de pomme dans la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'on le demande et nous allons le voter avec plaisir, mais qu'on nous dise de quelle façon on va dépenser cet argent. Qu'entend-on faire?

M. Barré (Rouville): Encourager la production du cidre de pomme. Le chef de l'opposition a parlé tout à l'heure de plusieurs résolutions. Pour ma part, je n'ai vu qu'une seule résolution, mais je puis me tromper, car je n'ai pas vu tout ce qu'il y a dans le monde.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Riant aux éclats) Ça paraît, comme d'ailleurs toute la Chambre.

M. Barré (Rouville): On demande quatre choses: le contrôle de la fabrication du cidre; l'établissement d'une licence suffisante pour protéger les producteurs et éviter la création d'un monopole; une législation qui rendra légales la vente et la fabrication du cidre en toute sécurité; et enfin, une campagne de publicité.

Je suggère, dit-il, que le gouvernement vote une somme de \$25,000 à la prochaine session pour mieux faire connaître l'industrie du cidre de pomme. La fabrication du cidre permettrait aux fermiers d'utiliser leurs récoltes de deuxième et de troisième

catégories. Je suggère l'établissement d'une licence pour assurer sa réglementation et j'entrevois la possibilité de développer une industrie de chez nous rentable, dont la croissance est interdite par la loi actuelle concernant les boissons alcooliques. Je remercie le gouvernement pour son attitude relative à l'égard la situation.

M. Boiteau (Bellechasse) rappelle qu'il fut le premier à présenter l'an dernier une motion demandant l'encouragement que le gouvernement accorde aujourd'hui à l'industrie du cidre, motion à la suite de laquelle le premier ministre promit l'adoption prochaine d'une loi. Il ne s'agit que de permettre la vente légalisée du cidre.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 85 favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Turcotte) que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que le premier ministre de la province, alors qu'il était chef de l'opposition, a promis à différentes reprises que le gouvernement demanderait des soumissions publiques avant d'accorder des contrats;

"Attendu que le gouvernement n'a pas rempli cette promesse du premier ministre et a donné plusieurs contrats sans demander de soumissions publiques;

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, blâme le gouvernement d'avoir accordé des contrats pour des montants considérables sans demander de soumissions publiques par la voie des journaux."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre immédiatement. On n'a pas le droit de mettre dans la bouche du premier ministre les paroles qu'il n'a pas prononcées. Je n'ai jamais fait la promesse mentionnée dans l'amendement, dit-il, et celui-ci est, en conséquence, irrégulier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je m'y attendais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette motion n'est pas dans les règlements.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Qu'est-ce qu'il y a encore?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a que la première partie comporte des allégations fausses. Je n'ai jamais promis ni dans cette Chambre ni ailleurs de demander des soumissions publiques. J'ai blâmé l'ancienne administration de ne l'avoir pas fait. Mais avec le gouvernement actuel, ce n'est pas nécessaire. On obtient maintenant sans soumissions des meilleurs prix que l'ancien gouvernement. Je déclare que cette motion est hors d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est à l'Orateur de décider cela. Par de récentes décisions, l'Orateur a décrété que ce n'est pas à la Chambre d'apprécier les faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'est pas question de faits en ce moment. Je veux qu'on s'en tienne aux règlements. J'ai fait une déclaration qu'on est obligé d'accepter. Si l'on veut biffer la première partie de la motion, celle-ci pourra ensuite être soumise à la Chambre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais tout le monde sait que le premier ministre a fait cette promesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne un point d'ordre: le député de Rivière-du-Loup est obligé de prendre la parole d'un collègue. Je déclare à nouveau que jamais je n'ai promis cela. Et je dis que ce n'est pas nécessaire sous le régime actuel de demander des soumissions publiques pour accorder des contrats. Nous ne le faisons pas et nous obtenons des prix encore bien meilleurs que sous l'ancien régime. C'est parce que les pieuvres qui suçaient l'ancien régime ne font plus affaire avec le gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre n'est pas sérieux. Le premier ministre parle des pieuvres qui suçaient l'ancien régime, mais il n'y a rien de changé. Ils sont encore là. Les entrepreneurs qui faisaient affaire avec l'ancien gouvernement ont encore des contrats du gouvernement actuel. Et personne ne s'est appauvri. Nous avons le droit de présenter cette motion pour rappeler au gouvernement ses promesses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie avoir fait cette promesse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) cite certains noms d'entrepreneurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite des noms d'entrepreneurs.

M. Bastien (Berthier) se lève et lit des extraits de discours du premier ministre où il est question de contrats sans soumissions. Il (M. Bastien) rappelle le discours du premier ministre à la Baie-du-Fèvre, pour démontrer qu'il a promis d'ouvrir des soumissions publiques pour les travaux du gouvernement. Le premier ministre, dit-il, a déclaré que "rien qu'en donnant des soumissions, l'on pouvait sauver \$2,000,000 à la province." Il cite plusieurs journaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces extraits confirment ce que je prétends, car pas un de ces journaux ne dit la même chose. Ce que j'ai déclaré, c'est que l'ancien régime aurait épargné \$2,000,000 à la province s'il avait demandé des soumissions pour la distribution de ses contrats. Mais pour les travaux de chômage, alors qu'il faut

réadapter les chômeurs au travail, il est impossible de procéder ainsi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les \$51,000,000 de l'emprunt Pitfield, ce n'étaient pas des travaux de chômage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela a fait chômer la Banque de Montréal.

M. l'Orateur suppléant maintient le point d'ordre du premier ministre et rejette l'amendement du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

Il déclare que l'amendement est irrégulier parce qu'il prête à un membre de la Chambre une déclaration que celui-ci nie avoir faite.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) en appelle de la décision de l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Béïque, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Rochefort, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 56.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Messier, Turcotte, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est maintenue.

M. Bastien (Berthier) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier):

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que le gouvernement de Québec est composé actuellement de quatorze ministres;

"Attendu qu'il y a lieu de réajuster les différents ministères de façon à réduire le nombre actuel des ministres;

"Attendu que le premier ministre actuel, alors qu'il était chef de l'opposition, a demandé à plusieurs reprises la diminution du nombre des ministres et a promis à l'électorat qu'une telle diminution serait faite;

"Attendu que le fait pour un gouvernement de ne pas remplir ses engagements et ses promesses est de nature à mécontenter la population de cette province, à diminuer sa confiance dans l'autorité légalement constituée, à l'inciter au désordre;

"Attendu qu'une population mécontente et dont le respect pour l'autorité établie diminue, est une proie facile pour les idées subversives et communistes;

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, recommande l'adoption immédiate des mesures nécessaires pour diminuer le nombre des ministres et les dépenses de l'administration de la chose publique."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La proposition est hors d'ordre. Elle est tellement ridicule qu'il est bon de l'ajouter à l'opposition.

(Rires)

M. l'Orateur suppléant déclare ce deuxième amendement irrégulier. Le nouvel amendement est entaché des mêmes objections que l'amendement précédent et, en conséquence, dit-il, je dois le déclarer hors d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Très bien.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'en appelle de la décision de l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur,

Langlais, Larivière, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Rochefort, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 57.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Hamel, Lawn, Marcoux¹⁰, Messier, Turcotte, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École des gardes-forestiers "construction et équipement", (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions sept cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour ponts et chemins de la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier): Où seront faits les principaux travaux?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

Le gouvernement a construit cette année 150 milles de nouveaux chemins en sorties nécessaires pour les terres de colons établis et 2,300 milles de chemins améliorés. La route de traverse dans la Gaspésie s'impose et sera probablement achevée cette année. Le département terminera également la route Portneuf-Baie-Comeau.

M. Lesage (Abitibi): Il faut tellement de chemins pour simplement permettre aux colons d'avoir des sorties sur les grandes artères que toute la somme de \$4,755,000 ne serait pas de trop, rien que dans mon comté.

M. Bastien (Berthier) insiste sur sa question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est impossible de dire cela.

M. Bastien (Berthier) s'enquiert de la construction de la route de Sainte-Anne à Cascapédia, au-delà de \$100,000, en travers de la Gaspésie. Il (M. Bastien) fait écho à la rumeur voulant que des soumissions aient été demandées puis que les travaux aient ensuite été exécutés en régie.

Le plus bas soumissionnaire n'aurait pas eu le contrat. Il croit savoir que le ministre avait chargé un Italien de son comté de surveiller les travaux, faits en régie, mais que ça coûtait plutôt cher. Il ajoute qu'il ne veut en rien attaquer le caractère du ministre.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Le chemin de Sainte-Anne à Cascapédia va raccourcir de 75 milles le chemin pour les gens de la Gaspésie; cette route était réclamée depuis 30 ans. Elle sera terminée cette année. On construit aussi une autre route sur la rive nord, de la rivière Portneuf dans le comté de Charlevoix à Baie-Comeau, développement qui s'impose par suite de l'ouverture de Baie-Comeau comme marché pour les colons et l'agriculture.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): L'ancien gouvernement, dit-il, a construit dans mon comté, des ponts sur des rivières, mais sans chemin pour accéder auxdits ponts.

M. Perron (Beauce) demande des chemins pour certaines paroisses de colonisation de la Beauce.

M. Bastien (Berthier) insiste sur sa question.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): J'ai demandé, dit-il, des soumissions et j'ai pris les meilleures conditions. Il est faux que le contrat ait été accordé à un Italien de mon comté de Saint-Jacques comme le prétend le député de Berthier.

La résolution est adoptée

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction de chemins de mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national, (Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) parle de l'administration "scandaleuse" des octrois votés pour aider les pêcheurs en Gaspésie. D'après les plaintes par lui reçues, on se sert des octrois pour donner des privilèges à certains marchands de poisson du comté de Matane où il ne se pêche pas de morue, alors que les octrois sont destinés aux pêcheries maritimes.

Le département donne des octrois aux marchands de poisson de Matane, de façon à ce que ces marchands peuvent payer plus cher le poisson acheté des pêcheurs, au détriment des marchands de poisson de Gaspé où il s'en pêche en abondance, dont certains seraient ainsi placés en fâcheuse situation. Ils ont souffert par suite de cette concurrence déloyale. Ces derniers sont concurrencés sur les marchés de Montréal par les électeurs du député de Matane (l'honorable M. Gagnon) qui est, en plus d'être ministre des Pêcheries, député de Matane.

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) de préciser ses accusations, de citer les noms de ceux qui exploitent les pêcheurs et les commerçants qui se sont plaints et des faits précis, s'il en a le courage et s'il prétend que ces irrégularités ont été commises.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est au ministre à donner les noms et non pas à moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition s'y prend curieusement pour attaquer le gouvernement. Il ne prend pas des faits prouvés, bien établis, mais il se sert de commérages. Il dit qu'il a entendu dire, qu'il est rumeur au coin de la rue, que dans la ville on dit, etc., etc. Il ne devrait pas procéder ainsi et il se fait du tort. Car il en court des commérages sur le chef de l'opposition. Et je trouve cela tellement injuste que je passe mon temps à le défendre, à dire que ce n'est pas vrai. Je défends le chef de l'opposition contre les on-dit; le chef de l'opposition devrait faire attention.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce ne sont pas des commérages, mais des faits qui se sont

passés en juillet 1937. Le ministre doit savoir à qui on a payé les octrois et d'où vient cette concurrence mystérieuse par les marchands de poisson de Matane.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Que le chef de l'opposition ait donc le courage de porter ses accusations comme un homme, de citer des noms et des faits, au lieu de rester dans le brouillard, et alors, s'il est un homme, de mettre son siège en jeu sur la véracité des faits qu'il entend prouver.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne mettrai pas mon siège en jeu, mais je dis que le ministre devrait donner lui-même les noms.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je sais qu'il y a des exploiters qui ont rôdé autour du bureau du chef de l'opposition, depuis 15 jours. Si le chef de l'opposition a du courage et du cœur, qu'il nomme les noms des gens qui se cachent derrière ses petits papiers.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais en donner des noms et citer des faits et par des hommes qui sont quelqu'un.

Un député: Allez-y, allez-y!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et des hommes qui sont des rouges et des bleus.

Des députés: Mais nommez-les donc!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) commence alors lecture d'une déclaration signée par M. Alfred Hachez, de Port-Daniel.

Une voix: C'est ça qui est intelligent!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) proteste à forte voix.

Des députés: Fâchez-vous pas, le père.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) lit la déclaration suivante:

"Je, soussigné, Alfred-J. Hachez, gérant de la Salt Water Fish Co. Reg'd, de Port-Daniel, déclare ce qui suit:"

"Au commencement de juillet 1937, je me suis aperçu, par le prix infime que les acheteurs de

poisson en gros me payaient, qu'il y avait quelque chose qui ne marchait pas dans le commerce du poisson. J'ai alors fait une enquête sur les conditions du marché, ayant reçu une lettre de M. Atchison, courtier en poisson de la ville de Montréal, dans laquelle ce monsieur m'avisait que le poisson de Matane entrait à Montréal à des prix de 4 à 5 sous la livre environ et qu'il était informé que le département des Pêcheries remboursait aux expéditeurs de Matane environ 2 sous la livre."

"Dans un voyage que je fis ensuite à Montréal le 22 juillet 1937, j'ai découvert que cette information était vraie et à cette même date j'ai rencontré M. Gibaut, surintendant des Pêcheries maritimes avec M. Eugène Morin, un de ses assistants. Je leur ai dit que je venais d'apprendre qu'on favorisait certains expéditeurs de Matane au détriment des commerçants et des pêcheurs de la Gaspésie et que j'allais dénoncer le département. Ceci se passait à l'Hôtel Windsor. Sur ce, M. Gibaut me dit aller au bureau de M. Robert Allan et que ce monsieur réglerait tout à ma satisfaction et qu'à partir de cette date je joindrais le groupe des privilégiés. Je me suis rendu chez monsieur Allan et là il m'a donné un acompte de \$50.00 sur les pertes que j'avais subies, me promettant de me régler la balance sur reçu d'expéditions.

"Je suis retourné à Port-Daniel et je suis allé veiller chez un de mes confrères, M. René Roy, et nous avons causé de l'affaire. Au cours de la soirée, M. Roy reçut un téléphone de longue distance de M. John Martin de la Saguenay Fish Co. M. René Roy avait 3,000 livres de filet prêt à expédier le lendemain matin. M. Martin lui conseilla de le faire geler parce qu'il était impossible de rencontrer le prix de la concurrence mystérieuse. Là-dessus, j'ai expliqué l'affaire à M. Roy.

"Subséquemment, j'ai rencontré à Bonaventure le ministre des Pêcheries, M. Gagnon, son sous-ministre, M. Richard, et le député Jolicoeur. M. René Roy était présent de même que le révérend Bourdages, curé de Port-Daniel et le maire J.-E. Michel de Port-Daniel. Alors le révérend Bourdages demanda au sous-ministre et à ses officiers s'il n'était pas vrai que des octrois étaient donnés aux pêcheurs de Matane au détriment des commerçants et des autres pêcheurs de la Gaspésie. Le sous-ministre affirma qu'il n'y avait absolument rien de payé en octrois à qui que ce soit.

"Sur ce, le révérend Bourdages me dit: "M. Hachez, vous m'avez donc trompé en me disant que certains expéditeurs de Matane avaient la préférence." J'ai répondu: "Je ne vous ai pas trompé,

c'est le sous-ministre qui vous trompe." J'ai alors fourni les explications dont j'ai parlé ci-dessus."

"Là-dessus, le sous-ministre admit que c'était vrai, mais qu'il ne fallait pas le crier sur les toits. Ensuite, le ministre nous invita à venir le rencontrer à son bureau à Québec. Nous y sommes venus, M. J.-E. Michel, maire de Port-Daniel, M. René Roy, commerçant de poisson et moi-même. Nous avons rencontré le ministre. M. Roy reçut la promesse de divers octrois, et M. Michel, celle d'une position qui lui fut accordée le jour même comme inspecteur de Pêcheries.

"Quant à ce qui me concerne, je n'ai rien reçu après avoir obtenu \$50.00 qui m'a été remis par M. Allan avec promesse de me payer la balance de mes pertes.

"(Signé) Alfred-J. Hachez.

"Assermenté devant moi,

"Me Charles Delagrave, notaire,

"Québec, ce 31^e jour de mars 1938."

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande de produire le document sur la table.

Dépôt de documents:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre une déclaration de M. Alfred-J. Hachey de Port-Daniel, faite sous serment devant Me. C. Delagrave, le 31 mars 1938. (Document de la session no 32)

Le débat se poursuit sur la résolution 6 qui se lit comme suit:

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'opposition avait pu convoquer les témoins, la chose serait venue devant l'enquête des comptes publics.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Cette déclaration est pour le moins surprenante, puisque tout récemment, M. Grégoire Archambault de Newport, lors de la dernière assemblée du conseil de comté, a présenté un vote de remerciement au gouvernement pour l'aide que ce dernier a donnée aux pêcheurs. Or, M. Charbonneau est un gros marchand de poisson et

un chef libéral très influent. De plus, je reçois tous les jours, dit-il, de tous les coins de mon comté des témoignages de remerciements envers le gouvernement pour l'aide donnée aux pêcheurs.

Il cite une résolution du conseil municipal de Gaspé votant des remerciements au ministère pour l'administration adéquate des octrois, pour l'aide qu'il a donnée aux pêcheurs. Il affirme que jamais auparavant sous les libéraux les choses n'avaient été aussi bien pour les gens de son comté et qu'ils se rendaient compte que le gouvernement actuel répond à leurs besoins, des besoins qui ont été ignorés par les libéraux lorsqu'ils ont dirigé la province pendant 40 ans.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La déclaration lue par le chef de l'opposition (M. Bouchard) se réduit à peu de chose. Le chef de l'opposition a lu fort pour donner le change sur la valeur médiocre de son document. Le M. Hachez en question a rôdé depuis quelque temps autour des bureaux de l'opposition où le chef l'a accueilli fraternellement. Il aurait dû d'abord se renseigner. Car qui est ce M. Hachez? Le M. Hachez dont il est question n'a pas d'expérience, il a été un marchand de poisson, pas un pêcheur, perpétuellement mécontent, que l'on a reçu à bras ouverts, un mécontent qui était mécontent sous l'ancien gouvernement.

Il l'a été de M. Pierre-Émile Côté, ancien député du comté, comme il l'est du député actuel de Bonaventure (M. Jolicoeur) et du ministre. Pourtant il n'avait pas raison de se plaindre, car M. Hachez a été traité sur le même pied d'égalité que tous les autres pêcheurs. Je n'ai pas traité, dit-il, les gens de mon comté d'une manière différente de ceux des autres comtés. Ainsi, j'avais demandé et j'ai reçu un octroi de \$550 au cours de l'été dernier pour construire une neigère et améliorer son outillage de pêche.

Le monsieur a empoché l'argent, obtenu d'ailleurs sous de fausses représentations, puis il a vendu tout de suite son établissement à un ami personnel, M. René Roy¹¹. Puis, peu de temps après avoir vendu son établissement à M. Roy, il a demandé une position au gouvernement en se disant pauvre et dans le besoin. Inutile de dire qu'il a été éconduit. Il y a plus: deux mois après la vente de son établissement et du premier octroi, il a demandé un autre octroi de \$800 pour recommencer de nouveau. Le gouvernement a refusé d'octroyer ce prêt lorsqu'il a réalisé que l'on essayait de le rendre complice de l'exploitation, d'où son mécontentement, car nous ne

voulons pas faire affaire avec des maîtres chanteurs et des exploiters qui vont ensuite s'abriter sous l'aile protectrice du chef de l'opposition.

Il n'y a pas un seul commerçant de Matane qui ait reçu un octroi pour construire des neigères ou s'outiller pour le commerce des articles de pêche. M. Roy, qui a acheté l'établissement de M. Hachez, ne se plaint pas, lui. Il habite la province depuis seulement quatre ans, il vient d'une des Provinces maritimes où il a travaillé. S'il y a eu vol et malversation, le chef de l'opposition doit maintenant savoir où ils se trouvent et il n'est pas étonnant que le chef de l'opposition accueille, comme la poule couveuse sous son aile, les malversations et les malfaiteurs. Du moins, il ne devrait pas s'en vanter.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministre n'a pas répondu à la principale question; savoir si les marchands de Matane ont eu des octrois qui leur permettaient de vendre à meilleur marché en ruinant ainsi les marchands de poisson de la Gaspésie. Je demande, dit-il, au ministre des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) de répondre aux accusations contenues dans l'affidavit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas que le chef de l'opposition fasse tant de bruit autour de cette affaire. En supposant que tout ce qu'il a dit est vrai, qu'est-ce que cela veut dire en somme? C'est que le ministre des pêcheries aurait accordé des octrois aux pêcheurs de Matane pour encourager la vente du poisson. Quel mal peut-il y avoir à cela? Mais voyez-vous la grande délicatesse d'âme du chef de l'opposition et comme il est tendre aux nuances délicates de conscience.

L'opposition, plutôt que de lancer de la boue aux fonctionnaires du ministère des Pêcheries, devrait se rappeler ce qui s'est passé sous l'ancien régime comme l'a révélé le comité des comptes publics en 1936. Il n'y a pas de scandale à aider les pêcheries, mais il y avait scandale dans le temps où il était au pouvoir. Il y avait le député de Gaspé Nord, M. Thomas Côté qui faisait construire des barges de pêche avec octroi de \$50. Il les faisait construire pour \$15 et mettait \$35 dans sa poche.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est pas prouvé!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, ça a été prouvé à l'enquête des comptes publics et, si vous y tenez, nous sommes capables de le prouver de nouveau. Le même député faisait construire des ponts

sans l'autorisation du département, et il y avait le député de Gaspé-Sud, du temps, le député Chouinard, qui prenait les chèques destinés aux fils de cultivateurs, forgeait la signature et empochait l'argent. Ce sont là des scandales, et prouvés...

M. Bastien (Berthier) soulève un point d'ordre. On est un peu loin de la question et on n'a pas le droit d'essayer de faire oublier un scandale actuel en faisant allusion à d'autres scandales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est ridicule de parler de scandales, parce que le gouvernement aurait donné des octrois pour encourager les pêcheurs. Le monsieur qui est si scandalisé est le même qui a fait du favoritisme éhonté. Il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille du chef de l'opposition. Le député de Saint-Hyacinthe l'a mise au nom de sa fille.

Et il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, comme Orateur de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. En voilà un, un véritable scandale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est si mal pris que le premier ministre, au lieu de discuter la question, prend une voie d'évitement...

M. Boyer (Châteauguay): Votre Hachez qui vous a donné cette déclaration m'a l'air d'être un voyou¹²!

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit d'insulter qui que ce soit, même un étranger, et les règlements de la Chambre sont formels sur ce point.

M. Boyer (Châteauguay): Mais votre M. Hachez, en définitive, a voulu voler le gouvernement, et la preuve, c'est qu'il prétend lui-même avoir accepté \$50 pour se taire...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi le gouvernement donne-t-il des octrois aux pêcheurs de Matane seulement, ruinant ainsi les pêcheurs des autres parties de la Gaspésie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition fait du tintamarre pour rien. On ne peut alléguer de meilleure preuve que les

octrois étaient réguliers, que le fait signalé par le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), savoir qu'un gros marchand de Newport et un grand chef libéral, a dit exactement le contraire de ce que prétend M. Hachez.

Mais il est un degré où le chef de l'opposition est descendu où je ne le croyais pas capable. C'est lorsqu'il a injurié basement M. Richard, le sous-ministre des Pêcheries, dont l'intégrité est saluée par tous et que nous nous plaçons à reconnaître. M. Richard n'est pas un des nôtres, car il est un libéral, ancien secrétaire de Sir Lomer Gouin et sous-ministre pendant plusieurs années sous le régime Taschereau.

Le chef de l'opposition, en acceptant la déclaration Hachez, a dit qu'il était un menteur. Il a décerné le même certificat à M. Gibaut, aussi un libéral et un fonctionnaire de l'ancien gouvernement. C'est lui, le chef de l'opposition, qui s'acharne à représenter les hauts fonctionnaires de l'ancien régime comme des menteurs et qui, lorsque nous les mettons à la porte, déclame contre les destitutions.

Je connais M. Richard depuis longtemps et je n'ai pas d'hésitation à déclarer que c'est un parfait honnête homme en qui nous avons la plus entière et la plus grande confiance. Et j'ose espérer que l'opposition montrera assez de largeur de vue pour rendre justice à M. Richard et protester contre l'épithète de menteur que le chef de l'opposition a décerné à M. Richard.

Je demande au chef de l'opposition de faire amende honorable à M. Richard. Et s'il refuse, ce sera indigne du chef de l'opposition que d'attaquer une personne qui ne peut se défendre, et dans ce cas, j'aime mieux cacher ce que je pense de lui.

M. Pelletier (Gaspé-Nord): Les libéraux ont utilisé de mauvaises méthodes pour aider les pêcheurs de Gaspé, comparativement à tous les merveilleux avantages que les gens de ces comtés ont reçus du gouvernement de l'Union nationale. Lorsque les libéraux étaient au pouvoir, beaucoup d'argent avait été octroyé pour la construction de barges, dont un bon nombre n'ont jamais été mises à l'eau.

L'étude de la résolution est suspendue¹³.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de

nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

NOTES

1. 25,000 érablières, selon *La Presse* du 6 avril 1938, à la page 18.

2. Selon *Le Devoir* du 6 avril 1938, à la page 6, il s'agit de \$2,300.

3. *L'Événement* du 6 avril 1938, à la page 9, rapporte que M. Hamel, M. Drouin et M. Marcoux votent avec le gouvernement. Plusieurs ministériels applaudissent, mais d'autres leur signifient de n'en rien faire.

4. Suite à l'élection du 26 août 1936, Oscar Drouin, organisateur de l'Union nationale, est élu député du comté de Québec-Est et nommé ministre des Terres et Forêts. Il démissionne du cabinet Duplessis le 22 février 1937, le premier ministre Duplessis ayant refusé de mettre en place une Hydro provinciale, tel que promis lors de la campagne électorale. Il devient député dissident et membre du Parti national dès le 26 janvier 1938, ce qui explique ici l'attitude de M. Duplessis à l'endroit de ce dernier.

5. Selon *La Presse* du 6 avril 1938, à la page 18, "C'est un discours inintelligible parce qu'il est ponctué de "Très bien" du ministre qui s'impatiente du retard qu'apporte M. Dubé dans le vote des crédits. M. Boyer crie à plusieurs reprises: "Adopté".

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

7. Voir note 5.

8. Le projet de loi a été l'objet de d'autres amendements. Les journaux ne rapportent cependant aucun débat les concernant.

9. \$30,000, selon *L'Événement* du 6 avril 1938, à la page 9.

10. Selon *Le Soleil* du 6 avril 1938, à la page 14, "Comme le Dr Marcoux se lève pour voter, les loustics lancent des miaous nostalgiques, à cause du nom du député. Celui-ci hausse les épaules à cette gaminerie."

11. Dans *The Chronicle Telegraph* du 6 avril 1938, à la page 3, on parle plutôt de Réal Roy.

12. *Le Canada* du 6 avril 1938, à la page 1, rapporte que "Insulté, M. Hachez, qui se trouvait dans une galerie avoisinant le fauteuil de M. Boyer, entreprit de discuter avec le bouillant député. "Je vais vous faire une "job" tout de suite si vous le désirez", riposta M. Boyer, qui une fois la séance terminée, pénétra dans la galerie en enjambant une rampe de cuivre. "Je suis à votre disposition où vous voudrez et quand vous voudrez", ajouta M. Boyer qui se rapprocha dangereusement de M. Hachez. Mais ce dernier lui tourna le dos et sortit de la Chambre." Dans *L'Autorité* du 9 avril 1938, à la page 4, on donne cette version: "M. Hortensius Béïque: "Vous êtes Hachey! Vous êtes un sacré chieux! Je suis Béïque! Viens dans le passage et je vas te faire une job!" M. Auguste Boyer: "Moé, je vas te faire tout de suite ta job et icitte!"

13. Selon *L'Action catholique*, à la page 13, *L'Événement*, à la page 9 et *La Presse*, à la page 25, tous du 6 avril 1938, le ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) et le chef de l'opposition (M. Bouchard) refusent d'adopter la résolution. Ils refusent plutôt de mettre fin au débat à cette étape-ci de l'étude de la résolution. Cette étude se poursuivra à la séance du lendemain, chacun des deux intervenants réfutant les accusations dont ils font l'objet. Ce n'est donc pas le refus d'adopter la résolution qui est en cause, mais le refus de mettre fin au débat sans plus d'explications quant aux accusations soulevées.

Première séance du mercredi 6 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 11 h 15.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries;
- bill 39 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie;
- bill 60 modifiant la loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique;
- bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier):

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette de ne pas avoir un contrôle plus effectif et plus complet sur la façon dont les deniers votés seront dépensés, et blâme le gouvernement d'administrer une grande

partie des affaires de la province par arrêtés ministériels, violant ainsi les prérogatives des représentants du peuple."

C'est le devoir de l'opposition de protester contre les mandats en blanc et l'administration par arrêtés ministériels. Le gouvernement n'a pas le droit de se faire voter des sommes énormes et d'en disposer à sa guise. Le premier ministre actuel a souvent, au temps où il était chef de l'opposition, reproché au gouvernement d'administrer la province au moyen d'arrêtés ministériels et de mandats en blanc. Hier encore, le gouvernement s'est fait voter \$200,000 pour l'industrie du sucre sans dire en aucune façon comment cet argent sera dépensé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les règlements ne permettent pas que l'on fasse allusion à un débat antérieur. C'est pour éviter les répétitions et les rabâcheries.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il faut bien répéter puisque le gouvernement ne veut pas comprendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'ancien régime pratiquait les mêmes mandats en blanc. Dès son arrivée au pouvoir, l'an dernier, le gouvernement actuel a mis fin à cela. L'ancien gouvernement s'arrogeait le droit d'amender par arrêtés ministériels les lois de l'Assemblée législative.

Le nouveau gouvernement non seulement n'a pas continué le système de l'ancien régime, mais il a fait abroger plusieurs lois qui donnaient des pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil. Nous avons même voté une loi pour diminuer les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. L'ancien gouvernement s'était fait donner le pouvoir de chambarder complètement certaines lois.

De plus, le gouvernement a soumis à la Chambre de nombreuses dépenses qui, jusqu'avant, étaient laissées exclusivement au lieutenant-gouverneur en conseil. Le député de Rivière-du-Loup a mauvaise grâce de parler de mandats en blanc, lui qui a voté la loi du chômage qui autorise le gouvernement à dépenser \$500,000,000¹ s'il le veut et faire n'importe quoi sans consulter les représentants du peuple. De même, il a voté la loi des assurances qui donnait au gouvernement Taschereau

le droit de faire tout ce qu'il voudrait. Je veux démontrer ainsi jusqu'à quel point l'opposition manque de sérieux. Le député de Rivière-du-Loup condamne ainsi son ancien chef. Ce n'est pas juste.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est tout le contraire. Le premier ministre vient mettre sur le dos de l'ancienne administration les actes propres du gouvernement actuel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les actes propres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ça, faites des farces. Je nie que le gouvernement actuel ait restreint les pouvoirs d'emprunter sans consulter les Chambres.

Le gouvernement actuel, dit-il, s'est fait autoriser à emprunter pour couvrir les déficits, ce qui est absolument contraire à une saine administration.

Le premier ministre parle d'une loi pour restreindre les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. Il a raison quant au titre de la loi, mais pas quant au texte.

Le texte donne au ministre ce qui était autrefois du ressort du gouvernement. Les lois du gouvernement actuel, avec leurs titres ronflants, sont des bills de camouflage, des pièges pour tromper l'opinion publique. Ce n'est pas avec des titres de lois que l'on administre la province, mais avec les textes.

Des députés: Encore le camouflage!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, du camouflage, et je dirai que le premier ministre se camoufle lui-même et se prend lui-même à son propre piège avec les titres de ses lois, car il finit par y croire.

(Rires)

J'en suis bien aise. La présente motion de non-confiance a déjà été présentée par l'ancienne opposition. Je soutiens, dit-il, les prétentions du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) et je le loue d'avoir présenté sa motion.

L'amendement est mis aux voix.

M. Delagrave (Québec-Ouest) et M. Lawn (Pontiac) entrent en Chambre pour aller prendre leurs places.

Tous les députés: À l'ordre.

M. Delagrave (Québec-Ouest) et M. Lawn (Pontiac) s'arrêtent.

M. l'Orateur suppléant donne un ordre.

M. Delagrave (Québec-Ouest) et M. Lawn (Pontiac) retournent derrière le fauteuil de l'Orateur.

La Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Messier, Turcotte, 6.

Contre: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Beaudry, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Élie, Fisher, Gagné, Goudreau, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Laroche, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Roy, Taché, Tardif, Thériault, Tremblay, 43.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, je veux soulever un point d'ordre sur des scènes disgracieuses qui se sont passées hier soir, à la fin de la séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je soulève un point d'ordre. Le député ne peut le faire à ce stade de la séance. Il y a une motion devant la Chambre et nous allons procéder.

M. l'Orateur suppléant: Je rejette le point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'a pas le droit de parler de cela et ne peut soulever de question de privilège sur la motion en discussion, étant donné qu'il n'est pas le député en jeu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Un député a le droit de soulever une question de privilège n'importe quand.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour que l'on procède. Il demande à l'Orateur de rendre sa décision.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut parler sur le point d'ordre. Une minute! C'est la première fois que l'on empêche un député de soulever une question de privilège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste et soulève un nouveau point d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) invoque l'article 183, un article qui autorise la manière d'agir du député de Rivière-du-Loup.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) continue à parler.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre n'a pas le droit de parler deux fois sur la même question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) poursuit son argumentation.

M. l'Orateur suppléant: Le premier ministre a parlé sur un deuxième point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) fait de même. Il crie à la dictature et au bâillon.

M. l'Orateur suppléant renvoie le point d'ordre du premier ministre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'attire l'attention de la Chambre sur des scènes disgracieuses qui se sont déroulées hier soir. Il semble que deux députés ont voulu faire un mauvais parti à un citoyen de la Gaspésie qui avait donné un affidavit à l'opposition. C'était en Chambre, après la séance. Des scènes disgracieuses comme celles de la veille ne devraient pas se produire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un autre point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup ne peut parler que de lui-même. Une question de privilège ne doit concerner que le député qui la soulève. M. Dugas, alors qu'il était Orateur, a empêché plusieurs députés de se lever dans de telles circonstances. Il est évident que le député de Rivière-du-Loup veut faire allusion à quelque chose qui s'est passé en dehors de la Chambre et où il n'était pas personnellement intéressé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a une singulière façon de concevoir les

privilèges de la Chambre. Il (M. Bouchard) lit un article où il est dit que l'on ne peut rien faire pour entraver la liberté de la Chambre. Les privilèges de la Chambre sont en danger. Si les gens qui fournissent des renseignements aux députés le font au risque d'être assommés, c'est bien extraordinaire. Ils ont le droit de ne pas être menacés. Nous avons l'intention de protéger ces citoyens. On ne devrait pas intimider les citoyens qui renseignent l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'après ce que dit le chef de l'opposition, il ne s'agit même pas d'un député.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il s'agit de deux députés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Hier soir, après la séance, deux députés...

Les députés ministériels: À l'ordre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) veut continuer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Il demande à l'Orateur de le rappeler à l'ordre.

M. l'Orateur suppléant: Il y a eu du désordre depuis quelque temps. Je demande qu'on respecte les règlements. Je demande au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) d'écouter les ordres de l'Orateur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) refuse de s'asseoir.

M. l'Orateur suppléant demande au député de Rivière-du-Loup de s'asseoir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) continue à parler.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et l'honorable **M. Duplessis (Trois-Rivières)** parlent en même temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas d'une question de privilège.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'y a personne, dit-il, qui soit mieux disposé que moi à respecter l'ordre. Je veux recommencer ma déclaration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre le désordre créé par le député de Rivière-du-Loup. Je demande à l'Orateur, dit-il, que le député de Rivière-du-Loup soit rappelé à l'ordre.

Le député de Rivière-du-Loup, qui demande le respect des règlements, ne les respecte pas lui-même au point que, malgré l'ordre de l'Orateur de s'asseoir pour entendre l'exposé du point d'ordre, le député de Rivière-du-Loup a continué à parler et il a menacé l'Orateur et a défié ouvertement son autorité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne suit pas toujours les règlements et il devrait lui-même donner l'exemple.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) intervient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur d'avoir l'énergie nécessaire pour rappeler le député de Rivière-du-Loup à l'ordre.

L'opposition, et tout particulièrement le chef de l'opposition, viole les règlements de la Chambre depuis le début de la session, et le chef de l'opposition se sert continuellement d'expressions grossières et condamnables.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) lit un article du Règlement qui lui donne raison.

M. l'Orateur suppléant rappelle tout le monde à l'ordre. On ne peut faire d'interruption qu'en se levant de son siège. Devant un point d'ordre soulevé, le député qui avait la parole doit s'asseoir.

En conséquence, il rappelle le député de Rivière-du-Loup à l'ordre.

Les discussions verbales qui peuvent se produire entre un député et un autre citoyen en dehors des séances n'ont rien à voir avec les privilèges de la Chambre, du moins, dans le cas auquel on fait allusion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie au député de Rivière-du-Loup le droit de parler.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) essaie de dire ce qu'il veut dire.

Les ministériels protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse l'opposition de faire du désordre et demande à l'Orateur d'avoir l'énergie de maintenir l'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** argumentent.

M. l'Orateur suppléant: J'ai réglé, dit-il, la question de privilège lorsque j'ai renvoyé le premier point d'ordre. Toutefois, je maintiens le second point d'ordre du premier ministre.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est, dit-il, de mon devoir de faire quelques observations. Il parle de l'inanité et la fausseté des accusations d'un "certain monsieur" dont le chef de l'opposition s'est fait le parrain hier soir. La politique des pêcheries a, dit-il, été absolument changée depuis deux ou trois ans. Une entente signée en 1922 remettait l'administration des pêcheries à la province. M. Joseph-Napoléon Francoeur et moi-même avons demandé tour à tour de remettre cette administration au fédéral, mais celui-ci a refusé. C'est pourquoi le provincial est obligé de prendre soin seul des pêcheries depuis la Pointe-des-Monts jusqu'au Labrador, et le long de la péninsule et dans la Baie-des-Chaleurs.

Jusqu'en 1935, les pêcheurs de la province ont consacré leur énergie à la morue salée et fumée. À partir de 1935, après que le délégué canadien à la Société des nations à Genève eut proposé l'application de sanctions économiques contre l'Italie, ce pays a cessé d'importer la morue séchée de la Gaspésie. Il fait l'éloge de Mussolini. Les sanctions ont causé de grandes pertes à nos pêcheurs.

D'autre part, les États-Unis, qui importaient la morue salée ont haussé leurs droits. Il fallait donc orienter nos pêcheries vers un domaine nouveau, cesser de produire de la morue séchée et de la morue salée pour produire du filet frais et organiser sa vente sur le marché canadien.

Pour produire du filet frais, il faut mettre à la disposition des pêcheurs de vastes congélateurs. C'est ce que le gouvernement actuel a fait. Il faut ensuite prendre les dispositions pour que le poisson soit expédié sans retard sur les grands marchés canadiens.

Le comté de Gaspésie a un chemin de fer et il lui est facile d'expédier du poisson frais, mais les comtés de Matane et de Gaspé-Nord n'étaient pas dans la même situation. C'est alors que le gouvernement suscita la formation d'une entreprise, la "Compagnie de transport de Gaspé", à laquelle il accorda un octroi d'un demi-sou la livre de poisson transporté par camion de la Gaspésie aux marchés de Québec, Montréal ou Toronto, avec des clauses obligeant la compagnie à payer les pêcheurs argent comptant et à payer le prix du marché partout où il y avait de la concurrence.

Jusqu'en 1937, Montréal et Toronto étaient approvisionnés de poisson frais exclusivement par les Provinces maritimes. Nous avons remédié à cette situation. Il nous a fallu combattre contre le trust des Provinces maritimes et contre le gouvernement fédéral. Lorsque les grosses compagnies des Provinces maritimes, notamment la National Fish, réalisèrent que le poisson de la Gaspésie entraînait avec succès sur les marchés de Montréal et de Toronto, elles suscitérent une foule d'embarras à notre département des Pêcheries.

La National Fish a des espions qui sont les amis du chef de l'opposition qui cherchent à me calomnier et qui me remettent des affidavits, comme celui dont nous avons entendu la lecture hier soir. Les espions furent envoyés pour porter des accusations contre les principaux officiers du département des Pêcheries. Des représentants du gouvernement de la Nouvelle-Écosse se sont plaints de cette nouvelle concurrence. Mais on avait mauvaise grâce de nous reprocher d'approvisionner notre propre marché.

Une guerre de prix s'est ensuivie pour tâcher de ruiner cette initiative nouvelle de la province de Québec. Les producteurs du trust des pêcheries ont vendu le filet de morue à 5 sous la livre sur le marché montréalais, 2 sous en bas du prix coûtant, alors que le coût de ce poisson venant de Gaspé était de 7 sous. On a envoyé M. Gibaut protester auprès des intéressés. En même temps, le gouvernement de Québec accordait un subsidé de 2 sous la livre pour détruire cette concurrence.

Il (l'honorable M. Gagnon) parle de M. Hachez qui, dans un affidavit lu hier par l'opposition, accusait le gouvernement de faire de l'électoratisme avec les octrois aux pêcheurs. Ce dernier a dit une chose inexacte quand il a déclaré n'avoir reçu que \$50 en prime, alors que les livres du département indiquent qu'il a reçu plus de \$100.

Ce M. Hachez tentait d'encombrer le marché de Montréal en expédiant 4,000 livres de poisson

quand le courtier en demandait 1,000 livres; il fabriquait un filet d'une qualité inférieure, il manquait d'expérience, etc. Si M. Michel a eu une position, c'est qu'il était qualifié; il avait suivi des cours. M. Michel n'a jamais recommandé de faire pour MM. Hachez et Roy ce que l'on ne faisait pas pour les autres.

M. Hachez a demandé plusieurs positions au gouvernement, mais il était incompétent pour les postes qu'il demandait. Il les réclamait à titre de partisan du gouvernement de l'Union nationale. Ce n'était pas une raison pour lui accorder des faveurs qu'il ne méritait pas. Il se plaignait de l'encouragement que le département donnait aux libéraux, car le département donnait mesure égale à tous, libéraux comme conservateurs.

Il (l'honorable M. Gagnon) rend hommage aux fonctionnaires de son ministère. Il nie que son département ait accordé des traitements de faveur à qui que ce soit. Il parle des octrois de barques de pêche accordés sous l'ancien régime. Des enfants de 10 ans en ont obtenu dans mon comté. Ces octrois ont été remplacés par un octroi de production. À la fermeture de la navigation, l'an dernier, mon ministère a accordé aux pêcheurs 30 cents par chaque quintal (112 livres) de morue et les pêcheurs ont reçu 3 et 4 cents la livre en 1937; le prix le plus élevé qu'ils avaient reçu depuis de nombreuses années. L'octroi a été payé à tous les pêcheurs indistinctement.

Il cite des lettres où on vante l'attitude de son ministère. Il parle de la nouvelle industrie pour utiliser le déchet de poisson pour fabriquer de la farine de poisson. On a réussi à vendre pour 5,000,000 de livres de déchets de poisson.

L'an dernier, le premier ministre a fait venir les propriétaires de magasins à chaîne pour leur demander d'encourager les pêcheries québécoises et non pas seulement les pêcheries des Provinces maritimes.

Les propriétaires se sont engagés à vendre du poisson de la Gaspésie dans leurs magasins, grâce à l'énergique intervention du premier ministre, et ils viennent d'annoncer que cette année ils en vendront encore plus. L'affidavit de M. Hachez est un tissu de faussetés et les affirmations du chef de l'opposition sont fausses. Au 1^{er} décembre dernier, il n'y avait pas une livre de poisson à vendre et ce produit s'était vendu plus cher que jamais.

M. Pelletier (Gaspé-Nord): On faisait payer les octrois de barges cinq ou six fois sur la même barge. On se prêtait la même barque. On la peignait

d'une couleur et on la transportait de nuit. Le lendemain, on faisait venir l'inspecteur qui accordait l'octroi. Aussitôt, on reprenait la même barque et après un nouveau peinturage sommaire, on la transportait dans un autre endroit où l'inspecteur trompé accordait un nouvel octroi. Il y a eu des octrois de barques accordés pour des barques qui n'ont jamais été à l'eau et qui achèvent de pourrir. Même chose pour les agrès de pêche qui ne sont jamais sortis des greniers. Aussi la prime sur la production a-t-elle été de beaucoup plus avantageuse aux véritables pêcheurs. Jamais les pêcheurs n'ont autant reçu que cette année pour leur poisson et ils ont été payés en argent au lieu de pitons payés par l'ancien gouvernement. Je demande au gouvernement, dit-il, d'encourager une certaine compagnie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il se fait encore du transport aux frais du gouvernement dans la Gaspésie et ce n'est pas toujours du transport de poisson. Le député de Gaspé-nord en sait quelque chose.

M. Pelletier (Gaspé-Nord): Je mets le chef de l'opposition au défi de prouver que je me suis servi des "chars" du gouvernement. J'ai voyagé avec eux, fort bien, mais seulement quand ils avaient à faire des voyages.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce qui serait intéressant de savoir, c'est si les députés ont le droit de se servir des voitures qui font du transport dans la Gaspésie. On n'a pas encore répondu aux accusations contenues dans l'affidavit de M. Hachez, savoir que les marchands de poisson de Matane auraient été favorisés d'octrois au détriment des marchands d'autres régions de la Gaspésie. En somme, la fameuse coopérative que nous devons avoir s'est muée en un trust, la Compagnie de transport limitée de Matane, que l'on a encouragée au détriment des pêcheurs. Je reproche au gouvernement, dit-il, d'avoir accordé des subventions à cette compagnie.

L'honorable M. Gagnon (Matane) nie. On n'a payé à la compagnie qu'une prime d'un demi-sou la livre, soit en tout \$22,500. La Chambre avait voté l'an dernier \$25,000 à cette fin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On avait voté cette somme pour venir en aide à tous les commerçants de poisson et non pas seulement à une compagnie. C'est à ce jeu-là que M. Hachez a été ruiné.

M. Boyer (Châteauguay): Tant pis pour lui!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tant pis pour lui? Et c'est le député qui a manqué d'assommer hier soir M. Hachez qui se trouvait dans la galerie des ministres sur le parquet de la Chambre, qui dit cela.

M. Boyer (Châteauguay): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition fait du mélodrame. Il n'a pas le droit d'insinuer une telle chose d'un de ses collègues. Ce qui s'est passé hier soir, c'est que l'enfant gâté du chef de l'opposition est venu insulter le député de Chambly. Et je lui ai dit de s'en aller au lieu de venir insulter un député dans la Chambre. Comme c'est un homme aussi brave que le chef de l'opposition, il a tourné le dos et s'est sauvé. Il n'y a rien d'autre à ajouter à propos de l'incident.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas cela du tout! J'ai dit et je répète que M. Hachez a été assailli d'abord par le député de Chambly (M. Béique)²...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève.

Des voix: Point d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... assailli par le député de Chambly, au secours duquel vint le député de Châteauguay (M. Boyer). M. Hachez est parti lorsqu'il vit qu'un troisième député arrivait par derrière. Trois contre un, voilà les braves de l'Union nationale. Il (M. Bouchard) continue de parler.

(Tumulte)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas trop s'occuper de ce que dit le chef de l'opposition. Toutefois, je lui demande de retirer les paroles qu'il vient de dire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'ai-je dit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition ne sait pas ce qu'il dit, je vais demander aux libéraux de se choisir un chef qui sait ce qu'il dit.

(Vacarme)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) reprend la parole, mais sa voix est couverte par le bruit.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement de la séance.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 6 avril 1938**Présidence de M. Trudel**

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 113 constituant en corporation The Normetal Railway Company.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (l'honorable M. Coonan), la permission de présenter le bill 92 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 134.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande quelques renseignements.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): C'est pour réparer une imprévoyance de l'ancien régime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Bureau de placement, Lévis**

M. Delagrave (Québec-Ouest): 1. La province possède-t-elle, dans les limites de la cité de Lévis, un bureau de placement aux fins d'embaucher les chômeurs?

2. Dans l'affirmative:

a. Où est situé ce bureau?

b. De qui le gouvernement l'a-t-il loué?

c. Combien paie-t-il par mois pour cette location?

3. Quelle est la personne en charge de ce bureau de placement?

4. Quel salaire lui est-il payé et quel montant lui a été octroyé pour ses dépenses, au cours de 1937?

5. Quels sont les autres employés du bureau de placement?

6. Quel salaire, par jour, reçoivent ces personnes et sur les recommandations de qui ont-elles été nommées?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): 1. Oui.

2. a. 75, rue Commerciale.

b. De M. Alphonse Dumont.

c. \$20.00.

3. M. Eugène Guérin.

4. a. \$100 par mois. Salaire.

b. \$19.99. Dépenses de voyage.

c. \$197.08. Dépenses de bureau.

5. M. C.-E. Bélanger.

6. \$100 par mois; recommandé par M. Larochelle, M.P.P.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai quelques mots à dire sur les déclarations faites, ce matin, par le ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Il (l'honorable M. Gagnon) n'a pas répondu à mes accusations au sujet du favoritisme qui préside à l'octroi des primes au détriment des pêcheurs de la Gaspésie. Il a évidemment cherché avant tout à discréditer le signataire de l'affidavit que j'ai produit hier soir, M. Hachez, qui, lui, a fait une déclaration assermentée et qui a été ruiné par ce favoritisme. Il est faux de prétendre que M. Hachez n'habite la province de Québec que depuis quatre ans. M. Hachez, originaire du Nouveau-Brunswick, demeure dans la province de Québec depuis 1911. Il a d'abord vécu à Montréal puis à Québec pendant plusieurs années.

On a aussi dit que M. René Roy, un gros commerçant de Port-Daniel, qui a acheté l'établissement de M. Hachez, ne se plaignait pas. J'ai pourtant une déclaration de ce dernier disant qu'il serait prêt à corroborer sous serment les déclarations contenues dans l'affidavit de M. Hachez, bien qu'il ait refusé de la signer de crainte que le gouvernement n'use de représailles à son endroit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Où M. Roy a-t-il dit cela?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans mon bureau au parlement. Sur une somme de \$25,000 attribuée aux octrois votés par l'Assemblée législative, le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a donné \$22,500 et une prime d'un demi-sou la livre à une compagnie formée de ses amis, la Cie de Transport limitée, de Matane. Elle aurait dû vendre 4,450,000 livres de poisson. Il (M. Bouchard) demande au gouvernement si c'est bien la seule somme qui fut versée à cette compagnie? Il reproche à l'honorable ministre (l'honorable M. Gagnon) d'avoir tant cherché à discréditer M. Hachez, un honnête homme, que le gouvernement a ruiné.

On a prétendu que M. Hachez était un homme de mauvaise foi. M. Hachez convient d'avoir reçu \$550 du gouvernement pour se faire construire une neigère. Mais il a dû emprunter une somme de \$300 pour payer cela, notamment d'un

commerçant de poisson de Montréal, car la neigère lui a coûté \$1,200. Il a commencé ensuite à faire du commerce, mais la concurrence mystérieuse était si grande qu'il n'a pu tenir le coup. Il a dû cesser ses opérations.

Finalement, il a vendu sa neigère à M. René Roy pour la somme de \$600. En recevant ces \$600, M. Hachez s'est empressé de payer une somme de \$250 qu'il devait aux pêcheurs de la Gaspésie, et une autre de \$100 à son banquier. Je tenais, m'a dit M. Hachez, à m'acquitter aussitôt de ces dettes car je pensais à ce moment à me lancer de nouveau dans les affaires. Et je voulais rester en bons termes avec les pêcheurs. Le gouvernement n'avait pas raison d'accorder cette somme de \$22,500 à la Cie de Transport limitée, de Matane car il n'a pas le droit de se servir des crédits votés en cette Chambre pour favoriser des compagnies amies. On a tort de voter des crédits sans des lois donnant à tous le même droit de réclamer de l'aide du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est ridicule de passer au moins trois séances de la Chambre sur une question aussi futile. Le chef de l'opposition se fait l'écho des mécontents. En somme, il n'a fait que reprocher au ministre des Pêcheries de s'être trop occupé de ses électeurs. Il n'y a pas de mal à cela. Il aurait le droit de le blâmer si c'était au détriment des autres, mais ce ne fut pas le cas. N'est-ce pas le premier devoir d'un député de s'occuper de ses électeurs? En fait, il n'y a pas eu de favoritisme; c'est une tempête dans un verre d'eau qui a été provoquée par un individu mécontent qui est venu du Nouveau-Brunswick et qui a pris plaisir à injurier les pêcheries du Québec au profit des pêcheries des Provinces maritimes.

Je trouve que le ministre des Pêcheries a bien fait et je l'en félicite. D'ailleurs, le chef de l'opposition est le seul à crier au scandale; les députés de la Gaspésie prétendent le contraire. Les députés de Gaspé Nord et de Gaspé-Sud et les gens de Gaspé ont unanimement montré leur gratitude pour l'aide que l'Union nationale leur a donnée. Ils se sont tous déclarés satisfaits de la manière dont les électeurs avaient été traités.

Les libéraux ont critiqué les subventions accordées aux compagnies de transport et il (l'honorable M. Duplessis) explique en quoi il était nécessaire d'avoir un meilleur service de transport le long de la côte. Le service dans cette région sous le régime des libéraux était déplorable et, pendant l'hiver, les résidents n'avaient aucun moyen de communication. La somme de \$22,500 fut versée à

la Cie de Transport limitée de Matane avec mon consentement et celui de tous les ministres. Et je puis prendre mes responsabilités. Il n'est pas juste de faire des insinuations de cette nature à l'égard d'un ministre aussi intègre et aussi patriote.

Le gouvernement a centralisé la vente du poisson et c'est grâce à cette compagnie si, l'an dernier, les pêcheurs ont pu vendre tout le poisson qu'ils ont pêché. Nous avons, de plus, donné un système de transport avec frigidaires. D'ailleurs, on a tort de blâmer l'octroi accordé à la compagnie. Toutes les compagnies de transport reçoivent de ces octrois.

Quelle prétention pour le chef de l'opposition de venir nous blâmer de donner des octrois aux pêcheurs, lui dont le régime a donné les terres de la couronne à des compagnies de transport, à la Chibougamau Railway Company, le C.P.R. et le C.N.R., ainsi que des milliers de dollars en subventions. Le gouvernement actuel n'a pas fait ça. J'aime mieux un ministre qui travaille pour les pêcheurs de sa province qu'un chef de l'opposition qui travaille pour ceux des autres provinces.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les déclarations du premier ministre valent ce qu'elles valent, et pas plus. Il (l'honorable M. Duplessis) blâme l'ancien gouvernement d'avoir donné des terres de la couronne aux compagnies de transport. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'on ne lui en a pas demandé. C'est probablement parce que les compagnies ne font pas confiance au gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis que nous sommes au pouvoir, trois compagnies de transport, dont le C.N.R. et le C.P.R., nous ont demandé des terres de la couronne et nous avons refusé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi du Parc national de la Gaspésie, Mines et Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne peux comprendre, dit-il, pour quel motif M. René

Roy aurait pu se plaindre, car il m'a avoué, il y a trois jours, en mon bureau, qu'il a reçu pour sa part plus de \$3,000 en octrois de mon département. Il n'était pas, dit-il, mécontent lorsque je l'ai rencontré.

L'entreprise de Matane en question, organisation à laquelle il n'était mêlé d'aucune façon, appartenait à des personnes résidant à l'extérieur du comté dans une proportion supérieure à 60 %. D'où viennent l'amour et l'intérêt subits du chef de l'opposition pour les pêcheurs, lui qui n'en parlait jamais au temps où son parti était au pouvoir? Je remarque, dit-il, que le chef de l'opposition semble parler pour les provinces maritimes. Jusqu'à tout récemment, le chef de l'opposition ne s'est jamais intéressé le moins au moins aux pêcheries des provinces maritimes.

(Brandissant un contrat) Mais il peut y avoir cependant cette raison: c'est que le chef de l'opposition aurait l'intention de s'intéresser dans le commerce de l'hôtellerie. C'est pour cela que le poisson l'intéresse maintenant. Il a fait une transaction avec une veuve pour acheter un hôtel de Saint-Hyacinthe. Il a fait des démarches pour conserver la licence au nom de cette dame Dufour, l'ancien propriétaire, mais c'est en réalité pour lui. Il a acheté l'hôtel moyennant une somme de \$40,000 et il se promène avec une option de \$45,000 à \$50,000. Le chef de l'opposition a cherché à plusieurs reprises à obtenir un permis d'hôtellerie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce que déclare le ministre est faux. Je n'ai jamais réclamé de licence pour qui que ce soit au département du procureur général. Je défie qui que ce soit de prouver que quelqu'un détient une option de \$45,000 sur l'hôtel. Je vais donner des explications qui vont montrer quel genre de gouvernement de tyrans et d'autocrates nous avons!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je puis dire le contraire, car le chef de l'opposition m'a demandé deux fois de laisser la licence à cette dame et il l'a demandé à M. Savoie, le gérant de la Commission des liqueurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je déclare de mon siège que ce que dit le premier ministre est faux. Jamais je n'ai vu ni fait de démarches auprès de M. Savoie. Si j'ai acheté l'hôtel, c'est pour sauver Mme Dufour des gens de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne nie pas m'en avoir parlé.

La dame en question a perdu sa licence parce qu'elle ne tenait pas un hôtel suivant les règlements. On sait maintenant pourquoi le chef de l'opposition intercédait. C'est parce qu'il voulait acheter l'hôtel.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais en parler de cette licence pour spiritueux. Je mets mon siège en jeu si on peut prouver que j'ai demandé ailleurs qu'en cette Chambre un permis d'hôtellerie. Et cette demande, je l'ai faite au premier ministre lui-même. Et si je l'ai demandé, c'était pour venir en aide à la propriétaire de cette hôtellerie, Mme Dufour, qu'on voulait dépouiller de ses biens.

Un député ministériel: Elle a un nom pour cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On a essayé d'enlever la propriété de Mme Dufour pour que des gens de l'Union nationale deviennent propriétaires de cet hôtel. On a offert de payer une hypothèque de \$40,000 sur l'hôtel, pour s'en emparer, à Mme Beaupré en retour de l'hypothèque qu'elle détenait sur l'hôtel de Mme Dufour, cette hypothèque devant être transportée au Dr Jean Morin. D'ailleurs, il n'y est plus question d'hôtellerie, puisqu'il n'y a maintenant qu'une taverne. Mais j'ai dit que jamais les gens de l'Union nationale ne mettraient la main sur la propriété d'une veuve dont le seul tort est d'avoir été l'épouse d'un organisateur libéral.

Je ne me mettrai pas dans le commerce de l'hôtellerie quand je sais que les permis dépendent uniquement de celui qui est en face de moi. L'hôtel Canada va être transformé. On en fera ce que l'on a fait d'un autre à Saint-Hyacinthe qui a été fermé durant 5 ou 6 mois et auquel on a accordé sa licence seulement le jour où le propriétaire eut consenti à louer à des gens de l'Union nationale. Les maires de paroisses et de villes ont demandé la réouverture des hôtels. Les gens de l'Union nationale veulent s'emparer du service de l'hôtellerie.

Il n'y a pas de danger que je m'embarque dans l'hôtellerie quand je sais que le premier ministre peut ruiner n'importe qui pour des fins politiques. J'ai acheté cet hôtel, fort bien, mais je l'ai acheté afin d'empêcher le gouvernement de le transformer en une taverne de propagande pour l'Union nationale et pour sauver les intérêts de Mme Dufour. Le gouvernement a tort de se servir de ses lois et des subsides qu'on lui vote pour ne favoriser que ses amis. Je répète une dernière fois, dit-il, que je n'ai déboursé qu'une piastre pour cet achat, en garantissant le paiement de l'hypothèque, afin de conserver l'hôtel à sa propriétaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a dit que s'il a acheté l'hôtel de Mme Dufour, c'était pour sauver celle-ci contre les agissements des amis de l'Union nationale qui ne lui offraient que \$40,000. Nous allons donc voir arriver le chef de l'opposition comme sauveur. Or, que dit le contrat passé entre Mme Dufour et le chef de l'opposition? Il dit que le chef de l'opposition achète l'hôtel pour \$40,000, plus l'énorme somme d'un seul dollar. C'est ça le salut qu'il apportait à Mme Dufour dans sa magnanimité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre oublie de lire la contre-lettre attachée au contrat. Dans cette lettre, le chef de l'opposition déclare qu'il s'engage à remettre à Mme Dufour, dans trois ans, son hôtellerie, à la condition que Mme Dufour lui remette son argent avec un intérêt de 5 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

demande au chef de l'opposition où il a bien pu prendre ces \$40,000? D'où vient cette richesse? Vient-elle du commerce ou de l'imprimerie ou de la politique...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En tout cas, elle ne vient pas des trusts qui vous ont enrichi. C'est honnêtement gagné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai toujours entendu dire qu'un homme honnête ne s'enrichit pas dans la politique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais il y a encore des gens dans la province qui ont pu ramasser quelques piastres honnêtement pendant les administrations précédentes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition prétend avoir voulu sauver Mme Dufour en lui offrant \$40,001 pour son hôtellerie, soit une piastre de plus seulement que ce qu'offraient les supposés amis de l'Union nationale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) corrige qu'il n'a donné qu'un dollar. En tout cas, le premier ministre n'est pas capable de m'acheter avec \$100,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'achète que ce qui vaut quelque chose. D'ailleurs, on sait que le chef de l'opposition a des piastres et on dit qu'il vaut un quart de million.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Peut-être un peu plus. En tout cas ça n'est pas avec \$500,000 que vous pourrez m'acheter, ni même avec \$1,000,000. Ce ne sont pas les trusts qui m'ont gavé, moi.

Il (M. Bouchard) explique alors la manière dont la transaction a été faite. Des amis de l'Union nationale ont voulu forcer Mme Dufour à leur céder son hôtellerie. L'Union nationale n'est qu'un gouvernement de tyrans et d'autocrates.

M. Pouliot (Gaspé-sud) vante ce que le gouvernement a fait pour les pêcheurs dans la Gaspésie. Il (M. Pouliot) réclame pour eux le même traitement que l'on accorde aux cultivateurs par rapport au crédit provincial. Il dit quelques mots sur la situation de pêcheurs de la Gaspésie. Les pêcheurs sont tous satisfaits.

M. Bastien (Berthier) demande au député de Gaspé-Sud ce qu'il pense de la déclaration du sous-ministre des Pêcheries³ au cours d'une certaine réunion à laquelle M. Hachez fit allusion dans sa déclaration au chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Il n'a pas été prouvé que le sous-ministre des Pêcheries ait fait cette déclaration. Il fait l'éloge de M. Richard.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, (Département de la Santé), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.
Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose
1. Que conformément aux dispositions de la onzième partie de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925, chapitre 133), telle qu'éditée par la loi 17 George V, chapitre 39, section 1, et modifiée par la section 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, dans les territoires où il n'existe pas de corporation scolaire, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le surintendant de l'instruction publique à acquérir un terrain et à y faire construire une école; que ce terrain et cette école seront la propriété du gouvernement, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant, lorsqu'une municipalité scolaire sera érigée ultérieurement, conformément à la loi dans le territoire où se trouvent ce terrain et cette école, les céder, aux conditions qu'il déterminera, à la corporation scolaire.

2. Que conformément aux dispositions ci-dessus telles que modifiées par la section 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, l'assistance financière accordée pourra représenter le coût total d'une construction lorsqu'il n'excédera pas mille deux cents dollars et que, lorsque le coût de la construction dépassera mille deux cents dollars, le secrétaire de la province, aux conditions qu'il croira justes et équitables, pourra accorder l'assistance déterminée ci-dessous:

a. Mille deux cents dollars plus trente-trois et un tiers pour cent de l'excédent au-dessus de douze cents dollars lorsque le coût de la maison dépassera mille deux cents dollars, mais n'excédera pas mille cinq cents dollars;

b. Mille trois cents dollars plus vingt-cinq pour cent de l'excédent au-dessus de mille cinq cents dollars lorsque le coût de la maison dépassera mille cinq cents dollars, mais n'excédera pas deux mille dollars;

c. Mille quatre cent vingt-cinq dollars plus vingt pour cent de l'excédent au-dessus de deux mille dollars lorsque le coût de la maison dépassera deux mille dollars, mais n'excédera pas deux mille cinq cents dollars.

3. Que, nonobstant les dispositions de la résolution qui précède, dans les territoires qui ne sont pas encore érigés en municipalités scolaires ou qui l'ont été depuis moins de trois ans, l'assistance accordée pourra, en raison de circonstances spéciales, s'élever jusqu'à la somme de mille sept cents dollars.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Dans le passé, si une école coûtait \$1,200, le département de l'Instruction publique payait tout le coût, mais si le montant dépassait \$1,200, le département n'en payait que les deux tiers à la commission scolaire intéressée. Cela cause aux municipalités un préjudice que la loi fait disparaître.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Validité d'actes notariés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53, et l'article 316 du Code du notariat,

relatifs à la validité de certains actes notariés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill devait être au nom du député de Bonaventure (M. Jolicoeur). Le nouveau projet donne au notaire le privilège de remplacer les juges dans les partages par licitation. Il s'agit d'abroger l'article qui a été passé en 1924 favorisant le notaire M. Edmond Taschereau, frère de l'ancien premier ministre, et destiné à faire cesser injustement les procédures prises contre le notaire. La mesure par laquelle était décrété que les notaires n'étaient pas obligés de lire les actes de fidéicommiss qu'ils signaient arrêta une poursuite prise contre M. Edmond Taschereau sous prétexte qu'il avait omis de lire un acte de ce genre à propos d'une transaction d'une société immobilière.

Il y a plusieurs années, les notaires ont demandé au gouvernement de réviser le Code du notariat, particulièrement en ce qui concerne les licitations et partages qu'ils voulaient obtenir de faire, alors que ces procédures doivent s'accomplir devant un juge.

Le premier ministre du temps a hésité à se rendre à leur demande. Puis, il a modifié le Code pour protéger son frère, le notaire Edmond Taschereau, contre qui une action de \$40,000 était prise parce qu'il n'avait pas lu un acte de fidéicommiss au sujet de transactions d'une société immobilière de Québec. Il est seulement raisonnable de remettre les choses dans leur état normal.

La présente loi rétablit l'obligation de la lecture des actes de fidéicommiss et oblige M. Taschereau à respecter les demandes faites par ceux qui le poursuivent. De tels droits et recours invoqués doivent être prescrits pour une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi.

La loi avait été adoptée spécialement pour favoriser le frère du premier ministre. Le bill rétablit dans leur intégralité, les droits et recours qu'il avait fait disparaître et ils doivent être dans l'état dans lequel ils étaient le 14 mars 1924.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre veut se servir de sa majorité pour exercer une vengeance politique. Le premier ministre admet que le bill visait à défavoriser le frère de l'ancien premier ministre. Alors, je ne peux pas, dit-il, accepter le principe que la Chambre devrait servir d'outil de vengeance contre un individu, peu importe qui cette personne peut être. C'est là un bill de vengeance parce qu'il a trait à une cause privée qui, soit dit en passant, est réglée.

L'Assemblée législative s'est prononcée sur la lecture de ces actes alors que l'on était plus près des faits. Il s'agissait d'une poursuite vexatoire, l'acte était valide, même s'il n'avait pas été lu. Le gouvernement veut régler un cas particulier par une loi générale alors qu'il faut procéder par des bills privés. Chaque cas particulier doit être réglé par un bill privé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que M. Taschereau aurait dû faire et, comme il avait utilisé incorrectement un bill d'intérêt public, il était nécessaire de réparer l'erreur au moyen d'un autre bill d'intérêt public. Le gouvernement croit que le droit commun doit être abrogé par le droit commun, en d'autres termes, un bill d'intérêt public par un bill d'intérêt public.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Si le bill est adopté, ceci voudrait dire que non seulement M. Edmond Taschereau, mais aussi plusieurs autres personnes seront lésées. C'était une habitude chez les notaires de ne pas lire certains documents, en raison de leur longueur et parce que le contenu de ces documents était révélé avant qu'ils soient signés. J'ajoute, dit-il, mes protestations à celles du chef de l'opposition, en raison des conséquences qui suivront ce rétablissement d'une procédure abolie. La Chambre n'est pas en mesure de mesurer l'étendue des dommages qui résulteront de cette loi. Je demande d'envoyer le bill au comité permanent des bills privés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition a une attitude contradictoire. S'il s'agit d'un cas particulier, le frère de l'ancien premier ministre n'avait qu'à présenter un bill privé en 1924.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement permet par cette loi qu'on exerce du chantage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'élève contre cette expression.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) ne retire rien et dit qu'il ne veut pas qu'on répète l'erreur de 1924.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Je demande au premier ministre ce qu'il fait de tous les actes passés en vertu de l'article qu'il abroge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le notaire Taschereau a profité d'une loi qui a évincé ceux qui voulaient réclamer contre lui. La loi est rétroactive à cinq ans. Si M. Taschereau est contraint de payer parce qu'il a choisi d'ignorer la loi à ce moment-là, il a le moyen de payer et il paiera. On dit que l'intéressé vaut un million ou deux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Riant) Un autre qui est un richard comme le député de Saint-Hyacinthe.

M. Delagrave (Québec-Ouest) proteste. La Chambre des notaires a trouvé la loi que le gouvernement veut abroger tellement bonne qu'elle l'a incorporée dans ses Statuts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un principe malsain et dangereux que de régler ainsi des cas particuliers avec des lois générales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est précisément ce principe malsain que l'on fait disparaître par le bill. Voici le cas d'un notaire qui commet une erreur. Une des parties intéressées le poursuit, et parce que ce notaire se trouve le frère du premier ministre, ce dernier passe une loi générale pour régler ce cas spécial, au mépris des droits acquis et de l'équité. Le bon sens commande, lorsqu'on a fait une loi générale pour régler un cas particulier, d'amender cette loi générale afin de rétablir les parties dans l'état antérieur. Ou M. Taschereau, notaire, avait tort en 1924, ou il avait raison, s'il avait tort, il est juste que l'autre partie privée de ses droits ait justice.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avec cette loi, on exerce de la tyrannie et une vengeance, et la Législature ne doit pas servir à cette fin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La tyrannie réside surtout quand on utilise l'intérêt public pour des fins particulières, comme on l'a fait en 1924 pour l'avantage du notaire Taschereau, frère du premier ministre.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 4 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite du préambule, comme article 1:

"1. L'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 37, est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Tout acte d'obligation ou de vente comportant une clause pénale de reprise de la propriété hypothéquée sur simple avis du créancier est également assimilé à la vente mentionnée dans le présent article."

2. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots: "la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 37, intitulée: "Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété", par les mots: "ladite loi".

3. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 3:

"3. L'article 11 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"11. Lorsqu'un débiteur hypothécaire obtient le délai prévu dans la présente loi, les garants, cautions et débiteurs personnels de la créance bénéficient de ce délai.

"11a. Le tiers qui a payé avec subrogation les taxes et charges municipales, scolaires ou autres de l'année courante et des deux années qui la précèdent ne peut en réclamer le recouvrement avant le premier juillet 1939, sauf dans les cas suivants:

a. Lorsque l'immeuble affecté est l'objet d'une vente ayant l'effet du décret;

b. Lorsque le débiteur, après avoir reçu un avis conforme aux dispositions de l'article 1, ne s'est pas prévalu de celles des articles 3 et 4."

4. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 3, comme article 6:

"6. L'article 14 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe e., le suivant:

"f. Aux hypothèques stipulées dans un acte de vente ou de donation pour garantir une pension alimentaire."

5. L'article 5 est remplacé par le suivant, comme article 8:

"8. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 18, le suivant:

"19. Aucune action ou exécution visée à l'article 1 ne peut être commencée ou continuée après le trente avril 1938, même contre un débiteur qui a déjà obtenu un délai en vertu de la présente loi, à moins que le créancier ne lui donne de nouveau l'avis prévu par l'article 1, auquel cas ce débiteur peut se prévaloir des dispositions des articles 3 et 4."

6. Les articles 1, 2, 3 et 4 deviennent respectivement 2, 4, 5 et 7, et l'article 6 devient article 9.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 58 relatif à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. L'article 141 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 56, section 2, est de nouveau modifié en remplaçant les mots: "dans le district électoral de Rimouski", dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, par les mots: "et à Matane".

2. Les articles 2 et 3 deviennent respectivement 3 et 4.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 102 constituant en corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. La clause 3 est amendée: a. En remplaçant dans les douzième et treizième lignes, le mot: "propriété", par le mot: "propriétés; b. en retranchant, dans la dix-huitième ligne, les mots: "ou four crématoire".

2. Le paragraphe suivant est ajouté après la clause 5:

"Ce ministre devra être sujet britannique; dans le cas où le ministre ne serait pas sujet

britannique, les registres de l'État civil ci-dessus pourront être tenus par un secrétaire de la congrégation qui, lui, devra être sujet britannique."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié: *a.* en ajoutant, dans la première ligne dudit article, après les mots: "La corporation pourra", les mots: "après avoir au préalable obtenu l'assentiment du conseil municipal"; *b.* en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots: "ladite propriété immobilière", par les mots: "lesdites propriétés immobilières".

2. L'article 5 est modifié: *a.* en ajoutant, dans la première ligne dudit article, après les mots: "Ladite corporation est autorisée à tenir", les mots: "soit en français soit en anglais"; *b.* en ajoutant, à la fin dudit article, l'alinéa suivant:

"Ce ministre devra être sujet britannique; dans le cas où le ministre ne serait pas sujet britannique, les registres de l'État civil ci-dessus pourront être tenus par un secrétaire de la congrégation qui, lui, devra être sujet britannique."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 12 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne dudit article, le mot: "cent", par le mot: "soixante-quinze".

Petite propriété

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 4 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Juridiction des tribunaux de Rimouski et de Saguenay

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 58 relatif à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 constituant en corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Magog

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, avec les amendements suivants qu'il l'a prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié dans les troisième et quatrième lignes, en remplaçant les mots: "par une résolution du bureau de direction", par les mots: "au scrutin secret par le bureau de direction".

2. L'article 7 est modifié: *a.* en remplaçant, dans la quatorzième ligne de l'alinéa *a*, le mot: "trois", par le mot: "cinq"; *b.* en biffant l'alinéa *c*, dudit article.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code civil, article 1641a

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 remplaçant l'article 1641a du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre l'affichage des loyers durant l'espace d'un mois seulement. Il s'agit de faire concorder l'affichage avec la visite des lieux. Cette loi a été demandée par la ligue des propriétaires de la province de Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Libération de débiteurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 concernant la libération de certains débiteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cette loi a pour objet de permettre la libération des débiteurs dont les immeubles ont été vendus en justice et adjugés à leurs créanciers, lorsque ces derniers ont retiré de ces immeubles un montant ou une valeur suffisante pour couvrir tout ce qui était dû. On empêche ainsi de graves abus dont se rendent coupables certains créanciers avides qui, après avoir dépouillé le débiteur et obtenu une valeur ou un montant correspondant à 100 % et souvent à plusieurs fois le montant de la créance, continuent à le harceler avec des saisies qui le rendent souvent incapable d'obtenir ou de garder un emploi et de gagner sa vie. Il faut que ces choses-là cessent dans la province. Lorsque les conditions que j'ai mentionnées plus haut auront été accomplies, le débiteur hypothécaire aura droit à une créance.

Supposons qu'un débiteur grevé d'une hypothèque de \$5,000 en paie \$2,500 à part les intérêts. Les années deviennent mauvaises et il devient incapable, pour le moment, d'acquitter le reste de sa dette. Le créancier fait vendre la propriété et comme l'enchère est à peu près nulle, les frais judiciaires payés, la propriété rapporte \$300. Le créancier garde la propriété, sans compter une créance de \$2,200 due par le débiteur qui n'a plus sa propriété.

Or, il arrive plusieurs fois que le créancier hypothécaire, qui a acheté la propriété, la revend \$10,000. Il aura donc retiré de son hypothèque de \$5,000 la somme de \$12,800 et aura encore un recours de \$2,200, contre l'ancien propriétaire. C'est de l'usure toute crue et la pire. Désormais, quand le

créancier aura retiré 100 % de sa créance, y compris les intérêts et les frais, sa réclamation contre le premier propriétaire sera annulée automatiquement.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite un cas arrivé à La Tuque, où un propriétaire ayant une dette de \$50,000 avait remboursé \$30,000. La compagnie de placement a fait vendre la propriété, l'a reprise pour une chanson et l'a revendue \$100,000, et avait encore un jugement pour \$20,000. contre l'infortuné propriétaire. En vertu de la loi, cette créance sera effacée, car c'était du vol pur et simple.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On se trouve ainsi à faire disparaître la garantie personnelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, elle existe quand même, puisqu'il faudra que la dette soit entièrement acquittée pour que le débiteur puisse obtenir sa quittance.

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, que le bill 76 concernant la libération de certains débiteurs soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cotisation à Saint-Jean-de-la-Croix

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Monette), que les honoraires payés pour le bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill présenté en 1936 est devenu caduc par suite de la dissolution de la législature.

Adopté.

Les petites sœurs franciscaines de Marie

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que les honoraires payés pour le bill 142 modifiant la

charte de "Les petites sœurs franciscaines de Marie" soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser le développement d'une œuvre d'utilité sociale et d'assistance publique.

Adopté.

Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que les honoraires payés pour le bill 103 constituant en corporation Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

Demandes de documents:

Billets de location, cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, du 14 avril 1937 jusqu'à date, relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac.

Seize colons ont été dépouillés de leurs lots dans le comté de Frontenac sans être indemnisés pour leur travail à cause de l'intervention du député de Frontenac (M. Tardif). Ils ont été forcés de déguerpir tout simplement parce qu'ils étaient des libéraux. Cinq d'entre eux ont demandé au procureur général la permission de poursuivre le gouvernement en septembre dernier, chacun produisant un affidavit alléguant qu'il avait fait sur son lot les améliorations requises, qu'il avait obtenu son billet de location de bonne foi et qu'il a été dépouillé injustement pour des raisons politiques.

Le procureur général a refusé à ces colons le droit de poursuivre. De deux choses l'une, ou bien les colons ont raison ou bien ils ont tort. S'ils ont raison, pourquoi les empêcher de prendre des procédures. S'ils ont tort, qu'on les laisse encore poursuivre, ce

sont eux qui paieront les frais et ils cesseront de se plaindre. Il me semble qu'il serait plus juste et plus équitable de faire décider le cas par les tribunaux régulièrement constitués.

M. Tardif (Frontenac): Toute cette question a été réglée à la satisfaction de tout le monde dans mon comté. Les sociétés de colonisation ont été mises à même de rendre leurs lots à ces colons s'ils en étaient jugés dignes. Le député de Rivière-du-Loup rend un mauvais service aux cinq personnes dont il vient de mentionner les noms.

Il s'agit tout simplement de billets de location qui avaient été accordés sous l'ancien régime, pour de simples promesses électorales. Je constate que le député de Rivière-du-Loup se fait le défenseur de bien mauvaises causes. S'il continue à défendre des causes du genre, il ne pourra jamais être nommé juge.

On dit qu'il s'agit de questions politiques. J'admets que ces cinq messieurs sont des rouges. Ce n'est pas un scandale d'être rouge. Cependant, c'est un bien grand défaut. Je conseillerais au député de Rivière-du-Loup de regarder dans son propre comté avant de s'immiscer dans le comté des autres.

S'il continue à faire le malin, je pourrais bien lui rappeler l'achat de certaines automobiles. À la prochaine élection, je lui demanderais de venir dans mon comté. Il verra ce que les colons vont lui répondre.

J'ai bien hâte de rencontrer mes amis de l'autre côté, je veux dire dans l'autre monde, mais peut-être qu'ils seront dans les limbes. On verra bien où ils iront. Vous allez voir qu'il n'y a pas de patronage par là.

(Rires)

Il (M. Tardif) fait allusion à l'une des personnes qui se plaignent. C'est, dit-il, une dame Lemay de 60 ans d'âge, qu'on a voulu établir comme "colonne", au détriment d'un père de famille de 24 ans avec deux enfants sur les bras. On a dit qu'il y a une requête de signée pour faire rétablir ces colons sur leurs lots. On avance même que des curés ont signé cette requête. Mais ce que le député de Rivière-du-Loup ne sait pas, c'est que ces curés m'ont dit:

"Ne tenez pas compte de notre signature. Vous savez, on a signé parce que notre entourage est tellement rouge qu'on pourrait dynamiter notre maison si on ne signait pas. Ne tenez donc pas compte de nos signatures". Quant à l'ancien député de Frontenac, M. Gagnon, c'est un homme juste, droit, honnête qui s'est mis dans un tel état qu'il ne sera plus montrable dans aucune élection.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député a cité le cas de Mme Lemay qu'il dit avoir 60 ans tandis qu'elle n'en a que 47.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a donné l'âge? Elle-même ou son baptistère?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Un affidavit et le baptistère. Cette femme dit aussi que le lot est à son mari, mais que c'est elle qui administre le tout parce que le mari est infirme. Le député a ôté le lot à ce pauvre infirme de mari, par politique. Le procureur général a devant lui cinq pétitions de colons demandant de poursuivre le gouvernement. Pourquoi ne les a-t-il pas accordées? Est-ce pour protéger le député?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que nous n'avons pas jugé à propos d'accorder les demandes.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Voilà comment on traite les colons! On fait de la politique, des farces. On n'accorde pas la pétition de droit, pour faire plaisir au député de Frontenac.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député n'est pas intervenu dans cette affaire, qu'il ignore probablement.

M. Tardif (Frontenac): Je l'ignore.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'ai fait une motion de production de documents à ce sujet l'an dernier, et les documents n'ont jamais été produits. On veut cacher quelque chose de louche. Si je soulève cette question, c'est qu'un grand nombre de colons sont dépouillés injustement de leurs lots. Le gouvernement regrettera cette politique de vengeance électorale.

M. Tardif (Frontenac): (À M. Casgrain) Je vous attends!

La motion est adoptée.

Accord entre la corporation de Portneuf et le Canadien Pacifique

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 ratifiant et confirmant

un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Boiteau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Barrette (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme nous avons fait beaucoup de travail, nous allons ajourner et il n'y aura pas de séance ce soir. Je comprends que l'opposition est fatiguée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Non, ça va bien depuis hier. On a bien tenu le coup et surtout bien travaillé. D'ailleurs, comme tout le monde, j'ai reçu \$280 de mon indemnité rétablie. Travaille bien qui est bien payé.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef de l'opposition ne parle pas trop vite. Ce n'est pas encore sûr. La loi n'a pas encore été sanctionnée, il sera peut-être obligé de remettre son argent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avez-vous peur que M. Médéric Martin s'oppose à une augmentation d'indemnité qui affecte aussi le Conseil législatif?

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne sait jamais! Le Conseil peut faire cela. Et sinon M. Martin, peut-être M. Hector Laferté. On raconte justement de M. Laferté une histoire que je ne veux pas croire. On se rappelle que lorsqu'il cessa ses fonctions comme Orateur de cette Chambre, il a fait transporter son fauteuil de président du Conseil législatif chez lui, selon la tradition.

Il chargea lui-même, dit-on, le coût du transport, \$1.41, au gouvernement. M. Laferté aurait voulu se faire rembourser par le gouvernement. Mais je ne veux pas le croire. Cela ne doit pas être vrai.

(Rires)

Ce fauteuil, on sait que ça coûte \$1,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Puisque le premier ministre parle de fauteuil d'Orateur, j'aimerais moi aussi avoir mon fauteuil d'Orateur⁴. On sait que la tradition veut que l'Orateur, pour les bons jugements qu'il a rendus au cours de sa législature, reçoive le fauteuil en souvenir. Moi, le mien, celui sur lequel siège l'actuel Orateur, je l'ai prêté à l'ancien député de Joliette (M. Dugas) qui m'a succédé comme Orateur. Le gouvernement a changé et avec toute cette affaire-là, j'ai perdu mon fauteuil.

(Rires et applaudissements de la droite)

J'aimerais bien qu'on me rende mon fauteuil, j'aurai de la progéniture, des descendants dans 500 ou 600 ans d'ici qui seront fiers de leur ancêtre qui fut président à la Législature de Québec, le meilleur Orateur de la Chambre depuis la Confédération.

(Rires)

Je capitule.

Les députés frappent sur leur pupitre en signe d'approbation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces descendants, ils se rappelleront qu'ils ont eu un grand homme dans la famille! Je compte, dit-il, sur l'esprit de justice du gouvernement, sur son respect des traditions ancestrales pour obtenir mon fauteuil. Mes collègues de l'Assemblée législative devraient m'aider à avoir mon fauteuil. Ce ne serait que justice pour mes descendants, ce me semble.

(Rires et applaudissements de la droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a dit quelque chose de bien vrai. Il a été Orateur pendant quatre ans. Il s'est assis là, sur ce fauteuil.

Il a dit que, quand il l'a quitté, qu'il ne l'a pas réclamé, pensant sans doute qu'il ne valait rien, après être resté si longtemps dessus.

(Rires)

Je comprends qu'il s'agit là d'une coutume. Aujourd'hui, il le réclame, sans doute depuis qu'il sent qu'il a de la valeur en voyant un meilleur Orateur que lui sur ce même fauteuil. Nous allons étudier sérieusement la demande très importante du chef de l'opposition. Est-ce un article du nouveau programme du Parti libéral?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je comprends, M. l'Orateur, les arguments du chef de l'opposition; il a perdu un siège dans Bagot, quand bien même on lui donnerait maintenant un fauteuil, ce serait une consolation appropriée.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Eh, bien!

Ma descendance attend avec anxiété.

(Rires et applaudissements)

Il me semble qu'on n'aurait pas dû rompre la tradition.

(Applaudissements)

Si le premier ministre reste bien mal pris, au point de vue finances, on va faire une petite souscription parmi les députés.

(Applaudissements)

Et comme celui à qui on fait le cadeau souscrit toujours plus que les autres, je suis prêt à souscrire, car je suis très riche, le premier ministre l'a dit cet après-midi. Je me suis montré généreux dans l'achat d'un hôtel à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais certifier encore une fois au chef de l'opposition que nous allons étudier cette question très sérieusement.

Les descendants du chef de l'opposition se rappelleront ainsi son titre d'Orateur. C'est peut-être vrai.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La considération devrait être rapide ainsi que sérieuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois pourtant que les descendants seront anxieux de voir le fauteuil et d'oublier le reste.

(Rires)

Dans ces circonstances-là, je dis au chef de l'opposition qu'il aura son fauteuil.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je l'ai bien gagné⁵. Merci beaucoup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous avons le meilleur premier ministre depuis la Confédération⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si nous pouvons siéger ce soir, très bien, mais ce n'est pas nécessaire.

(Protestations)

Il y a encore des bills à étudier. Nous allons ajourner à demain matin pour permettre au chef de l'opposition de se réjouir de son fauteuil.

(Rires)

La motion est adoptée. La Chambre est ajournée à demain matin, 11 heures.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. \$600,000,000, selon *La Patrie* du 6 avril 1938, à la page 5.

2. *Le Canada* du 7 avril 1938, à la page 1, rapporte que "M. Hachez, déjà aux prises, on ne sait sur quel prétexte, avec M. Hortensius Béique, un poids lourd, vit M. Boyer foncer sur lui, en face, et un troisième ministériel par derrière."

3. M. L.-A. Richard, sous-ministre, est à ce moment en Chambre, à la gauche de l'honorable M. Gagnon, selon *Le Soleil* du 7 avril 1938, à la page 8.

4. Il fut Orateur suppléant de 1928 à 1930 et Orateur de 1930 à 1936. *La Presse* du 7 avril 1938, à la page 23, ajoute que "Lors de la réélection du gouvernement Taschereau, il fut nommé ministre, et

c'est Me Lucien Dugas de Joliette qui lui succéda comme Orateur. Comme on n'eut pas le temps de faire faire un nouveau fauteuil pour la session, on pria M. Bouchard de prêter son fauteuil à M. Dugas."

5. Selon *Le Devoir* du 7 avril 1938, à la page 1, "M. Bouchard fut si heureux qu'il a envoyé un baiser de la main à M. Duplessis. M. Bouchard offrit d'ailleurs de le payer en entier, mais le premier ministre le lui céda sans condition."

6. Dans *L'Illustration nouvelle* du 7 avril 1938, à la page 3, on attribue ces paroles à M. Bouchard.

Première séance du jeudi 7 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 11 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 75 créant une école de filature;
- bill 113 constituant en corporation The Normetal Railway Company;
- bill 126 modifiant la charte de la ville de Montmagny;
- bill 138 relatif à The Empire Trust Company.

**Immeuble pour l'emmagasiner
de produits agricoles**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 93 relatif à la loi 20 George V, chapitre 7.

Adopté.

Il informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose:
1. Que le lieutenant gouverneur en conseil pourra aux conditions qu'il déterminera, autoriser le

ministre de l'Agriculture à acquérir, pour servir à l'emmagasiner de produits agricoles, l'immeuble comprenant une bâtisse ou construction dont il est question dans un acte exécuté devant F. S. MacKay, notaire, le trente août 1934, sous le numéro 17227 de ses minutes et situé sur la rue Saint-Ambroise, dans le quartier Saint-Henri de la cité de Montréal, et que lorsque pour une raison quelconque, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, cet immeuble ne pourra être acquis de gré à gré, il pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à s'en porter acquéreur conformément aux dispositions ci-après.

2. Que le ministre donnera avis, par poste recommandée à leur dernière adresse connue de lui, au propriétaire de l'immeuble mentionné à la résolution précédente et à la personne ou aux personnes qui paraissent posséder une option sur cet immeuble, qu'il entend l'acquérir au prix mentionné dans une option signée par le président et le secrétaire de Lake of the Woods Milling Company Limited à la date du ou vers le trois février 1938.

3. Que le ministre déposera pour enregistrement, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, une copie certifiée dudit avis et, à compter de ce dépôt, les biens immobiliers dont il est question ci-dessus deviendront la propriété absolue et incommutable du gouvernement de la province et ils seront purgés de tous les droits réels qui les affectaient.

4. Que le ministre acquittera, à même le montant mentionné à l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 7, le prix de l'acquisition de ces biens immobiliers et que ce paiement pourra être fait, suivant la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, soit à la compagnie mentionnée, ci-dessus, soit à la ou aux personnes qui possèdent une option sur ces biens immobiliers ou soit à leurs ayants droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une loi pour autoriser le ministère de l'Agriculture à acheter pour la Coopérative fédérée l'entrepôt qu'elle occupe actuellement et pour lequel elle paie un loyer annuel de \$15,000. La Coopérative fédérée rend des services malgré les critiques auxquelles elle peut prêter. L'ancien gouvernement avait passé une loi pour construire un entrepôt au prix de \$500,000, puis avait amendé sa loi pour se faire autoriser à faire des réparations. L'ancien gouvernement avait songé à acquérir l'entrepôt et une option de \$500,000 lui avait été offerte. En février

dernier, certaines personnes avaient une option sur cet entrepôt et l'ont offert au gouvernement pour \$300,000. Elles ont consenti à faire bénéficier le gouvernement de cette option. Le gouvernement a accepté.

Certaines complications sont survenues cependant. Des gens ayant appris que le gouvernement était décidé à acheter l'immeuble sont accourus chez les détenteurs de l'option et l'ont acquise pour la revendre à haut prix au gouvernement. Mais ce dernier a décidé qu'il ne se fera pas exploiter par personne. Aussi, la loi donne au gouvernement le droit d'acheter au prix de l'option de février. Le bill décrète que, s'il n'est pas possible de s'entendre avec les propriétaires ou les porteurs d'une option pour un prix ne dépassant pas \$300,000, le gouvernement est tout de même autorisé à en prendre possession en payant ledit montant. Tant pis pour les agioteurs qui veulent exploiter la population! Autrement, le gouvernement serait perpétuellement exploité et volé. Personne ne pourra faire de profits avec le gouvernement de l'Union nationale avec des options. Il (l'honorable M. Duplessis) parle des avantages qu'il y aura pour la province de posséder cet entrepôt et d'en faire bénéficier les cultivateurs. L'entrepôt, si le gouvernement en est le propriétaire, sera fort utile et représentera une source de revenus considérable pour la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'option de \$300,000, dit-il, offerte en février est bien le prix qu'on veut payer, je vais voter pour ce bill. Il s'agit d'un bon bill pour une fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'ancien gouvernement avait refusé d'acheter à \$500,000 parce que le détenteur de l'option aurait réalisé un profit de \$100,000 qu'il aurait partagé entre certains intéressés. Il (M. Bouchard) nomme le détenteur en question maintenant décédé, M. Oscar Dufresne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste pour le renom de cet homme qui exécuta de grands travaux pour l'ancien gouvernement sans qu'une seule critique se soit jamais élevée et qui fut un des plus grands patriotes véritables de notre province.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 93 relatif à la loi 20 George V, chapitre 7.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Crédit agricole en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 82 pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.

Adopté.

Il informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Que l'Office du crédit agricole du Québec soit autorisé à emprunter, avec la garantie du gouvernement de la province, par émission d'obligations ou autrement, une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars, pour les fins mentionnées à la section 3 de la loi qui accompagne la présente résolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une situation particulière existe dans la Gaspésie. L'Office du prêt agricole peut difficilement prêter en Gaspésie où il n'y eut pas de notaire pendant

longtemps, où les titres de propriété sont très souvent perdus ou ne sont pas enregistrés, ou tout à fait défectueux et où il n'y a pas de cadastre. De sorte que les cultivateurs ne peuvent présenter de titres clairs et ne peuvent bénéficier de la loi du crédit agricole.

Pour contourner la difficulté, la loi met \$250,000 à la disposition de l'Office qui pourra prêter aux caisses populaires dans une proportion de 65 %¹, et qui, elles, sont mieux en mesure de juger de la validité des garanties données. Les caisses remettront à l'Office les titres de garanties qu'elles auront obtenus des cultivateurs et elles s'engageront à rembourser le gouvernement. Cette loi crée une hypothèque en faveur de l'Office et des caisses populaires. Le cultivateur des comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et des Îles-de-la-Madeleine qui n'a pas de titre devient propriétaire au bout de 30 ans d'occupation et 10 ans pour propriétés avec titres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Prêter aux caisses populaires, ce n'est rien de nouveau cela. Le gouvernement met ainsi en pratique un article du programme de l'honorable Adélard Godbout qui, aux dernières élections, avait promis de trouver un système de prêt agricole par l'entremise des caisses populaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce gouvernement fut une comète.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a de belles comètes et qui reviennent.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se hissent quelque peu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour quelle raison on met un crédit spécial de \$250,000 à la disposition de l'Office du prêt agricole?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce que c'est nécessaire.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je remercie, dit-il, le gouvernement. L'ancienne administration a refusé l'application de ce système en 1928, 1932 et 1934.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dans ce temps-là, vous appuyiez le gouvernement.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): J'ai quitté, dit-il, le Parti libéral parce que ce dernier ne voulait rien faire pour la Gaspésie. Cette mesure va aider beaucoup la

Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine et va régulariser nombre de titres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Gaspé-Sud a quitté le Parti libéral quand il a senti que le courant était de l'autre bord.

M. Perron (Beauce) veut parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui dit d'attendre la deuxième lecture du bill.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 82 pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité²:

M. Perron (Beauce): J'attire, dit-il, l'attention du gouvernement sur les nombreuses demandes dans mon comté. Il y a dans la Beauce au-delà de 1,200 demandes de prêt agricole. Je voudrais que l'on augmente les fonds du crédit agricole provincial de \$5,000,000. Nos cultivateurs sont pour ainsi dire à la porte de la banqueroute.

Des députés de l'opposition s'exclament.

M. Perron (Beauce): Cela est dû à l'ancien gouvernement.

M. Tardif (Frontenac): J'appuie le député de Beauce, dit-il. On devrait garder à la campagne l'argent des campagnes. Je dois féliciter le gouvernement de l'aide qu'il veut porter aux caisses populaires. Je voudrais, de plus, que le gouvernement prenne les moyens pour protéger les créanciers contre certains exploiters qui parcourent les campagnes. Il y a danger que les exploiters de toutes sortes parcourent les campagnes pour soutirer l'argent prêté par l'Office. Je voudrais que l'on fasse une campagne pour la fondation de caisses populaires. Car il s'agit d'empêcher que l'argent prêté s'entasse dans les banques et retourne à la ville. Autrement, il faudra recommencer à prêter aux cultivateurs dans quelques années.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me fait plaisir, dit-il, d'entendre un cultivateur signaler un des abus du prêt agricole. Des cultivateurs, qui n'auraient pas besoin d'emprunter, empruntent à cause du taux d'intérêt. L'opposition n'est pas contre le prêt agricole, mais elle est contre la façon dont on l'administre. Il parle du sous-ministre de l'Agriculture, M. Albert Rioux.

M. Pelletier (Lotbinière) parle dans le même sens que le député de Beauce (M. Perron) et cite des statistiques. L'Office a consenti 210 prêts au montant total de \$210,000. Le prêt agricole provincial a eu pour effet de faire baisser les taux d'intérêt dans les campagnes. J'aurais préféré, dit-il, qu'on aille plus loin dans les crédits mis à la disposition du crédit agricole.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du lieutenant gouverneur:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) transmet à M. l'Orateur suppléant le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur suppléant lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1938, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 7 avril 1938
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) que ledit message, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille six cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules automobiles (service de la circulation) (procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des bourses pour cours additionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas mille trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de l'art musical, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas six mille six cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante et un mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes-octrois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pont-routes-entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux-mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts de péage: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la recherche des mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et Pêcheries - Jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publicité, (département de l'Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École

de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des chemins d'hiver, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation et œuvre de secours aux colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes, octrois et encouragement à la colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour la loi des véhicules automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des assurances: diverses dépenses, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour célébrations patriotiques et religieuses, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1938, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,263,150.00.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 30 juin 1939, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$36,419,116.72.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Loi des subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 50 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1938 et le 30 juin 1939, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assignment de groupements devant les tribunaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 favorisant l'exercice de certains droits soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill décrète que, quand une société ou association n'a pas la personnalité civile, on peut poursuivre devant les tribunaux n'importe lequel de ses membres, et les jugements prononcés contre l'un d'eux sont valables contre tous les autres membres. Ce bill ne fait de tort à personne et il a pour but d'éviter la multiplicité des poursuites. Cette législation exempte les créanciers d'une association qui n'a pas de

personnalité civile de poursuivre chacun des membres personnellement. Contrairement à ce qu'avait affirmé l'opposition au cours de la matinée, le gouvernement actuel est favorable et protège les unions ouvrières et ce bill n'est pas dirigé contre elles. Il les a protégées en maintes circonstances et il les protège encore par cette loi qui leur donnera le moyen de poursuivre certaines associations de patrons mal disposés. Le bill a pour objet de donner aux associations ou sociétés la plénitude de leurs droits; que ce soit dans le domaine de la musique, des arts, du travail, le bill sera très avantageux. Il existe certains mouvements qui font affaires sous certains noms et contre lesquels il n'est pas de recours possible parce qu'elles ne possèdent pas de statuts légaux. Par cette loi, on pourra avoir recours contre toutes les associations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je reproche au ministre, dit-il, d'avoir apporté ce bill, qui est important et peut avoir des répercussions lointaines, à la fin de la session où les parties intéressées n'ont pas eu la chance de se prononcer. Le bill vise un groupe particulier de travailleurs, mais il affecterait aussi plusieurs autres groupes et il devrait être étudié au moins à une autre session.

Le présent bill vise certaines associations ouvrières internationales qui, contrairement aux unions nationales, ne possèdent pas de personnalité civile dans la province. En vertu de ce projet de loi, on peut rendre n'importe quel membre responsable parce qu'il s'est associé à un mouvement ouvrier. Il peut être condamné personnellement. Par cette loi, chacun se trouve responsable pour les autres. On ne doit pas rendre les membres responsables pour toutes les actions de l'association. C'est celle-ci qui doit être tenue responsable.

Si certaines associations ouvrières ont décidé de ne pas s'organiser régulièrement et ont pu exister, je ne vois pas pourquoi on les forcerait, en pratique, à devenir des personnes légales. Nos groupes ouvriers sont sans responsabilité personnelle et je ne voudrais pas qu'on vienne placer sur les unions internationales des responsabilités qui ne sont pas portées par d'autres organisations ouvrières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition fait beaucoup de bruit pour rien. Par cette loi, nous donnons aux associations, aux groupements, tous les droits que possèdent les individus. Mais, en ayant ces droits, ils en auront aussi les obligations. Cette loi est de nature, croyons-nous, à rendre service à tous les groupements.

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement, par ce bill, ne vise que les unions internationales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de prêter au gouvernement des intentions qu'il n'a pas.

M. Bastien (Berthier): S'il y a une union ouvrière de visée, c'est l'union internationale. Les internationales ont fait beaucoup de bien, tant dans la province qu'ailleurs; on leur doit le relèvement des salaires et elles constituent une garantie de paix sociale et industrielle dans la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En vertu de cette loi, si, au cours d'une grève, il se commet des abus, on pourra tenir un membre des unions internationales responsable pour tous les dommages. Je rappelle, dit-il, les troubles survenus pendant la dernière grève de Sorel l'an dernier. Les grévistes à Sorel ont mis la vie des femmes et des citoyens en danger, ils ont lancé par les fenêtres des boulons d'acier qui auraient pu être meurtriers et les désordres les plus graves ont éclaté. Dans de tels cas, sous ce bill, tous les membres de l'union pourront être tenus responsables des gestes posés individuellement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste, dit-il, au nom des ouvriers de Sorel et de la population du comté de Richelieu. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'essayer de salir la bonne renommée de la population de Sorel. Je proteste comme premier ministre au nom de la province. Je reproche au chef de l'opposition d'avoir insulté la population ouvrière de la province en faisant allusion aux grèves de l'été dernier en parlant de ce bill qui n'a rien à voir, selon moi, aux grèves. Je lui demande de retirer ses paroles injurieuses et libelleuses pour la classe ouvrière.

Des voix: Retirez, retirez!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce que j'ai dit, c'est que les unions ont fait beaucoup de bien et je ne suis pas pour retirer cela parce que c'est vrai. Mais le gouvernement, qui n'aime pas les ouvriers, voudrait bien créer l'impression que j'ai dit des paroles injurieuses.

Des voix: Retirez, retirez!

M. Bastien (Berthier): M. le président...

Des voix: À l'ordre. Adopté, adopté...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On présente toujours ces bills extraordinaires à la fin de la session. On prend tout le monde par surprise. C'est le plus mauvais bill de toute la session.

(Chahut)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre sait très bien ce qui s'est passé. Il veut faire des farces aujourd'hui, mais il n'en faisait pas, l'été dernier, pendant les grèves des ouvriers de la Dominion Textile, alors qu'il se cachait dans son bureau à l'abri, lui, et son ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

(Vociférations à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Je ne me suis jamais caché, dit-il, ni dans mon bureau ni ailleurs. Je ne me cache pas quand il s'agit de faire mon devoir. Le député n'a pas le droit d'affirmer ici que le premier ministre s'est caché quand on sait que, lui, débris d'ancien régime sorti du soupirail de la cave des comptes publics...

(Rires, bruit des dessus de bureaux qu'on laisse tomber)

Je ne me cache jamais! Tout le monde sait que je n'ai peur de rien. J'ai peut-être beaucoup de défauts, mais on ne peut pas me reprocher d'être un peureux.

(Applaudissements)

J'ai toujours eu conscience de faire mon devoir.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre n'est peut-être pas un peureux devant une poignée de députés, néanmoins, pendant la grève du textile à Montréal, personne ne l'a vu parmi les ouvriers. Les dirigeants de la compagnie l'ont vu, par exemple, au milieu d'eux.

Des voix: À l'ordre, à l'ordre.

M. Bastien (Berthier): Pendant la grève, le premier ministre est parti à Montréal et le cardinal...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur le point d'ordre de tout à l'heure, j'affirme que, pendant la grève, je ne me suis pas interposé de quelque manière que ce soit et je ne me suis pas entretenu avec les employeurs ou leurs représentants. Je n'ai pas rencontré ni M. Gordon ni aucun autre directeur de la compagnie durant la grève avant le jour où Son Éminence le cardinal Villeneuve m'a

demandé de la régler, et je l'ai fait. Grâce à la merveilleuse coopération que j'ai reçue, j'ai réussi à régler la grève en une journée. C'est grâce à cette intervention si la grève a été si bien réglée. Et, en la réglant, j'ai obtenu tout ce que les ouvriers me demandaient. J'ai même fait plus: j'ai fait réinstaller un M. Théoret qu'on avait congédié parce qu'il avait traité M. Gordon de menteur.

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas un point d'ordre, cela, c'est un roman.

M. le président: À l'ordre, à l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais refusé de travailler pour les ouvriers. J'ai toujours travaillé souvent sans manger, M. le président, de 8 heures du matin à 10 heures du soir, sans arrêt, afin de régler cette grève, sans le moindre repos, pour obtenir conciliation. D'autres, qui se disent braves et qui créaient des difficultés au gouvernement, en cette circonstance, ne manquaient jamais d'aller manger leurs trois repas par jour. Mais nous, nous sommes conscients de nos responsabilités.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre dit qu'il a réglé la grève, mais comment se fait-il que les ouvriers sont en instance aujourd'hui auprès d'Ottawa pour obtenir justice sur la question qui les a mis en grève? La grève n'a pas été si bien réglée qu'il le prétend.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député s'en tienne à la discussion du bill!

Des voix: Hors d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un député a le droit de parler et de répondre sur une question où il est entraîné par le premier ministre lui-même.

M. Bastien (Berthier): Cette loi va causer un préjudice très grave aux unions internationales, et c'est une erreur très grave que de la présenter aux dernières heures de la session sans consulter, au préalable, les intéressés. Le premier ministre sait pourtant ce qui s'est récemment passé lorsqu'il s'est empressé de faire sanctionner des lois, deux lois iniques contre lesquelles toute l'opinion était soulevée. Ces plaies syndicales sont à peine cicatrisées que déjà le premier ministre arrive avec une autre loi dangereuse, néfaste... Cette loi, comme d'autres récentes, est de nature à soulever les ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député est hors d'ordre. On n'a pas le droit de
prêter au gouvernement des intentions qu'il n'a pas.
(Vociférations de la droite)

M. le président intervient.

M. Bastien (Berthier): Je ne veux pas déprécier
le premier ministre; mon bon ami le premier
ministre...

(Rires)

... mais, lorsqu'il commet des erreurs, j'ai le
droit, comme représentant du peuple...

(Rires)

... de les dénoncer. Il défait ici l'œuvre
importante des unions ouvrières. Ne sait-il pas que
M. Norman Rogers a approuvé les unions internationales?
Ces unions, le temps les a éprouvées. Elles sont
bonnes, elles assurent toute la protection aux
ouvriers. Elles sont basées sur les "Trade Unions"
qui ont fait la richesse du peuple anglais. En les
détruisant, le premier ministre va se constituer en
bourreau et en tyran de la classe ouvrière.

(Protestations)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Honte
à vous!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
C'est-y effrayant!

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il est
malpropre.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je soulève
un point d'ordre. Un député faisant partie d'un
Parlement civilisé n'a pas le droit d'employer des
expressions aussi antiparlementaires que celles de
bourreau ou tyran des ouvriers, surtout quand il parle
du premier ministre qui est un patriote éprouvé, etc.

Des voix: Retirez vos paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Laissez parler le député de Berthier. Ces insultes ne
me touchent pas, ne m'arrivent ni au cœur ni au
talon. J'ai conscience de faire mon devoir et la
satisfaction du devoir accompli est plus belle.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas d'objection
à amoindrir le sens de mes expressions. Si j'emploie
ces mots peut-être durs, c'est pour avertir le premier

ministre qui n'a pas l'air de se rendre compte de la
situation. Les ouvriers se plaignent de lui.

M. le président: Je demande au député de
retirer ses paroles.

M. Bastien (Berthier): Pour une aussi bonne
cause, je n'ai pas d'objection... mais à la condition
que le premier ministre ne pose pas de conditions.

Des députés de la droite: Retire-les donc!

M. Bastien (Berthier): ... M. le président,
pour une aussi bonne cause que celle des ouvriers...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qu'il soit entendu que le député de Berthier se
conduise d'une façon décente.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il en
est incapable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qu'on prenne les moyens s'il ne veut pas. J'ordonne
au président de faire rapport à l'Orateur s'il refuse.

M. Pelletier (Lotbinière): On devrait le forcer
à faire cela tout de suite, sans merci.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À coup de
masse.

M. Bastien (Berthier): Peut-on croire que...

M. le président: Que le député retire ses
paroles.

M. Bastien (Berthier): Je veux avoir mon
augmentation comme les autres et je ne veux pas me
faire mettre à la porte pour faire le jeu du
gouvernement. Je les retire.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport
qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Questions et réponses:

Georges Lemieux

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Georges
Lemieux est-il encore à l'emploi du ministère de
l'Agriculture?

2. Si la réponse est négative:

a. Quand a-t-il été destitué?

b. À quelle date a-t-il été averti de sa destitution et quand cette destitution devait-elle prendre effet?

c. A-t-il été destitué pour cause et quelles sont les raisons qui ont justifié sa destitution?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): 1. Non.

2. a et b. Dans l'automne 1937; le 19 février 1938.

c. Dans l'intérêt public.

Gérard Filion

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Gérard Filion, secrétaire de l'Union catholique des cultivateurs, de Montréal, est-il allé en Europe aux frais du gouvernement?

2. Si la réponse est affirmative:-

a. Quelle a été la durée de son voyage?

b. Combien le gouvernement lui a-t-il payé pour frais de voyage et autres dépenses?

c. Quel était le but de son voyage?

d. A-t-il fait un rapport?

e. Quels pays d'Europe a-t-il visité?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): 1. Oui.

2. a. 5 mois.

b. \$2,000.

c. Enquêtes sur les organisations agricoles d'Europe.

d. Oui.

e. Italie, France, Belgique, Angleterre, Danemark, Allemagne et Hollande.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 7 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi de la chasse

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 95 modifiant la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture ait lieu maintenant.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 94 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture ait lieu maintenant.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie les deuxième et troisième alinéas de l'article 1 qui se lisent comme suit:

"a. en remplaçant le mot "neuf" dans la deuxième ligne du premier alinéa, par le mot "quinze";

"b. en remplaçant le mot "cinq", dans la deuxième ligne du premier alinéa, par le mot "sept"."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce bill a pour but de porter de 15 à 18 le nombre des directeurs, et le quorum des assemblées, de 7 à 10. On est à élaborer un projet où l'Union catholique des cultivateurs et la Coopérative Fédérée, au lieu de se faire la guerre, vont coopérer.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 1 sont amendés et se lisent comme suit:

"a. en remplaçant le mot "neuf" dans la deuxième ligne du premier alinéa, par le mot "dix-huit";

"b. en remplaçant le mot "cinq", dans la deuxième ligne du premier alinéa, par le mot "dix"."

Les amendements sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Assignment de groupements
devant les tribunaux**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 88 favorisant l'exercice de certains droits.

Adopté.

En comité⁵:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'assignation de tel groupement devant les tribunaux de la province, dans les recours prévus par la loi, peut se faire soit en assignant l'un de ses membres, soit en assignant collectivement tel groupement sous le nom sous lequel il se désigne ou est communément désigné ou connu.

"L'assignation suivant l'un ou l'autre des modes prévus par l'alinéa précédent vaut contre tous les membres de tel groupement et les jugements ou

sentences prononcés dans l'instance sont exécutoires contre chacun de ces membres, tant personnellement que comme faisant partie de tel groupement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il a certains amendements à apporter.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)⁶ en suggère également.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

D'après les déclarations du chef de l'opposition, au cours de la séance de ce matin, déclarations qui sont de nature à créer une mauvaise impression autour de cette nouvelle loi dans d'autres provinces de la Confédération, je tiens à faire deux amendements.

Dans l'article 2, où il est prévu "des recours par la loi", nous ajouterons: "par la loi de la province". Il explique la nécessité de ce changement étant donné que les juges nommés par le fédéral pourront penser que la province empiète sur les lois fédérales, ce qui explique la nécessité d'une distinction. Plus bas où nous disons dans le bill, "en assignant un de ses membres ou collectivement tout le groupe", nous ajoutons aussi "contre chacun de ses membres en leur qualité de membres".

Ce matin, au cours de la discussion, j'ai déclaré que la loi était en somme conforme à l'article 1837 du Code civil. Je l'ai cité de mémoire et cela s'est adonné que c'est exactement cela.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Combien prodigieux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cet article dit ce qui suit: "1837. Lorsque des individus dans le Bas-Canada sont associés pour quelque une des fins mentionnées en l'article 1834, et qu'il n'a pas été déposé de déclarations tel que requis ci-dessous, toute action qui peut être intentée contre tous les membres de la société peut aussi l'être contre un ou plusieurs d'entre eux, comme faisant ou ayant fait commerce conjointement avec d'autres, sans nommer ces derniers dans le bref ou la demande sous les nom et raison de leur société; et si jugement est rendu contre lui ou contre eux, tous autres peuvent être ensuite poursuivis conjointement ou séparément sur la cause primitive d'action sur laquelle jugement a été rendu. Mais si telle action est fondée sur une obligation ou un document par écrit dans lequel sont nommés tous les membres obligés, ou quelqu'un d'entre eux, alors tous les associés y dénommés doivent être parties à l'action."

L'article 1834 dit: "1834. Dans les sociétés formées pour fins de commerce, pour l'exploitation de fabrique, d'arts ou métiers, ou par la construction de chemins, écluses ou ponts, ou pour la colonisation, le défrichement ou le trafic des terres, les associés..."

Nous retrouvons les dispositions dont nous servons aujourd'hui dans le Code civil, lequel nous vient du code Napoléon, lequel remonte au code justinien en si grande faveur dans le temps de la splendeur romaine. Anciennement, il y avait une loi contre les compagnies où tous les associés et les directeurs étaient solidairement responsables. Nous n'allons pas si loin que cela. Le Code civil prévoyait des sanctions comme nous et nous voulons inclure toute société groupée pour des fins de commerce, de fabrique d'armes, de construction de ponts, de trafic de terres, etc., lorsque cette société n'a pas déposé de déclaration au bureau du protonotaire.

En vertu de la loi actuelle, nous évitons les procès, les frais inutiles, le trouble, l'ennui et la multiplicité de la procédure. Ce matin, le chef de l'opposition a parlé des unions-ci et des unions-ça. On tente de dire que le gouvernement se prononce contre les unions dans ce bill. Quelle erreur, M. le président! Personne plus que le gouvernement actuel n'est en faveur des unions ouvrières. La preuve, c'est que le gouvernement de l'Union nationale, c'est le premier gouvernement qui a passé une loi pour dire aux patrons: Si vous empêchez untel de faire partie d'une union, il y aura un recours légal contre vous. Les patrons sont obligés, sous peine de pénalités graves, de reconnaître aux ouvriers le droit de se grouper en associations.

Nous ne voulons pas qu'une personne soit troublée parce qu'elle fait partie de telle ou telle union ou encore parce qu'elle ne fait partie d'aucune. C'est la première fois qu'un gouvernement prend une telle attitude. Nous sommes un gouvernement en faveur des unions légitimes et *bona fide* du moment qu'elles sont constituées pour la poursuite de fins suivant l'ordre et les traditions, et nous avons passé une loi décrétant que tout ouvrier est libre d'en faire partie. Il y a quelques années, sous l'ancien régime, il y a eu une union de patrons des textiles. La Wabasso, par exemple, chez nous faisait partie de cette union d'employeurs avec d'autres compagnies de textile.

Il y en a à Montréal, à Valleyfield, à Sherbrooke, à Magog, à Saint-Grégoire de Montmorency, etc. Ces gens-là ont eu l'audace de s'unir pour publier dans les journaux un avis aux ouvriers que jamais ils ne permettraient aux ouvriers employés dans leurs filatures de se former en associations ouvrières.

Cela se passait sous l'ancien régime qui protégeait les trusts et les a laissés faire. C'était une union pour la désunion, chose que le gouvernement ne permettra plus. Nous ne sommes pas pour les unions qui provoquent la désunion. Nous voulons que toutes les compagnies et industries reconnaissent les unions et le droit d'union. Nous sommes pour que les unions puissent accomplir tous les droits accordés aux particuliers.

J'ai dénoncé cela dans le temps, pas après les élections mais pendant la campagne électorale et bien avant, parce qu'au mois de novembre 1935, M. Taschereau avait organisé, dans mon comté, une lutte particulièrement pour me battre. J'ai eu le courage d'avertir la Wabasso que dès que je serais au pouvoir, j'adopterais une loi pour obliger les patrons à laisser les ouvriers s'organiser comme ils l'entendront et qu'il faut des unions à Trois-Rivières. Ils ont reconnu immédiatement que j'avais raison.

Et effectivement, dès que nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons passé une loi reconnaissant le droit de l'ouvrier de se grouper en association. L'ancien gouvernement aurait eu le temps et le loisir d'intervenir. La Wabasso, par exemple, existe depuis 1910. Si les ouvriers ont aujourd'hui le droit de se former en union, et s'il est défendu en même temps aux patrons de les en empêcher, sous sanction de peines sévères, c'est au seul gouvernement de l'Union nationale qu'ils le doivent. À la Wabasso, nous avons fait augmenter les salaires de \$180,000⁷ en une année.

(Applaudissements)

Nous voulons donner justice, "fair play" aux patrons comme aux ouvriers et nous voulons que ceux qui ont des droits remplissent leurs obligations et que ceux qui font affaire avec ceux-là soient aussi protégés dans leurs droits. Il n'appartient ni à l'union des employeurs ni à l'union des employés de mener la province. Pour mener la province, il y a un gouvernement pour cela et il est ici.

(Applaudissements)

Nous n'endurerons pas d'intimidation, ni des patrons, ni des employés. Nos lois ouvrières sont les meilleures jamais connues dans la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, la lutte que nous avons faite contre le bill ce matin a eu pour résultat de faire réfléchir le gouvernement. Il propose des amendements. Néanmoins, nous allons voter contre le bill, parce que les amendements ne font pas grand-chose.

Le premier ministre dans son discours veut nous faire croire que cette loi est dirigée contre les

patrons plutôt que contre les ouvriers. En fait, elle est dirigée contre les mouvements ouvriers. Et elle n'est pas dangereuse seulement pour les mouvements ouvriers, mais contre beaucoup d'autres associations d'autres genres, car il en est beaucoup qui sont en marge de la loi d'incorporation, et qui n'étant pas incorporées, tombent donc sous la coupe de ce bill. Ces associations ont rendu d'immenses services dans le passé. Or donc, chacun des membres de ces associations peut subir de graves préjudices, être personnellement responsable des actes de la société sans qu'il ne soit le moins du monde averti de ce qui se passe, avant d'être condamné à payer.

Ceux qui font affaire avec ces associations savent qu'il en est plusieurs qui n'ont aucun statut légal. On va donc nuire en spécifiant "personnalité civile" à une foule d'organisations légitimes qui pour fonctionner n'ont pas besoin d'une entité corporative: les sociétés de sport, de charité, bienfaisance, et les organisations utiles pour le progrès de nos classes ouvrières. Je suggère, dit-il, que les syndicats catholiques aident les organisations internationales à prévenir cette situation. Les travailleurs de Montréal ne vont pas approuver. Il y a beaucoup de ces sociétés qui font un bien énorme, mais il y a plus.

Ce que vise le gouvernement, sans vouloir l'admettre, ce sont les unions internationales d'ouvriers. Ce bill semble dirigé exclusivement contre l'union internationale. Et je crois que les syndicats catholiques devraient prêter main-forte aux internationaux.

(Rires)

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) s'amuse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Le regardant gravement) C'est un rire sarcastique que vous avez là, M. le ministre, et ça va vous coûter cher!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
(Riant) Vous ne croyez pas ce que vous dites!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne crois pas à ce que je dis? Je ne suis pas un homme comme ça! Je n'ai jamais fait de farces, moi, au Parlement, quand il a fallu discuter de lois sérieuses comme celle-là. Si je dépendais des ouvriers pour me faire élire comme le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) j'aurais honte de voter pour un bill comme celui-là.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Vous avez peur de l'ordre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai toujours défendu les ouvriers. Si je suis arrivé, c'est grâce aux ouvriers qui m'ont élu.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Vous êtes arrivé à avoir quelque chose, c'est parce que vous les avez exploités.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout ce que j'ai, et si je suis arrivé, je le dois aux ouvriers.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
C'est bien ce qu'ils disent aussi.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce bill est dirigé contre les unions ouvrières. Les unions internationales n'ont pas de statut légal; or, il ne faut pas oublier qu'elles sont dans le mouvement syndical de la province depuis 50 ans et qu'elles ont rendu de grands services à leurs membres, mais aussi à la province. Elles ont fait du travail de pionniers.

Il fait l'éloge des unions internationales qui furent les précurseurs de l'association professionnelle au pays. Cette mesure en amènerait peut-être la disparition. Je blâme le premier ministre d'avoir amené à une heure aussi tardive un bill de cette importance.

Le premier ministre devrait prendre le temps d'étudier ses bills. Il doit se rappeler qu'il a été obligé de se promener à Canossa, avec un bill, et qu'il a dû faire machine arrière, même sur une partie du bill qu'il nous a présenté ce matin.

C'est un bill qui signifie la mort de l'Union Internationale. Je ne suis pas en faveur d'un tel bill. Il faudrait prévoir les conséquences de ce bill. Le premier ministre a parlé d'amendements, personne ne sait ce que ça veut dire, et je n'ai rien compris du tout à ces amendements.

(Rires de la droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Riant) Ça n'est pas nouveau!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a pas que moi qui n'ai pas compris. Il n'y a pas un député qui ait compris quelque chose. Je voterai contre ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'était très clair, évidemment l'opposition...

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je n'ai pas une copie de ces amendements devant moi et

j'estime que le premier ministre devrait s'expliquer de nouveau parce que le bill soulève une question très importante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils sont faciles à comprendre. Nous disons d'abord limitation aux lois de la province afin de ne pas faire confondre avec les lois du fédéral, puis nous disons que les procédures seront prises contre chacun des membres à titre de membres.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je serais en faveur d'une expression plus heureuse et plus libre. À ce compte, il y aura prompt dissolution de plusieurs sociétés si les membres sont investis d'une telle responsabilité devant la loi. S'il était adopté intégralement, le bill serait la source d'un nombre incalculable de difficultés pour d'innocentes personnes.

Si une poursuite est intentée contre un mouvement syndical ouvrier en raison d'activités survenues lors d'une grève, tous les membres pourront être poursuivis et leurs biens pourront être saisis pour compenser l'employeur dont l'établissement a subi des dommages. De plus, en permettant de signifier une sommation à toute personne se trouvant dans un bureau syndical, la loi entraînera toutes sortes de complications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nos jugements porteront contre le groupement et nos poursuites contre la propriété appartenant à ce groupe. Les membres sont poursuivis collectivement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Que le premier ministre le dise donc dans la loi, que seule la propriété du groupe sera affectée. Dans l'État de New York, il y a une loi des compagnies et sociétés. Quand on les poursuit, on s'en prend au président, au secrétaire ou tout autre officier responsable d'une union et cette poursuite rend l'union responsable. C'est plus simple. On précise. Il existe le danger que l'officier d'une association reçoive un bref, le garde sans le soumettre aux autres officiers et ces derniers se trouvent dans des difficultés imprévues. Le premier ministre devrait faire attention. Il a déjà fait des erreurs qu'il a été obligé de reconnaître, pas très souvent cependant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas, dit-il, la prétention d'être infaillible et il est du devoir d'un homme honnête et intelligent de savoir le reconnaître. Le bien de la province doit

passer avant les petites satisfactions d'orgueil personnel. Je suis fier d'avoir admis que j'ai fait une erreur. C'est le fait d'un bon premier ministre de se rétracter et de revenir sur ses décisions pour faire mieux. Et je n'aurai jamais honte de faire cela tant qu'il s'agira des intérêts de la province.

(Applaudissements)

Les gens sans cœur hésitent à admettre leurs erreurs. Si on mettait dans la loi une poursuite contre le président et le secrétaire, il y aurait des unions qui changeraient le nom de leurs officiers.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Ajoutez donc "ou à défaut du président ou du secrétaire, n'importe quel autre officier responsable".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, nous dirons: En assignant l'un des officiers de tel groupement au bureau ordinaire ou reconnu de tel groupement sont exécutoires contre tous leurs biens meubles et immeubles.

Mais j'y pense, s'il fallait, par exemple, dire que je veux poursuivre l'opposition comme groupement, il me faudrait désigner le leader, qui est le député de Saint-Hyacinthe, comme officier responsable. Cela ne se peut pas parce que la véritable tête de l'opposition, c'est le député de Saint-Louis qui n'est qu'un membre.

(Rires)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Pourquoi ne pas mettre cela dans le Code civil?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons ces dispositions dans les Statuts. Les Statuts sont plus populaires que le Code.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mais les avocats, qui sont les seuls à lire les Statuts et les codes, sauront mieux trouver cela dans le Code que dans les Statuts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les Statuts sont clairs aujourd'hui.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Joliment compliqués au contraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous en faisons l'épuration. Voyons la loi du moratoire, par exemple. Si cette loi était dans le Code, ce ne serait plus un code. De même, la loi des compagnies.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): En vertu du projet de loi, le mode de signification des procédures n'est pas conforme aux modes d'assignation prévus par les dispositions du Code de procédure civile et, partant, serait illégal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des lois spéciales prévoient dans de nombreux cas, des modes de significations particuliers.

L'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. L'assignation de tel groupement devant les tribunaux de la province, dans les recours prévus par les lois de la province, peut se faire en assignant un de ses officiers au bureau ordinaire ou reconnu de tel groupement ou en assignant collectivement tel groupement sous le nom sous lequel il se désigne ou est communément désigné ou connu.

"L'assignation suivant l'un ou l'autre des modes prévus par l'alinéa précédent vaut contre tous les membres de tel groupement et les jugements prononcés dans l'instance sont exécutoires contre tous les biens meubles ou immeubles de tel groupement."

Les amendements sont adoptés.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau de révision médicale et fonds d'accidents

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est là l'exécution de deux autres des promesses électorales de l'Union nationale. Le gouvernement veut mettre fin à la glorieuse incertitude médicale dans les causes d'accidents, en décrétant qu'en matière de fixation d'indemnité, la Commission des accidents est obligée d'accepter la décision du bureau médical d'examineurs comme finale, et pour ce qui est du fonds commun, le gouvernement veut rétablir l'équilibre.

Nous constituons un bureau médical qui sera chargé de réviser la preuve médicale faite devant la Commission dans les cas d'accidents qui lui sont soumis. Le bureau est formé de trois médecins nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les décisions de ce bureau engagent la Commission.

En ce qui concerne le fonds commun, la loi prévoit la nomination d'un administrateur qui est substitué à la Commission pour la fixation et l'inspection des cotisations prévues pour leur perception et pour l'administration générale du fonds d'accident. Ce sont deux grandes améliorations. D'ici l'an prochain, nous allons entendre les suggestions des intéressés. Il y aurait sûrement lieu d'apporter d'autres améliorations à la loi au cours de la prochaine session.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'approuve le bill. Mais j'aimerais bien à savoir si la Commission a eu un surplus au cours de la dernière année. Le gouvernement crée simplement de nouveaux postes pour ses nombreux amis. Les commissaires actuels ont appliqué la loi avec honnêteté et efficacité et la nomination d'un administrateur pratiquement indépendant n'apportera aucune amélioration.

J'espère que le gouvernement nommera un administrateur compétent pour administrer le fonds de la Commission des accidents du travail. Ce serait une bonne chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avez-vous des noms à suggérer?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah non! On ne connaît pas cela, nous autres.

M. Dubé (Témiscouata) félicite le gouvernement. L'institution, dit-il, d'un bureau de révision médicale s'imposait à tous points de vue.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Permis de vente de bière

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 80 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière.

Adopté.

Il informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: Que, sur recommandation du comité nommé en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 55 et du gérant de la Commission des liqueurs de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter, diminuer ou autrement modifier les droits exigibles en vertu des articles 26, 29 et 37 de la loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1925, chapitre 37), et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur les mêmes recommandations, abolir certains de ces droits en les compensant ou en les remplaçant par d'autres, conformément à l'article 37a de ladite loi des liqueurs alcooliques, tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): D'après cette loi, la Chambre des députés se départit du droit d'imposer elle-même des taxes dans la province de Québec pour le donner au lieutenant-gouverneur en conseil. Ce sera désormais le gérant de la Régie des

alcools qui fixera le taux de ces licences. C'est encore une loi d'électoratisme. On abolit encore les droits des députés. Ceci signifie que le gouvernement, par le biais de la Commission des liqueurs du Québec, aura le contrôle absolu des hommes de métier sous licence et ce contrôle sera utilisé dans l'intérêt de l'administration actuelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'enlève aucun pouvoir à la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Autant dire que vous abolissez la Chambre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait une bonne chose si on abolissait le chef de l'opposition. Mais on ne fera pas cela. On veut le garder comme une relique du temps, jadis.

Les prérogatives des représentants du peuple sont sauvegardées puisque l'on demande à ces derniers de se prononcer. Sous l'ancien régime, le gouvernement imposait la grande majorité des taxes. Le chef de l'opposition nous dit que le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut imposer de taxes. Mais il a déjà le droit d'imposer des taxes; c'est lui qui impose une taxe sur les automobiles, sur les courtiers. Cependant, ces lois ont été adoptées par l'ancien régime.

Avec la présente loi, il ne s'agit pas de taxes mais bien de permis, ce qui n'est rien de nouveau. Le lieutenant-gouverneur en conseil a les mêmes pouvoirs et plusieurs autres aussi. Les élus sont maintenant appelés à approuver cette mesure, ce qui signifie que leur décision est libre et sans entrave. Les changements ne seront pas effectués tant que nous n'aurons pas pris toutes les informations nécessaires.

Sous l'ancienne administration, on avait aboli un article fixant des licences respectives de \$10, \$5 et \$2, pour dire que le lieutenant-gouverneur en conseil pourrait faire ce qu'il voudrait. Il a fait si bien ce qu'il a voulu qu'il les a changées en licences respectives de \$500, \$300 et \$35. L'Ontario n'impose pas de licence sur la vente de bière, mais taxe sur la quantité de gallons vendus. Celui qui vend plus paiera plus. Cette manière de procéder est plus juste et raisonnable, car le petit ne paie pas alors pour le gros.

Il y aura des améliorations à faire dans ce sens. Selon toute probabilité, ceci signifie que le lieutenant-gouverneur en conseil sera capable de réajuster le barème des licences, afin qu'il soit proportionnel à la quantité de bière vendue dans

chaque établissement. Présentement, la taxe sur l'activité est générale. En imposant ainsi une taxe sur la quantité de bière vendue, nous croyons, mais ceci n'est pas une promesse, qu'il sera possible de donner, ultérieurement, aux municipalités une partie du produit de ces permis. Le chef de l'opposition ne doit pas être contre cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mettez cela dans la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous y verrons lorsque la Commission de révision des taxes aura terminé son travail et que nous aurons fait la redistribution des sources de revenus. Il n'y aura pas de changement tant que les intéressés en cette affaire n'auront pas été consultés, car nous demanderons l'opinion de la Commission des liqueurs et du Comité de révision des impôts. Le lieutenant-gouverneur en conseil, avant d'agir, entendra les parties intéressées et examinera le rapport présenté au comité en étudiant la possibilité de réviser le système d'imposition.

Le chef de l'opposition ne devrait pas s'opposer à ce bill parce qu'il est maintenant propriétaire d'hôtel à Saint-Hyacinthe et qu'il craint de payer trop cher. Nous ne sommes pas ici pour faire exclusivement son affaire, mais pour la province. Si par accident il vendait peu de bière, l'hôtel qu'il a acheté au prix d'une enchère d'une piastre pour sauver une veuve dans le besoin, ce sera tant mieux pour lui; il paiera son permis moins cher. Nous ne ferons payer le chef de l'opposition que pour la bière qu'il vendra. Il pourra y mettre son siège.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Moi, c'est une licence de tempérance que j'ai. Ça va être commode pour se faire des amis des commerçants de boisson et pour faire marcher les électeurs. Il va falloir être poli.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça va faire une grosse différence pour le chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis l'exemple du premier ministre. On peut modifier les droits tous les mois. Je ne sais pas comment un homme peut rester poli dans une Chambre comme celle que nous avons depuis deux ans et avec un homme comme le premier ministre. Je ne me trouve pas encore assez polisson pour répondre aux polissonneries comme en fait le premier ministre.

Mais le premier ministre ferait mieux de changer d'habitude; les députés vont se lasser de se voir enlever tous leurs privilèges.

Je m'oppose, dit-il, à cette loi parce qu'elle confère trop de pouvoir au gouvernement. J'y vois un danger d'électoratisme. Le gouvernement, dit-il, va se servir de cette loi pour se rendre certaines gens favorables. Les brasseurs vont avoir peur. Il va falloir qu'ils filent doux, car s'ils ne marchent pas dans la voie du Seigneur, leurs taxes vont augmenter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils vont se faire brasser!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est dommage que le premier ministre devance son temps. Car, en temps de démocratie, il édicte des lois à la fasciste. Mussolini a commencé de même; il a commencé par des petites lois tranquilles, puis plus raides, tant et si bien qu'il a fini par supprimer la Chambre elle-même.

Aujourd'hui, le pouvoir législatif n'est pas démocratique en ce pays. Avant longtemps, avec des lois comme celle-ci, nous n'aurons plus besoin de députés. Ce sera le premier ministre qui administrera tout seul la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le chef de l'opposition bien sincèrement. Il a manifesté une humilité qu'on ne lui connaissait pas, quand il a déclaré qu'il n'était pas encore assez polisson. C'est trop d'humilité car, qu'il n'ait aucune crainte, il est très polisson, plus qu'on ne peut le désirer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'espère que vous ne deviendrez pas boxeur, car si ça continue, il va falloir que je devienne bon pugiliste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Eh bien! C'est ça! Le premier ministre va séparer le bon grain de l'ivraie!

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois sur division, une deuxième fois sur division et adoptée sur division par la Chambre.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 80 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 134, soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de permettre de ratifier des ententes qui permettront de réorganiser les finances de sept municipalités du Lac-Saint-Jean qui sont maintenant sous le contrôle de la commission municipale.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 42 modifiant la loi de la

voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié dans la dix-huitième ligne, en ajoutant, après les mots "à des endroits", le mot "appropriés".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 49 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles suivants sont insérés à la suite de l'article 2, comme articles 3, 4 et 5:

"3. L'article 227 de ladite loi est modifié en remplaçant les mots: "sur la base établie par l'article 249", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots: "d'après une table de mortalité approuvée par le surintendant des assurances et à un taux d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par an".

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 227, le suivant:

"227a. Les compagnies d'assurance funéraire doivent constituer, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 154, un fonds de réserve à même les primes perçues sur les contrats d'assurance funéraire émis, remis en vigueur ou remplacés après expiration ou déchéance, à compter du 1^{er} juillet 1938."

"5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 228, le suivant:

"228a. À compter du premier juillet 1938, tout contrat d'assurance funéraire émis, remis en vigueur ou remplacé après expiration ou déchéance, doit indiquer la valeur marchande du service funèbre promis, et stipuler que le bénéficiaire ou les bénéficiaires nommés dans le contrat ou les représentants légaux de l'assuré peuvent, lors du décès de tel assuré, exiger à leur choix le service funèbre promis ou une somme d'argent égale à sa valeur marchande telle qu'indiquée dans la police d'assurance."

2. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 4, comme article 8:

"8. L'article 250 de ladite loi est modifié en y ajoutant, dans la cinquième ligne, après les mots: "dans l'article 249", ce qui suit: "ou, s'il s'agit d'une compagnie d'assurance funéraire, dans l'article 227".

3. Les articles 3, 4 et 5 deviennent respectivement 6, 7 et 9.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: *a.* en remplaçant, dans la quatrième ligne du sous-alinéa *kk*, les mots: "d'un demi-million deux cent quarante trois mille cinq cents", par les mots: "de trois millions trois cent quarante-trois mille cinq cents"; *b.* en ajoutant dans la onzième ligne dudit sous-alinéa après les mots: "l'année scolaire 1938-1939", les mots: "et dix millions cent mille dollars pour boucler le budget de revenu de l'année scolaire 1938-1939"; *c.* en remplaçant, dans la vingt-deuxième ligne, le mot "cinq", par le mot: "dix"; *d.* en ajoutant, après la vingt-cinquième ligne, l'alinéa suivant:

"Toute émission faite pour une période de moins de quarante ans sera rachetable à son échéance, avec le produit de la vente de nouveaux bons ou obligations; et ces nouveaux bons ou obligations pourront être émis pour des termes successifs de pas moins de dix ans, tels que la durée totale de l'emprunt n'excédera pas quarante ans."

2. L'article 3 est abrogé.

3. L'article 4 est modifié dans la huitième ligne, en ajoutant, après le mot "inconnu", les mots: "ou non dévoilé".

4. L'article 10 est modifié: *a.* en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots: "Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal", par les mots: "Montreal Protestant Central School Board"; *b.* en remplaçant, dans les huitième, neuvième et dixième lignes, les mots: "donné dans un journal quotidien publié en français et dans un journal publié en anglais dans la cité de Montréal" par les mots: "par un avis recommandé par la poste à l'adresse de chacun des bureaux des commissaires d'écoles de la cité de Montréal".

5. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent respectivement 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 129 modifiant la charte de la ville de La Tuque avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: *a.* en retranchant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots: "et de deux cents dollars pour les échevins"; *b.* en ajoutant, dans la dix-huitième ligne, après les mots: "et entier effet", les mots: "quant à ce qui concerne le salaire du maire".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de

l'école Saint-Édouard, à Beauport, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est modifié en rayant, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse".

2. Le préambule est modifié: *a.* en rayant dans la deuxième ligne, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse"; *b.* en rayant dans la trente-deuxième ligne, après le mot "d'écoles", les mots "de la paroisse"; *c.* en rayant, dans la trente-septième ligne de la page 2, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse".

3. L'article 2 est modifié: *a.* en rayant dans les cinquième et sixième lignes, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse"; *b.* en rayant dans la vingt-neuvième ligne, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse"; *c.* en rayant dans la trente-troisième ligne, après le mot "publiques" le mot "et".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les septième et huitième lignes, les mots: "(reproduit comme cédule de la présente loi)".

2. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. La subvention annuelle mentionnée à l'article 1 de la présente loi ne sera payée chaque année que lorsque la compagnie Ernest Harnois & Fils, Itée aura établi qu'au cours de l'année écoulée, elle a payé les salaires établis pour la cité de Joliette, par les conventions collectives en vigueur dans la localité, ou par les lois fédérales ou provinciales, et ce, tant pour les travaux ordinaires de l'exploitation de son industrie, que pour les travaux de réparation ou d'entretien de ses immeubles, machineries ou autres propriétés, de même que pour la construction d'allonges, entrepôts ou dépendances."

3. La cédule comprise dans les pages 2, 3 et 4, est biffée.

4. L'article 2 devient article 3.

Entretien des chemins d'hiver

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 42 modifiant la loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Compagnies d'assurance funéraire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 49 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de La Tuque

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 129 modifiant la charte de la ville de LaTuque. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Commissaires d'écoles de Beauport

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard, à Beauport. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Subvention à Ernest Harnois & Fils, ltée

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Demandes de documents:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Bertrand), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances, opinions légales et documents de toutes natures entre la municipalité de Saint-Gédéon et le gouvernement au sujet d'accidents de travail, survenus à des personnes travaillant pour le compte de cette municipalité, et cela, depuis le 26 août 1936.

Ce n'est pas, dit-il, mon intention de discuter longtemps cette motion. J'ai posé, dit-il, une question au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) qui m'a répondu que l'on n'entendait pas payer d'indemnité pour l'accident subi par des ouvriers travaillant pour le compte de la municipalité de Saint-Gédéon. Dans une réponse à une question, le gouvernement a depuis fait part de son intention de payer des indemnités.

Le gouvernement entend-il payer ces indemnités après que les avocats du ministère de la Voirie ont déclaré que le département n'était pas responsable? En vertu de quel droit la province va payer une dette qu'elle ne doit pas? Si le gouvernement payait, ce serait un précédent dangereux qu'il ne faudrait pas établir pour faire plaisir à un député sympathique au gouvernement. D'ailleurs, aucune loi n'autorise ce paiement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je reproche à l'opposition, dit-il, de s'objecter à payer

un octroi à la municipalité de Saint-Gédéon. Le gouvernement avait donné un octroi pour faire exécuter des travaux de voirie et il y a eu deux blessés. Les opinions des aviseurs légaux ont été divisées. Il n'y a rien de mal à venir en aide à la municipalité pour lui permettre de rencontrer ses obligations. Dans les travaux de ce genre, non seulement l'entrepreneur mais la compagnie est responsable des dommages ainsi que le dit une loi pour le travail en forêt.

Dans le cas présent, il s'agit d'une municipalité pauvre et j'ai été heureux de l'aider. Je n'ai aucune hésitation à dire que j'ai recommandé le paiement et je ferais la même chose si c'était à recommencer. Ça va coûter en tout \$1,300. Il s'agit d'un cas exceptionnel. La motion sera acceptée si l'on veut limiter la date pour la production des documents au 26 août 1938.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement n'a aucune affaire à payer cet argent et le paiement n'est pas légal. La municipalité de Saint-Gédéon s'est fait entrepreneur de travaux publics et il est clair que le gouvernement n'a aucune responsabilité dans les accidents. La municipalité avait obtenu un contrat en vertu duquel le département de la Voirie a fait charroyer du gravier pris dans une carrière pour le porter sur un terrain du gouvernement.

La motion est adoptée.

George Robert Younger

M. Bulloch (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Barrette), que les droits spéciaux payés par le promoteur du bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat lui soient remis, vu que le bill n'a pu être déposé dans les délais prescrits, bien que le promoteur ait fait toute la diligence possible.

Adopté.

Adath Israël Congregation and Community Centre of Outremont

M. Bulloch (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Barrette), que les honoraires payés pour le bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill

a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

Succession J.-O. Villeneuve

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Monette), que, les droits spéciaux payés par le promoteur du bill 135 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve lui soient remis, vu que le bill n'a pas été présenté dans les délais prescrits, bien que le promoteur ait fait toute la diligence possible.

Adopté.

Consolidation d'arrérages de taxes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 modifiant la loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrérages de taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

Le comité étudie le titre du bill 77 qui se lit comme suit:

"Loi modifiant la loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes."

Le titre du bill 77 est amendé et se lit désormais comme suit:

"Loi modifiant la loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrérages de taxes."

L'amendement est adopté.

Le titre du bill 77, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3 de la loi 1 George VI, chapitre 57, remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"3. Tout contribuable peut consolider ses arrérages de taxes, avant le premier juillet 1938."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Tout contribuable peut consolider ses arrérages de taxes, avant le premier septembre 1938."

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Les amendements apportés par ce bill aux dispositions de la loi dite de consolidation des taxes municipales et scolaires ont pour but de rendre plus facile et plus avantageuse la consolidation des taxes foncières, et de mieux protéger à la fois le petit propriétaire et le crédit municipal et scolaire. L'on amende la loi votée l'an dernier et l'on décrète que la consolidation se fera sur une période de 25 ans. Tout contribuable peut consolider ses arrérages de taxes en donnant à la corporation, avant le 1^{er} septembre 1938, un avis à cette fin, et la consolidation prend dès lors effet et ces arrérages deviennent payables en 25 versements annuels, égaux et consécutifs, à compter du 1^{er} septembre 1939. Le retard à acquitter un versement n'entraîne pas la déchéance de la consolidation.

L'un des amendements de ce bill fait aussi disparaître l'obligation pour la corporation de faire vendre les immeubles du contribuable à la suite de son retard à acquitter un versement; il est dans ce cas à la discrétion de la corporation de décider, comme pour les taxes ordinaires, de l'attitude à prendre. Dans le cas où la corporation procède à la vente d'un immeuble, à la suite de retard d'un contribuable à acquitter ses taxes ou ses versements arriérés sur les taxes consolidées, le contribuable peut, en tout temps avant la vente, empêcher celle-ci, en acquittant ses taxes, ses versements arriérés et les frais. Pour permettre aux contribuables qui ont déjà consolidé leurs arrérages de taxes de bénéficier de la présente loi, ce bill met fin à l'ancienne consolidation et permet aux contribuables de consolider de nouveau en vertu de la loi telle qu'amendée.

Dans le même but, un amendement du bill met fin aux procédures que certaines corporations ont été forcées de faire en vertu de la loi de consolidation et assimile à des taxes les frais occasionnés par ces procédures. Ce bill permet aussi à toute corporation qui a été emprunter à la suite d'une consolidation, de faire un nouvel emprunt, pour combler la différence entre le montant de la première consolidation et celui de la nouvelle, lorsque celle-ci est plus élevée.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. Les procédures faites en vertu des dispositions des articles 13 et 14 de la loi 1 George VI, chapitre 57, telles qu'elles existaient avant l'entrée en vigueur de la présente, loi sont annulées et les frais occasionnés par ces procédures sont assimilés à des taxes affectant les immeubles annoncés en vente. Les dispositions de la présente section ont leur effet depuis le 7 avril 1938."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'attire tout spécialement l'attention des journalistes pour qu'ils publient cet avertissement. Nous disons à la fin de la loi que les municipalités qui ont engagé des procédures doivent arrêter immédiatement les frais et les procédures. La loi contient un article dégageant les municipalités de l'obligation de faire vendre les propriétés pour taxes. Cette clause prend effet à partir du 7 avril.

L'article 11 est adopté.

L'article 12 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill 77 modifiant la loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrérages de taxes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Ordres en conseil depuis le 26 août 1936

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Lawn), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-

gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil passés par le gouvernement de la province de Québec et approuvés par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à la production en bloc de ces arrêtés, comme on le demande. La motion, dit-il, est hors d'ordre parce que trop imprécise, car cela ferait une somme de travail inouïe et inutile. Qu'on me dise le sujet de ces arrêtés ministériels et je les produirai avec plaisir.

Nous faisons des arrêtés ministériels pour approuver la construction d'un châssis d'école, nous en faisons pour nommer des commissaires, pour nommer des juges de paix, nous ne sommes pas pour tout produire.

Par exemple, les arrêtés ministériels concernant 500 nominations de commissaires d'écoles ne peuvent intéresser personne. Ça coûterait trop cher à la province et ça ne rendrait aucun service à l'opposition. Je suis prêt à produire tous les arrêtés ministériels concernant une question spécifique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'attitude du premier ministre est condamnable. Les arrêtés ministériels sont comme les *Procès-verbaux* de séances au conseil des ministres et correspondent aux minutes des conseils municipaux, surtout depuis que le gouvernement administre seulement par arrêtés ministériels. Aujourd'hui que tout se fait exclusivement par ordres en conseil, comment voulez-vous que l'opposition fasse son devoir si nous ne les avons pas? Si l'on refusait de lire les *Procès-verbaux* dans un conseil municipal, ça irait mal.

Il faut que l'opposition connaisse tous ces arrêtés pour accomplir son devoir. Qu'est-ce que le gouvernement veut cacher? Je ne vois pas que ça puisse coûter si cher à la province. Le nombre des employés civils a presque doublé, nous avons voté \$900,000 de plus pour le service civil; il me semble qu'il doit y avoir assez de monde dans le parlement pour copier ces arrêtés ministériels. Tous les arrêtés ministériels intéressent l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt, dit-il, à fournir tous les arrêtés ministériels concernant une question particulière.

M. Delagrave (Québec-Ouest) s'en tient à sa demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui dit que s'il refuse de modifier sa demande, il en demandera le rejet à la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est parce que le premier ministre ne veut pas. Ça fait assez longtemps que je suis en Chambre, je connais ça ces trucs pour ne pas produire les documents.

(Applaudissements)

L'ancien gouvernement n'était pas sans doute parfait, mais ce n'est pas une raison pour le nouveau de l'imiter dans les endroits où l'autre ne l'était pas. L'opposition, pour bien faire sa besogne, a besoin de renseignements, et elle n'aura pas les éléments essentiels d'une saine opposition si on refuse de lui fournir les documents nécessaires. Je voudrais, par exemple, avoir les arrêtés ministériels sur les droits de coupe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais les produire tout de suite, dit-il, si le député de Québec-Ouest (M. Delagrave) veut modifier sa requête en conséquence.

M. Delagrave (Québec-Ouest) refuse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je signale qu'il y a des commerçants dans le temple...
(Rires)¹⁰

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Dansereau, Delagrave, Lawn, Marcoux,¹¹ Messier, Turcotte, 12.

Contre: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Bêïque, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Laroche, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Raynault, Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Thellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 54.

Ainsi, la motion est rejetée.

Loi de la chasse

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

En comité¹²:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi de la chasse (Statuts refondus 1925, chapitre 86), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 43, section 2, est de nouveau modifié en remplaçant les mots "de deux chevreuils", dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa par les mots "d'un chevreuil"."

L'honorable M. Gagnon (Matane): La loi a pour but de protéger le gibier de nos forêts. Elle a suivi les suggestions du comité de la chasse et de la pêche dont je félicite les membres, dit-il. L'opposition prétendra qu'avec cette loi nous restreignons la liberté des citoyens. Mais chaque personne a le pouvoir de tuer un chevreuil. Il faut bien protéger cette catégorie de bêtes sauvages si on ne veut pas complètement la voir disparaître. Il y a déjà des régions où on ne trouve plus aucun chevreuil. De la façon dont se présentent les choses en ce moment, il ne restera plus de gibier au Québec d'ici 25 ans.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si cette loi est si importante, pourquoi l'a-t-on amenée devant la Chambre seulement à la fin de la session?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le rapport du comité de la chasse et de la pêche a été produit il y a seulement une dizaine de jours. Un seul député de l'opposition est venu au comité de chasse et pêche, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). Ce dernier demandait un frigidaire pour refroidir ses électeurs; il a eu à la place une fumerie pour le poisson.

Le chef de l'opposition doit l'approuver, car si on ne prend pas les mesures nécessaires, le gibier aura disparu dans 50 ans. Or, le député de Saint-Hyacinthe est devenu hôtelier et il a intérêt à garder le gibier pour satisfaire sa clientèle.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) parle d'un chèque de \$10,000 que le ministre des Mines et

Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) aurait reçu d'après M. Édouard Lacroix.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai fait contre M. Édouard Lacroix, en assemblée contradictoire, dit-il, les mêmes accusations que le premier ministre a portées au comité des comptes publics et que M. Lacroix a niées à Ottawa. Lors d'une assemblée en 1931, où se trouvaient MM. Lacroix et Demers et autres, M. Lacroix a parlé de ce chèque. Je l'ai défié de le montrer, et M. Lacroix n'a jamais montré ce prétendu chèque.

Mais j'ai accusé M. Lacroix des diverses illégalités et malversations qui ont été depuis découvertes à l'enquête des comptes publics, et M. Lacroix a dit: "Je vais poursuivre le député de Dorchester." Mais, à la fin de l'assemblée, le monsieur qui devait me poursuivre et qui ne m'a jamais poursuivi, m'a tendu la main en me disant: "Bonjour M. Gagnon."

Au sujet du député de Saint-Hyacinthe, j'ai reçu un télégramme de M. Jean Morin dont le chef de l'opposition a parlé hier, au sujet de son hôtel de Saint-Hyacinthe. M. Morin nie carrément les déclarations du chef de l'opposition et il termine son télégramme en disant qu'il n'a jamais eu l'intention d'acheter cet hôtel, n'ayant jamais fait commerce de calices.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. Morin dirige le comité de soviet de Saint-Hyacinthe de l'Union nationale.

L'honorable M. Gagnon (Matane) parle.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) continue ses observations.

L'honorable M. Gagnon (Matane) parle.

M. le président invite le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) à se taire et à observer les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) fait l'éloge des cercles de jeunes naturalistes. Il parle des recommandations du comité de chasse et pêche, de la valeur de notre faune, du respect des oiseaux, etc.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On sait tout ça. Il parle de castors, des oiseaux, etc. Il (M. Casgrain) parle des déclarations du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) sur

M. Édouard Lacroix. Il cite le mot de M. Lacroix à Ottawa: "Pour se maintenir au pouvoir, Staline tue, Duplessis salit".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je dois avouer que je ne lis pas ordinairement les discours de certains députés. Mais on a attiré mon attention sur certains incidents qui se sont produits à la Chambre des communes. J'ai déjà dit plusieurs fois, et j'ai dit l'an dernier, à l'enquête des comptes publics, lorsque des témoins ont déposé certains faits contre M. Édouard Lacroix, député de Beauce, que M. Édouard Lacroix était le bienvenu s'il voulait venir témoigner devant le comité des comptes publics, que nous suspendrions tout autre témoignage et toute discussion immédiatement pour l'entendre s'il voulait venir donner des explications. M. Lacroix était courageux en paroles à Ottawa, mais il a été impossible de le faire venir à Québec.

M. Édouard Lacroix n'a pas voulu venir. C'est son affaire, mais il n'a pas le droit de venir prétendre qu'il n'a pu se défendre. Nous sommes allés le rencontrer chez lui, dans son propre comté, en Beauce, et le peuple qui le connaît l'a jugé. Quant à la scène qui s'est passée au parlement fédéral, je pourrais faire observer, qu'à tort ou à raison, que les choses qu'on peut dire contre moi personnellement me laissent indifférent, mais je suis tout de même premier ministre de la province de Québec. J'ai toujours respecté l'autonomie de la Chambre des communes du dominion et je regrette que cette politique ne soit pas réciproque.

Le pouvoir de l'Orateur est de faire observer les règlements, à Ottawa comme à Québec. Apparemment, l'Orateur de la Chambre des communes ne sait pas comment faire son travail ou il est incapable d'assurer l'observance des règlements. Il laisse insulter le premier ministre de la province de Québec sans rien faire pour conserver le décorum de la Chambre que la Législature provinciale respecte. Si ce que certains journaux ont rapporté est bien vrai, alors je n'ai aucune hésitation à dire qu'il n'y a pas de décorum à Ottawa et que les règlements n'y sont pas respectés. Quoique, je l'ajoute, les déclarations que l'on puisse faire là, ne m'émeuvent pas du tout.

M. Ernest Lapointe aurait fait certaines déclarations à mon sujet. M. Lapointe est beaucoup plus brave quand il est loin que lorsqu'il est près. Je puis ajouter que je suis heureux des déclarations de M. Lapointe; je suis heureux parce qu'il a admis s'identifier avec l'ancien régime. Il s'était rangé, lors de l'élection de 1936, avec l'ancien régime, et après

les turpitudes qui ont été mises à jour, il s'y identifie de nouveau; il se range du côté des malfaiteurs. C'est son affaire. Mais nous avons toujours respecté l'autonomie d'Ottawa et nous n'avons pas utilisé la Législature pour injurier Ottawa, et l'on devrait également à Ottawa respecter la Législature de Québec.

L'attitude et les paroles de M. Lacroix, ainsi que celles de M. Lapointe n'empêcheraient pas le gouvernement de continuer son travail de nettoyage de tous les profiteurs de la province et de les punir adéquatement.

Car si le nom de M. Lacroix, député fédéral, a été mêlé aux discussions de la Législature, c'est à cause de la part que M. Lacroix a jouée dans les rangs d'un parti provincial et dans l'administration de la province, personnellement. Quant à M. Lacroix, les accusations qui ont été portées contre lui sont exactes et réelles.

Nous sommes capables de les prouver et encore plus, et il y aura des sanctions. L'affaire de M. Lacroix est simple à comprendre. Du temps que nous étions avec M. Paul Gouin, M. Lacroix voulait être ministre des Terres et Forêts.

J'ai rencontré M. Paul Gouin, avant l'union des deux groupes, et je lui ai dit que jamais je ne consentirais à faire partie d'un gouvernement où M. Lacroix serait ministre des Terres et Forêts, car il n'était pas convenable que M. Lacroix, personnellement et directement intéressé dans l'exploitation des ressources naturelles de la province, fût ministre de ce département. Un marchand de bois occupant ce poste serait un non-sens. C'est après cela que M. Lacroix m'a moins aimé. Et il voulait aussi être premier ministre.

J'aimerais à le voir ici discuter sa position. Nous allons le rejoindre comme il faut, non pas pour vengeance, mais parce qu'il devra rembourser à la province des sommes importantes qu'il doit. M. Lacroix a été accusé par le comité des comptes publics pour plusieurs infractions aux lois et règlements de la province, à titre de propriétaire de compagnies en opération ici. Il était président d'une compagnie qui volait la taxe sur la gasoline, qui falsifiait ses livres; il a fait entrer au pays des camions sans payer les douanes; il n'a pas payé les licences obligatoires sur des camions qui lui appartenaient. M. Édouard Lacroix a pillé le Trésor provincial, et il a volé la province en coupant du bois en bas de la mesure légale.

M. Bastien (Berthier): Si le premier ministre me permet de lui poser une question, pourquoi

n'a-t-il pas tout dit ça à la population de la province de Québec à l'élection de 1935, pour que la province puisse en juger?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déclaré à l'enquête des comptes publics de 1936 que nous punirions tous ceux qui ont prévarié, bleus comme rouges et nationaux. Et c'est pour ça sans doute que M. Lacroix ne m'aimait plus en 1936. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, j'ai constaté une foule de choses qui m'ont éclairé sur les activités de M. Édouard Lacroix. Il ruinait nos forêts et il s'est rendu coupable d'une offense passible de \$122,000 d'amende et de droits dus. Il a réglé avec l'ancien gouvernement pour \$5,000.

M. Lacroix dit que M. Taschereau n'en parle pas: je le crois bien. M. Taschereau était complice avec M. Lacroix. Est-ce qu'entre complices on se dénonce? Les complices ne parlent jamais de ce qu'ils font. M. Édouard Lacroix a construit des "slouches"¹³ pour exporter illégalement du bois aux États-Unis, malgré tous les règlements et la loi du bois canadien, pillant ainsi le Trésor public et favorisant au surplus l'industrie américaine au détriment des industries canadiennes. Il s'est ainsi rendu coupable d'une pénalité de \$3¹⁴ par arbre coupé. Nous allons prendre des procédures et voir à faire rembourser la province, en suivant la procédure régulière, sans esprit de vengeance, en tenant compte de la justice...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand allez-vous le faire rembourser¹⁵?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus tôt que vous ne le pensez!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Envoyez à votre force, ça nous fera plaisir. Mais je sais fort bien que cela n'arrivera pas¹⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des gens qui sont contents que l'on procède contre les autres tant que ce ne sont pas leurs amis! M. Édouard Lacroix a reçu un compte de \$10,000 d'amendes pour une limite dans Dorchester. Au lieu de payer l'amende de \$10,000, il a vendu la limite à une fabrique et il a retiré \$10,000.

Quant aux attaques personnelles faites contre le premier ministre du Québec à la Chambre des communes à Ottawa, c'est l'affaire de l'Orateur de cette Chambre. Je dis que des choses semblables ne se seraient pas produites à Québec. Quant à

M. Édouard Lacroix, s'il veut venir donner ses explications devant le comité des comptes publics, il est le bienvenu. Nous l'avons invité il y a un an et nous l'invitons encore.

J'invite de plus le chef de l'opposition et les députés de l'opposition à dire à M. Lacroix que nous l'invitons au comité des comptes publics, que je lui donne l'assurance qu'il pourra dire tout ce qu'il voudra, qu'il parlera aussi longtemps qu'il voudra, et que je ne l'interromprai pas. Il aura l'occasion de dire tout ce qu'il désire dire pour sa défense, même s'il veut parler pendant deux ou trois jours; nous allons prendre le temps de l'écouter. Quand il aura parlé, moi et d'autres membres du comité aurons le droit de le questionner...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement ne peut pas faire comparaître M. Lacroix devant le comité, car il ira en prison si le gouvernement tient parole et engage des poursuites contre lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Croyez que nous ne sommes pas anxieux de gêner les autres. Nous devons protéger les personnes en prison. Nous ne pouvons pas envoyer n'importe qui en prison.

M. Bastien (Berthier): M. Lacroix a raison de dire qu'il n'y a pas de justice au Québec.

M. le président le rappelle à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai aucune hésitation à dire que M. Édouard Lacroix a pillé le domaine et le Trésor public. Encore une fois, j'invite M. Lacroix à venir témoigner, et à donner ses explications, à titre de contribuable québécois, et je suis prêt à faire siéger le comité des comptes publics en dehors de la session pour lui permettre de se présenter et de venir témoigner. Si le chef de l'opposition en manifeste le désir, ou M. Lacroix lui-même, je suis prêt à faire adopter une motion en Chambre tout de suite, dans ce sens. Et vous allez constater que ça sera beaucoup moins intéressant pour M. Lacroix.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comme le premier ministre est illogique. Il se moque du monde quand il s'indigne du manque de décorum de la Chambre à Ottawa. M. Lapointe n'a aucune leçon à tirer du présent gouvernement du Québec, sur le maintien d'un décorum en Chambre basse. Loin de

là. Sa remarque en regard de l'enquête sur les comptes publics est parfaitement appropriée. Toutes les parties neutres qui suivent ce qui se passe là-bas n'y voient qu'une parodie de la justice, où seuls les témoins de l'administration pouvaient être entendus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la parole pour formuler une objection. Les remarques du député de Rivière-du-Loup n'ont rien à voir avec le bill à l'étude.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a dit qu'il ne se fait pas d'attaques personnelles à la Législature de Québec et il a traîné M. Lacroix dans la boue pendant 10 minutes. Quand il vient dire que pareille chose ne se serait pas passée à Québec, ne se souvient-il plus du procès retentissant où le Canada a eu gain de cause après avoir écrit du député Labelle ...

M. le président: À l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce procès a rendu service au député de Saint-Henri, puisqu'il a fait déclarer officiellement par les tribunaux que *Le Canada* est un journal "innocent".
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce procès qui a donné l'occasion à 12 jurés assermentés de dire...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On doit s'en tenir à la loi concernant la chasse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous lui devons beaucoup, parce que nous avons prouvé à la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On s'est écarté de la question, tout à l'heure, sur une digression du député de Rivière-du-Loup qui a amené M. Édouard Lacroix dans le débat, mais il faut tout de même retourner au bill en discussion sur la chasse et la pêche.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est le bâillon!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a parlé de M. Lacroix, je ne m'en suis pas occupé du tout, mais il est temps qu'on revienne à la loi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) proteste vivement. Le premier ministre s'abrite derrière les règlements de la Chambre qui sont interprétés différemment suivant qu'il s'agit de l'opposition ou du gouvernement. Le premier ministre lance des accusations et quand on veut lui répondre, il dit: "Restez dans la discussion du bill".

M. Boiteau (Bellechasse): Qu'on s'en tienne au bill qui concerne certaines restrictions à la liberté de chasse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est bien. Il est question dans le bill de restrictions à la liberté de la chasse, mais il y a aussi des restrictions à la liberté de parole. Le premier ministre nous empêche...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on s'en tienne au bill.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne suis pas chasseur ni pêcheur, étant comme le reste des hommes un pauvre pêcheur, mais il y a une autre chasse et une autre pêche à prohiber, celles du premier ministre quand il s'ingénie à trouver coupables les gens sans les entendre. Il chasse un drôle de gibier; M. Lapointe avait raison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste. Sans doute, il diffère d'opinion avec le ministre de la Justice (l'honorable M. Duplessis), mais le député de Rivière-du-Loup est injuste pour lui. Nous parlons de gibier et il parle à ce propos de M. Lapointe.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. le premier ministre fait souvent des excursions de chasse en dehors des règlements de la Chambre! Que l'on poursuive le mauvais gibier j'en suis, mais...

M. Boiteau (Bellechasse): Nous sommes à l'article qui parle du chevreuil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député se tienne sur les chevreuils!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allez-vous empêcher de tuer les "chevreaux" de l'ancien régime?
(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition s'alarme inutilement. Il n'y a pas de chevreuils dans son comté. Il faut à tout prix protéger

notre gibier. Au train où vont les choses, il n'y aura plus de gibier en notre province d'ici 25 ans.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comment!

Il n'y a pas de chevreuils dans Saint-Hyacinthe! Le docteur de Saint-Césaire a failli se faire tuer par un chevreuil à Saint-Hyacinthe. Ne craignez pas, il y en a encore chez nous!

L'article 1 est amendé et le mot "du paragraphe 1" est ajouté entre les mots "alinéa" et "par les mots". Cet article se lit désormais comme suit:

"1. L'article 5 de la loi de la chasse (Statuts refondus 1925, chapitre 86), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 43, section 2, est de nouveau modifié en remplaçant les mots "de deux chevreuils", dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa du paragraphe 1 par les mots "d'un chevreuil"."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a adopté un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Immeubles acquis par le ministère de la Voirie

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

1. Combien d'immeubles ou parties d'immeubles, le ministère de la Voirie a-t-il acquis de gré à gré ou au moyen d'expropriation, du 26 août 1936 jusqu'à date?

2. De quelles personnes, sociétés ou corporations le gouvernement a-t-il ainsi acquis ces immeubles ou parties d'immeubles?

3. Quels sont les noms, prénoms, ou raisons sociales, selon le cas, et adresses de ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Donnez une description sommaire des immeubles ou parties d'immeubles, y compris les constructions ainsi acquis par le ministère de la Voirie?

5. Combien ledit ministère a-t-il payé dans chaque cas pour l'acquisition de gré à gré ou au moyen d'expropriation de ces immeubles ou parties d'immeubles, y compris les constructions?

Dépenses de matériel par le gouvernement

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé depuis le 26 août 1936 à date:

a. Pour achat de clavigraphes?

b. Pour achat de machines à calculer?

c. Pour achat de machines à imprimer?

d. Pour achat de machines à comptabilité?

2. Quels sont les noms, prénoms et adresses des fournisseurs de ces machines et les montants payés à chacun d'eux?

3. Combien de machines a fournies au gouvernement chacun des vendeurs?

Permis pour exportation de bois de pulpe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

1. Combien de permis pour exportation de bois de pulpe ont-ils été émis depuis le 1^{er} octobre 1936?

2. Quels sont les noms des personnes ou des compagnies qui ont obtenu ces permis?

3. À quelle date chacun de ces permis a-t-il été émis?

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) convertit en motions plusieurs interpellations qui apparaissent au *Feuilleton* de la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand l'opposition aura-t-elle les documents qu'elle demande dans ses motions inscrites à l'ordre du jour?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va les produire tout de suite.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous voulez dire l'année prochaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, après la session, dès qu'ils seront prêts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Après la session, ce ne sera plus le temps. On ne pourra pas venir les chercher.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous en avez le droit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non! Non!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors, on les enverra chez le chef de l'opposition avec le fauteuil.

(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le fauteuil sera-t-il installé dans l'hôtel du chef de l'opposition à Saint-Hyacinthe?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, il sera dans mon salon. Et je collerai sur le dossier un photostat du chèque de \$10,000 que le ministre a reçu d'une compagnie qu'il connaît bien.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce fauteuil devrait être installé à l'hôtel où le chef de l'opposition tiendra sans doute la convention libérale, afin que tout le peuple voie le chef de l'opposition qui voudra naturellement s'asseoir dessus.

M. Bastien (Berthier): On s'entendra mieux qu'à la convention de Sherbrooke, en tout cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Demain, nous aurons encore deux projets de loi à présenter à la Chambre. Dans le premier, il s'agit de garantir les débentures de l'Hôpital de Verdun, un hôpital anglo-protestant qui a besoin de \$750,000. Nous allons les lui donner. C'est un hôpital d'aliénés. Nous avons fait cela à la demande du très patriotique et très vaillant député de Verdun (M. Lafleur) et sur le conseil du brillant jeune ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette), secrétaire de la province, un homme de grand talent.

L'honorable M. Paquette (Labelle) se lève et fait un petit salut au premier ministre. Il est tout rouge et il sourit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous en sommes aussi redevables aux ministres

représentants de la minorité anglaise de la province, du patriote député de Brome (M. Robinson)...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Riant)
Allez-y, c'est bon. Nommez-les tous les députés de l'Union nationale, droits, honnêtes, loyaux, intègres et dévoués.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le second projet de loi autorisera le gouvernement à accorder annuellement \$18,000 durant 10 ans à un traversier qui reliera, sur le Saguenay, Tadoussac à la ville Sainte-Catherine.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Y a-t-il des veuves par là?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On veut ainsi relier le Saguenay à Chicoutimi et Charlevoix pour assurer un meilleur échange des produits et de meilleures communications.

Avant, les habitants de Charlevoix étaient obligés de traverser par Tadoussac sur la rive sud pour revenir à Saint-Siméon, afin de gagner le comté de Saguenay.

Le bateau va faire un bon service aussi régulièrement que possible. Cela nous a été demandé par le vaillant et l'intelligent député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), sur la recommandation du meilleur ministre de la Colonisation depuis la Confédération.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et tous les députés de l'Union nationale.

(Rires)

Quelle compagnie sera ainsi favorisée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La Compagnie de Navigation du Nord.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ça! La National Navigation Company!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y a déjà un bateau...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non! Non!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Voyons, j'ai déjà traversé dessus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un bateau que des experts en navigation ont condamné. D'ailleurs, c'est assez pour être condamné d'avoir transporté des débris d'ancien régime.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comment se fait-il que le gouvernement accorde \$18,000 de subsides à un bateau qui traversera de Tadoussac à Sainte-Catherine, tandis qu'il n'accorde que \$12,000 à la traverse du fleuve de Saint-Siméon-Rivière-du-Loup-Tadoussac?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons voulu empêcher les gens de traverser sur la rive sud pour gagner une partie du comté des régions de Saguenay ou de Charlevoix. Auparavant, quand on quittait Charlevoix, il fallait traverser le fleuve à Rivière-du-Loup, reprendre le même bateau pour se rendre à Saint-Siméon et au chef-lieu du comté, Murray Bay, La Malbaie, dis-je. Le traversier de Sainte-Catherine fera d'autres voyages sur la Côte-Nord. Ce seront les deux seules lois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais est-ce que pendant la nuit, celle-ci portant conseil, vous n'aurez pas demain, d'autres petits bills?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne rêvons pas, nous n'avons pas de cauchemars et nous ne sommes pas des somnambules. Il y en a qui rêvent debout et d'autres qui travaillent la nuit. L'ancien régime travaillait à la noirceur et dans les ténèbres. Nous ne faisons pas cela, nous.

L'incendie du parlement

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre voudrait-il nous dire le résultat de l'enquête sur le commencement d'incendie au parlement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Riant) Nous avons la preuve que ceux qui ont mis le feu étaient intéressés à voir disparaître les documents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons continuer l'enquête et aussitôt que nous aurons la preuve définitive, nous l'enverrons au député de Rivière-du-Loup.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et les auteurs de l'incendie seront pendus le même jour que M. Lacroix?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh! il n'y a pas de danger que le chef de l'opposition et M. Lacroix soient pendus. M. Édouard Lacroix ne pourra jamais être pendu pour la raison bien simple qu'il est fait comme le chef de l'opposition...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour moi, on peut pas me pendre, je n'ai pas de cou!
(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): S'il y a un autre feu au parlement, je demande à la Chambre que l'on fasse des efforts inouïs pour qu'on sauve le fauteuil du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Qu'on sauve à tout prix le fauteuil!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Elle est assez plate, celle-là, qu'on est mieux d'ajourner.
(Rires)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans *Le Nouvelliste* du 8 avril 1938, à la page 7, il s'agit de 75 %.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

3. Voir note 2.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot, Missisquoi.

5. Voir note 4.

6. Selon *The Chronicle Telegraph* du 8 avril 1938, à la page 3, M. Berchovitch et M. Duplessis discutaient en anglais.

7. Chiffre du *Canada* du 8 avril 1938, à la page 8: \$185,000.

8. Voir note 4.

9. Voir note 2.

10. Selon *Le Soleil* du 8 avril 1938, à la page 15, "Pendant que les whips vont quérir les députés écartés dans les corridors", "des pages se promènent sur le parquet de la Chambre en offrant en vente une photographie d'un groupe que nous ne pouvons discerner du haut des galeries. Il s'agit, croit-on, de la photographie prise à l'occasion du dîner offert à Sir Edward Edgeville" souligne *L'Événement* du 8 avril 1938, à la page 10.

11. Selon *Le Soleil* du 8 avril 1938, à la page 15, "Il ne se produit aucun incident, sauf pour le Dr Marcoux, dont le nom évoque sur les lèvres des ministériels loustics des "miaou" répétés, tout comme autrefois M. Thomas Lapointe, député de Wolfe, déchainait des "wouf, wouf".

12. Voir note 2.

13. Dans *L'Événement* du 8 avril 1938, à la page 10, on utilise le mot "glissoires".

14. Chiffre du *Canada* du 8 avril 1938, à la page 8 et du *Droit* du 8 avril 1938, à la page 5: \$6. Chiffre de *L'Événement* du 8 avril 1938, à la page 10: \$300.

15. Seul *Le Soleil* du 8 avril 1938, à la page 15, attribue cette question à M. Bouchard.

16. Encore une fois, seul *Le Soleil* du 8 avril 1938, à la page 15, attribue ces paroles à M. Bouchard.

Première séance du vendredi 8 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 11 h 15.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Expositions régionales (junior)

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 mars 1938, demandant la production de copie de toute la correspondance échangée du 1^{er} novembre 1937 jusqu'à aujourd'hui entre le ministère de l'Agriculture de la province de Québec et le ministère de l'Agriculture du Canada, au sujet des négociations entre le gouvernement du dominion et celui de la province de Québec relativement aux expositions régionales (junior) qui doivent avoir lieu dans cette province en 1938. (Document de la session no 33)

Véhicules automobiles
du ministère de l'Agriculture

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 mars 1938, pour:

1. Combien de véhicules automobiles le ministère de l'Agriculture a-t-il achetés depuis le 26 août 1936, à date?

2. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces véhicules automobiles ont-ils été achetés?

3. Quels sont les lieux de résidence ou principal bureau d'affaires, selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Combien de véhicules automobiles le ministère de l'Agriculture a-t-il achetés de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations et quelle est la marque desdits véhicules automobiles?

5. Quel prix le ministère a-t-il payé dans chaque cas?

6. Dans quels endroits de la province ces véhicules automobiles sont-ils utilisés? (Document de la session no 34)

Réparations faites par le gouvernement
à ses édifices et bureaux

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 30 mars 1938, pour:

1. Le gouvernement a-t-il fait des réparations ou améliorations à ses bureaux, édifices publics, palais de justice, immeubles de la Commission des liqueurs, résidences privées, louées depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Si la réponse est affirmative, quel est le montant total des dépenses ainsi faites par le gouvernement? (Document de la session no 35)

Travaux à Sainte-Émilie-de-l'Énergie,
comté de Joliette

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1^{er} avril 1938, pour:

1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux à Sainte-Émilie-de-l'Énergie, comté de Joliette, au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des personnes qui ont travaillé sur ces travaux?

3. Quel montant total a été payé à chacun d'eux? (Document de la session no 36)

Surintendant
de l'instruction publique,
état financier

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1937. (Document de la session no 37)

Verdun Protestant
Hospital

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (l'honorable M. Coonan), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération

un projet de résolutions relatives au bill 97 pour venir en aide à Verdun Protestant Hospital.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il déterminera et jusqu'à concurrence d'une somme de sept cent cinquante mille dollars, le montant de tout emprunt que Verdun Protestant Hospital pourra contracter, sous forme d'obligations ou autrement, pour l'agrandissement de son hôpital.

2. Qu'il sera en outre autorisé à assumer, à assumer ou garantir le paiement des intérêts payables sur le montant ainsi garanti.

3. Que les sommes que le gouvernement pourra être appelé à payer en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront prises à même le fonds consolidé du revenu.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) félicite le premier ministre et le gouvernement de leur geste. Cet emprunt servira à l'agrandissement de l'hôpital. Il abrite 2,000 patients, sans compter un personnel de 450 à 500 personnes.

Il (M. Lafleur) fait état du bon travail qui a été accompli par l'institution dont l'agrandissement est désormais une absolue nécessité. Il vante les mérites de l'œuvre et remercie le gouvernement au nom de la population de Verdun. Le premier ministre est le plus grand chef que la province ait jamais eu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Très bien.

L'honorable M. Paquette (Labelle) expose le but poursuivi par le Verdun Protestant Hospital. L'hôpital manque évidemment d'espace. Il nous fait plaisir d'aider cet hôpital à prospérer. Le département a été heureux de travailler en collaboration avec l'institution afin d'assurer son développement adéquat, tout en respectant les besoins de la population anglophone.

Il remercie le député de Verdun (M. Lafleur) des compliments² qu'il lui a décernés et demande à la Chambre d'être unanime.

M. Bulloch (Westmount) remercie le gouvernement au nom de la population verdunoise de langue anglaise.

M. Robinson (Brome) fait des remarques dans le même sens.

M. Bulloch (Westmount) et M. Robinson (Brome): Ce geste de la part du gouvernement n'est qu'un exemple de la politique des gouvernements à l'égard des minorités, un exemple de justice et de générosité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne m'oppose pas, dit-il, à ce qu'on aide l'hôpital en question, mais je déplore qu'au lieu de soumettre le contrat à l'approbation de la Chambre, on transporte une fois de plus ce pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil et on ignore les charges qui incombent à la province. Je m'objecte fortement à cette manière de régler la question. Comme dans le cas de l'hôpital Saint-Jean de Dieu, on aurait dû soumettre le contrat.

L'honorable M. Paquette (Labelle) répond brièvement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dit quelques mots.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) parle d'harmonie entre les deux races. Il n'y a aucune hésitation de la part de mon administration, dit-il, lorsqu'une question de justice et d'équité est portée à mon attention. L'entente entre les deux races principales de la province est à imiter ailleurs.

L'hôpital se trouve dans un état injustifié et injustifiable. Le Verdun Protestant Hospital a besoin d'aide et il va en recevoir. L'honorable Gordon Scott est le directeur de l'hôpital. Nous voulons rendre justice sans obérer les finances de la province. L'assistance publique avait un fonds spécial que la Chambre n'a pas à voter. De \$17,000,000 à \$18,000,000 ont été engagés ainsi par l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) répète qu'il n'a aucune objection au projet mais le projet devrait comporter des précisions. Il (M. Bouchard) blâme le gouvernement de ne pas donner aux institutions de notre croyance les mêmes traitements.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le gouvernement ne s'engage à rien³. D'après le bill, le gouvernement ne sera appelé qu'à garantir le paiement des intérêts sur le montant de \$750,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) voudrait connaître la nature du contrat qui va intervenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition déclare que nous ne prenons pas part aux charges de Saint-Jean-de-Dieu. Quelle farce. Le gouvernement a donné sa garantie pour les débetures émises de Saint-Jean-de-Dieu.

Le chef de l'opposition a toujours quelque chose à dire, lorsqu'il s'agit d'aider les malheureux. La politique de l'ancien gouvernement dans la construction des hôpitaux fourmille de scandales. La construction des hôpitaux, sous l'ancien régime, favorisait les entrepreneurs-constructeurs. Je nommerai pour le moment "Dansereau limitée". Je conseille au chef de l'opposition de ne pas entrer sur ce terrain de discussion, dit-il.

Je m'étonne que le chef de l'opposition s'oppose si longuement à l'adoption du bill et donne l'impression qu'il est hostile à ce qu'on aide les hôpitaux. Le chef de l'opposition dit qu'il n'est pas opposé au projet mais simplement à ce qu'au lieu de soumettre le contrat à la Chambre, on transporte ce pouvoir au Conseil des ministres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le chef de l'opposition de faire de l'obstruction et de manifester de l'antipathie à la minorité protestante.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges) fait des réflexions du même genre.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande la permission de présenter le bill 97 pour venir en aide à Verdun Protestant Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Communications avec le nord-est de la province

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 98 assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose: Attendu qu'il est d'intérêt public d'établir et faciliter des communications rapides entre les principaux centres du comté de Charlevoix-Saguenay et de la Côte-Nord,

a. à cause de l'isolement de la population de ce comté;

b. pour assurer aux pêcheurs, aux cultivateurs et aux colons des débouchés pour leurs produits;

c. afin que toutes les parties de ce comté retirent tous les bénéfices possibles du développement de nos ressources naturelles;

Attendu que certaines parties du comté de Charlevoix-Saguenay et de la Côte-Nord n'ont jamais été reliées à la province par une ligne directe de navigation et qu'il y a lieu de remédier immédiatement à cette situation;

Attendu qu'il est urgent et dans l'intérêt de la population de ces régions et de la province en général d'avoir des moyens de communication raisonnables;

1. Que le gouvernement de la province sera autorisé à payer, pendant une période de dix années, à compter du premier juillet 1938 à la Compagnie de Navigation Charlevoix-Saguenay limitée, un subside annuel de dix-huit mille dollars pour maintenir en opération pendant la période annuelle de navigation,

un service de transport de voyageurs et de marchandises de deux heures en deux heures entre Tadoussac et Baie Sainte-Catherine; quant au service à établir entre Baie-Saint-Paul et Sept-Îles, l'horaire sera déterminé après entente entre le ministre de la colonisation et ladite compagnie; que le subside mentionné dans la présente résolution comprend l'item voté dans le budget soumis à l'Assemblée législative à la présente session et que le paiement de cet octroi sera subordonné à l'accomplissement de toutes les conditions imposées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et des autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter.

2. Que la compagnie mentionnée dans la présente résolution devra, au cours de ses opérations, établir et maintenir des conditions de travail équitables et payer des salaires conformes à ceux établis par les organismes provinciaux compétents et sous la surveillance du ministre de la Colonisation.

3. Que l'équipage employé sur ces bateaux que cette compagnie mettra en service sur le fleuve Saint-Laurent devra être formé de marins domiciliés dans la province de Québec.

4. Que les endroits où les bateaux devront faire escale seront désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil, selon les besoins de la population et les exigences des activités économiques.

5. Que la compagnie recevant un subside, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra fournir chaque année, à l'ouverture de la navigation, au ministre de la Colonisation, le tarif des frais de transport des passagers et de la marchandise, et ce tarif, qui pourra être modifié par le lieutenant-gouverneur en conseil, devra être juste et raisonnable.

6. Que le ministre de la Colonisation sera autorisé à passer un contrat avec la compagnie visée à la résolution 1, pour le paiement du subside que prévoit ladite résolution, aux conditions qu'il déterminera, et il pourra de temps à autre fixer un tarif spécial pour le transport sur les bateaux de cette compagnie, des bûcherons, des colons et des pêcheurs de bonne foi, et que les missionnaires ont droit à un transport gratuit sur ces bateaux.

7. Que le subside prévu à la résolution 1 sera payé sur la recommandation du ministre de la colonisation, à même le fonds consolidé du revenu.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant décréter le paiement entier ou partiel de ce subside au moyen d'emprunts, pour un terme n'excédant pas quinze ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par an.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande les noms des directeurs de cette nouvelle compagnie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a, entre autres, M. Thomas Maher. Je ne connais pas les autres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Un ami du ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon). Je suis surpris que le premier ministre ne connaisse pas les autres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce M. Maher est-il le même qui fut mentionné aux Communes par M. Édouard Lacroix?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je viens de recevoir une copie du *Hansard* d'Ottawa et j'ai lu les déclarations de certains messieurs à ce sujet. On s'en prend là-bas aux absents. Quelle bravoure! Il ne peut être question de proroger la Chambre cette semaine. Le Conseil législatif a encore plusieurs lois à étudier avant ratification, et je suis en faveur de le laisser travailler encore quelque temps pour les examiner. Il y aura cependant une sanction cet après-midi. D'ailleurs, j'invite M. Édouard Lacroix à venir lundi prochain, devant le comité des comptes publics, témoigner et donner ses explications sur ses activités, en autant que le département du Revenu et le département des Terres et Forêts sont concernés. Je l'invite également, si c'est son désir, à se faire accompagner de son avocat, le ministre de la Justice, ou plutôt chargé d'administrer la justice, M. Ernest Lapointe.

(Rires)

Qu'ils viennent comparaître tous les deux lundi. Je n'ai pas d'hésitation à dire que la déclaration lue par M. Lacroix aux Communes n'a pas été préparée par M. Lacroix, mais par quelqu'un qui touche de près au ministre chargé d'administrer la justice à Ottawa. M. Lapointe parle de Staline: cela ne me surprend pas. J'invite le ministre qui n'a pas le temps de recevoir les autorités de Montréal, mais qui en trouve pour recevoir les communistes si souvent, j'invite donc le ministre centralisateur, lui l'ennemi de l'autonomie des provinces, lui qui veut s'immiscer dans les affaires de la province de Québec.

Il est brave, M. Lapointe, quand il est loin, mais qu'il vienne ici avec son ami, M. Lacroix, et nous allons nous rencontrer face à face tous les trois. J'irai plus loin. Je vais être large pour lui, il ne pourra pas dire que je suis injuste. Puisqu'il veut faire de la politique provinciale et qu'il s'ingère, lui, du

gouvernement d'Ottawa, dans les affaires de la Chambre des députés de Québec, au point d'insulter en pleine Chambre des communes un comité de la Législature de Québec, qu'il démissionne comme député à Ottawa, moi, je vais démissionner à Trois-Rivières et je serai heureux de rencontrer celui qui laisse injurier aux Communes le premier ministre de la province de Québec. S'il est trop inquiet, je ne serai pas difficile et je vais me présenter contre lui dans son comté de Québec-Est s'il le veut, s'il veut faire de la politique provinciale.

Des voix: Bravo!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Lapointe a un mandat fédéral pour se mêler des affaires fédérales. Il se mêle de la politique provinciale, et parler comme il a parlé de la province de Québec et de son premier ministre, c'est signe qu'il ne veut plus faire de politique fédérale. Qu'il ait donc le courage de se présenter au provincial dans Québec-Est et je vais me présenter contre lui. S'il n'est pas capable de faire cela, c'est parce qu'il manque de bravoure.

Qu'il vienne devant le comité des comptes publics lundi avec son ami, M. Lacroix. Je vais retarder la session pour lui permettre de venir. Qu'il vienne défendre son ami Antoine Taschereau qui a volé \$30,000 des argents de la province, qu'il vienne défendre son ami M. Charles Lanctôt et consorts et qu'il vienne même avec son ami Tim Buck⁴ s'il le désire. C'est une offre généreuse que je fais. M. Lacroix pourra parler tant qu'il voudra. Par exemple, il faudra qu'il se fasse assermenter.

En attendant, qu'ils cessent tous deux leurs déclarations sans courage à 300 milles de distance sous la protection d'un Orateur qui laisse violer les traditions parlementaires des Communes, sous la protection du ministre de la Justice et du premier ministre et des autres membres qui l'appuient et qui l'ont défendu pour lui permettre d'injurier, dans la Chambre des communes d'Ottawa, le premier ministre de la province de Québec. On verra que c'est plus difficile de témoigner sous serment. Que le ministre de la Justice fasse son devoir au lieu de me laisser injurier à Ottawa. Qu'il vienne donc! J'espère que le chef de l'opposition sera utile pour une fois et qu'il fera le message.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voilà que le premier ministre invite le ministre de la Justice, M. Ernest Lapointe, et le député fédéral de Beauce, M. Lacroix, à venir dans sa Chambre de torture du

comité des comptes publics. Seuls les témoins du gouvernement peuvent se présenter. Ce sera le champ clos d'une lutte homérique!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y aura pas de torture si on demande au chef de l'opposition de sortir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelle grandeur d'âme! Qu'ils viennent tous les deux. Ce sera très courageux de la part du premier ministre quand lui et ses amis seront six contre un. D'un côté, il va y avoir le ministre de la Justice et le député de Beauce, et de l'autre côté, le premier ministre avec ses députés. Que c'est donc admirable, brave, quelle bravoure, quelle loyauté, quel "fair play" britannique, quel courage! Six contre un.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils sont six contre un à Ottawa et ils attaquent un absent.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre dit qu'il faudra que M. Lacroix soit assermenté d'abord. Mais il y a un témoin qui aurait dû être assermenté, et c'est le premier ministre qui s'est constitué témoin en même temps que juge et avocat et qui a répondu pour tous les témoins au comité des comptes publics, lançant dans le public les pires accusations et les pires insinuations, quand il était couvert par son immunité parlementaire mais qu'il n'était pas sous serment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant de bravoure, que pensez-vous de celle de M. Lapointe et de M. Lacroix, à Ottawa, avec leur majorité de 100 et injuriant le premier ministre de la province de Québec parce qu'il était absent?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre se plaint d'avoir été attaqué à Ottawa quand il était absent. Mais M. Lacroix était-il présent quand il a été attaqué ici? Et quand le premier ministre refusait de dire même au chef de l'opposition quels témoins il assignerait, n'accusait-il pas des absents? Et quand il refusait non seulement aux accusés de se faire entendre, mais quand il allait jusqu'à défendre la lecture des lettres de ceux qui voulaient se faire entendre? Et c'est ce brave à trois poils qui vient dire que d'autres sont lâches et invite M. Lacroix à venir tout seul contre son comité. Je connais un peu ce que c'est que la justice.

Un député ministériel: Un peu! Un peu!

Une voix: La vérité sort de la bouche des innocents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, je connais un peu ce que c'est que la justice. Il n'y a jamais eu de justice au comité des comptes publics, tout le monde le sait bien! Personne ne s'attend à de la justice devant ce comité qui est une farce macabre et repoussante où l'on assigne des témoins sans que même les députés en aient connaissance et où les accusés ne peuvent même pas se faire entendre. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas assigné M. Lacroix au comité des comptes publics?

Il (M. Bouchard) parle de la résolution adoptée par le comité permettant au premier ministre de nommer tous les témoins qu'il désire sans consulter les autres membres du comité.

On sait pourquoi M. Lacroix n'a pas été assigné parce qu'on sait ce que valent les bravades du premier ministre. Il s'est fait administrer une fessée magistrale par M. Ernest Lapointe et on en voit le résultat sur lui ce matin par ses frémissements et ses défis enfantins au fédéral. C'est une manière facile qu'il a de répondre et de sortir d'un mauvais pas. Attendez un peu! Des élections, il y en aura.

M. Pelletier (Lotbinière): À ce moment-là, M. Lapointe sera bravement jugé!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous irez rencontrer M. Lapointe. Si vous n'y allez pas, il ira, lui, vous rencontrer. Vous pensez que vous allez tuer le gouvernement libéral d'Ottawa dans la province. Si vous pensez diminuer l'influence du Parti libéral à Ottawa, vous manquerez votre coup. Vous ne réussirez pas à attirer le gouvernement fédéral dans un piège pour l'affaiblir.

(Rires)

Quant à votre ami de 1935, M. Lacroix, j'espère que vous allez le rencontrer encore. En 1935, vous connaissiez ses opérations que vous trouvez scandaleuses aujourd'hui.

Il n'y a rien de pire que ces chicanes d'anciens amis. Si M. Lacroix est un criminel, si ses actes sont mauvais, ils n'étaient pas meilleurs en ce temps-là. Ils se sont séparés. Vous n'aviez pas le droit de vous présenter à ses côtés pour essayer de tromper l'électorat et vous servir de son influence et de son argent pour vous faire élire en 1935. Vous étiez fier de l'avoir à vos côtés. Tellement fier qu'il

était dans votre comité de souscriptions et qu'il nous a dit où vous preniez votre argent: des trusts.

La farce va se terminer et j'espère que, l'an prochain ou cette année, le premier ministre assignera M. Lacroix au comité des comptes publics. Le sens de la justice de l'honorable M. Lapointe m'inspire plus confiance que la justice du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je constate que, pour le chef de l'opposition, le titre de premier ministre de la province de Québec ne vaut pas le titre de ministre de la Justice. Le chef de l'opposition a pris une voie d'évitement. Mon titre de premier ministre vaut bien sinon plus que celui de ministre de la Justice à Ottawa. Je le dis sans vantardise. Je souhaite que M. Lapointe vienne me rencontrer dans Québec-Est, devant ses propres électeurs provinciaux, dans son propre comté.

Quand le chef de l'opposition dit que nous serons six contre un, veut-il dire que les électeurs de Québec-Est seront six contre un contre M. Lapointe? Le chef de l'opposition est flatteur pour son chef. Le chef de l'opposition demande pourquoi je n'ai pas assigné M. Lacroix. L'an dernier, j'ai envoyé une invitation à M. Lacroix de venir témoigner, car j'ai dit à la séance du comité des comptes publics que M. Lacroix était le bienvenu, que nous serions prêts à l'entendre n'importe quand, mais il n'est pas venu devant le comité. Quand nous avons vu cela, nous sommes allés dans son propre comté et nous l'avons battu. Je n'ai pas assigné M. Lacroix, car en vertu des privilèges des députés, nous n'avons pas le droit d'assigner un député fédéral à un comité provincial et vice-versa ...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelle hérésie!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

... quand les Chambres où ce député est représentant siègent. Si je n'ai pas assigné M. Lacroix, même si nous en avions le droit, c'est que je respecte l'autonomie d'Ottawa dont le Parlement est en session. Le chef de l'opposition n'est pas juste pour M. Lacroix, en laissant entendre que M. Lacroix a tellement peur du comité qu'on est obligé d'aller le chercher de force. S'il veut être assommé ici, je m'engage à le laisser parler trois jours s'il le veut^s, sans poser de question.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une farce votre défi, vous défiez M. Lapointe de venir au provincial, dans Québec-Est. Avant d'engager une

lutte dans Québec-Est, au provincial, vous feriez mieux d'obtenir la permission de votre ancien bras droit, l'actuel député de Québec-Est (M. Drouin)⁶. M. Lapointe ne pourra se présenter dans Québec-Est pour un mandat provincial si M. Drouin est encore député. Le défi du premier ministre est enfantin, puéril et ne constitue qu'une bravade.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas sa faute si M. Lapointe n'est même pas capable de se faire choisir candidat.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)⁷: Quand le premier ministre se compare au ministre de la Justice, il compare pour le moins les petites choses aux grandes. M. Lapointe est un grand Canadien français à Ottawa qui nous fait honneur.

Les députés ministériels: Heu! Heu!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. Lapointe dit la même chose que l'opposition sur le comité d'enquête des comptes publics. On a dit que M. Lapointe était l'ami de Tim Buck, le communiste.

Des députés: Et c'est vrai!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous disons que l'enquête du comité des comptes publics est une farce, et c'est vrai. C'est comme cela qu'elle est interprétée ici et par tout le monde dans le dominion. Je considère étrange que le premier ministre ait demandé au ministre de la Justice de se présenter.

Les députés ministériels: À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Il n'y a pas qu'aux comptes publics où nous n'avons pas justice, ici aussi. On ne peut se faire entendre et le président du comité ne rappelle personne à l'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre parle du ministre de la Justice. J'ai plus confiance au ministre de la Justice qu'au premier ministre actuel de la province. J'ai plus confiance au grand Canadien qui nous fait honneur dans tout le pays qu'à celui qui essaie de le salir et de salir tout le monde et qui se fait une réputation de salisseur. M. Lapointe a donné une fessée de bois vert au premier ministre. Il a été élu en 1904 comme député de Kamouraska et toujours réélu député, d'abord à Kamouraska, puis dans Québec-Est.

(Bruits)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit de dire que j'essaie de salir le ministre de la Justice quand je lui demande de se présenter dans Québec-Est au provincial. M. Lapointe ne se salira pas en allant voir ses électeurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous ne répéteriez pas au dehors de la Chambre les insinuations que vous faites ici en disant que M. Lapointe est un ami de Tim Buck. M. Lapointe s'est présenté dans Kamouraska en 1904 et dans Québec-Est en 1927 et il a toujours été élu.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 98 assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 99 modifiant le Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des services publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 96 relatif à la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le désir du gouvernement d'abolir cette commission. Seulement, il y est fait allusion dans 117 autres lois et l'on n'a pas eu le temps de préparer un projet de loi. L'on demande de prolonger jusqu'au 15 avril 1939 l'existence de la commission. On lui enlève les pouvoirs qu'elle pouvait avoir en matière d'électricité pour les donner à la Commission de la régie électrique.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Drummondville

M. Marier (Drummond) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Gagné), que les droits spéciaux payés par les promoteurs du bill 131 relatif à la cité de Drummondville leur soient remis, vu que le bill n'a pu être présenté dans les délais prescrits bien que le promoteur ait fait toute la diligence possible.

Adopté.

Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique les amendements que l'on fait. L'un des plus importants est de donner à la femme commune en biens la permission de poursuivre pour une pension alimentaire.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 relatif à la Sûreté provinciale;
- bill 40 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie;

- bill 63 modifiant la loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires;

- bill 64 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province;

- bill 65 modifiant la loi du crédit agricole du Québec;

- bill 79 autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal;

- bill 90 relatif à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative;

- bill 115 concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier;

- bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;

- bill 124 constituant en corporation La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie;

- bill 135 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve;

- bill 144 concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 69 relatif à la loi 1 George VI, chapitre 13, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. Les dispositions abrogées ou modifiées en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 13, reprennent vigueur et effet telles qu'elles existaient avant la date de la sanction de ladite loi."

2. L'article 2 devient article 3.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 16 est modifié dans la quatrième ligne en ajoutant, après les mots: "comtés de Brome", les comtés suivants: "Compton, Missisquoi, Richmond".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 108 relatif à la ville de

Richmond, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Nonobstant les dispositions du chapitre 116 des Statuts refondus de 1925, tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 52, section 1, ainsi que toute loi générale ou spéciale au contraire, il est loisible au conseil de la ville de Richmond, de construire, acquérir ou entretenir un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales, ou un ou des immeubles devant servir à des fins connexes à l'agriculture."

2. L'article 2 est modifié dans la deuxième ligne, en remplaçant le mot: "vingt-cinq", par le mot: "cinquante".

3. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 2, comme article 3:

"3. Le conseil municipal est autorisé à donner à bail, à bailler ou à vendre le ou lesdits immeubles à qui il décidera et aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût du ou desdits immeubles."

4. L'article 3 est modifié dans la deuxième ligne, en remplaçant le mot: "vingt-cinq", par le mot: "cinquante".

5. Les articles 3 et 4 deviennent respectivement 4 et 5.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 concernant la ville d'Asbestos, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans les seizième et dix-septième lignes de la page 2, en biffant les mots: "attestée sous serment".

2. L'article 2 est modifié dans les huitième et neuvième lignes de la page 4, en biffant les mots: "ou qu'il aura juste sujet de soupçonner de quelque mauvais dessein".

3. L'article 4 est modifié dans les seizième, dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième lignes, en biffant les mots: "pour prélever une taxe annuelle ne devant pas excéder cinquante cents par pied carré du terrain de la cité couvert par ces empiètements ou projections."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 131 relatif à la cité de Drummondville, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié dans les trente-et-unième et trente-deuxième lignes de la page 2, en

biffant, après le mot: "déclaration", les mots: "attestée sous serment".

2. L'article 16 est modifié dans la huitième ligne de la page 7, en ajoutant, après les mots: "dans aucun cas", les mots: "pour chaque genre de commerce".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: *a.* en ajoutant, dans la première ligne, avant les mots: "La ville de Montréal-Est", les mots: "Nonobstant les dispositions contraires de toute loi générale ou spéciale"; *b.* en remplaçant, dans les quatorzième et quinzième lignes, les mots: "Jusqu'à concurrence d'une somme de vingt-deux mille cent dollars", par les mots: "Jusqu'à concurrence d'une somme de vingt-quatre mille six cent soixante-dix-sept dollars et dix-neuf sous".

2. L'article 2 est modifié dans les troisième et quatrième lignes, en biffant les mots: "et annexé à la présente loi comme cédula "A".

3. Et la cédula "A" est biffée.

Loi 1 George VI, chapitre 13

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 relatif à la loi 1 George VI, chapitre 13. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Parc national du Mont-Orford

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Ville de Richmond

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 relatif à la ville de Richmond. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ville d'Asbestos

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 concernant la ville d'Asbestos. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ville de Drummondville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 relatif à la cité de Drummondville. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Montréal-Est

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi des valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78

modifiant la loi des valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à cet après-midi à trois heures et quinze minutes.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 8 avril 1938

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 4 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous attendons, avant de nous rendre à la sanction,

le Conseil législatif qui doit passer un bill pour la consolidation des taxes. La Chambre sera peut-être intéressée à savoir qu'après la cérémonie de sanction des bills, cet après-midi, la Chambre sera ajournée à mardi matin. Je dois ajouter que lundi après-midi, à 2 heures, il y aura une autre séance du comité des comptes publics, afin de permettre à MM. Ernest Lapointe et Édouard Lacroix de comparaître si cela leur fait plaisir.

Salaire des flotteurs de bois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis également heureux d'annoncer que nous avons fixé les salaires des flotteurs de bois pour cette année. J'ai rencontré les gérants des compagnies d'exploitation forestière, en ma qualité de ministre des Terres et Forêts. Ils ont représenté que, par suite d'une surproduction, il y a un affaissement dans l'industrie forestière à l'heure actuelle. Les revenus sont moins considérables.

Mais nos propres conclusions sont que, à la suite de suggestions faites par des députés patriotes comme les députés de Témiscouata (M. Dubé) et de Frontenac (M. Tardif), les draveurs devront gagner cette année \$2.75 par jour, pour des mois de 26 jours, en ne travaillant pas plus de 60 heures par semaine avec une garantie de gagner 30 sous de l'heure supplémentaire qu'ils feront. Les ouvriers recevront double salaire s'ils sont forcés de travailler le dimanche. Leur nourriture et leur logement devront être fournis par les employeurs.

Avec les lois passées pour les bûcherons et les flotteurs de bois, le gouvernement fait obtenir cette année des centaines de mille dollars de plus que sous l'ancien régime aux travailleurs de la forêt.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Au cours d'un débat sur cette question, j'ai démontré à cette Chambre que le salaire minimum ne s'appliquait pas aux petits "jobbers". Dans un jugement qu'il a rendu récemment, le juge Laliberté a déploré cela. Le conseiller législatif Louis-Arthur Giroux m'informe qu'il y eut un autre jugement à ce sujet. D'après certains jugements rendus en Cour supérieure, ce sont les sous-entrepreneurs qui sont tenus de payer des salaires fixés dans les arrêtés ministériels. Ainsi, les grosses compagnies ne sont pas atteintes, et ce sont les petits entrepreneurs qui sont forcés de payer les salaires fixés, même s'ils travaillent à perte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est heureux que le député de Rivière-du-Loup aille

chercher du jugement ailleurs. Nous avons eu un arrêté ministériel pour que les sous-entrepreneurs, les petits "jobbers", soient considérés comme des bûcherons ayant comme eux droit à des salaires minimums et un recours contre les compagnies. Dorénavant, ce sont les grands "jobbers" et les compagnies qui seront atteints. C'est vous dire que le gouvernement de l'Union nationale est sur la brèche. Auparavant, les compagnies employaient les bûcherons. Mais, une fois en chantier, ces bûcherons devaient acheter leurs vivres à des prix extraordinaires. On leur louait les haches et autres instruments de travail. Finalement, ce n'est pas la compagnie qui leur devait quelque chose, c'était les bûcherons qui devaient à la compagnie après quatre ou cinq mois de travail.

(Rires)

C'était comme cela sous l'ancien régime. Nous avons changé cela et nous avons été appuyés par le peuple, dans des comtés de bûcherons comme la Beauce. L'opposition devrait bien regarder autour d'elle. Il ne lui sert plus à rien de parler. Plus elle parle, plus les sièges diminuent. Plutôt que de critiquer d'une façon destructive, l'opposition saura, j'espère, collaborer avec le gouvernement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a parlé en dehors de la question. Sous l'ancien régime, les bûcherons ont reçu jusqu'à \$125 par mois, ainsi que les flotteurs de billots. Mais, pour en revenir à ce qu'a dit le premier ministre au sujet de ses arrêtés ministériels, je répète que les juges, dans certains jugements, ont déploré que les petits "jobbers" n'étaient pas protégés. Le gouvernement est sur la brèche, comme dit le premier ministre, mais les sous-entrepreneurs sont dans la dèche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre arrêté ministériel de l'an dernier garantit à tous les salariés de l'industrie forestière un minimum de \$45 par mois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 77 modifiant la loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrérages de taxes;
- bill 80 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière;

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété;
- bill 14 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies;
- bill 22 relatif à la Sûreté provinciale;
- bill 23 relatif à la vente avec faculté de réméré;
- bill 29 de l'aide à la jeunesse;
- bill 32 pourvoyant à l'établissement de mines-écoles;
- bill 34 modifiant la loi des compagnies de télégraphe et la loi des compagnies de téléphone;
- bill 35 pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries;
- bill 39 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie;
- bill 40 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie;
- bill 42 modifiant la loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver;
- bill 49 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire;
- bill 52 pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province;
- bill 53 concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val-d'Or;

- bill 54 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 55 modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine;
- bill 56 modifiant l'article 423 de la loi des cités et villes;
- bill 58 relatif à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay;
- bill 60 modifiant la loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique;
- bill 61 modifiant la loi relative aux taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires;
- bill 63 modifiant la loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires;
- bill 64 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province;
- bill 65 modifiant la loi du crédit agricole du Québec;
- bill 69 relatif à la loi 1 George VI, chapitre 13;
- bill 70 pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont-Orford;
- bill 75 créant une école de filature;
- bill 77 modifiant la loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrérages de taxes;
- bill 79 autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal;
- bill 80 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière;
- bill 90 relatif à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative;
- bill 102 constituant en corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham;
- bill 103 constituant en corporation Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension;
- bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse;
- bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont;
- bill 107 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or;

- bill 108 relatif à la ville de Richmond;
- bill 110 concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prosper Major;
- bill 111 concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson;
- bill 112 concernant la ville d'Asbestos;
- bill 113 constituant en corporation The Normetal Railway Company;
- bill 115 concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;
- bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 124 constituant en corporation La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie;
- bill 125 constituant en corporation L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada;
- bill 126 modifiant la charte de la ville de Montmagny;
- bill 127 modifiant la charte de la cité de Hull;
- bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog;
- bill 129 modifiant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 131 relatif à la cité de Drummondville;
- bill 132 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company;
- bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard, à Beauport;
- bill 135 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve;
- bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178;
- bill 137 changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell;
- bill 138 relatif à The Empire Trust Company;

- bill 139 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;
- bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Hamois & Fils limitée;
- bill 141 validant la cléricature de Jacques Feeney;
- bill 144 concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi à onze heures du matin.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vois, dans le journal *Le Canada*, toujours bien renseigné, que M. Édouard Lacroix parlera dimanche soir à la radio, de 7 heures à 7 h 30, par le poste CRCK ou CBF. J'espère que le premier ministre sera aux écoutes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons laisser parler tout seuls ces gens-là qui attaquent des absents devant une majorité ministérielle aux Communes.

Mais le député dit que M. Lacroix parlera à la radio. Quel courage!

Et je vois qu'il choisit un poste qui s'appelle CBF, c'est l'abréviation de: "C'est bien fourbe"... Il a bien choisi son poste!

(Rires)

C'est là une nouvelle bravoure du député de Beauce qui, après avoir fait "l'important" à 300 milles de distance de Québec, et fort d'une majorité de 115 députés libéraux au Parlement, devrait commencer par exprimer ses problèmes devant tout le monde, au lieu de parler pour lui-même à Québec, une ville près de laquelle il a habité et qu'il a visitée régulièrement.

Le comité des comptes publics a siégé et M. Lacroix n'y est pas venu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les comptes publics sont, eux, à 300 milles d'Ottawa et vous avez attaqué M. Lacroix qui était à Ottawa. M. Lacroix n'a pas été averti d'y venir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Lacroix n'est pas toujours à Ottawa. Il est la plupart du temps tout près d'ici. Son comté n'est pas éloigné de Québec. Nous lui avons demandé de comparaître s'il le voulait. Il n'est jamais venu. Mais il connaît bien ce parlement de Québec. Il y est déjà venu. Quand le parti du député de Rivière-du-Loup était dans une impasse, M. Lacroix a essayé d'être premier ministre et de remplacer M. Taschereau. Tout le monde a ri de cela.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Excepté le premier ministre actuel qui l'a pris comme associé! Le premier ministre ne devrait pas parler comme cela. C'était son grand ami.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai appris à le connaître.

La motion est adoptée.

La séance est levée.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

2. *Le Soleil* du 9 avril 1938, à la page 14, rapporte que le député de Verdun ne lui a décerné aucun compliment.

3. *Le Soleil* du 9 avril 1938, à la page 14, indique que M. Paquette traite le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), par implication, de parfait imbécile.

4. Timothy Buck (1891-1973), machiniste, syndicaliste et chef communiste. Il émigre au Canada en 1910. Un des membres fondateurs du Parti communiste du Canada. Il devient l'un des principaux architectes de la politique de syndicalisation ouvrière du parti. Il publia de nombreux articles, dépliants et ouvrages.

5. Selon *L'Action catholique* du 8 avril 1938, à la page 13, "La session tire évidemment à sa fin. La discussion se fait au milieu de froissement de gros papier jaune servant à envelopper les bibelots des députés. On prépare ses valises."

6. *Le Soleil* du 9 avril 1938, à la page 10, indique qu'"À la fin de la séance, M. Oscar Drouin qui s'était trouvé un peu négligé dans tout cela, alla trouver M. Duplessis et lui dit: "Est-ce que je dois comprendre que si tu te bats dans Québec-Est contre M. Lapointe, tu me laisses le comté de Trois-Rivières? Le premier ministre se contenta de sourire pour toute réponse. Aux journalistes de ses amis, M. Drouin a dit: "On dirait que je n'existe pas. Le premier ministre parle de faire une lutte dans mon comté comme si j'avais démissionné. Je suis député, je reste député."

7. Ses paroles furent constamment couvertes par les cris et les exclamations des ministériels, peut-on lire dans *Le Soleil* du 9 avril 1938, à la page 10.

Première séance du mardi 12 avril 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 11 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
des assurances**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 200 modifiant la loi des assurances de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'obliger les compagnies d'assurances réciproques, celles qui s'occupent de réassurer les risques encourus par les autres compagnies, à produire comme les autres un rapport annuel au surintendant des Assurances de Québec. Une autre section donne au surintendant le pouvoir d'annuler à sa discrétion, pour une période de six mois à deux ans, les permis d'agents d'assurances.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droits sur
les successions**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable

M. Gagnon), la permission de présenter le bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Que conformément au paragraphe 6a de l'article 3 de la loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1925, chapitre 29), tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, lorsque le bien sera une valeur mobilière non cotée publiquement mais dans le commerce libre des valeurs mobilières, telle que bons, obligations ou actions, ou un intérêt dans une entreprise ou société, publique ou privée, générale ou particulière, civile, commerciale, industrielle ou financière, le cours moyen, du jour du décès, obtenu de revues, journaux et périodiques financiers ou fournis par des agents de change, courtiers, banquiers en valeurs dûment autorisés, sera présumé représenter sa valeur réelle; si ledit bien n'est pas dans le commerce libre des valeurs mobilières, sa valeur sera déterminée en tenant compte des paragraphes 5 et 6 dudit article 3 et d'après la position financière de la compagnie, corporation, entreprise ou société, telle que révélée par les bilans, états financiers, états de profits et pertes et comptes d'opérations de ladite compagnie, corporation, société ou entreprise, et tous autres renseignements et documents que le percepteur pourra exiger des héritiers, légataires, donataires, exécuteurs testamentaires, fiduciaires ou

administrateurs, ou de ladite compagnie, corporation, société ou entreprise, ou de leurs officiers; pour les fins de la présente résolution, le percepteur aura le pouvoir de diminuer ou rejeter toute réclamation pour salaires, gages, honoraires ou autre rémunération, faite par les membres de la famille de la personne décédée ou de ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires, contre une compagnie, corporation, société ou entreprise dans laquelle la personne décédée était intéressée, de quelque façon, dans une proportion de plus de 50 % soit seule, soit de concert avec les membres de sa famille, ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires; et que le refus de fournir les bilans, états financiers, états de profits et pertes et compte d'opérations et autres renseignements et documents prescrits par la présente résolution rendra son auteur passible de la pénalité édictée au paragraphe 9 de l'article 14 de ladite loi des droits sur les successions.

2. Que, conformément au paragraphe 6b dudit article 3, tel qu'édicte par ladite section 1 de ladite loi, les rentes, viagères ou autres et dotations, seront capitalisées et estimées au montant requis, à la date du décès, par une compagnie d'assurance sur la vie, pour assurer une rente ou dotation de pareille somme.

3. Que, conformément au paragraphe 6c dudit article 3, tel qu'édicte par ladite section 1 de ladite loi, pour toutes les créances actives et droits non compris sous les résolutions précédentes, soit qu'il en existe quelque acte ou non, la valeur réelle sera la valeur du capital et des intérêts dus au jour du décès.

4. Que la définition du mot "bien", telle que contenue dans l'article 5 de ladite loi des droits sur les successions, telle que modifiée par la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera celle "située" dans la province au lieu de celle "réellement située" dans la province.

5. Que les sections 1, 2, 3 et 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront à toute succession ouverte depuis le 18 mai 1935 jusqu'à la mise en vigueur de ladite loi, lorsque les droits successoraux ou de mutation par décès n'auront pas été complètement payés le ou avant le 1^{er} avril 1938.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit d'évaluer la valeur réelle de certains biens.

M. Drouin (Québec-Est) demande des renseignements sur la loi des successions en discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement veut atteindre le "family concern" et moderniser la loi. Certains financiers s'entendent pour fixer arbitrairement ces valeurs à des prix très peu élevés afin d'éviter le fisc. C'est pour pourvoir à ces cas que le bill a été présenté avec effet rétroactif au 18 mai 1935.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À quand la réduction des taxes sur les petites successions? Je ne parle pas des grosses, taxez-les, les grosses. Mais je parle des petites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est certain qu'il faut un réajustement dans le cas des petites successions. L'ancien régime était un régime de taxeurs. On n'exemptait pas les petites successions. Le gouvernement va remédier à cela. Nous avons nommé une commission fiscale composée d'adversaires politiques qui étudie le problème et qui fait un excellent travail. Nous attendrons son rapport. Le gouvernement présentera alors une nouvelle loi qui tiendra compte des petits héritages qui sont présentement lourdement taxés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand M. Oscar Dufresne est-il mort? Et est-il décédé depuis la date du 18 mai 1935 mentionnée dans le bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si je me rappelle bien, dit-il, M. Dufresne est mort depuis la date mentionnée dans le bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) accepte la parole du premier ministre.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 50 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1938 et le 30 juin 1939, et pour d'autres fins du service public et informe cette Chambre que le Conseil législatif a voté ce bill sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 59 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 62 relatif aux biens de la Corporation du pont du lac Saint-Louis;
- bill 67 pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales;
- bill 83 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec;
- bill 85 favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province;
- bill 86 pour favoriser l'industrie du sucre d'érable;
- bill 142 modifiant la charte de Les petites sœurs franciscaines de Marie;
- bill 143 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental;

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 71 créant une chambre agricole provinciale;
- bill 72 pour encourager le développement minier dans la province;

- bill 73 abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53, et l'article 316 du Code du notariat, relatifs à la validité de certains actes notariés;

- bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation;

- bill 76 concernant la libération de certains débiteurs;

- bill 84 pour venir en aide à l'agriculture dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes;

- bill 88 favorisant l'exercice de certains droits;

- bill 89 modifiant la loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents;

- bill 92 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 134;

- bill 93 relatif à la loi 20 George V, chapitre 7;

- bill 94 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

- bill 95 modifiant la loi de la chasse;

- bill 96 relatif à la Commission des services publics de Québec;

- bill 97 pour venir en aide à Verdun Protestant Hospital;

- bill 98 assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province;

- bill 99 modifiant le Code de procédure civile;

- bill 176 relatif à la cité de Sherbrooke;

- bill 177 modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile;

- bill 179 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull;

- bill 181 protégeant les ouvriers atteints de silicose;

- bill 182 modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile;

- bill 183 relatif à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham.

Questions et réponses:

Protection contre les incendies, Saint-Damien, Bellechasse

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un octroi a-t-il été consenti à la municipalité de Saint-Damien

de Bellechasse pour aider à la construction d'un système de protection contre les incendies?

2. Dans l'affirmative: Quelle est la nature des travaux qui ont été subventionnés et quels sont les appareils qui ont été l'objet de la subvention?

3. À qui appartiennent les travaux qui ont été subventionnés?

4. Quel est le montant de la subvention?

5. Cette subvention est-elle payable à la municipalité?

6. Y a-t-il eu des montants de payés à venir jusqu'à présent sur la ou les subventions accordées?

7. À qui ces montants ont-ils été payés?

8. Quels sont les travaux que la municipalité s'est engagée de faire?

9. Quels appareils de protection s'est-elle engagée d'acheter et de maintenir pour la protection contre le feu?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. Oui.

2. Les travaux consistent dans la construction d'un barrage et d'une bâtisse pour le service des incendies et dans l'établissement de conduites en tuyaux et de bornes-fontaines. Les appareils qui ont été l'objet de la subvention sont une pompe fixe, des boyaux, lances, ajutages et divers accessoires d'un service d'incendie.

3. À la corporation.

4. 50 % d'une dépense approximative de \$24,600.00.

5. Elle le sera si la corporation se conforme aux recommandations qui lui ont été faites.

6. Non.

7. Répondu par 6.

8. et 9. Ceux mentionnés dans la réponse no 2.

Aide aux agriculteurs

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 201 pour venir en aide aux agriculteurs de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Que le lieutenant gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le trésorier de la province à avancer à même le fonds consolidé du revenu à l'Office du crédit agricole du Québec, en sus des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme additionnelle de \$2,000,000 de dollars pour être employée aux fins prévues par la loi du crédit agricole en la manière et aux conditions déterminées par cette loi et ses amendements, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution.

M. Dubé (Rimouski): Je remercie le gouvernement, mais j'ai l'honneur de proposer que l'on remplace le mot "deux" par le mot "cinq".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Vivement) Je regrette infiniment, mais je dirai au député qu'il n'a pas le droit d'amender une résolution du gouvernement. Un tel amendement ne peut être proposé que par le gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de compléter l'œuvre commencée, une excellente politique: l'aide à la classe agricole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi, dans ce bill on adopte un mode différent de celui que l'on a suivi au début de la session pour porter les crédits de l'Office à \$25,000,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça n'intéresse pas les cultivateurs. Ils veulent simplement que le gouvernement les aide.

M. Bastien (Berthier): Le chef de l'opposition a raison. Pourquoi on multiplie les lois du crédit agricole quand le premier ministre se plaignait que l'ancienne législation prêtait à confusion? Le gouvernement aurait dû conserver le même titre que pour la loi des \$10,000,000 du début de la session. Non seulement le gouvernement ne s'entend pas sur les bills, mais le leader du conseil s'est plaint des titres atroces donnés aux lois.

Il (M. Bastien) parle des nombreuses commissions. Il déplore les dépenses publiques trop

considérables. Il n'y a pas cohésion dans le cabinet, dit-il, le trésorier (l'honorable M. Fisher) ayant annoncé dans son discours sur le budget qu'une fois les \$25,000,000 prêtés, les cultivateurs devraient emprunter des prêteurs privés. À la dernière minute, on présente un bill qui contredit absolument le trésorier. Les déclarations du trésorier sur les dépenses publiques ne sont guère respectées par ses collègues. Pourtant, lorsque le trésorier fait une déclaration comme celle-là, elle devrait être respectée, car elle a été endossée par ses collègues du cabinet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Du moment que le gouvernement présente une mesure en faveur de la classe agricole, l'opposition proteste. Pourquoi ce dédain et cette hostilité contre la classe agricole? Je vous demande de cesser de pareilles tactiques contre les cultivateurs. Si l'opposition n'aime pas les cultivateurs, nous les aimons, nous; nous avons autre chose à faire que manifester un dédain semblable pour la classe agricole.

Est-ce le programme du Parti libéral de discuter sur la largeur du papier? L'opposition n'est seulement pas capable de se choisir un chef. Le député de Saint-Hyacinthe a dit sur un train qu'il n'y en avait pas d'autres que lui pour être chef du Parti libéral provincial. Le nouveau député de Bagot a entendu le chef de l'opposition parler ainsi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le député de Bagot a dit cela, il est aussi faux que le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): taquine le chef de l'opposition sur la convention pour le choix d'un chef lors de la prochaine convention, les 10 et 11 juin prochains.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est moi-même, dit-il, qui ai proposé que la convention libérale ait lieu à Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce qu'on a forcé le chef de l'opposition. Il (M. Bouchard) était dans le train un jour et il a dit que la convention devrait avoir lieu à Montréal parce qu'il aurait plus de chances d'être choisi, puisqu'il pourrait amener plus de gens de Saint-Hyacinthe. Il y a un témoin de cette conversation et je puis le nommer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qui est-ce donc?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le nouveau député de Bagot.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, si c'est lui, c'est aussi absolument faux que tout ce que dit le premier ministre.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition se plaint partout qu'il n'y a pas de vrai chef reconnu; que les autres ne sont pas qualifiés pour être chefs, sauf lui-même. Telle est la situation de l'opposition. Dans son intérêt, qu'elle cesse donc ses tactiques dilatoires contre les cultivateurs. Qu'elle n'affiche plus sa haine de la grande et noble classe agricole, et son mépris pour tout ce que nous avons de plus cher, cette classe que le gouvernement considère comme la base...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y aura jamais de cultivateurs assez fous pour croire tout ce que vous dites là.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre s'empresse de dire que l'opposition a de l'antipathie pour les cultivateurs. Nous les aimons, les cultivateurs, mais nous avons l'avantage de voir le gouvernement à l'œuvre. Mes objections portaient tout à l'heure sur le discours du budget de l'honorable trésorier. C'est le seul discours qu'on imprime et qu'on distribue; c'est le seul discours important de la session parce qu'il reflète l'état financier de la province. Voici ce que dit, le 1^{er} mars 1938, le trésorier sur le chapitre du crédit agricole: "Tout cela pour démontrer que tout est administré à la légère ici. Je ne critique pas l'octroi de sommes au crédit agricole; j'en critique la forme. Voici ce discours."

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Berthier (M. Bastien) réfère à un débat antérieur¹. L'honorable député sait très bien qu'en vertu des règlements de la Chambre, il n'a pas le droit de référer à un débat antérieur de cette session.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas là un débat, c'est un discours.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (À M. Bastien) Continue.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas un point d'ordre qui se tient.

M. Barrette (Terrebonne): À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Voici ce discours, relatif au prêt agricole: "L'Office du prêt agricole a consenti et payé des prêts pour \$9,000,000, et il en a approuvé pour \$6,000,000. Lorsque les \$25,000,000 de prêts autorisés auront été dépensés, le gouvernement espère que les cultivateurs trouveront chez les prêteurs privés l'argent dont ils auront besoin pour leurs emprunts ultérieurs. Les hypothèques sur les fermes ont toujours été et devraient être encore la garantie idéale pour les prêteurs locaux."

Plusieurs: Très bien!

M. Bastien (Berthier): Cela a été dit le 1^{er} mars. Nous sommes au 12 avril et le gouvernement change sa politique. Le ministre de l'Agriculture est en conflit évident avec la politique prêchée par le trésorier.

M. Tardif (Frontenac): Êtes-vous pour ou contre?

M. Bastien (Berthier): Je suis contre la manière d'agir du gouvernement.

M. Labbé (Mégantic): Contre les cultivateurs.

M. Tardif (Frontenac): Il n'y en a pas suffisamment d'argent pour les cultivateurs. Pourquoi ces tactiques dilatoires de l'opposition? Un jour, l'ancien premier ministre disait une fameuse déclaration: "Vous êtes là, nous sommes ici." Aujourd'hui, l'opposition veut se choisir un chef, ne sachant quel il faudra agréer, etc...

M. Bastien (Berthier): Le député est hors d'ordre. Nous sommes sur une loi de crédit agricole et il parle de chefs d'opposition.

M. Tardif (Frontenac): Il aurait été plus habile ou moins ennuyant pour la Chambre s'il s'était prononcé pour ou contre le bill. (Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons déjà, dans le présent Statut 1938, trois lois de crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quatre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On devrait éviter au moins cette multiplicité des lois pour le même objet. Une loi bien faite aurait suffi. La première est celle qui augmente à \$25,000,000 le crédit de l'Office du prêt agricole provincial; la deuxième est le bill 65 modifiant la loi du crédit agricole. Là, le gouvernement est autorisé à prêter de l'argent au cas où les banquiers ne voudraient plus prêter à l'Office. Et maintenant, nous avons le bill 201.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a un autre pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Pis un autre pour mes colons.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En effet, et cela fait cinq lois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est pire. Si une seule loi était bien faite, elle suffirait. Il (M. Bouchard) signale l'incohérence de la législation et le manque de stabilité. La multiplicité des lois est moins blâmable que le fait qu'on ne suit pas l'avis du premier ministre. Cela va donner de l'ouvrage à ceux qui vont refondre les Statuts. Le bill augmentant à \$25,000,000 l'argent du crédit agricole était donc mal fait. Il aurait fallu mettre \$27,000,000.

C'est pour démontrer l'incohérence de notre législation. C'est d'ailleurs pourquoi, à cette session, le premier ministre a été obligé d'amender les lois qu'il avait passées l'an dernier. C'est-y dans Bagot qu'on a mis ces nouveaux \$2,000,000 supplémentaires?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): (Riant) On les a tous envoyés là.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces deux autres millions, cela va donner au premier ministre l'occasion de faire de beaux discours, de grands discours, et c'est les Canadiens qui vont payer.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ça retourne aux Canadiens.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je dis cela, mais je vais néanmoins voter pour ces \$2,000,000 au cas où il y aurait une chance qu'ils aillent tous dans la poche des cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne m'étais pas trompé sur la date de la mort de M. Oscar Dufresne.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) fait quelques remarques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) lui parle de M. Albert Rioux.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je m'étonne des discussions aigres que l'opposition soulève du moment qu'il s'agit d'aider les cultivateurs. Je ne suis pas surpris de voir l'opposition faire de l'obstruction. Elle suit la même ligne de conduite qu'elle a suivie depuis le début de la session. Ce sont toujours les mêmes arguments que l'on répète. L'on dit que l'on va ruiner la province avec des emprunts. Pour justifier ses arguments, l'opposition va chercher le discours du trésorier provincial.

Le gouvernement, au lieu de voter des montants globaux très élevés, procède suivant les besoins. Nous votons au fur et à mesure les argents dont nous avons besoin pour aider au relèvement de la classe agricole. Au cours de la session nous avons voté un \$10,000,000 additionnels. Nous pensions que c'était suffisant pour satisfaire à tous les besoins. Après des calculs très minutieux et avoir examiné la situation, l'on en est venu à la conclusion, à la Commission du prêt agricole, que ce n'était pas assez, et l'on nous a demandé de voter \$2,000,000 de plus pour les 12 mois à venir.

Au cours des débats précédents, l'on n'a rien prouvé contre l'administration du prêt agricole. La seule chose que l'on a établie est que l'Office n'a pas fait de différence entre les rouges et les bleus et que tout le monde a été traité sur le même pied. Il n'y a pas eu de scandale dans l'administration du prêt agricole. Il (l'honorable M. Dussault) fait l'éloge de l'Office du prêt agricole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais qu'on m'explique le prêt du maître de poste de Saint-Georges de Beauce, parent de l'épouse du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault). Avait-il bien droit au prêt agricole?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je suis certain, dit-il, que le prêt a été régulier. Je défie le chef de l'Opposition de prouver que je suis intervenu. Ce n'est pas le ministre qui fait les prêts. Si ce maître de poste a obtenu un prêt, ce dont je ne sais rien, c'est qu'il y avait droit et il l'a eu honnêtement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande une explication.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition veut faire oublier qu'il a obtenu \$700 du prêt agricole, que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a obtenu \$80 et que le député de Saint-Jean (M. Bouthillier) a obtenu \$6,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il ne l'a pas encore obtenu. Le député de Saint-Jean ne recevra que ce qui lui est dû seulement si l'emprunteur est en odeur de sainteté à l'Office du prêt agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On voit la façon dont se comporte le chef de l'opposition. Il suit les gens qui retirent de l'argent du prêt agricole comme s'il voulait spéculer avec. C'est pas surprenant qu'il m'ait demandé de le nommer administrateur du prêt agricole.

M. Perron (Beauce) se lève pour protester contre les déclarations des députés de l'opposition. Le maître de poste de Saint-Georges de Beauce est un parfait libéral et un honnête homme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne dis pas honnête, mais qu'il est chanceux.

M. Perron (Beauce) explique le cas du maître de poste de Saint-Georges de Beauce. Tout a été parfaitement régulier.

(Applaudissements)

Des députés: Adopté, adopté.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 201 pour venir en aide aux agriculteurs de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié: *a)* en remplaçant, dans la trente-cinquième ligne de la page 3, l'année "1938" par l'année 1940"; *b)* en ajoutant, à la suite de ladite année, les mots: "si la cité de Montréal, par la majorité des deux-tiers des échevins élus en décembre 1938, le décide".

2. L'article 8 est modifié dans les dix-neuvième, vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième et première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième lignes de la page 7, en remplaçant les mots: "en remplaçant le paragraphe *hh*, tel qu'édicte par la loi 4 Édouard VII, chapitre 49, section 14 et remplacé par les lois 19 George V, chapitre 97, section 20; 22 George V, chapitre 105, section 20; 23 George V, chapitre 123, section 25 et 1 George VI, chapitre 103, section 43, par le suivant:

"*hh*. Une taxe spéciale annuelle ne devant pas excéder cent dollars sur tout courtier, et une taxe spéciale annuelle de mille dollars sur toute personne, société, compagnie ou corporation ou agent ou représentant de toute société, compagnie ou corporation faisant du courtage dans la cité sans y avoir de place d'affaires permanente; et pourvu que dans le cas d'une société de courtiers, la susdite taxe annuelle de cent dollars ne puisse être exigée que de la société".

"Le présent paragraphe *hh* aura un effet rétroactif au premier mai 1937", par les alinéas suivants:

"*a*. en en remplaçant le sous-paragraphe 2 du paragraphe *h*, tel que remplacé par la loi 3 Édouard VII, chapitre 62, section 37; 23 George V, chapitre 123, section 25; et 25-26 George V, chapitre 112, section 5, par le suivant:

"2. Une taxe spéciale annuelle sur toute personne, firme, compagnie ou corporation

exploitant un ou plusieurs étaux de boucher dans la cité, en dehors du territoire à l'usage des marchés publics, cette taxe ne devant pas excéder:

1. Cinquante dollars pour le premier étal;
2. Cent dollars pour chaque étal en sus du premier jusqu'à cinq inclusivement;
3. Cinq cents dollars pour chaque étal en sus de cinq et jusqu'à dix inclusivement;
4. Mille dollars pour chaque étal en sus de dix.

b. en remplaçant le paragraphe *hh*, tel qu'édicte par la loi 4 Édouard VII, chapitre 49, section 14 et remplacé par les lois 19 George V, chapitre 97, section 20; 22 George V, chapitre 105, section 20; 23 George V, chapitre 123, section 25 et 1 George VI, chapitre 103, section 43, par le suivant:

"*hh*. Une taxe spéciale annuelle ne devant pas excéder cent dollars sur tout courtier, et une taxe spéciale annuelle de mille dollars sur toute personne, société, compagnie ou corporation ou agent ou représentant de toute société, compagnie ou corporation faisant du courtage dans la cité sans y avoir de place d'affaires permanente; et pourvu que dans le cas d'une société de courtiers, la susdite taxe annuelle de cent dollars ne puisse être exigée que de la société.

Le présent paragraphe *hh* aura un effet rétroactif au premier mai 1937.

c. en remplaçant le paragraphe *aaa*, tel qu'édicte par la loi 23 George V, chapitre 123, section 25, et remplacé par la loi 25-26 George V, chapitre 112, section 5, par le suivant:

"*aaa*. Une taxe spéciale annuelle sur toute personne, firme, compagnie ou corporation exploitant un nombre d'épicerie ou de magasins de ferronnerie et de quincaillerie, cette taxe ne devant pas excéder:

1. Cent dollars pour chaque établissement en sus du premier jusqu'au cinquième inclusivement;
2. Cinq cents dollars pour chaque établissement en sus du cinquième jusqu'au dixième inclusivement;
3. Mille dollars pour chaque établissement en sus du dixième.

La présente taxe ne s'applique pas quant aux épiciers, quand telle personne, firme, compagnie ou corporation a payé la taxe prévue par le sous-paragraphe 2 du paragraphe *h* du présent article."

d. en remplaçant le paragraphe *jjj*, tel qu'édicte par la loi 25-26 George V, chapitre 112, section 5, et remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 103, section 43, par le suivant:

"*jjj*. Une taxe annuelle sur toute personne, firme, compagnie ou corporation exploitant un

nombre de magasins de 5, 10 et 15 cents ("bazars"), cette taxe ne devant pas excéder:

1. Cent dollars sur chacun des cinq premiers établissements;

2. Cinq cents dollars sur chaque établissement au-dessus du cinquième et jusqu'au dixième inclusivement;

3. Mille dollars pour chaque établissement au-dessus du dixième".

3. L'article 14 est modifié dans la seizième ligne, en remplaçant le mot "de" par le mot "ne".

4. L'article 23 est modifié: *a.* en remplaçant, dans la trente-cinquième ligne, de la page 14, les mots: "Toutes les dépenses", par les mots: "Tous les emprunts"; *b.* en biffant, dans les trente-cinquième et trente-sixième lignes de ladite page, les mots: "et toute utilisation de tous revenus anticipés"; *c.* en remplaçant, dans la trente-septième ligne de ladite page, le mot "soumises" par le mot "soumis".

5. L'article 24 est modifié dans la deuxième ligne de la page 15, en remplaçant le mot "des" par le mot "ses".

6. Les articles suivants sont insérés à la suite de l'article 24, comme articles 24*a* et 24*b*:

"24*a*. La partie non utilisée des emprunts contractés sauf ceux qui le sont en vertu de l'article 351*b* de la charte, devra servir pour partie à consolider les dépenses de chômage encourues jusqu'à date.

"24*b*. Sauf les autorisations d'emprunter en vertu de l'article 351*b* de la charte et pour les dépenses de chômage, toutes les autorisations non utilisées pour des emprunts non contractés sont annulées."

7. L'article 25 est modifié: *a.* en ajoutant, dans la première ligne de la page 16, après les mots "de la cité" les mots "pour l'exercice commençant le 1^{er} mai 1938"; *b.* en remplaçant dans la dixième ligne de la page 16, l'année "1928", par l'année "1918".

8. Les articles 29 et 30 sont abrogés.

9. Le dernier alinéa de l'article 33, qui se lit comme suit:

"[Mais le chiffre total des pensions d'un même policier y compris le remboursement qui précède ne devra pas dépasser trois mille dollars par année, nonobstant toute autre convention contraire]" est biffé.

10. L'article 34 est modifié dans les troisième et quatrième lignes, en remplaçant les mots "ne sera payable par ladite cité" par les mots "ne deviendra dû et exigible".

11. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 34, comme article 33:

"33. Nonobstant toute disposition contraire, la cité de Montréal pourra dispenser les propriétaires de terres en culture qui ont été, en vertu d'une loi antérieurement, adoptée, chargés d'une partie du coût de l'expropriation pour l'ouverture et l'élargissement du chemin Sainte-Catherine, à Montréal, entre le chemin de la Côte des Neiges et le Boulevard Décar, du paiement de leur part, dans le coût de cette expropriation.

Dans ce cas, cette partie du coût de telle expropriation sera payée par la cité de Montréal".

12. L'article 37 est modifié: *a.* en ajoutant, dans la première ligne, avant les mots "la cité" les mots "Outre les pouvoirs conférés par l'article 24 de la présente loi,"; *b.* en ajoutant, à la suite dudit article, l'alinéa suivant:

"Toutes les dépenses autorisées en vertu du présent article sont soumises à l'approbation préalable du directeur des finances et de la Commission municipale de Québec".

13. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 38, comme article 38:

"38. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner le, ou avant le 1^{er} septembre 1938, qu'un référendum soit soumis aux électeurs de la cité de Montréal sur les modifications au mode d'administration de ladite cité, en même temps que l'élection du mois de décembre 1938, aux conditions et sur les questions qu'il jugera opportunes".

14. Les articles 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 39 deviennent respectivement 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37 et 39.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: *a.* en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots: "et comprise dans les limites suivantes", par les mots: "et qui s'étend des anciennes limites de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix aux limites suivantes"; *b.* en biffant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots: "la rue Alma aux limites de la paroisse de Saint-Édouard"; *c.* en ajoutant, dans la neuvième ligne, après les mots "sont exemptés" les mots "pour quinze ans seulement à compter de la date de l'imposition".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 123 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 10 est modifié: *a.* en ajoutant dans la huitième ligne, après les mots: "comme résidences", les mots: "pour la même famille"; *b.* en remplaçant, dans la onzième ligne, le montant de \$3,500.00 par "\$3,000.00".

2. L'article 17 est remplacé par le suivant:

"17. L'article 571 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"Le conseil pourra nommer un ou plusieurs assistants-greffiers et ils seront assujettis, *"mutatis mutandis"*, aux dispositions de l'article 580."

3. L'article 24 est modifié dans la sixième ligne, en ajoutant, après les mots "de la cité les mots "sujets à l'approbation de la Commission municipale de Québec".

4. Les articles suivants sont ajoutés à la suite de l'article 25, comme articles 26 et 27:

"26. Il sera loisible à la cité d'imposer en bloc, dans une seule colonne de ses rôles de cotisation, le total de la taxe spéciale imposée en vertu de tous ses règlements; la cité devra cependant, quand elle enverra ses comptes de taxe, fournir au contribuable le détail de la taxe spéciale imposée pour chaque règlement d'emprunt."

"27. (1) La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1^{er} mai 1938 inclusivement, pour une période de deux ans à partir de la mise en force de ce règlement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente", n'excédant pas 2 % du prix de vente et d'achat, en détail, sauf les exceptions qu'elle peut déterminer dans ledit règlement, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité, utilisés pour l'éclairage, la force motrice et la chaleur, vendus dans le territoire de la cité. Cependant, aucune taxe ne sera imposée sur la vente de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque à une personne résidant en dehors dudit territoire quand lesdites marchandises seront livrées, consommées et utilisées en dehors dudit territoire.

Sujet aux dispositions du paragraphe précédent, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside où ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que dans ce cas la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire, soit lors de la vente, soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison, ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire a été transportée de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile tel que défini dans la loi des véhicules automobiles (S.R.Q., 1925, chapitre 35), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

(2) Pour les fins de la présente section, la cité de Québec, dans le règlement qu'elle est par les présentes autorisée à faire, pourra inclure les dispositions des articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 du chapitre 112, de 25-26 George V, et de ses amendements en autant qu'elle le jugera à propos."

5. L'article 26 devient article 28.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 145 ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié dans la première ligne, en ajoutant, après le mot "causes" les mots "et réclamations".

2. Le deuxième alinéa de la clause 6 (page 7) du contrat inclus dans la cédule A est remplacé par le suivant:

"EXÉCUTÉ à Saint-Basile devant, le notaire soussigné, le cinquième jour de décembre 1935, pour lesdits D. Germain, J. Mottard, E. Bédard, A. Bussièrès, A. Germain, Alf. Hardy, V. Bédard, H. Hardy, M. Bédard, G. Germain, G. Laroche, Wilbrod Julien; le 30 janvier 1934 pour lesdits C. Paquet, Vve J.-F. Leclerc, Vve E. Germain; le 2 février 1934 pour ladite dame Vve J. Germain, et ladite dame H. Hardy; le 24 février 1934 pour lesdits M. Richard, Hercule Laroche, A. Julien; le 5 mars 1934 pour lesdits J.-E. Delisle, L. Doré et U. Delisle et O. Hardy; le 16 juin 1934 pour lesdits S. Derome, Ed. Lefebvre, Vve Jos. Lefebvre et C. Leclerc et J. Latulippe; le 28 mars 1938 pour ladite Corporation du comté de Portneuf et le 29 mars 1938 pour ladite Compagnie, sous le numéro treize cent soixante et onze des minutes dudit notaire".

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 123 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que cette Chambre adopte maintenant les amendements.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) propose par voie d'amendement appuyé par le représentant de Lavolette (M. Ducharme):

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots qui suivent:

"mais avec l'amendement suivant:

"Les quatre derniers alinéas de l'amendement 4 sont retranchés."

En fait, mon amendement propose que l'amendement du Conseil législatif, donnant à la ville le droit d'imposer une taxe de vente et un impôt sur le revenu, soit rejeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai conféré, dit-il, avec M. Borne après l'adoption du bill de Québec par la Chambre. Il a été adopté très rapidement au comité de l'Assemblée législative. Le maire est ensuite venu me voir et m'a demandé si le gouvernement serait favorable à l'imposition d'une taxe sur le téléphone. Je lui ai dit que nous étions désireux de coopérer et que, si le Conseil législatif voulait établir la taxe sur le téléphone, il pouvait prendre comme précédent l'exemple de Saint-Hyacinthe. Le Conseil législatif a décidé de refuser l'imposition de cette taxe et il y a substitué la taxe de vente. Je suis contre la taxe de vente municipale substituée par le Conseil.

La taxe de vente ne devrait pas être municipale, parce que cela met les municipalités qui en bénéficient dans une mauvaise posture vis-à-vis celles qui ne l'ont pas. Avec elle, on risque d'envoyer les affaires dans les centres avoisinants. En effet, on va acheter là où c'est moins cher, c'est-à-dire dans les municipalités où il n'y a pas de taxe de vente. Un centin a son importance dans les achats, preuve la découverte des ventes à \$1.99 pour attirer les gens qui n'achèteraient pas un article à \$2.00.

La taxe de vente est très nuisible au commerce et pèse généralement et beaucoup trop "sur les petits", le peuple, et non sur les "gros", sur ceux qui ont les moyens de payer. À Montréal, cette taxe monte à 10 % sur les petits achats.

J'ai dit que la taxe de vente n'était pas une taxe provinciale. Nous ne l'imposerons pas. On cite l'exemple de la ville de New York. Celle-ci est dans une situation particulière. La taxe de vente doit être

fédérale parce le pouvoir central a le droit de taxer directement à la source, tandis que nous ne pouvons taxer que directement. Il nous faut prendre des détours, tandis qu'Ottawa atteint directement le manufacturier. Il serait plus simple, par exemple, qu'Ottawa assume les frais du chômage et prenne le produit de la taxe de vente.

Je suis opposé à la taxe de vente, à Montréal comme à Québec. Le conseil municipal a le droit d'abolir la taxe de vente quand il voudra. Montréal a son autonomie et c'est au conseil qu'il appartiendra de décider. La taxe de vente serait dommageable à Québec à tous points de vue si elle était imposée. J'ai déclaré, au Stadium à Montréal, que la taxe de vente était une mauvaise taxe. J'ai dit que j'avais voté contre et j'ai voté contre. J'étais alors dans l'opposition. L'an dernier, la majorité du conseil a refusé de l'abolir. Cette année, j'ai fait insérer dans le bill de Montréal une clause permettant à la ville de l'abolir. Cette année, nous avons voté contre l'extension de la taxe aux municipalités avoisinant Montréal.

M. Delagrave (Québec-Ouest): On a cherché à alléger le fardeau du contribuable parce que la taxe foncière ne peut plus être augmentée. Il semble impossible de faire porter plus longtemps le coût de l'administration municipale uniquement sur la propriété foncière. La taxe de vente est un moyen de la soulager. Le conseil de ville, moins le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), je crois, a cru que le seul moyen d'équilibrer le budget était de demander le droit d'imposer une taxe de vente, s'il le juge à propos.

La taxe de vente a donné à Montréal des résultats assez satisfaisants, suivant l'opinion du Conseil législatif à tout le moins. Québec avait besoin d'une taxe et le Conseil législatif a suggéré la taxe de vente pendant les deux prochaines années. Il ne convient pas d'équilibrer les budgets et de combler toujours les déficits par des emprunts à longue échéance. La cité de Québec croit pouvoir éviter, par cet impôt, de recourir à un emprunt à long terme. On devrait lui donner ce droit.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Nous venons de passer par une élection où pas un candidat n'a parlé de taxe sur le téléphone, ni de taxe de vente. Celui qui aurait eu le malheur d'en parler ne serait pas à l'Hôtel de Ville aujourd'hui. Je me suis informé au trésorier si le montant de l'emprunt était suffisant pour couvrir le déficit, et il m'a dit oui, ajoutant que s'il manquait quelque chose, il saurait où le trouver.

Pas un échevin, à notre comité, n'a parlé de la taxe de vente. L'échevin qui aurait préconisé la taxe de vente lors des dernières élections aurait été battu. Personne n'a parlé de ce projet, ni pendant l'élection, ni au conseil municipal. Cette proposition ne vient pas du conseil municipal.

Je ne trouvais pas juste la taxe sur le téléphone et je l'ai combattue. Le Conseil législatif a battu cette taxe. Un monsieur du Conseil législatif a suggéré de la remplacer par la taxe de vente. J'ai protesté parce que le public ne savait pas. Je crois qu'avec les travaux de chômage, le coût des secours va diminuer cette année et on pourra rencontrer nos affaires. Il sera tout probablement facile d'équilibrer le budget.

Il y a une commission qui siège. Elle pourra nous suggérer des moyens d'éviter la taxe de vente. L'amendement du Conseil législatif est d'ailleurs illégal parce qu'il n'y a pas eu d'avis régulier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que nous devrions donner au conseil de ville le droit de légiférer pour équilibrer son budget. Si on trouve un moyen de diminuer la taxe foncière, nous verrions la reprise de la construction qui est pratiquement morte à Québec. Les loyers baisseront probablement. Autrefois, il convenait peut-être d'administrer en taxant les biens fonciers, mais aujourd'hui les temps sont changés et la fortune n'est plus constituée seulement par des biens fonciers. L'heure est arrivée de changer le système désuet par lequel on va chercher les gros revenus dans la taxe foncière.

L'amendement du Conseil donne simplement le droit à la ville d'imposer la taxe de vente. Si les échevins sont des héros prêts à se suicider pour sauver financièrement la ville de Québec, nous devrions les féliciter. Pourquoi ne pas leur en donner la chance? Quant à la taxe sur le revenu, elle n'atteint que les gros. Tout le monde était en faveur du régime actuel...

M. Drouin (Québec-Est) et M. Hamel (Québec-Centre) rient.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) ... il faut l'aider. Je suis pour l'autonomie municipale. Il faut donner à la ville de Québec le loisir de décider.

L'amendement est adopté.

Les amendements tels qu'amendés sont, en conséquence, adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais avec un amendement.

Accord entre la corporation de Portneuf et le Canadien Pacifique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Cotisation à Saint-Jean-de-la-Croix

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal. Les dits amendements sont lus deux fois.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose que les amendements soient adoptés.

M. Raynault (L'Assomption): Je m'oppose à l'amendement du Conseil législatif sur la carte d'identité. Le Conseil législatif, à son comité des bills privés, a supprimé, en vertu d'un amendement, une clause qui nous donnait le droit d'appliquer la carte d'identité pour l'élection de décembre 1938 sous prétexte que les gens n'auraient pas le droit de s'enregistrer. On s'est basé sur des renseignements qui ne sont pas exacts. Cette carte d'identité est demandée et désirée par plusieurs à Montréal. Au sein du conseil de ville même, deux échevins se sont prononcés contre.

Il ne faut que trois mois et demi pour préparer les listes électorales, en passant par les maisons. Pourquoi faudrait-il plus de temps pour la carte d'identité? Avec tout le bon vouloir de la population, quant à la possibilité d'établir la carte d'identité d'ici au mois de décembre, pour les prochaines élections municipales, c'est évident que nous avons le temps.

Certaines personnes ont prétendu que la ville n'aurait pas le temps voulu pour distribuer la carte d'identité, mais ce n'est pas sérieux. Nous avons des hommes qui travaillent deux par deux, protestants et catholiques ensemble. Par exemple, le bureau des seize évaluateurs, dans trois mois et demi, ont refait la liste électorale, le relevé de toute l'évaluation de la ville; à plus forte raison, dans les cinq mois qui nous séparent encore de la préparation de l'élection prochaine. Cette conjecture qu'on a soulevée au comité du Conseil législatif n'est donc établie sur rien.

Nous nous sommes adressés aux banques, aux grandes compagnies, au Board of Trade, au C.P.R., à la Chambre de commerce pour établir des questionnaires de la carte d'identité dans les bureaux de ses institutions, pour éviter à leurs membres de venir s'inscrire dans les bureaux ordinaires. Ils ont exprimé leur désir de collaborer avec la ville. Les formulaires sont remplies là sans que ces messieurs n'aient à se déranger. Montréal veut la carte d'identité; le conseil est convaincu de son importance en temps d'élection.

À ce moment-ci, où nous sommes encore à plusieurs mois de l'élection, on ne saurait invoquer une question de temps. Le temps, nous l'avons. Un autre retard aurait des effets funestes pour l'établissement de la carte d'identité, car personne ne prendrait plus la chose au sérieux. À l'heure actuelle, l'organisation est en train et nous avons fait des dépenses au-delà de \$200,000 pour établir le principe de la carte d'identité et pour l'appliquer. Les dépenses seraient gaspillées si le retard que l'on veut apporter était accordé.

Nous avons quantité d'hommes à l'ouvrage, des milliers d'électeurs qui se sont volontairement inscrits. Dans le moment où je vous parle, on continue de s'inscrire; cela ne fournit pas. Et tout cela, malgré les bruits que la carte d'identité ne sera pas nécessaire aux prochaines élections. C'est vous dire que c'est là un réel besoin.

On serait généralement désappointé de ne pas l'avoir en décembre. En quatre mois, huit représentants de la ville pourront parcourir tous les électeurs. Enfin, 90 % de la population est favorable au principe.

Je propose donc un amendement pour demander que la Chambre ne concoure pas à l'amendement du Conseil législatif à l'effet que la carte d'identité ne soit pas obligatoire aux prochaines élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voici ce que l'on va faire. On va ajourner, il est presque une heure. Nous reprendrons la séance à 3 heures. Nous rédigerons un amendement. Il faut dire spécifiquement ce que Montréal veut. Nous allons ajourner, le chef de l'opposition veut dîner, c'est visible.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, non, je suis prêt à procéder.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

S'il y a des amendements que le Conseil a faits et que je ne peux accepter, ce n'est pas mon intention de les accepter. Nous verrons cela aussi cet après-midi.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur propose l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 12 avril 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Salaires payés
au gouvernement**

M. Bastien (Berthier) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quel était le montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement provincial, pour le service intérieur et pour le service extérieur:

a. Au 1^{er} juillet 1936?

b. Au 1^{er} juillet 1937?

Aussi un état montrant:

1. Quel était le coût total des dépenses de voyage, pour chaque département de l'administration:

a. Pour l'année se terminant le 30 juin 1936?

b. Pour l'année se terminant le 30 juin 1937?

Adopté.

Questions et réponses:

Emprunts du gouvernement

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Combien d'argent le gouvernement a-t-il emprunté depuis le 1^{er} septembre 1936 au 1^{er} mars 1938?

2. Quel a été:

a. Le montant total de chaque emprunt?

b. La date de l'emprunt?

c. La date de l'échéance?

d. Le taux de l'intérêt dans chaque cas?

e. Le total de l'intérêt annuel dans chaque cas?

f. Les frais de toutes sortes et détaillés dans chaque cas?

3. De quelles personnes, sociétés ou corporations le gouvernement a-t-il contracté ces emprunts?

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): Le gouvernement a déjà répondu à ces questions et les réponses sont consignées aux procès-verbaux publiés et distribués à chaque député.

Demandes de documents:

Subventions fédérales

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien le gouvernement provincial a-t-il reçu du gouvernement fédéral pour travaux remédiateurs au chômage, secours directs, travaux publics quelconques, aide à la jeunesse, subsides

fédéraux, pension de vieillesse, diminution des traverses à niveau pour la route Trans-Canada:

a. Pour l'année financière 1936-37?

b. Du 1^{er} juillet 1937 à date?

Adopté.

Constables spéciaux

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement a-t-il retenu les services de constables spéciaux à quelque titre que ce soit, depuis le 26 août 1936 à date?

2. Si la réponse est affirmative:

Quel est le nombre total des constables qui furent ainsi engagés?

3. Quel a été le montant des déboursés encourus pour la même période:

a. En salaires?

b. En dépenses?

Adopté.

Embauche de policiers au gouvernement

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien d'officiers ou d'hommes de police de toutes catégories le gouvernement a-t-il engagés depuis le 26 août 1936 à date, dans le corps de la Sûreté provinciale, de la police de circulation, de la police des liqueurs et de la police des pêcheries et de la chasse?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé en salaires à tels officiers ou hommes de police pendant la même période?

Adopté.

Découverts bancaires

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement a-t-il été à découvert aux banques depuis le 26 août 1936 à date?

2. Si oui:

Donnez le montant du découvert au 1^{er} de chaque mois dans chacune des banques avec lesquelles le gouvernement fait affaire, pour la même période.

Adopté.

Voyages des ministres et des députés

M. Bastien (Berthier) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quels sont les ministres et les membres de la Législature qui ont fait des voyages en dehors de la province, aux frais du gouvernement, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Où chacun de ces ministres et de ces députés est-il allé?

3. Quel était le but de ces voyages?

4. Combien la province a-t-elle payé à chacun de ces ministres et députés pour dépenses de voyage?

Adopté.

J.-N. Legault, droit de coupe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. La garantie exigée par le département pour le droit de coupe accordé à M. J.-N. Legault, canton Pontleroy, comté de Témiscamingue, pour l'année 1936-1937, a-t-elle été payée au complet avant que ce monsieur commence son ouvrage?

2. Dans l'affirmative: le montant que représentait ce droit de coupe fait dans ce même canton a-t-il été payé au complet au département avant l'expiration du délai accordé le 1^{er} décembre 1937?

3. La garantie exigée par le gouvernement a-t-elle été payée au complet avant le commencement de la coupe du bois sur le nouveau permis 1937-1938 qui a été accordé à M. J.-N. Legault?

Adopté.

Travaux de voirie, Charlesbourg

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien a coûté à date l'élargissement du chemin de Charlesbourg proprement dit, c'est-à-dire, à partir des limites de la cité de Québec jusqu'au Jardin zoologique?

2. À combien est estimé le coût des travaux qui restent à faire sur le même chemin?

3. Ces deux montants comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation de toutes les propriétés requises?

4. Dans la négative, à combien estime-t-on les indemnités à être payées?

5. Quel est le montant de celles déjà payées?

6. A-t-on prévu, dans les plans et leur exécution, relativement à l'élargissement de ce chemin, le déplacement et le changement qu'il convenait d'apporter aux systèmes d'aqueduc et d'égout de la municipalité de Charlesbourg?

7. Ce déplacement et ce changement ont-ils été effectués?

8. Dans la négative, que coûteront-ils?

Adopté.

Travaux de voirie, Charlesbourg

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quel est le coût à date du troisième chemin de Charlesbourg, c'est-à-dire, à partir de l'avenue de la Canardière, près de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, jusqu'à sa jonction avec le chemin principal à Charlesbourg?

2. À combien est estimé le coût des travaux qui restent à faire sur le même chemin?

3. Ces deux montants comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation de toutes les propriétés requises?

4. Dans la négative, à combien estime-t-on les indemnités à être payées?

5. Quel est le montant de celles déjà payées?

Adopté.

Travaux de voirie, Charlesbourg

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien a coûté à date l'élargissement du second chemin de Charlesbourg, c'est-à-dire, depuis la Côte-des-Pères jusqu'au Four-à-chaux, dans la paroisse de Charlesbourg?

2. À quelle somme estime-t-on le coût des travaux qui restent à faire sur le même chemin?

3. Ces deux montants comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation de toutes les propriétés requises?

4. Dans la négative, à combien estime-t-on les indemnités à être payées?

5. Quel est le montant de celles déjà payées?

Adopté.

Louis Gauthier

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. M. Louis Gauthier a-t-il été nommé gardien à la prison de Saint-Jérôme?
 2. Dans l'affirmative:
 - a. À quelle date a-t-il été nommé?
 - b. Sur la recommandation de qui?
 3. Ce monsieur a-t-il donné sa résignation depuis?
 4. Dans l'affirmative:
 - a. À quelle date l'a-t-il donnée la première fois?
 - b. À quelle date la deuxième fois?
 5. Cette résignation a-t-elle été acceptée?
 6. En donnant sa résignation, le gardien démissionnaire a-t-il demandé une enquête sur certains scandales qui se passent à la prison de Saint-Jérôme?
 7. Le gouvernement a-t-il ordonné une enquête dans cette affaire?
 8. Dans l'affirmative:
 - a. Cette enquête est-elle commencée?
 - b. Est-ce que le commissaire enquêteur a fait un rapport?
 - c. Quelles ont été ses conclusions?
- Adopté.

Dépôt de documents:

Achat de matériaux de construction

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 30 mars 1938, pour un état montrant:

1. Le gouvernement a-t-il acheté des matériaux de construction et d'autres effets ou marchandises pour les colons, depuis le 26 août 1936?
2. Dans l'affirmative:

De quelles personnes, sociétés ou corporations ces matériaux ou marchandises ont-ils été achetés?
3. Quels sont les noms, prénoms, adresses et raisons sociales selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?
4. Combien le gouvernement a-t-il payé à chacune de ces personnes, sociétés ou corporations? (Document de la session no 38)

Charte de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné à la séance de ce matin, sur

la motion du représentant de Lac-Saint-Jean (M. Duguay) proposant l'adoption des amendements du Conseil législatif au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que les amendements du Conseil législatif soient acceptés, mais avec les amendements suivants:

1. L'amendement 1 est remplacé par le suivant: L'article 3 est modifié en remplaçant dans l'avant-dernière ligne, les mots "à commencer aux élections générales municipales de 1938" par les mots "après les élections générales municipales de 1938 si le conseil municipal de la cité de Montréal en décide ainsi".

2. L'amendement 5 est modifié en y ajoutant les mots suivants "et en remplaçant le mot "juin", dans la dernière ligne de l'avant-dernier alinéa par le mot "juillet".

3. L'amendement 7 est modifié en y ajoutant les mots suivants: "c. en remplaçant les mots "ne pourra jamais être réclamée" dans la treizième ligne de la page 16 par les mots "ainsi que la somme de \$1,000,000 prévue au statut 1 George VI, chapitre 103, ne pourront jamais être réclamées".

4. L'amendement 13 est modifié en insérant dans la troisième ligne, après le mot "Conseil", les mots", sur la recommandation du conseil municipal de la cité de Montréal.",

5. L'article suivant est ajouté après l'article 38:

38a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le directeur des finances de la cité de Montréal est autorisé à instituer en première instance, et de sa seule autorité, toutes les procédures qu'il jugera utiles pour percevoir les taxes, cotisations, impôts, droits, permis et licences dus à la cité de Montréal.

M. Raynault (L'Assomption): Je suis opposé, dit-il, à la taxe de vente municipale en vigueur à Montréal - quoique le conseil ne soit pas de mon opinion sur cette question - et dont la Chambre vient d'empêcher l'imposition dans la ville de Québec, après les représentations du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand). Toutefois, il appartient au conseil de ville de se prononcer sur cette question, puisque le gouvernement l'a laissé libre.

Nous voudrions changer la date du délai pour décider des travaux, c'est-à-dire substituer le 15 juillet au 15 juin pour cette affaire de \$3,000,000.

Nous ne croyons pas non plus qu'il convient de soumettre à l'électeur en même temps que les élections la question d'un changement d'administration. Une telle question est trop importante pour la mêler avec la bataille électorale. En temps d'élection, on n'est habituellement occupé que de la valeur de son candidat. Un référendum pour un changement d'administration ne devrait donc pas se faire en même temps que l'élection, mais à une autre époque de la vie municipale.

Quant aux travaux de chômage, la ville a un montant assez élevé pour lui permettre de faire des travaux où elle pourra engager tous les chômeurs. J'espère que le ministre du Travail collaborera pour mener à bien l'entreprise de substituer des travaux aux secours directs dans Montréal. Nous avons un grand nombre de travailleurs à faire travailler, et c'est en été qu'il convient de leur donner de l'ouvrage parce qu'en hiver, ils n'ont pas les habits nécessaires pour affronter le grand froid. Il devrait y avoir une prime de 25 % au travail du chômeur. Nous avons, par exemple, des parcs à Montréal, et, Dieu merci, le parc de Maisonneuve est déjà transformé. Nous avons du travail autant qu'il en faut pour faire travailler notre monde.

Je remercie, dit-il, le ministre de la Voirie, (l'honorable M. Leduc) et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) pour leur étroite collaboration pour aider les secourus de la métropole. Nous comptons aussi beaucoup sur la déclaration du premier ministre relativement au boulevard Métropolitain, j'entends la déclamation qu'il a faite lorsqu'il eut à présenter le bill du réseau routier de premier ordre. Il rend hommage au gouvernement provincial pour les travaux accomplis au Parc Maisonneuve, à l'Île Sainte-Hélène, la construction des ponts du boulevard Pie-IX et celui du Bout-de-l'Île, le pavage des rues Sherbrooke et Notre-Dame, etc.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): (Applaudissements) Depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir, je crois que nous pouvons dire, avec preuves tangibles et chiffres à l'appui, que la ville de Montréal n'a pas été négligée. Il me fait plaisir d'entendre le maire déclarer en cette Chambre qu'il compte sur la collaboration du ministère du Travail. Je puis lui assurer que, comme nous avons fait pour le reste de la province, nous ne négligerons pas la métropole. Elle pourra encore compter sur l'aide du gouvernement actuel qui ne faillira pas. Le gouvernement actuel a fait beaucoup plus que le précédent pour la métropole du Canada.

L'ancien gouvernement, n'avait obtenu la promesse d'Ottawa que pour un montant de \$5,500,000. Quand nous avons pris le pouvoir, nous avons constaté qu'avec la largesse et la générosité de nos amis d'en face, Montréal avait eu une excellente répartition des \$5,500,000² affectés aux travaux de chômage. Le chef de l'opposition actuelle, qui était le ministre chargé de voir à la répartition de ces travaux, le partageur en l'espèce, a eu tant d'amour pour les ouvriers de Montréal qu'il les avait complètement oubliés et qu'il ne leur avait pas donné un sou de travail sur ces \$5,500,000.

(Rires)

Lorsque le nouveau gouvernement de l'Union nationale est arrivé au pouvoir, il a changé cette manière de voir. Nous avons donné dès la première année de notre pouvoir \$3,500,000³ à la métropole pour les fins de travaux de chômage, sans un sou de contribution de la part des propriétaires de Montréal. Nous serons prêts à continuer le travail que nous avons fait, à collaborer avec les autorités municipales, tout en leur laissant leur pleine autonomie.

Nous voulons faire disparaître de la métropole la plaie des secours directs et du chômage. Cette plaie, nous allons la faire disparaître également à Québec très prochainement, grâce à la coopération que nous recevons. Nous ne voulons pas de travaux qui seraient causes de nouvelles taxes. Nous avons fait des travaux utiles partout. Le gouvernement de l'Union nationale s'est attaqué au problème des secours directs, et il les a supprimés partout dans la province, sauf à Montréal et à Québec. Les secours directs seraient disparus à Québec et à Montréal si nous avions eu la collaboration que nous étions en droit d'attendre d'Ottawa. Mais malgré Ottawa, le gouvernement provincial va faire son possible pour faire disparaître le chômage dans ces deux grandes villes.

Il a été jusqu'à aujourd'hui pratiquement impossible de s'entendre pour faire disparaître les secours directs dans la ville de Québec, pour des raisons que chacun connaît. Aujourd'hui, nous espérons qu'après les élections qui ont eu lieu, cette coopération sera possible dans l'intérêt de tous les intéressés. En mai dernier, je leur écrivis pour leur offrir d'organiser des travaux pour supprimer les secours directs dans la ville de Québec. Nous n'avons même pas reçu de réponse. Le projet n'a pu être appliqué. C'est bien simple, c'est que la collaboration de l'administration municipale de Québec et de l'ancien maire nous a totalement manqué.

La population s'est prononcée sans équivoque. J'espère que maintenant nous l'aurons.

Nous sommes dans les mêmes dispositions que l'an dernier quand nous avons offert à Québec de remplacer les secours directs par des travaux. À l'heure présente, avec la nouvelle administration de cette ville, des travaux sérieux sont en bonne voie de progression et, dans un avenir très prochain, avec la collaboration des autorités municipales de Québec, nous espérons que les secours directs seront disparus dans Québec.

À Montréal, la situation était différente. Tout d'abord, par suite de l'ampleur du problème, il eût fallu la coopération des autorités fédérales, coopération qui nous a manqué. Il faudra un effort plus grand. Mais malgré les handicaps que nous avons rencontrés, malgré le défaut de bonne volonté des autorités fédérales à nous aider à solutionner le problème du chômage, il me fait plaisir de déclarer au maire de Montréal que le gouvernement de l'Union nationale et le ministère du Travail sont de tout cœur avec le conseil pour faire disparaître le secours direct.

Malheureusement, au conseil de ville, il existe une divergence d'opinions et ce n'est pas là un milieu propice pour de la saine collaboration. Il faudra procéder de façon différente, par suite des circonstances et du problème qui sont différents d'ailleurs. Le maire n'a pas ses coudées franches avec le conseil, et cela peut présenter des difficultés lorsqu'il s'agira de supprimer les secours directs pour les remplacer par des travaux.

Le chef de l'opposition avait pensé, lorsqu'il était ministre, que c'était la même chose: mettre fin aux secours directs dans Saint-Hyacinthe et à Montréal. Je veux bien aider Montréal, mais je ne voudrais pas être dans la position du chef de l'opposition qui disait vouloir mettre tous les chômeurs à l'ouvrage, avec le succès que l'on sait. Il avait préparé son programme de travaux et pour l'exposer à la population montréalaise, il avait convoqué une grande assemblée populaire, tenue il y a environ deux ans, louant à cet effet la grande salle de l'aréna Mont-Royal.

Des voix ministérielles: Une assemblée dans la cave.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Son plan était assez bien mûri. On se souvient que le chef actuel de l'opposition, ce grand général, alors que M. Godbout était au pouvoir, avait un plan de travaux de chômage qu'il n'a pu exposer à l'aréna Mont-Royal. Le député de Saint-Hyacinthe n'a même pas été capable de se faire entendre pour

présenter son plan. Il a pris la route naturelle de l'ancien régime, la route de la cave de l'aréna Mont-Royal, afin de pouvoir prononcer son discours. Les ouvriers n'en voulaient pas et il comportait des différences notables avec celui qu'applique le gouvernement actuel.

Nous en avons fini, nous, de cette manière autoritaire; nous sommes humanitaires. Le gouvernement actuel a fait beaucoup pour Montréal. Depuis 20 mois, nous avons dépensé une moyenne de \$1,000,000 par mois tant en secours directs que pour les travaux de chômage. Nous y avons fait pour \$7,000,000 de travaux, employant à ces ouvrages à un certain moment 13,000 hommes.

Et je dois ajouter que nous n'avons jamais été dans l'obligation de remercier de ses services sur ces chantiers un seul homme parce qu'on n'en était pas satisfait. Cela ne veut pas dire que tous les hommes donnaient le rendement qu'aurait exigé un entrepreneur exécutant un contrat à forfait. Les contrats ne sont pas accordés à montant fixe aux entrepreneurs. Cela permet aux chômeurs de se réadapter au travail. L'honorable chef de l'opposition, lui, son plan, c'était de donner des travaux par contrats.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie catégoriquement ce que dit le ministre. Tout cela est absolument faux.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): J'accepte la déclaration du chef de l'opposition, mais...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre, le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire qu'un membre de cette Chambre a dit quelque chose d'"absolument faux". Il n'a pas le droit d'employer un langage antiparlementaire pour relever une affirmation de fait d'un collègue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le premier ministre peut dire cela autrement, qu'il le dise à ma place.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur de rappeler le chef de l'opposition à l'ordre et de lui faire retirer ses expressions antiparlementaires.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je dois dire que les paroles de l'honorable ministre sont contraires aux faits. J'ai publié par écrit un document dans lequel j'ai mis les conditions de travail des

chômeurs dont j'avais la charge. Et ce document fut, dans le temps, approuvé par les unions internationales et par les syndicats catholiques et nationaux.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Grâce à ces travaux, nous, nous avons placé un nombre considérable de personnes à l'ouvrage. Nous voulons accélérer cette politique, et on admettra que les travaux que nous avons exécutés n'ont pas entraîné une surcharge de dépenses à la métropole, tout en diminuant largement ses frais de secours directs.

Il me fait plaisir de déclarer au maire de Montréal, à titre de ministre du Travail et comme député de Montréal, que je suis favorable, et que le gouvernement est favorable à la disparition des secours directs à Montréal comme dans toute la province.

Le désir du gouvernement est de venir en aide à la métropole, tout en lui laissant sa plus entière liberté et son autonomie.

Je désire que l'administration entière de Montréal, avec tous ses échevins, se donne la main pour faire disparaître aussi l'animosité politique dans l'intérêt général. Je peux dire au maire que nous sommes capables de mettre fin aux secours directs rapidement et prochainement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours du ministre et surtout sa manifestation de la joie qu'il a eue lorsqu'il raconta qu'un groupe de ses gens vint m'empêcher de parler à l'aréna à Montréal, il y a deux ans.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Il y avait aussi de vos amis de Saint-Hyacinthe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'était une "gang" du ministre. Il y avait peut-être, de Saint-Hyacinthe, ce M. Bernier. Vous allez en entendre parler de ce monsieur dans un avenir rapproché.

Ça pourra être intéressant. Nous allons avoir beaucoup de plaisir. C'est un ami du ministre celui-là. Il s'occupe activement de l'Aide à la femme et autres petites affaires, on va voir, on va voir.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) sourit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour rafraîchir la mémoire du ministre, je dois lui dire que je ne suis jamais descendu dans la cave de l'aréna; j'ai été

assez heureux d'avoir la police pour me protéger en cette circonstance. Je suis resté à la tribune.

Des voix: Dans la cave.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'ancien régime a fait tout son possible pour remédier au problème du chômage et le nouveau gouvernement, malgré ses prétentions, n'a pas résolu le problème du chômage dans cette province, loin de là.

Je suis heureux de voir, dit-il, qu'après deux ans, par un curieux retour des choses, la politique que prêchait alors votre humble serviteur, qui était à ce moment-là désapprouvée par l'honorable ministre du Travail actuel, on y revient.

Je dois dire à la Chambre que mon plan avait été appuyé par les unions ouvrières. Mon honorable ami dit que nous n'avons pas mis de travaux à exécution. Tous les travaux faits la première année de l'Union nationale ont été exécutés par lui (l'honorable M. Tremblay) et substitués à ceux que nous avions décidés, mais payés par le gouvernement fédéral en grande partie.

Car lui aussi veut remettre les chômeurs à l'ouvrage après les avoir soulevés contre le gouvernement d'alors. Quand il parle de ses grands travaux, le ministre (l'honorable M. Tremblay) oublie toujours de dire que le fédéral a contribué autant que le provincial, et cela, en vertu d'un plan qui a été soumis, dans le temps, par celui qui vous parle. Je dois dire à la Chambre que mon plan avait été appuyé par les unions ouvrières. Le gouvernement actuel accepte et se contente d'appliquer en somme, mon ancien plan pour remplacer les secours directs par des travaux. Le ministre du Travail a tort d'affirmer que le gouvernement provincial seul a donné \$1,000,000 par mois, depuis 20 mois à Montréal, alors qu'Ottawa a donné la moitié de ces montants.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): La part d'Ottawa ne s'élève pas à plus de 28 % du coût des travaux de chômage et de leur administration qui relève du provincial.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça vous coûte cher pour administrer.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Le fédéral a contribué seulement que pour l'entente 1936-1937, soit \$2,750,000. Pour l'entente 1937-1938, il n'a contribué que pour \$1,400,000 pour toute la province. C'est-à-dire pas un sou pour

l'administration. Nous avons fait, dans Montréal, tout seul une moyenne de \$1,000,000 par mois de travaux pendant 20 mois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministre du Travail a oublié de dire avec une souscription régulière du fédéral de \$500,000 à chaque mois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Pour la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien va coûter, par exemple, le maintien et l'entretien du Jardin botanique de Montréal? Et je ne vous cite qu'un cas. Mon honorable ami en a oublié plus qu'il en a appris depuis qu'il est ministre. L'abolition des secours directs avait été décidée par l'ancien gouvernement.

(Rires)

Tous les chômeurs auraient été heureux de travailler selon notre plan humanitaire. Ce plan, il avait été approuvé par les associations ouvrières qui ne voulaient pas, avec raison, que l'embauchement des chômeurs se fasse dans des conditions telles qu'elles puissent nuire aux autres travailleurs. Si le plan avait été bien appliqué, il y a longtemps que les secours directs seraient disparus à Montréal et à Québec.

(Rires)

Quant à dire que j'ai voulu appliquer le plan de Saint-Hyacinthe à celui de Montréal, ce n'est pas exact. À Saint-Hyacinthe, nous avions une façon beaucoup plus rapide parce que la population n'était pas la même qu'à Montréal où il a fallu prendre d'autres sortes de mesures. Le ministre va lentement pour l'abolition du secours direct à Montréal. Les secours existent encore à Québec et même à Chicoutimi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bon, c'est bon. Je propose, secondé par l'honorable M. Fisher (Huntingdon), les amendements suivants aux amendements que le Conseil législatif soumet à l'Assemblée législative en rapport avec le bill de Montréal. Au sujet de la carte d'identité, que le comité des bills privés du Conseil législatif a décidé de renvoyer à 1940, nous disons, nous, après l'alinéa: "ces dispositions s'appliqueront à l'élection de 1938, à moins que le conseil municipal en décide autrement". Le Conseil législatif avait décidé d'abolir virtuellement la carte; nous estimons que cela appartient uniquement au conseil de ville de Montréal. Quant au budget des

dépenses capitales de \$3,000,000, on substitue à la date du 15 juin, celle du 15 juillet. Nous voulons donner au conseil toute la latitude nécessaire.

Nous disons de plus, au sujet des sommes payables par la Montreal Light, Heat & Power et la Bell Telephone, et la Compagnie des tramways de Montréal, cette dernière ayant à payer \$250,000, nous disons au sujet du Tramway "paiera" \$250,000 ainsi que la somme de \$1,000,000 que la compagnie a déjà versée l'an dernier en vertu du Statut 1 George VI, chapitre 104 (loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal) adoptée à la session de 1937.

Sur la question du référendum, nous n'acceptons pas non plus l'amendement du Conseil législatif. Il n'y aura référendum sur la question d'un changement de mode d'administration municipale à Montréal que si le conseil de ville le désire. Nous sommes en faveur de l'autonomie. Que Montréal règle cette question avec ses électeurs.

Il y aura aussi un amendement que nous apportons au bill dans le cas de redevances que Montréal n'est pas capable de percevoir de personnes qui ont les moyens de payer.

Nous disons: "Le directeur des finances de Montréal, M. Roberge, est autorisé, et de son propre chef, à prendre les procédures qu'il voudra en première instance, à tenter des poursuites pour le recouvrement des arrérages de taxes dues par des gens qui ont le moyen de payer et retardent indûment. Il y en aurait pour \$6,000,000 de cette sorte.

M. Raynault (L'Assomption): Le Conseil législatif a spécifié, dans son amendement sur l'application de la carte d'identité, qu'il aurait fallu les $\frac{2}{3}$ du conseil de ville pour décider de son application à l'élection de 1940. Même si nous renvoyons cette clause pour rendre la carte d'identité applicable en 1938, doit-on supposer qu'il faudra quand même l'assentiment des $\frac{2}{3}$ du conseil?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous disons le conseil. Quand on dit conseil cela suppose la majorité du conseil et non les deux tiers.

Les amendements sont adoptés.

Les amendements du Conseil législatifs, tels qu'amendés, sont adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais avec des amendements.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 41 pour sauvegarder les droits de la province, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: *a.* en remplaçant, dans la première ligne, "décembre 1935", par "janvier 1936"; *b.* en ajoutant, dans la quatrième ligne, après les mots "à toute personne qui", les mots suivants "faisant notoirement partie du service intérieur de la province, a perçu"; *c.* en biffant, dans la cinquième ligne, après "janvier 1936", les mots suivants "a perçu".

2. L'article 3 est abrogé.

3. L'article 5 est modifié dans la troisième ligne, en ajoutant, après le mot "autre", les mots suivants "Cette instance sera prescrite trois ans après la sanction de la présente loi".

4. Les articles 4, 5 et 6 deviennent respectivement 3, 4 et 5.

**Privilège du gouvernement
sur certains biens**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 41 pour sauvegarder les droits de la province. Lesdits amendements sont lus deux fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), que les amendements du Conseil législatif soient agréés, mais avec les amendements suivants:

1. L'amendement 2 est retranché.
2. L'amendement 4 est retranché.

Nous avons adopté une loi en vertu de laquelle nous avons droit sur les hypothèques des propriétés de fonctionnaires qui ont bénéficié personnellement des intérêts des deniers publics confiés à leur charge.

Le Conseil législatif a cru bon d'apporter à ces dispositions trois amendements. Un premier amendement fait dater du 1^{er} janvier 1936 au lieu du 1^{er} décembre 1935 les privilèges du gouvernement sur les biens meubles et immeubles d'un fonctionnaire, etc. Nous acceptons l'amendement. Dans le même amendement, on stipule que ceux qui

seront affectés par cette loi auront dû faire partie notoirement du service intérieur. Nous acceptons cela aussi. Il y a aussi un autre amendement par lequel on fixe à trois ans après la sanction du bill l'instance en recouvrement des réclamations. Nous acceptons cela aussi. Mais nous refusons de concourir dans l'amendement présenté hier par M. Laferté pour retrancher l'article 3 du bill, en vertu duquel le gouvernement a le droit de priorité sur un tiers créancier sur les propriétés affectées.

Je profite de la circonstance pour dire qu'il n'est pas juste de reprocher au Conseil d'avoir retardé le travail de la Chambre. Il a fait son devoir. Ce n'est pas la faute de l'Assemblée législative ou du Conseil législatif s'il y a eu retard⁴.

Les amendements sont adoptés.

Les amendements du Conseil législatif tels qu'amendés sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais avec des amendements.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 17 modifiant le Code municipal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est abrogé.

2. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 10, comme article 10:

"10. L'article 654 dudit Code, tel que modifié par les lois 8 George V, chapitre 20, section 36; 14 George V, chapitre 84, section 2 et 18 George V, chapitre 94, section 16, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 11 par le suivant:

"11. Les noms, prénoms et professions des personnes qui sont du sexe masculin, sujets britanniques, âgées de vingt et un ans accomplis et domiciliées dans la municipalité et qui ne sont frappées d'aucune des incapacités prévues par la loi électorale de Québec (1 Édouard VIII, 2^e session, chapitre 8)".

3. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 17, comme article 18:

"18. Nonobstant les dispositions des paragraphes *a* et *b* de la section 8 de la présente loi, les conseils devront nommer en janvier 1939, un ou

des vérificateurs pour faire la vérification des comptes de la corporation pour l'année terminée le 31 décembre 1938."

4. Les articles 8, 9, 10 et 18 deviennent respectivement 7, 8, 9 et 19.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 45 pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié dans les cinquième, sixième et septième lignes, en biffant les mots "entreprise et conduite sans système et laissée dans un état déplorable par l'administration précédente".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 78 modifiant la loi des valeurs mobilières, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le sous-alinéa suivant est inséré à la suite du sous-alinéa III de l'article 1, comme sous-alinéa IV:

"IV. aux achats que fait un courtier pour un client lorsqu'il reçoit, pour toute rémunération, une commission payable par ce client".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 81 modifiant le Code civil, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est modifié dans la vingt et unième ligne, en remplaçant les mots "en produisant" par le mot "produire".

2. L'article 12 est modifié dans les sixième et septième lignes en remplaçant les mots "Les privilèges et hypothèques non éteints avant l'entrée en vigueur de la présente loi" par les mots "À l'exception des privilèges de vendeurs et des hypothèques de prêteurs, tous les autres privilèges et hypothèques".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 82 pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, avec les amendements suivants dans la version anglaise seulement qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant le sous-paragraphe b par le suivant:

"b. "Credit Union" signifie un syndicat coopératif appelé "Caisse populaire Desjardins" régi

par la loi des syndicats coopératifs du Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 254).

2. L'article 2 est amendé: a. en remplaçant dans la première ligne le mot "peaceful" par le mot "peaceable"; b. en remplaçant dans les huitième et neuvième lignes les mots "saving bank (caisse)" par les mots "Credit Union".

3. L'article 3 est amendé: a. en remplaçant dans la deuxième ligne les mots "saving bank (caisse)" par les mots "Credit Union"; a. en remplaçant dans la deuxième ligne les mots "saving bank (caisse)" par les mots "Credit Union"; b. en remplaçant dans la cinquième ligne les mots "saving bank (caisse)" par les mots "Credit Union"; c. en remplaçant dans la huitième ligne les mots "saving bank (caisse)" par les mots "Credit Union"; d. en remplaçant dans les douzième et treizième lignes les mots "saving bank (caisse)" par les mots "Credit Union".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles suivants sont insérés à la suite de l'article 4, comme articles 5 et 6:

"5. L'article 510 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"510. L'appel ou recours est exercé au moyen d'un avis par écrit indiquant les motifs de l'appel, dont signification est faite par un huissier au secrétaire-trésorier de la commission scolaire en cause, personnellement ou au bureau ou au domicile de celui-ci."

"6. L'article 513 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le tribunal peut toujours ajourner l'audition de la cause, s'il lui paraît que les motifs de l'appel n'ont pas été suffisamment détaillés dans l'avis, et il peut, aux conditions qui lui paraissent justes, ordonner, que les détails soient fournis par l'appelant, avant l'audition de la cause ou avant la continuation de cette audition."

2. Les articles 5, 6, 7 et 8 deviennent respectivement 7, 8, 9 et 10.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 31 remplaçant l'article 1641a du Code civil, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. L'article 1641a du Code civil, tel qu'édicte par la loi 24 George V, chapitre 75, section 1, et tel

que remplacé par la loi 25-26 George V, chapitre 93, section 1, est remplacé par le suivant:

"1641*a*. Un locataire dans l'Île de Montréal n'est tenu de permettre la visite, pour fins de location, du logement loué, et l'affichage sur la façade de ce logement, d'annonces aux mêmes fins, qu'au cours des soixante jours qui précèdent la date de l'expiration du bail, à moins de convention contraire dans le bail."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 24 raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié dans la neuvième ligne, en ajoutant, après le mot "cultivateur", les mots suivants "Le montant payé pour chaque dite terre ne devra en aucun cas dépasser de plus de trente-trois et un tiers pour cent (33 1/3 %) de l'évaluation municipale".

Code municipal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 modifiant le Code municipal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Réseau routier

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 45 pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Attendu que les conseillers, en grande majorité, ont été nommés par l'ancien régime, nous ne pouvons pas demander à ces gens-là de se condamner eux-mêmes.

La chose est néanmoins vraie qu'il n'y a pas eu de système et que notre voirie était déplorable. Nous acceptons l'amendement.

Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Loi des valeurs mobilières

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 78 modifiant la loi des valeurs mobilières. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Code civil

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 modifiant le Code civil. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Crédit agricole en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apporté au bill 82 pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi de l'instruction publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code civil, article 1641*a*

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 31 remplaçant l'article 1641a du Code civil. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Paroisses de colonisation

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 24 raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Suspension

La séance est suspendue⁵.

Reprise de la séance

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs!

**M. Béique (Chambly), M. Boyer (Châteauguay),
M. Tardif (Frontenac) et autres:** "Miaou",
"Miaou".

M. l'Orateur: À l'ordre. Je fais remarquer aux membres de la Chambre que les étrangers, de quelque sorte qu'ils soient, ne sont pas admis dans l'enceinte de la Chambre.

(Rires)⁶

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 200 modifiant la loi des assurances de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté son amendement aux amendements du Conseil législatif, sans amendement, au bill 123 modifiant la charte de la cité de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 68 modifiant la loi électorale de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 18, comme article 19:

"19. Pour l'année 1938 seulement, dans les cités autres que Québec et Montréal, le délai du dépôt des demandes en inscription ou en radiation mentionné dans l'article 90 de la loi électorale de Québec est prolongé jusqu'au trente avril 1938, inclusivement, nonobstant les dispositions dudit article 90 de la loi électorale de Québec".

2. L'article 19 devient l'article 20.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans la trente et unième ligne, en biffant, après les mots suivants: "décédée ou", le mot: "de".

2. L'article 6 est modifié dans la cinquième ligne, en remplaçant les mots: "complètement payés", par le mot: "réclamés".

Loi électorale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 modifiant la loi électorale de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Droits sur les successions

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions. Lesdits amendements sont lus deux fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que les amendements du Conseil législatif soient acceptés, mais avec l'amendement suivant:

L'amendement 3 est retranché.

L'amendement est adopté.

L'amendement du Conseil législatif, tel qu'amendé, est adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, avec amendement.

Suspension

La séance est suspendue⁷.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 201 pour venir en aide aux agriculteurs de la province.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur les amendements nos 2 et 4 qu'il avait apportés au bill 41 pour sauvegarder les droits de la province; et qu'il n'insiste pas non plus, sur son amendement no 2 qu'il avait apporté au bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions.

Suspension

La séance est suspendue⁸.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le Conseil législatif a agréé les amendements qu'elle a apportés aux amendements du Conseil législatif pour le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 17 modifiant le Code municipal;
- bill 24 raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes;
- bill 31 remplaçant l'article 1641a du Code civil;
- bill 41 pour sauvegarder les droits de la province;
- bill 45 pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre;
- bill 59 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 62 relatif aux biens de la Corporation du pont du lac Saint-Louis;
- bill 67 pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales;
- bill 68 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 71 créant une chambre agricole provinciale;
- bill 72 pour encourager le développement minier dans la province;
- bill 73 abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53, et l'article 316 du Code du notariat, relatifs à la validité de certains actes notariés;
- bill 74 augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation;
- bill 76 concernant la libération de certains débiteurs;
- bill 78 modifiant la loi des valeurs mobilières;
- bill 81 modifiant le Code civil;
- bill 82 pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine;

- bill 83 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec;
- bill 84 pour venir en aide à l'agriculture dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes;
- bill 85 favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province;
- bill 86 pour favoriser l'industrie du sucre d'érable;
- bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 88 favorisant l'exercice de certains droits;
- bill 89 modifiant la loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents;
- bill 92 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 13;
- bill 93 relatif à la loi 20 George V, chapitre 7;
- bill 94 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 95 modifiant la loi de la chasse;
- bill 96 relatif à la Commission des services publics de Québec;
- bill 97 pour venir en aide à Verdun Protestant Hospital;
- bill 98 assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province;
- bill 99 modifiant le Code de procédure civile;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix;
- bill 123 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 142 modifiant la charte de Les petites sœurs franciscaines de Marie;
- bill 143 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental;
- bill 145 ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés;
- bill 176 relatif à la cité de Sherbrooke;
- bill 177 modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile;
- bill 179 modifiant la loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull;
- bill 181 protégeant les ouvriers atteints de silicose;

- bill 182 modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile;
- bill 183 relatif à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham;
- bill 200 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 201 pour venir en aide aux agriculteurs de la province;
- bill 202 modifiant la loi des droits sur les successions.

Le Greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 50 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1938 et le 30 juin 1939, et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la vingtième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Avant de mettre un terme à vos délibérations, je tiens à vous féliciter du travail considérable que vous avez accompli pendant la session.

Les lois que vous avez adoptées sont d'une grande importance, et il me plaît de constater qu'elles paraissent s'inspirer du meilleur intérêt de la province.

Ainsi, pour en mentionner quelques-unes seulement, vous vous êtes proposé de venir en aide aux cultivateurs en instituant une chambre d'agriculture, en autorisant l'Office du crédit

agricole à prêter douze millions et un quart de plus, en lui fournissant des moyens additionnels de se procurer les fonds nécessaires, en simplifiant l'application de la loi du prêt provincial dans Bonaventure, la Gaspésie et les Îles de la Madeleine, en encourageant l'industrie du cidre et celle du sucre d'érable, en pourvoyant à l'achat d'un immeuble qui serve à l'entreposage des produits de la ferme. Aux colons, vous avez rendu plus faciles l'établissement sur des terrains entièrement libres et l'accès aux terres inoccupées ne faisant pas partie du domaine public. Dans l'intérêt des agriculteurs comme du public en général, vous avez voté un crédit de cinquante millions qui permette au gouvernement, pendant les quatre prochaines années, de rénover notre réseau routier suivant un plan d'ensemble bien arrêté.

Pour mieux établir le règne de la justice et de la charité entre employeurs et employés, vous avez apporté à notre législation des modifications qui, tout en consacrant le droit d'association, garantissent à la fois l'autonomie patronale et la liberté du travail. Pour le bénéfice des censitaires, vous avez pris des mesures efficaces en vue de faire disparaître les rentes seigneuriales, et dans votre sollicitude pour les petits propriétaires, vous avez élaboré des lois qui les protègent et sauvegardent leurs droits.

Pour aider à la jeunesse, vous avez accordé de généreuses subventions et institué de nombreuses écoles spéciales, qui lui ouvriront plusieurs carrières nouvelles et lui donneront la perspective d'un brillant avenir. Bref, ces différentes lois ne peuvent manquer de produire d'excellents résultats, et, en les sanctionnant au nom de Sa Majesté, j'ai eu le sentiment, comme vous d'ailleurs en les votant, de servir les meilleurs intérêts de notre province et de sa population.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir mis à la disposition des différents services les crédits nécessaires à l'administration de la chose publique. Le gouvernement, je vous prie de le croire, veillera avec soin à ce qu'ils soient dépensés avec la plus stricte économie.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos délibérations contribueront, je n'en doute pas, à maintenir le prestige du Québec dans la Confédération et à raffermir l'autonomie que lui garantit la Constitution canadienne.

En votre nom et au mien, je forme des vœux pour la prospérité de notre chère province ainsi que du Canada tout entier, et je prie la divine Providence de répandre d'abondantes bénédictions sur leur population.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 7 h 15.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 13 avril 1938, à la page 11, il n'est pas rappelé à l'ordre, car il lit un document public, soit le discours du budget.

2. *Le Canada* du 13 avril 1938, à la page 8, \$5,000,000.

3. \$3,000,000 selon *L'Événement* du 13 avril 1938, à la page 11.

4. *Le Soleil* du 13 avril 1938, à la page 9, rapporte qu'"Un journal qui est passé à M. Duplessis, le *Chronicle Telegraph*, a sévèrement reproché aujourd'hui au Conseil législatif d'avoir retardé la prorogation."

5. La séance est ensuite suspendue jusqu'au prochain message du Conseil législatif avertissant les députés que les conseillers ont décidé d'apporter d'autres amendements à la nouvelle législation. Pendant ce laps de temps, on improvise des chœurs. On chante des chansons à répondre. Sur l'air de "La cantinière du régiment", on chante "Concordia à très bon dos, cela dépend de M. Raynault; M. Raynault est militaire, etc." rapporte *Le Canada* du 13 avril 1938, à la page 9. De son côté, *Le Soleil* du 13 avril 1938, à la page 9, rapporte que "Pendant ce qu'on pourrait appeler l'intermission, les députés en

Chambre chantent, tantôt sous la conduite de M. Hortensius Béique, de Chambly, tantôt sous celle de M. Antonio Élie, ministre sans portefeuille, qui joue le rôle de soliste, tandis que ses collègues reprennent en chœur ses chanson." Dans *Le Nouvelliste* du 13 avril 1938, à la page 1, on rapporte que M. Élie, "que ses fonctions de maître de chapelle à Saint-François-du-Lac qualifient tout particulièrement, remplit, d'ordinaire, le rôle de soliste. Il a chanté avec un brio égal à celui de ses collègues le fameux "Bonhomme, bonhomme, tu n'es plus maître dans ta maison quand nous y sommes".

6. Peu de temps après, on se jette des papiers à la tête. Le premier ministre attrape une "édition de 5 heures" de *L'Action catholique*, selon *Le Canada* du 13 avril 1938, à la page 9.

7. Selon *Le Soleil* du 13 avril 1938, à la page 9, "La situation se mêle quelque peu, à ce point qu'à un moment donné le Conseil législatif attend l'Assemblée législative, et réciproquement, les deux Chambres devant s'envoyer des messages. L'intermission se prolonge. Finalement, les députés reçoivent le message que le Conseil n'insiste pas sur les amendements refusés par le gouvernement. Nouvelle intermission".

8. La Chambre est de nouveau suspendue pour se livrer au sport de lancer des *Feuilletons* de la Chambre et des journaux, selon *Le Canada* du 13 avril 1938, à la page 9.